AGENCE MONETAIRE DE L'AFRIQUE DE L'OUEST (AMAO)

PROGRAMME DE COOPERATION MONETAIRE DE LA CEDEAO

RAPPORT PREMIER SEMESTRE 2013

Freetown, Décembre 2013

TABLE DES MATIERES

RESUME ANALYTIQUE vii

INTRODUCTION xi

1.0. ENVIRONNEMENT ECONOMIQUE INTERNATIONAL 1
1.1. Evolutions économiques et financières récentes 1
1.1.1. Croissance économique mondiale 1
1.1.2. Inflation 4
1.1.3. Finance publique et dette publique 6
1.1.4. Marchés Financiers et monétaires 7
1.1.5. Secteur extérieur 7
1.2. Perspectives 9

2.0. SITUATION ECONOMIQUE ET FINANCIERE DE LA CEDEAO 11
2.1. Croissance économique et inflation 11
2.1.1. Production 11
2.1.2. Inflation 12
2.2. Finances publiques et dettes publiques 13
2.2.1. Finances publiques 13
2.2.2. Dettes publiques 14
2.3. Balance des paiements et taux de change 15
2.3.1. Balance des paiements 15
2.3.2. Réserves de change et évolution des taux de change 17
2.4. Perspectives 18

3.0. ASPETS MONETAIRES ET FINANCIERS DANS L'ESPACE CEDEAO 19
3.1. Situation monétaire 19
3.2. Institutions et marchés financiers 27
3.2.1. L'UEMOA 27
3.2.2. LA ZMAO 30
3.2.3. Le Cap-Vert 32

4.0. SITUATION DE LA CONVERGENCE MACROECONOMIQUE ET DE L'HARMONISATION DES POLITIQUES 34
4.1. Aperçu sur la convergence macroéconomique 34
4.2. Analyses de la performance par critère 36
4.2.1. Critères de premier rang 36
4.2.1.1. Déficit budgétaire dons compris/ pib ≤ 3% 36
4.2.1.2. Taux d'inflation ≤ 5 % 37
4.2.1.3. Financement du déficit budgétaire par la banque centrale/ recettes fiscales de l'année précédente ≤ 10% 39
4.2.1.4. Réserves extérieures brutes ≥ 6 mois de couverture des importations 40
4.2.2. Critères de second rang 40
4.2.2.1. Arriérés intérieurs et extérieurs (interdiction d'accumulation de nouveaux arriérés et liquidation d'arriérés existants) 40
4.2.2.2. Recettes fiscales/ pib ≥ 20 % 41
4.2.2.3. Masse salariale /recettes fiscales ≤ 35 % 42
4.2.2.4. Investissements publics / recettes fiscales ≥ 20 % 43
4.2.2.5. Taux d'intérêts réels positifs 44

4.2.2.6. Stabilité du taux de change nominal ± 10%.....45
4.2.2.7. Dette publique/ pib ≤ 70 %.....46

5.0. Etat de l'harmonisation des politiques et arrangements institutionnels au sein de la cedeao 47
5.1. Politique de change 47
5.2. Harmonisation des cadres de politique monétaire 47
5.3. Harmonisation de la réglementation régissant les relations financières extérieures.....47
5.4. Modernisation des systèmes de paiement 49
5.5. Harmonisation de la réglementation et de la supervision des banques et autres institutions financières.....51
5.6. Harmonisation du cadre comptable et de reporting des banques et autres institutions financières.....52
5.7. Intégration du marché financier au sein de la cedeao.....52
5.8. Schéma de libéralisation des échanges au sein de la cedeao 53
5.9. Harmonisation des statistiques 54

6. ANALYSE MACROECONOMIQUE ET HARMONISATION DES POLITIQUES PAR PAYS OU ZONE 55
6.1. PAYS DE L'UNION ECONOMIQUE ET MONETAIRE OUEST AFRICAINE (UEMOA) ...55
6.1.1. BENIN 55
6.1.2. BURKINA FASO 65
6.1.3. COTE D'IVOIRE 72
6.1.4. GUINEE-BISSAU 80
6.1.5. MALI 90
6.1.6. NIGER 98
6.1.7. SENEGAL 105
6.1.8. TOGO 112
6.1.9. ARRANGEMENTS INSTITUTIONNELS ET QUESTIONS D'HARMONISATION DES POLITIQUES AU SEIN DE L'UEMOA/BCEAO..... 121

6.2. LES PAYS DE LA ZONE MONETAIRE DE L'AFRIQUE DE L'OUEST (ZMAO)..... 128
6.2.1. GAMBIE..... 128
6.2.2. GHANA 139
6.2.3. GUINEE..... 153
6.2.4. LIBERIA..... 163
6.2.5. NIGERIA 180
6.2.6. SIERRA LEONE 192

6.3. CAP-VERT 203

CONCLUSION GENERALE ET RECOMMANDATIONS 211
ANNEXES..... 213

LISTE DES TABLEAUX

Tableau 1.1: Tendance de croissance dans les grandes économies mondiales

Tableau 1.2: Sources de la croissance mondiale (2009-2014*)

Tableau 1.3: Tendance Globale de l'inflation et matières premières

Tableau 1.4: Evolution des prix et variation des prix des principaux produits de base

Tableau 1.5: Evolution de la composition des échanges

Tableau 2.1: Evolution des taux de croissance du PIB réel des Etats membres de la CEDEAO

Tableau 2.2: Evolution de l'inflation à fin de période des pays membres de la CEDEAO

Tableau 2.3: Solde budgétaire hors dons (en % du PIB)

Tableau 2.4: Composante de la Dette des pays membres de la CEDEAO (2010-2013

Tableau 2.5: Solde courant en % du PIB

Tableau 2.6: Solde Global de la Balance des paiements en % du PIB

Tableau 3.1a : Evolution de quelques taux d'intérêt nominaux – CEDEAO

Tableau 3.1b : Evolution de quelques taux d'intérêt réels – CEDEAO

Tableau 3.2a : Expansion de la masse monétaire des pays de la CEDEAO (en %)

Tableau 3.2b : Analyse de la croissance de la masse monétaire des pays de l'UEMOA en fin 2012 (en %)

Tableau 3.2c : Analyse de la croissance de la masse monétaire des pays de la ZMAO et du Cap-Vert en fin 2012 (%)

Tableau 4.1: Nombre de pays qui ont rempli les critères de convergence au sein de la CEDEAO

Tableau 4.2: Nombre Total de critères de convergence réalisés

Tableau 4.3: Evolution de la performance par rapport aux critères de 1er rang

Tableau 4.4: Déficit Budgétaire dons compris en % du PIB

Tableau 4.5: Taux d'inflation de fin de période en %

Tableau 4.6: Déficit budgétaire financé par les Banques Centrales en % des recettes fiscales de l'année antérieure

Tableau 4.7: Réserves Extérieures brutes en mois d'importation CAF

Tableau 4.8: Accumulation des arriérés intérieurs

Tableau 4.9: Recettes fiscales/ PIB en %

Tableau 4.10: CEDEAO- Masse salariale en % des recettes fiscales

Tableau 4.11: Investissements Publics financés sur ressources propres en % des recettes fiscales

Tableau 4.12: Taux d'intérêts réels en pourcentage

Tableau 4.13: Taux de change nominal (variation en %)

Tableau 4.14: Dette Publique (variation en %)

Tableau 6.1: Evolution du PIB et de ses composantes

Tableau 6.2 : Évolution de quelques postes budgétaires (Variation en %)

Tableau 6.3 : Évolution semestrielle de la situation monétaire du Bénin *(en %)*

Tableau 6.4 : Quelques indicateurs de la Balance des paiements du BENIN *(en % du PIB)*

Tableau 6.5 : Situation de la Convergence du Benin

Tableau 6.6: Analyse de l'évolution du PIB et de ses composantes en %

Tableau 6.7 : Évolution de quelques postes budgétaires

Tableau 6.8: Évolution de la situation monétaire

Tableau 6.9 : Quelques indicateurs de la Balance des paiements

Tableau 6.10 : Situation de la convergence
Tableau 6.11 : Evolution du PIB et de ces composantes
Tableau 6.12 : Evolution de quelques postes budgétaires (Variation en %)
Tableau 6.13 : Quelques indicateurs de la Balance des paiements de la Côte d'Ivoire *(en %)*
Tableau 6.14 : Evolution semestrielle de la situation monétaire *(en %)*
Tableau 6.15: Situation de la Convergence de la Cote D'ivoire
Tableau 6.16. Analyse de l'évolution du PIB et de ses composantes (en %)
Tableau 6.17: Evolution de quelques postes budgétaires
Tableau 6.18: Evolution de la situation monétaire (en %)
Tableau 6.19: Quelques indicateurs de la balance des paiements (en % du PIB)
Tableau 6.20: Situation de la convergence de la Guinée Bissau
Tableau 6 .21 : Quelques indicateurs du secteur réel (en % PIB)
Tableau 6.22 : Evolution de quelques postes budgétaires (variation en % et PIB)
Tableau 6.23: Quelques postes significatifs de la balance de paiement
Tableau 6.24 : Quelques indicateurs des agrégats monétaires (variation en %)
Tableau 6.25 : Situation de la convergence
Tableau 6.26: Analyse de l'évolution du PIB et de ses composantes
Tableau 6.27 : Évolution de quelques postes budgétaires
Tableau 6.28 : Situation monétaire à fin juin 2013
Tableau 6.29 : Quelques indicateurs de la Balance des paiements
Tableau 6.30 : Situation de la convergence
Tableau 6.31 : Evolution du PIB et de ses composantes
Tableau 6.32 : Indicateurs des Finances Publiques
Tableau 6.33 : Évolution de la situation monétaire *(en %)*
Tableau 6.34. : Quelques indicateurs de la Balance des paiements
Tableau 6.35: Situation de la convergence
Tableau 6.36: Evolution du PIB et de ses composantes
Tableau 6.37 : Évolution de quelques postes budgétaires (Variation en %)
Tableau 6.38 : Évolution semestrielle de la situation monétaire du Togo *(*en %)
Tableau 6.39 : Quelques indicateurs de la Balance des paiements *(en % du PIB)*
Tableau 6.40 : Situation de la convergence
Tableau 6.41: Croissance du PIB et Composition Sectorielle
Tableau 6.42: Operations budgétaires de l'Etat
Tableau 6.43: Croissance des agrégats monétaires clés et contribution à la masse monétaire
Tableau 6.44: Balance des paiements analytique
Tableau 6.45: État de la convergence macroéconomique
Tableau 6.46: Evolution du secteur réel du Ghana
Tableau 6.47: Opérations budgétaires de l'Etat
Tableau 6.48: Evolution des principaux agrégats monétaires
Tableau 6.49: Evolutions des indicateurs de la balance des paiements

Tableau 6.50: Etat de la convergence
Tableau 6.51 : Evolution des Indicateurs du secteur réel (variation en %)
Tableau 6.52 : Quelques indicateurs des Opérations Financières de l'Etat
Tableau 6.53 : Evolution des principaux agrégats monétaires de 2009-juin 2012
Tableau 6.54 : Evolution semestrielle des principaux soldes de la Balance des Paiements
Tableau 6.55 : Situation de la Convergence
Tableau 6.56: Résultats du secteur réel (deuxième semestre 2012 & premier semestre 2013)
Tableau 6.57: Opérations budgétaires du gouvernement au premier semestre (en %), 2012-2013
Tableau 6.58: Analyse du stock de la dette (2012-2013)
Tableau 6.59: Croissance des agrégats monétaires (2009-2013*)
Tableau 6.60: indicateurs du secteur extérieur
Tableau 6.61: Situation de convergence macroéconomique (2010-2013)
Tableau 6.62: Evolution du secteur réel du Nigéria
Tableau 6.63: La performance budgétaire du Nigéria (en % du PIB)
Tableau 6.64: Evolution des agrégats monétaires
Tableau 6.65 : Performance du secteur extérieur (en % du PIB)
Tableau 6.66 : Etat de la convergence macroéconomique
Tableau 6.67: Performance du secteur réel en Sierra Leone
Tableau 6.68: Evolution des Agrégats Monétaires Clés
Tableau 6.69: Etat de la Convergence Macroéconomique en Sierra Leone
Tableau 6.70 : Analyse de l'évolution du PIB et de ses composantes (en %)
Tableau 6.71 : Evolution de quelques postes budgétaires
Tableau 6.72 : Quelques indicateurs de la balance des paiements (en % du PIB)
Tableau 6.73 : Evolution de la situation monétaire (en %)
Tableau 6.74 : Situation de la convergence du Cap vert

RESUME ANALYTIQUE

L'activité mondiale devrait augmenter modérément en 2013, avec un taux de croissance de 2,9% contre 3,2% en 2012. L'impulsion devrait venir plus ou moins des pays avancés, où la production devrait progresser d'environ 1,2 % en 2013 et 2,0% en 2014. L'affermissement de l'économie américaine, une réduction appréciable du durcissement budgétaire (sauf au Japon) et des politiques monétaires très accommodantes sont les moteurs de ce léger redressement attendu. Dans la zone euro, la croissance sera freinée par la grande faiblesse des pays de la périphérie, elle serait de -0,4% en 2013 et 1,0% en 2014. Les pays émergents et les pays en développement devraient connaître une croissance voisine de 4,5% en 2013 et 5,1 % en 2014 contre 4,9% en 2012. Le chômage demeurera bien trop élevé dans beaucoup de pays avancés et dans divers pays émergents, notamment au Moyen-Orient et en Afrique du Nord.

Par opposition à ce tableau hétérogène pour les pays avancés et émergents, les économies des pays membre de la CEDEAO se portent bien dans son ensemble. La CEDEAO enregistrerait une nouvelle année de forte croissance, avec un taux de 6,3%. Cette croissance serait principale due à l'essor des activités extractives et pétrolières dans certains pays (Cote d'Ivoire, sierra Leone, Burkina Faso, Ghana), la poursuite de l'exécution des programmes d'investissements publics dans les infrastructures et le renforcement des capacités d'offre d'énergie électrique dans la plupart des Etats membres. Toutefois, par rapport à l'année 2012, une légère baisse de 0,1 point de pourcentage de la croissance a été observée en raison de la baisse de la croissance dans la plus part des pays membres.

L'activité économique de la communauté s'est déroulée dans un contexte de baisse de l'inflation, en liaison avec le relâchement des tensions sur les marchés mondiaux de produits alimentaires, conjugué aux effets du desserrement monétaire dans plusieurs pays et à l'amélioration des conditions climatiques au Sahel.. En fin juin 2013, le taux d'inflation de la communauté est ressorti à 7,9% contre 10,1% à la même période de l'année précédente. L'inflation a baissé dans pratiquement tous les pays membres de la communauté, excepté le Ghana, la Gambie, la Côte d'Ivoire et le Niger. Les niveaux d'inflation les plus faibles ont été observées au Benin, au Mali et en Guinée Bissau avec les taux respectifs de 0,7%, -1,3%, et -0,8%.

Au niveau des finances publiques, malgré les mesures prises par certains membres pour renforcer leur position budgétaire qui avait été grandement fragilisée par la récession mondiale, la situation des finances publiques s'est dégradée dans beaucoup de pays membres de la CEDEAO au titre du premier semestre 2013. Le déficit budgétaire hors dons (en % du PIB) de la Communauté se situe à 2,4% contre 1,5% à fin juin 2012. Si les dons sont pris en considération, le déficit représente 1,1% du PIB en fin juin 2013 contre 1,7% en fin juin 2012. Cette contreperformance est due principalement aux déficits de la plupart des pays membres, en particulier le Niger (-7,0% contre -1,2% en juin 2012), le Ghana (-6,4% contre -4,3% en juin 2012), la Guinée (-6,4% contre -2,4% en juin 2012) et le Cap Vert (-7,4% contre -12,4% en juin 2012). Toutefois, certains pays membres comme le Burkina Faso, la Guinée Bissau et

la Sierra Leone ont amélioré leurs situations budgétaires qui sont passés respectivement de -1,7%, -1,5% et -0,9% du PIB en juin 2013 contre respectivement -2,0%, -3,2% et -6,1% en juin 2012. Le Nigeria a connu une évolution modérée de son déficit budgétaire -1,8% du PIB en juin 2013 contre -1,3% à la même période de l'année dernière.

Pour la dette publique, le niveau d'endettement des pays de la CEDEAO a augmenté légèrement en 2013 par rapport à 2012. En effet, le stock total de la dette se chiffrerait à 25,9% du PIB en 2013 contre 27,3% du PIB en 2012, soit une diminution de 1,4 % du PIB.

S'agissant du secteur extérieur, la balance courante serait excédentaire de 3,4% du PIB contre 4,2% en 2012. Cette contreperformance serait due principalement aux déficits enregistrés dans tous les pays membres excepté au Nigeria (qui enregistrait un excédent 8,9% du PIB en 2013, contre 10,3% du PIB en 2012). Les plus importants déficits seraient enregistrés au Liberia (-89,7% du PIB), en Guinée (-16,5% du PIB), en Gambie (-15,9% du PIB) et au Niger (-14,0% du PIB). La persistance du déficit de la balance des transactions courantes dans ces pays résulte principalement de l'alourdissement de la facture des importations de biens et de la détérioration du solde des services ainsi que le repli des appuis budgétaires reçus par la plupart des Etats membres de la communauté et des envois de fonds des migrants. La hausse des importations est essentiellement liée à l'accroissement des approvisionnements en biens d'équipement et intermédiaires, en relation avec la mise en œuvre de programmes de construction d'infrastructures dans la plupart des Etats de la Communauté et le regain d'investissement dans les secteurs minier et pétrolier notamment. Pour la détérioration du solde des services, elle est due à l'alourdissement de la facture du fret, en ligne avec l'augmentation des importations, et l'accroissement de la consommation des autres services spécialisés dans les secteurs minier et pétrolier.

Pour le solde global de la Balance des paiements de la CEDEAO, l'excédent connaîtrait une baisse en 2013 avec 0,4% du PIB contre 3,9% en 2012 du fait de la baisse du surplus du Nigeria. Cet excédent s'est reflété dans tous les pays, excepté au Mali, au Niger, au Ghana et en Guinée qui ont enregistré des déficits de leurs soldes globaux.

Au niveau des aspects monétaires, la BCEAO, les Banques centrales de la Gambie, de la Guinée et de la Sierra Leone ont adopté l'assouplissement de leur politique monétaire à travers la baisse de leurs taux directeurs. Le taux du guichet de prêt marginal et le taux minimum de soumission aux appels d'offres de la BCEAO ont connu une baisse de 0,25 point de pourcentage à cinq (5) reprises entre 2011 et septembre 2013. Les taux sont passés respectivement de 4,0% et 3,0% en fin 2012 à 3,5% et 2,5% en septembre 2013. Les Banques centrales de la Gambie, de la Guinée et de la Sierra Leone ont fait baisser respectivement leurs taux directeurs de 12,5%, 22,0% et 20% en décembre 2013 à 10 %, 16,0% et 15,0% en juin 2013. Le Nigeria et le Cap –vert ont maintenu leur taux directeurs constant à 12,0% et 5,75% respectivement. Quant au Ghana, il a revu à la hausse son taux directeur de 15% à 16% entre décembre 2012 et juin 2013 dans le but probablement de contenir l'inflation ou de stabiliser son taux de change. Les taux des réserves obligatoires sont restés constants dans tous les pays membres au cours du premier semestre 2013.

Le desserrement de la politique monétaire dans la majeure partie des pays ne s'est pas reflété directement sur les autres taux d'intérêt surtout ceux des bons du trésor où une tendance à la hausse a été observée à l'exception du Nigeria, du Cap -vert et de la Sierra Leone. En tenant compte des taux des bons du Trésor à 91 joursLes taux d'intérêts réels de beaucoup de pays sont restés positifs au premier semestre 2013 à l'exception de la Sierra Leone. Ce qui sous entend que les pays qui ont des niveaux d'inflation élevés, pratiquent aussi des taux d'intérêt nominaux élevés.

L'analyse des agrégats monétaires montre une expansion de la masse de 14,4% en fin juin 2013 contre 11,7% à la même de 2011, soit une hausse supérieure à la croissance économique de la communauté de 7,9 points de pourcentage, ce qui argue pour une hausse de la liquidité de l'économie. Cet accroissement de la liquidité globale, induit par les contreparties de la masse monétaire surtout les crédits à l'économie, est reflété, au niveau de ses composantes, notamment les dépôts et la circulation fiduciaire. En effet, la situation diffère d'une zone à l'autre.

L'analyse des institutions financières et des marchés financiers montre qu'au niveau de l'UEMOA, en dehors d'un marché financier et d'un système de paiement déjà intégrés et harmonisés, des progrès continuent d'être toujours enregistrés surtout en termes de systèmes de financement décentralisés et d'assurance. Quant à la ZMAO chaque pays dispose de son propre système financier traduisant ainsi la faible intégration du secteur financier dans cette zone. Dans l'ensemble, le système financier de la communauté est stable et se porte bien, car pratiquement la majeure des banques ont satisfaites les principaux ratios prudentiels tels que le capital adéquat et la liquidité et les marchés financiers évoluent dans le bon sens même si une tendance baissière est observée au niveau de la BRVM.

S'agissant de la convergence macroéconomique, le niveau de performance des pays n'a pas fondamentalement évolué au 1er semestre 2013 comparativement à la même période de l'année précédente, à part une baisse drastique du niveau de respect du critère relatif aux réserves brutes de change. Au niveau des critères de premier rang, il ressort une légère amélioration par rapport à l'inflation et au financement du déficit budgétaire par la Banque Centrale. En revanche, l'on note une détérioration par rapport au critère portant sur les réserves brutes de change en raison du non respect de ce critère par l'UEMOA. De même, le niveau de performance par rapport au critère relatif au déficit budgétaire a connu une légère dégradation avec deux pays supplémentaires ayant raté la cible. En ce qui concerne les critères de second rang, le niveau de performance n'a pas également évolué de manière significative par rapport à la même période de l'année précédente. L'on note toutefois, une amélioration par rapport au taux d'intérêt réel avec deux pays supplémentaires ayant respecté la norme et dans une moindre mesure par rapport à la stabilité du taux de change nominal. En revanche, une légère dégradation est observée par rapport à la mobilisation des recettes fiscales et aux investissements financés sur ressources internes. Le même niveau de performance a été maintenue par rapport aux autres critères de second rang à savoir la non

accumulation des arriérés intérieurs et extérieurs, le niveau de la massa salariale et le niveau de la dette publique.

Au total, aucun pays n'a respecté l'ensemble des critères de convergence au cours du 1er semestre 2013. La meilleure performance a été enregistrée par le Burkina Faso et le Sénégal qui ont respecté chacun neuf (9) des onze critères de convergence. Ces pays sont suivi par le Mali qui a respecté huit (8) critères de convergence. La plus mauvaise performance a été enregistrée par la Gambie qui n'a respecté que deux (2) critères de convergence. Sur la période sous-revue, la plus forte progression (+2 critères respectés) a été enregistrée par la Guinée. Quant à la plus forte contre-performance (-3 critères respectés), elle concerne la Gambie.

En matière d'harmonisation des politiques, des avancées importantes ont été notées dans le cadre de l''harmonisation des cadres de politique monétaire, des législations et supervision bancaires et autres institutions financières, des cadres comptables et de reporting des banques et des institutions financières, des statistiques de la balance des paiements et de développement des systèmes de paiements. Toutefois, des efforts restent à faire dans le cadre de la préparation des conditions de l'interconnexion des systèmes de paiements et la libéralisation du compte de capital.

En termes de perspectives, la situation économique et financière de la Communauté présente un profil soutenable et des perspectives favorables. La croissance serait soutenue par de nombreux pays ayant des taux de croissance au moins également à 7%, à savoir le Burkina Faso, la Côte d'Ivoire, le Niger, le Ghana, le Nigeria, le Liberia et la Sierra Leone. Le maintien des efforts d'Investissement dans les infrastructures, l'entrée en activité de nouveaux sites de production minière et pétrolière, une bonne orientation des prix de certaines matières premières ainsi qu'une amélioration de la gestion des finances publiques sont des facteurs justifiant la poursuite de ces performances. Outre, la bonne orientation des résultats de la campagne agricole 2013/2014 dans beaucoup de pays, la performance résulterait de facteurs comme le redressement prévu au Mali et en Guinée Bissau en relation avec le retour progressif d'un climat sociopolitique apaisé qui impacterait la croissance et la stabilité macroéconomique.

INTRODUCTION

Le présent rapport s'inscrit dans le cadre des activités de l'Agence Monétaire de l'Afrique de l'Ouest (AMAO) au titre de la mise en œuvre du Programme de coopération monétaire de la CEDEAO (PCMC). Le PCMC a été adopté à Abuja en 1987 par la conférence des chefs d'Etat et de gouvernement des pays membres de la CEDEAO, avec pour objectif la mise en place d'un système monétaire harmonisé et d'institutions communes de gestion. L'objectif à court terme est l'harmonisation des règles régissant la gestion économique et financière.

Le programme a également pour objectif d'assurer la réalisation de la convertibilité des monnaies régionales dans le moyen terme de façon à favoriser l'utilisation des monnaies nationales dans les transactions commerciales intra-régionales, de garantir la détermination des taux de change sur la base des principes du marché et de favoriser la création d'une monnaie unique au sein de la zone par l'usage d'une monnaie convertible commune, gérée par une Banque centrale commune.

En Mai 2009, une feuille de route du Programme de Coopération monétaire a été adoptée par le Conseil de convergence de la Communauté Economique des Etats de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO). Cette dernière réitère l'importance de la convergence macroéconomique et de l'harmonisation des politiques structurelles pour assurer la stabilité macroéconomique avant le lancement de la Monnaie unique de l'Afrique de l'Ouest. Cette convergence macroéconomique suppose la stabilité des prix, la maîtrise des déficits budgétaires, la restriction du financement des déficits budgétaires par la Banque Centrale et le maintien de niveaux suffisants de réserves extérieures. Le dispositif d'évaluation prévu à cet effet a été révisé en 2013 et repose sur le respect de onze critères de convergence. Le respect des quatre (4) critères de premier rang continue de rester obligatoire pour le passage à la monnaie unique. Ces critères se présentent comme suit :

Critères de premier rang

a) Déficit budgétaire inclus dons (base engagement) sur PIB nominal inférieur ou égal à 3% ;
b) Taux d'inflation moyen inférieur à 5% ;
c) Financement du déficit budgétaire par la Banque Centrale inférieur ou égal à 10% des recettes fiscales de l'année précédente ;
d) Réserves brutes de change supérieures ou égales à 6 mois d'importations.

Critères de second rang

a) Interdiction de nouveaux arriérés (intérieurs et extérieurs) et apurement des anciens arriérés ;
b) Ratio recettes fiscales sur PIB supérieur ou égal à 20% ;
c) Ratio masse salariale sur recettes fiscales inférieur ou égal à 35% ;
d) Ratio investissements publics financés sur ressources internes sur recettes fiscales supérieur ou égal à 20% ;
e) Taux de change nominal stable;

f) Taux d'intérêt réel positif
g) Taux de l'endettement public inférieur à 70% du PIB nominal.

Le présent rapport procède à l'analyse de la situation économique et financière internationale et de la Communauté Economique des Etats de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) pour le premier semestre de l'année 2013, tout en mettant l'accent sur les aspects qui relèvent de la compétence de l'Agence. Il examine d'abord la situation économique internationale en identifiant les incidences sur les économies de la région, analyse ensuite l'orientation des activités économiques, monétaires et financières au sein de la CEDEAO dans sa globalité, évalue en outre l'état de la convergence macroéconomique et de l'harmonisation des politiques monétaire et financière au sein de la CEDEAO et enfin expose la situation macroéconomique et des politiques d'harmonisation par pays.

1.0. ENVIRONNEMENT ECONOMIQUE INTERNATIONAL

1.1. Evolutions économiques et financières récentes

L'incertitude économique continue d'affecter l'économie mondiale qui n'a pas entièrement repris. Des signaux économiques inégaux étaient toujours visibles en 2013. Les économies avancées commençaient à reprendre de façon graduelle, tandis que les économies émergentes ralentissaient cette dynamique précédente. Les activités économiques en Angleterre se sont améliorées de manière significative, et à rythme encourageant, tandis que l'économie japonaise a été relancé par son élan budgétaire et monétaire avec un yen faible et un environnement extérieur fort. Les marchés émergents et les pays en voie de développement ont connu des activités économiques lentes, soutenues par le durcissement des contraintes de capacités, la fluctuation des prix des denrées, la baisse de la politique de soutien et la lenteur du crédit. Le resserrement monétaire, conjugué avec les défis budgétaires dans certains pays développés, particulièrement aux Etats Unis et en Europe, constituent les risques majeurs.

La volatilité du marché financier était à la hausse dans les économies avancées avec des taux d'intérêt à long terme à la hausse. La volonté pour que les politiques macroéconomiques appuient l'activité fragile et contienne les flux de capitaux, étaient des défis majeurs pour la plupart des marchés émergents et des pays en voie de développement. Les taux d'intérêt attractifs dans les économies avancés, la volatilité du prix des actifs et la faiblesse de l'activité intérieure ont contribué aux flux de capitaux, à la baisse du cours des actions et à la dépréciation de la monnaie.

Les économies émergentes majeures, particulièrement en Asie sont restés vulnérables aux coûts de financement en hausse à cause du rééquilibrage économique. Les économies d'Amérique Latine ont connu des activités économiques faibles. Toutefois, les économies d'Afrique du Nord ont fait l'expérience d'une modeste reprise, mais restent confrontées au risque de la crise syrienne et au bouleversement politique en Egypte. L'activité économique dans les pays d'Afrique subsaharienne augmentait à un rythme lent due à des contraintes structurelles.

En tout, le résultat économique devrait continuer en dessous de son potentiel. Les consolidations budgétaires aux Etats Unis et au Japon, le risque à court terme dans la zone Euro et la lenteur économique générale dans les pays en voie de développement existent toujours, quoiqu'il y ait une baisse modérée. Les priorités de politique se focaliseront toutefois sur la réduction des risques majeurs pour la production dans le court terme, l'amélioration de la coordination de politique internationale afin de réduire les retombées de politiques négatives et encourager le flux de capitaux adéquat pour relancer l'économie des pays en voie de développement.

1.1.1. Croissance économique mondiale

Les économies avancées ont connu une reprise en 2013, quoique les activités économiques aient baissé dans la plupart des économies émergentes en 2013. Le tableau 1.1 montre la tendance

dans la production des blocs économiques majeurs. Le modèle de croissance indique des perspectives pour une croissance économique améliorée dans les pays.

Tableau 1.1: Tendance de croissance dans les grandes économies mondiales

Régions économiques majeures	**2011**	**2012**	**2013***	**2014***
Afrique du Sud	3.5	2.5	2.0	2.9
Mexique	4.0	3.6	1.2	3.0
Brésil	2.7	0.9	2.5	2.5
Inde	6.3	3.2	3.8	5.1
Chine	9.3	7.7	7.6	7.3
Russie	4.3	3.4	1.5	3.0
Japon	-0.6	2.0	2.0	1.2
Allemagne	3.4	0.9	0.5	1.4
UK	1.1	0.2	1.4	1.9
USA	1.8	2.8	1.6	2.6

Source: World Economic Outlook, * Projection

Les Etats Unis devraient connaitre une croissance modérée de 1,6%, inférieur de 0,3% comparé à sa prévision initiale et à cause de défis budgétaires, quoique la demande privée soit resté forte. L'économie allemande a connu une contraction modérée contrairement au 0,6 de PIB prévu pour 2013, baissant de 0,1 point. Les prévisions pour la croissance du Royaume Uni en 2013 ont été considérablement revues à la hausse, à 1,4% contre une estimation antérieure de 0,7%, tirée par une confiance élevée du consommateur et des entreprises. Au japon, l'économie a connu une hausse avec une croissance de 2013 révisée à la hausse de 2 % en 2013, soit une croissance de 0,4%, appuyée par des politiques macroéconomiques expansionnistes.

Les moteurs de la croissance des pays en voie de développement d'Asie, la Chine, semblent constamment s'éloigner des deux chiffres comme prévu dans sa croissance révisée de 7,6 pour cent, inférieur de 0,4 point de pourcentage. L'Inde n'a pu atteindre l'objectif de croissance de 5,7 %, inférieur de 1,9 point de pourcentage dû aux défis structurels et à la faiblesse de la demande. La croissance économique a été revue à la baisse à 1,5 % contre une prévision initiale de 3,4% en Russie à cause de la faiblesse de l'investissement et de la baisse de la demande pour ses exportations. Le géant de l'économie de l'Amérique latine, le Brésil, était en mal de croissance avec une croissance révisée à 2,5 %, inférieure à 0,5 points de pourcentage due à la baisse de la consommation privée, à la demande défavorable pour ses exportations et à des protestations publiques fréquentes. La croissance du Mexique a été revue à la baisse de 3,6 % à 1,2 % due à la catastrophe naturelle qu'elle a connue. Les relations industrielles tendues, la faible croissance de la consommation et la faiblesse de l'investissement ont contraint la plus grande économie de l'Afrique, l'Afrique du Sud à connaitre une légère hausse de 2,0 %, soit 0,8 points de pourcentage inférieure à la prévision initiale.

En conséquence, la croissance globale est restée faible, retenu par les ajustements budgétaires en cours, principalement dans les économies avancées. La croissance globale pour 2013 était en deçà des projections avec une production réelle qui devrait s'accroitre de 2,9% contre 3,3% prévu initialement dans le « World Economic Outlook » d'avril 2013. En 2014, la croissance

devrait décoller. Le tableau 1.2 montre le modèle de croissance des régions économiques importantes aussi bien que les prévisions de 2014.

Tableau 1.2: Sources de la croissance mondiale (2009-2014*)

Région principale du monde (chiffres en pourcentage)	**2011**	**2012**	**2013***	**2014***
Monde	3.9	3.2	2.9	3.6
Economies avancées	1.7	1.5	1.2	2.0
Autres économies avancées	3.2	1.9	2.3	3.1
Zone Euro	1.4	-0.6	-0.4	1.0
Economies Emergeante et en Développement	6.2	4.9	4.5	5.1
Europe Central et de l'Est	5.4	1.4	2.3	2.7
Communauté des Etats Indépendants	4.8	3.4	2.1	3.4
Pays en voie de développement de l'Asie	7.8	6.4	6.3	6.5
ASEAN-5	4.5	6.2	5.0	5.4
Amérique Latine et Caraïbe	4.6	2.9	2.7	3.1
MENA+	3.9	4.6	2.1	3.8
Afrique Sub Saharienne	5.5	4.9	5.0	6.0

Source:World Economic Outlook, +Moyen Orient et Afrique du Nord, *projection

Dans les économies avancées, la croissance révisée pour 2013 est restée inchangée, mais a fléchi d'environ 0,3 points à 1,5 %. La croissance du PIB a cependant semblé plus forte dans les autres économies avancées, où elle devrait passer de 1,9 % en 2012 à 2,3 pour cent en 2013. En dépit des risques à court terme réduits, la récession dans la zone euro devrait s'améliorer, avec la croissance passant à 0,2 points de pourcentage, de 0,6 % négatif en 2012 à 0,4% négatif en 2013, soutenu principalement par la confiance croissante des entreprises. Néanmoins, la zone euro devrait connaître une transition vers une croissance relativement positive d'ici 2014.

Le marché émergent et les économies en développement sont restés solides, bien que le rythme d'expansion soit resté timide. La croissance pour 2013 a été considérablement revue à la baisse à 4,5 % contre de 5,3 %, soutenue par la demande intérieure solide, la reprise des exportations et les politiques macroéconomiques accommodantes. Le taux de croissance était légèrement en hausse en Europe centrale et de l'Est, augmentant de 0,9 points de pourcentage à 2,3 % en 2013. La volatilité du marché a créée des perspectives de croissance faibles pour l'Amérique latine et les Caraïbes, dont la croissance a été estimée à 2,7 pour cent en 2013, révisée de 3,4 % dû en partie à la rupture de l'activité économique occasionnée par la catastrophe au Mexique. La Communauté des États indépendant (CEI) a connu une baisse importante de la croissance, revue à la baisse à 2,1% contre 3,4% due à la faiblesse des prix des produits de base.

Les économies dans les pays en développement d'Asie se sont affaibli légèrement en 2013 avec la croissance revue à la baisse à 6,3%, soit 0,8% de réduction en pourcentage, contre 6,2 % en 2012. En Afrique subsaharienne, la croissance est restée forte à 5,0 % en 2013, bien que légèrement faible par rapport à sa projection initiale de 5,6% imputable à la forte demande intérieure, aux énormes profits des exportations de pétrole et à la forte croissance dans les états fragiles et à des revenus faibles (à l'exclusion du Mali et de la Guinée-Bissau). Cependant, la

croissance révisée du MENA[1], de 3,6% à 2,1 % en 2013 était due à la baisse de la production pétrolière et aux transitions politiques difficiles dans certains pays.

1.1.2. Inflation

La pression inflationniste était généralement modérée en 2013. Dans la plupart des économies, la confiance publique et la politique monétaire saine se sont stabilisés en 2013. Le tableau 1.3 montre l'évolution de l'inflation.

Tableau 1.3: Tendance Globale de l'inflation et matières premières

Indicateur	**2010**	**2011**	**2012**	**2013***	**2014***
Avancés	1.6	2.7	2.0	1.4	1.8
Marché émergent et économies en développement	6.1	7.1	6.1	6.2	5.7
Afrique Sub-Saharienne+	7.4	9.3	9.0	6.9	6.3
Pétrole	27.9	-31.6	1.0	-0.5	-3.0
Non pétrolier	26.3	17.9	-9.9	-1.5	-4.2

Source: World Economic Outlook

Dans les grandes économies avancées, l'inflation a baissé de 2,0% en 2012 à 1,4 % en 2013 dû à la faiblesse de l'économie et à la pression à la baisse sur les salaires. Cependant, le ralentissement de l'activité et les produits de base stables ont créé une légère hausse de l'inflation à 6,2 % dans les marchés émergents et les pays en voie de développement. L'inflation devrait rester à un chiffre en Afrique subsaharienne, et largement stable en 2013 due aux politiques monétaires restrictives aussi bien qu'aux pressions réduites sur le pétrole et quelques prix modérés de denrées alimentaires mondiales.

Prix des produits de base

Les prix de la plupart des produits de base ont baissé en 2013 et devraient rester faibles en 2014 dû au ralentissement de la croissance globale.

En 2013, les prix de l'énergie ont augmenté de 0,7 pour cent, tandis que les produits de base non énergétiques diminuaient de 8,3%. L'indice des prix du métal a chuté à 8%, et a été en baisse de 32,0% depuis l'atteinte de son point culminant en février 2013 due aux approvisionnements abondants et à la faiblesse de la demande. Bien que la baisse des prix du métal ait été inversée de 0,4 points le trimestre précédent, l'indice global est resté faible à 11% depuis janvier 2013. L'indice des prix des métaux précieux a brusquement baissé à 19,2 % en 2013. La plupart des prix des produits de base agricoles ont également baissé, avec l'indice global qui a chuté à 7,8%, à plus de 34.0% inférieure à l'année précédente. Etant donné l'amélioration des conditions d'approvisionnement, les prix des denrées alimentaires ont baissé de 7,6% par rapport aux sommets atteints récemment. Les prix des engrais devraient baisser de 17% en 2013, reflétant les faibles coûts de production, imputables à la modération des prix du gaz naturel. Les plus grandes baisses de prix des produits de base se sont reflétées sur l'argent, l'huile d'arachide, le café (arabica) et l'or.

[1] Moyen-Orient, Afrique du Nord

Tableau 1.4: Evolution des prix et variation des prix des principaux produits de base

Produits de base	2011	2012	2013f	2013*	2014*	2012-2013* var (%)
Pétrole brut ($/bbl)	104	105	102,2	104,5	105,7	1,2
Minerai de fer ($/dmt)	168	128	135,5	134	135	4,7
Or ($/toz)	1569	1660	1523,3	1380	1360	-16,9
Argent ($/toz)	3522	3114	2661,4	1480	1450	-52,5
Cacao (¢/kg)	298	239,2	225,8	240	235	0,3
Café Arabica(¢/kg)	597,6	411,1	327,7	310	330	-24,6
Café Robusta(¢/kg)	240,8	226,7	221,1	205	200	-9,6
Thé (¢/kg)	292,1	289,8	291,8	280	288,2	-3,4
Coton (¢/kg)	332,9	196,7	201,2	200	203	1,7
Caoutchouc (¢/kg)	451,9	315,6	303,1	280	290	-11,3
Bois (Malaysien) ($/cum)	390,5	360,5	572,6	310	345	-14
Riz ($/mt)	505	508	498	500	490	-1,6
Huile d'arachide ($/mt)	1988,2	2435,7	1930,5	1653,1	1778,1	-32,1
Mais ($/mt)	291,7	298,4	298,2	250	248	-16,2
Huile de palme ($/mt)	1125,4	999,3	851,5	840	860	-15,9

Source: données sur les produits de base de la Banque Mondiale ; $ = US dollar, ¢ = US cent bbl = barrel, cum = mètre cube, dmt = tonnes métriques sèches, kg = kilogramme, mt = tonne métrique, toz = troy oz

Le prix du pétrole brut a baissé à US$102,2/bbl en juin 2013, contre US$105/bbl en début d'année due à la hausse du niveau de production. En outre, la nouvelle infrastructure de pipeline aux Etats-Unis a permis un excédent de pétrole brut dans le centre du continent pour atteindre les raffineries côtières. Tout en anticipant l'absence de chocs macroéconomiques majeurs ou des ruptures d'approvisionnement, le prix du pétrole devraient se situer en moyenne à US$104,5/bbl en 2013, contre US$105/bbl en 2012. Bien que les prix du charbon et du gaz naturels aient baissé, le prix du pétrole brut est resté légèrement au-dessus de US$105 par baril en 2014, reflétant les diverses pannes d'approvisionnement et la tension géopolitique actuelle dans le Moyen-Orient et en Afrique du Nord.

Le prix du minerai de fer a augmenté de 4 % en 2013 par rapport à 2012 où il a chuté d'environ 24 %, contre 168 USD par tonne métrique sèche en 2011. Cependant, les prix d'autres métaux tels que le plomb, le zinc, le cuivre, l'aluminium et le nickel ont diminué généralement de 8,5 %, 9,5 %, 10,1 %, 15,6 % et 20,9 %, respectivement.

Les métaux précieux ont baissé de 23% depuis le lancement de 2013. Les prix de l'or et de l'argent ont chuté de 17% et 59%, respectivement. D'ici Décembre 2013, les prix des métaux précieux ont chuté de presque 20% parce qu'ils sont maintenant considérés par les investisseurs institutionnels comme étant un « refuge sûr» moins attrayant.

Le caoutchouc naturel a été sous pression, avec son prix baissant de 11,3% à juin 2013 dû à la faiblesse de la demande par la Chine. Cependant, les approvisionnements en caoutchouc naturel étaient forts en Thaïlande et en Indonésie. En outre, le développement du caoutchouc synthétique, qui est un substitut proche du caoutchouc naturel (sous-produit du pétrole brut) est resté un danger potentiel.

Le prix du coton a connu une légère amélioration en 2013 après une importante baisse d'environ 41% en 2012 de 332,9 USD par tonne métrique en 2012 à 196,7 USD par tonne métrique en 2012. Ce faible prix est soutenu par une production accrue et à la baisse de la demande de la Chine.

Le prix du bois était de 310 USD par mètre cube en 2013, soit une baisse de 14,8%. Comparé à 2012, il a baissé à 8%, de 391 USD par mètre cube. Ceci s'explique par la faible demande globale pour les produits du bois.

Après une baisse de 20% en 2012, le prix de la graine de cacao a connu une reprise modérée, augmentant de 0,3 % en 2013. Cependant, la prévision pour 2014 a indiqué une nouvelle baisse des prix, particulièrement avec la hausse anticipée de la production en Côte d'Ivoire. Le café arabica est toujours sous pression du café robusta de moindre qualité. Les 2,1 millions d'excédent de sacs en provenance de la grande récolte brésilienne ont continué à influencer le marché du café, avec les prix de l'arabica (327,7 USD par kilogramme en 2012) réduits de 24,6 % et le robusta (221,1 USD par kilogramme en 2012) a baissé de 9,6 % en 2012. Le thé a également vu une baisse de 3,4% dans les prix, contre US$289,8 en 2012.

La sortie des actions par le gouvernement thaïlandais a impacté les prix du riz, qui a atteint en moyenne US$498 par tonne à partir de juin 2013, et compte s'établir à US$500 par tonne, une baisse légère de 1 % comparée à 2012. Entre 2012 et 2013, le prix du maïs a diminué de 16,2 % avec une attente de davantage de réduction en 2014. Le prix du sucre a continué à baissé en 2013 et devrait fléchir davantage en 2014, car l'Inde et la Thaïlande ont de grandes quantités de sucre prêtes à l'exportation, tandis qu'il y a de bonnes perspectives pour les récoltes de canne à sucre en Asie et en Amérique Centrale. Le prix de l'huile de palme était inférieur d'environ 16 % dû aux approvisionnements suffisants de la Malaisie et de l'Indonésie (plus grands fournisseurs d'huile de palme au monde), tandis que le prix de l'huile d'arachides tombait étonnamment à 32,1 % en 2013 après une hausse de 4 % en 2012.

1.1.3. Finance publique et dette publique

Dans un environnement de croissance économique faible, la crise financière a connu une amélioration, quoiqu'elle ne se soit pas estompée de manière significative, particulièrement dans les économies avancées. Le déficit budgétaire moyen des économies avancées a enregistré -4,5 % du PIB, rétrécissant de 1 ½ % du PIB en 2013 et devrait se stabiliser en 2014. Tandis que l'Europe surmonte graduellement sa crise de la dette, la dette des Etats Unis était environ à 7 % du PIB en 2013, et à plus de 70% à partir de 2008.

Le FMI a prévenu que les effets des perturbations majeures potentielles sur les marchés financiers pourraient éclater si le règlement de la dette échoue. Le solde ajusté du cycle devrait cependant améliorer la dette des Etats Unis de 2 ¼ % du PIB potentiel en 2013 dû à des séquestres planifiés (réduction des dépenses).

Au Japon, la croissance due à la consommation a continué à être affecté par l'ancrage de l'assainissement budgétaire sur la hausse de la taxe à la consommation, quoique la réduction de l'impôt sur les entreprises soit assurée pour compenser la perte. Malgré les 3% de ratio déficit-

PIB, les faiblesses budgétaires devraient rester élevées dans les économies de marché émergent avec le ratio dette-PIB baissant à 30%.

1.1.4. Marchés Financiers et monétaires

Les conditions monétaires sont restées globalement supportables. Les risques financiers à court terme ont toujours demeuré, contrairement aux attentes antérieures citées dans les perspectives économiques mondiales (WEO) d'Avril 2013. Les conditions de prêt sont toujours restées restrictives dans la zone euro. Malgré que des inquiétudes aient été soulevées concernant la menace à court terme de la crise budgétaire récente des Etats Unis, les conditions financières se sont toutefois améliorées. Les rendements obligataires à long terme ont montés et les prix des logements ont poursuivi leur redressement aux USA, mais ceux du Japon et le noyau dur de l'Europe ont connu une légère hausse. Dans la zone Euro, les perceptions plus tôt-que-prévu des restrictions des États-Unis ont entrainé des pertes de prix des actifs, bien que les efforts financiers aient continué à baisser à cause de l'appui de liquidité aux pays périphériques.

Les taux directeurs dans la zone Euro devraient rester aux niveaux actuels ou contracter une durée prolongée soutenue par une économie faible. Les flux de capitaux ont été principalement induits par le ralentissement de la croissance et la politique monétaire restrictive dans les marchés émergents, suscitant l'élargissement des écarts de risques et des pertes sur les marchés boursiers. Les autorités chinoises se sont engagées dans le contrôle de crédit sélectif en visant les petites entreprises avec l'intention de réaliser une croissance équilibrée, bien qu'elles fassent face aux questions financières, comprenant notamment la mauvaise discipline d'allocation de ressources dans les décisions de dépense de capitaux.

1.1.5. Secteur extérieur

Dans le secteur extérieur, le commerce mondial a laissé entrevoir de bonnes perspectives dans la tendance à la baisse de la croissance. Le déséquilibre commercial global a continué à baisser, mais à un rythme stable et positif. L'accumulation de réserve de change dans certaines économies émergentes était en cours.

Commerce mondial

Les activités économiques mondiales accrues ont été enregistrées dans le commerce international. La faible demande connue en 2012 s'inversait lentement en 2013 avec l'expansion encourageante prévue dans le commerce mondial d'ici 2014. L'évolution globale dans la composition du commerce est montrée dans le tableau 1.5.

Les pays développés et en voie de développement ont montré davantage d'influence sur le commerce international. Comme indiqué dans le tableau 3,0, le volume du commerce des marchandises a augmenté de 2,9%, soit une hausse de 0,2 points comparé à 2012. Après une haute de 6 % en 2011, le commerce a baissé à 2,7 % en 2012.

Tableau 1.5: Evolution de la composition des échanges

Indicateurs commerciaux	**2011**	**2012**	**2013***	**2014***
Volume du commerce mondial (biens et services)	6,0	2,7	2,9	4,9
Exportations des pays avancés	5,7	2,0	2,7	4,7
Exportations des pays émergents et en développement	6,8	4,2	3,5	5,8
Importations des pays avancés	4,7	1,0	1,5	4,0
Importations des pays émergents et en développement	8,8	5,5	5,0	5,9
Termes de l'échange des pays avancés	-1,6	-0,7	0,0	-0,2
Termes de l'échange des pays émergents et en développement	3,2	0,5	-0,5	-0,4
Taux de croissance réel des pays avancés	1,7	1,5	1,2	2,0
Taux de croissance réel des économies émergentes et en développement	6,2	4,9	4,5	5,1

Source: World Economic Outlook, Octobre, 2013; * projection

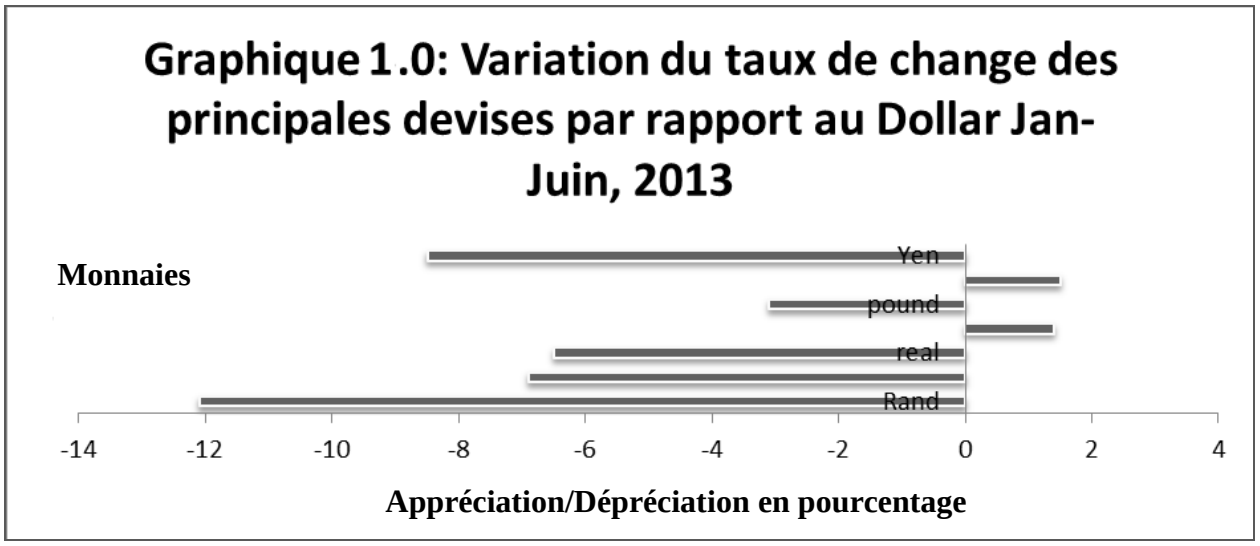
Les exportations dans les économies avancées et les importations du marché émergent étaient les principaux moteurs du commerce global dues à l'appréciation du dollar, quoique les exportations aient montré une baisse dans les pays émergents et en développement. Les marchés émergents et avancés ont toutefois connu une balance commerciale favorable, mais les résultats étaient mitigés. Le terme de l'échange s'est amélioré dans les économies avancées, bien qu'il se soit détérioré dans les économies émergentes et en développement de 0,5 à -0,5 % de 2012 à 2013, respectivement.

Comptes courants

Les déséquilibres dans le compte courant global ont baissé, soutenus par les excédents entre les exportateurs d'énergie. Les soldes du compte courant actuels dans les économies avancées sont passés d'un déficit en 2012 à un léger excédent de 0,1 % en 2013, tiré principalement par une hausse de l'excédent de 2,3 % dans la zone Euro et de 1,2% au Japon. L'amélioration dans les économies avancées a reflété l'ajustement de l'importation, particulièrement dans la zone euro et la montée de la productivité et les commerciaux. Dans les économies de marché émergent et en développement, les soldes de compte courant se sont détériorés légèrement pour la deuxième fois, de 1,4 % en 2012 à 0,8 % en 2013, s'affichant à 1,6 % en 2011. En Afrique sub-saharienne, ils se sont empirés davantage à -4,0 %, soit une baisse de 1 point. Cette baisse était due à l'envolée des importations dans certains cas, aux transferts en baisse dans d'autres cas, et à la détérioration des paiements de revenu.

Taux de change

Les attentes concernant les perspectives d'assouplissement quantitatif des Etats Unis a stimulé une hausse de 3,9% dans l'indice du dollar US, incitant de lourdes pertes à travers les actions et les obligations des marchés émergents. Cet événement a en partie contribué aux flux de capitaux et à une importante pression à la hausse sur les devises, particulièrement dans les économies en émergence. L'euro a gagné 1,5 %, tandis que le livre dégringolait à 3,1% contre le dollar en juin 2013, mais s'est toutefois apprécié depuis juillet 2013.



Source: Banque Centrale Européenne

Les importantes pressions des exportations ont continué dans la plupart des marchés émergents. Le Yen s'est apprécié de 3,6 % contre le dollar à fin juin 2013, toutefois il s'est déprécié de 8,5 % de janvier à juin 2013. Les devises de quelques marchés émergents se sont appréciées depuis 2012 en raison des entrées de capitaux et à l'accumulation de réserves, en particulier dans les pays en développement d'Asie. Le renminbi chinois (yuan) s'est davantage renforcé légèrement contre le dollar à 1,4% dans la première moitié de 2013. La devise brésilienne (Real) a chuté de 6,5 % à partir de janvier, atteignant 6,4% à fin juin 2013, bien qu'elle ait commencé à s'apprécier depuis septembre 2013. La roupie Indienne et le Rand sud-africain ont chuté de 6,9 et 12,1 %, respectivement, contre le dollar Américain dans la première moitié de 2013.

1.2. Perspectives

Le taux de croissance dans la plupart des économies à revenus élevés devrait augmenter en 2014, excepté le Japon. La pression inflationniste est généralement censée s'atténuer. Les Etats-Unis peuvent connaitre une légère hausse de croissance de 2,6 % en 2014 due à une forte demande privée. En raison de la bonne base des exportations, l'Allemagne devrait reprendre avec une croissance de 1,4 % dû à une plus petite entrave fiscale et à une demande extérieure plus forte, tandis que le R-U continuera sur sa trajectoire de croissance encourageante pour se situer à 1,9% en 2014, tirée par la confiance accrue des consommateurs et des entreprises. Au Japon, l'économie a rebondi de la récession, mais la politique de « Abenomics » pourrait garder sa croissance révisée de 2014 à la hausse, légèrement à 1,2 %, 0,8 points en-dessous des niveaux 2011 et 2012.

Les économies moins émergentes et en développement, où l'inflation devrait être au-dessus de 5 %, est prévu s'accroître à 5,1% en 2014, tandis que les pays en développement d'Asie (6,5 %), l'ASEAN-5 (5,4 %) et l'Afrique Subsaharienne (6,0 %) sont prévues être les conducteurs principaux de la croissance. Cependant, le climat défavorable dans d'autres régions, la faible demande et l'instabilité politique demeureront les risques extérieurs et intérieurs à la croissance.

Le commerce mondial a montré de bonnes perspectives avec le volume d'échanges prévu à hausse à 2 points de pourcentage à 4,9 % en 2014. L'amélioration des demandes d'exportations

et d'importations dans les pays d'Asie en développement et dans la zone euro devraient soutenir la hausse des échanges.

Les marchés futurs ont montré le signal de baisses continues à travers diverses marchandises en 2014. L'indice des prix alimentaire reflète une baisse de 6 % due aux perspectives favorables d'approvisionnement en 2014. Contrairement aux attentes antérieures, les prix des métaux devraient baisser à 5 % en 2014 dû à la croissance lente, particulièrement en Chine. Cependant, le prix de pétrole brut devrait à l'avenir augmenter à environ 1,2% à US$105,7 par baril en 2014, alors que les prix de l'énergie devraient connaitre une hausse de 0,8 %, de presque 4 %, tiré par la hausse de la demande. Les risques à la hausse sont liés à l'incertitude des conditions météorologiques pour les prix des denrées alimentaires, les troubles croissants et la tension dans le Moyen-Orient et en Afrique du Nord pourraient conduire à une autre flambée des prix du pétrole. Les risques des prix liés aux prix des métaux dépendent de nouveaux approvisionnements et de la demande Chinoise.

2.0. SITUATION ECONOMIQUE ET FINANCIERE DE LA CEDEAO

Les objectifs macroéconomiques de la communauté Economique des Etats de l'Afrique de l'Ouest en 2013 restent, d'une manière générale, la croissance économique, la stabilité monétaire et financière, la viabilité du secteur extérieur et la réduction de la pauvreté. En 2013, la communauté enregistrerait une forte croissance, avec un taux de 6,3% contre 6,4% l'année précédente et devrait demeurer l'une des régions les moins affectées par les turbulences financières et la détérioration de l'environnement économique global. La plupart des pays membres ont connu des taux de croissance supérieurs à leurs taux moyens d'avant la crise et à la moyenne africaine.

Ces performances seraient dues principalement au maintien des efforts dans le financement des infrastructures, à l'entrée en activité de nouveaux sites de production minière et pétrolière, à une bonne orientation des prix des matières premières ainsi qu'une amélioration de la gestion des finances publiques.

2.1. Croissance économique et inflation

2.1.1. Production

En 2013, la communauté enregistrerait un léger ralentissement de la croissance, avec un taux de 6,3% contre 6,4% l'année précédente. Ce ralentissement serait principale due aux baisses de croissance observées dans presque tous les pays de la CEDEAO, excepté le Sénégal, la Guinée Bissau, le Mali, le Nigeria et la Gambie. Les baisses les plus significatives ont été observées au Niger dont la croissance a décélérée après le niveau exceptionnel en registré en 2012 (11,4%), et, dans une moindre mesure, au Burkina Faso.

Au niveau zonal, la croissance économique de l'UEMOA enregistrerait en 2013 un taux de 5,1% contre 5,4% en 2012, Ce léger ralentissement enregistré est dû à la décélération au Niger et au Burkina Faso. Par pays, le taux de croissance se présenterait comme suit : Bénin (5,1%), Burkina Faso (7,0%), Côte d'Ivoire (9,0%), Guinée-Bissau (3,5%), Mali (4,8%), Niger (5,8%), Sénégal (4,0%) et Togo (5,8%).

Au niveau de la ZMAO, la croissance économique serait maintenue inchangé avec 6,7% en 2013 et en 2012, due au ralentissement et à la stabilité de croissance observés respectivement au Ghana (7,4% contre 7,9% en 2012) et au Nigeria (6,6% en 2013 et 2012). Concernant le Cap Vert, le taux de croissance passerait de 1,0% en 2012 à 0,5% en 2013, ce ralentissement serait dû à la baisse de la demande intérieure.

Du côté de la demande, la croissance continuerait d'être principalement tirée par les investissements. La consommation finale ne progresserait que légèrement à cause de la persistance du sous-emploi et de la baisse des envois de fonds des travailleurs émigrés. Au niveau des échanges extérieurs, les exportations connaitront une hausse suite à la reprise du commerce mondial.

Tableau 2.1: Evolution des taux de croissance du PIB réel des Etats membres de la CEDEAO

	2008	2009	2010	2011	2012*	2013**
Afrique subsaharienne	**6,5**	**2,8**	**5,3**	**5,1**	**5,4**	**5,3**
CEDEAO	***5,7***	**5,7**	**7,0**	**6,8**	**6,4**	**6,3**
UEMOA	***4,2***	***3,0***	***4,4***	***3,5***	***5,4***	***5,1***
BENIN	5,0	2,7	2,6	3,5	5,4	5,1
BURKINA FASO	6,6	3,2	8,5	5,0	9,0	7,0
COTE D'IVOIRE	2,3	3,8	2,4	-4,7	9,8	9,0
GUINEE BISSAU	3,2	3,4	4,4	5,3	-1,5	3,5
MALI	5,0	4,5	5,8	2,7	-1,2	4,8
NIGER	9,6	-0,7	8,2	2,1	11,4	5,8
SENEGAL	3,7	2,1	4,1	2,6	3,5	4,0
TOGO	2,4	3,4	4,0	4,9	5,9	5,8
ZMAO	**6,1**	**6,5**	**7,8**	**7,8**	**6,7**	**6,7**
GAMBIE	6,1	4,6	5,5	-4,3	3,9	6,4
GHANA	8,4	4,0	8,0	15,0	7,9	7,4
GUINEE	4,9	-0,3	1,9	3,9	3,9	4,5
LIBERIA	7,1	4,6	6,1	8,2	8,3	8,1
NIGERIA	6,0	7,0	8,0	7,4	6,6	6,6
SIERRA LEONE	5,4	3,2	5,3	6,0	15,2	14,6
CAP-VERT	***6,1***	***4,0***	***5,6***	***5,1***	***1,0***	***0,5***

Sources : Banques centrales de la CEDEAO, AMAO * = estimé ; **=provisoire

2.1.2. Inflation

Au niveau communautaire, l'inflation a légèrement baissé, en liaison avec le relâchement des tensions sur les marchés mondiaux de matières premières, conjugué aux effets du resserrement monétaire dans plusieurs pays et à l'amélioration des conditions climatiques au Sahel. Le taux d'inflation en fin de période de la communauté est ressorti à 7,9% à fin juin 2013 contre 10,1% à la même période de l'année précédente. Par rapport à juin 2012, l'inflation a baissé dans tous les pays membres de la communauté, exceptée en Cote d'Ivoire, au Niger, Sénégal, Togo, Gambie et au Ghana.

L'évolution de l'inflation diffère selon les zones. Au niveau de la zone UEMOA, le taux d'inflation s'est établi à 1,7% à juin 2013 contre 2,1% à la même période de l'année précédente. La poursuite de la baisse des prix des céréales locales et la répercussion par certains Etats de la détente des prix du pétrole brut sur les prix des produits pétroliers expliquent cette décélération.

Pour la ZMAO, l'inflation a connu une baisse en juin 2013 en se situant à 8,6%, comparée à 12,6% de la même période de l'année 2012. La baisse du niveau d'inflation dans la zone est due aux baisses enregistrées au Nigeria (+8,4% contre 12,9% à fin juin 2012), en Guinée (+9,7% contre 15% à fin juin 2012) et en Sierra Leone (+10,8% contre 12,5% à fin juin 2012). Par contre dans les autres pays de la zone, des hausses d'inflation ont été enregistrées.

En ce qui concerne le Cap–Vert, le taux d'inflation en fin de période a baissé à cause de la baisse de la demande intérieure.

Tableau 2.2: Evolution de l'inflation à fin de période des pays membres de la CEDEAO

	2008	2009	2010	2011	juin-12	2012*	juin-13
Afrique subsaharienne	**8,6**	**8,4**	**6,9**	**9,7**	**8,6**	**8,6**	**7,0**
CEDEAO	**13,4**	**11,2**	**9,8**	**8,5**	**10,1**	**10,5**	**7,0**
UEMOA	7,5	2,4	3,9	2,5	2,1	6,7	1,7
BENIN	9,9	-2,9	4	1,8	6,7	6,8	0,7
BURKINA FASO	9,9	-0,3	-0,3	5,1	5,4	1,7	1,8
COTE D'IVOIRE	7,1	-0,1	5,1	1,9	1	3,4	2,9
GUINEE BISSAU	4,6	-4,8	5,6	3,4	1,9	1,7	-0,8
MALI	8,1	1,8	1,8	5,3	6,5	2,4	-1,3
NIGER	10,2	-1,3	2,7	1,4	-0,1	0,7	2,5
SENEGAL	5	-4,5	4,3	2,7	0,2	1,1	0,7
TOGO	9,3	1,5	3,8	1,5	2	2,9	2,1
ZMAO	**15,2**	**14,0**	**11,7**	**10,4**	**12,6**	**11,7**	**8,6**
GAMBIE	6,8	2,7	5,8	4,2	4,2	4,9	5,8
GHANA	18,1	16	8,6	8,6	9,4	8,8	11,2
GUINEE	13,5	7,9	20,8	19	15	12,8	9,7
LIBERIA	9,4	9,7	7,5	8,5	7,1	6,8	7,0
NIGERIA	15,1	14	11,8	10,3	12,9	12	8,4
SIERRA LEONE	12,3	12	17,8	16,6	12,5	11,4	10,8
Autres (CAP-VERT)	6,8	1	3,4	4,5	1,6	4,1	0,0

Sources : Banques centrales de la CEDEAO, AMAO ; *estimé ;**=provisoire

2.2. Finances publiques et dettes publiques

2.2.1. Finances publiques

La situation des finances publiques au titre du premier semestre 2013 dans la CEDEAO indique une aggravation des déficits budgétaires dans l'ensemble des Etats membres, par rapport à la même période de l'année précédente. Cette dégradation des soldes budgétaires est liée à l'accroissement des dépenses en capital résultant des programmes d'investissement engagés dans la plupart des Etats. Au premier semestre 2013, le déficit budgétaire hors dons (en % du PIB) de la Communauté se chiffre à 2,4% contre 1,5% à la meme periode de l'année precedente. Cette contreperformance est due principalement à l'appréciation desdéficits de la plupart des pays membres. Les pays ayant enregistré les déficits les plus élevés sont le Niger (-7,0% contre -1,2% au premier semestre 2012), le Ghana (-6,4% contre -4,3% au premier semestre 2012), la Guinée (-6,4% contre -2,4% au premier semestre 2012) et le Cap-Vert (-7,4% contre -12,4% au premier semestre 2012). Par contre, certains pays membres comme le Burkina Faso, la Guinée Bissau, La Gambie et la Sierra Leone ont amélioré leurs situations budgétaires. Les soldes budgétaires du Burkina Faso, de la Guinée Bissau, de la Gambie et de la Sierra Leone sont respectivement de -1,7%, -1,5% , -11,2% et -0,9% du PIB en juin 2013 contre respectivement -2,0%, -3,2%, -8% et -6,1% en juin 2012. Le Nigeria qui est le géant de la zone a connu une évolution modérée de son déficit budgétaire avec un taux en pourcentage du PIB de -1,8% en juin 2013 contre -1,3% à la même période de l'année dernière.

Suivant les zones, le solde budgétaire (hors dons) se trouve dans la limite des 3%. Dans l'UEMOA, le déficit global hors dons se chiffre à 2,9% du PIB au premier semestre 2013 contre 1% à la même période de l'année précédente. Cette dégradation des finances publiques est due aux contre-performances enregistrées dans la plupart des pays membres excepté au Burkina Faso et en Guinée Bissau.

Dans la zone ZMAO, le déficit global hors dons est de 2,3% du PIB au premier semestre 2013 contre 1,6% du PIB à la meme periode de l'année précédente, soit une détérioration de 0,7 point de pourcentage du PIB. Cette détérioration est due aux contreperformances enregistrées aux autres pays de la zone, excepté en Gambie et en Sierra Leone.

En ce qui concerne le Cap –Vert, le déficit hors dons a baissé mais reste toujours élevé avec 7,4% du PIB contre 12,4% du PIB au premier semestre 2012. Ce niveau élevé du déficit est principalement lié à la volonté du Gouvernement de profiter de la faiblesse des taux d'intérêt sur le marché international pour lever des fonds visant la réalisation des investissements publics prioritaires.

Tableau 2.3: Solde budgétaire hors dons (en % du PIB)

	2008	**2009**	**2010**	**2011**	**juin-12**	**2012***	**juin-13**
Afrique subsaharienne	2,3	-5,3	-3,8	-1,5	-0,7	-0,7	-0,5
CEDEAO	**-2,5**	**-4,7**	**-5,5**	**-4,0**	**-1,5**	**-3,6**	**-2,4**
UEMOA	**-4,9**	**-6,5**	**-5,4**	**-6,4**	**-1**	**-5,5**	**-2,9**
BENIN	-3,5	-7,4	-3,1	-4,3	-0,5	-2,4	-3,6
BURKINA FASO	-10,4	-10,7	-8,7	-7,6	-2,0	-8,4	-1,7
COTE D'IVOIRE	-2,2	-2,1	-2,8	-4,5	-0,5	-4,2	-2,8
GUINEA BISSAU	-12,2	-13,1	-11	-9,3	-3,2	-8	-1,5
MALI	-5,6	-8,8	-5,5	-7,5	2,3	-0,3	-0,1
NIGER	-5,4	-10,6	-7,1	-6,3	-1,2	-8	-7,0
SENEGAL	-6,9	-7,9	-7,8	-8,9	-1,2	-8,7	-3,2
TOGO	-2,3	-4,9	-3,6	-6	-0,9	-8,2	-4,5
ZMAO	**-1,8**	**-4,1**	**-5,5**	**-3,2**	**-1,6**	**-3,0**	**-2,3**
GAMBIE	-3,3	-7,2	-6,7	-9	-11,2	-13,5	-8
GHANA	-19,1	-12,5	-8,6	-2,9	-4,3	-7,4	-6,4
GUINEE	-1,5	-7	-14,7	-4,7	-2,4	-5,5	-6,4
LIBERIA	-2,7	-2	4,9	-0,2	0,1	1,8	-3,1
NIGERIA	-0,2	-3,3	-5	-3,1	-1,3	-2,5	-1,8
SIERRA LEONE	-7,1	-8,2	-12,5	-14	-6,1	-8	-0,9
Autres (CAP-VERT)	**-6,8**	**-11,1**	**-17,6**	**-12,5**	**-12,4**	**-15,1**	**-7,4**

Sources : Banques centrales de la CEDEAO, FMI, AMAO * = estimé ;

2.2.2. Dettes publiques

L'encourt de la dette totale de la CEDEAO s'établirait à 25,9% du PIB en 2013, en baisse de 1,4 point par rapport à 2012. Au niveau des deux zones, la même tendance a été observée. Au niveau de la zone UEMOA, l'encours de la dette baisserait de 1,6 point en 2013 contre une baisse de 3 points en 2012. Cette baisse serait due aux efforts d'annulation dans le cadre de l'initiative PPTE. La Cote d'ivoire qui a bénéficié de cette initiative a connu des baisses

spectaculaires de l'encourt de sa dette extérieure (- 23,6% en 2013 ; contre et -4,5% en 2012). Pour sa part, le Sénégal enregistrerait une baisse 0,8 point en 2013 contre 17,3 points en 2012.

Dans la zone ZMAO, l'encourt de la dette totale baisserait de 1,8 point par rapport à 2012. Cette évolution est liée à celle de l'encours de la dette intérieure, en baisse de 3,7% sous l'effet du remboursement des emprunts obligataires.

Au niveau du Cap Vert, l'encourt de la dette totale reste toujours très élevé (aux alentours de 80% du PIB), en raison de sa composante extérieure. Par rapport au PIB, l'encourt de la dette extérieure du cap vert représenterait plus de 63,1% du PIB en 2013 contre 55% du PIB en 2012.

L'encourt de la dette domestique baisserait au niveau de la Communauté en 2013, en raison des efforts observés dans tous les pays de la CEDEAO, excepté la Sierra Leone, le Niger, le Nigeria, le Cap Vert et le Sénégal. Au Nigeria, la prédominance de la dette domestique (19,4% du PIB en 2013 contre 2,5% du PIB pour la dette extérieure) montre l'aversion que les autorités ont vis-à-vis de la dette extérieure mais aussi les annulations obtenues par le pays.

Tableau 2.4: Composante de la Dette des pays membres de la CEDEAO (2010-2013)

	Dette Totale				**Dette exterieure**				**Dette interieure**			
	En % du PIB											
Rubriques	**2010**	**2011**	**2012**	**2013**	**2010**	**2011**	**2012**	**2013**	**2010**	**2011**	**2012**	**2013**
CEDEAO	**25,3**	**27,3**	**27,3**	**25,9**	**11,5**	**11,9**	**9,3**	**10**	**13,8**	**15,4**	**18**	15,9
UEMOA	**39,7**	**40,6**	**37,6**	**36,0.**	**32,4**	**31,2**	**21,8**	**17,4**	**7,3**	**9,4**	**15,8**	18,6
Benin	25,5	26,0	22,4	20,4	17,9	17,8	16,5	17,1	7,6	8,2	5,9	3,3
Burkina Faso	29,1	29,3	29,1	29,2	22,1	21,9	21,0	20,0	6,5	7,5	8,5	7,7
Cote d'Ivoire	69,1%	73,4	49,7	44,5	51,4	55,1	31,5	27,0	17,7	18,2	18,2	17,5
Guinee Bissau	148,8	38,7	58,1	59,8	124,7	17	16	15,8	24,1	21,7	42,1	44
Mali	29,2	29,1	29,2	27,7	21,7	24,3	23,9	29,2	7,5	4,8	5,3	0,9
Niger	20,4	19,5	20,2	24,6	17,1	16,4	17,4	21,6	3,3	3,1	2,8	3
Senegal	35,5	40,1	42,8	46,4	27	29,6	12,3	11,5	8,5	10,5	30,5	34,9
Togo	46,7	47,1	45,8	41,9	16,6	16,6	20,8	18,4	30,1	30,5	25	23,5
ZMAO	**21,2**	**23,3**	**25,2**	**23,4**	**5,8**	**6,3**	**5,8**	**7,7**	**15,4**	**17**	**19,4**	**15,7**
Gambie	66	71,6	79,4	74	33	35,8	39,7	40,6	33	35,8	39,7	33,4
Ghana	37,9	39	47,9	48,5	19,9	19,5	22,7	24	18	19,5	25,2	24,5
Guinee	167,5	155,1	162,9	42,4	71,2	63,3	19,3	37,4	96,3	91,8	143,6	5
Liberia	40,4	33,2	32,5	32,5	18,8	15,4	15,5	28,7	21,6	17,8	17	3,8
Nigeria	15,4	17,4	19,4	19,4	2	2,4	2,5	2,5	13,4	15	16,9	19,4
Sierra Leone	40,7	38,6	33,8	30,3	30,1	31,3	25,9	21,7	10,6	7,3	7,9	8,6
Cap Vert	80,4	86	97,2	74,9	51,3	50,4	55	63,1	29,1	35,6	42,2	11,8

Source : Banques Centrales de la CEDEAO, AMAO

2.3. Balance des paiements et taux de change

2.3.1. Balance des paiements

S'agissant des secteurs extérieurs, la balance courante serait excédentaire de 3,8% du PIB en 2013 contre 4,2% en 2012. . Cette baisse serait due principalement aux déficits enregistrés dans tous les pays membres excepté au Nigeria qui enregistrait un excédent 8,9% du PIB en 2013, contre 10,3% du PIB en 2012. Les plus forts déficits seraient enregistrés au Liberia (-89,7% du PIB), en Guinée (-16,5% du PIB), en Gambie (-15,9% du PIB) et au Niger (-14,0% du PIB).

Quant à l'excédent de la balance des paiements de la CEDEAO, il connaitrait une baisse en 2013 avec +0,4% du PIB contre +3,9% en 2012 du fait de la baisse du surplus du Nigeria. Cet excédent s'est reflété dans tous les pays, excepté au Mali, au Niger, et en Guinée qui ont enregistré des déficits de leurs soldes globaux.

Suivant les zones, dans les pays de l'UEMOA, le solde extérieur courant dégraderait avec -6,1% du PIB en 2013 contre -5,9% du PIB en 2012, du fait de la détérioration du solde des biens et services, ainsi que des revenus nets, dont les effets seraient atténués par une amélioration des transferts courants nets. Le solde global de la balance des paiements des Etats membres de l'UEMOA devrait ressortir excédentaire de 0,1% du PIB, après un déficit de 0,7% du PIB en 2012. Un excédent de balance des paiements est prévu dans tous les pays de l'Union en 2013 sauf au Mali et au Niger.

Dans les pays de la ZMAO, le solde de la balance courante afficherait un excédent (6,2%% du PIB contre +7,3% du PIB en 2012), en liaison avec l'excédent du Nigeria. Pour la majeure partie des autres pays, une dégradation de leur solde courant serait observée. Quant au Cap – Vert, les transactions extérieures en 2013 se caractériseraient par une diminution du déficit de son compte courant qui passerait de 12,1% du PIB en 2012 à 2,3% en 2013.

Tableau 2.5: Solde courant en % du PIB

	*2008**	2009	2010	2011	2012*	2013**
Afrique subsaharienne	***0,9***	**-3,1**	**-2,4**	**-1,8**	**-2,0**	**-2,6**
CEDEAO	***6,4***	***3,9***	***1,1***	***1,5***	***4,1***	***3,4***
UEMOA	***-7,3***	***-3,6***	***-4,8***	***-3,0***	***-5,9***	***-6,1***
BENIN	-8,1	-9,9	-8,1	-9,7	-9,3	-8,3
BURKINA FASO	-14,6	-4,6	-2,0	-1,3	-4,3	-3,1
COTE D'IVOIRE	1,9	7,0	2,0	10,3	-2,2	-2,9
GUINEA BISSAU	-3,4	-5,7	-8,4	-1,6	-7,3	-4,7
MALI	-12,2	-7,3	-12,7	-10,3	-2,8	-6,2
NIGER	-12,9	-24,5	-20,0	-22,5	-14,7	-14,0
SENEGAL	-14,1	-6,7	-4,5	-7,6	-8,0	-7,7
TOGO	-7,0	-5,6	-6,2	-9,2	-11,7	-11,8
ZMAO	**10,7**	**6,3**	**3,0**	**3,0**	**7,3**	**6,4**
GAMBIE	-17,3	7,3	-16,2	-14,8	-19,7	-15,9
GHANA	-11,9	-5,4	8,6	-9,0	-12,3	-11,3
GUINEE	-9,2	-8,9	-6,9	-22,9	-18,2	-16,5
LIBERIA	-57,4	-38,3	-31,8	13,6	-96,7	-89,7
NIGERIA	13,7	7,9	3,1	5,2	10,3	8,9
SLEONE	-12,6	-6,5	-11,7	-55,5	-20,1	-11,5
Autres (CAP-VERT)	-16,0	-17,2	-14,7	-18,1	-12,1	-2,3

Source: AMAO/Banques centrales

Tableau 2.6: Solde Global de la Balance des paiements en % du PIB

	*2008**	2009	2010	2011*	2012**	2013
CEDEAO	***0,3***	***-4,6***	***-2,5***	***0,6***	***3,9***	***0,6***
UEMOA	***0,2***	***1,2***	***0,4***	***0,0***	***-0,7***	**0,1**
BENIN	1,2	-1,6	2,6	-0,3	1,8	0,1
BURKINA FASO	-1,1	5,7	1,9	0,8	0,0	0,2
COTE D'IVOIRE	-0,1	1,2	2,1	3,8	-2,1	0,5
GUINEA BISSAU	-3,4	-5,8	2,9	5,6	-7,2	1,0
MALI	-0,9	6,0	-0,4	-0,6	0,1	-1,0
NIGER	3,0	-3,5	3,4	-0,9	4,7	-1,0
SENEGAL	-1,5	1,6	1,8	-0,8	-0,7	0,1
TOGO	2,6	0,3	2,3	1,8	-0,9	0,5
ZMAO	**0,3**	**-6,4**	**-3,4**	**0,7**	**5,2**	**0,0**
GAMBIE	-15,7	6,5	4,6	3,0	***0,0***	0,9
GHANA	-3,3	4,5	4,5	1,4	***-3,0***	0,4
GUINEE	-0,6	1,3	-1,5	13,3	***-3,4***	-2,4
LIBERIA	-8,8	6,1	63,6	63,0	***-3,2***	0,5
NIGERIA	0,8	-7,7	-4,4	0,1	***6,2***	0,9
SLEONE	-8,7	4,5	-1,0	***0,8***	***0,9***	0,4
Autres (CAP-VERT)	2,3	-0,6	-1,8	1,4	***0,8***	2,8

Source: AMAO/Banques centrales

2.3.2. Réserves de change et évolution des taux de change

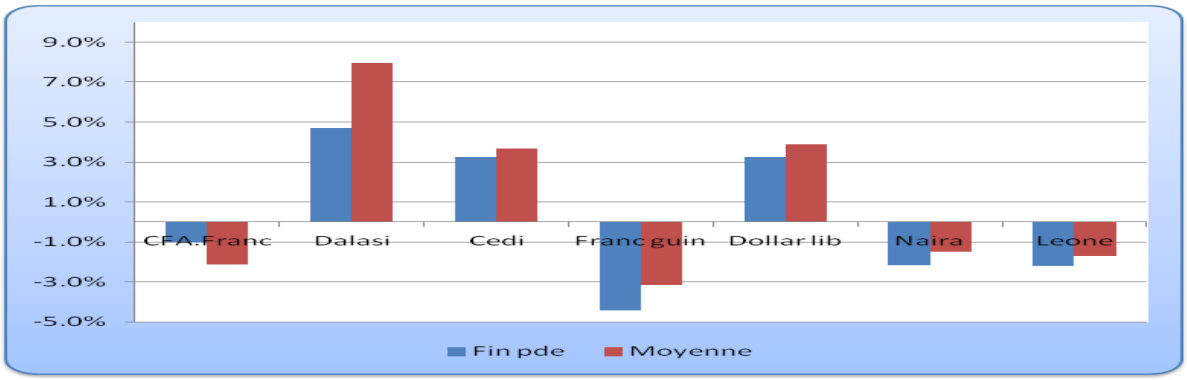
Les réserves de change, se situent à des niveaux peu satisfaisants dans presque tous les pays membres excepté le Nigeria qui a un taux de couverture de 10,8 en juin 2013.

La Communauté a enregistré 8,3 mois en juin 2013 contre 6,2 mois à la même période de l'année précédente. Cette performance est liée aux efforts du Nigeria dont les réserves augmentées durant la période.

Au niveau zonal, l'UEMOA a enregistré 5,1 mois d'importation en juin 2013 contre 6,0 mois à la même période de l'année précédente alors que la ZMAO en a 9,9 en 2013 contre 6,3 en 2012. Cette hausse des réserves de la ZMAO est liée à celles du Nigéria.

Concernant l'evolution des taux de change, au cours des six premiers mois de l'année 2013, le dalasi, le cedi et le dollar libérien se sont dépréciés par rapport à l'UCAO alors que le CFA, l'Escudo et le franc guinéen se sont légèrement renforcés face à l'UCAO. Cette situation se reflète sur l'évolution des taux de change bilatéraux. En effet, le franc guinéen est la seule monnaie qui s'est appréciée à l'égard de toutes les monnaies de la CEDEAO. En dehors de cette monnaie, c'est le Franc CFA, l'Escudo et le Léone qui se sont les plus appréciés. En revanche, le dalasi s'est déprécié par rapport à l'ensemble des monnaies de la CEDEAO. Cette monnaie est suivie de près par le cedi qui s'est déprécié par rapport à l'ensemble des monnaies de la région à l'exception du dalasi. Les variations entre les taux de change des monnaies de la CEDEAO ont atteint près de 12%. Ce qui constitue un défi majeur dans la perspective de l'adoption du mécanisme de change de la CEDEAO.

Graphique 2.1: Evolution semestrielle du cours de l'UCAO par rapport aux monnaies de la CEDEAO (variations juin 13/déc. 2012 en %)



2.4. Perspectives

La situation économique et financière de la Communauté présente un profil soutenable et des perspectives favorables. Le taux de croissance s'établirait à 6,3% en 2013 contre 6,4% en 2012. Cette performance serait soutenue par de nombreux pays ayant des taux de croissance au moins également à 7%, à savoir le Burkina Faso, la Côte d'Ivoire, le Niger, le Ghana, le Nigeria, le Liberia et la Sierra Leone. Le maintien des efforts d'Investissement dans les infrastructures, l'entrée en activité de nouveaux sites de production minière et pétrolière, une bonne orientation des prix de certaines matières premières ainsi qu'une amélioration de la gestion des finances publiques sont des facteurs justifiant la poursuite de ces performances.

Au niveau zonal, les perspectives économiques de l'UEMOA en 2013 sont bien orientées. En effet, le taux de croissance du PIB réel s'établirait à 5,1% après 5,4% en 2012. Outre, la bonne orientation des résultats de la campagne agricole 2013/2014, cette performance résulterait de plusieurs facteurs dont :

- Le redressement prévu au Mali (4,8% contre -1,2% en 2012) en relation avec le retour progressif d'un climat sociopolitique apaisé. La Guinée-Bissau devrait se retrouver dans le même cas de figure avec un taux de croissance de 3,5% en 2013 contre -1,5% en 2012 ;
- Le maintien des taux de croissance supérieures à 7,0% au Burkina Faso (7,4%), en Cote d'Ivoire (9,0%), au Togo et au Niger (5,8%) en rapport avec l'investissement dans les infrastructures et les mines conformément aux plans de développement économique et social et aux stratégies d'accélération de la croissance. Le taux de croissance serait également en hausse au Sénégal (4,0% contre 3,5% en 2012).

Dans la zone ZMAO, l'activité économique demeure ferme avec un taux de croissance qui s'établirait à 6,7% en 2013 comme en 2012. Hormis la Guinée, tous les autres pays membres de la CEDEAO enregistreraient des taux de croissance supérieurs à 6%.

En matière de convergence, la situation va s'améliorer dans la plupart des pays membres en fin 2013.

3.0. ASPETS MONETAIRES ET FINANCIERS DANS L'ESPACE CEDEAO

3.1. Situation monétaire

3.1.1. Action monétaire

Au premier semestre 2013, la BCEAO, les Banques centrales de la Gambie, de la Guinée et de la Sierra Leone ont adopté l'assouplissement de leur politique monétaire à travers la baisse de leurs taux directeurs. Le taux du guichet de prêt marginal et le taux minimum de soumission aux appels d'offres de la BCEAO ont connu une baisse de 0,25 point de pourcentage à cinq (5) reprises entre 2011 et septembre 2013. Les taux sont passés respectivement de 4,0% et 3,0% en fin 2012 à 3,75% et 2,75% en juin 2013. La Banque Centrale de la République de Guinée a, en mars 2013, décidé de baisser son taux directeur de 6 points de pourcentage pour le fixer à 16,0%. Les Banques centrales de la Gambie et de la Sierra Leone ont fait baisser respectivement leurs taux directeurs de 12,5% et 20% en décembre 2013 à 10,0% et 15% en juin 2013. Le Nigeria, et le Cap –Vert ont maintenu leur taux directeurs constant à 12,0% et 5,75% respectivement. Quant au Ghana, il a revu à la hausse son taux directeur de 15% à 16% entre décembre 2012 et juin 2013 dans le but probablement de contenir l'inflation et de stabiliser son taux de change. Quant aux taux des réserves obligatoires sont restés constants dans tous les pays membres au cours du premier semestre 2013.

3.1.2. Evolution des autres taux d'intérêt

Le desserrement de la politique monétaire dans la majeure partie des pays ne s'est pas reflété dans la majeure partie des autres taux d'intérêt surtout ceux des bons du trésor où une tendance à la hausse a été observée à l'exception du Nigeria, du Cap -vert et de la Sierra Leone. Pour les prêts commerciaux, une réponse à l'évolution des taux directeurs a été plus ou moins observée dans tous les pays à l'exception du Nigeria où le taux des préts commerciaux est passé de 17% à 24,6% entre décembre 2012 et juin 2013. Pour les pays de l'UEMOA, les taux d'intérêt des bons à 90 jours et des prêts commerciaux ont connu une légère hausse en se situant respectivement à 4,2% en juin 2013 contre 4,17% en décembre 2012. Les taux de dépôts et de prêts des banques commerciales ont aussi augmenté dans certains pays et stagnés dans d'autres tandis que les taux d'intérêt de l'épargne minimum sont restés à leur niveau de 2012.

Tableau 3.1a - Evolution de quelques taux d'intérêt nominaux – CEDEAO

ZONES	TAUX D'INTERET	2009	2010		2011		*2012*		*2013*	
			Juin	Déc.	*Juin*	Déc.	*Juin*	Déc.	*Juin*	Déc.
UEMOA	Epargne	5,1	4,7	5,14	4,6	5,29	4,1	5,04	5,10	-
	Prêts commerciaux	8,6	8,4	8,3	8,4	8,4	8,0	8,04	7,80	-
	taux d'appel d'offre	3,75	3,75	3,25	3,25	3,25	3,0	3,75	2,5	-
	Taux de pension	4,75	4,75	4,25	4,25	4,25	4,0	4,75	3,5	-
	Bon du Trésor	6,47	5,77	5,77	4,14	4,14	4,1	4,17	4,20	-
Cap Vert	Epargne	3,05	3,05	3,05	3,05	3,05	3,05	3,7	3,07	-
	Prêts commerciaux	10,9	10,8	10,6	10,0	9,6	10,2	13,6	10,3	-
	Taux directeur	5,25	4,25	4,25	4,25	4,25	5,75	5,75	5,75	-
	Bon du Trésor	3,5	3,8	4,0	4,0	4,0	4,1	6,30	4,00	-
Gambie	Epargne	4,0	4,0	4,0	3,5	3,5	3,5	3,5	0,50	-
	Prêts commerciaux	18	18	18	16	16	16	15	15,0	-
	Taux directeur	14	14	15	14	14	14	12,5	10,0	-
	Bon du Trésor	13,7	13,0	13,1	11,2	11,9	11,9	9,5	11,65	-
Ghana	Epargne	2,0	2,0	2,0	2,0	0,75	0,1	0,8	1,00	-
	Prêts commerciaux	32,9	30,5	27,6	30,5	27,0	24,7	25,3	36,3	-
	Taux directeur	18,0	15,0	13,5	13,0	12,5	15,0	15,0	16,0	-
	Bon du Trésor	23,7	12,9	11,9	12,9	10,3	20,6	21,1	21,81	-
Guinée	Epargne	16	16	16	16	3,95	3,95	3,95	*na*	-
	Prêts commerciaux	-	-	-	-	24,25	24,25	24,25	*na*	-
	Taux directeur	10,17	10,17	13,4	13,4	22	22	22	16,0	-
	Bon du Trésor	19,0	19,0	5,6	5,6	12,3	12,3	15,5	15,7	-
Liberia	Epargne	2	2,19	2,01	2,01	2,02	2,02	2,02	2,0	-
	Prêts commerciaux	14,1	14,17	14,17	13,64	13,85	13,42	13,52	13,4	-
	Taux directeur	*na*	*na*	*na*	*na*	*na*	*na*	*na*	na	-
	Bon du Trésor	9,8	9,8	9,8	9,8	9,8	9,8	9,8	9,8	-
Nigeria	Epargne	2,00	1,17	0,76	0,48	0,45	0,47	0,50	1,9	-
	Prêts commerciaux	23,1	23,0	22,5	22,0	22,4	23,3	17,0	24,6	-
	Taux directeur	7,5	6,0	6,3	7,4	12,0	12,0	12,0	12	-
	Bon du Trésor	4,5	2,0	3,7	8,2	9,7	15,3	14,3	10,6	-
Sierra Leone	Epargne	3,5	3,5	3,5	3,5	4,0	4,0	4,0	3	-
	Prêts commerciaux	25,5	25,5	24,5	24,5	27,8	27,8	21,0	21	-
	Taux directeur	21,0	21,0	23,0	23,0	23,0	20,0	20,0	15	-
	Bon du Trésor	14,0	14,0	24,5	24,5	23,4	23,3	19,0	5,37	-

Sources : Banques centrales, * = estimé ; **=provisoire

En tenant compte de l'inflation, les taux d'intérêts de beaucoup de pays sont restés positifs au premier semestre 2013 à l'exception du taux d'intérêt du bon du trésor de la Sierra Leone. Ce qui sous-entend que les pays qui ont des niveaux d'inflation élevés, pratiquent aussi des taux d'intérêt nominaux élevés. C'est le cas de la majeure partie des pays de la ZMAO. En revanche, l'utilisation des taux d'intérêt d'épargne minimum, pour tous les pays, le niveau d'inflation est supérieur à celui du taux d'intérêt excepté le Cap Vert et les pays de l'UEMOA.

Tableau 3.1b - Evolution de quelques taux d'intérêt réels – CEDEAO

		2009	2010		2011		2012		2013	
			Jun	Déc.	*Jun*	Déc.	*Jun*	Déc.	*Jun*	Déc.
Bon du Trésor	CFA	5.3	-0.7	4.5	-4.5	0.4	1.2	1.4	2.2	-
	Escudo	-2.3	3.6	0.9	0.3	1.8	3.1	1.5	1.2	-
	Dalasi	9.9	9.6	8.0	5.5	3.3	3.9	6.4	7.0	-
	cedi	3.0	-2.2	-2.8	3.8	1.6	1.6	12.0	12.0	-
	GNF	14.3	-8.7	-9.9	-19.8	-9.1	-0.9	0.3	2.4	-
	Dollars Lib	2.4	-8.7	2.5	-6.0	1.3	0.8			-
	Naira	-6.7	-11.1	-8.7	-3.8	2.0	3.0	1.7	2.2	-
	Leone	1.5	-12.0	14.6	-16.8	7.4	8.3	6.1	-6.1	-
Taux directeurs	CFA	-1.2	3.6	3.0	-0.2	0.5	1.1	1.2	1.5	-
	CFA	2.1	-0.7	2.0	-4.5	-0.5	0.1	0.2	0.5	-
	Escudo	-0.6	4.1	1.1	0.6	1.3	2.6	3.2	3.0	-
	Dalasi	9.4	10.6	10.5	8.3	9.2	9.9	8.7	5.4	-
	cedi	-2.7	-1.7	-3.1	4.3	3.8	6.2	5.8	6.2	-
	GNF	5.5	-8.7	-2.0	0.4	0.6	8.8	6.8	8.7	-
	Dollars Lib	-4.4	-8.7	-4.3	-6.0	-5.5	-6.0	-	-	-
	Naira	-3.7	-7.1	-6.3	-4.6	-0.3	0.7	0.0	3.6	-
	Leone	8.5	-12.0	13.1	-16.8	7.0	4.9	7.1	3.5	-
Prêts commerciaux	CFA	2.8	8.2	5.2	4.7	3.9	4.8	5.5	5.0	-
	Escudo	5.1	10.7	7.4	6.3	9.1	10.4	7.7	7.5	-
	Dalasi	13.4	14.6	13.0	10.3	11.2	11.9	11.8	10.4	-
	cedi	12.2	15.4	12.9	21.4	18.2	18.2	16.1	26.5	-
	GNF		-8.7		-19.8	2.9	11.1	!	-13.3	-
	Dollars Lib	6.7	5.5	6.9	7.6	6.1	5.6	5.0	5.8	-
	Naira	11.9	9.9	10.1	10.0	9.7	10.7	11.8	16.2	-
	Leone	13.0	-12.0	14.6	-16.8	0.5	1.4	8.1	9.5	-
Epargne	CFA	2.7	3.0	3.0	-0.8	0.5	1.2	2.3	3.2	-
	Escudo	-2.8	-0.2	-0.1	-0.7	-1.4	-0.2	1.2	0.9	-
	Dalasi	-0.6	0.6	-1.0	-2.2	-1.3	-0.6	-1.1	-4.1	-
	cedi	-18.7	-13.1	-12.7	-7.1	-6.7	-6.8	-8.7	-8.8	-
	GNF	11.3	-8.7	0.5	-19.8	-17.5	-9.3	-13.7	-11.8	-
	Dollars Lib	-5.4	-6.5	-5.3	-4.0	-6.5	-7.0	-6.5	-5.6	-
	Naira	-9.2	-11.9	-10.2	-11.5	-11.8	-10.8	-10.3	-6.5	-
	Leone	-9.0	-12.0	-6.4	-16.8	-12.0	-11.1	-8.9	-8.5	-

3.1.3. Evolution des agrégats monétaires

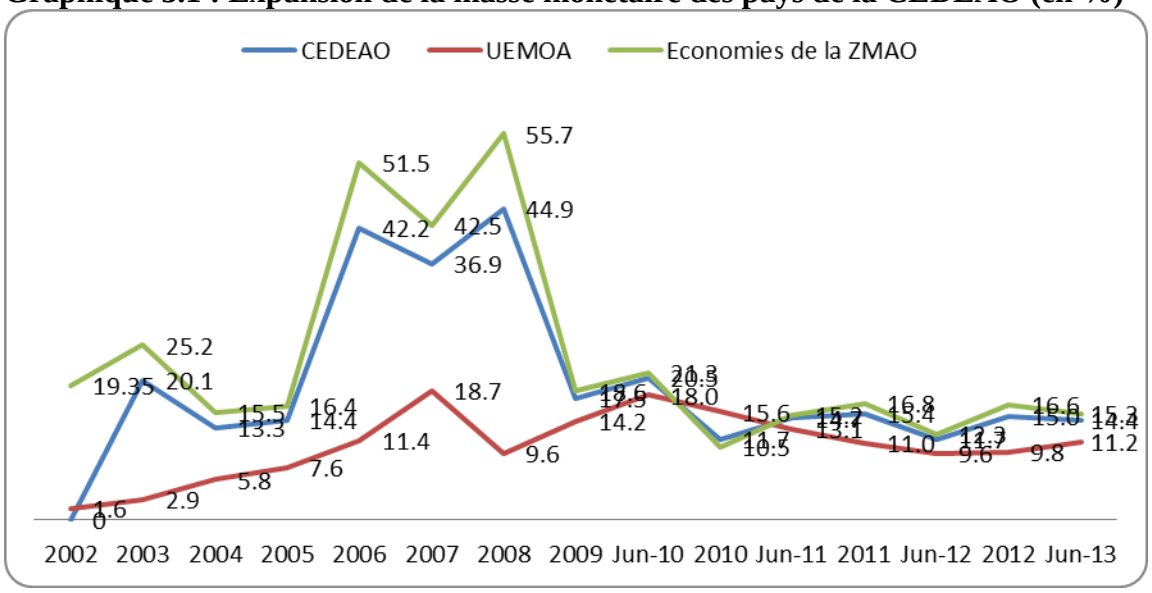
La masse monétaire de la communauté a connu une expansion de 14,4% en fin juin 2013 contre 11,7% à la même de 2011. Au niveau de l'Afrique subsaharienne, l'expansion monétaire était de 13,8% en début janvier 2013, légèrement inférieure à celle de la communauté. Cette hausse est supérieure à la croissance économique de la communauté qui est estimée aux alentours de 6,5% en 2013 traduisant ainsi une économie plus liquide. Cet accroissement de la liquidité globale, induit surtout par l'évolution des crédits à l'économie, est reflété, au niveau de ses composantes, notamment les dépôts et la circulation fiduciaire. Toutefois, la situation diffère d'une zone à l'autre. (**Tableau ci-dessous**).

Tableau 3.2 a– Expansion de la masse monétaire des pays de la CEDEAO (en %)

	2009*	*2010*		2011		2012		2013	
		Juin	Dec	Juin	Dec	Juin	Dec	Juin	Dec
Afrique subsaharienne	**13,1**	**-**	**16,4**	**-**	**15,7**	**-**	**13,8**	**-**	**-**
CEDEAO	**17,5**	**20,5**	**11,7**	**14,7**	**15,4**	**11,7**	**15,0**	**14,4**	**-**
UEMOA	***14,2***	***18,0***	***15,6***	***13,1***	***11,0***	***9,6***	***9,8***	***11,2***	**-**
BENIN	7,4	4,9	7,2	9,2	8,1	8,3	6,2	9,6	-
BURKINA FASO	21,6	26,5	19,2	10,6	13,8	12,5	16,0	20,9	-
COTE D'IVOIRE	17,2	24,1	18,2	16,6	10,7	9,9	6,9	8,8	-
GUINEA BISSAU	6,8	26,9	29,7	50,5	40,5	7,9	-6,3	-4,3	-
MALI	14,4	18,2	10,4	9,2	15,3	11,1	15,2	19,3	-
NIGER	18,5	10,3	21,8	17,8	6,1	19,6	31,3	18,3	-
SENEGAL	11,4	10,8	13,7	10,0	7,0	7,1	6,5	3,1	-
TOGO	16,1	27,6	16,3	12,9	15,9	7,1	8,9	15,7	-
Economies de la ZMAO	**18,6**	**21,3**	**10,5**	**15,2**	**16,8**	**12,3**	**16,6**	**15,5**	**-**
GAMBIE	19,4	21,0	13,7	13,4	11,0	5,8	7,8	14,8	-
GHANA	24,7	25,8	33,8	40,2	33,2	34,2	23,4	14,2	-
GUINEE	25,8	82,8	74,4	40,8	8,5	-1,7	1,1	6,5	-
LIBERIA	46,4	31,9	35,7	35,8	39,2	18,9	3,1	14,3	-
NIGERIA	17,6	19,5	6,9	12,2	15,4	10,8	16,4	15,7	-
SLEONE	42,1	30,1	28,5	35,0	22,6	10,5	22,5	23,0	-
CAP VERT	**3,3**	**4,3**	**4,7**	**3,3**	**2,0**	**3,2**	**4,8**	**11,4**	**-**

Sources : Banques centrales, * = estimé ; **=provisoire

Graphique 3.1 : Expansion de la masse monétaire des pays de la CEDEAO (en %)



Au niveau des pays de l'UEMOA, la masse monétaire a augmenté de 11,2% en fin juin 2013 contre 9,6% à la même période de 2012. La hausse de la masse monétaire est due aux crédits nets aux Etats et aux crédits au secteur privé dont les contributions sont respectivement de 5,4% et 7,1%. Les avoirs extérieurs nets ont atténué la croissance de la masse monétaire de 1,6%. Comparé à fin décembre 2013, la hausse est de 3,0%, les contributions sont de 3,7% pour les crédits aux gouvernements et de 2,2% pour les crédits au secteur privé et les avoirs extérieurs

ont contribué négativement à la hausse de la masse monétaire de 3,2%. Pris individuellement, certains pays ont connu une hausse très importante de leur masse monétaire, le Burkina vient en tête avec 20,9% suivi du Mali avec 19,3%, du Niger avec 18,3% et du Togo avec 15,7%. Cette hausse est surtout due aux crédits accordés au secteur privé dans la majeure partie des pays de l'union. Par contre, comme le semestre précédent, des pays comme la Guinée Bissau et le Sénégal ont connu des niveaux de croissance de la masse monétaire très faible sinon même négative. D'une manière générale, la croissance de la masse monétaire dans les pays de l'UEMOA est le fait des crédits intérieurs avec un effet atténuant des avoirs extérieurs à l'exception du Bénin, du Mali, Niger et du Togo où les avoirs extérieurs ont contribué positivement à la croissance de la masse monétaire.

Tableau 3.2b – Analyse de la croissance de la masse monétaire des pays de l'UEMOA en fin 2012 (en %)

		Variation des agrégats p/r à fin juin 2013		Part à la croissance de la Masse monétaire				Variation des agrégats p/r à fin juin 2013		Part à la croissance de la Masse monétaire	
		Juin 12	Déc. 12	Juin 12	Déc. 12			Juin 12	Déc. 12	Juin 12	Déc. 12
Bénin	**Masse monétaire**	**9,6**	**7,4**	**9,6**	**7,4**	Mali	**Masse monétaire**	**19,3**	**4,7**	**19,3**	**4,7**
	Crédits net au gvt	17,2	13,8	-1,9	-1,5		Crédits net au gvt	12,2	92,4	-0,7	-2,9
	Crédit au secteur	12,3	1,6	7,2	1,0		Crédit au secteur	10,1	2,9	6,9	1,9
	Avoirs extérieurs nets	8,3	13,1	4,8	7,1		Avoirs extérieurs nets	32,2	15,6	13,0	6,3
	Autres postes nets(-)	10,5	-15,2	0,5	-0,9		Autres postes nets(-)	-6,0	41,8	-0,1	0,6
Burkina	**Masse monétaire**	**20,9**	**9,4**	**20,9**	**9,4**	Niger	**Masse monétaire**	**18,3**	**4,3**	**18,3**	**4,3**
	Crédits net au gvt	-603,6	-307,4	7,4	8,3		Crédits net au gvt	-115,5	-103,3	1,6	5,8
	Crédit au secteur	31,6	9,7	19,8	6,6		Crédit au secteur	18,0	4,5	11,2	2,8
	Avoirs extérieurs nets	-21,6	-13,1	-10,3	-5,1		Avoirs extérieurs nets	8,5	-12,6	4,2	-6,7
	Autres postes nets(-)	-44,5	9,7	-4,0	0,4		Autres postes nets(-)	-12,6	-23,9	-1,3	-2,5
Côte	**Masse monétaire**	**8,8**	**0,2**	**8,8**	**0,2**	Senegal	**Masse monétaire**	**3,1**	**-2,0**	**3,1**	**-2,0**
	Crédits net au gvt	29,5	8,0	6,2	1,8		Crédits net au gvt	-7,9	33,4	-0,4	1,1
	Crédit au secteur	8,7	0,7	4,1	0,3		Crédit au secteur	5,8	4,0	4,4	3,0
	Avoirs extérieurs nets	-0,5	-2,1	-0,2	-0,7		Avoirs extérieurs nets	-0,8	-12,8	-0,2	-3,9
	Autres postes nets(-)	62,1	75,5	1,3	1,3		Autres postes nets(-)	7,5	27,8	0,7	2,2
Guinee	**Masse monétaire**	**-4,3**	**17,5**	**-4,3**	**17,5**	Togo	**Masse monétaire**	**15,7**	**5,1**	**15,7**	**5,1**
	Crédits net au gvt	-4,0	0,9	-0,5	0,1		Crédits net au gvt	20,9	-2,1	2,7	-0,3
	Crédit au secteur	-9,0	3,6	-3,3	1,4		Crédit au secteur	17,4	6,7	11,6	4,4
	Avoirs extérieurs nets	-18,8	12,6	-11,1	6,6		Avoirs extérieurs nets	11,1	-6,2	3,1	-1,9
	Autres postes nets(-)	-163,6	-213,9	-10,6	-9,5		Autres postes nets(-)	23,2	-25,9	1,7	-2,8
UEMOA											
	Masse monétaire	**11.2**	**3.0**	**11.2**	**3.0**		Crédit au secteur privé	12.2	3.7	7.1	2.2
	Crédits net au gvt	28.2	19.6	5.4	3.7		Avoirs extérieurs nets	-4.2	-8.5	-1.6	-3.2
							Autres postes nets(-)	-1.6	-1.9	-0.3	-0.3

Sources : Banques centrales, AMAO

Au niveau de la ZMAO, la masse monétaire a connu une croissance de 15,5% à fin juin 2013. Les crédits au secteur privé et les avoirs extérieurs ont contribué à la croissance de la masse monétaire respectivement 8,3% et de 9,3%. Les crédits nets aux Etats ont agit négativement à la croissance de la masse monétaire au niveau de la ZMAO. La Sierra Leone a connu la plus importante hausse de sa masse monétaire avec 23,0% due surtout à l'accroissement des avoirs extérieurs qui y ont contribué à hauteur de 15%. Pour le autres pays, l'évolution de la masse monétaire tourne au tour de 15% et les contributions sont surtout le crédit au secteur privé pour le Nigéria et le Liberia, le crédit intérieur pour le Ghana et la Guinée, et toutes les contreparties de la masse monétaire pour la Gambie. La Guinée a connu le taux de croissance de sa masse monétaire la plus faible avec 6,6% et qui semble être logique pour corriger les évolutions précédentes durant crise.

Comparé à décembre 2012, les évolutions de la masse monétaire sont faibles. Les taux les plus élevé ont été enregistrés par le Ghana et la Gambie et sont inférieurs à 8%. Dans les autres pays les taux varient entre 0,7% (Nigeria) à 3,9% (Guinée). Comme par rapport à juin 2013, les crédits au secteur privé ont été les principales sources de croissance de la masse monétaire dans la majeure partie des pays de la ZMAO.

Concernant le Cap – vert, à fin juin 2013, la masse monétaire a enregistré une hausse de 11,4% contre 3,2% à la même période de 2012. Cette hausse de la masse monétaire est surtout due au crédit net à l'Etat avec une contribution de 4,4 point de pourcentage, au crédit secteur privé avec 4,8 points et aux avoirs extérieurs qui ont contribué à hauteur de 9,3 points. Comparé à décembre 2012, la masse monétaire du Cap –vert a augmenté de 7,2% due en relation à l'évolution du crédit net à l'Etat et du crédit au secteur privé qui y ont contribué respectivement de 4,5 et de 4,4 points de pourcentage.

Tableau 3.2c – Analyse de la croissance de la masse monétaire des pays de la ZMAO et du Cap - Vert en fin 2012 (%)

		Variation des agrégats p/r à fin juin 2013		Part à la croissance de la Masse monétaire				Variation des agrégats p/r à fin juin 2013		Part à la croissance de la Masse monétaire	
		Juin 12	Déc. 12	Juin 12	Déc. 12			Juin 12	Déc. 12	Juin 12	Déc. 12
Nigeria	**Masse monétaire (M2)**	**15,7**	**0,7**	**15,7**	**0,7**	Gambie	**Masse monétaire (M2)**	**14,8**	**7,9**	**14,8**	**7,9**
	Crédits net au gvt	111,5	-2,3	-9,4	0,4		Crédits net au gvt	25,9	10,9	11,9	5,4
	Crédit au secteur privé	6,7	3,6	7,3	3,5		Crédit au secteur privé	13,7	9,5	4,2	2,9
	Avoirs extérieurs nets	19,9	-0,3	11,1	-0,2		Avoirs extérieurs nets	14,1	3,4	4,2	1,1
	Autres postes nets(-)	-11,7	7,4	6,6	-3,0		Autres postes nets(-)	82,6	12,0	-5,5	-1,2
S. Leone	**Masse monétaire (M2)**	**23,0**	**1,8**	**23,0**	**1,8**	Ghana	**Masse monétaire (M2)**	**14,2**	**3,0**	**14,2**	**3,0**
	Crédits net au gvt	10,2	-2,9	4,3	-1,1		Crédits net au gvt	29,9	12,2	13,1	5,6
	Crédit au secteur privé	-99,5	-99,5	-33,5	-29,5		Crédit au secteur privé	35,5	15,4	18,2	8,4
	Avoirs extérieurs nets	22,2	-0,1	15,0	-0,1		Avoirs extérieurs nets	-10,6	-23,4	-3,8	-8,7
	Autres postes nets(-)	-84,9	-85,6	-37,2	-32,5		Autres postes nets(-)	43,9	6,1	13,3	2,3
Liberia	**Masse monétaire (M2)**	**14,3**	**7,5**	**14,3**	**7,5**	Guinée	**Masse monétaire (M2)**	**6,4**	**3,9**	**6,4**	**3,9**
	Crédits net au gvt	10,1	1,7	3,8	0,6		Crédits net au gvt	51,3	2,6	16,2	1,2
	Crédit au secteur privé	17,5	14,2	8,3	6,5		Crédit au secteur privé	38,3	5,6	8,0	1,5
	Avoirs extérieurs nets	-5,7	-5,3	-3,5	-3,0		Avoirs extérieurs nets	-13,3	2,0	-6,3	0,8
	Autres postes nets(-)	-12,7	-8,6	5,8	3,5		Autres postes nets(-)	12780,4	-3,8	-11,5	0,4
ZMAO											
	Masse monétaire (M2)	**15,5**	**1,0**	**15,5**	**1,0**		Crédit au secteur privé	9,0	4,3	8,3	3,8
	Crédits net au gvt	102,2	-0,6	-6,6	0,9		Avoirs extérieurs nets	16,8	-2,8	9,3	-1,1
							Autres postes nets(-)	-6,0	6,6	7,0	-2,6
Cap -Vert											
	Masse monétaire (M2)	**11,4**	**7,2**	**11,4**	**7,2**		Crédit au secteur privé	6,3	5,9	4,8	4,4
	Crédits net au gvt	30,3	32,8	4,4	4,5		Avoirs extérieurs nets	9,3	-3,1	2,2	-0,8
							Autres postes nets(-)	-3,9	2,3	0,8	-0,4

Sources : Banques centrales, AMAO

3.2. Institutions et marchés financiers

L'analyse porte principalement sur les banques, les systèmes financiers décentralisés, les assurances et les Bourses des valeurs mobilières. Au niveau de la zone UEMOA, en dehors d'un marché financier et d'un système de paiement déjà intégrés et harmonisés, des progrès continuent d'être toujours enregistrés surtout en termes de systèmes financiers décentralisés et d'assurance. A la différence des pays de l'UEMOA, dans la ZMAO chaque pays dispose de son propre système financier justifiant ainsi la faible intégration du secteur financier dans cette zone. Le système financier nigérian est l'un des plus diversifié en Afrique de l'Ouest, en 2012. Dans les autres pays, le système financier couvre en général quatre (4) principaux secteurs : les banques, les assurances le marché financier et les fonds de pension.

3.2.1. L'UEMOA

3.2.1.1. Le système bancaire

En fin juin 2013, le paysage bancaire de l'UEMOA, compte cent vingt (120) établissements de crédit agrées, dont cent sept (107) banques et treize (13) établissements financiers à caractère bancaire. Ce nombre était à cent dix-huit (118) établissements en juin 2012. Le nombre de guichets bancaires se chiffre à mille six cent quatre-vingt-treize (1693) et celui des GAB/DAB à mille cent soixante-dix-huit (1178). L'activité de ces etablissements de crédit, appreciée sur la base du total des bilans, a progressé en 2012 de 1999,8 milliards, soit 17,4% pour s'établir à 13470,8 milliards après une hausse de 12,4% l'année précédente. Il convient de rappeler que toutes les institutions bancaires des pays de l'UEMOA exercent leurs activités dans un cadre réglementaire harmonisé. A cet égard, les textes légaux et réglementaires sont mis en œuvre par des organes régionaux de supervision. Le cadre de supervision est organisé autour de deux instances communautaires à savoir, la BCEAO et la Commission Bancaire de l'UMOA.

3.2.1.1 Le secteur des assurances

Le secteur des assurances de l'union reste dans une phase de pleine croissance, après la mise en œuvre des mesures d'assainissement. Toutefois, sa part dans les économies des Etats membres demeure relativement faible, en raison principalement du bas niveau des revenus, d'une culture d'assurance peu développée au niveau de la population et de l'insuffisance de couverture de segments importants tels que les secteurs informel et agricole. Le taux de pénétration des assurances a varié entre 0,6% et 1,6% dans les pays de la communauté, pour une moyenne globale de 4,8% en Afrique. Cette réalité laisse entrevoir des potentialités de croissance du secteur des assurances de la communauté. Les principaux indicateurs de solidité financière montrent que le secteur des assurances est solvable et dispose d'atouts appréciables pour faire face aux obligations contractuelles.

Dans le cadre de l'UEMOA, l'analyse des facteurs de vulnérabilité et des indicateurs financiers des entreprises d'assurance ne fait pas apparaître de risque majeur pour le système financier. La supervision des activités d'assurance dans l'Union est assurée, depuis février

1995, par une Autorité supranationale, en l'occurrence la Conférence Interafricaine des Marchés d'Assurances (CIMA), regroupant les Etats membres de l'UEMOA et ceux de la Communauté Economique et Monétaire de l'Afrique Centrale (CEMAC). Dans ce cadre, une législation dénommée « Code CIMA » réglemente l'organisation, le fonctionnement et la supervision du secteur des assurances dans cet espace. La Commission Régionale de Contrôle des Assurances (CRCA), organe chargé de la surveillance des marchés, est dotée des attributions de contrôle sur pièces et sur place des entreprises d'assurance. La supranationalité confère au dispositif un atout supplémentaire d'indépendance, nécessaire à l'efficacité de l'action des organes. Ainsi, la mise en œuvre des procédures de contrôle et de sanctions a sensiblement contribué à l'assainissement du secteur des assurances dans l'espace de la CIMA.

3.2.1.2 Les systèmes de financement décentralisés (SDF)

L'activité de microfinance connaît un développement rapide surtout en zone UEMOA. En fin juin 2013, les principales structurees (106 sociétés qui représentent environ 90% des activités du secteur) ont présenté un encours des dépôts de 580,7 milliards, en accroissement de 7,5% par rapport à 2012. Les estimations effectuées indiquent que les dépôts de l'ensemble du secteur représentent 7,3% des dépôts collectés par les établissements de crédit de l'union. Quant aux crédits distribués par les sociétés de l'échantillon, ils se sont établis à 552,1 milliards en juin 2013, soit une hausse 16,6% en glissement annuel. Sur cette base, l'encours des crédits de l'ensemble des SFD de l'union constitue 8,6% des crédits distribués par les établissements de crédit de l'UEMOA. Dans le cadre des réformes du système de micro-finance, une loi cadre a été adoptée en 2007 au niveau régional pour améliorer la règlementation du secteur. La spécificité de cette nouvelle loi est qu'elle régit en dehors des mutuelles d'épargne et de crédit, toutes les formes de SFD en consacrant un guichet unique et en supprimant toutes les formes de conventions. Avec cette nouvelle loi, la BCEAO et la Commission bancaire sont partie prenante dans l'instruction des demandes d'agréments et la supervision des SFD d'une certaine taille. La BCEAO a signé 14 instructions pour l'application de cette nouvelle loi dont une est relative au référentiel comptable et de reporting.

3.2.1.3 La Bourse des valeurs mobiliéres (BRVM)

Dans l'UEMOA, le marché confirme la tendance baissière affichée en 2012 où l'indice BRVM10 s'est replié de 4,1% pour se situer à 171,6 points contre 179,0 points à la même période de l'année 2011. Depuis l'amorce du 3ème trimestre, le marché présente un repli global au terme du mois d'août. En effet, les indices BRVM composite et BRVM 10 ont enregistré des baisses de 3,15%, à 201,96 points et de 3,86%, à 222,94 points, respectivement.

Les contreperformances observées du côté des secteurs « Agriculture » (-13,06%) et « Services Publics » (-3,36%) ont principalement entrainé le recul du marché. Les seules notes positives ont été enregistrées du côté de l'indice BRVM-Transport (+0,33%) et de l'indice BR VM-Autres Secteurs, qui est resté stable à 172,84 points. La capitalisation boursière

de l'ensemble des titres cotés dévisse de 3,16%, à 4 901 milliards de Fcfa, celle des titres composant l'indice BRVM 10 glisse de 3,86%, à 3 799 milliards de Fcfa.

Le marché des actions totalise, en fin août, 2 838 330 titres transigés (contre 4 365 828 titres en juillet 2013) pour une valeur totale de 6,31 milliards de Fcfa (contre 7,13 milliards de Fcfa), soit une dépréciation de 11,64% de la valeur des échanges mensuels du marché.

Le secteur « Services Publics » enregistre 163 218 titres échangés pour une valeur totale de 3,58 milliards de Fcfa, soit 56,78% de la valeur des transactions mensuelles du marché. Seule ONATEL BF a réussi à garder une place dans le vert avec 9,24% à 58 990 Fcfa. Rappelons que le leader de la téléphonie au Burkina a connu un premier semestre satisfaisant avec un résultat net de 10,7 milliards de Fcfa contre 6,9 milliards de Fcfa la même période de l'année écoulée, soit une forte progression de 55%. Cette tendance devrait se confirmer sur le reste de l'année sauf évènements exceptionnels. Les titres SODECI, CIE CI et SONATEL SN accusent des baisses respectives de 6,12%, à 46 000 Fcfa, 0,01%, à 48 000 Fcfa et de 4,76%, à 18 000 Fcfa.

Le secteur « Finances » totalise 2 637 014 titres transigés pour une valeur globale de 1,39 milliards de Fcfa, soit 22,06% de la valeur des transactions mensuelles du marché. La performance du secteur a été affectée par les moins-values subies par SGB CI (-13,04%, à 60 000 Fcfa), BOA CI (-5,36%, à 51 105 Fcfa) et BICI CI (-4,76%, à 40 000 Fcfa). Cette dernière a réalisé, au terme du 1er semestre 2013, un résultat net de 3,34 milliards de Fcfa, soit une baisse de 29,1% par rapport à la même période l'année précédente. Cependant, SAFCA CI et BOA BF ont progressé de 7,49%, à 34 665 Fcfa et de 0,01%, à 71 505 Fcfa, respectivement.

Le secteur « Agriculture » affiche 21 243 titres négociés pour une valeur totale de 527 millions de Fcfa, soit 8,37% de la valeur des transactions mensuelles du marché. Le secteur a connu une baisse globale de ses composantes, impactées par l'évolution du des matières premières qui peine à décoller. En effet, SOGB CI cède 22,40%, à 38 800 Fcfa, de même SAPH CI régresse de 12,68%, à 24 450 Fcfa. Le cours du caoutchouc reste affecté par la baisse de l'activité de la production automobile et le ralentissement de la croissance en Chine, entrainant une demande en recul. Dans la même optique, PALM CI et SICOR CI accusent des moins-values respectives de 5,88%, à 16 000 Fcfa et de 7,50%, à 3 330 Fcfa.

Le secteur « Industrie » présente 11 679 titres échangés pour une valeur totale de 486 millions de Fcfa, soit 7,71% de la valeur des transactions mensuelles du marché. Globalement la tendance est bonne avec la reprise de l'activité en Côte d'Ivoire. Le secteur enregistre les deux fortes hausses mensuelles du marché à travers NEI-CEDA CI et UNIWAX CI qui offrent des plus-values respectives de 23,89%, à 3 345 Fcfa et de 19,83%, à 29 000 Fcfa. Depuis son rachat pour 118 millions d'euros par Actis, VLISCO s'est évertué à rendre bien distinctes les différentes marques. Ainsi, avec la levée des restrictions sur les importations textiles au Nigeria, l'un des plus grands marchés Africains subsahariens pourrait lui offrir de belles opportunités. Dans le même sillage, SIVOA CI (+4,17%, à 12 500 Fcfa), SITAB CI (+2,14%,

à 71 500 Fcfa) et SOLIBRA CI (+1,74%, à 292 000 Fcfa) ont aussi contribué à atténuer le repli du secteur.

Le secteur « Transport » enregistre 1 932 titres transigés pour une valeur totale de 190 millions de Fcfa, soit 3,03% de la valeur des transactions mensuelles du marché. Pilote du secteur, BAL CI termine le mois à 100 520 Fcfa et dégage une légère plus-value mensuelle de 0,51%. Rappelons que pour renforcer le développement des infrastructures portuaires, Bolloré Africa Logistics (BAL CI) a procédé à l'acquisition de deux (2) nouveaux portiques de quai pour un investissement de 12 millions d'euros, qui vont permettre de décharger des navires portes conteneurs de grande capacité. Quant à SIVOM CI, un repli de 2,41%, à 8 500 Fcfa a été noté.

Il convient de souligner que la BRVM n'a pas encore répondu aux attentes des autorités monétaires et financières de l'UEMOA compte tenu de sa couverture géographique. Actuellement, diverses initiatives sont prises et qui visent la régionalisation de la supervision des bourses des valeurs, le Conseil Régional de l'Epargne Publique et des Marchés Financiers (CREPMF) assure la supervision pour le moment. Des rapprochements sont en cours d'initiation pour intégrer les bourses de la CEDEAO, nommément la BRVM, les bourses du Ghana et du Nigéria. Ils visent principalement à permettre le développement des cotations croisées sur les différentes bourses de la région. D'ores et déjà, de telles opérations ont été réalisées mais elles portent encore sur un nombre infime de titres.

3.2.2. LA ZMAO

Nigéria

Le système bancaire du Nigeria est resté solide au premier semestre 2013. Toutes les banques se sont conformées aux exigences de fonds propres minimal de 10 %, avec un taux moyen de 18,5 %. Les exigences relatives au ratio de liquidité ont également été atteintes quoi que peu de banques aient dépassé le taux moyen de 4,3%. Trois banques ont atteint le seuil de rentabilité contre sept qui ont enregistré une perte au premier semestre 2012

Sur le marché boursier, la Nigerian Stock Exchange (NSE) a poursuivi ses réformes, conformément aux systèmes de compensation et de règlement et appuyé par la « Securities and Exchange Commission » (SEC). Ces reformes visent à développer un marché plus transparent, liquide et accessible donnant ainsi accès à un large éventail de produits de placement. Un nouveau site web connecté à une bande de télescripteur, avec X-net, un réseau privé (VPN) qui améliore la connectivité (de plus de 20 fois) pour les systèmes de négociation de change a été lancé ; la plateforme d'échange avec les marchés du NASDAQ OMX X-stream a été élaborée ; les programmes de tenue de marché pour mener des activités de marché des actions avec dix teneurs de marché ont été adoptés. La NSE a également signé un protocole d'accord avec Lotus Capital (Ltd) pour calculer et commercialiser l'indice islamique NSE-Lotus. Le CSCS a également réexaminé les charges de ses produits et services, avec de

nouvelles taxes qui seraient instituées pour l'ouverture du compte, le certificat de retrait et de dépôt / rapport de dépôt électronique, etc.

Lors de l'examen, la SEC a pris des mesures pour faire respecter les règles du marché. Entre autres, vingt et un opérateurs exerçant dans différents secteurs des marchés de capitaux ont été suspendus à cause de leur incapacité persistante à produire des déclarations, quatorze (14) autres opérateurs pour infractions à la réglementation, et 11 opérateurs du marché des capitaux ont été remis aux autorités pour des présomptions de transactions illicites antérieures. En outre, la Bourse a sanctionné 46 entreprises pour ne pas s'être conformées aux dispositions relatives à la délivrance de l'information financière dans les délais prescrits, les membres admis n'ayant pas présenté leurs états financiers pour le premier trimestre ont été pénalisés en conséquence.

Dans le secteur de l'assurance, la Commission nationale des assurances (NAICOM) a inspecté 39 courtiers en assurance et un a été suspendu à la suite de l'inspection. En ce qui concerne la surveillance axée sur le risque conduite par la NAICOM, certaines compagnies d'assurance ont transmis des informations relatives au cadre de gestion des risques. La Commission a également organisé des formations sur les normes IFRS pour les directeurs financiers des sociétés d'assurance et un comité sur la pratique de la comptabilité de l'assurance a été mis en place. Une auto-évaluation des Principes de base de l'assurance (ICP) a également été effectuée conformément aux normes en vigueur. La « National Pension Commission (PENCOM) » a modifié ses lignes directrices exigeant des gestionnaires de fonds de pension à investir au moins 10% des fonds de pension dans des actions cotées par rapport à 25% comme précédemment indiqué.

GHANA

Le secteur bancaire est resté solide. Le nombre de banques, à l'exclusion d'Apex Bank, a été réduit à 26 au cours de la période d'examen contre 27 pour la période correspondante de 2012. Cela est dû à la prise de contrôle de la Trust Bank par Ecobank International. Il y avait 15 banques étrangères et 11 banques canadiennes avec un actif total 19,0 milliards de GHC (60,0% du total des actifs bancaires) et 12,7 milliards de GHC (40,0% de part) respectivement. Cela a ramené le total des actifs bancaires à GHC 31,7 milliards au cours de la période sous revue contre 27,8 milliards de GHC pour la période correspondante de 2012.

Les indicateurs financiers ont mis en évidence la solidité financière des institutions bancaires. Le ratio d'adéquation des fonds propres a enregistré une hausse de 15,5% à fin Juin 2012 contre 18,0 %, bien au-dessus du minimum de 10,0 %. Le ratio des avoirs liquides à l'actif total (de base) s'est établi à 37,0% contre 42,3 % à fin Juin 2012. En termes de rentabilité, le retour sur fonds propres et le rendement des actifs (ROA) est passé respectivement de 40,4 et 6,7% à fin Juin 2012 à 42.1 et 8.4% à fin Juin 2013. La proportion des prêts non productifs s'est établi à 12,8 contre 13,2 % à fin Juin 2012, alors que NPL moins le taux de pertes a enregistré une chute de 4,7% et 5,9 %.

En ce qui concerne le sous-secteur des institutions financières non bancaires, la Banque du Ghana a envisagé l'introduction de nouvelles mesures pour renforcer la surveillance. Ces mesures comprennent la création d'un Département des institutions financières non bancaires, un examen du cadre juridique et l'introduction de réglementations visant à endiguer la prolifération récente des institutions de micro finance. Il participe également à l'amélioration de la capacité opérationnelle et la gestion efficace de ces institutions, dont la plupart présentent des faiblesses dans ces domaines.

Les activités de la Bourse du Ghana (GSE) se sont considérablement intensifiées au cours de la période sous revue, vu que le nombre total des transactions a augmenté de 17,454.0 contre 11,851.0 au cours de la période correspondante de 2012. En termes de valeur, la valeur totale des échanges a enregistré une hausse de 206,1 millions de cedis contre 39,0 millions au cours de la période précédente. L'indice composite du GSE a également augmenté de 56,2 % au cours de la période de 12 mois s'établissant à 1,880.3 en Juin 2012. Cependant, le taux de capitalisation boursière est resté pratiquement inchangé s'établissant à 55,924.8 millions de cedis. De même, le nombre de sociétés cotées était de 34 en Juin 2013, dont 34 actions ordinaires, 1 de dépôt et une action de préférence ainsi que 1 fonds négociés en bourse. En outre, le GSE a échangé des obligations du gouvernement du Ghana (2 ans, 3 ans et 5 ans) sur le marché. Malgré les résultats encourageants, la CGC ne dispose pas liquidité et manque de dynamisme en raison du faible nombre d'actions et d'obligations cotées sur le marché. Suite à la portée limitée des instruments financiers, la prévalence de taux d'intérêt élevés est préjudiciable à la croissance de la Bourse car, à l'évidence, certains investisseurs ont récemment vendu leurs actions et ré- investis dans des actifs financiers sans risque (bons du Trésor et obligations), qui produisent des dividendes relativement plus attrayantes.

3.2.3. Le Cap-Vert

3.2.3.1 Le système bancaire

Au Cap Vert le système bancaire couvre Cinq (5) banques commerciales on shore, 10 Banques commerciales offshore et 8 Etablissements de crédit. Il s'agit des banques commerciales et des établissements de crédit installés dans les centres villes et dans des zones agricoles

Grace au développement de nouveaux outils et a la qualité des Institutions, la mise en œuvre des normes internationales de comptabilité a été accomplie depuis 2009. Cependant, des contraintes ont été identifiées, notamment dans le classement des opérations et dans l'élaboration/production d'informations financières.

La politique des banques dans la fourniture et la distribution des produits et des services financiers se développe avec la multiplication des moyens électroniques performants. Cette situation s'être vérifiée avec l'importante augmentation du volume de transactions dans les Boîtes automatiques et dans les Terminaux de paiement.

Au total, le secteur bancaire se porte bien avec des profits d'efficacité, mesurés par l'indicateur cout du revenu en fonction du produit bancaire, même si cette tendance s'est inversée, dû aux augmentations des coûts opérationnels et à la diminution simultanée du produit bancaire.

3.2.3.2 La Bolsa de Valores

Après six (6) mois de restructuration fonctionnelle, la Bourse des Valeurs a commencé à effectuer ces opérations, en décembre 2005 avec la mise en vente de six titres détenus par les banques BCA et Caixa Economica, la Cabo Verde Telecom et la Société Capverdienne de tabacs (SCT). Elle aurait en effet obtenu fin octobre l'attribution du code d'identification boursière MIC (Market identification code), qui l'habilite à opérer au plan international et facilite sa communication avec les interlocuteurs du marché boursier.

Par la suite, plusieurs opérations ont été effectuées, prouvant que cette Bourse fait partie des plus dynamiques et attractives comparée aux autres de la sous région. Depuis sa création, la capitalisation boursière est passée au dessus des 35 000 000 000 ECV.

Au total, la Bourse du cap vert, est très dynamique eu égard aux performances enregistrées. Cependant, elle devrait s'ouvrir au marché de la sous-région pour mieux jouer le rôle de tête de pont entre les investisseurs lusophones d'une part et francophones et anglophones d'autre part.

4.0. SITUATION DE LA CONVERGENCE MACROECONOMIQUE ET DE L'HARMONISATION DES POLITIQUES

Dans cette partie, sont analysées les performances des pays par rapport aux critères de convergence macroéconomiques au cours du premier semestre 2013 ainsi que les perspectives pour la fin de l'année. A part une baisse drastique du niveau de respect du critère relatif aux réserves brutes de change, il ressort, dans l'ensemble, un maintien du niveau de performance par rapport à la même période de l'année précédente.

4.1. Aperçu sur la convergence macroéconomique

Comme le montre le tableau 4.1, le niveau de performance des pays n'a pas fondamentalement évolué au 1er semestre 2013 comparativement à la même période de l'année précédente. Seul le critère relatif aux réserves brutes de change a connu une baisse importante du niveau de performance.

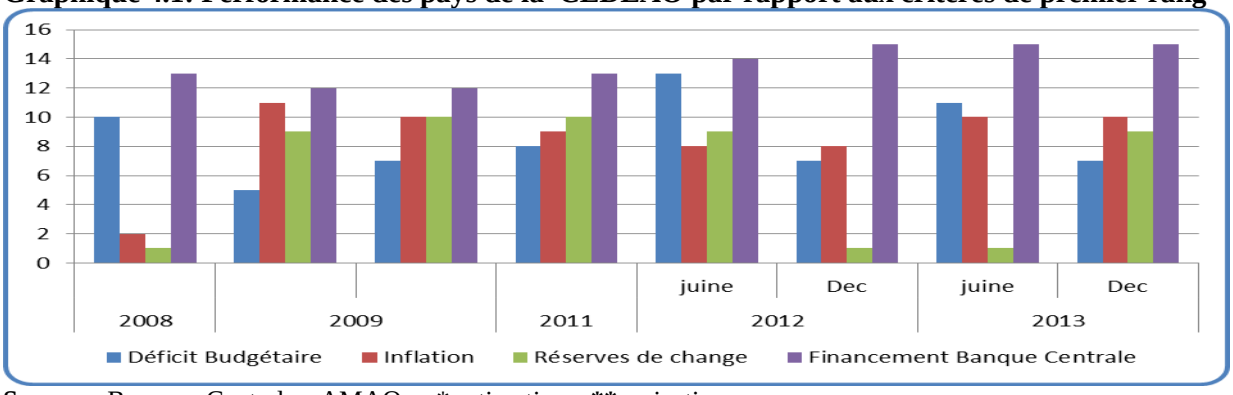
Tableau 4.1: Nombre de pays qui ont rempli les critères de convergence au sein de la CEDEAO

	2008	2009	2010	2011	2012		2013	
					juin	Dec	juin	Dec
Déficit Budgétaire	10	5	7	8	13	7	11	7
Inflation	2	11	10	9	8	8	10	10
Réserves de change	1	9	10	10	9	1	1	9
Financement Banque Centrale	13	12	12	13	14	15	15	15
Arriérés intérieurs et extérieurs	7	8	9	9	9	9	9	9
Recettes fiscales	2	2	2	2	2	1	1	3
Masse salariale	7	6	5	3	6	3	5	4
Investissements sur ressources internes	8	7	7	7	5	9	4	9
Taux d'intérêt réel	4	13	11	9	11	13	13	10
Taux de change nominal	13	10	13	13	13	14	13	14
Dette publique	12	12	13	14	12	13	13	13

Source: AMAO; * estimations **projection

Au niveau des critères de premier rang, il ressort une légère amélioration par rapport à l'inflation et au financement du déficit budgétaire par la Banque Centrale. En revanche, l'on note une baisse drastique par rapport aux réserves brutes de change en raison du fait que l'UEMOA constitué de 8 pays ait raté la norme. De même, le niveau de performance par rapport au critère relatif au déficit budgétaire a connu une légère dégradation avec deux pays supplémentaires ayant raté la cible.

Graphique 4.1: Performance des pays de la CEDEAO par rapport aux critères de premier rang



Sources: Banques Centrales, AMAO ; * estimations **projection

En ce qui concerne les critères de second rang, le niveau de performance n'a pas également évolué de manière significative par rapport à la même période de l'année précédente. L'on note toutefois, une amélioration par rapport au taux d'intérêt réel avec deux pays supplémentaires ayant respecté la norme et dans une moindre mesure par rapport à la stabilité du taux de change nominal. En revanche, une légère dégradation est observée par rapport à la mobilisation des recettes fiscales et aux investissements financés sur ressources internes. Le même niveau de performance a été maintenue par rapport aux autres critères de second rang à savoir la non accumulation des arriérés intérieurs et extérieurs, le niveau de la massa salariale et le niveau de la dette publique.

Tableau 4.2: Nombre Total de critères de convergence réalisés

	2008	2009	2010	2011	2012		2013	
					juin	Dec	juin	Dec
BÉNIN	6	8	8	9	7	6	7	9
BURKINA FASO	5	7	8	9	10	7	9	7
CAP-VERT	6	6	6	6	5	5	4	5
COTE D'IVOIRE	4	8	8	6	8	7	7	8
GAMBIE	6	5	6	5	5	4	4	4
GHANA	3	3	4	5	3	3	4	3
GUINÉE	4	5	1	3	5	7	6	7
GUINÉE-BISSAU	2	7	7	6	8	7	7	8
LIBERIA	5	4	7	4	6	5	6	5
MALI	6	9	10	8	7	6	8	7
NIGER	7	9	10	10	9	9	7	10
NIGERIA	7	5	5	5	7	7	5	6
SÉNÉGAL	8	9	9	9	10	8	9	10
SIERRA LEONE	2	3	3	4	4	5	4	6
TOGO	6	8	9	9	9	7	7	9
UEMOA	3	6	6	6	9	7	8	0
ZMAO	5	6	4	5	5	5	7	0
CEDEAO	5	5	4	3	6	7	7	0

Comme l'indique le tableau 4.2, aucun pays n'a respecté l'ensemble des critères de convergence au cours du 1er semestre 2013. La meilleure performance a été enregistrée par le Niger et le Sénégal qui ont respecté chacun dix (10) des onze critères de convergence. Ces pays sont suivi par la Bénin et le Togo qui ont respecté chacun neuf (9) critères de convergence. La plus mauvaise performance a été enregistrée par le Cap Vert, la Gambie, le

Ghana et la Sierra Leone qui n'ont respecté que quatre (4) critères de convergence, chacun. Sur la période sous-revue, la plus forte progression (+1 critère respecté) a été enregistrée par le Ghana, la Guinée et le Mali. Quant à la plus forte contre-performance (-2 critères respectés), elle concerne le Niger, le Nigeria et le Togo.

Par rapport aux critères de premier rang, aucun pays n'a respecté l'ensemble des critères. Huit (8) pays (Bénin, Burkina Faso, Côte d'Ivoire, Guinée Bissau, Mali, Niger, Nigeria et Sénégal) ont respecté chacun trois (3) critères de premier rang. Les sept (7) autres ont respecté chacun deux (2) critères de convergence.

Tableau 4.3: Evolution de la performance par rapport aux critères de 1er rang

	2008	2009	2010	2011	2012		2013	
					juin	Dec	juin	Dec
BÉNIN	2	3	4	4	3	2	3	4
BURKINA FASO	1	3	3	4	4	2	3	3
CAP-VERT	2	2	2	2	2	2	2	2
COTE D'IVOIRE	2	4	4	3	4	2	3	3
GAMBIE	2	2	3	2	3	2	2	2
GHANA	2	1	0	2	2	2	2	2
GUINÉE	2	1	0	2	2	2	2	2
GUINÉE-BISSAU	1	4	4	3	4	3	3	4
LIBERIA	2	2	2	2	2	2	2	2
MALI	2	3	4	3	3	2	3	4
NIGER	2	3	4	4	4	3	3	4
NIGERIA	3	2	2	2	4	3	3	3
SÉNÉGAL	2	3	3	3	3	2	3	3
SIERRA LEONE	1	1	0	1	2	1	2	2

Source : Banques Centrales, AMAO * estimations **projection

4.2. Analyses de la Performance par Critère

4.2.1. Critères de premier rang

4.2.1.1. Déficit budgétaire dons compris/ PIB ≤ 3%

Au cours du 1er semestre 2013, onze (11) pays, soit deux de moins qu'à la même période de l'année 2012, ont réussi à maintenir leur déficit budgétaire dans les limites admises par le programme de convergence. Au cours de la période sous-revue, la meilleure amélioration du ratio déficit budgétaire dons compris sur PIB concerne le Sénégal et dans une moindre mesure le Cap Vert et la Guinée Bissau. A l'inverse, la plus forte aggravation du déficit a été enregistrée par le Mali suivi de la Gambie et du Ghana. Les autres pays ont connu une évolution relativement stable sur la période. C'est le cas notamment du Burkina, de la Côte d'Ivoire et du Nigeria.

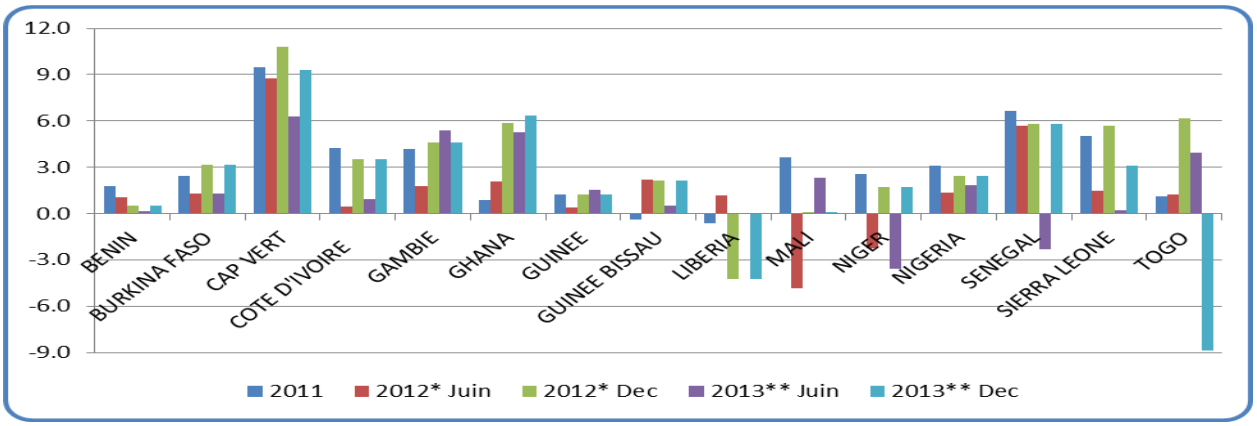
Par rapport aux prévisions de la fin de l'année, il est attendu un creusement des déficits dans la plupart des cas. Si les prévisions se confirment, sept (7) pays pourront respecter ce critère à la fin de l'année 2013 soit le même niveau de performance par rapport à l'année précédente.

Au niveau des zones, la ZMAO, l'UEMOA et la CEDEAO sont tous restées à l'intérieur des limites prescrites en raison du poids des pays qui respectent la norme. Toutefois, si les prévisions se confirment la zone UEMOA devrait afficher à la fin de l'année 2012 un déficit global dons compris quelque peu au-dessus de la norme communautaire.

Tableau 4.4: Déficit Budgétaire dons compris en % du PIB

	2008	2009	2010	2011	2012*		2013**	
					Juin	Dec	Juin	Dec
BENIN	1,7	4,2	1,6	1,8	1,1	0,5	0,1	0,5
BURKINA FASO	5,4	4,8	4,3	2,4	1,3	3,2	1,3	3,2
CAP VERT	1,6	5,9	10,8	9,5	8,8	10,8	6,3	9,3
COTE D'IVOIRE	0,4	-0,9	1,9	4,3	0,4	3,5	0,9	3,5
GAMBIE	2,4	2,9	2,7	4,2	1,8	4,6	5,4	4,6
GHANA	7,9	4,0	5,9	0,9	2,1	5,8	5,2	6,3
GUINEE	1,2	6,5	14,3	1,3	0,4	1,2	1,6	1,2
GUINEE BISSAU	4,1	-3,0	-0,2	-0,4	2,2	2,1	0,5	2,1
LIBERIA	2,0	-0,9	-4,2	-0,6	1,2	-4,2	0,0	-4,2
MALI	2,2	4,2	2,7	3,7	-4,8	0,1	2,3	0,1
NIGER	-1,6	5,6	2,4	2,5	-2,3	1,7	-3,6	1,7
NIGERIA	0,2	3,3	5,0	3,1	1,3	2,5	1,8	2,5
SENEGAL	4,6	4,9	5,2	6,7	5,7	5,8	-2,3	5,8
SIERRA LEONE	4,1	2,9	5,2	5,1	1,5	5,7	0,2	3,1
TOGO	0,2	0,6	-0,3	1,1	1,2	6,2	3,9	-8,9
UEMOA	**2,1**	**2,6**	**3,3**	**3,9**	**0,5**	**3,1**	**0,7**	**3,1**
ZMAO	**0,8**	**3,4**	**5,2**	**2,9**	**1,4**	**2,7**	**2,1**	**2,7**
CEDEAO	**1,3**	**3,1**	**4,6**	**3,2**	**1,1**	**2,9**	**1,7**	**2,9**
Nombre pays ayant respecté le critère	**10**	**5**	**7**	**8**	**13**	**7**	**11**	**7**

Graph. 4.2: Déficit Budgétaire hors dons / PIB (entre 1er semestre 2009 et le 2ème semestre 2012)



Source: Banques Centrales, AMAO * estimations **projection

4.2.1.2. Taux d'inflation ≤ 5 %

Le nombre de pays ayant respecté ce critère est passé de huit (8) à dix (10) entre le 1er semestre 2012 et le 1er semestre 2013. Aux pays qui avaient respecté le critère au 1er semestre 2012 (Burkina Faso, Cap Vert, Côte d'Ivoire, Gambie, Guinée Bissau, Niger, Sénégal et Togo) se sont ajoutés le Bénin et le Mali. Sur la période sous-revue, quatre (4) pays à savoir le Mali, la Guinée, le Bénin et la Sierra Leone ont connu une atténuation des pressions inflationnistes. En revanche, la Côte d'Ivoire et dans une moindre mesure le Niger et la

Gambie ont enregistré une aggravation des pressions inflationnistes. Seuls trois pays à savoir la Guinée, le Nigeria et la Sierra Leone ont affiché un taux d'inflation à deux chiffres, soit les mêmes qu'au cours du 1er semestre 2012. Les prévisions tablent sur un maintien du niveau de performance à la fin de l'année 2013.

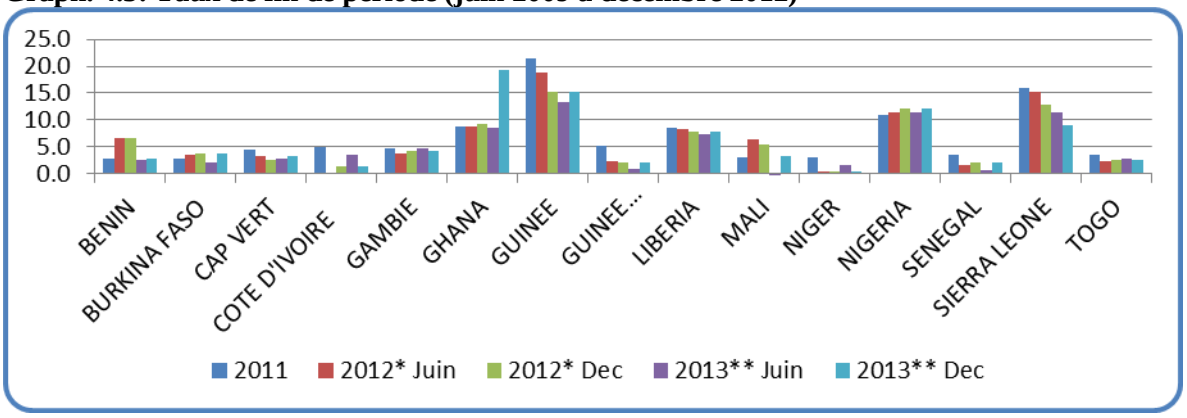
Quant aux zones, la situation reste la même avec l'UEMOA qui continue d'afficher une inflation relativement faible par rapport à la ZMAO et par ricochet à l'ensemble de la CEDEAO.

Tableau 4.5: Taux d'inflation de fin de période en %

	2008	2009	2010	2011	2012*		2013**	
					Juin	Dec	Juin	Dec
BENIN	7,9	2,2	2,1	2,7	6,6	6,7	2,5	2,8
BURKINA FASO	10,7	0,9	-0,6	2,8	3,6	3,8	2,1	3,8
CAP VERT	6,8	1,0	2,1	4,5	3,2	2,5	2,8	3,3
COTE D'IVOIRE	6,3	0,5	1,7	4,9	0,1	1,3	3,5	1,3
GAMBIE	4,5	4,6	5,0	4,8	3,8	4,3	4,6	4,3
GHANA	16,5	19,3	10,7	8,7	8,8	9,2	8,6	19,4
GUINEE	18,4	4,7	15,5	21,4	18,7	15,2	13,3	15,2
GUINEE BISSAU	7,9	-2,8	2,2	5,1	2,2	2,1	0,9	2,1
LIBERIA	17,5	7,4	7,3	8,5	8,2	7,7	7,3	7,7
MALI	9,2	2,4	1,2	3,0	6,4	5,3	-0,8	3,3
NIGER	11,3	0,5	0,9	2,9	0,4	0,5	1,6	0,5
NIGERIA	11,5	9,2	12,4	10,8	11,3	12,2	11,3	12,2
SENEGAL	-2,2	1,2	4,1	3,4	1,5	2,1	0,5	2,1
SIERRA LEONE	12,5	9,9	17,1	16,0	15,1	12,9	11,4	9,0
TOGO	8,7	3,7	1,4	3,6	2,3	2,6	2,7	2,6
UEMOA	**7,4**	**0,4**	**1,4**	**3,9**	**2,5**	**2,4**	**2,1**	**2,4**
ZMAO	**12,0**	**9,8**	**12,3**	**10,8**	**11,2**	**12,0**	**11,1**	**12,7**
CEDEAO	**10,5**	**6,7**	**8,6**	**8,5**	**8,3**	**8,7**	**8,1**	**9,2**
Nombre pays ayant respecté le critère	**2**	**11**	**10**	**9**	**8**	**8**	**10**	**10**

Sources: Banques Centrales, AMAO

Graph. 4.3: Taux de fin de période (juin 2009 à décembre 2012)



Source: Banques Centrales, AMAO * estimations **projection

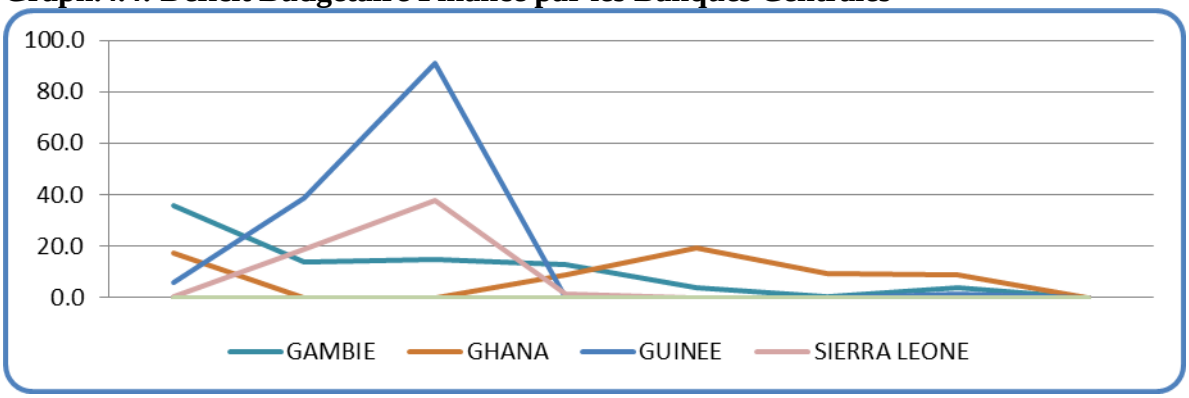
4.2.1.3. Financement du Déficit Budgétaire par la Banque Centrale/ Recettes fiscales de l'année précédente ≤ 10%.

Tous les pays de la CEDEAO ont respecté le critère relatif au financement du déficit budgétaire par la Banque Centrale. Dans l'ensemble, le recours à ce financement reste de plus en plus exceptionnel.

Tableau 4.6: Déficit budgétaire financé par les Banques Centrales en % des recettes fiscales de l'année antérieure

	2008	2009	2010	2011	2012*		2013**	
					Juin	Dec	Juin	Dec
BENIN	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
BURKINA FASO	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
CAP VERT	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
COTE D'IVOIRE	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
GAMBIE	35,9	13,7	14,9	12,6	3,7	0,4	3,7	0,0
GHANA	17,3	0,0	0,0	8,8	19,4	9,4	8,6	0,0
GUINEE	5,8	38,7	91,0	0,0	0,0	0,0	1,0	0,0
GUINEE BISSAU	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
LIBERIA	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
MALI	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
NIGER	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
NIGERIA	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
SENEGAL	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
SIERRA LEONE	0,3	18,6	37,6	1,1	0,0	0,0	0,0	0,0
TOGO	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
UEMOA	**0,0**	**2,4**	**4,3**	**0,0**	**0,0**	**0,0**	**0,0**	**0,0**
ZMAO	**1,6**	**0,9**	**2,1**	**0,7**	**1,5**	**0,7**	**0,7**	**0,0**
CEDEAO	**1,0**	**1,4**	**2,8**	**0,5**	**1,0**	**0,5**	**0,5**	**0,0**
Nombre pays ayant respecté le critère	**13**	**12**	**12**	**13**	**14**	**15**	**15**	**15**

Graph.4.4: Déficit Budgétaire Financé par les Banques Centrales



Source: Banques Centrales, AMAO * estimations **projection

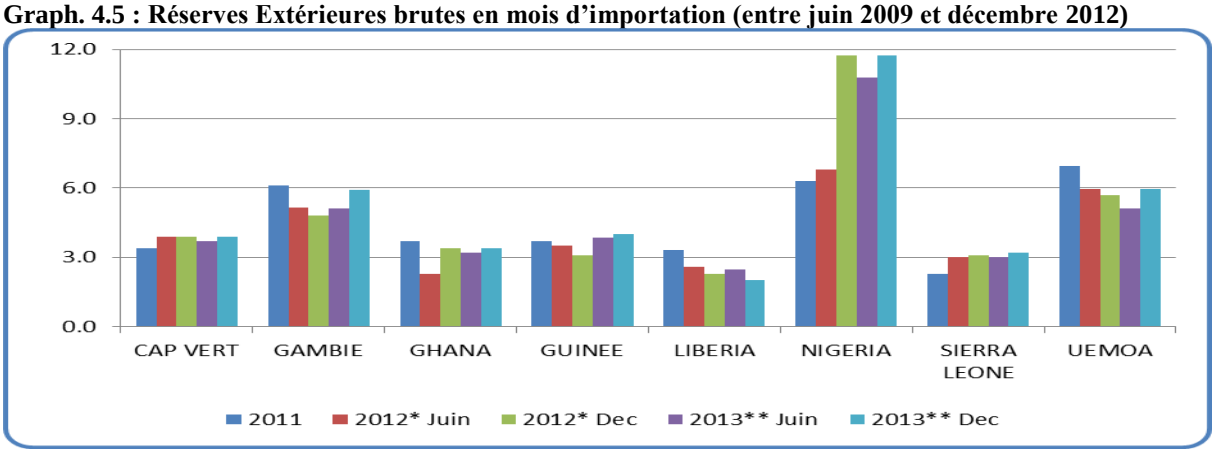
4.2.1.4. Réserves Extérieures Brutes ≥ 6 mois de couverture des importations

A fin juin 2013, seul le Nigeria a respecté le critère relatif au niveau des réserves brutes de change. En dehors du Nigeria qui a connu sur la période une importante amélioration de ces réserves brutes de change, les autres pays n'ont pas enregistré de variations significatives de leurs réserves extérieures. Avec l'amélioration attendue des réserves de change de la zone UEMOA, neuf (9) pays pourraient respecter le critère à la fin de l'année 2013.

Tableau 4.7: Réserves Extérieures brutes en mois d'importation CAF

	2008	2009	2010	2011	2012*		2013**	
					Juin	Dec	Juin	Dec
CAP VERT	4,1	3,9	3,7	3,4	3,9	3,9	3,7	3,9
GAMBIE	4,3	4,7	6,8	6,1	5,2	4,8	5,1	5,9
GHANA	2,2	4,4	4,8	3,7	2,3	3,4	3,2	3,4
GUINEE	0,8	1,4	0,4	3,7	3,5	3,1	3,9	4,0
LIBERIA	0,7	3,7	4,3	3,3	2,6	2,3	2,5	2,0
NIGERIA	15,9	16,3	7,9	6,3	6,8	11,7	10,8	11,7
SIERRA LEONE	4,2	3,8	4,6	2,3	3,0	3,1	3,0	3,2
UEMOA	5,3	**6,9**	**6,3**	**6,9**	**6,0**	**5,7**	**5,1**	**6,0**
ZMAO	**14,3**	**14,9**	**7,5**	**6,0**	**6,3**	**10,8**	**9,9**	**10,8**
ZMAO hors Nigeria	**1,9**	**3,2**	**3,3**	**3,5**	**2,7**	**3,1**	**3,3**	**3,5**
CEDEAO	**11,2**	**12,2**	**7,0**	**6,3**	**6,2**	**9,0**	**8,3**	**9,1**
CEDEAO hors Nigeria	**4,4**	**5,9**	**5,5**	**6,0**	**5,1**	**5,0**	**4,6**	**5,2**
Nombre pays ayant respecté le critère	**1**	**9**	**10**	**10**	**9**	**1**	**1**	**9**

Graph. 4.5 : Réserves Extérieures brutes en mois d'importation (entre juin 2009 et décembre 2012)



Source: Banques Centrales, AMAO * estimations **projection

4.2.2. Critères de second rang

4.2.2.1. Arriérés Intérieurs et extérieurs (interdiction d'accumulation de nouveaux arriérés et liquidation d'arriérés existants)

L'évaluation par rapport à ce critère n'a pu être réalisée que pour dix (10) pays, les autres ne disposant pas de données. Sur ces dix (10) pays neuf (9) ont déclaré n'avoir pas accumulé

d'arriérés intérieurs au cours de la période sous-revue. La même situation pourrait prévaloir à la fin de l'année en cours.

Tableau 4.8: Accumulation des arriérés intérieurs

	2008	2009	2010	2011	2012*		2013**	
					Juin	Dec	Juin	Dec
BENIN	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
BURKINA FASO	0,0	63,6	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
CAP VERT	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
COTE D'IVOIRE	107,9	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
GAMBIE	nd	nd	nd	nd	nd	nd	nd	nd
GHANA	nd	yes	yes	yes	yes	yes	yes	yes
GUINEE	nd	nd	nd	nd	nd	nd	nd	nd
GUINEE BISSAU	4,8	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
LIBERIA	nd	nd	nd	nd	nd	nd	nd	nd
MALI	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
NIGER	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
NIGERIA	nd	nd	nd	nd	nd	nd	nd	nd
SENEGAL	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
SIERRA LEONE	nd	nd	nd	nd	nd	nd	nd	nd
TOGO	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
UEMOA	112,7	63,6	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
ZMAO								
CEDEAO								
Nombre pays ayant respecté le critère	**7**	**8**	**9**	**9**	**9**	**9**	**9**	**9**

Source: Banques Centrales, AMAO * estimations **projection

4.2.2.2. Recettes fiscales/ PIB ≥ 20 %

Le niveau de performance par rapport à ce critère reste relativement faible. En effet, seulement un seul pays à savoir le Liberia a pu respecter ce critère au cours du 1er semestre 2013. Toutefois, les réformes engagées ces dernières années et les efforts déployés par les administrations fiscales commencent à produire des résultats encourageants. Ainsi, seulement six (6) pays ont affiché un taux de pression fiscale inférieure à 15% au cours du 1er semestre 2013. Au cours de la période sous-revue, le Togo a réalisé la progression la plus importante du taux de pression fiscale alors que la Guinée a connu la plus importante baisse. Les prévisions indiquent que deux (2) pays supplémentaires à savoir le Cap Vert et le Sénégal pourraient respecter la norme communautaire à la fin de l'année 2013.

Tableau 4.9: Recettes fiscales/ PIB en %

	2008	2009	2010	2011	2012*		2013**	
					Juin	Dec	Juin	Dec
BENIN	17,2	16,1	16,2	15,5	15,8	15,9	16,0	17,2
BURKINA FASO	15,0	12,5	12,4	14,2	16,8	16,1	16,3	16,1
CAP VERT	24,1	22,1	18,9	21,2	19,2	19,3	18,4	20,9
COTE D'IVOIRE	15,6	17,4	17,0	13,1	17,1	17,7	16,5	17,7
GAMBIE	17,9	14,6	13,1	13,0	15,0	14,1	13,9	14,1
GHANA	14,5	13,1	14,1	16,5	16,5	17,3	16,0	19,3
GUINEE	14,7	16,4	14,7	15,4	18,9	19,2	16,7	19,2
GUINEE BISSAU	5,5	6,8	7,9	8,7	8,4	8,3	7,4	9,3
LIBERIA	21,9	23,2	20,2	19,7	24,5	22,7	25,0	26,4
MALI	13,3	14,7	14,6	14,8	15,1	14,7	13,9	14,7
NIGER	11,6	13,5	12,9	21,3	13,7	19,9	13,7	19,9
NIGERIA	17,1	11,7	10,2	13,1	13,8	10,8	13,0	10,8
SENEGAL	18,1	18,0	18,8	18,9	20,3	18,5	18,1	20,3
SIERRA LEONE	8,5	8,5	10,3	9,7	9,6	10,6	8,9	10,3
TOGO	14,9	15,3	15,6	16,7	16,3	17,3	18,3	16,6
UEMOA	**15,4**	**16,0**	**15,9**	**15,6**	**16,9**	**17,1**	**16,2**	**16,8**
ZMAO	**16,7**	**11,9**	**10,6**	**13,4**	**14,0**	**11,4**	**13,2**	**11,6**
CEDEAO	**16,3**	**13,3**	**12,4**	**14,2**	**15,0**	**13,4**	**14,3**	**13,4**
Nombre pays ayant respecté le critère	**2**	**2**	**2**	**2**	**2**	**1**	**1**	**3**

Source: Banques Centrales, AMAO * estimations **projection

4.2.2.3. Masse salariale /Recettes Fiscales ≤ 35 %

Cinq (5) pays soit un de moins qu'au 1er semestre 2012 ont respecté la norme relative à ce critère. Par rapport au 1er semestre de l'année précédente, le Nigeria, le Ghana et dans une moindre mesure le Niger ont enregistré une hausse du ratio masse salariale sur recettes fiscales. A l'inverse, le Togo a enregistré une baisse du ratio. Les prévisions indiquent que le niveau de performance ne devrait se dégrader légèrement à la fin de l'année 2013 avec le Cap Vert qui devrait rater la cible.

Aucune zone ne respect n'a respecté ce critère au cours du 1er semestre 2013 et aucune amélioration n'est attendue d'ici la fin de l'année.

Tableau 4.10: CEDEAO- Masse salariale en % des recettes fiscales

	2008	2009	2010	2011	2012*		2013**	
					Juin	Dec	Juin	Dec
BENIN	35,6	45,1	45,4	47,4	43,6	46,8	44,9	44,2
BURKINA FASO	44,7	46,2	43,5	40,5	33,2	37,3	32,3	37,3
CAP VERT	38,3	48,8	50,2	46,7	51,0	52,2	51,5	49,2
COTE D'IVOIRE	43,8	39,7	41,5	48,2	42,5	42,3	43,8	47,1
GAMBIE	30,5	33,7	43,7	45,2	40,8	43,1	41,1	43,1
GHANA	45,5	51,6	48,9	46,0	52,7	52,7	69,7	52,7
GUINEE	28,0	30,6	39,0	34,1	24,2	23,1	27,9	23,1
GUINEE BISSAU	96,4	75,6	79,2	71,3	57,7	64,5	62,4	77,0
LIBERIA	31,7	39,9	34,3	46,1	39,6	46,1	42,1	46,1
MALI	35,8	34,2	31,3	35,8	34,5	36,0	34,9	36,7
NIGER	29,8	27,3	28,5	22,1	30,7	22,6	35,8	22,6
NIGERIA	22,7	32,7	39,6	40,9	39,8	35,4	67,8	39,3
SENEGAL	32,0	33,6	32,8	33,3	29,6	34,6	31,5	31,4
SIERRA LEONE	59,8	59,8	60,9	58,6	57,1	59,2	58,7	58,0
TOGO	32,7	41,2	33,5	35,9	34,6	36,0	29,5	34,4
UEMOA	**38,3**	**38,3**	**38,0**	**38,8**	**36,5**	**37,7**	**37,6**	
ZMAO	**24,8**	**34,3**	**40,4**	**41,2**	**40,5**	**36,6**	**66,8**	**40,1**
CEDEAO	**29,4**	**35,7**	**39,6**	**40,4**	**39,2**	**37,1**	**56,9**	**26,9**
Nombre pays ayant respecté le critère	**7**	**6**	**5**	**3**	**6**	**3**	**5**	**4**

Source: Banques Centrales, AMAO * estimations **projection

4.2.2.4. Investissements Publics / Recettes Fiscales ≥ 20 %

Seulement quatre (4) pays ont respecté ce critère au 1er semestre 2013 contre cinq à la même période de l'année précédente. Au cours de la période sous-revue, les plus fortes progressions de ce ratio concernent le Nigeria, le Togo et le Liberia alors que les baisses les plus importantes ont été enregistré le Bénin, le Ghana, le Sénégal et la Sierra Leone. Comme par le passé, une amélioration importante est attendue pour la fin de l'année 2013 dans la mesure où dans beaucoup d'Etats membres l'essentiel des investissements est réalisé au cours du second semestre.

Ce critère a été respecté par toutes les zones en raison du niveau élevé des investissements dans les pays ayant un poids économique important.

Tableau 4.11: Investissements Publics financés sur ressources propres en % des recettes fiscales

	2008	2009	2010	2011	2012*		2013**	
					Juin	Dec	Juin	Dec
BENIN	20,6	44,3	19,2	20,1	20,5	21,7	14,4	21,7
BURKINA FASO	43,7	47,6	49,0	40,6	30,2	45,2	27,5	45,2
CABO VERDE	24,5	11,4	9,4	16,4	19,2	9,0	15,7	13,0
COTE D'IVOIRE	13,6	12,6	13,7	15,9	13,7	23,1	17,7	25,7
THE GAMBIA	14,5	15,1	8,7	7,3	3,9	6,3	4,5	8,3
GHANA	35,8	14,6	17,5	19,9	14,8	19,3	4,6	7,6
GUINEA	13,1	35,6	55,3	19,0	39,1	35,4	20,8	35,4
GUINEA BISSAU	7,7	5,1	1,5	0,9	0,0	1,5	0,0	15,2
LIBERIA	12,5	12,5	8,8	14,1	10,8	14,1	17,5	14,1
MALI	23,5	24,4	26,7	25,7	13,5	13,3	18,8	13,3
NIGER	38,3	44,1	26,9	17,9	18,2	31,7	15,1	29,8
NIGERIA	23,2	39,6	25,4	20,3	10,6	38,4	45,3	38,4
SENEGAL	28,9	34,0	36,5	36,9	37,7	36,9	29,7	44,0
SIERRA LEONE	13,4	13,4	40,4	27,9	24,8	29,4	13,1	31,9
TOGO	12,9	16,5	18,7	23,4	4,0	21,4	16,8	28,4
UEMOA	**23,3**	**27,1**	**25,4**	**25,8**	**19,9**	**28,1**	**20,9**	
ZMAO	**23,7**	**37,2**	**25,3**	**20,2**	**11,5**	**36,6**	**41,1**	**35,7**
CEDEAO	**23,5**	**33,6**	**25,2**	**22,0**	**14,3**	**33,5**	**34,2**	**23,7**
Nombre pays ayant respecté le critère	**8**	**7**	**7**	**7**	**5**	**9**	**4**	**9**

Source: Banques Centrales, AMAO *** estimations **projection**

4.2.2.5. Taux d'intérêts Réels Positifs

L'utilisation d'un instrument de marché à savoir le taux des bons du Trésor à 91 jours dans l'évaluation de ce critère s'est traduite par une importante amélioration du niveau de performance. Ainsi, treize (13) pays ont pu respecter ce critère au cours du 1er semestre 2013. Sur la période sous-revue, douze pays ont connu une amélioration de leur taux d'intérêt réel c'est le cas notamment du Mali, de la Sierra Leone, de la Guinée et du Bénin. Les prévisions indiquent toutefois une dégradation du niveau de performance à la fin de l'année 2013.

Tableau 4.12:Taux d'intérêts réels en pourcentage

	2008	2009	2010	2011	2012*		2013**	
					Juin	Dec	Juin	Dec
BENIN	-2,6	4,3	3,6	1,4	-2,7	-1,2	1,5	0,7
BURKINA FASO	-5,4	5,6	6,4	1,4	0,1	0,4	1,5	-0,3
CAP VERT	-0,5	5,3	1,9	-0,5	0,9	1,5	1,2	-0,1
COTE D'IVOIRE	-1,0	5,9	4,0	-0,8	3,8	4,2	0,4	2,2
GAMBIE	5,4	6,7	4,8	3,8	5,9	5,2	7,2	7,5
GHANA	4,0	5,5	1,7	2,9	11,8	12,0	13,2	12,0
GUINEE	0,9	11,2	-8,1	-6,9	-3,5	0,3	2,4	3,7
GUINEE BISSAU	-2,6	9,2	3,5	-0,9	1,5	3,3	2,9	1,4
LIBERIA	-7,2	-7,7	-4,6	-9,4	5,2	-5,7	6,3	-5,7
MALI	-3,9	4,1	4,6	1,2	-2,4	0,2	4,8	0,2
NIGER	-6,0	6,0	4,8	1,2	3,5	5,0	2,3	3,0
NIGERIA	-12,0	-5,4	-8,6	-1,1	2,9	1,4	-0,7	-10,5
SENEGAL	7,6	5,2	1,7	0,7	0,7	3,3	1,7	1,4
SIERRA LEONE	-3,4	4,1	7,4	7,4	-11,1	6,1	-5,2	6,1
TOGO	-3,4	2,8	4,3	0,8	2,0	2,8	2,4	1,9
UEMOA	**-2,7**	**4,4**	**3,3**	**1,0**	**1,5**	**2,1**	**3,0**	
ZMAO	**-10,4**	**-4,1**	**-7,5**	**-0,8**	**3,4**	**2,3**	**0,5**	**-8,3**
CEDEAO	**-7,8**	**-1,3**	**-3,9**	**-0,3**	**2,8**	**2,2**	**1,3**	**-5,5**
Nombre pays ayant respecté le critère	**4**	**13**	**11**	**9**	**11**	**13**	**13**	**10**

Source: Banques Centrales, AMAO * estimations **projection

4.2.2.6. Stabilité du taux de change nominal ± 10%

L'évolution des taux de change des monnaies de la CEDEAO par rapport à l'UCAO (DTS) reste marquée par une relative stabilité au cours des dernières années. Ainsi, au cours du 1er semestre 2013 treize (13) pays ont respecté la norme communautaire parmi lesquels dix (10) ont enregistré des fluctuations comprises dans une bande de +/-2%.

Tableau 4.13: Taux de change nominal (variation en %)

	2008	2009	2010	2011	2012*		2013**	
					Juin	Dec	Juin	Dec
BENIN	3,8	-2,7	-3,9	1,4	5,1	-4,8	-1,2	-4,8
BURKINA FASO	3,8	-2,7	-3,9	1,4	5,1	-4,8	-1,2	-4,8
CAP VERT	7,8	-13,4	-4,2	-4,5	3,8	-4,5	-12,7	-4,5
COTE D'IVOIRE	3,8	-2,7	-3,9	1,4	5,1	-4,8	-1,2	-4,8
GAMBIE	7,8	-13,4	-4,2	-4,5	3,8	-4,5	-8,9	-4,5
GHANA	-13,9	-23,8	0,1	-8,7	26,5	-14,4	8,8	-14,4
GUINEE	-11,9	-2,9	-15,4	-17,0	-6,1	-2,5	-2,7	-2,5
GUINEE BISSAU	3,8	-2,7	-3,9	1,4	5,1	-4,8	-1,2	-4,8
LIBERIA	-5,9	-5,2	-3,3	-4,4	5,5	1,3	0,3	1,3
MALI	3,8	-2,7	-3,9	1,4	5,1	-4,8	-1,2	-4,8
NIGER	3,8	-2,7	-3,9	1,4	5,1	-4,8	-1,2	-4,8
NIGERIA	3,2	-18,3	0,8	-6,0	-2,8	0,7	-27,1	0,7
SENEGAL	3,8	-2,7	-3,9	1,4	5,1	-4,8	-1,2	-4,8
SIERRA LEONE	-3,1	-11,2	-12,4	-11,8	-11,2	3,3	-0,1	1,5
TOGO	3,8	-2,7	-3,9	1,4	5,1	-4,8	-1,2	-4,8
UEMOA	**3,8**	**-2,7**	**-3,9**	**1,4**	**5,1**	**-4,8**	**-1,2**	**-4,8**
ZMAO	**1,5**	**-18,3**	**0,3**	**-6,4**	**-0,6**	**-0,5**	**-23,5**	**-0,6**
CEDEAO	**2,3**	**-13,0**	**-1,1**	**-3,8**	**1,3**	**-2,0**	**-16,0**	**-2,0**
Nombre pays ayant respecté le critère	**13**	**10**	**13**	**13**	**13**	**14**	**13**	**14**

Source: Banques Centrales, AMAO * estimations **projection

4.2.2.7. Dette publique/ PIB ≤ 70 %

Avec les annulations de la dette extérieure notamment dans le cadre de l'initiative PPTE, la dette publique de la plupart des pays de la CEDEAO présente un profil soutenable. Au cours du 1er semestre 2013, seuls deux pays ont raté la cible relative au ratio dette publique sur PIB. Sur la période sous-revue, la Guinée a enregistrée la baisse la plus importante du ratio grâce aux annulations de 2/3 de la dette extérieure du pays intervenue en septembre 2012 suite à l'atteinte du point d'achèvement de l'initiative PPTE. Quant à la progression la plus significative, elle a été enregistrée par le Cap Vert suivi de la Gambie et du Bénin.

Tableau 4.14: Dette Publique (variation en %)

	2008	2009	2010	2011	2012*		2013**	
					Juin	Déc	Juin	Déc
BENIN	25,4	30,1	30,3	32,0	24,5	29,5	27,0	29,5
BURKINA FASO	26,7	26,3	27,9	28,7	0,0	28,7	0,0	28,7
CAP VERT		63,0	66,4	67,2	72,4	72,4	82,1	74,9
COTE D'IVOIRE	48,4	61,6	65,4	69,4	34,4	34,6	34,4	34,6
GAMBIE	65,6	68,0	58,4	67,6	104,8	74,0	107,5	74,0
GHANA	30,1	36,2	37,9	39,2	38,5	47,9	48,5	47,9
GUINEE	84,2	84,7	83,5	77,1	125,1	40,0	37,4	37,4
GUINEE BISSAU	132,0	132,6	124,7	17,1	0,0	16,1	0,0	16,1
LIBERIA	277,7	234,1	40,4	33,2	38,9	32,5	29,0	32,5
MALI	27,2	31,6	29,2	29,1	30,1	30,1	30,1	30,1
NIGER	16,3	24,3	20,4	19,5	18,2	18,2	18,2	18,2
NIGERIA	11,5	15,4	15,4	17,5	19,4	19,4	19,4	19,4
SENEGAL	19,6	27,0	27,5	29,6	42,5	42,5	42,5	42,5
SIERRA LEONE	28,7	34,5	40,7	38,6	32,3	37,6	29,0	30,3
TOGO	47,9	51,6	14,9	44,2	44,2	44,3	44,3	44,3
UEMOA				**44,0**	**44,0**	**32,7**	**32,7**	
ZMAO	**15,6**	**19,5**	**18,9**	**20,7**	**23,3**	**22,4**	**22,4**	**22,2**
CEDEAO	**15,6**	**19,5**	**18,9**	**30,8**	**30,5**	**29,9**	**29,9**	**22,2**
Nombre pays ayant respecté le critère	**12**	**12**	**13**	**14**	**12**	**13**	**13**	**13**

Source: Banques Centrales, AMAO * estimations **projection

5.0. ETAT DE L'HARMONISATION DES POLITIQUES ET ARRANGEMENTS INSTITUTIONNELS AU SEIN DE LA CEDEAO

L'harmonisation des politiques occupe une phase importante dans la feuille de route de création de la monnaie unique de la CEDEAO adoptée en mai 2009. La présente section donne un aperçu sur les avancées enregistrées par rapports aux principaux domaines d'harmonisation des politiques à fin juin 2013.

5.1. Politique de change

Deux principaux régimes de change sont en vigueur dans l'espace CEDEAO à savoir le régime fixe pratiqué par les pays de l'Union Economique et Monétaire Ouest Africaine (UEMOA) et le Cap Vert et le régime de change flottant en vigueur dans les autres pays (Gambie, Ghana, Guinée, Liberia, Nigeria et Sierra Leone).

Vue l'importance d'un régime de change unique pour la CEDEAO pour l'harmonisation de certains cadres de politique telle que la réglementation régissant les transactions des comptes courant et de capital au sein de la CEDEAO, une étude approfondie sur la question devrait être menée par le Comité des Experts sur la feuille de route de création de la monnaie unique de la CEDEAO (en collaboration avec l'AMAO).

5.2. Harmonisation des cadres de politique monétaire

Un atelier régional a été organisé en Juin 2013 à Banjul en vue de présenter le cadre de politique monétaire proposée, qui est orienté sur l'inflation souple. Les différentes études qui forment la base du cadre proposé ont également été présentées. Les participants à l'atelier se composaient des banques centrales des États membres de la CEDEAO et d'autres institutions régionales. Les participants ont noté le fait que divers cadres existent dans la région, chacune ayant ses avantages et ses limites et ont recommandé l'adoption d'une politique basée sur le régime d'inflation souple comme cadre de politique monétaire commune pour la région de la CEDEAO.

Lors de la réunion du Comité des gouverneurs en Juillet 2013, à Accra au Ghana, le Comité a recommandé l'adoption de la politique basée sur l'inflation souple et a demandé à l'AMAO de constituer un groupe de travail d'experts comprenant des experts de la politique monétaire et des experts juridiques, pour un examen plus approfondi la proposition. La mise en place du groupe de travail est en cours.

5.3. Harmonisation de la réglementation régissant les relations financières extérieures

L'Agence Monétaire de l'Afrique de l'Ouest (AMAO) a organisé en collaboration avec la Banque Centrale des Etats de l'Afrique de l'Ouest (BCEAO) du 13 au 15 mai 2013 dans les locaux de la BCEAO siège à Dakar, au Sénégal, un atelier régional pour discuter des

modalités d'élaboration d'un schéma d'harmonisation des réglementations régissant les transactions des comptes courant et de capital au sein de la CEDEAO.

En définissant les conditions de succès d'une libéralisation des comptes courant et de capital, les participants ont mis l'accent sur la stabilité du cadre macroéconomique à travers le respect des critères de convergence, le contrôle du déficit courant, le renforcement du cadre institutionnel et réglementaire, la lutte contre le blanchiment des capitaux et le financement du terrorisme. Quant au processus d'harmonisation, les experts ont estimé qu'il est nécessaire de se focaliser sur les aspects liés aux règles relatives aux services, aux revenus, aux transferts, aux opérations sur le marché des changes et aux opérations en capital. Ils ont également souligné l'importance du renforcement de la supervision des institutions financières, le développement des systèmes de paiement. Ils ont aussi proposé l'adoption d'un règlement au niveau régional régissant les transactions des comptes courant et de capital au sein de la CEDEAO.

Les experts ont identifié les contraintes structurelles qui pourraient entraver le processus de libéralisation des comptes courant et de capital si elles ne sont pas bien prises en compte. Il s'agit, entre autres, de :

i. La non-diversification des exportations et la faiblesse de la valeur ajoutée sur les produits primaires;

ii. Le poids élevé du secteur informel et la tendance à l'éviction du secteur privé par le secteur public;

iii. La Faiblesse de la culture de la propriété intellectuelle et des droits d'auteurs;

iv. La faiblesse des facteurs de production (énergie, formation de RH) et des infrastructures de stockage, de conservation et de transport;

v. L'inadéquation des politiques incitatives à la production locale;

vi. La non reconnaissance mutuelle des normes de certification;

vii. Le niveau élevé de corruption et les lourdeurs administratives;

viii. L'accélération des pratiques de blanchiment d'argent et de financement du terrorisme;

ix. La non application des protocoles sur la libre circulation des biens et des personnes ;

x. L'existence de multiples barrières Non Tarifaires dans la zone et de taxes à l'exportation dans certains pays;

xi. La faiblesse des systèmes des paiements et des marchés de capitaux;

xii. La lenteur dans la ratification des protocoles régionaux par les Etats membres;

xiii. L’instabilité sociopolitique dans certains Etats membres;

xiv. La faible taux d'alphabétisation;

xv. L’absence d'une politique régionale sur les services.

Ainsi, les participants ont proposé une matrice d’harmonisation des cadres de réglementation des compte courant et de capital avec un chronogramme en vue d’accélérer la mise en œuvre des conditions préalables qui pourraient faciliter la réalisation d’un espace économique unique. Ce chronogramme est axé sur un certain nombre d’activités à mettre en œuvre avant 2016 de manière séquentielle. Ces activités portent sur :

i. Créer les conditions nécessaires de réussite de la mise en œuvre de la libéralisation des comptes courant et de capital ;

ii. Faire adopter par l’ensemble des Etats membres de l’article VIII des statuts du FMI ;

iii. Harmoniser les règles relatives aux exportations et importations ;

iv. Harmoniser les dispositions relatives aux revenus et transferts ;

v. Harmoniser les règles relatives aux services ;

vi. Harmoniser les règles relatives aux comptes de capital et financier ;

vii. harmoniser les régimes de change, les marchés de change et financiers de la CEDEAO ;

Concernant les règles relatives aux services dans la sous-région, la Commission de la CEDEAO devra collaborer étroitement avec les institutions régionales en vue de faciliter la création d'un accord régional sur le commerce de services régional d'ici le premier semestre 2016. La réussite de cette activité nécessitera la conduite d’une étude en 2014 pour recenser les aspects particuliers nécessitant l’harmonisation.

5.4. Modernisation des systèmes de paiement

Sur l'harmonisation et l'intégration des systèmes de paiement, un atelier régional a été organisé à Freetown, en Sierra Leone. Il a servi de cadre à une analyse comparative des cadres réglementaires et des infrastructures des systèmes de paiement dans les États membres de la CEDEAO, ayant pour objectif ultime l'harmonisation et l'interconnexion des différents systèmes de paiements. D’importantes activités relatives à la préparation et la validation d'une étude sur l'harmonisation des cadres réglementaires, l'adoption d'un protocole sur le cadre harmonisé et l'interconnexion de l'UEMOA et de la ZMAO respectivement en 2014, 2015 et 2016 doivent être réalisées. Des progrès significatifs ont été enregistrés dans la modernisation et l'harmonisation des systèmes de paiement au sein de la ZMAO et l'UEMOA. Depuis Octobre 2002, la Banque africaine de développement en collaboration avec la Banque

mondiale, a contribué à la croissance et à l'intégration économique de l'Union économique et monétaire ouest-africaine (UEMOA) par la mise à niveau des infrastructures de base des systèmes de paiements dans ses États membres. Les projets réalisés au sein de l'UEMOA et ceux en cours de réalisation dans la ZMAO demeurent des piliers importants pour l'établissement et l'installation d'un ensemble approprié de mécanismes régionaux de paiement pour répondre à l'évolution des besoins de tous les secteurs du marché de la CEDEAO.

a) UEMOA

Les systèmes de paiement au sein de l'UEMOA sont relativement modernisés, harmonisés et intégrés. Toutefois, certaines améliorations sont périodiquement apportées sous la forme de projets en voie d'exécutions ou achevés afin d'améliorer leurs systèmes de paiement

b) ZMAO

Dans la zone monétaire ouest-africaine (ZMAO), la modernisation du système de paiements a atteint un stade avancé en particulier au Ghana et au Nigeria. Les systèmes RTGS au Ghana et au Nigeria ont été mis en œuvre avec succès et l'ensemble de leurs systèmes de paiements ont été actualisés conformément aux normes internationales et régionales. Pour mettre à niveau les systèmes de paiement en Gambie, en Guinée, au Libéria et en Sierra Leone en vue de les interconnecter par la suite, l'IMAO a sollicité l'assistance financière de la Banque africaine de développement (BAD). La mise en œuvre de ce projet dans les pays concernés a connu une constante progression comme indiqué ci-dessous.

La mise en œuvre de traitement automatisé des chèques / l'automatisation de la chambre de compensation (ACP / ACH)[2] en Gambie ont été achevées en Décembre 2011 et le système RTGS est fonctionnel depuis Décembre 2011. De même, le (SSS[3]) et le CBA avaient été mis en œuvre et ils fonctionnent de manière efficiente. La CBG met en œuvre GAMSWITCH, qui est une plate-forme de commutation nationale pour les paiements de détail.

En Guinée, la date de mise en service de ACP / ACH a été décalée du 13 Décembre 2013 au 3 Février 2014, en raison de retards dans le respect des délais convenus pour la réalisation des pré-requis. La mise en service du RTGS et (ABC) est prévue respectivement pour Février et Janvier 2014.

Au Libéria, l'ACP/ACH devrait être fonctionnel le 27 Juin 2014. La mise en œuvre de RTGS débutera avec une mission d'évaluation en Octobre 2013 et il n'y aura pas de changement concernant la date consensuelle de mise en service puisqu'elle se fera en parallèle avec celui de la Guinée.

[2] Cette composante traitre les instruments de paiements sous forme papier (principalement les chèques) et les instruments électroniques tels que les crédits directs.
[3] C'est une plateforme qui gère les obligations et les bons du trésor entre les banques commerciales et la banque centrale en temps réel.

En Sierra Leone, le RTGS a été mis en œuvre le 2 Août 2013 pour servir de plate-forme pour le transfert de fonds de grandes valeurs et de règlement des transactions interbancaires à temps réel. Ce système est actuellement le moyen de transfert d'argent le plus rapide dans le secteur bancaire. L'ACP / ACH été mis en œuvre le 5 Août 2013, avec tous les acteurs du système. Ce système gère à la fois les transactions à faible et à grandes valeurs. Le système ACP est utilisé pour traiter les opérations faites avec la monnaie scripturale (surtout les chèques). Le module ACH permet la compensation des paiements électroniques, y compris le contrôle des données du système ACP, ainsi que les prélèvements électroniques et des crédits directs. Les transactions cumulées du module ACH sont réglées par le système de règlement brut en temps réel (RTGS)".

Ce SSS, qui est un système informatisé utilisé pour organiser les ventes aux enchères et de régler les opérations sur les titres du trésor par voie électronique et à en temps réel ou sur la base «livraison contre paiement», a été mis en œuvre le 2 Septembre, 2013. Il s'agit essentiellement d'une plate-forme pour le traitement des bons du trésor ou des obligations et la première vente aux enchères a été réalisée le jeudi 5 Septembre 2013.

Le Comité de pilotage du projet a repoussé la date de mise en service du système de paiement du 31 Décembre 2012 au 30 Juin 2014 au cours de sa quatrième réunion tenue en Septembre 2012, après la levée de la suspension des décaissements de la BAD. D'importantes activités en suspens portent sur la recherche de l'assistance technique et financière pour les infrastructures, le système de paiements de la Banque centrale des États de l'Afrique de l'ouest (BCEAO) et la connexion les systèmes RTGS nationaux au hub de la Banque centrale des États de l'Afrique de l'ouest (BCEAO).

5.5. Harmonisation de la réglementation et de la supervision des banques et autres institutions financières

L'Agence Monétaire de l'Afrique de l'Ouest (AMAO) et l'Institut Monétaire de l'Afrique de l'Ouest (IMAO) ont collaboré avec la Banque centrale de la République de Guinée (BCRG) pour l'organisation d'un atelier régional portant sur «l'harmonisation des cadres réglementaires et de surveillance des banques et des institutions financières non bancaires de la CEDEAO " à Conakry, en Guinée, en Octobre 2012. L'objectif principal de l'atelier était de proposer un schéma d'harmonisation des cadres réglementaires et de supervision des banques et des institutions financières non bancaires dans la sous-région et de définir les modalités pour l'adoption d'une plate-forme commune. Des plans d'action précis, assortis d'échéances pour l'harmonisation des cadres réglementaires et de supervision des banques et des institutions financières non bancaires ont été élaborés.

Dans la zone UEMOA, tous les pays membres s'appuient sur une réglementation bancaire commune / harmonisée et la supervision est assurée par la Commission bancaire de l'UMOA. Un arrangement institutionnel similaire est envisagé pour la ZMAO puisque la zone avait déjà pris des mesures importantes en vue d'harmoniser les législations bancaires et répondre aux

exigences des Principes fondamentaux de Bâle sur le contrôle bancaire, l'adoption de surveillance axée sur les risques et la migration vers les normes IFRS. L'Autorité de surveillance financière de l'Afrique de l'Ouest (WAFSA) remplira les fonctions de surveillance, une fois établis au niveau de la ZMAO.

Concernant l'harmonisation avec les normes internationales, tous les pays (Gambie, Ghana, Guinée, Libéria, Nigeria, Sierra Leone et les pays de l'UEMOA) ont adopté Bâle I, mais des défis restent à relever dans la mise en œuvre de Bâle II et III pour tous les pays membres à l'exception du Nigeria. La Gambie, le Ghana, le Nigeria et la Sierra Leone ont adopté les normes IFRS et les autres pays sont à divers stades de mise en œuvre. Tous les pays se sont conformés aux Principes fondamentaux de Bâle (BCPS). La mise en œuvre des normes IFRS et de la supervision axée sur le risque, conformément à la feuille de route pour la mise en circulation de la monnaie unique, sont attendus en Décembre 2015.

5.6. Harmonisation du cadre comptable et de reporting des banques et autres institutions financières

Afin d'exécuter le programme ci-dessus qui a été confié à l'Agence conformément à la feuille de route pour la mise en circulation de la monnaie unique, l'AMAO a organisé un atelier régional à Banjul, en Avril 2012, en collaboration avec la Banque centrale de la Gambie. L'objectif de l'atelier était de procéder à une analyse comparative des cadres comptable et de reporting des banques et des institutions financières non bancaires, en vue de l'adoption d'un cadre commun dans un délai raisonnable. À cette fin, le Comité des gouverneurs a décidé que les pays membres devraient adopter les normes IFRS et l'Agence fut chargée de mettre en place un mécanisme de suivi de la migration vers les normes IFRS, dans le cadre de ses fonctions périodiques / multilatéral de surveillance.

En termes de perspectives, étant donné le coût élevé de la migration vers les normes IFRS, notamment en termes d'équipement informatique et de formation tant au niveau des États membres que des institutions régionales, il apparait essentiel de mobiliser suffisamment de ressources pour combler ces insuffisances. Ces activités pourraient être mises en œuvre à fin 2015. La Gambie, le Ghana, le Nigeria et la Sierra Leone ont adopté les normes IFRS alors que les pays de l'UEMOA, la Guinée et le Libéria ne l'ont pas encore adopté. L'application des normes IFRS au Libéria devrait être achevée d'ici Décembre 2013.

5.7. Intégration du marché financier au sein de la CEDEAO

Afin d'exécuter le programme ci-dessus qui a été confié à l'Agence conformément à la feuille de route pour la mise en circulation de la monnaie unique, l'AMAO a organisé un atelier régional à Banjul, en Avril 2012, en collaboration avec la Banque centrale de la Gambie. L'objectif de l'atelier était de procéder à une analyse comparative des cadres comptable et de reporting des banques et des institutions financières non bancaires, en vue de l'adoption d'un cadre commun dans un délai raisonnable. À cette fin, le Comité des gouverneurs a décidé que

les pays membres devraient adopter les normes IFRS et l'Agence fut chargée de mettre en place un mécanisme de suivi de la migration vers les normes IFRS, dans le cadre de ses fonctions périodiques / multilatéral de surveillance.

En termes de perspectives, étant donné le coût élevé de la migration vers les normes IFRS, notamment en termes d'équipement informatique et de formation tant au niveau des États membres que des institutions régionales, il apparait essentiel de mobiliser suffisamment de ressources pour combler ces insuffisances. Ces activités pourraient être mises en œuvre à fin 2015. La Gambie, le Ghana, le Nigeria et la Sierra Leone ont adopté les normes IFRS alors que les pays de l'UEMOA, la Guinée et le Libéria ne l'ont pas encore adoptées. L'application des normes IFRS au Libéria devrait être achevée d'ici Décembre 2013.

5.8. Schéma de libéralisation des échanges au sein de la CEDEAO

Pour l'Etat de la mise en place du TEC /CEDEAO, lors de la session extraordinaire de la conférence des chefs D'état et de gouvernement de la CEDEAO tenue à DAKAR le 25 octobre 2013, les Chefs d'Etat et de Gouvernement soulignent l'importance de l'Union Douanière comme une étape décisive et irréversible dans le processus de consolidation du marché Commun. Déterminés à accélérer le processus, les Chefs d'Etat et de Gouvernement ont entériné la structure définitive du TEC ainsi que tous les textes réglementaires qui l'accompagnent tels que adoptés par la 70e Session Ordinaire du Conseil des Ministres de la CEDEAO et sa Session extraordinaire tenue à Abidjan le 30 septembre. Elle a entériné également les mesures complémentaires de protection relatives à la Taxe d'Ajustement à l'Importation (TAI) et à la Taxe Complémentaire de Protection (TCP) pour permettre un ajustement progressif de l'application harmonieuse du TEC qui interviendra à partir du 1er Janvier 2015.

Le Sommet a demandé également au Président de la Commission de prendre des dispositions nécessaires pour accompagner la République du Cap Vert pour la mise en œuvre du TEC compte tenu de sa spécificité.

Les Chefs d'Etat et de Gouvernement ont encouragé le Président du Burkina Faso, dans le rôle et la mission qui lui ont été confiés par la 43e Session Ordinaire de la Conférence tenue à Abuja les 17 et 18 juillet 2013 en matière de promotion de la libre circulation des personnes et des biens. La Conférence demande par ailleurs au Président de la Commission de mettre en place un groupe de travail sur le schéma de libéralisation des échanges.

Concernant l'état d'avancement des négociations de l'Accord de Partenariat Economique (APE), *l*ors de la session extraordinaire de la conférence des chefs D'état et de gouvernement de la CEDEAO tenue à DAKAR le 25 octobre 2013, les Chefs d'Etat et de Gouvernement réitèrent leur attachement à la conclusion d'un APE régional, équitable et axé sur le développement.

La Conférence prend note du nouveau scénario d'offre d'accès au marché auquel la région est parvenue et qui tient compte de la cohérence recherchée avec le TEC et les objectifs de

développement envisagés à travers l'Accord. Les Chefs d'Etat et de Gouvernement ont désigné le Président de la République du Sénégal de superviser les négociations dans la recherche des compromis mutuellement avantageux pour les parties.

Par rapport aux instruments douaniers, les progrès sont réalisés en termes d'harmonisation des codes des douanes et des valeurs en douane. Un projet de code des douanes de la CEDEAO est en cours de finalisation. Une étude sur les textes de conventions en matière de valeur en douane et la préparation d'un projet de valeur en douane pour les marchandises de la CEDEAO a également été réalisée.

En matière de libre circulation des personnes, les pays sont tenus d'appliquer (i) le Protocole A/P1/5/79 sur la libre circulation des personnes, le droit de résidence et d'établissement, (ii) la Décision A/DEC.2/7/85 du 6 juillet 1985, portant institution d'un carnet de voyage des Etats membres de la CEDEAO (cf Zatu n° 85- 014 du 31 décembre 1985), (iii) la Résolution C/RES/4/5/90 relative à la réduction de postes de contrôle routiers dans les Etats membres. Pour ce qui concerne le Protocole A/P1/5/79, il y a lieu de noter que la majorité des pays n'appliquent pas ce protocole. Dans ce cadre, les actions portent sur l'organisation des unités pilotes de suivi pour lutter contre les tracasseries routières aux frontières, la mise en place du passeport CEDEAO, la migration internationale et la coopération transfrontalière.

5.9. Harmonisation des statistiques

Le programme d'harmonisation des outils statistiques se poursuit à travers la mise en ouvre des différents programmes régionaux qui portent notamment sur les comptes nationaux, l'indice de prix à la consommation (IPC), les statistiques du commerce extérieur (avec le logiciel EUROTRACE qui a permis la mise à jour des statistiques de ce secteur) et les statistiques de la balance des paiements. Les guides méthodologiques régionales des comptes nationaux et des indices des prix à la consommation ont été élaborés puis validés tandis que les protocoles y relatifs sont en cours d'adoption par les instances de la CEDEAO.

S'agissant des statistiques de la balance des paiements, la mise en œuvre du programme se poursuit conformément au schéma retenu à l'issue de l'atelier de Cotonou de mars 2012. Les deux institutions impliquées à savoir l'AMAO et la Direction des Statistiques et de la Recherche de la Commission de la CEDEAO conjuguent leurs efforts à la mise en œuvre du projet d'harmonisation. Les travaux se concentrent actuellement sur la finalisation du guide méthodologique régional et des questionnaires standards, le renforcement des capacités, la préparation des termes de référence des enquêtes sur les transferts personnels et les flux de capitaux et la finalisation et l'adoption du cadre légal.

6. ANALYSE MACROECONOMIQUE ET HARMONISATION DES POLITIQUES PAR PAYS OU ZONE

6.1. PAYS DE L'UNION ECONOMIQUE ET MONETAIRE OUEST AFRICAINE (UEMOA)

6.1.1. BENIN

Les performances économiques du Bénin au premier semestre 2013 se caractérisent par une poursuite de la bonne tenue des activités dans le secteur primaire et tertiaire conjuguée à la baisse de la pression inflationniste observée en 2012. Les perspectives indiquent que le taux de croissance pour 2013 se situerait à 5,1% contre 5,4% en 2012. L'inflation a été maîtrisée au cours du premier semestre et se situe en moyenne à 2,25%.

Par rapport aux finances publiques, le déficit budgétaire base engagement hors dons s'est aggravé en passant de 17,6 milliards FCFA à fin juin 2012 à 72,0 milliards à fin juin 2013. Les recettes budgétaires au cours du premier semestre de 2013 ont enregistré une hausse de 6,6% par rapport à fin juin 2012 grâce à la bonne performance des recettes douanières qui se sont accrues de 9,2%. Les dépenses budgétaires ont enregistré une expansion sous l'effet de la hausse des dépenses en capital de 13,2% et de celle des dépenses courantes de 11,6%.

Les projections montrent que le déficit du compte courant extérieur devrait légèrement baisser au cours de 2013 pour s'établir à 8,9% du PIB contre 10,1% en 2012 en raison d'une baisse du déficit de la balance des biens et services ainsi que des revenus nets, combinée au recul du solde des transferts courants. L'excédent du solde global connaîtrait une baisse pour s'établir à 10,0 milliards FCFA contre 68,9 milliards en 2012 en liaison avec une réduction de l'excédent du compte de capital et d'opérations financières qui pourrait ressortir à 347,3 milliards FCFA contre 418,7 milliards en 2012.

Sur le plan monétaire, la masse monétaire a enregistré une hausse de 9,6% par rapport à juin 2012 en contrepartie de la hausse du crédit intérieur de 11,1% et des avoirs extérieurs nets de 8,3%.

Par rapport aux critères de convergence, trois critères de premier rang et quatre de second rang ont été remplis à fin juin 2013. Au total, le nombre de critères remplis au cours de la période indique une performance par rapport à la période précédente (7 critères contre 6 critères à fin juin 2012).

6.1.1.1. Analyse Sectorielle

Secteur réel

La croissance économique s'établirait à 5,1% contre 5,4% soutenue par les mesures en cours visant à améliorer la compétitivité du port et à accroître la production agricole vivrière et cotonnière

Le secteur réel a bénéficié de la performance dans le secteur portuaire et de l'amélioration de la campagne agricole. Le secteur agricole et le commerce ont enregistré une bonne performance en liaison avec les réformes entreprises dans le secteur portuaire en vue d'accroître sa compétitivité. Les conditions climatiques ont été favorables pour la production vivrière ainsi que pour la production cotonnière qui s'annonce favorable. Les réalisations à mi-parcours indiquent que l'activité au niveau du secteur primaire serait en hausse de 3,5% en 2013. En terme réel, elle enregistrerait une hausse de sa valeur ajoutée de 4,5%, contre 5,8% en 2012. Cette croissance du secteur primaire résulterait de la hausse attendue de la production cotonnière dont les prévisions tablent sur une production totale au-delà des 240.000 tonnes pour la campagne 2012-2013 compte tenu des mesures incitatives et la mise à disposition à bonne date des intrants coton aux producteurs.

Le secteur secondaire enregistrerait une hausse de 5,6% contre 3,6% en 2012 en liaison avec la bonne performance dans les sous-secteurs des industries manufacturières, de l'énergie, des BTP et des industries extractives dont les valeurs ajoutées pourraient s'accroître respectivement de 6,4%, 5,0%, 4,0% et 3,7% en 2013. En effet, au premier semestre 2013, les indicateurs du secteur secondaire indiquent une variation de 16,8% en glissement annuel à fin juin de la production des industries textiles résultant de la bonne campagne cotonnière. Les industries cimentières ont enregistré une hausse en glissement annuel de la production industrielle de 2,5%. Les industries alimentaires ont enregistré une hausse de la production de 28,5% en glissement annuel à fin juin. Les industries énergétiques ont enregistré une hausse de 17,3% de la production en glissement annuel.

Tableau 6.1: Evolution du PIB et de ses composantes

	2011*	**2012***	**2013****	**2011***	**2012***	**2013****
PIB (courant et constant en milliard fcfa)	3443,3	3858,3	4049,2	1223,8	1289,4	1355,16
	Evolution En %			**EN % DU PIB**		
offre						
Secteur primaire	5,7	5,8	4,5	37,8	38,0	37,8
Secteur secondaire	3,6	3,6	5,6	14,0	13,8	13,8
Secteur tertiaire	2,3	5,3	5,5	40,4	40,4	40,6
Demande						
Consommation publique	2,7	4,3	2,2	12,2	12,1	11,8
Consommation privée	3,9	3,9	3,5	72,1	71,1	70,0
Formation brute de capital fixe	2,0	5,7	-1,5	14,9	15,0	14,0
Variation des stocks	35,6	61,5	-53,3	1,0	1,5	0,7
Exportations de biens et services	0,4	9,7	13,6	32,3	33,6	36,3
Importations de biens et services	1,0	7,8	3,5	32,5	33,3	32,8
Déflateur	5,1	2,7	---	---	---	
Taux de croissance réel	3,5	5,4	5,1	---	---	
IPC (en moyenne et en fin de périodes)	2,7	6,7	2,25	1,8	6,8	0,7

Source : BCEAO/AMAO

Le secteur tertiaire connaîtrait une hausse de 5,5% contre 5,3% en 2012 grâce à la performance des activités portuaires résultant de la réduction des délais de traitement des navires au port de Cotonou due aux investissements réalisés pour l'amélioration de la qualité des infrastructures portuaires. Les branches transport et communication pourrait enregistrer une hausse de la valeur ajoutée de 7,2% contre 6,7% en 2012 ainsi que le commerce qui

enregistrerait une hausse de la valeur ajoutée de 5,7%. L'indice du Chiffre d'Affaires dans le commerce a enregistré une hausse de 10,1% en glissement annuel à fin juin 2013 et une hausse de 4,9% sur les six premiers mois de l'année. Quant aux services non marchands, ils connaîtraient une hausse de 5,0% contre 4,4% en 2012.

La demande serait tirée principalement par les exportations qui augmenteraient de 13,6% contre 9,7% en 2012 en rapport avec la bonne perspective dans le secteur agricole notamment la hausse attendue de la production de coton. Quant aux importations, elles enregistreraient une hausse moins importante de 3,5% contre 7,8% en 2012. Par ailleurs, la consommation privée enregistrerait une hausse de 3,5% contre 3,6% en 2012 tandis que la consommation publique s'accroîtrait de 2,2%.

Le premier semestre a été marqué par un recul de l'inflation qui se situe en moyenne à 2,25% contre 6,7% à fin juin 2012. En glissement annuel, l'inflation s'établit à 0,72% à fin juin 2012 contre 6,74%. Cette baisse est liée au recul de l'inflation des produits de grande consommation tels que les produits alimentaires et pétroliers. Ainsi, en glissement annuel, les prix des produits alimentaires ont enregistré une hausse de 0,6% à fin juin contre 5,9% en juin 2012. La baisse du prix des produits pétroliers a fortement contribué à la baisse de l'inflation au niveau de la fonction transport qui a enregistré une inflation de 1,7% en glissement annuel. Les fonctions « Logement, eau, gaz, électricité et autres combustibles » ont enregistré une inflation de 0,6% contre 3,2% à fin juin 2012, « Biens et services divers » 0,9% contre 10,3% en 2012 et la fonction «Communication », -0,1% contre 4,2% en 2012.

Finances Publiques

L'exécution du budget de l'Etat au premier semestre a été caractérisée par une amélioration du niveau des recettes accompagnée de la maîtrise des dépenses. Cette performance qui a conduit à une réduction du déficit budgétaire est le résultat des réformes structurelles entreprises dans les secteurs pourvoyeurs de ressources financières à l'Etat. Ainsi, au titre du premier semestre 2013, les recettes totales ont connu une hausse de 6,6% par rapport à fin juin 2012, atteignant ainsi 52,8% des projections de recettes pour l'année, sous l'effet de la bonne tenue des recettes douanières et des impôts divers qui ont enregistré une performance remarquable. En effet, les recettes douanières ont augmenté de 9,2% par rapport à fin juin 2012 tandis que les autres recettes fiscales (impôts et TVA) ont connu une hausse de 2,8%. Au total, les recettes fiscales ont enregistré une hausse de 6,1% par rapport à fin juin 2012 pour s'établir à 16% du PIB. La bonne performance des recettes douanières découlent des réformes engagées dans le secteur portuaire consistant à inspecter les importations en vue d'appliquer la juste valeur douanière aux importations contrairement à l'ancienne formule basée sur la valeur consensuelle qui engendrait d'importante perte de ressources financières à l'Etat. Quant aux recettes non fiscales, elles se sont accrues de 8,8% passant de 74,8 milliards de FCFA en juin 2012 à 81,4 milliards FCFA à fin juin 2013. Cette hausse est liée à la vente des licences GSM. Par ailleurs, le Gouvernement a bénéficié d'importants dons des partenaires dans le courant du premier semestre 2013. Le montant total des dons a augmenté

de 97,6% en passant de 37,9 milliards FCFA en juin 2012 à 74,9 milliards FCFA durant la période. Globalement, les recettes totales et dons enregistrent une hausse de 14,9% pour s'établir à 480,0 milliards FCFA (23,7% du PIB) à juin 2013 contre 417,9 milliards FCFA (21,7% du PIB) à fin juin 2012.

Les dépenses totales et prêts nets sont ressortis à 477,19 milliards FCFA contre 397,6 milliards à fin juin 2013 soit une hausse de 20%. Quant aux dépenses totales, elles s'établissent à 443,6 milliards FCFA contre 395,9 milliards de FCFA soit une augmentation de 12,0% par rapport à juin 2012. Ces dépenses sont principalement tirées par le niveau élevé de la masse salariale qui enregistre une hausse de 9,2% par rapport à juin 2012 soit 44,9% des recettes fiscales et également par le niveau élevé des dépenses en capital qui ont enregistré une hausse de 13,2% pour s établir à seulement à 6,0% du PIB. Toutefois, les subventions et autres transferts du Gouvernement ont baissé de 9,4% ainsi que les intérêts sur la dette publique qui ont baissé de 18,3%. Par ailleurs, on note que les investissements publics financés sur fonds propres ont également baissé de 25,7% pour s'établir à 14,4% des recettes fiscales. Ce niveau est largement en-dessous du seuil de 20% des critères de convergence.

Tableau 6.2 : Évolution de quelques postes budgétaires (Variation en %)

	2011		**2012**		**20123***	
	Var (%)	% PIB	Var (%)	% PIB	Var (%)	% PIB
RECETTES ET DONS	9,2	18,0	34,6	21,7	14,9	23,7
RECETTES BUDGETAIRES	17,5	18,8	17,2	19,7	6,6	20,0
Recettes fiscales	16,4	16,7	6,4	15,8	6,1	16,0
Impôts et taxes sur le commerce extérieur	37,9	9,8	-7,4	8,1	9,2	8,4
Impôts directs et indirects	-4,9	6,8	26,2	7,7	2,8	7,6
Recettes non fiscales	53,2	2,6	65,5	3,9	8,8	4,0
DONS	-14,1	0,4	419,3	2,0	97,6	3,7
DEPENSES TOTALES ET PRETS NETS	22,7	21,9	5,4	20,6	20,0	23,6
DEPENSES COURANTES	9,9	14,1	19,3	15,0	11,6	15,9
Traitements et salaires	0,5	6,1	26,0	6,9	9,2	7,2
Intérêts dus	14,6	0,4	-6,5	0,3	-18,3	0,2
Subventions et autres transferts	7,9	5,7	23,7	6,3	-9,4	5,5
DEPENSES EN CAPITAL	112,4	6,9	-10,0	5,6	13,2	6,0
Sur ressources intérieures	205,1	4,1	-11,2	3,2	-25,7	2,3
Sur ressources extérieures	47,3	2,8	-8,2	2,3	67,9	3,7
SOLDE GLOBAL (base engagement, dons compris)	189,6	-3,9	-130,5	1,1	-85,7	0,1
SOLDE GLOBAL (base engagement, hors dons)	67,7	-3,1	-66,7	-0,9	309,1	-3,6

Source : BCEAO/AMAO

Le solde budgétaire dons inclus base engagement ressort excédentaire et s'établit à 0,1% du PIB contre 1,1% à fin juin 2012. Quant au solde budgétaire hors dons base engagement, il ressort déficitaire à 3,6% du PIB contre un déficit de 0,9% du PIB à fin juin 2012.

La source de financement du déficit budgétaire reste les financements extérieurs notamment les dons projets qui ont été mobilisés à hauteur de 74,6 milliards. Par ailleurs, d'autres concessions ont été faites de la part des partenaires financiers conduisant à un allègement de la dette de plus de 12 milliards FCFA ainsi que des prêts projets et programmes concessionnels n'aggravant pas la situation d'endettement public.

La politique d'endettement extérieur reste prudente et les efforts de consolidation fiscale ont permis de contrôler le niveau d'endettement du pays qui reste dans les limites des critères de convergence. En effet, l'encours de la dette publique (intérieure et extérieure) par rapport au PIB ressortirait à 20% en 2013 contre 29,5% à fin 2012.

Secteur monétaire

La situation monétaire indique une hausse de la masse monétaire au cours du premier semestre de 9,6% par rapport à son niveau d'il y a un an. Quant à ses composantes, la circulation fiduciaire a augmenté de 6,0% par rapport à fin juin 2012 tandis que les dépôts à vue et la quasi monnaie ont enregistré respectivement 14,1% et 8,2% de hausse entre juin 2012 et juin 2013. Les autres postes nets ont également enregistré une hausse de 10,5% en glissement annuel. Par rapport à fin décembre 2012, le stock de la masse monétaire s'est accru de 7,4% ; les dépôts à vue ont augmenté de 16,2% contre 7,7% pour la circulation fiduciaire. La quasi-monnaie est restée presque à son niveau à fin décembre 2012 avec seulement 0,1% de hausse tandis que les autres postes nets ont baissé de 15,2%.

Quant aux contreparties de la masse monétaire, le crédit intérieur a enregistré une hausse de 11,1% par rapport au premier semestre 2012. Cette évolution est liée à la hausse du crédit au secteur privé par les banques commerciale de 12,3% en glissement annuel en rapport avec la reprise des activités économiques notamment dans le secteur tertiaire. Par rapport à son niveau à fin décembre 2012, la hausse est de 9,4%. Le crédit net au Gouvernement est passé de -159,3 milliards FCFA à fin juin 2012 à -186,7 milliards à fin juin 2013, signe d'une dégradation de la position nette de l'Etat auprès de la Banque Centrale.

Tableau 6.3 : Évolution semestrielle de la situation monétaire du Bénin *(en %)*

	Evolution en % (glissement juin à juin)			**Contribution à la croissance de la masse monétaire**		
	2011	**2012**	**2013**	**2011**	**2012**	**2013**
ENGAGEMENTS				---	---	---
Masse monétaire (M2)	9,2	8,3	9,6	9,2	8,3	9,6
Masse monétaire (M1)	6,5	9,1	10,4	4,0	5,6	6,5
Circulation fiduciaire	10,9	10,8	6,0	3,0	3,1	1,6
Dépôts à vue	3,1	7,7	14,1	1,1	2,6	5,0
Quasi-monnaie	13,7	7,1	8,2	5,3	2,7	3,1
Autres postes (nets)	-0,8	26,0	10,5	0,0	1,2	0,5
AVOIRS	---	---	---	---	---	---
crédit intérieur total	6,9	3,5	11,1	3,4	1,7	5,3
Crédits net au Gouvernement	73,5	58,8	17,2	-5,6	-6,5	-2,0
Banque centrale	106,4	1,4	-32,3	-7,3	-0,1	1,3
Banques créatrices de monnaie	-30,2	594,8	84,7	0,2	-28,0	-6,7
Crédit au secteur privé	12,6	10,9	12,3	7,2	6,3	7,3
Banque centrale						
Banques commerciales	12,6	10,9	12,3	7,2	6,3	7,3
Avoirs extérieurs nets			---	---	---	---
Système bancaire	10,5	13,9	8,3	5,7	8,0	4,7
Pour mémoire	---	---	---	---	---	---
Base monétaire	---	---	---	---	---	---

Source : BCEAO/AMAO

Les avoirs extérieurs se sont également consolidés à travers une hausse de 8,3% en glissement annuel et de 13,1% par rapport à fin décembre 2012. Cette situation découle de la baisse du crédit intérieur de 1,0% par rapport à décembre 2012 qui a été compensée par une hausse des avoirs extérieurs sur la même période de façon plus importante. Au total, le crédit intérieur a contribué à la croissance de la masse monétaire en glissement annuel de 5,3 point de pourcentage tandis que les avoirs extérieurs nets ont contribué de 4,7 points de pourcentage. Par rapport à fin décembre 2012, la contribution du crédit intérieur à la croissance de la masse monétaire -0,5 point de pourcentage tandis celle des avoir extérieurs est de 6,7 point de pourcentage.

Secteur extérieur

Les perspectives pour 2013 indiquent que le solde de la balance des payements connaîtrait un déficit de 10,0 milliards FCFA (0,2% du PIB) contre un déficit de 68,9 milliards FCFA (1,8% du PIB) en 2012. Cette contraction du déficit résulterait de la baisse du déficit du compte courant. En effet, les projections indiquent que le déficit des transactions courantes se situerait à 337,3 milliards FCFA contre 349,8 milliards FCFA en 2012, en liaison avec la baisse du déficit de la balance des biens et services ainsi que celle des revenus.

Les exportations devraient s'accroître de 9,1% tirées par les exportations de coton qui pourraient augmenter. L'amélioration des perspectives de cette filière, combinée à l'essor de 22,8% de la filière de noix de cajou et à la hausse modérée des importations de 4%, contribueront à réduire le déficit de la balance commerciale de 4,0%.

Le déficit du compte des services se contracterait de 4,7% en passant de 62,1 milliards FCFA en 2012 à 59,1 milliards FCFA en 21013 ainsi que le déficit du compte de revenus qui baisserait de 28,7%. Quant aux transferts courants, le solde excédentaire enregistrerait une baisse de 12,7% pour s'établir à 71,9 milliards FCFA contre 82,4 milliards FCFA sous l'effet d'une baisse attendue des transferts publics de 28,9% en passant de 34,7 milliards FCFA en 2012 à 24,6 milliards FCFA en 2013.

Ainsi, le déficit du compte courant pourrait se contracter de 3,6% et le solde excédentaire du compte de capital et d'opérations financières contribuerait à compenser ce déficit. En effet, bien que l'excédent du compte de capital et d'opérations financières serait en baisse de 17,1% en 2013, son niveau reste néanmoins élevé, (passant de 418,7 milliards en 2012 à 347,3 milliards en 2013) et contribuerait au financement du déficit du compte courant. Cette évolution du compte de capital et d'opération financière résulterait de la baisse de l'excédent du compte de capital des administrations publiques de 17,8% et des autres investissements de 42,8%, atténuée par la hausse des investissements directs étrangers de 12,5% et de celle des investissements de portefeuille de 10,1%.

En conséquence, le solde global de la balance des paiements devrait ressortir excédentaire à 0,2% du PIB contre un excédent de 1,8% du PIB en 2012.

Tableau 6.4 : Quelques indicateurs de la Balance des paiements du BENIN *(en % du PIB)*

RUBRIQUES	2011		2012*		2013	
	Evolution en %	En % PIB	Evolution en %	En % PIB	Evolution en %	En % PIB
Balance commerciale	31,4	-9,3	8,6	-9,0	-4,0	-8,3
Export FOB	-14,9	15,7	1,3	14,2	9,1	14,7
Import FOB	-2,1	-25,0	4,0	-23,2	4,0	-23,0
Balance des services	-11,7	-1,8	2,6	-1,6	-4,7	-1,5
Balance des revenus	-45,5	-0,4	48,2	-0,6	-28,7	-0,4
Balance des transferts courants	-19,3	1,8	33,0	2,1	-12,7	1,8
BALANCE DES TRANSACTIONS COURANTES	27,2	-9,7	4,7	-9,1	-3,6	-8,3
COMPTE DE CAPITAL ET D'OP.FINANCIERES	-5,6	9,4	29,8	10,9	-17,1	8,6
Compte de capital	30,0	2,7	4,3	2,5	-13,8	2,1
Opérations financières	-15,2	6,6	40,3	8,3	-18,1	6,5
Investissements directs	4,2	2,9	12,8	2,9	12,5	3,2
Investissements de portefeuille	22,9	0,9	6,0	0,8	10,1	0,9
Autres investissements	-34,0	2,9	78,8	4,6	-42,8	2,5
Solde global	-114,0	-0,3	-694,0	1,8	-85,5	0,2
Financement ou épargne	24,5	0,1	17,8	0,1	0,0	0,1
Taux de couverture : Export /Imports	**65,2**		**64,1**		**66,8**	
Degré d'ouverture : (import + export)/PIB		**26,3**		**25,0**		**24,4**
Balance courante hors dons/PIB		**-10,0**		**-10,1**		**-8,9**

(*) estimation (**): Prévision

6.1.1.2. Situation de la Convergence

Au premier semestre 2013, les performances indiquent que sept (07) critères de convergence ont été remplis sur les onze (11) contre six (06) au premier semestre 2012. Cette performance résulte des efforts entrepris par le Gouvernement visant à assainir la situation des finances publiques et à accroître l'offre de biens et services. Au titre des critères de premier rang, trois critères ont été atteints à savoir le critère relatif au déficit budgétaire, au taux d'inflation et au financement du déficit budgétaire par la Banque Centrale.

Au nombre des critères de second rang, les critères sur la non accumulation d'arriérés intérieurs, le taux d'intérêt réel positif, la stabilité du taux de change et l'encours de la dette sont respectés. Les investissements en capital sur ressources propres s'établissent seulement à 14,4% des recettes fiscales contre 20,5% en juin 2012. Cette contre performance est liée au retard observé dans l'exécution des projets d'investissement public inscrits au budget-programme au titre de l'année 2013. Les recettes fiscales en pourcentage du PIB sont restées faibles (16,0%). Malgré les efforts de recouvrement des recettes ayant conduit à une hausse remarquable des recettes fiscales au cours de la période, le taux de pression fiscale se situe toujours en dessous du seuil de convergence ; traduisant ainsi la nécessité d'une réforme fiscale conduisant à l'élargissement de l'assiette fiscale en vue d'accroître les prélèvements. Le critère de la masse salariale aussi n'a pas été respecté en raison des obligations de l'Etat vis-à-vis des travailleurs. Quant au ratio de l'encours de la dette publique (extérieure et intérieur) en pourcentage du PIB, il est inférieur à 30%.

Tableau 6.5 : Situation de la Convergence du Benin

	Norme	2008	2009	2010	2011	2012*		2013**	
						Juin	Dec	Juin	Dec**
Criteres de premier rang:									
i)' Déficit Budgétaire/PIB (dons inclus)	≤ 3%	1,7	4,2	1,6	1,8	1,1	0,5	0,1	0,5
ii) Taux d'inflation (moyenne)	≤ 5%	7,9	2,2	2,1	2,7	6,6	6,7	2,5	2,8
iii) Financement BC	≤ 10%	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
iv) Reserves UEMOA	≥6 mois Imports	5,3	6,9	6,3	6,9	6,0	5,7	5,1	6,0
Reserves pays (indicatif)		*7,4*	*7,1*	*7,0*	*5,5*	*5,3*	*4,1*	*4,9*	*4,2*
Critères de second rang									
i) Arriérés intérieurs	≤0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
ii) Recettes fiscales/PIB	≥ 20%	17,2	16,1	16,2	15,5	15,8	15,9	16,0	17,2
iii) Masse Salariale/Recettes fiscales	≤ 35%	35,6	45,1	45,4	47,4	43,6	46,8	44,9	44,2
iv) Investissements interes/Recettes fiscales	≥20%	20,6	44,3	19,2	20,1	20,5	21,7	14,4	21,7
v) Taux d'intérêt réel	> 0	-2,6	4,3	3,6	1,4	-2,7	-1,2	1,5	0,7
vi) Stabilité du Taux de change nominal	± 10%	3,8	-2,7	-3,9	1,4	5,1	-4,8	2,8	-4,8
vii) Encours de la dette totale en % PIB	≤ 70%	25,4	30,1	30,3	32,0	24,5	29,5	27,0	20
Nombre de critères respectés		**6**	**8**	**8**	**9**	**6**	**6**	**7**	**9**

Sources : BCEAO, UEMOA, AMAO *Estimation **Prévision

6.1.1.3. Perspectives

Les perspectives économiques sont globalement positives bien que fortement dépendantes des chocs externes et internes. En effet, la forte dépendance du secteur agricole aux conditions climatiques pourrait affecter ce secteur qui constitue le principal moteur de la croissance économique et par ricochet d'autres secteurs économiques. La croissance économique est projetée à 5,1% pour l'année 2013 et l'inflation resterait également dans les normes de critères de convergence. Cette hausse de la croissance économique est liée à la hausse attendue de la production agricole et une reprise des activés au port de Cotonou.

Sur le plan budgétaire, le renforcement des mesures visant à consolider les finances se poursuivront avec la mise en œuvre du Programme de Vérification des Importations de nouvelle génération qui contribuera à l'accroissement des recettes douanières. Des initiatives sont également en cours pour la généralisation de l'Identifiant Fiscal Unique (IFU) qui permettra de limiter les fraudes fiscales au niveau des entreprises. Le Gouvernement a l'intention d'accélérer le rythme de la mobilisation des recettes budgétaires en poursuivant les réformes structurelles engagées et en adoptant de nouvelles mesures tout en continuant à mener une politique prudente dans l'exécution des dépenses publiques. Les objectifs exprimés dans le programme économique au titre de 2013 consistent à la réduction du déficit budgétaire avec un solde primaire de base qui devrait s'établir à 0,75% du PIB ; ce qui permettrait de limiter le déficit global base caisse hors dons à 3,5% du PIB. Ces résultats contribueraient à réduire davantage le ratio de l'encours de la dette public au PIB à 28,5%.

Les principales réformes structurelles qui devront soutenir les objectifs ci-dessus portent sur les éléments ci-après :

- renforcement des capacités des services des douanes pour une meilleure évaluation des importations ;
- le renforcement des capacités des services des impôts à travers la poursuite de l'informatisation et la vulgarisation de l'identifiant fiscal unique qui à moyen terme devrait impacter sur la mobilisation des recettes ;
- l'opérationnalisation du module du transit informatisé de SYDONIA++ entre le Port de Cotonou et tous les postes frontaliers terrestres en vue d'améliorer la transparence dans le dédouanement des marchandises et limiter les fraudes ;
- la suppression progressive des subventions au secteur du coton ;
- la consolidation du guichet unique au port de Cotonou à travers le développement du système informatique de partage d'information entre les services douaniers ;
- la tenue d'une table ronde secteur privé-public au dernier trimestre de l'année 2013 en vue de booster le niveau des investissements dans les secteurs productifs de l'économie.

6.1.1.4. Conclusion et recommandations

Les performances au titre du premier semestre 2013 sont dans l'ensemble conformes aux efforts du Gouvernement dans la mise en œuvre de sa politique économique. Cependant, bien que des progrès soient réalisés dans la mise en œuvre des réformes structurelles, les résultats restent insuffisants. Néanmoins, une croissance économique de 5,1% est attendue, en liaison avec la hausse attendue de la production vivrière et de coton. Le taux d'inflation est resté faible (2,5%) et pourrait se réduire davantage avec la bonne tenue de la production agricole. Le gouvernement a poursuivi sa politique budgétaire prudente basée sur l'amélioration du niveau de recouvrement des recettes et la maîtrise des dépenses avec pour but, la réduction du déficit budgétaire et la maîtrise du niveau d'endettement.

Toutefois, les efforts restent à faire dans la mise en œuvre des programmes d'investissement public. Le niveau d'investissement public est resté très faible au cours du premier semestre par rapport celui de l'année antérieure. Dans ce contexte, le gouvernement devra :

- améliorer le niveau des investissements publics en vue de créer une dynamique favorable à l'essor des activités économiques ;
- accélérer les réformes fiscales en vue d'améliorer le niveau de pression fiscale qui reste toujours faible par rapport à la cible de 20% ;

- accentuer la maîtrise de la masse salariale dont le ratio par rapport aux recettes fiscales est l'un des plus élevés dans la région.

6.1.2. BURKINA FASO

Les principaux objectifs de la politique économique du Burkina Faso en 2013 se sont inscrits dans une logique de consolidation de l'investissement humain, la promotion et la protection sociale, le développement institutionnel et le renforcement de la gouvernance, la mise en place des piliers de la croissance accélérée et de l'émergence d'une dynamique nouvelle pour l'économie.

En 2013, le taux de croissance devrait ressortir à 7,0% contre 9,0% en 2012. Elle sera portée par l'ensemble des secteurs d'activité, notamment le secteur tertiaire.

Au titre des finances publiques, les recettes totales ont enregistré une amélioration au premier semestre 2013, traduisant un renforcement de la mobilisation des ressources intérieures tandis que les dépenses et prêts nets n'ont augmenté que faiblement. En ce qui concerne les comptes extérieurs, le solde global serait excédentaire en 2013 grâce notamment à l'amélioration sensible du déficit du compte courant, atténuée par la baisse de l'excédent du compte de capital et d'opérations financières.

En matière de convergence macroéconomique, le Burkina a respecté neuf (09) critères au premier semestre 2013 contre dix (10) à la même période de l'année précédente.

6.1.2.1. Analyse sectorielle

Secteur réel

En 2013, le Burkina Faso devrait enregistrer un taux de croissance de 7,0% contre 9,0% enregistré en 2012. Cette croissance serait portée par le secteur tertiaire (3,06 points), le primaire (1,9 points) et le secondaire (1,4 points) et les droits et taxes à l'importation (0,6 point).

Le secteur primaire enregistrerait en 2013 une croissance de 6,2% en 2013 contre 17,3% en 2012 principalement soutenue par l'agriculture vivrière (+9,1%) et de rente (+4,9%) et dans une moindre mesure par l'élevage (+4,0%). La bonne tenue du secteur primaire s'expliquerait, entre autres, par les actions en cours pour accroitre la production agricole (l'aménagement de 2 033 ha à Di dans la vallée du Sourou par le Millenium Challenge Account, l'opérationnalisation du pôle de croissance de Bagré).

Le secteur secondaire croîtrait 6,4% en 2013 contre 7,2% en 2012 imputable essentiellement au regain d'activités au niveau des sous secteurs d'égrenage de coton (+4,1%), des industries extractives (+7,4%), des BTP (+8,3%) et des industries manufacturières modernes (+7,5%). Le dynamisme dans les BTP s'expliquerait notamment par la construction et le renforcement des infrastructures routières, les travaux relatifs à la construction de l'aéroport de Donsin et des bâtiments administratifs, le developpement du pôle de croissance de Bagré, la mise en œuvre du Programme de développement intégré de Samandéni, l'extension d'autres

aménagements de zones, pour en faire des pôles de croissance et de compétitivité et le démarrage des travaux de la route Koupela-Cinkansé- Frontière du Togo. Quant au sous-secteur des industries extractives, leur évolution serait confortée par les effets de l'expansion de la mine d'or d'Essakane SA, la mise en exploitation de la mine d'or de Bissa et celle de la SEMAFO ainsi que l'entrée en production de la mine de zinc de Perkoa.

Le secteur tertiaire connaitrait une accélération de croissance qui se situerait 6,4% en 2013 contre 5,2% en 2012. Cette performance serait due aux sous-secteurs marchand et non marchand dont la dynamique de croissance serait respectivement de 6,2% et 6,7%. Le secteur tertiaire bénéficierait des retombées de la poursuite des investissements dans le sous secteur des télécommunications, de l'expansion des prestations de services en faveur des sociétés minières ainsi que de l'organisation de manifestations internationales comme le Festival panafricain du cinéma et de la télévision de Ouagadougou (FESPACO) et le Salon international du tourisme et de l'hôtellerie de Ouagadougou (SITHO).

En ce qui concerne l'évolution des prix, l'indice moyen des prix à la consommation des six premiers mois de l'année 2013 a atteint un niveau de 107,3 soit une hausse de 2,1% en glissement annuel par rapport au premier semestre de l'année précédente. En moyenne annuelle, l'inflation s'est établie à 3,1% à fin juin 2013.

Tableau 6.6: Analyse de l'évolution du PIB et de ses composantes en %

Rubriques	2011	2012	2013	2011	2012	2013
PIB au prix courant	4793,3	5404,4	6135,8			
PIB au prix constant	3530,8	3847,1	4116,1			
	Evolution en %			en % du PIB		
OFFRE						
Secteur primaire	-1,0	17,2	6,2	25,8	27,8	27,0
Secteur secondaire	28,4	7,2	6,4	21,3	21,0	20,1
Secteur tertiaire	-1,2	5,2	6,4	44,2	42,7	43,8
DEMANDE						
Consommation finale	-2,7	6,8	6,8	80,0	78,4	78,3
• ménages	0,2	7,1	7,0	61,5	60,5	60,5
• Administrations	-11,3	6,0	6,0	18,4	17,9	17,8
Formation Brute de capital	-11,0	21,2	4,7	24,3	27,0	26,4
Exportations	35,5	8,3	9,6	20,8	20,6	21,2
Importations	-9,4	12,5	5,2	27,3	28,2	27,7
IPC	2,8	3,8	3,1 (juin 2013)			
Taux de croissance réel	5,0	9,0	7,0			

Source: BCEAO/ UEMOA

Finances publiques et dette publique

A fin juin 2013, l'exécution des opérations financières de l'Etat s'est soldée par un excédent de +40,0 milliards de FCFA du solde global base engagement contre un déficit de 34,4 milliards de FCFA à la même période en juin 2012. Ce résultat est imputable à la hausse de 75,9 milliards de FCFA de recettes totales et dons ; les dépenses totales et prêts nets n'ayant augmenté que de 1,5 milliard de francs CFA par rapport à fin juin 2012.

La hausse de la mobilisation des recettes totales et dons s'explique par une mobilisation accrue des recettes totales (+10,2%) et une hausse des dons (+29,6%) au cours de la période. L'évolution des recettes totales est portée essentiellement par les recettes fiscales qui ont crû de 10,3% pour se situer à 501,5 milliards de FCFA à fin juin 2013 contre 454,7 milliards de francs CFA à fin juin 2013. Les dons quant à eux ont été mobilisés à hauteur de 92,3 milliards de FCFA à fin juin 2013 contre 67,9 milliards de FCFA à fin juin 2012, soit une progression de 29,6% attribuable à la hausse des dons projets (+23,5 milliards de FCFA).

Au niveau des dépenses totales et prêts nets, les engagements à fin juin 2013 se sont caractérisés par une lenteur. En effet, les engagements se sont élevés à 609,2 milliards de FCFA à fin juin 2013 contre 607,7 milliards de FCFA à fin juin 2012, correspondant à un accroissement de 1,0%. Cette évolution est la résultante de la progression de 5,4% des dépenses courantes par rapport à fin juin 2012 du fait des dépenses de personnel, de transferts courants, dans une moindre mesure à celle de fonctionnement et de la baisse des dépenses en capital (-8,3 milliards de francs CFA) et des prêts nets (-8,9 milliards de francs CFA).

L'encours de la dette publique s'est établi à 1 623,4 milliards de FCFA à fin juin 2013, en hausse de 1,9% par rapport à fin décembre 2012.

Tableau 6.7 : Évolution de quelques postes budgétaires

Rubriques	2010		2011		2012		Juin
	Var (en %)	en % du PIB	Var (en %)	en % du PIB	Var (en %)	en % du PIB	Var en %
RECETTES ET DONS	14.1	19.3	19.0	21.3	21.9	23.0	12,6
RECETTES BUDGETAIRES	26.4	14.9	16.5	16.2	25.9	18.0	10,2
Recettes fiscales	14.4	12.4	23.0	14.2	28.1	16.1	10,3
Recettes non fiscales	159.5	2.5	-15.2	2.0	10.3	1.9	9,1
DONS	-14.4	4.4	27.5	5.2	9.4	5.0	29,6
DEPENSES TOTALES et Prêts nets	13.3	23.7	7.4	23.7	25.0	26.2	1,0
DEPENSES COURANTES	6.4	11.6	18.3	12.8	31.9	14.9	5,4
Traitements et salaires	7.6	5.4	14.5	5.7	18.1	6.0	7.2
Autres dépenses de	3.9	5.8	20.8	6.5	44.3	8.3	
Subventions et autres	9.0	3.8	28.0	4.5	21.0	4.8	5.4
Intérêts dus	26.6	0.5	32.5	0.6	29.9	0.7	5.4
DEPENSES EN CAPITAL	11.3	10.5	0.8	9.9	27.8	11.2	-6,3
Sur ressources intérieures	17.6	6.1	2.0	5.8	42.4	7.3	0,3
SOLDE GLOBAL (base	-5.9	-8.7	-5.9	-7.7	21.9	-8.2	-50,9
SOLDE GLOBAL (base	4.6	-4.3	-39.7	-2.4	48.6	-3.2	-212,4
SOLDE PRIMAIRE DE BASE	-13.4	-3.9	-21.2	-2.8	44.3	-3.6	105,9
SOLDE GLOBAL (base caisse) (hors dons)	22.4	-8.7	-9.7	-7.3	6.3	-6.9	
SOLDE GLOBAL (base caisse, dons compris)	114.8	-4.4	-46.9	-2.2	-1.2	-1.9	-86,0
FINANCEMENT	108.1	4.3	-46.2	2.1	-2.1	1.8	
FINANCEMENT INTERIEUR	-378.1	1.0	-108.9	-0.1	-533.0	0.3	
FINANCEMENT EXTERIEUR	37.5	3.3	-27.8	2.2	-21.4	1.5	

Sources: BCEAO/AMAO

Secteur monétaire

La situation monétaire à fin juin 2013 comparativement à fin décembre 2012, a ete caracterisee par une hausse de 9,4% de la masse monétaire, résultante d'une hausse de 22,9% du credit intérieur atténuée par une baisse de 13,1% des avoirs extérieurs nets.

La baisse des avoirs extérieurs nets a été portée exclusivement par ceux de la banque centrale (-117,2 milliards de francs cfa), les avoirs des banque de dépôt ayant crû de 6,3%, soit 28,2 milliards de francs cfa. L'expansion du crédit intérieur s'explique par, une hausse des crédits au secteur privé de 114,8 milliards de francs cfa, soit 9,7%.

Tableau 6.8: Évolution de la situation monétaire

	2010		2011		2012	2013		2010		2011		2012		2013
	Juin	Déc	Juin	Déc	Juin	Dec	Juin	Juin	Déc	Juin	Déc	Juin	Déc	juin
ENGAGEMENTS	Evolution en %							Contribution a la croissance de M2						
Masse monétaire (M2)	14,4	4,2	6,2	7,1	5,0	10,5	9,4							
Masse monétaire (M1)	5,8	2,1	5,0	13,8	0,3	14,1	11,1							
Circulation fiduciaire	-24,1	12,6	-15,6	4,4	-10,6	35,9	-26,7							
Dépôts à vue	23,6	-1,7	13,6	16,7	3,3	8,8	22,5							
Quasi-monnaie	27,9	6,8	7,6	-0,8	11,5	6,0	7,1							
Autres postes (nets)	-42,8	103,7	-28,6	50,9	13,8	-49,4	9,7	-4,2	4,6	-2,5	3,0	1,1	-4,4	0,4
AVOIRS	7,4	14,1	15,3	4,0	2,3	17,5	22,9	4,7	7,7	9,1	2,6	1,4	10,7	14,9
Crédits net au Gouvernement	-190,1	-37,0	330,5	-111,0	145,6	142,8	-307,4	5,6	-0,8	4,2	-5,7	-0,8	-1,8	8,3
Banque centrale	-51,6	137,3	-89,1	1423,1	8,3	-4,7	-73,7							
Banques créatrices de monnaie	285,1	38,2	19,7	-7,5	-6,9	-47,7	243,5							
Crédit au secteur privé	-1,3	16,1	8,5	13,9	3,5	20,0	9,7	-0,8	8,4	4,9	8,3	2,2	12,5	6,6
par la Banque centrale	20,0	0,0	-25,0	22,2	0,0	0,0	-9,1							
par les banques créatrices de monnaie	-1,3	16,2	8,5	13,8	3,5	20,0	9,7							
Avoirs extérieurs nets	12,3	2,3	-11,1	18,4	10,4	-9,7	-13,1	6,9	1,2	-5,5	7,6	4,7	-4,7	-5,1

Source :BCEAO/AMAO

Secteur extérieur

La balance des paiements dégagerait un solde excédentaire de 30,0 milliards de FCFA en 2013 contre un déficit de 4,2 milliards de FCFA en 2012. Cette tendance résulterait d'une amélioration sensible du déficit du compte courant, atténuée par la baisse de l'excédent du compte de capital et d'opérations financières.

Le déficit du compte courant devrait se situer à 3,1% du PIB en 2013 contre 4,3% du PIB en 2012, en raison essentiellement de l'amélioration du solde commercial sous l'influence d'un accroissement des exportations (+9,4%) plus élevé que celui des importations (+4,9%). Exprimé en pourcentage du PIB, le solde courant, hors dons, passerait de -7,5% en 2012 à -5,6% en 2013.

Les entrées nettes au titre des opérations financières et des transferts en capital se réduiraient de 18,8 milliards, en ressortant à 222,9 milliards en 2013, principalement sous l'effet de la baisse des autres capitaux publics et privés.

Tableau 6.9 : Quelques indicateurs de la Balance des paiements

	2011		2012*		2013**	
RUBRIQUES	evo en %	en % du PIB	evo en %	en % du PIB	evo en %	en % du PIB
Balance commerciale	-117,0	0,2	-1166,6	-2,3	-38,8	-1,2
Export	43,9	23,6	6,0	22,1	9,4	21,3
Import (1)	30,9	-23,3	18,3	-24,5	4,9	-22,6
Balance des services	30,9	-7,1	18,3	-7,5	4,9	-6,9
Balance des revenus	10,7	-0,1	-18,6	-0,1	11,1	-0,1
Balance des transferts courants	11,3	5,7	8,4	5,4	5,8	5,1
BALANCE DES TRANSANCTIONS COURANTES)	-30,3	-1,3	281,0	-4,4	-19,2	-3,1
COMPTE DE CAPITAL ET D'OP.FINANCIERES	-40,3	2,2	132,3	4,5	-7,8	3,6
Transferts de capital	22,6	2,5	123,2	5,0	7,5	4,7
Administrations publiques	42,9	1,5	203,8	4,1	9,0	3,9
-Acquisitions /cessions d'actifs financiers non produits	-100,0	0,0	0,0	0,0	4,2	0,0
Opérations financières	-122,8	-0,4	68,5	-0,5	135,3	-1,1
Investissements directs	4,5	0,4	2,2	0,4	75,8	0,6
Investissements de portefeuille	-40,6	0,2	6,7	0,2	10,0	0,2
Autres investissements	-213,8	-1,0	27,7	-1,1	93,7	-1,9
ERREURS ET OMISSIONS NETTES	-167,3	0,0	464,9	-0,1	-100,0	0,0
SOLDE GLOBAL	-53,0	0,8	-106,7	0,0	-1213,2	0,5
Ratios caractéristiques						
Taux de couverture : Export/Imports (%)		79,7		72,5		75,5
Degré d'ouverture : (import+ export)/(2*PIB) (%)		29,8		30,0		29,3
Balance courante/PIB (%)		-1,3		-4,3		-3,1
Balance courante hors dons/PIB (%)		-5,0		-7,5		-5,6
Solde global/PIB (%)		0,8		0,0		0,5

Source: BCEAO. (*) estimation (**) :Prévision (1) Données par produits en CAF

6.1.2.2. Performances au titre de la convergence macroéconomique

Les performances en matière de convergence indiquent que le pays a respecté neuf (09) critères dont trois (03) de premier rang (déficit budgétaire, inflation et financement du déficit par la Banque Centrale) et six (06) de second rang à savoir les critères sur les arriérés (intérieur et extérieur), la masse salariale, les investissements financés sur ressources propres, le taux d'intérêt réel positif, la stabilité du taux de change et l'encours de la dette publique.

Tableau 6.10 : Situation de la convergence

	Normes	2008	2009*		2010	2011	2012		2013**
		Dec	Dec	Dec	Dec	Juin	Dec*	Juin	Dec
Criteres de premier rang:									
i)' Déficit Budgétaire/PIB (dons inclus)	≤ 3%	5,4	4,8	4,3	2,4	1,3	3,2	1,3	3,2
ii) Taux d'inflation (moyenne)	≤ 5%	10,7	0,9	-0,6	2,8	3,6	3,8	2,1	3,8
iii) Financement BC	≤ 10%	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
iv) Reserves UEMOA	≥6 mois Imp	*5,3*	6,9	6,3	6,9	6,0	*5,7*	*5,1*	6,0
Reserves pays (indicatif)		*6,3*	*8,8*	*5,8*	*4,1*	3,2	3,7	3,2	3,7
Critères de second rang									
i) Arriérés (intérieurs et exterieurs)	≤0	0,0	63,6	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
ii) Recettes fiscales/PIB	≥ 20%	15,0	12,5	12,4	14,2	16,8	16,1	16,3	16,1
iii) Masse Salariale/Recettes fiscales	≤ 35%	44,7	46,2	43,5	40,5	33,2	37,3	32,3	37,3
iv) Investissements internes/Recettes fiscales	≥20%	43,7	47,6	49,0	40,6	30,2	45,2	27,5	45,2
v) Taux d'intérêt réel	> 0	-5,4	5,6	6,4	1,4	0,1	0,4	1,5	-0,3
vi) Stabilité du Taux de change nominal	± 10%	3,8	-2,7	-3,9	1,4	5,1	-4,8	-1,2	-4,8
vii) Encours de la dette totale en % PIB	≤ 70%	26,7	26,3	27,9	28,7		28,7		28,7
Nombre de critères respectés		**5**	**7**	**8**	**9**	**10**	**8**	**9**	**7en**

Source : BCEAO/UEMOA.FMI ; *Estimations ** Prévisions

6.1.2.3. Perspectives

En 2013, le Burkina Faso devrait enregistrer un taux de croissance de 7,0%. Cette croissance serait soutenue par l'ensemble des secteurs d'activité. En matière de prix, les tensions inflationnistes connaîtraient un ralentissement.

Dans le domaine des finances publiques, le gouvernement du Burkina Faso va poursuivre sa politique d'amélioration des recettes fiscales et de maitrise des dépenses.

Quant aux échanges extérieurs, ils seraient marqués par la poursuite des exportations d'or et de coton ainsi que par de fortes incertitudes sur les cours mondiaux des produits pétroliers.

En matiere de convergence, le pays respecterait sept (07) critères à la fin de l'année 2013.

6.1.2.4. Conclusion et Recommandations

Au cours du premier semestre 2013, il faut noter qu'au burkina faso**,** le taux d'inflation moyen s'est établi à 3,1% à fin juin 2013 contre 3,8% en 2012. Les finances publiques se sont ressenties du bon niveau de recouvrement des recettes courantes, notamment les recettes fiscales, couplé avec une legere hausse des depenses totales et prets nets**.** Cependant, les autorités doivent poursuivre leurs efforts pour atteindre tous les objectifs escomptés en matière de respect des critères de convergence. C'est pourquoi, la mise en œuvre des recommandations suivantes s'avèrent nécessaires pour améliorer la situation :

- poursuivre les réformes et les politiques sectorielles, notamment celles visant la maîtrise de l'eau, l'accroissement de la production vivrière, la fourniture régulière de l'énergie ainsi que l'application des programmes spéciaux, susceptibles d'induire une croissance forte et soutenue ;

- mettre en œuvre les mesures appropriées permettant de renforcer et de diversifier les exportations;
- Poursuivre et renforcer les mesures d'amélioration de la collecte des recettes fiscales ;

6.1.3. COTE D'IVOIRE

La stratégie de développement à moyen terme de la Côte d'Ivoire repose sur la mise en œuvre d'un programme économique et financier pour la période 2012-2014 soutenu par la Facité Elargie de Crédit (FEC). Ce programme est notamment appuyé par le Plan National de Développement (PND 2012-2015) dont l'objectif est l'accroissement des investissements publics et privés dans le but de doter le pays d'infrastructures économiques de qualité et soutenir les secteurs porteurs de croissance. Ainsi, les principaux objectifs macroéconomiques pour la période 2012-2014 sont l'accélération de la croissance économique, la maîtrise de l'inflation et la rationalisation des dépenses publiques à travers la maitrise de la masse salariale et des dépenses de fonctionnement, au profit des dépenses d'investissement.

Les informations économiques disponibles au cours du premier semestre 2012, traduisent, dans l'ensemble, une bonne orientation de l'activité économique. Ainsi, le taux de croissance devrait se situer à 9,0% en 2013. Quant à l'évolution des prix, le taux d'inflation s'est situé à 2,9% en juin 2013 contre 1,7% à la même période de l'année précédente. Au niveau des finances publiques, l'évolution par rapport au 1er semestre 2012 indique un léger fléchissement du taux de pression fiscale dans un contexte d'augmentation du ratio dépenses totales/PIB. Ce qui s'est traduit par une aggravation du déficit budgétaire.

En ce qui concerne la convergence macroéconomique, le pays a respecté sept (07) critères dont trois (03) de premier rang, soit un critère de moins par rapport à la même période de l'année précédente.

6.1.3.1. Analyses Sectorielle

Secteur réel

Pour l'année 2013, les dernières prévisions tablent sur un taux de croissance du PIB réel de 9,0% après 9,8% en 2013. Cette croissance proviendrait essentiellement des performances des secteurs secondaire et tertiaire, qui profiteraient de la reprise des investissements et de la poursuite des réformes structurelles.

Le secteur primaire afficherait une progression de l'ordre de 3,1% contre 0,2% en 2012. Cette croissance sera essentiellement tirée par les performances de l'agriculture vivrière et de l'agriculture d'exportation. Au niveau de l'agriculture d'exportation, les principales hausses devraient concerner le café, le coton et dans une moindre mesure le cacao. Au niveau de l'extraction minière, il est attendu une bonne orientation des productions de pétrole, de gaz et d'or.

Dans le secteur secondaire, la production devrait enregistrer une hausse de 14,2% en 2013 contre 16,1% en 2012. La croissance attendue en 2013 sera essentiellement portée par le dynamisme de l'ensemble des sous-secteurs notamment les BTP, l'agroalimentaire, la transformation des produits pétroliers et l'énergie.

Pour sa part, le secteur tertiaire devrait afficher une hausse de 9,7% en 2012 contre 15,2% en 2012 en relation avec le dynamisme des activités notamment au niveau des transports, des télécommunications et du commerce qui devraient profiter de l'amélioration de l'environnement des affaires.

Au total, les contributions à la croissance du PIB devraient être de 1,1 point pour le secteur primaire, 3,2 points pour le secteur secondaire, 3,7 points pour le secteur tertiaire et 1,0 point pour les droits et taxes à l'importation.

Au niveau de la demande, l'activité économique sera essentiellement tirée par les investissements, qui sont attendus en hausse de plus de 87,0%. Cette hausse s'expliquerait dans une large mesure par le dynamisme des investissements publics traduisant ainsi l'engagement du Gouvernement à intensifier les travaux en matière d'infrastructures économiques et sociales. Les investissements privés devraient aussi enregistrer une forte progression reflétant ainsi la reprise de la confiance des opérateurs économiques et des ménages. Pour sa part, la consommation finale n'augmenterait que de 1,5% tandis qu'au niveau des échanges extérieurs, les importations et exportations sont projetées en hausse de 8,4% et 14,1% respectivement.

Les contributions des différentes composantes de la demande à la croissance du PIB réel devraient se présenter comme suit : 1,1 point pour la consommation finale, 8,2 points pour l'investissement et -0,3 point pour les échanges extérieurs.

Tableau 6.11 : Evolution du PIB et de ces composantes

	2010	**2011**	**2012***	**2013****	**2010**	**2011**	**2012***	**2013****
	Variation annuelle en %				***Evolution en % du PIB***			
Secteur primaire	1,9	-0,1	1,4	3,1	35,1	36,8	34,0	35,0
Agriculture, Elevage	1,8	0,1	1,3	3,4	33,7	35,4	32,6	33,7
Pêche, Foresterie	4,1	-3,4	4,1	-2,8	1,4	1,4	1,4	1,3
Secteur secondaire	-1,9	-7,7	16,1	14,2	21,9	21,3	22,5	25,7
Industries extractives	-17,6	-1,0	-4,5	6,5	3,7	3,9	3,3	3,6
Industries manufacturières	-2,2	-10,3	20,3	11,8	12,2	11,4	12,5	14,0
Energie	1,8	4,7	6,7	10,0	3,3	3,7	3,6	3,9
Bâtiments et travaux publics	27,2	-20,0	44,3	38,0	2,7	2,3	3,0	4,2
Secteur tertiaire	5,3	-5,2	15,2	9,7	36,5	36,3	38,1	41,8
Services marchands	6,3	-8,0	19,1	11,6	28,0	27,0	29,3	32,7
Commerce	2,6	-9,4	11,0	10,3	14,2	13,5	13,6	15,0
Transports et communications	0,8	-9,5	23,1	10,0	7,4	7,0	7,9	8,7
Services non marchands	2,0	3,9	3,9	3,2	8,5	9,3	8,8	9,1
PIB au coût des facteurs	2,3	-3,9	10,0	8,4	93,5	94,4	94,5	102,5
DTI et TVA intérieure	4,4	-23,6	15,5	19,5	6,5	5,2	5,5	6,5
PIB au prix constant	2,4	-4,7	9,8	9,0				
CONSOMMATION FINALE	2,4	-6,9	21,1	1,5	61,5	60,1	66,3	67,3
MENAGES	2,4	-7,0	23,1	4,3	47,9	46,8	52,4	54,7
ADMINISTRATIONS	2,4	-6,7	14,1	-9,1	13,6	13,3	13,9	12,6
FORM. BRUTE DE CAPITAL	2,4	-13,5	92,2	66,3	8,0	7,2	12,7	21,1
VARIATION DE STOCKS	2,4	-0,7	2,9	6,0	-3,3	-3,5	-3,2	-3,4
A (= C + I) = Absorption [intérieure]	2,4	-7,8	29,8	12,2	66,2	64,1	75,7	84,9
EXPORTATIONS (+XS)	2,4	-3,2	11,1	8,4	62,0	63,0	63,8	69,1
IMPORTATIONS (-MS)	2,4	-8,6	60,0	14,1	28,3	27,1	39,5	45,1

Source : BCEAO/AMAO * estimations ** prévisions

S'agissant des prix, le taux d'inflation en glissement annuel s'est établi à 2,9% à fin juin 2013 contre 1,0% à la même période de l'année précédente. En moyenne, l'inflation est passée de 0,1% en juin 2012 à 3,5% en juin 2013. La hausse des prix enregistrée au 1er semestre 2013 s'explique par le renchérissement observé au niveau des fonctions enseignement, habillement et produits alimentaires. Au niveau des produits alimentaires la hausse observée concerne essentiellement les légumes, le poisson, la viande et les tubercules.

Finances publiques

Au cours du 1er semestre 2013, les recettes totales et dons ont été mobilisés à hauteur de 1480,8 milliards de francs CFA (10,5% du PIB), soit une progression de près de 15,6% par rapport à la même période de l'année précédente. Cette progression concerne à la fois les recettes intérieures que les dons. En effet, les recettes totales ont augmenté de 8,5% pour se situer à 1349,9 milliards de francs CFA, soit 9,6% du PIB contre 9,9% du PIB au 1er semestre 2012. L'augmentation des recettes propres est essentiellement induite par l'accroissement de 7,9% des recettes fiscales en rapport avec le redressement de l'activité économique et la performance des régies de recette. Quant aux dons, ils ont augmenté de près de 240% pour se situer à 132,9 milliards (0,9% du PIB contre 0,3% du PIB au 1er semestre 2012).

Quant aux dépenses totales et prêts nets, ils se sont établies à 1548,6 milliards de francs CFA au 1er semestre 2013, soit un accroissement de 18,1% par rapport à la même période de l'année précédente. L'accroissement des dépenses concerne surtout les dépenses en capital qui ont progressé de 110,9% pour s'établir à 423,0 milliards, soit 3,0% du PIB contre 1,6% du PIB au 1er semestre 2012. Cette progression concerne surtout les dépenses en capital financées sur ressources extérieures qui ont connu un accroissement de 307,7% au 1er semestre 2013 témoignant ainsi la volonté des bailleurs de fonds à accompagner le gouvernement dans la mise en œuvre de son programme économique. Quant à celles financées sur ressources internes, elles ont augmenté de près de 40% par rapport au 1er semestre 2012. S'agissant des dépenses courantes, elles ont augmenté de l'ordre de 3,0% en liaison avec l'accroissement de la masse salariale et dans une moindre mesure des intérêts sur la dette publique.

Au total, l'exécution du budget s'est soldée par un excédent global hors dons de 198,7 milliards, soit 1,4% du PIB. Quant au solde base caisse, dons compris, il s'est établi à 65,8 milliards, soit 0,5% du PIB. Ce déficit a été essentiellement financé par des ressources extérieures.

En ce qui concerne la dette, l'allègement obtenu en 2012 au titre de l'initiative PPTE et de l'initiative d'allégement de la dette multilatérale (IADM), a permis à la dette du pays de présenter un profil soutenable.

Tableau 6.12 : Evolution de quelques postes budgétaires (Variation en %)

	2011	S1 2012	2012	S1 2013	2011	S1 2012	2012	S1 2013
	Variation annuelle en %				*En % du PIB courant*			
1- RECETTES ET DONS	-24,4	1,0	30,2	15,6	15,2	10,2	17,8	10,5
1.1 RECETTES BUDGETAIRES	-22,2	5,1	30,4	8,5	14,9	9,9	17,5	9,6
Recettes fiscales	-22,6	6,4	30,6	7,9	13,1	8,5	15,5	8,3
Recettes non fiscales	-19,3	-2,6	29,0	12,3	1,8	1,3	2,0	1,3
1.2 DONS	-69,1	-55,1	19,1	239,4	0,3	0,3	0,3	0,9
2 - DEPENSES ET PRÊTS NETS	-10,9	15,4	25,6	18,1	19,6	10,4	22,2	11,0
2.1 DEPENSES TOTALES	-9,6	22,8	25,6	18,1	19,6	10,4	22,2	11,0
2.1.1 DEPENSES COURANTES	-8,5	11,8	19,4	3,0	15,8	8,5	17,0	7,8
Traitements et salaires	-10,1	5,9	27,7	11,4	6,3	3,6	7,3	3,6
Autres dépenses courantes	-11,4	20,5	17,1	-6,0	7,4	4,2	7,8	3,5
Intérêts dus	12,0	-3,6	-0,2	14,7	1,9	0,7	1,7	0,7
2.1.2 DEPENSES EN CAPITAL	-18,5	80,8	125,8	110,9	2,4	1,6	4,9	3,0
Sur ressources intérieures	-9,7	117,1	122,0	39,7	2,0	1,2	4,0	1,5
Sur ressources extérieures	-43,9	23,6	143,1	307,7	0,4	0,4	0,9	1,5
3 - SOLDE GLOBAL (base engagement) (hors dons)	65,3	-458,2	10,5	195,7	-4,7	-0,5	-4,7	-1,4
4 - SOLDE GLOBAL (base engagement) (y compris dons)	131,6	-100,0	9,9	134,7	-4,4	-0,2	-4,4	-0,5
5 - SOLDE PRIMAIRE DE BASE	-166,3	-49,0	101,0	24,6	-0,9	0,9	-1,7	1,0
7 - SOLDE GLOBAL (base caisse) (hors dons)	65,3	-288,7	10,5	225,8	-4,7	-0,5	-4,7	-1,4
8 -SOLDE GLOBAL (base caisse) (y compris dons)	131,6	-123,5	9,9	134,2	-4,4	-0,2	-4,4	-0,5

Source : BCEAO/AMAO * estimations ** prévisions

Secteur extérieur

Après le déficit exceptionnel enregistré en 2012, le solde global de la balance des paiements devrait ressortir légèrement excédentaire en 2013. En effet, le solde global devrait passer d'un déficit de 256,0 milliards (-2,1% du PIB) en 2012 à un excédent de 10,0 milliards (0,1% du PIB) en 2013. Cette amélioration qui devrait intervenir dans un contexte de dégradation du solde des transactions courantes sera portée par une importante amélioration des entrées nettes de capitaux au titre des opérations financières.

Le compte des transactions courantes devrait afficher en 2013 un déficit de 396,9 milliards (-2,8% du PIB) contre un déficit de 280,1 milliards (-2,2% du PIB) en 2012. Cette dégradation devrait provenir de la baisse de l'excédent de la balance commerciale, de la dégradation du déficit des services quelque peu atténué par une amélioration des déficits au titre des revenus et des transferts courants. En effet, l'excédent de la balance commerciale devrait s'établir à 1631,5 milliards en 2013 contre 1726,1 milliards en 2012. La baisse de l'excédent commercial sera consécutive à l'accroissement fulgurant des besoins d'équipements dans le cadre de la poursuite du programme d'investissement. L'accroissement des importations contribuera également à la dégradation du déficit des services. A l'inverse, les déficits au niveau des comptes revenus et transferts courants connaitront une amélioration en lien avec la baisse des paiements d'intérêts au titre du service de la dette consécutive à l'annulation de la dette dans le cadre de l'initiative PPTE et à l'accroissement des appuis budgétaires.

Le compte de capital et d'opérations financières enregistrerait en 2013 un excédent de 406,9 milliards (2,9% du PIB) contre un déficit de 23,9 milliards (-0,2% du PIB). Cette amélioration découlerait de la hausse des investissements directs étrangers et des tirages publics sur prêts extérieurs, en rapport avec la normalisation du climat socio-politique.

Tableau 6.13 : Quelques indicateurs de la Balance des paiements de la Côte d'Ivoire *(en %)*

RUBRIQUES	2011*	2012*	2013**	2011*	2012*	2013**
	En milliards de F CFA			En % du PIB		
1 - Balance commerciale	2 771,2	1 726,1	1 631,5	24,4	13,7	11,6
Export FOB dont :	5 833,8	6 138,4	6 617,9	51,4	48,7	47,0
Cacao fève et transformé	1969,4	1571,4	1622,5	17,3	12,5	11,5
Produits pétroliers	1 740,4	1 587,8	1 740,8	15,3	12,6	12,4
Or non monétaire	271,5	404,3	537,6	2,4	3,2	3,8
Import FOB (1) dont	-3 062,7	-4 412,3	-4 986,4	-27,0	-35,0	-35,4
Produits alimentaires	-838,5	-1 046,0	-1 111,0	-7,4	-8,3	-7,9
Biens d'équipement	-509,5	-919,7	-1 320,8	-4,5	-7,3	-9,4
2-Balance des services	-840,8	-1 175,0	-1 270,5	-7,4	-9,3	-9,0
dont frêt	-469,0	-676,6	-767,2	-4,1	-5,4	-5,5
3-Balance des revenus	-462,2	-474,4	-460,5	-4,1	-3,8	-3,3
dont intérêt de la dette	-129,7	-154,2	-106,1	-1,1	-1,2	-0,8
4-Balance des transferts courants	-303,0	-356,8	-297,4	-2,7	-2,8	-2,1
Privés	-289,2	-322,7	-358,8	-2,5	-2,6	-2,6
Publics	-13,8	-34,1	61,4	-0,1	-0,3	0,4
a-BALANCE DES TRANSANCTIONS COURANTES	1 165,1	-280,1	-396,9	10,3	-2,2	-2,8
b-COMPTE DE CAPITAL ET D'OP.FINANCIERES	-737,6	-23,9	406,9	-6,5	-0,2	2,9
7-Opérations financières	-810,0	-2 785,8	259,7	-7,1	-22,1	1,8
Investissements directs	127,8	231,2	331,8	1,1	1,8	2,4
Investissements de portefeuille	-4,3	234,8	94,2	0,0	1,9	0,7
Autres investissements	-933,4	-3 251,8	-166,3	-8,2	-25,8	-1,2
Financement exceptionnel (pour mémoire)	233,2	2 871,5	-19,4	2,1	22,8	-0,1
d - SOLDE GLOBAL (a+b+c)	427,5	-256,0	10,0	3,8	-2,0	0,1
Autres ratios caractéristiques						
Taux de couverture : Export/Imports (%)	144,5	109,1	105,3			
Degré d'ouverture : (import b&s+ export b&s)/(2*PIB) (%)	46,7	50,7	50,0			
Balance courante hors dons/PIB (%)	10,2	-2,3	-3,6			

Source : BCEAO/AMAO (*) estimation (**) Prévision

Secteur monétaire

L'agrégat M2 est pratiquement resté à l'équilibre par rapport à son niveau du 31 décembre 2012, l'accroissement des avoirs intérieurs nets ayant été annihilé par une baisse des avoirs extérieurs nets. En effet, le crédit intérieur net a progressé de 3,1% sous l'effet de l'accroissement concomitant du crédit net à l'Etat et des concours à l'économie. Ainsi, le crédit net à l'Etat a augmenté de 3,1% sous l'impulsion de l'accroissement de 8,0% des créances nettes de l'Etat de la Banque Centrale sur le Gouvernement. Pour sa part, le crédit au secteur privé a augmenté de 0,7% pour s'établir à 2323,5 milliards, soit un taux de financement de 16,5% contre un ratio de 18,3% à fin 2012 et 16,9% au 1er semestre 2013. A l'inverse, les avoirs extérieurs nets ont connu au 1er semestre 2013 un repli de 2,1% notamment sous l'effet de la baisse des avoirs extérieurs nets de la Banque Centrale.

L'évolution de la situation monétaire s'est traduite par une baisse de 10,6% de la circulation fiduciaire et un accroissement des dépôts à vue et à terme à hauteur de 6,3% et 4,4% respectivement. Au 30 juin 2013, l'agrégat la masse monétaire au sens large était composé de

28,9% de circulation fiduciaire, 36,0% de dépôts à vue et 35,1% de dépôts à terme contre 32,9%, 33,9% et 33,7% respectivement au 31 décembre 2012.

Au total les contributions à l'évolution de l'agrégat M2 sont 1,8 point pour le crédit net au Gouvernement, 0,3 point pour le crédit à l'économie, -0,7 point pour les avoirs extérieurs nets et -1,3 point pour les autres postes nets.

Tableau 6.14 : Evolution semestrielle de la situation monétaire *(en %)*

	2011		2012		2013	2011		2012		2013
	Juin	Déc	Juin	Déc	Juin	Juin	Déc	Juin	Déc	Juin
	Variation annuelles en %					Contribution à la croissance de M2				
ENGAGEMENTS										
Masse monétaire (M2)	**-1,0**	**11,8**	**-1,7**	**8,7**	**0,2**					
Masse monétaire (M1)	-1,8	16,9	-4,6	8,7	-2,0					
Circulation fiduciaire	-14,9	11,5	-10,0	13,7	-10,6					
Dépôts à vue	17,7	22,7	0,8	4,3	6,3					
Quasi-monnaie	0,5	2,2	4,6	8,7	4,4					
Dépôts en monnaies étrangères										
Autres postes (nets)	168,4	-50,6	1,2	-7,6	75,5	*-2,8*	*2,3*	*0,0*	*0,2*	*-1,3*
AVOIRS	**-7,0**	**9,0**	**7,2**	**11,7**	**3,1**					
Crédits net au Gouvernement	-12,8	19,7	14,6	20,0	8,0	*-2,4*	*3,3*	*2,6*	*4,2*	*1,8*
Banque centrale	-18,8	25,7	-2,2	29,9	-0,1					
Banques créatrices de monnaie	-3,1	11,6	40,3	9,4	18,1					
Crédit au secteur privé	-4,8	5,3	4,2	8,0	0,7	*-2,4*	*2,5*	*1,9*	*3,8*	*0,3*
Avoirs extérieurs nets	**19,9**	**9,2**	**-15,5**	**1,7**	**-2,1**	*6,6*	*3,7*	*-6,1*	*0,6*	*-0,7*
dont Banque Centrale	6,0	14,8	-14,1	-8,2	-2,3	*1,9*	*5,1*	*-5,0*	*-2,6*	*-0,6*

6.1.3.2. Etat de la Convergence Macroeconomique

L'analyse de la situation de la convergence macroéconomique montre que le pays a respecté, sept (07) critères de de convergence dont trois (03) de premier rang, soit un de moins qu'à la même période de l'année 2012.

Tableau 6.15: Situation de la Convergence de la Cote D'ivoire

	Norme	2008	2009	2010	2011	2012		2013**	
			Dec	Dec	Dec**	Juin	Dec**	Juin	Dec**
Criteres de premier rang:		**2**	**4**	**4**	**3**	**4**	**2**	**3**	**3**
i)' Déficit Budgétaire/PIB (dons inclus)	≤ 3%	0,4	-0,9	1,9	4,3	0,4	3,5	0,9	3,5
ii) Taux d'inflation (moyenne)	≤ 5%	6,3	0,5	1,7	4,9	0,1	1,3	3,5	1,3
iii) Financement BC	≤ 10%	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
iv) Reserves UEMOA	≥6 mois Imp	5,3	6,9	6,3	6,9	6,0	5,7	5,1	6,0
Reserves pays (indicatif)		3,5	4,6	4,7	6,5	5,2	4,6	4,8	4,9
Critères de second rang		**2**	**4**	**4**	**3**	**4**	**5**	**4**	**5**
i) Arriérés intérieurs	≤0	107,9	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
ii) Recettes fiscales/PIB	≥ 20%	15,6	17,4	17,0	13,1	17,1	17,7	16,5	17,7
iii) Masse Salariale/Recettes fiscales	≤ 35%	43,8	39,7	41,5	48,2	42,5	42,3	43,8	47,1
iv) Investissements interes/ Recettes fiscales	≥20%	13,6	12,6	13,7	15,9	13,7	23,1	17,7	25,7
v) Taux d'intérêt réel	> 0	-1,0	5,9	4,0	-0,8	3,8	4,2	0,4	2,2
vi) Stabilité du Taux de change nominal	± 10%	3,8	-2,7	-3,9	1,4	5,1	-4,8	-1,2	-4,8
vii) Encours de la dette totale en % PIB	≤ 70%	48,4	61,6	65,4	69,4	34,4	34,6	34,4	34,6
Nombre de critères respectés		**4**	**8**	**8**	**6**	**8**	**7**	**7**	**8**

Au 1er semestre 2013, le pays a respecté tous les critères de premier rang à l'exception de celui relatif aux réserves brutes de change. Le taux d'inflation s'est situé en moyenne à 3,5% contre 1,3% à la fin de l'année 2012. Au niveau des finances publiques, la poursuite de la gestion efficace du budget de l'Etat se traduit par la maitrise des grands équilibres budgétaires. Ainsi, le déficit global base engagement dons compris est ressorti relativement faible au cours du 1er semestre 2013. Par contre, le niveau des réserves de de change de la zone UEMOA s'est situé en dessous de la norme fixée par le programme communautaire de convergence.

Au niveau des critères de second rang, quatre (4) ont été respectés à savoir ceux relatifs à la non accumulation des arriérés intérieurs et extérieurs, au taux d'intérêt réel, à la stabilité du taux de change nominal et à l'encours de la dette publique. Par contre, le taux de pression fiscale reste toujours faible en dépit des améliorations constatées. De même, les salaires et traitements représentent une part importante des ressources budgétaires tandis que le niveau des investissements publics financés sur ressources propres est encore loin de la norme communautaire malgré les efforts déployés.

Si les prévisions se confirment, le pays pourra respecter huit (8) critères de convergence à la fin de l'année 2012 dont trois de premier rang à savoir ceux relatifs à l'inflation, au financement du déficit budgétaire par la Banque Centrale et aux réserves brutes de change. Au niveau des critères de second rang, une performance est attendue par rapport aux investissements financés sur ressources propres.

6.1.3.3. Conclusions et recommandations

La mise en œuvre du programme de stabilisation macroéconomique et de relance initié par le Gouvernement ivoirien se poursuit de manière satisfaisante. Les économies réalisées sur le service de la dette à la suite de l'atteinte du point d'achèvement de l'initiative PPTE ont permis de poursuivre le processus engagé en matière d'investissements publics dans le cadre de la modernisation de l'économie du pays. Par ailleurs, l'amélioration progressive de l'environnement sécuritaire et des affaires, rend le pays plus attractif aux investisseurs étrangers.

Il ressort toutefois de l'analyse que les principales contraintes qui pèsent sur l'économie ivoirienne sont liées aux difficultés structurelles de certaines filières agricoles comme le cacao, à la faiblesse de la pression fiscale et à l'importance des charges de fonctionnement de l'administration publique notamment la masse salariale des fonctionnaires de l'Etat.

Dans ce contexte, la mise en œuvre des recommandations ci-après devrait permettre de renforcer la stabilité du cadre macroéconomique et améliorer le profil de la convergence macroéconomique du pays :

- Améliorer la performance des régies financières par le renforcement et la modernisation de l'administration fiscale ;

- améliorer la structure des dépenses publiques en veillant notamment à la maitrise des dépenses de fonctionnement afin de pouvoir accroître la part réservée à l'investissement ;

- poursuivre les réformes structurelles engagées notamment dans les filières agricoles dans le but de lever les contraintes structurelles qui pèsent sur ces secteurs.

6.1.4. GUINEE-BISSAU

Les objectifs économiques du Gouvernement Bissau guinéens reposent sur la stabilité politique d'abord, ensuite la consolidation de la croissance économique, la poursuite de l'assainissement et la rationalisation de la gestion des finances publiques, le développement du secteur privé et l'amélioration de l'accès des populations vulnérables aux services sociaux de base.

Au plan politique, des avancées encourageantes ont été enregistrées avec la mise en place d'un nouveau Gouvernement inclusif, intégrant toutes les sensibilités politiques et des membres de la société civile le 06 juin 2013, conformément aux recommandations de la Communauté Internationale.

Sur le plan économique, il y a une reprise de l'activité économique, avec un taux de croissance du PIB réel de 3,5% soutenu notamment, par la production de noix de Cajou et les appuis financiers des partenaires au développement. Le taux d'inflation est attendu à 2,5%. Les hypothèses de ces prévisions sont basées notamment sur une bonne campagne agricole, la normalisation de la situation socio-politique et la reprise de la coopération financière internationale. En matière de convergence macroéconomique, l'on note une légère baisse de la performance de la Guinée Bissau comparé à la même période de 2012. Ainsi, trois critères de premier rang et quatre de deuxième rang ont été respectés au 1er semestre 2013 contre quatre critères de premier rang au premier semestre 2012.

6.1.4.1. Analyse Sectorielle

Secteur réel

L'économie commence à reprendre avec une croissance estimée à 3,5%. Cette croissance serait soutenue par tous les secteurs. Le Secteur primaire enregistrerait une croissance de 2,8% contre 0,2% en 2012. La hausse de la croissance s'explique principalement par la hausse de la production vivrière et de la production de la noix de cajou, qui contribue à hauteur de 30% en moyenne à la valeur ajoutée du secteur primaire. La production vivrière enregistrerait un taux de croissance de 2,5%, contre 5,8% en 2012. Cette tendance s'explique par une bonne pluviométrie. Le secteur de cajou enregistrerait une croissance de 4,3% en 2013 contre -8,9% à l'année passée.. Le secteur de l'élevage enregistrerait une croissance de 4,2% contre 5,1% et celui de la forêt de 4,6% contre 6,5% en 2012. Le secteur de la pêche enregistrerait une croissance de 4,3% en 2013 contre une baisse de 2,0% enregistrée l'année précédente expliquée par la rupture de la relation avec l'UE en raison des événements du 12 Avril 2012.

Le secteur secondaire est attendu en hausse de 4,8% contre -3,6% en 2012, impulsée par l'amélioration de la production d'électricité et la hausse d'activité dans le secteur des BTP, soutenue par l'investissement public, notamment la réhabilitation des voiries de la capitale et des routes à l'intérieur du pays, avec le financement de la BOAD. Le Secteur des BTP, enregistrerait une croissance réelle de 5,1% contre -5,5% en 2012, en rapport avec la récupération de l'investissement. L'agro-industrie a enregistré également une croissance de

2,6% contre -3,2% en 2012, en liaison avec la hausse de la demande et de la production d'électricité. De même, il y aurait une croissance des autres industries de 2,7% contre -3,3% en 2012. S'agissant des industries extractives, le taux de croissance passerait de 3,0% en 2012 à 4,7% en 2013.

Le secteur tertiaire est projeté en hausse de 3,2% contre -1,1% en 2012, impulsé par la hausse du volume des exportations de noix de cajou. La hausse d'activité dans le secteur de commercialisation de la noix de cajou aurait également des effets positifs dans le secteur des transports et communication. Cette évolution est en rapport avec une croissance de 2,4% des activités de la sous-branche commerce, restaurants et hôtels (commerce de cajou 3,6% contre –7,2% et autres commerces, restaurants, hôtels 2,2%), ainsi que la croissance de 4,2% enregistrée par le secteur de transport et des télécommunications en liaison avec la hausse des activités de transport, notamment celles liées au transport de la noix de cajou des zones de production au port. Le sous-secteur de l'administration publique enregistrerait une croissance de 4,1% en 2013 contre 4,8% en 2012.

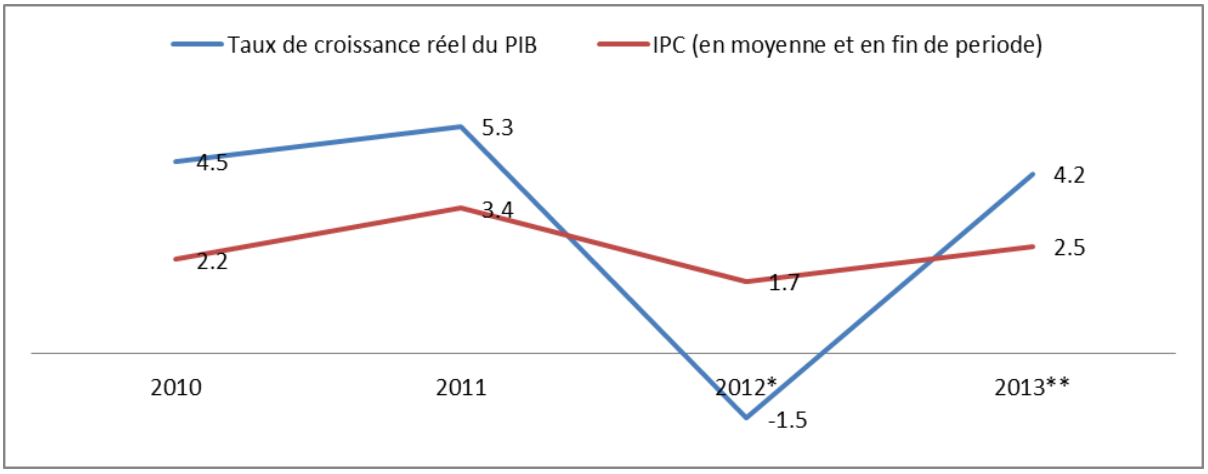
Du côté de la demande, la croissance serait soutenue principalement par la hausse des importations de biens de consommation, de produits pétroliers, et de biens d'équipements, sous l'effet de la demande intérieure. Quant à la Formation Brute de Capital Fixe (FBCF), elle devrait s'inscrire en hausse de 3,1% en 2013 contre -1,4% en 2012 en rapport avec la croissance de l'investissement public de 3,5%, qui s'expliquerait principalement par la reprise des projets publics dans tous les domaines, notamment dans les infrastructures routières. S'agissant des exportations, elles devraient enregistrer une croissance de 22,4% contre -35,7% en 2012. Cette performance est due à une hausse des exportations de noix de cajou liée à la hausse de la production et des prix de ce produit qui est le principal produit d'exportation du pays. De même, l'importation enregistrerait une croissance de 6,3% contre -15,0% en 2012. L'importation des aliments enregistrerait une croissance de 3,0% en 2013, contre -9,4% l'année précédente. Cette hausse s'expliquerait par une augmentation du revenu disponible en raison de la bonne tenue de la campagne de cajou.

Tableau 6.16. Analyse de l'évolution du PIB et de ses composantes (en %)

	2011	2012	2013	2011	2012	2013
ORIGINE DU PIB (au prix constant)	***Variation annuelle en %***			***En pourcentage du PIB***		
Secteur primaire	5,0	0,2	2,8	40,3	40,9	40,7
Secteur secondaire	5,4	-3,6	4,8	12,9	12,7	12,8
Secteur tertiaire	5,3	-2,3	3,9	40,3	39,9	40,1
PIB au coût des facteurs	5,2	-1,4	3,6	93,4	93,5	93,6
DTI et TVA intérieure	7,0	-2,7	3,0	6,6	6,5	6,4
PIB au prix constant	**5,3**	**-1,5**	**3,5**	**100,0**	**100,0**	**100,0**
EMPLOIS DU PIB (au prix constant)	5,3	-1,5	3,5	100,0	100,0	100,0
CONSOMMATION FINALE	-0,4	-2,0	3,0	101,0	100,5	100,0
MENAGES	4,3	-2,7	3,9	90,1	89,0	89,3
ADMINISTRATIONS	-27,5	3,6	-3,7	10,9	11,4	10,6
FORM. BRUTE DE CAPITAL	51,0	2,3	7,8	10,9	11,3	11,8
A (= C + I) = Absorption [intérieure]	3,1	-1,6	3,5	112,0	111,9	111,9
EXPORTATIONS (+XS)	-19,8	-10,8	9,2	15,2	13,8	14,5
IMPORTATIONS (-MS)	-16,6	-7,0	6,4	27,3	25,7	26,4

Sources: BCEAO et AMAO, (*) Estimations (**) Prévisions

Cette croissance de l'activité économique s'est déroulée dans un contexte de maitrise de l'inflation. L'inflation moyenne annuelle, mesurée par l'indice harmonisé des prix à la consommation s'est située à 0,86% en fin juin 2013 contre 2,2% à la même période de 2012. En glissement annuel, elle s'est établie à -0,83% à fin juin 2013 contre 1,7% à la même période de 2012. Ce rythme modéré de l'inflation est liée à l'atonie de la demande et la baisse des prix des autres combustibles et dans la fonction transport. Toutefois, les prévisions indiquent un taux d'inflation moyen de 2,5% en fin 2013.



Finances publiques et dettes publiques

Finances publiques

Au cours du 1er semestre 2013, les recettes totales et dons ont été mobilisés à hauteur de 28,9 milliards de francs CFA contre 33,6 milliards de francs CFA à la même période en 2012, soit une diminution de 4,7 milliards de francs CFA due à la baisse des recettes fiscales de 5,2%, des recettes non fiscales de 10,3% et des dons de 30,3%. La baisse des recettes a été portée par les impôts sur la consommation, les impôts sur les revenus et les bénéfices. En effet, les recettes douanières ont baissé de 4,0% due à la difficulté dans la comptabilisation des recettes de certains operateurs de combustible, à un accord de fourniture de gasoil avec l'Etat à la faveur de l'entreprise de l'eau et d'électricité ainsi que le retard dans la commercialisation de la noix de cajou. S'agissant des impôts, la baisse de 0,5 milliards FCFA s'explique par la contraction des impôts sur la contribution industrielle et le retard dans la commercialisation de la noix de cajou.

Du côté des dépenses et prêts nets, ils se sont élevés à 29,5 milliards de francs CFA contre 31,7 milliards de francs CFA à fin juin 2012, soit une diminution de 2,2 milliards de francs CFA. Cette baisse est imputable aux autres dépenses ordinaires (-63,3%) qui exclues des dépenses courantes, ces dernières enregistreraient un repli au premier semestre 2013 par rapport à la même période de l'année 2012, en rapport avec une hausse des salaires et traitement (2,6%). Les autres dépenses se sont établis à 1,1 milliards de Fcfa contre 3,0 milliards de FCFA par rapport à la même période de l'année passée, soit une baisse de 63,3%.

Au titre des dépenses en capital, elles se sont situées à 5,3 milliards de francs CFA en fin juin 2013 contre 8,5 milliards de francs CFA un an plus tôt. Cette baisse serait au non décaissement des certains financements prévus.

A fin juin 2013, l'exécution du buget s'est dégagé un déficit du solde global base engagement hors don de 3,3% du PIB contre 6,3% à la même période de 2012. En ce qui concerne le solde global base engagement y compris dons, il est ressorti à -0,2% du PIB contre -2,2% à la même période de l'année précédente. Quant au solde base baisse, il est ressorti à -0,4% du PIB et a été entièrement comblé par des financements internes.

Pour l'ensemble de l'année 2013, le budget est arrêté à 101,6 milliards de F CFA, en hausse de 1,2% par rapport à 2012. Les recettes fiscales sont prévues en hausse de 6,0% alors que les recettes non fiscales une hausse de 4,8%. En revanche, les dépenses courantes sont prévues en baisse de 11,7% par rapport au budget 2012, en rapport avec une baisse des dépenses sur biens et services.

Tableau 6.17: Evolution de quelques postes budgétaires

	2012				**2013**			
	H1/S1		**H2/S2**		**H1/S1**		**H2/S2**	
	var (%)	en % PIB	**Var (%)**	en % PIB	**Var (%)**	en % PIB	**var (%)**	en % PIB
RECETTES ET DONS	2.5	13.6	-19.0	15.5	-10.6	11.4	-	-
RECETTES BUDGETAIRES	-2.6	9.5	-12.5	9.7	-6.1	8.4	-	-
Recettes fiscales	-3.9	8.3	-3.3	8.2	-5.1	7.3	-	-
Recettes non fiscales	-	0.0	-42.4	1.5	-	1.0	-	-
DONS	16.9	4.1	-28.1	5.8	-21.2	3.0	-	-
DEPENSES ET PRÊTS NETS	9.6	15.8	-10.5	17.6	-21.3	11.6	-	-
DEPENSES TOTALES	9.6	15.8	-10.5	17.6	-21.3	11.6	-	-
DEPENSES COURANTES	19.9	12.4	10.5	13.1	-24.5	8.8	-	-
Traitements et salaires	-	0.0	6.4	5.3	-	4.6	-	-
Autres dépenses de fonctionnement	-21.0	4.8	14.6	7.8	-70.9	1.3	-	-
DEPENSES EN CAPITAL	-16.7	3.4	-42.5	4.5	-33.7	2.1	-	-
Sur ressources intérieures	-	0.0	-68.7	0.1	-	1.7	-	-
Sur ressources extérieures	-	0.0	-41.1	4.4	-	0.4	-	-
SOLDE GLOBAL (base ordonnancement) (hors dons)	35.5	-6.3	-8.0	-7.9	-44.5	-3.3	-	-
SOLDE GLOBAL (y compris dons)	92.6	-2.2	282.8	-2.1	-87.9	-0.2	-	-
SOLDE PRIMAIRE DE BASE	370.4	-2.8	387.5	-3.4	-84.6	-0.4	-	-
SOLDE GLOBAL (base caisse) (hors dons)	352.7	-2.9	-21.8	-7.3	-133.8	0.9	-	-
SOLDE GLOBAL (base caisse, dons compris)	125.0	-1.9	16.8	-1.5	-77.0	-0.4	-	-
FINANCEMENT	-	-	29.6	3.4	-	3.6	-	-
FINANCEMENT INTERIEUR NET	-	-	231.4	2.4	-	3.2	-	-
Financement bancaire (net)	-	-	160.0	1.9	-	3.2	-	-
Financement non-bancaire (net)	-	-	-	0.5	-	0.0	-	-
9.2 FINANCEMENT EXTERIEUR NET	-	-	-48.3	1.0	-	0.4	-	-
Tirages	-	-	-44.9	1.1	-	0.4	-	-
Amortissement dû	-	-	40.8	-0.1	-	0.0	-	-

Sources: BCEAO, CNC et AMAO, (*) Estimations (**) Prévisions

Dettes publiques

Avec l'atteinte du point d'achèvement de l'initiative PPTE en décembre 2010, la situation de la dette extérieure s'est considérablement améliorée. En février 2012 la Guinée-Bissau a signé des accords de rééchelonnement avec le Fond Saoudien pour le Développement et Fond Kuwaitien pour le Développement.

En fin juin 2013, le stock de la dette externe de la Guinée-Bissau se chiffre à la somme de 160185 millions de Frans CFA, dont 74430 de francs correspondant à la dette multilatérale et 85755 francs CFA à la dette bilatérale. En ce qui concerne les décaissements effectifs, les données réelles ne sont pas disponibles. L'analyse des données sur la dette extérieure révèle que les autorités guinéennes ont des difficultés à honorer leurs engagements vis-à-vis de leurs créanciers étrangers en particulier leurs créanciers bilatéraux et multilatéraux, avec qui elles viennent récemment de signer des accords de rééchelonnement de la dette á savoir : Kuwait Fund, Saudi Fund, BADEA et la Banque Islamique du Développement. Ces difficultés se manifestent par un cumul d'arriérés de paiement de la dette extérieure malgré des accords de rééchelonnement de la dette signé.En ce qui concerne la dette intérieure, les informations ne sont pas disponibles.

Secteur monétaire

Décision de politique monétaire

i) ***Marché monétaire et refinancement***

La Banque Centrale a poursuivi les opérations d'injection de liquidité par voie d'adjudication sur le marché monétaires. Le taux d'intérêt du guichet de prêt marginal et le taux minimum de soumission aux opérations d'open market sont passés respectivement de 4,0% et 3,0% en fin 2012 à 3,75% et 2,75% en juin 2013 avant de tomber à 3,5% et 2,5% en septembre 2013. Les banques de la place de Bissau ont participé à ces opérations traduisant quelque peu les contraintes de trésoreries auxquelles font face les banques.

ii) Évolution des taux d'intérêt

Sur la place de Bissau, les taux débiteurs moyens minimum et maximum n'ont pas beaucoup changé, ils sont respectivement de 9,7% et 12%. Également, le Taux de Base Bancaire (TBB) n'a pas connu de changement majeur, il se situe entre 6% et 12%.

Analyse des agrégats monétaires

La situation monétaire à fin juin 2013 par rapport à fin décembre 2012 a été marquée par une amélioration des avoirs extérieurs nets, une hausse de l'encours du crédit intérieur et une progression de la masse monétaire. Les avoirs extérieurs nets se sont renforcés de 10,7 milliards de FCFA à fin juin 2013 par rapport à la situation à fin décembre 2012, en rapport avec les recettes d'exportations encaissées sur la période de janvier à juin 2013. Toutefois, en

glissement annuel, les avoirs extérieurs nets se sont détériorés de 22,1 milliards de FCFA. Les crédits nets à l'Etat se sont accrus de 5,2 milliards à fin juin 2013 par rapport à fin décembre 2013, en liaison avec la hausse des engagements de l'Etat vis-à-vis des banques qui ont souscrit à hauteur de 8,5 milliards de FCFA les titres publics émis en mai 2013 par le Trésor. En glissement annuel, la PNG s'est détériorée de 4,9 milliards de FCFA. Les crédits à l'économie se sont accrus de 2,3 milliards de FCFA du fait principalement de l'accroissement des crédits ordinaire qui ont enregistré une hausse de 8,0 milliards de FCFA. En glissement annuel, les crédits à l'économie ont baissé de 6, 6 milliards de FCFA, imputable aux crédits de campagne.

La masse monétaire a enregistré une hausse de 18,8 milliards de FCFA à fin juin 2013 par rapport à la situation à fin décembre 2012, en rapport avec l'amélioration des avoirs extérieurs nets. En variation annuelle, la masse monétaire affiche une baisse de 18,1 milliards de FCFA, en liaison avec la détérioration des avoirs extérieur nets et le recul de l'encours du crédit intérieur.

Tableau 6.18: Evolution de la situation monétaire (en %)

	Evolution en %				**contribution à la croissance**			
	2012		**2013**		**2012**		**2013**	
	H1/S1	**H2/S2**	**H1/S1**	**H2/S2**	**H1/S1**	**H2/S2**	**H1/S1**	**H2/S2**
Masse monétaire (M2)	7,9	-6,3	-4,3	-				-
Masse monétaire (M1)	1,4	-9,4	-5,5	-				-
Circulation fiduciaire	2,2	-2,9	-11,2	-				-
Dépôts à vue	0,3	-18,8	3,3	-				-
Quasi-monnaie	67,6	9,9	2,6	-				-
Autres postes (nets)	16,2	-6,5	-163,6	-	1,0	-0,3	-10,6	-
Crédit intérieur total	23,6	37,5	-7,9	-	9,8	13,4	-3,8	-
Crédits net au Gouvernement	209,7	165,0	-4,0	-	8,2	7,6	-0,5	-
Banque centrale	58,5	80,4	-20,3	-	3,7	5,2	-1,9	-
Banques créatrices de monnaie	-178,3	-131,3	80,6	-	4,4	2,4	1,5	-
Crédit au secteur privé	4,4	18,7	-9,0	-	1,7	5,8	-3,3	-
Avoirs extérieurs nets	-1,5	-29,1	-18,8	-	-1,0	-20,0	-11,1	-
Banque centrale	-9,4	-31,9	-11,8	-	-5,0	-17,5	-5,3	-
Banques cles	38,8	-18,1	-42,4	-	4,1	-2,5	-5,7	-
Base monétaire /M2 (var%)	**-3,8**	**-6,5**	**-4,6**	**-**	**-**	**-**	**-**	**-**
M2/PIB (en %)	**39,8**	**37,3**	**42,6**	**-**	**-**	**-**	**-**	**-**

Sources: BCEAO et AMAO, (*) Estimations (**) Prévisions

Secteur extérieur

Le secteur extérieur serait caractérisé par une amélioration du solde global qui présenterait un excédent de 2,0 milliards en 2013 contre un déficit de -34,7 milliards en 2012, en rapport avec une amélioration de la balance courante et de l'excédent du compte de capital et des opérations financières. Le déficit du solde de la balance courante passerait de 44,6 milliards de FCFA en 2012 à 33,2 milliards de FCFA en 2013, en rapport avec l'amélioration de la

balance commerciale et l'excédent de la balance des transferts. Le solde commercial passerait de -37,9 milliards de FCFA en 2012 à -31,3 milliards de FCFA en 2013, sous l'effet d'une hausse de la valeur des exportations plus importante que celle des importations. Les importations enregistreraient une hausse de 8,1%, se fixant à 105,3 milliards de FCFA en 2013 contre 103,9 milliards de FCFA l'année précédente, en rapport avec la hausse des importations de biens de consommation, de produits pétroliers, et de biens d'équipements. Les exportations dépendent principalement de la noix de cajou (plus de 90% des exportations du pays). En 2013, la valeur des exportations de cajou enregistrerait une hausse de 8,0 milliards de fcfa, soit 23,7%, en rapport avec la hausse du volume des exportations et des prix de vente à l'extérieur. La valeur des exportations des autres produits notamment les produits halieutiques, le bois ont affiché une relative stabilité. Au cours du premier semestre 2013, les exportations, ont enregistré une hausse de 10,6%, en rapport avec l'accroissement du volume de noix de cajou exporté.

Le solde de la balance des services fixerait un solde de -29,0 milliards en 2013 à -28,4 milliards de FCFA en 2012, en rapport avec la hausse du fret. La balance des revenus afficherait une détérioration de 2,5 milliards de FCFA. L'excédent de la balance des transferts passerait de 26,3 milliards en 2012 à 29,6 milliards de FCFA en 2013, en liaison avec le décaissement par l'Union Européenne de la compensation financière prévue dans le cadre des accords de pêche. Le solde du compte de capital se fixerait à 10,4 milliards de FCFA en 2013 contre 15,9 milliards de FCFA un an auparavant, en rapport avec la hausse des transferts en capital public. S'agissant du compte des opérations financières, il afficherait ainsi un solde de 24,8 milliards de FCFA contre un solde déficitaire de 0,4 milliard de FCFA en 2012.

Tableau 6.19: Quelques indicateurs de la balance des paiements (en % du PIB)

RUBRIQUES	**2010**		**2011**		**2012***		**2013****	
	Var %	% PIB	Var %	% PIB	Var %	% PIB	Var %	% PIB
Balance commerciale	-9,2	-8,3	-84,4	-1,2	550,5	-7,5	-23,4	-5,4
Export FOB dont :	9,2	15,0	82,2	24,6	-32,7	16,4	22,5	18,8
Dont Acajou	36,6	5,3	101,6	22,4	-36,4	14,2	23,7	16,4
Import FOB	1,9	-23,2	22,9	-25,7	-6,4	-23,9	8,1	-24,2
Dont produits alimentaires	1,6	-9,5	37,8	-8,0	-3,1	-7,7	7,1	-7,7
Balance des services	14,3	-6,9	10,0	-6,9	-6,7	-6,3	17,8	-7,0
Balance des revenus	-78,8	-0,3	445,5	-1,3	-40,0	-0,8	25,0	-0,9
Balance des transferts courants	-35,8	7,1	21,5	7,8	-7,4	7,1	26,2	8,4
Balance courante	**56,1**	**-8,4**	**-79,4**	**-1,6**	**385,6**	**-7,5**	**-30,7**	**-4,8**
Compte de capital et d'op.financ	**21,5**	**11,8**	**-22,1**	**8,3**	**-87,4**	**1,0**	**504,1**	**5,8**
Transferts de capital	1359	116,0	-93,2	7,1	-46,4	3,8	42,1	5,0
Administrations publiques	1400	115,8	-93,2	7,1	-46,8	3,7	42,9	5,0
Opérations financières	-6068	-104,3	-101,2	1,1	-348,4	-2,8	-130,8	0,8
Investissements directs	65,6	3,3	-11,8	2,6	-33,9	1,7	5,0	1,7
Investissements de portefeuille	-385	0,0	1150,0	0,1	30,0	0,1	20,0	0,2
Autres investissements	46638,3	-107,5	-98,4	-1,6	192,4	-4,6	-76,0	-1,0
SOLDE GLOBAL	-11,1	2,9	114,3	5,6	-233,2	-7,4	-114,4	1,0
Taux de couverture : (X/M)	57,0		78,5		60,6		65,6	
Degré d'ouverture : X+M/PIB	27,8		33,3		27,4		29,2	
Balance courante hors dons/PIB	-10,6		-4,2		-10,6		-7,7	
Solde global/PIB (%)	2,9		5,6		-7,2		1,0	

Sources: BCEAO et AMAO, (*) Estimations (**) Prévisions

6.1.4.2. Etat de la convergence

Au premier semestre 2013, le niveau de performance de la Guinée Bissau en matière de convergence a connu une légère baisse avec sept (7) critères de convergence satisfaits contre huit (8) en 2012.

Au titre des critères de premier rang, les trois (3) objectifs ont été réalisés à savoir ceux relatifs à l'inflation, au financement du déficit budgétaire par la Banque Centrale et au déficit budgétaire. Le critère relatif aux réserves brutes en mois d'importation n'a pas été respecté.

La Guinée Bissau n'a pas accumulé d'arriérés de paiement au titre du premier semestre 2013, toutefois, le pays n'arrive pas encore à renforcer l'efficacité de l'administration fiscale de manière à réaliser un niveau de mobilisation conséquent des recettes. Le taux de pression fiscale s'est situé à 7,4% en fin juin 2013 contre 8,3% à la même période de 2012. Les salaires payés au personnel de l'administration continuent d'être très importants comparés aux recettes fiscales mobilisées. En fin juin 2013, le ratio est ressorti à 62,4% contre 57,7% à la même période de 2012. La faiblesse des recettes fiscales combinée à l'importance des charges du personnel ne permet pas de dégager des ressources suffisantes pour l'investissement. Ainsi, les investissements réalisés sur ressources propres au cours du premier semestre 2013 sont presque nuls. S'agissant du taux d'intérêt réel, il est positif en fin juin 2013. La variation du taux de change nominal a été respectée de même que le ratio de la dette publique.

Tableau 6.20: Situation de la convergence de la Guinée Bissau

	Norme	2008	2009	2010	2011	2012		2013**	
						Juin	Dec**	Juin	Dec**
Criteres de premier rang:									
i)' Déficit Budgétaire/PIB (dons inclus)	≤ 3%	4.1	-3.0	-0.2	-0.4	2.2	2.1	0.5	2.1
ii) Taux d'inflation (moyenne)	≤ 5%	7.9	-2.8	2.2	5.1	2.2	2.1	0.9	2.1
iii) Financement BC	≤ 10%	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0
iv) Reserves UEMOA	≥6 mois Imp	5.3	6.9	6.3	6.9	6.0	5.7	5.1	6.0
Reserves pays (indicatif)		*7.0*	*8.5*	*6.6*	*9.7*	9.2	*7.5*	*9.6*	*7.5*
Critères de second rang									
h) Arriérés intérieurs et extérieurs		4.8	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0
ii) Recettes fiscales/PIB	≥ 20%	5.5	6.8	7.9	8.7	8.4	8.3	7.4	9.3
iii) Masse Salariale/Recettes fiscales	≤ 35%	96.4	75.6	79.2	71.3	57.7	64.5	62.4	77.0
iv) Investissements interes/ Recettes fiscales	≥20%	7.7	5.1	1.5	0.9	0.0	1.5	0.0	15.2
v) Taux d'intérêt réel	> 0	-2.6	9.2	3.5	-0.9	1.5	3.3	2.9	1.4
vi) Stabilité du Taux de change nominal	± 10%	3.8	-2.7	-3.9	1.4	5.1	-4.8	-1.2	-4.8
vii)Encours de la dette totale en % PIB	≤ 70%	132.0	132.6	124.7	17.1		16.1		16.1
Nombre de critères respectés		**2**	**7**	**7**	**7**	**8**	**7**	**7**	**8**

Sources: BCEAO, UEMOA, FMI et AMAO

6.1.4.3. Perspectives

Les perspectives de l'économie de la Guinée-Bissau dépendent fortement du climat sociopolitique du pays et des efforts de consolidation des institutions de l'Etat ainsi que du déroulement de la campagne de commercialisation de la noix de cajou et de l'exécution des projets publics. Cette consolidation des institutions passe par la réalisation des élections aussi bien législatives que présidentielles.

L'économie devrait commencer à se redresser en 2013, soutenue par l'augmentation des exportations de noix de cajou. Ainsi, le taux de croissance pour l'année 2013 serait estimé à 3,2% après une prévision de 4,2%. Le taux de croissance du secteur primaire ressortirait à 3,5% en rapport avec la hausse de la production vivrière et de noix de cajou. Le secteur secondaire enregistrerait une croissance de 4,7%, impulsée par l'amélioration de la production d'électricité et la hausse d'activité dans le secteur des BTP, soutenue par l'investissement public, notamment la réhabilitation des voiries de la capitale et des routes à l'intérieur du pays, avec le financement de la BOAD. Le secteur tertiaire enregistrerait également un regain d'activité, impulsé par la hausse du volume des exportations de noix de cajou. La hausse d'activité dans le secteur de commercialisation de la noix de cajou aurait également des effets positifs dans le secteur des transports et communication.

A travers une émission de titres publics, l'Etat a procédé en mai 2013, au remboursement de ses engagements bancaires en vue d'accroître les capacités des banques locales à financer la campagne de la noix de cajou de l'année 2013. Dans le cadre des projets publics, la réhabilitation des routes de l'intérieur du pays entamée en 2012 avec le financement de la BOAD sera poursuivie en 2013 (4,5 milliards). De même, en février 2012, une convention de financement de douze milliards cent quatre vingt sept millions (12 187 000 000) FCFA a été signée avec la BOAD pour la réhabilitation les voiries urbaines de la capitale (3,9 milliards prévus pour 2013). L'Etat compte également réhabiliter et moderniser le port de Bissau (3,0 milliards prévus en 2013) et procéder à la construction d'une centrale électrique (4,0 milliards prévus en 2013) avec le financement de la BOAD. L'investissement public dans le secteur agricole pourrait aussi atteindre 8,0 milliards avec le financement de la BOAD et de la Banque Mondiale.

En termes de convergences, les mesures continueront de se concentrer sur l'amélioration de planification fiscale, et contrôle de l'exécution budgétaire, renforcer le rôle et les procédures de contrôle interne et externe.

6.1.4.4. Conclusion et recommandations

La situation économique demeure fragile et nécessite d'accentuation des efforts pour restaurer la normalité constitutionnelle, réduire les déficits publics et instaurer un climat favorable à la promotion des activités du secteur privé. Dans ce contexte les recommandations suivantes sont formulées à l'attention des autorités de la Guinée-Bissau:

- ✓ consolider la stabilité sociopolitique et réunir les conditions de succès du processus de transition qui devrait aboutir à l'organisation en 2013 des élections présidentielles et législatives ;
- ✓ maintenir les efforts de gestion rigoureuse des finances publiques ;
- ✓ poursuivre les appuis au développement de la production vivrière ;
- ✓ amplifier les efforts d'amélioration de la qualité de l'environnement des affaires ;
- ✓ poursuivre les réformes dans les secteurs de l'administration, de l'énergie, de la défense et de la sécurité ;
- ✓ revoir la politique de l'endettement extérieur en entreprenant des efforts pour éviter d'accumuler sans cesse des arriérés de paiement au risque d'être moins crédibles vis-à-vis de leurs créanciers étrangers ;
- ✓ se concentrer, en ce qui concerne la dette intérieure, à son recensement et son organisation avant d'étudier la possibilité de sa liquidation.

6.1.5. MALI

Les prévisions initiales tablaient sur la réalisation d'un taux de croissance du PIB réel de 4,8% et reposaient notamment sur l'hypothèse d'une amélioration de la situation socio-politique du pays. Ainsi, les projections tablaient sur une reprise des activités économiques avec le retour à une vie socio-politique normale. Dans l'ensemble, cette croissance qui reposerait sur les bonnes perspectives attendues dans l'ensemble des secteurs d'activités économiques devrait intervenir dans un environnement de maitrise de l'inflation Au niveau des finances publiques, le Gouvernement a élaboré la loi de finances initiale 2013 sur des bases prudentes visant à inscrire les dépenses en équilibre avec les ressources propres dans la mesure où l'aide budgétaire est suspendu par la plupart des bailleurs de fonds.

Malgré l'attentisme observé au 1er semestre, les dernières hypothèses tablent toujours sur la réalisation d'un taux de croissance de 4,8% en 2013. La finalisation du processus de transition au cours du second semestre devrait permettre une relance importante des activités économiques. Ainsi, la croissance attendue en 2013 devrait être portée par les performances de l'ensemble des secteurs. En plus, l'activité se déroulerait dans un contexte de stabilité des prix. A fin juin 2013, le niveau général des prix a connu une correction de 0,8% en moyenne annuelle et de 0,5% en glissement annuel. S'agissant des finances publiques, l'exécution du budget de l'Etat s'est traduit par un déficit base engagements hors dons de 1,4% du PIB contre un déficit de 0,5% du PIB au 1er semestre 2012. De même, le solde global de la balance des paiements devrait connaitre en 2013 une dégradation en affichant un déficit de 1,0% du PIB après un excédent de 0,1% du PIB en 2012.

En matière de convergence macroéconomique, le niveau de performance du pays s'est légèrement amélioré. Le nombre total de critères respectés est passé de sept (7) au 1er semestre 2012 à huit (8) au 1er semestre 2013 dont trois (3) de premier rang.

6.1.5.1. Analyse Sectorielle

Secteur Réel

En 2013 l'économie malienne devrait enregistrer un taux de croissance de 4,8% après une contraction de 1,2% en 2012. Cette relance qui devrait intervenir dans un contexte de normalisation de la vie socio-politique sera portée par les performances de l'ensemble des secteurs de l'économie notamment les secteurs primaire et tertiaire.

Le secteur primaire devrait enregistrer un taux de croissance de 5,3% en 2013 contre une hausse de 8,6% en 2012. La croissance dans le secteur primaire devrait être soutenue par la production du riz et du coton qui bénéficieront notamment du soutien des pouvoirs publics à travers la poursuite de la politique de subvention aux intrants, la réalisation des aménagements agricoles et le renforcement de la mécanisation du secteur agricole.

Quant au secteur secondaire, il est attendu en hausse de 2,8% en 2013 après une contraction de 5,3% en 2012. Cette performance devrait être soutenue par toutes les branches surtout celle

du « BTP » dont le taux de croissance doit ressortir à 10,0% en 2012 contre -35,0% en 2012. En 2013, seule la branche extractive est attendue à la baisse de 2,2%.

Pour sa part, le secteur tertiaire devrait être soutenu en 2013 par la branche « commerce » et la branche « transports et télécommunications » avec l'arrivée du troisième opérateur. Ainsi, les autres services marchands non financiers devraient croître de 10,0% après une baisse de 40,0% en 2012.Ce qui pourrait porter le taux de croissance du secteur tertiaire à 5,6% en 2013 contre -8,7% en 2012.

Au total, les contributions à la croissance du PIB réel en 2013 seront de 2,1 points pour le secteur primaire, 0,5 point pour le secteur secondaire, 2,0 points pour le secteur tertiaire et 0,2 point pour les droits et taxes à l'importation.

Du côté de la demande, la consommation finale devrait croitre de 3,1% en 2013 en lien avec la hausse de la consommation des ménages. De même, les investissements sont attendus en hausse de 8,5% après une chute de 23,1% en 2012 en relation avec la mise en œuvre du programme d'investissement de l'Etat et l'amélioration attendue de l'environnement des affaires. Au niveau des échanges extérieurs, les exportations et importations croîtraient de 8,9% et 4,4% respectivement en 2013.

Tableau 6 .21 : Quelques indicateurs du secteur réel (en % PIB)

	2010	**2011**	**2012***	**2013****	**2010**	**2011**	**2012***	**2013****
ORIGINE DU PIB (au prix constant)	***Variation annuelle en %***				***Evolution en % du PIB***			
Secteur primaire	11,4	-1,3	8,6	5,3	38,4	36,9	40,5	42,7
Secteur secondaire	-1,4	8,0	-5,3	2,8	17,1	18,0	17,3	17,8
Industries extractives	-12,5	0,0	9,2	-2,2	5,5	5,4	5,9	5,8
Industries manufacturières	0,1	20,8	3,5	3,2	4,5	5,3	5,6	5,8
Energie	10,0	8,0	-2,0	5,0	2,7	2,8	2,8	2,9
Bâtiments et travaux publics	7,0	5,0	-35,0	10,0	4,4	4,5	3,0	3,3
Secteur tertiaire	4,2	3,8	-8,7	5,6	37,5	37,9	35,0	37,0
Services marchands	4,6	3,8	-8,4	5,8	29,5	29,8	27,6	29,2
Commerce	5,5	4,0	1,0	6,0	15,2	15,4	15,7	16,6
Transports et communications	5,0	5,2	0,0	3,8	7,5	7,7	7,8	8,1
Banques, assurances et autres services	2,1	1,7	-39,6	9,0	6,8	6,7	4,1	4,5
Services non marchands	3,0	4,0	-10,0	5,0	8,0	8,1	7,4	7,8
SIFIM (PISB)					0,0	0,0	0,0	0,0
PIB au coût des facteurs	5,9	2,5	-1,2	5,0	93,0	92,8	92,8	97,4
DTI et TVA intérieure	4,2	6,0	-1,1	2,6	7,0	7,2	7,2	7,4
PIB au prix constant	5,8	2,7	-1,2	4,8				
CONSOMMATION FINALE	4,5	10,3	3,9	3,1	73,8	79,2	83,3	85,9
MENAGES	4,4	11,7	4,8	4,3	56,5	61,5	65,2	68,0
ADMINISTRATIONS	5,0	5,7	0,8	-1,4	17,2	17,7	18,1	17,8
FORM. BRUTE DE CAPITAL	6,9	17,1	-23,1	8,5	19,3	22,0	17,1	18,6
A (= C + I) = Absorption [intérieure]	6,9	11,4	-3,2	3,9	95,5	103,5	101,4	105,4
EXPORTATIONS (+XS)	6,0	-19,8	5,3	8,9	22,6	17,6	18,8	20,5
IMPORTATIONS (-MS)	12,0	20,0	-5,6	4,4	18,1	21,2	20,2	21,1

Source : BCEAO/AMAO * estimations ** prévisions

Les contributions des différentes composantes de la demande à la croissance du PIB réel se présentent comme suit : 2,6 points pour la consommation finale, 1,4 point pour l'investissement et 0,8 point pour les échanges extérieurs.

Pour ce qui est de l'évolution des prix à la consommation, le taux d'inflation en glissement annuel s'est situé à fin juin 2013 à -0,5% contre 6,5% à la même période de l'année 2012. En moyenne, le taux d'inflation est passé de 6,4% à fin juin 2012 à -0,7% au 30 juin 2013. Cette baisse du niveau général des prix est notamment favorisée par la détente observée sur le marché des produits céréaliers.

Finances Publiques

Au 1er semestre 2013, les recettes totales et dons ont connu une progression de 11,9% pour se situer à 531,4 milliards, soit 9,6% du PIB contre 9,1% du PIB au 1er semestre 2012. Dans la mesure où les recettes totales sont en repli, cette progression a été favorisée par l'augmentation des dons. En effet, les dons ont augmenté de plus de 60,0 milliards pour atteindre l'équivalent de 1,2% du PIB contre un ratio de 0,1% au 1er semestre 2012. Cette hausse est en relation avec le dégel progressif de l'aide budgétaire avec l'amélioration de la situation socio-politique du pays. En revanche, les recettes totales ont enregistré une baisse de 1,2% en lien avec la baisse de 3,1% des recettes fiscales qui se sont établies à 389,9 milliards soit 6,9% du PIB contre 7,6% du PIB au 1er semestre 2013.

Les dépenses totales et prêts nets sont passées de 348,1 milliards (6,6% du PIB) au 1er semestre 2012 à 467,8 milliards (8,4% du PIB) au 1er semestre 2013. Cette hausse concerne à la fois les dépenses courantes que les dépenses en capital. Les dépenses courantes ont enregistré une progression de 22,5% pour atteindre 343,7 milliards, soit 6,2% du PIB contre 5,4% du PIB au 1er semestre 2013. A part les traitements et salaires qui ont enregistré une légère contraction, toutes les autres composantes des dépenses courantes ont connu une augmentation au 1er semestre 2013 par rapport au 1er semestre 2012. Quant aux dépenses en capital, elles ont fortement augmenté au 1er semestre 2013 sous l'impulsion de la composante financée sur ressources internes.

Au total, l'exécution du budget au 1er semestre 2013 s'est soldé par un déficit global hors dons de 3,9 milliards soit, 0,1% du PIB. Dons compris, le pays a dégagé un excédent de 63,6 milliards (1,1% du PIB). Quant au solde base caisse, il est quasiment ressorti à l'équilibre.

En ce qui concerne la dette publique, l'encours de la dette extérieure s'est établie au 30 juin 2013 à 1350,10 milliards alors celui de la dette intérieure était de 225,6 milliards.

Tableau 6.22 : Evolution de quelques postes budgétaires (variation en % et PIB)

	2011	S1 2012	2012	S1 2013	2011	S1 2012	2012	S1 2013
	Variation annuelle en %				*En % du PIB courant*			
1- RECETTES ET DONS	13,2	15,7	-40,4	11,9	20,3	9,1	12,1	9,6
1.1 RECETTES BUDGETAIRES	7,9	23,2	-28,6	-1,2	16,6	9,0	11,9	8,4
Recettes fiscales	8,2	13,2	-36,4	-3,1	14,1	7,6	9,0	6,9
Recettes non fiscales	-21,4	133,3	323,1	8,5	0,7	1,4	2,9	1,4
1.2 DONS	45,1	-81,7	-93,4	1159,3	3,7	0,1	0,2	1,2
2 - DEPENSES ET PRÊTS NETS	16,5	-7,0	-24,3	34,4	23,7	6,6	17,9	8,4
2.1 DEPENSES TOTALES	18,4	0,7	-24,8	35,7	23,7	6,6	17,8	8,5
2.1.1 DEPENSES COURANTES	16,7	19,6	-3,1	22,5	13,4	5,4	13,0	6,2
Traitements et salaires	13,8	24,2	5,0	-2,0	5,0	2,6	5,3	2,4
Autres dépenses courantes	16,4	13,7	-7,8	46,1	7,8	2,6	7,2	3,6
Intérêts dus	55,5	54,2	-12,1	41,3	0,6	0,2	0,5	0,2
2.1.2 DEPENSES EN CAPITAL	17,3	-75,1	-69,1	176,7	8,3	0,5	2,6	1,4
Sur ressources intérieures	-1,3	-33,0	-43,2	206,4	3,4	0,5	1,9	1,3
Sur ressources extérieures	35,3	-94,7	-87,4	2,2	4,8	0,1	0,6	0,1
3 - SOLDE GLOBAL (base engagement) (hors dons)	46,5	529,8	-95,6	-103,2	-7,2	2,3	-0,3	-0,1
4 - SOLDE GLOBAL (base engagement) (y compris dons)	47,9	196,5	-97,9	-49,9	-3,5	2,4	-0,1	1,1
5 - SOLDE PRIMAIRE DE BASE	-101,2	53,1	-33320,0	-69,7	0,0	3,8	3,2	1,1
7 - SOLDE GLOBAL (base caisse) (hors dons)	14,4	798,8	-88,9	-155,8	-7,4	2,3	-0,8	-1,2
8 - SOLDE GLOBAL (base caisse) (y compris dons)	-5,5	196,5	-84,5	-100,3	-3,7	2,4	-0,6	0,0

Source : BCEAO/AMAO * estimations ** prévisions

Secteur Extérieur

Les transactions extérieures du Mali se solderaient en 2013 par un déficit de 55,0 milliards (-1,0% du PIB), contre un excédent de 2,8 milliards en 2012. Cette évolution découlerait d'une aggravation du déficit du compte courant dont les effets seraient atténués par l'amélioration des l'entrées nettes de capitaux dans le cadre du compte de capital et d'opérations financières.

Le déficit du compte courant se situerait à 344,4 milliards en 2013 (-6,2% du PIB) en aggravation de près de 200 milliards par rapport à son niveau de 2012. Cette évolution résulterait essentiellement de la diminution du solde de la balance commerciale qui devrait ressortir déficitaire à hauteur de 240,8 milliards en 2013 après un excédent 24,4 milliards en 2012. Cette baisse du solde de la balance commerciale proviendrait de la progression de 12,8% des importations combinée à une baisse de 5,4% des exportations. Le creusement des déficits des services et des revenus a également contribué à la détérioration du solde des transactions courantes.

L'excédent du compte de capital et d'opérations financières est attendu en hausse de 95,2% en 2013 sous l'effet de l'augmentation des transferts de capital, des investissements directs et des investissements de portefeuille. Par contre, le flux des autres investissements devraient afficher une baisse de 25,3% par rapport à leur niveau de 2012.

Tableau 6.23: **Quelques postes significatifs de la balance de paiement**

RUBRIQUES	2011*	2012*	2013**	2011*	2012*	2013**
	En milliards de F CFA			Variation annuelle en %		
1 - Balance commerciale	-186,0	24,4	-240,8	-44,4	-113,1	-1 088,3
Export FOB dont :	1 119,8	1 473,4	1 394,4	10,0	31,6	-5,4
Coton	90,9	228,6	166,6	9,8	151,4	-27,1
Or	841,1	1 028,1	979,4	10,4	22,2	-4,7
Import FOB (1)	-1 305,8	-1 449,1	-1 635,2	-3,5	11,0	12,8
Produits alimentaires	-212,3	-246,7	-277,1	10,2	16,2	12,4
Biens d'équipement	-287,6	-405,0	-504,0	-32,8	40,8	24,4
2-Balance des services	-312,7	-390,6	-483,6	-0,3	24,9	23,8
dont frêt	-270,7	-318,1	-359,0	-3,3	17,5	12,8
3-Balance des revenus	-238,7	-251,1	-328,4	15,0	5,2	30,8
dont intérêt de la dette	-17,1	-17,9	-20,0	31,3	4,7	11,7
4-Balance des transferts courants	218,6	471,8	708,5	-17,9	115,8	50,2
Privés	154,6	391,7	419,1	-8,0	153,3	7,0
Publics	64,0	80,2	289,4	-34,8	25,3	261,0
a-BALANCE DES TRANSANCTIONS COURANTES (1+2+3+4)	-518,8	-145,5	-344,4	-12,0	-72,0	136,8
b-COMPTE DE CAPITAL ET D'OP.FINANCIERES	486,7	148,3	289,4	-11,5	-69,5	95,2
5-Transferts de capital	175,4	54,0	129,8	53,7	-69,2	140,3
7-Opérations financières	311,7	94,2	159,6	-28,5	-69,8	69,3
Investissements directs	141,7	156,3	200,1	-28,2	10,3	28,1
Investissements de portefeuille	6,7	19,3	20,2	-60,7	187,9	4,8
Autres investissements	163,3	-81,3	-60,8	-26,3	-149,8	-25,3
d - SOLDE GLOBAL (a+b+c)	-32,1	2,8	-55,0	56,3	-108,8	-2 055,5
Ratios caractéristiques						
Taux de couverture : Export/Imports (%)	72,5	81,5	68,4			
Degré d'ouverture : (import b&s+ export b&s)/(2*PIB) (%)	31,1	35,0	34,8			
Balance courante/PIB (%)	-10,3	-2,8	-6,2			
Balance courante hors dons/PIB (%)	-11,5	-2,9	-8,1			
Investissements directs/PIB	2,8	3,0	3,6			
Solde global/PIB (%)	-0,6	0,1	-1,0			

Source : BCEAO/AMAO * estimations ** prévisions

Situation Monétaire

Au 30 juin 2013, la masse monétaire au sens large a connu une progression de 4,7% par rapport à son niveau du 31 décembre 2012. Cette création monétaire est exclusivement d'origine externe. En effet, les avoirs extérieurs nets ont enregistré une progression de 15,6% sous l'effet de l'augmentation de ses composantes Banque Centrale et banques de dépôts. Les avoirs extérieurs nets de la Banque Centrale ont augmenté de 10,9% pour atteindre 601,3 milliards alors ceux des banques de dépôts se sont renforcés de 31,8% au cours du 1er semestre 2013 pour s'établir à 203,8 milliards. En revanche, le crédit intérieur net a connu une baisse de 1,7% au cours du 1er semestre 2013. Cette baisse est exclusivement imputable à l'augmentation de 92,4% de la position débitrice de l'Etat auprès du système bancaire. L'impact de la dégradation de la position débitrice de l'Etat a été quelque peu atténué par l'accroissement de près de 3,0% du crédit au secteur privé qui s'est établi à 1 131,4 milliards, soit un taux de financement de l'économie de 20,4% au 30 juin 2013 contre un taux de 21,0% au 31 décembre 2012.

Dans l'ensemble, les contributions à la croissance de la masse monétaire au 1er semestre 2013 sont 6,3 points pour les avoirs extérieurs nets, 1,9 point pour le crédit au secteur privé, -2,9 points pour le crédit net à l'Etat et -0,6 point pour les autres postes nets.

Au niveau des composantes de la masse monétaire, l'on note une hausse de 6,4% de la circulation fiduciaire, un accroissement de 1,6% des dépôts à vue et une augmentation de 8,1% des dépôts à terme. Au 30 juin, la masse monétaire au sens large est composée de 30,4% de monnaie fiduciaire, 43,6% de dépôts à vue et 26,0% de dépôts à terme contre des ratios respectifs de 29,9%, 44,9% et 25,2% à la fin de l'année 2012.

Tableau 6.24 : Quelques indicateurs des agrégats monétaires (variation en %)

	2011		**2012**		**2013**	**2011**		**2012**		**2013**
	Juin	**Déc.**	**Juin**	**Déc.**	**Juin**	**Juin**	**Déc.**	**Juin**	**Déc.**	**Juin**
	Variation annuelles en %					**Contribution à la croissance de M2**				
ENGAGEMENTS										
Masse monétaire (M2)	4,9	9,9	1,1	13,9	4,7					
Masse monétaire (M1)	6,3	11,3	2,4	14,6	3,6					
Circulation fiduciaire	11,5	18,5	16,4	6,4	6,4					
Dépôts à vue	3,7	7,3	-6,1	20,9	1,6					
Quasi-monnaie	1,4	6,1	-2,5	11,8	8,1					
Dépôts en monnaies étrangères										
Autres postes (nets)	597,1	0,0	-27,2	-33,7	41,8	*-3,2*	*0,0*	*0,9*	*0,8*	*-0,6*
AVOIRS	20,4	22,1	10,5	11,8	-1,7					
Crédits net au Gouvernement	-29,4	6,6	-54,2	-41,7	92,4	*6,1*	*-0,9*	*7,4*	*2,6*	*-2,9*
Banque centrale	-69,5	-50,4	-737,5	6,3	-69,2					
Banques créatrices de monnaie	-14,3	14,2	-14,4	-20,9	-1,8					
Crédit au secteur privé	4,5	18,8	-2,1	7,0	2,9	*2,9*	*12,2*	*-1,4*	*4,7*	*1,9*
Avoirs extérieurs nets	-1,8	-2,7	-12,2	14,4	15,6	*-1,0*	*-1,4*	*-5,7*	*5,8*	*6,3*
dont Banque Centrale	-0,6	6,6	-22,1	19,0	10,9	*-0,3*	*2,4*	*-6,2*	*-2,8*	*8,5*

Source : BCEAO/AMAO

6.1.5.2. Etat de la Convergence Macroeconomique

Le niveau de performance en matière de convergence macroéconomique s'est légèrement amélioré au cours de la période sous-revue. Le nombre total de critères respectés s'est établi à huit (8) au 1er semestre 2013 contre sept (7) à la même période de l'année précédente.

Au 1er semestre 2013, trois (3) critères de premier rang ont pu être respectés en l'occurrence ceux relatifs au déficit budgétaire, à l'inflation et au financement du déficit budgétaire par la Banque Centrale. En effet, l'excédent du budget s'est soldé par un excédent global dons compris de 2,3% en rythme annualisé contre un excédent de 4,5% au 1er semestre 2012. Le taux d'inflation s'est établi en repli de 0,8% en moyenne annuelle contre une hausse de 6,4% à la fin du 1er semestre 2012. En revanche, le niveau des réserves de change de l'UEMOA s'est situé en dessous de la norme communautaire.

Tableau 6.25 : Situation de la convergence

	Norme	2008	2009	2010	2011	2012		2013**	
			Dec	Dec	Dec	Juin	Dec	Juin*	Dec**
Criteres de premier rang:		2	3	4	3	3	2	3	4
i)' Déficit Budgétaire/PIB (dons inclus)	≤ 3%	2,2	4,2	2,7	3,7	-4,8	0,1	-2,3	0,1
ii) Taux d'inflation (moyenne)	≤ 5%	9,2	2,4	1,2	3,0	6,4	5,3	-0,8	3,3
iii) Financement BC	≤ 10%	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
iv) Reserves UEMOA	≥6 mois Imp	5,3	6,9	6,3	6,9	6,0	5,7	5,1	6,0
Reserves pays (indicatif)		*4,1*	*7,9*	*4,8*	*5,3*	*4,8*	*5,1*	*5,4*	*3,9*
Critères de second rang		**4**	**6**	**6**	**5**	**4**	**4**	**5**	**3**
i) Arriérés intérieurs		0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
ii) Recettes fiscales/PIB	≥ 20%	13,3	14,7	14,6	14,8	15,1	14,7	13,9	14,7
iii) Masse Salariale/Recettes fiscales	≤ 35%	35,8	34,2	31,3	35,8	34,5	36,0	34,9	36,7
v) Investissements interes/Recettes fiscales	≥20%	23,5	24,4	26,7	25,7	13,5	13,3	18,8	13,3
v) Taux d'intérêt réel	> 0	-3,9	4,1	4,6	1,2	-2,4	0,2	4,8	0,2
vi) Stabilité du Taux de change nominal	± 10%	3,8	-2,7	-3,9	1,4	5,1	-4,8	-1,2	-4,8
vii) Encours de la dette totale en % PIB	≤ 70%	27,2	31,6	29,2	29,1	29,2	30,1	28,5	30,1
Nombre de critères respectés		**6**	**9**	**10**	**8**	**7**	**6**	**8**	**8**

Source: BCEAO, UEMOA, FMI et AMAO * Estimations ** Prévisions

Cinq (5) critères de second rang ont été respectés au cours du 1er semestre 2013. Il s'agit de ceux relatifs à la non accumulation des arriérés intérieurs et extérieurs, à la masse salariale, au taux d'intérêt réel, à la stabilité du taux de change nominal et à l'encours de la dette publique. En effet, au cours de la période sous-revue, le pays n'a accumulé ni d'arriérés intérieurs ni d'arriérés extérieurs. En plus, la masse salariale a représenté 34,9% des recettes fiscales contre un ratio de 34,5% à la même période de l'année précédente. Pour sa part, le taux d'intérêt réel est ressorti positif à près de 5,0%. Quant au taux de change nominal, il n'a fluctué que de 1,2% à la baisse. De son côté, le ratio dette publique sur PIB, s'est établi à 28,5%, soit largement en dessous de la norme communautaire. En revanche, le pays n'a pas respecté les critères relatifs au taux de pression fiscale et aux investissements sur ressources propres.

Les projections indiquent que le pays pourrait respecter huit (8) critères de convergence à la fin de l'année en cours dont l'ensemble de ceux de premier rang.

6.1.5.3. Conclusion et Recommandations

L'instabilité sociopolitique qu'a connu le Mali a, dans une certaine mesure, entraver le déroulement normal de l'activité économique. Cependant, malgré cet environnement difficile, le Gouvernement a poursuivi la mise en œuvre de certaines réformes structurelles et sectorielles importantes. Avec le retour progressif à la stabilité sociopolitique le pays devrait renouer avec la croissance en 2013.

En dépit du contexte difficile, le pays continue d'afficher de bonnes performances en matière de convergence macroéconomique. Les principales difficultés sont notamment liées à la faiblesse de la pression fiscale et à l'insuffisance de ressources allouées aux investissements

Dans le cadre de l'amélioration du climat sociopolitique et du renforcement de la situation économique, les Autorités devraient observer les recommandations ci-après :

- consolider la stabilité socio politique à travers le renforcement du dialogue et de la concertation avec les communautés du nord ;

- poursuivre le soutien au secteur agricole afin d'accroître la production dans le but de mieux approvisionner le marché local et booster les exportations ;

- renforcer la modernisation de l'administration fiscale afin d'améliorer le niveau de recouvrement des recettes fiscales ;

- maîtriser davantage les dépenses courantes en vue de favoriser les dépenses d'investissement.

6.1.6. NIGER

Les objectifs de politique économique du Niger pour l'année 2013 s'inscrivent dans le cadre de la mise en œuvre du Plan de Développement Economique et Social (PDES 2012-2015) dont le but est d'assurer une croissance économique forte et soutenue, une évolution modérée des prix, une coordination et une gestion plus efficace des politiques publiques.

D'après les prévisions, la croissance économique ressortirait à 5,8% en 2013 contre 11,4% en 2012, en liaison avec une hausse moins importante que prévu de la production agricole et au reflux de la production d'uranium, consécutif à la suspension temporaire de la production de la SOMAIR. A fin juin 2013, le taux d'inflation a été de +1,6% contre 0,4% à la même période de l'année précédente. En matière de finances publiques, la situation s'est soldée par une faible mobilisation des recettes et un accroissement important des dépenses, conduisant ainsi à une aggravation des déficits globaux hors dons et avec dons. Au niveau des comptes extérieurs, le déficit du compte courant serait, en augmentation, en raison essentiellement de l'aggravation des déficits des balances des services, des revenus et des transferts courants nets. La situation monétaire se caractérise par une progression de 4% de la masse monetaire qui s'est située à FCFA 837,3 milliards à fin juin 2013 contre 802,5 milliards à fin décembre 2012.

En matière de convergence, le pays a respecté sept (07) critères dont trois (03) de premier rang au premier semestre 2013.

6.1.6.1. Analyse sectorielle

Secteur réel

En 2013, le Niger enregistrerait un taux de croissance de 5,8% contre 11,4% en 2012. Cette décélération s'expliquerait principalement par la baisse de la production agricole.

L'activité économique du secteur primaire afficherait une croissance de 2,0% après avoir enregistré une forte croissance de 7,7% en 2012. Cette contreperformance serait essentiellement imputable à la baisse de la production agricole suite à l'installation tardive des pluies, qui a occasionné des retards dans les semis.

Au niveau du secteur secondaire, la croissance devrait rester dynamique avec un taux de croissance projeté de 17,8% contre 54,1% en 2012. . Le fort taux de croissance en 2012, était du à l'activité de raffinage du pétrole brut, qui avait entrainé une hausse de l'ensemble des activités extractives. En 2013, la croissance commence à s'essouffler avec ce taux de 17,8%.

La croissance dans le secteur tertiaire pourrait ressortir à 5% contre 3,7% en 2012. Elle serait principalement tirée par la branche « transport » en liaison avec le développement des activités de transports pétroliers. Les autres branches ont bénéficié également de la situation favorable liée à l'exploitation minière.

Au total, les contributions à la croissance du PIB des secteurs primaire, secondaire, tertiaire s'établissent respectivement à 2,3 points de pourcentage, 1,0 point, et 2,1 points.

Du côté de la demande, la croissance économique devrait essentiellement être tirée par les investissements et les exportations. Les investissements augmenteraient de 4,2% en relation avec l'augmentation des achats de biens d'équipement d'AREVA et aux travaux d'infrastructures entrepris par l'Etat dans le domaine des routes et des programmes sociaux. Cependant, le rythme d'investissement a baissé en 2013, par rapport à 2012.
S'agissant des exportations, , elles devraient enregistrer une hausse de 17,3% en 2013, en rapport avec la mise en exploitation du pétrole. En revanche, les importations devraient enregistrer une baisse de 2,9% due aux programmes 3N mis en place pour encourager la consommation locale.

Quant à la consommation finale, elle a légèrement augmenté (0,6%), en liaison avec celle de l'Administration publique (3,7%).

En ce qui concerne l'évolution des prix à la consommation, le niveau général des prix, mesuré par l'indice harmonisé des prix à la consommation a été de 1,6% en juin 2013 contre 0,4% un an auparavant. Le renchérissement des produits alimentaires, en particulier des légumes, du poisson, de la viande et des tubercules constitue la principale source de l'inflation.

Tableau 6.26: Analyse de l'évolution du PIB et de ses composantes

rubriques	**2011**	**2012**	**2013**	**2011**	**2012**	**2013**
PIB au prix courant	3025,7	3458,0	3794,2			
PIB (au prix constant)	2365,1	2635,3	2788,4			
ORIGINE DU PIB	Evolution en %	Evolution en %	Evolution en %	en % du PIB	en % du PIB	en % du PIB
Secteur primaire	-3,1	7,7	2,0	42,9	41,5	40,0
Secteur secondaire	4,3	54,1	17,8	11,7	16,2	18,0
Industries extractives	0,2	219,9	30,9	2,7	7,6	9,5
Industries manufacturières	4,8	5,0	4,4	5,2	4,9	4,8
Energie	8,8	4,3	9,0	1,3	1,2	1,2
Bâtiments et travaux publics	5,3	5,8	7,9	2,6	2,5	2,5
Secteur tertiaire	5,7	3,7	5,0	37,0	34,5	34,2
Services marchands	5,1	3,8	5,8	24,5	22,9	22,9
Commerce	4,6	3,0	5,2	13,8	12,7	12,6
Transports et communications	8,3	4,7	5,7	6,4	6,0	6,0
Banques, assurances et autres services	2,3	4,9	7,8	4,4	4,1	4,2
Services non marchands	6,8	3,6	3,4	12,5	11,6	11,3
PIB au coût des facteurs	1,2	12,0	5,9	91,6	92,1	92,1
DTI et TVA intérieure	12,7	4,9	4,9	8,4	7,9	7,9
EMPLOIS DU PIB (au prix constant)						
CONSOMMATION FINALE	6,9	1,4	0,7	89,1	81,1	77,2
MENAGES	5,6	2,5	0,0	73,1	67,3	63,6
ADMINISTRATIONS	12,8	-3,4	3,8	16,0	13,9	13,6
FORM. BRUTE DE CAPITAL	-9,5	43,0	4,2	24,7	31,7	31,2
EXPORTATIONS (+XS)	8,4	20,6	17,3	20,4	22,1	24,5
IMPORTATIONS (-MS)	4,2	16,8	-2,9	34,2	35,8	32,9
- Var. PIB réel en %	2,1	11,4	5,8			

Source : BCEAO/AMAO

Finances publiques

Dans le domaine des finances publiques, l'objectif de la politique budgétaire du Gouvernement du Niger visait le renforcement de l'efficacité de la dépense publique, l'amélioration du recouvrement des recettes internes et de la gestion de la dette publique.

A fin juin 2013, le déficit global base caisse (dons compris) est ressorti à 77,4 milliards contre un excédent de 7,6milliards un an auparavant. Cette évolution est due à l'augmentation considérable des dépenses totales. En effet, les dépenses totales ont augmenté de plus de 40% entre juin 2013 et juin 2012. Cette évolution est essentiellement imputable aux dépenses en capital, qui sont ressorties à 173,4 milliards au premier semestre 2013, en hausse de 66,3% par rapport au semestre precedent. La progression des dépenses en capital reflète l'intensification des investissements publics réalisés par le pays. Pour leur part, les dépenses courantes ont connu une progression relativement plus modérée au premier semestre 2013.

Les recettes budgétaires se sont élevées à 275,4 milliards à fin juin 2013, soit une hausse annuelle de 28,3 milliards (+11,5%). La progression des recettes resulte de la hausse des recettes non fiscales et fiscales qui ont évolué respectivement de 77,9% et 9,7% entre juin 2013 et juin 2012. En revanche, les recettes non classées ont baissé de 21,9% durant cette période.

Les dons sont estimés à fin juin 2013 à 65,2 milliards, en baisse de 16,2% par rapport au premier semestre 2012.

Le déficit du solde budgétaire de base s'est creusé, passant de 42,3 milliards en juin 2012 à 133,7 milliards en juin 2013, en raison principalement de la forte augmentation des dépenses.

Le déficit budgétaire à fin juin 2013 a été financé à hauteur de 72,3% par des ressources intérieures.

Tableau 6.27 : Évolution de quelques postes budgétaires

RUBRIQUES	juin-12	juin-13	ecart (en mrds)	Evolution en % juin 2013/juin 2012	en % du PIB à fin juin 2013
RECETTES ET DONS (en mrds)	**328,5**	**340,6**	12,1	3,7	17,9
RECETTES TOTALES	**247,1**	**275,4**	28,3	11,5	14,5
* Recettes fiscales	236,2	259,2	23,0	9,7	13,7
* Recettes non fiscales	7,7	13,7	6,0	77,9	0,7
* Autres recettes non classées	3,2	2,5	-0,7	-21,9	0,1
DONS	81,4	65,2	-16,2	-19,9	3,4
DEPENSES ET PRÊTS NETS	**289,4**	**409,1**	119,7	41,4	21,6
DEPENSES TOTALES	**289,4**	**409,1**	119,7	41,4	21,6
DEPENSES COURANTES	185,1	235,7	50,6	27,3	12,4
* Masse salariale	72,4	92,8	20,4	28,2	4,9
* Intérêts sur la dette	**4,7**	**4,8**	0,1	2,1	0,3
* Transfert et subventions	61,3	94,0	32,7	53,3	5,0
DEPENSES EN CAPITAL	104,3	173,4	69,1	66,3	9,1
dont investissement sur ressources internes	42,9	39,1	-3,8	-9,0	2,1
AUTRES DEPENSES		0,0	0,0		0,0
PRÊTS NETS	0,0	0,0	0,0		0,0
SOLDE PRIMAIRE DE BASE	23,8	5,5	-18,4	-77,1	0,3
SOLDE GLOBAL (base ordon.)(dons compris)	39,1	-68,5	-107,6	-275,2	-3,6
SOLDE GLOBAL (base ordon.)(hors dons)	-42,3	-133,7	-91,4	216,1	-7,0
SOLDE BUDGETAIRE DE BASE	19,1	0,7	-18,5	-96,6	0,0
SOLDE GLOBAL (base caisse)(dons compris)	7,6	-77,4	-85,0	-1118,4	-4,1
Financement		**77,3**			
- intérieur		55,9			
bancaire		77,3			
non bancaire					
- extérieur		21,4			
Erreurs et omissions					

Source: BCEAO/AMAO

Secteur monétaire

La situation monétaire du Niger à fin juin 2013, comparée à celle à fin décembre 2012, est caractérisée par une hausse de la masse monétaire de 4,3%, exclusivement imputable à la progression du crédit intérieur (+15,2%).

Par rapport à décembre 2012, les avoirs extérieurs nets ont diminué de 54,2 milliards de FCFA, pour s'établir à 377,2 milliards à fin juin 2013. L'encours du crédit intérieur a augmenté de 15,2% au 30 juin 2013. Cette évolution résulte principalement de la dégradation de la position nette du gouvernement vis-à-vis des institutions monétaires, qui est ressortie à fin juin 2013 en hausse de 103,3 milliards par rapport à fin décembre 2012. L'encours des crédits à l'économie a progressé de 22,3 milliards ou 4,5% à fin juin 2013, comparé à son niveau à fin décembre 2012.

A fin juin 2013, le rythme de constitution des dépôts à vue a légèrement augmenté, en se situant en glissement annuel à 13,9% à fin juin 2013 et à 1,7% par rapport à fin décembre

2012. De même la monnaie fiduciaire a également augmenté passant de 5,8% passant de 345,2 milliards à fin décembre 2012 à 365,3 milliards à fin juin 2013.

Tableau 6.28 : Situation monétaire à fin juin 2013

	2010		2011		2012	2013		2010		2011		2012	2013	
	Juin	Déc	Juin	Déc	Juin	Dee	Juin	Juin	Déc	Juin	Déc	Juin	Dec	Juin
	Evolution en %							**Contribution à la croissance de M2**						
ENGAGEMENTS														
Masse monétaire (M2)	6,2	14,6	2,8	3,2	15,8	13,4	4,3							
Masse monétaire (M1)	6,8	18,5	0,7	5,1	16,8	14,6	3,9							
Circulation fiduciaire	0,0	25,0	3,3	11,1	9,5	16,9	5,8							
Dépôts à vue	14,3	12,3	-2,0	-1,7	26,3	11,9	1,7							
Quasi-monnaie	4,5	2,3	10,2	-3,1	12,1	8,9	5,9							
Autres postes (nets)	16,6	83,1	2,5	1,3	3,1	14,8	-23,9	1,1	6,1	0,3	0,2	0,4	1,5	-2,5
AVOIRS	-7,6	22,0	15,7	3,0	3,5	5,0	15,2	-5,0	12,6	9,6	2,1	2,4	3,1	8,6
Crédits net au Gouvernement	-4600,0	-122,2	730,0	-52,1	-161,0	366,0	-103,3	-3,9	4,4	5,1	-2,9	-4,2	-5,0	5,8
Crédit au secteur privé	-1,7	13,5	7,5	7,9	10,0	12,9	4,5	-1,1	8,2	4,5	5,0	6,6	8,1	2,8
Avoirs extérieurs nets	30,1	16,2	-12,7	3,1	32,0	24,1	-12,6	12,3	8,1	-6,5	1,3	13,8	11,8	-6,7

Source : BCEAO/AMAO

Secteur extérieur

L'excédent du solde global de la balance des paiements ressortirait à 30,0 milliards, en baisse de de 137,9 milliards par rapport à 2012. Cette évolution résulterait d'une baisse de l'excédent du compte de capital et d'opérations financières et de la hausse du déficit de la balance des transactions courantes.

Le déficit du compte courant passerait, en effet, , de 525,2 milliards en 2012 à 544,4 milliards en 2013, en raison essentiellement de l'aggravation attendu du déficit des balances des services, des revenus et des transferts courants nets. Par contre, le déficit commercial est projeté en baisse de 37,5 milliards, du fait de la progression des exportations (+7,8%), notamment de produits pétroliers et de l'uranium, dans un contexte de hausse modérée des importations (+2,7%).

Dans ces conditions, le déficit courant, hors dons, se situerait à 15,6% du PIB en 2013, contre 17,3% un an auparavant.

L'excédent du compte de capital et d'opérations financières est prévu en baisse de 118,6 milliards, traduisant essentiellement un repli des investissements directs étrangers. Cette tendance serait, toutefois, atténuée par un accroissement des dons projets et des flux d'investissements de portefeuille.

Tableau 6.29 : Quelques indicateurs de la Balance des paiements

(en milliards FCFA)					2011	2012	2013
RUBRIQUES	**2 010**	**2011***	**2012***	**2013****	**evol en %**	**evol en %**	**evol en %**
Balance commerciale	-402,7	-435,0	-221,9	-184,4	8,0	-49,0	-16,9
Export	570,1	599,5	765,3	830,1	5,2	27,7	8,5
Import (1)	-972,8	-1 034,5	-987,2	-1 014,5	6,3	-4,6	2,8
Balance des services	-359,2	-378,0	-404,3	-414,1	5,2	7,0	2,4
Balance des revenus	-21,8	-24,1	-66,8	-81,0	10,6	177,3	21,3
Balance des transferts courants	222,0	161,9	167,8	135,1	-27,1	3,7	-19,5
BALANCE DES TRANSACTIONS COURANTES	-561,6	-675,2	-525,2	-544,4	20,2	-22,2	3,7
COMPTE DE CAPITAL ET D'OP.FINANCIERES	664,7	652,1	693,0	574,4	-1,9	6,3	-17,1
Transferts de capital	97,0	71,8	139,3	191,1	-26,0	93,9	37,2
Acquisitions /cessions d'actifs financiers non produits	0,0	-3,3	0,0	-44,6	8202,5	-100,0	0!
Opérations financières	567,7	583,5	553,8	427,9	2,8	-5,1	-22,7
Investissements directs	495,3	498,5	428,5	201,5	0,6	-14,1	-53,0
Investissements de portefeuille	9,6	8,7	4,8	28,8	-9,3	-45,1	504,2
Autres investissements	62,8	76,3	120,5	197,6	21,6	57,9	64,0
ERREURS ET OMISSIONS NETTES	-6,5	-5,0	0,0	0,0	-23,1	-100,0	
SOLDE GLOBAL	96,6	-28,1	167,9	30,0	-129,1	-697,4	-82,1
Ratios caractéristiques							
Taux de couverture : Export/Imports (%)	45,4	43,7	57,0	60,0			
Degré d'ouverture : (import + export) 2*PIB) (%)	36,1	34,6	32,1	30,8			
Balance courante/PIB (%)	-20,0	-22,5	-14,7	-14,0			
Balance courante hors dons/PIB (%)	-21,7	-24,4	-17,3	-15,6			
Solde global/PIB (%)	3,4	-0,9	4,7	0,8			

(*) estimation (**) : Prévision (1) Données par produits en CAF

6.1.6.2. Performance au titre de la convergence macroéconomique

Au titre de la convergence, le Niger a respecté au premier semestre 2013, sept (07) critères dont trois (03) de premier rang à savoir le déficit budgétaire, l'inflation et le financement du déficit par la Banque Centrale.

Tableau 6.30 : Situation de la convergence

	Normes	**2008**	**2009**	**2010**	**2011**	**2012**		**2013****	
			Dec	**Dec**	**Dec**	**Juin**	**Dec***	**Juin**	**Dec**
Criteres de premier rang:									
i)' Déficit Budgétaire/PIB (dons inclus)	≤ 3%	-1,6	5,6	2,4	2,5	-2,3	1,7	-3,6	1,7
ii)' Taux d'inflation (moyenne)	≤ 5%	11,3	0,5	0,9	2,9	0,4	0,5	1,6	0,5
iii) Financement BC	≤ 10%	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
iv) Reserves UEMOA	≥6 mois Imp	5,3	6,9	6,3	6,9	6,0	5,7	5,1	6,0
Reserves pays (indicatif)		*5,2*	*3,3*	*3,7*	*3,1*	*3,0*	*3,8*	*5,4*	*3,8*
Critères de second rang									
i) Arriérés intérieurs		0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
ii) Recettes fiscales/PIB	≥ 20%	11,6	13,5	12,9	21,3	13,7	19,9	13,7	19,9
iii) Masse Salariale/Recettes fiscales	≤ 35%	29,8	27,3	28,5	22,1	30,7	22,6	35,8	22,6
iv) Invest. internes/Recettes fiscales	≥20%	38,3	44,1	26,9	17,9	18,2	31,7	15,1	29,8
v) Taux d'intérêt réel	> 0	-6,0	6,0	4,8	1,2	3,5	5,0	2,3	3,0
vi) Stabilité du Taux de change nominal	± 10%	3,8	-2,7	-3,9	1,4	5,1	-4,8	-1,2	-4,8
vii) Encours de la dette totale en % PIB	≤ 70%	16,3	24,3	20,4	19,5		18,2		18,2
Nombre de critères respectés		**7**	**9**	**10**	**11**	**9**	**9**	**7**	**10**

Sources: BCEAO/AMAO; *Estimations ** Prévisions

Pour ce qui concerne les critères de second rang, les critères relatifs à l'accumulation d'arriérés (intérieurs et extérieurs), le ratio dette publique/PIB, la stabilité du taux de change nominal et le taux d'intérêt réel, ont été respectés. Par contre, ceux liés à la pression fiscale, à la masse salariale et l'investissement public sur ressources internes ne sont pas respectés.

6.1.6.3. Conclusion et Recommandations

En 2013, le Niger connaitra un ralentissement du taux de croissance économique en liaison avec la baisse de la production agricole. Cette croissance se déroulera dans un contexte d'évolution modérée des prix, nonobstant le niveau élevé des prix en rapport avec les mesures relatives à la vente à prix modérés des denrées alimentaires, à la distribution gratuite des vivres aux populations vulnérables soumises à l'insécurité alimentaire et à la stabilité des prix des hydrocarbures.

Toutefois, il est attendu une forte augmentation des dépenses d'investissement et une contreperformance au niveau des recettes douanières,.

Pour renforcer davantage les conditions d'atteinte des critères de premier rang et améliorer le profil des critères de second rang, des mesures visant une meilleure gestion financière et une promotion de la production exportable sont envisagées. En particulier, il s'agit de:

- renforcer les mesures incitatives et la maîtrise des dépenses courantes tout en mettant un accent particulier sur la maîtrise des exonérations ;

- renforcer les efforts déployés pour une augmentation du niveau de mobilisation des recettes intérieures aux fins d'exécution des investissements publics ;

- poursuivre la politique de maîtrise de l'eau à travers l'Initiative « 3N » et la promotion des filières des produits d'exportation afin de renforcer les bases de la croissance économique et de réduire le déficit du solde extérieur courant ;

6.1.7. SENEGAL

En 2013, les principaux objectifs des autorités sénégalaises portent sur une stabilité macroéconomique soutenue par une politique budgétaire saine, un accroissement des recettes publiques, une consolidation des progrès enregistrés dans la gestion des finances publiques et une poursuite des reformes structurelles pour améliorer le climat des affaires.

Ainsi, la croissance économique devrait ressortir à 4,0% contre 3,5% en 2012, grâce notamment au dynamisme du secteur tertiaire. Cette croissance économique sera réalisée dans un contexte de baisse de l'inflation.L'exécution budgétaire au premier semestre de l'année 2013 a été caractérisée par un repli des recouvrements associé à un accroissement modéré des dépenses publiques. Les échanges extérieurs seront marqués par une amélioration du solde global de la balance des paiements. La situation monétaire à fin juin 2013, laisse apparaitre une diminution de la masse monétaire qui s'est reflétée à la fois au niveau de la circulation fiduciaire (-0,1%) et des dépôts en banque (-1,9%)..

Au premier semestre 2013, le Sénégal a respecté neuf (09) critères de convergence dont 3 de premier rang.

6.1.7.1. Analyse sectorielle

Secteur réel

Au premier semestre 2013, l'activité économique interne a enregistré une croissance de 3,6%, en liaison avec le dynamisme du secteur primaire et tertiaire.

S'agissant du secteur primaire, il a progressé de 7,6% en moyenne sur le premier semestre de 2013, portée essentiellement par le sous-secteur de l'élevage (9,2%) et de la pêche (+3,7%). Au premier semestre 2013, les activités de l'élevage ont enregistré une progression de 9,2%, comparativement à la même période de l'année 2012. Cette évolution est liée partiellement à l'amélioration du système de suivi mis en place par la Société de Gestion des Abattoirs du Sénégal (SOGAS) depuis le premier trimestre 2013. Le sous secteur de la pêche a enregistré une hausse de 3,7% tirée par la pêche industrielle (5,8%). Les prises de la pêche artisanale ont, pour leur part, augmenté de 3,5% sur la période.

Pour ce qui est du secteur secondaire, l'activité s'est repliée de 2,0% au premier semestre, comparativement à la même période en 2012. Cette contreperformance est imputable aux industries extractives, aux corps gras alimentaires et des autres industries. En moyenne sur le premier semestre, les activités extractives ont régressé de 19,0%, entre 2012 et 2013. Cette inflexion relève, en grande partie, de la production de phosphate affectée par les installations précitées au niveau de la mine et de la chimie. De même, les activités du raffinage et des industries chimiques se sont repliées respectivement de 10,7% et de 15,6% entre 2012 et 2013. En revanche, les branches « construction » et « énergie » se sont bien comportées sur la période sous-revue avec des taux de croissance respectifs de 8,8% et 3,6% sur le semestre.

Concernant le secteur tertiaire, l'activité s'est améliorée avec une hausse de 5,8% en cumul sur le premier semestre de 2013. Les performances du tertiaire sont attribuables à la bonne tenue des activités des postes et télécommunications, des services financiers et des autres services. En revanche, les branches « commerce » et « activités immobilières » se sont inscrites en retrait sur le semestre.

Les contributions des secteurs primaire, secondaire et tertiaire seront respectivement de 0,5 point, 0,9 point et de 2,2 points.

Au niveau des échanges extérieurs, la demande a été marquée par une hausse plus élevée en termes réels des exportations par rapport aux importations. Les exportations augmenteraient de 4,3% en 2013 contre 2,8% en 2012 tandis que les importations augmenteraient de 0,5% contre une diminution de 1,1% en 2012.

L'évolution de l'activité économique s'est déroulée dans un contexte de baisse de l'inflation. En moyenne sur le premier semestre 2013, l'inflation est ressortie à 0,5%. Ce repli est consécutif à la baisse des prix des produits alimentaires et boissons non alcoolisées (-2,2%).

Tableau 6.31 : Evolution du PIB et de ses composantes

rubriques	**2011**	**2012**	**2013**	**2011**	**2012**	**2013**
PIB au prix courant	6816,4	7225,0	7718,1			
PIB au prix constant	4988,6	5164,0	5372,2			
	evolution en %			**en % du PIB**		
OFFRE						
• Secteur primaire	-10,8	8,1	5,4	12,3	12,9	13,0
• Secteur secondaire	7,2	2,5	5,0	21,3	21,1	21,3
• Secteur tertiaire	4,0	3,0	3,4	55,1	54,8	54,5
DEMANDE						
➢ **Consommation finale**	-19,2	4,0	2,9	72,2	72,5	71,7
• Ménages	-22,9	4,9	3,1	59,5	60,2	59,7
• Administrations	4,2	0,0	2,1	12,7	12,3	12,1
➢ **Formation brute de capital fixe**	2,2	7,6	3,1	24,5	25,5	25,3
• Variation de Stocks	-57,2	65,6	-6,1	-3,1	-4,9	-4,5
EXPORTATIONS (+XS)	-4,3	2,8	4,3	21,6	21,5	21,5
IMPORTATIONS (-MS)	-51,1	-1,1	0,5	15,3	14,6	14,1
Var. PIB réel en %	2,6	3,5	4,0			

Source : ANSD ; * Prévisions

Finances publiques

L'exécution budgétaire au cours du premier semestre de l'année 2013 a été caractérisée par un repli des recouvrements associé à un accroissement modéré des dépenses publiques. Les ressources mobilisées, à fin juin 2013, sont évaluées globalement à 798,7 milliards, soit une baisse de 44,4 milliards (-5,3%), en glissement annuel. Les dépenses totales et prêts nets ont enregistré une baisse de 9,0% pour se situer à 953,3 milliards. Au total, le solde budgétaire global (dons compris) est ressorti déficitaire de 78,4 milliards contre un déficit de 100,5 milliards au premier semestre de 2012. En effet, les recettes budgétaires se sont établis à 746,4 milliards contre 799,3 milliards à la même période de l'année précédente, soit un repli de 6,6%. En dehors des redevances sur les appels perçus en 2012, le recouvrement des recettes

budgétaires, à fin juin 2013, laisse apparaître une progression de 21,1 milliards, soit une hausse de 3%. Les ressources collectées par la Direction Générale des Douanes ont contribué pour 32,9% au recouvrement global des recettes et ont enregistré une hausse de 9,7%. Quant à la Direction Generale des Impôts et Domaines, ses recouvrements s'inscrivent en hausse de 1,1%, relativement à l'année précédente; elle a mobilisé 62,8% des recettes budgétaires. En glissement annuel, la progression de 3% des recettes (hors redevances télécom), à fin juin 2013, s'explique par la bonne tenue du recouvrement au niveau du cordon douanier (239,1 milliards), de l'impôt sur les sociétés (114,6 milliards) et des revenus du domaine (9,1 milliards), avec des hausses respectives de 21,2 milliards, 14,6 milliards et 5,1 milliards.

Les recettes non fiscales, pour leur part, sont chiffrées globalement à 28,9 milliards au premier semestre 2013, soit une baisse de 20 milliards sur un an. Cette diminution résulte de la suppression de la redevance sur les appels téléphoniques entrants, laquelle avait été mobilisée à hauteur de 27,6 milliards au premier semestre de 2012.

Quant aux dons, ils sont évalués à 52,3 milliards, à fin juin 2013, et sont constitués de dons en capital estimés à 45,9 milliards et de dons budgétaires pour un montant de 9,6 milliards. Ils ressortent globalement en hausse de 8,5 milliards (19,4%), comparativement au premier semestre de 2012.

S'agissant des dépenses publiques, elles sont évaluées à 853,5 milliards à fin juin 2013, contre 1045,4 milliards au premier semestre de 2012, soit une baisse de 194,7 milliards (-9,0%). Cette baisse traduit particulièrement les efforts des autorités à réduire le train de vie de l'Etat et le changement de priorité affiché par les autorités. Les dépenses courantes ont baissé de 6,4% durant le semestre de même que les dépenses en capital (-12,0%). Cependant la masse salariale continue d'augmenter tout comme les intérêts sur la dette.

Tableau 6.32 : Indicateurs des Finances Publiques

RUBRIQUES	**juin-11**	**juin-12**	**juin-13**	variation en %
RECETTES ET DONS (en mrds)	**693,1**	**843,1**	**798,7**	-5,3
RECETTES TOTALES	716,1	799,3	746,4	-6,6
* Recettes fiscales	677,6	734,1	698,6	-4,8
* Recettes non fiscales	21,9	47,5	28,9	-39,2
* Autres recettes non classées	7,3	17,7	18,9	6,8
DONS	19,8	43,8	52,3	19,4
DEPENSES ET PRÊTS NETS	**760,3**	**1,048,2**	953,3	-9,0
DEPENSES TOTALES	758,2	1,045,4	**853,50**	-18,3
Dépenses courantes	503,9	666,6	623,9	-6,4
* Masse salariale	212,9	217,3	231,6	6,6
* Intérêts sur la dette	23,2	52,8	57,1	8,1
Autres depenses courantes			335,2	
Depenses en capital	254,3	378,8	333,4	-12,0
dont investissement sur ressources internes	147	277	207,60	-25,1
PRÊTS NETS	14,9	2,8	-4,0	-242,9
SOLDE PRIMAIRE DE BASE	88,5	-91,5	-21,3	-76,7
SOLDE GLOBAL (base ordon.)(dons compris)	-67,2	-205,1		
SOLDE GLOBAL (base ordon.)(hors dons)	-44,1	-248,9		
SOLDE BUDGETAIRE DE BASE	65,3	-144,3	-130,7	-9,7
SOLDE GLOBAL (base caisse)(dons compris)	85,1	-100,5	-78,4	-22

Source : MEF/DGCPT/DESP

Secteur monétaire

A l'instar de la situation monétaire de l'UEMOA au cours du premier semestre 2013, celle du Sénégal a été caractérisée par une baisse des taux directeurs de 25 points de pourcentage et une progression de la masse monétaire par rapport à celle à fin juin 2012 en raison de la consolidation des crédits au secteur privé. La masse monétaire au sens large (M2) à fin juin 2013 a connu une baisse de 2,0%. Cette baisse s'est reflétée à la fois au niveau de la circulation fiduciaire (-0,1%) et des dépôts en banque (-1,9%).

L'encours des crédits intérieurs a connu une hausse de 5,2% en fin juin 2013. Cette évolution est imputable uniquement à la progression des crédits au secteur privé. Les crédits au secteur privé ont progressé de 4,0% au cours du premier semestre 2013. Cette évolution s'expliquerait par l'amélioration de l'offre de ressources, en liaison avec la dynamique haussière des dépôts à terme en banque. Elle s'explique également par la poursuite des difficultés de trésorerie des entreprises sollicitant de plus en plus des crédits et par la mise en place de crédits à la consommation en faveur des particuliers. Pour la position nette du gouvernement vis-à-vis des institutions monétaires, elle s'est détériorée de 33,0% au cours du premier semestre 2013. Cette situation est en rapport essentiellement avec la hausse du concours de la Banque centrale, notamment dans le cadre des souscriptions aux émissions des titres sur le marché financier régional par les Etats membres.

Les avoirs extérieurs nets ont baissé de 12,8% en fin juin 2013 malgré les exportations de l'or. Cette évolution s'explique exclusivement par la baisse des avoirs extérieurs nets de la Banque Centrale, dans un contexte marqué par une baisse des réserves de change due à la hausse des importations du pays.

Tableau 6.33 : Évolution de la situation monétaire *(en %)*

	2010		2011		2012		2013	2010		2011		2012		2013
Rubriques	**Juin**	**Déc**	**Juin**	**Déc**	**Juin**	**Dec**	**Juin**	**Juin**	**Déc**	**Juin**	**Déc**	**Juin**	**Dec**	**Juin**
	Evolution en %							**Contribution à la croissance de M2**						
ENGAGEMENTS														
Masse monétaire (M2)	**4,6**	**8,7**	**1,2**	**5,7**	**1,3**	**5,2**	**-2,0**							
Masse monétaire (M1)	4,3	8,7	3,9	2,8	2,0	5,2	-1,4							
Circulation fiduciaire	6,1	7,0	3,3	1,6	-2,4	1,6	-0,5							
Dépôts à vue	3,2	9,7	4,3	3,5	4,4	7,0	-1,8							
Quasi-monnaie	5,1	8,7	-3,1	10,6	0,1	5,1	-3,0							
Autres postes (nets)	-5,2	34,5	-13,3	29,2	-19,0	-15,9	27,8	-0,5	3,2	-1,5	2,9	-2,3	-1,5	2,2
AVOIRS	-0,9	16,0	0,6	14,0	6,1	-0,3	5,2	-0,6	10,9	0,4	10,1	4,7	-0,2	4,0
Crédits net au Gouvernement	-52,8	269,7	-74,3	220,0	-16,6	-30,9	33,4	-2,7	6,3	-5,9	4,4	-1,0	-1,5	1,1
Crédit au secteur privé	3,1	7,0	9,7	8,1	8,0	1,7	4,0	2,1	4,6	6,3	5,7	5,7	1,3	3,0
Avoirs extérieurs nets	12,2	2,6	-2,0	-3,8	-16,9	13,7	-12,8	4,7	1,1	-0,8	-1,4	-5,8	3,9	-3,9

Source: BCEAO

Secteur extérieur

Le solde global de la balance des paiements du Sénégal devrait s'améliorer en 2013, avec un excédent de 0,1% du PIB (10,0 milliards de F CFA), après un déficit de 0,7% du PIB (-51,2 milliards) un an plus tôt. Cette situation s'explique par le renforcement de l'excédent du

compte de capital et d'opérations financières, dont les effets seraient atténués par une aggravation du déficit du compte courant.

Le déficit du compte courant se chiffrerait à 594 milliards en 2013 contre 579,6 milliards, soit une détérioration de 14,5 milliards, imputable essentiellement à la balance commerciale et, dans une moindre mesure, à celle des transferts.

En effet, le déficit de la balance commerciale devrait s'établir à 1 277,1 milliards en 2013 (-7,7% du PIB) contre 1261,1 milliards en 2012 (-8,0% du PIB), soit une légère détérioration en raison d'une hausse plus importante des exportations (4,7%) par rapport aux importations (2,9%). Quant aux transferts, ils se chiffreraient à 824,4 milliards en 2013, contre 821,6 milliards, l'année précédente.

Au titre du compte de capital et d'opérations financières, son excédent devrait s'améliorer de 14,9% pour se situer à 604,0 milliards en 2013 contre 525,6 milliards l'année précédente. Cette évolution a été favorisée par les transferts de capital et la hausse des investissements de portefeuille.

Tableau 6.34. : Quelques indicateurs de la Balance des paiements

RUBRIQUES	2011*		2012*		2013**	
	Evolution en %	en % du PIB	Evolution en %	en % du PIB	Evolution en %	en % du PIB
Balance commerciale	21,4	-23,1	9,3	-24,4	1,3	-23,8
• Export	12,0	24,1	2,9	23,9	4,6	24,1
• Import (1)	16,4	-47,2	6,1	-48,4	2,9	-47,8
Balance des services	75,3	-1,2	10,1	-1,3	1,2	-1,3
Balance des revenus	11,8	-1,6	-8,2	-1,4	0,8	-1,4
Balance des transferts courants	0,9	15,5	6,1	15,9	0,3	15,3
• Privés	2,2	15,0	4,9	15,2	1,6	14,9
• Publics	-28,6	0,5	44,5	0,7	-27,5	0,5
Balance des Transactions courantes)	80,0	-10,4	11,5	-11,2	2,5	-11,1
Compte de capital et d'opérations financières	13,0	9,3	13,6	10,2	14,9	11,2
Transferts de capital	-20,4	2,4	54,9	3,6	51,0	5,3
Acquisitions /cessions d'actifs financiers non produits	-100,2	0,0		0,8	-76,9	0,2
Opérations financières	31,5	6,9	-12,4	5,8	4,4	5,8
• Investissements directs	1,5	2,7	2,3	2,6	2,9	2,6
• Investissements de portefeuille	202,9	6,3	-60,2	2,4	109,8	4,9
• Autres investissements	-527,7	-2,1	-135,7	0,7	-337,8	-1,7
-ERREURS ET OMISSIONS NETTES	-100,0	0,0	#DIV/0!	0,1	-100,0	0,0
SOLDE GLOBAL	-149,4	-1,1	-10,6	-1,0	-119,5	0,2
Ratios caractéristiques						
Taux de couverture : Export/Imports (%)		58,8		57,3		58,1
Degré d'ouverture : (import b&s+ export b&s)/(2*PIB) (%)		34,4		33,9		32,8
Balance courante/PIB (%)		-7,6		-8,0		-7,7
Balance courante hors dons/PIB (%)		-8,2		-8,7		-8,2
Solde global/PIB (%)		-0,8		-0,7		0,1

(*) estimation (**) : Prévision (1) Données par produits en CAF

6.1.7.2. Performance au titre de la convergence macroéconomique

Au premier semestre 2013, le Sénégal a respecté neuf (09) critères de convergence dont trois(03) de premier rang.

S'agissant des critères de premier rang, le pays a respecté les critères prescrits excepté celui relatif aux réserves en mois d'importation.

Concernant les critères de second rang, les critères liés à la masse salariale, aux arriérés, à l'investissement public sur ressources internes, au taux de change nominal et au taux d'intérêt réel ont été respectés. Par contre, le critère lié à la pression fiscale n'est pas respecté. Il a été de 18,1% en juin 2013 contre 20,3% à la même période de l'année précédente. .

Tableau 6.35: **Situation de la convergence**

	Norme	2008	2009	2010	2011	2012		2013**	
			Dec	Dec	Dec	Juin	Dec*	Juin	Dec**
Criteres de premier rang:									
i)' Déficit Budgétaire/PIB (dons inclus)	≤ 3%	4,6	4,9	5,2	6,7	5,7	5,8	-2,3	5,8
ii)' Taux d'inflation (moyenne)	≤ 5%	-2,2	1,2	4,1	3,4	1,5	2,1	0,5	2,1
iii) Financement BC	≤ 10%	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
iv) Reserves UEMOA	≥6 mois Imp	5,3	6,9	6,3	6,9	6,0	5,7	5,1	6,0
Reserves pays (indicatif)		*3,3*	*5,3*	*5,3*	*4,5*	4,2	*4,4*	*4,4*	*3,9*
Critères de second rang									
i) Arriérés intérieurs		0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
ii) Recettes fiscales/PIB	≥ 20%	18,1	18,0	18,8	18,9	20,3	18,5	18,1	20,3
iii) Masse Salariale/Recettes fiscales	≤ 35%	32,0	33,6	32,8	33,3	29,6	34,6	31,5	31,4
iv) Investissements interes/Recettes fiscales	≥20%	28,9	34,0	36,5	36,9	37,7	36,9	29,7	44,0
v) Taux d'intérêt réel	> 0	7,6	5,2	1,7	0,7	0,7	3,3	1,7	1,4
vi) Stabilité du Taux de change nominal	± 10%	3,8	-2,7	-3,9	1,4	5,1	-4,8	-1,2	-4,8
vii) Encours de la dette totale en % PIB	≤ 70%	19,6	27,0	27,5	29,6		42,5		42,5
Nombre de critères respectés		**8**	**9**	**9**	**9**	**9**	**8**	**9**	**9**

Source : BCEAO/AMAO; *Estimations **Prévisions

6.1.7.3. Perspectives

A la fin de l'année 2013, il est attendu une croissance du PIB réel de 4% en 2013 contre une estimation de 3,5% en 2012, soit un gain de 0,5 point de pourcentage. Ce regain de dynamisme devrait être porté essentiellement par les secteurs primaire et secondaire. En effet, le secteur primaire devrait poursuivre son redressement après sa contreperformance de 2011 induite par la mauvaise campagne agricole. Il devrait connaître une progression de 5,4% en 2013 contre une hausse de 8,1% en 2012, sous l'impulsion essentiellement du rebond de croissance attendu dans les sous-secteurs de l'agriculture et de l'élevage.

Dans le secteur secondaire, la morosité qui a caractérisé l'année 2012 pourrait s'estomper en 2013, sous l'effet d'une part, de la bonne tenue de la fabrication de sucre, de l'égrenage de coton et fabrication de textiles, du raffinage de pétrole, de la chimie, de l'énergie et, d'autre part, de la relance des sous-secteurs des corps gras alimentaires, de la transformation et

conservation de viande et poisson, de la fabrication de tabac, des BTP et des matériaux de construction. Dans l'ensemble, le secteur est attendu en hausse de 5,0% contre 2,5% en 2012.

Concernant le secteur tertiaire, il devrait afficher une hausse de 3,4% en 2013 contre 3,0% en 2012. Les activités de services seraient tirées principalement par le transport, les postes et télécommunications, les services d'hébergement et de restauration et les services financiers.

Du coté de la demande, la consommation finale progresserait de 2,9% contre une hausse de 4,0% en 2012. Quant à la FBCF, elle augmenterait de 3,5% en 2013 contre 7,6% en 2012. Ce ralentissement de la FBCF serait du au changement de priorités des autorités sénégalaises et à la fin de certains projets d'infrastructures.

Pour l'année 2013, la gestion budgétaire devrait refléter les actions du Gouvernement qui militent en faveur de la poursuite de la promotion d'un cadre macroéconomique stable, d'une maîtrise de l'inflation, d'un assainissement des finances publiques et de la consolidation des acquis en matière d'incitations nécessaires pour le développement du secteur privé.

En matière de convergence, le pays respecterait neuf (09) critères à fin 2013.

6.1.7.4. Conclusion et recommandations

L'économie sénégalaise devrait enregistrer une croissance réelle de 4,0% en 2013 contre 3,5% en 2012. Cette performance serait imputable aux secteurs primaire et tertiaire, à l'administration publique et aux taxes sur biens et services et aurait un impact positif sur la situation de la convergence macroéconomique. Cependant, le déficit budgétaire pourrait s'aggraver à cause des moins values de recettes enregistrées cette année à cause des reformes fiscales en vigueur. Pour cela, les autorités doivent:

- ✓ renforcer les mesures permettant d'accroitre les recettes budgetaires et a rationaliser certaines depenses de fonctionnement**;**
- ✓ prendre des mesures pour compenser les moins values de recettes constatées en 2013 dans le but de réduire le déficit budgétaire.
- ✓ trouver une solution durable aux problèmes énergétiques en améliorant la fourniture et la distribution de l'énergie électrique

6.1.8. TOGO

La situation économique au titre du premier semestre 2013 et les perspectives pour le reste de l'année indiquent que la croissance devrait ralentir légèrement en 2013 pour s'établir à 5,8% contre 5,9% en 2012 en raison des conditions climatiques défavorables et d'un fléchissement de l'activité minière. Cependant, les projections à moyen terme font état de ce que la croissance devrait rebondir à 6,0% environ en moyenne au cours des trois prochaines années dû aux bonnes perspectives du secteur agricole et des exportations. L'inflation a été faible, atteignant 2,7 % en moyenne, et les perspectives sont également reluisantes.

Sur le plan budgétaire, les finances publiques ont été mises sous pression en 2013 en partie à cause du budget expansionniste caractérisée par une forte hausse des dépenses en capital. En conséquence, les autorités ont pris des mesures consistant à la révision du budget pour stabiliser la situation budgétaire. Les recettes se sont néanmoins bien portées au premier semestre, notamment les recettes douanières, mais leur croissance a été inférieure à celle des dépenses. Le solde budgétaire base engagement (dons compris) s'établit à 3,9% du PIB contre 1,2% du PIB à fin juin 2012.

Par rapport aux échanges extérieurs, le déficit du compte courant de la balance des paiements pourrait s'aggraver pour passer à 240,8 milliards de FCFA contre 219,7 milliards FCFA en 2012, sous l'effet de la hausse du déficit commercial et du déficit de la balance des revenus affecté par la hausse de l'intérêt sur la dette. Cependant, le solde global de la balance pourrait être excédentaire de 10 milliards contre un déficit de 17,3 milliards en 2012, en rapport avec l'évolution favorable du solde excédentaire du compte de capital et d'opérations financières.

La situation monétaire indique un accroissement de la masse monétaire de 15,7% en glissement annuel et de 5,1% par rapport à fin décembre 2012. La croissance du crédit à l'économie est de 18,0% en glissement annuel et de 5,1% par rapport au semestre précédent, résultant de la hausse du crédit au secteur privé. Quant au crédit net au Gouvernement, il enregistre une hausse de 20,9% en glissement annuel mais en baisse de 2,1% par rapport au semestre précédent tandis que les avoirs extérieurs nets enregistrent une hausse de 11,1% en glissement annuel et une baisse de 6,2% par rapport au semestre précédent.

6.1.8.1. Analyse Sectorielle

Secteur réel

La croissance économique devrait ralentir légèrement en 2013 pour se situer à 5,8% contre 5,9% en 2012, en raison des conditions climatiques défavorables et d'un fléchissement de l'activité minière. La forte dépendance du secteur agricole vis-à-vis des conditions climatiques constitue un frein à une croissance forte et durable. Le secteur primaire enregistrerait une croissance de 6,2% en terme réel contre 5,8% en 2012. En terme nominal, la croissance serait plus forte et s'établirait à 8,7% contre 17% en 2012.

Le secteur secondaire connaîtrait une hausse de la valeur ajouté de 11,9% en 2013 contre 13,3% en 2012. En terme nominal, il progresserait de 19,2% contre 32,4 en 2012. Cette performance résulterait de la bonne tenue de l'activité dans les industries extractives et manufacturières dont la valeur ajoutée augmenterait respectivement de 23,1% et de 12,8% contre respectivement 13,8% et 10,6% en 2012. Les branches BTP et l'industrie des énergies auraient une croissance moins importante que l'année précédente avec des taux de croissance attendus de 6,9% et 4,2% respectivement contre 16,3% et 17,9% respectivement en 2012.

Quant au secteur tertiaire, il enregistrerait une croissance négligeable de 0,8% de sa valeur ajoutée ; tirée par le commerce et les transports et communication. En effet, le commerce enregistrerait une hausse de la valeur ajoutée de 4,9% contre 4,7% tandis que les transports et communication pourrait connaître une hausse de 5,3% contre une baisse de 0,4% en 2012. Cependant, les Banques, assurances et autres services seraient en baisse de 7,0% en 2013 contre une baisse de 3,9% en 2012. Au total, le secteur primaire contribuerait à la croissance à hauteur de 1,8 point contre 1,7 point de pourcentage en 2012, le secteur secondaire contribuerait pour 2,4 points de pourcentage contre 2,6 points de pourcentage en 2012 et enfin le secteur tertiaire contribuerait pour 0,3 point de pourcentage contre 0,2 point de pourcentage en 2012. Les droits et taxes indirectes (DTI) et la taxe sur la valeur ajoutée (TVA) contribueraient pour 1,2 point contre 1,4 point de pourcentage en 2012.

Tableau 6.36: Evolution du PIB et de ses composantes

	2011*	**2012***	**2013****	**2011***	**2012***	**2013****
PIB (courant et constant en milliards FCFA)	1740,4	1989,9	2201,3	1196,2	1266,3	1339,6
	Evolution En %			**EN % DU PIB**		
offre						
Secteur primaire	-19,4	5,8	6,2	29,5	29,5	29,6
Secteur secondaire	9,5	13,3	11,9	19,2	20,6	21,8
Secteur tertiaire	37,1	0,4	0,8	39,2	37,2	35,4
Demande						
Consommation publique	-3,7	19,1	-7,8	12,3	13,8	12,0
Consommation privée	3,3	-9,7	-2,8	92,3	78,7	72,3
Formation brute de capital fixe	9,5	42,8	21,5	24,6	33,2	38,2
Variation des stocks	706,4	129,2	-318,6	0,5	1,0	-2,1
Exportations de biens et services	20,4	13,4	-5,4	49,2	52,8	47,2
Importations de biens et services	12,4	6,7	-10,1	78,9	79,5	67,6
Déflateur			---	---	---	
Taux de croissance réel	4,9	5,9	5,8	---	---	
IPC (en moyenne et en fin de périodes)	4,34	2,27	2,72	4,91	1,95	2,1

Source : BCEAO/AMAO

En ce qui concerne la demande, elle bénéficierait de l'essor des investissements notamment dans le secteur privé en rapport avec l'augmentation du crédit au secteur privé. Ainsi, la formation brute de capital fixe connaîtrait un accroissement de 21,5% en 2013 contre une hausse de 42, 8% en terme réel. En terme nominal, elle enregistrerait une hausse de 23,7% contre 49,5 en 2012. La consommation finale pourrait baisser de 3,6% contre 6,3% en valeur réelle sous l'effet de la contraction de la consommation privée qui enregistrerait une baisse de 2,8% contre seulement 9,7% en 2012 en valeur réelle. La consommation finale publique va elle aussi enregistrer une baisse de 7,8% contre une hausse de 19,1% en 2012 en valeur réelle. Les exportations connaitraient une baisse de 5,4% en valeur réelle mais une hausse de 10,1%

en valeur nominale pour s'établir à 41,7% du PIB en liaison avec la bonne perspective dans le secteur des industries extractives (la hausse des exportations de phosphate) et des produits agricoles de rente (coton surtout). Les importations seraient en baisse de 10,1% et s'établiraient à 59,7% du PIB contre 60,5% en 2012.

L'inflation a été modérée au premier semestre en s'établissant à 2,1% (en glissement annuel) à fin juin contre 2,0% un an plus tôt en rapport avec un fléchissement des prix au niveau des produits de grande consommation ainsi qu'une légère baisse des prix de certains produits. En effet, le prix des produits alimentaires a enregistré une hausse modérée de 1,0% contre 1,3% à fin juin 2012. Par ailleurs, certaines fonctions telles que « les transports », « la santé » et « les loisirs et culture » ont vu leurs prix baisser respectivement de 0,3% ; 2,6% et 2,0% par rapport à juin 2012. Par contre, d'autres fonctions ont enregistré une inflation importante telles que « Boissons alcoolisées, Tabac et stupéfiants », « restaurants et hôtels », « Enseignement » et « Biens divers » dont les prix ont augmenté respectivement de 5,0% ; 4,7% ; 5,0% et 4,9% contre respectivement -0,5% ; 1,2% ; 1,8% et 5,0% en glissement annuel.

L'inflation moyenne s'établit à 2,7% en juin 2013 contre 2,3% en juin 2012 et la tendance indique que cette contraction de l'inflation pourrait se poursuivre pour le reste de l'année.

Finances Publiques

L'exécution du budget de l'Etat au premier semestre se caractérise par une aggravation du déficit liée à une hausse plus importante des dépenses résultant des programmes d'investissements publics entrepris par le Gouvernement depuis 2010. Les recettes publiques et dons ont enregistré une hausse de 21,8% par rapport à leur niveau à fin juin 2012 (1,7%). Cette performance résulte de la hausse des recettes budgétaires de 21,8% contre 19,2% en 2012. L'évolution des recettes budgétaires est liée à la hausse des recettes douanières de 31,8% et des impôts divers de 15,3%. Par contre, les recettes non fiscales ont baissé de 5,6% contre une hausse de 21,5% en 2012. Les dons ont enregistré une hausse de 21,5% grâce aux appuis importants des partenaires aux projets d'investissements publics. Les recettes fiscales sont ressorties à 18,3% du PIB contre 16,3% en 2012 ; traduisant ainsi l'effort de mobilisation des recettes intérieures. Toutefois, ce ratio est en-dessous du seuil de 20% des critères de convergence.

Les dépenses totales et prêts nets ont connu une forte hausse de 36,4% par rapport à leur niveau à fin juin 2012 en liaison avec forte hausse des dépenses d'investissements publics et des dépenses courantes. En effet, les dépenses courantes se sont accrues de 33,4% contre 13,6% à fin juin 2012 en liaison avec la hausse des dépenses de fonctionnement de la masse salariale. Toutefois, malgré l'augmentation de la masse salariale, son ratio par rapport aux recettes fiscales reste dans les limites du critère de convergence et s'établit à 29,5% (en-dessous de 35%). Les intérêts sur la dette ont baissé de 0,5% contrairement à une forte hausse observée l'année précédente.

Les dépenses en capital ont fortement augmenté également de 51,9% par rapport au premier semestre 2012 reflétant ainsi les efforts de construction d'infrastructures. Quant au

financement sur ressources propres de ces investissements, il est passé de 6,6 milliards FCFA en juin 2012 à près de 34 milliards FCFA à fin juin 2013 soit plus de cinq fois. Le financement intérieur s'établit seulement à 16,8% des recettes fiscales contre 4,1% à fin juin 2012, largement en dessous du seuil minimum de 20% du critère de convergence. Par conséquent, le déficit budgétaire (base ordonnancement y compris les dons) à fin juin 2013 ressort à 43,2 milliards FCFA, correspondant à 3,9% du PIB ; se situant ainsi au-dessus de la norme de 3% du PIB du critère de convergence. Quant au solde primaire, il ressort déficitaire de 21,3 milliards FCFA contre un excédent de 21 milliards FCFA à fin juin 2012. Le financement du déficit public est essentiellement basé sur les sources extérieures à hauteur de 49,1 milliards pour un déficit base caisse dons compris de 40,5 milliards. Quant à la source de financement intérieure, le Gouvernement a plutôt procédé au paiement de ses dettes vis-à-vis du marché financier local.

Tableau 6.37 : Évolution de quelques postes budgétaires (Variation en %)

	2011		**2012**		**20123***	
	Var (%)	% PIB	Var (%)	% PIB	Var (%)	% PIB
RECETTES ET DONS	19,0	20,6	1,7	18,3	21,8	20,2
RECETTES BUDGETAIRES	0,3	17,0	19,2	17,8	21,8	19,6
Recettes fiscales	12,2	15,7	19,0	16,3	24,3	18,3
Impôts et taxes sur le commerce extérieur	15,5	7,1	17,9	7,5	31,8	7,8
Impôts directs et indirects	8,4	8,6	20,3	8,9	15,3	10,6
Recettes non fiscales	-55,0	1,4	21,5	1,4	-5,6	1,2
DONS	1084,6	3,5	-82,9	0,5	21,5	0,6
DEPENSES TOTALES ET PRETS NETS	40,4	20,6	8,2	19,5	36,4	24,1
DEPENSES COURANTES	38,0	16,2	13,6	16,1	33,4	19,4
Traitements et salaires	34,2	5,6	14,9	5,7	5,9	5,4
Intérêts dus	-7,6	0,7	75,0	1,1	-0,6	1,0
Subventions et autres transferts	49,9	6,3	20,8	6,6	3,1	6,2
DEPENSES EN CAPITAL	60,7	4,4	-11,9	3,4	51,9	4,7
Sur ressources intérieures	2,1	1,7	-55,9	0,7	416,9	3,1
Sur ressources extérieures	152,7	2,7	16,1	2,7	-36,0	1,6
SOLDE GLOBAL (base engagement dons compris)	-102,2	-0,1	2349,0	-1,2	252,6	-3,9
SOLDE GLOBAL (base engagement hors dons)	-256,5	-3,6	-44,0	-1,8	183,0	-4,5

Source : BCEAO/AMAO

La situation de la dette est caractérisée à fin décembre 2012 par un encours de la dette extérieure s'établissant à 278,8 milliards FCFA soit 14,01% du PIB contre 13,9% du PIB en 2011. A fin juin 2013, l'encours des titres publics s'élève à 189,84 milliards FCFA contre 162,86 milliards à fin décembre 2012, soit une augmentation de 26,98 milliards FCFA. Ces titres comprennent les bons du trésor à hauteur de 74,0 milliards FCFA contre 40,0 milliards FCFA à fin décembre 2012 et des obligations à hauteur de 115,84 milliards FCFA contre 122,86 milliards à fin décembre 2012.

Secteur monétaire

L'évolution du secteur monétaire au premier semestre 2013 indique une hausse de la masse monétaire de 15,7% en glissement annuel à fin juin et 2,0% par rapport au stock à fin décembre 2012. La répartition de cette évolution selon les différentes composantes de la masse monétaire fait état d'une hausse de la circulation fiduciaire de 1,5% en glissement

annuel et de 2,2 % par rapport à fin décembre. Les dépôts à vue ont enregistré une hausse de 22,9% en glissement annuel contre une baisse de 1,3% par rapport à fin décembre 2012. Quant à la quasi-monnaie, on note une augmentation de 16,2% en glissement annuel et de12, 5% par rapport à son niveau à fin décembre 2012. Les autres postes nets ont enregistré une hausse de 23,2% en glissement annuel contre une baisse de 25,9% par rapport à leur niveau à fin décembre 2012.

Quant aux contreparties de la masse monétaire, le crédit intérieur à progressé de 18,0% en glissement annuel contre 5,1% par rapport au semestre précédent et s'établit à 768,7 milliards FCFA à fin juin 2013 contre 731,2 milliards FCFA à fin décembre 2012 et 651,7 milliards FCFA à fin juin 2012. Cette évolution résulte de la hausse du crédit au secteur privé en progression de 17,4% en glissement annuel et de 6,7% par rapport à son niveau à fin décembre. Le crédit net au Gouvernement a connu une hausse de 20,9% en glissement annuel contre une baisse de 2,1% par rapport à fin décembre 2012. Les créances nettes du système bancaire auprès du Gouvernement ont enregistré une hausse de 9,0% en glissement annuel et de 5,2% par rapport à fin décembre 2012 ; caractérisant ainsi une hausse des engagements du secteur public vis-à-vis du système bancaire. La contrepartie du crédit intérieur à la croissance de la masse monétaire est de 13,3 points de pourcentage et 3,8 points de pourcentage respectivement en glissement annuel et par rapport à fin décembre 2012.

Tableau 6.38 : Évolution semestrielle de la situation monétaire du Togo *(*en %)

	Evolution en % (glissement juin à juin)			**Contribution à la croissance de la masse monétaire**		
	2011	**2012**	**2013**	**2011**	**2012**	**2013**
ENGAGEMENTS				---	---	---
Masse monétaire (M2)	12,9	7,1	15,7	12,2	6,6	14,6
Masse monétaire (M1)	14,5	-1,5	15,2	8,1	-0,8	7,8
Circulation fiduciaire	15,3	-10,3	1,5	3,3	-2,3	0,3
Dépôts à vue	13,9	4,2	22,9	4,8	1,4	7,6
Quasi-monnaie	10,6	19,9	16,2	4,1	7,4	6,8
Autres postes (nets)	56,1	3,6	23,2	2,9	0,3	1,6
AVOIRS	---	---	---	---	---	---
crédit intérieur total	17,0	27,7	18,0	10,4	17,1	13,3
Crédits net au Gouvernement	-31,8	26,1	20,9	-5,4	2,6	2,5
Banque centrale	1,1	44,8	33,3	0,1	1,9	1,9
Banques créatrices de monnaie	-45,1	12,2	9,0	-5,4	0,7	0,5
Crédit au secteur privé	36,0	28,0	17,4	15,7	14,5	10,8
Banque centrale						
Banques commerciales	36,0	28,0	17,4	15,7	14,5	10,8
Avoirs extérieurs nets			---	---	---	---
Système bancaire	12,1	-26,8	11,1	4,7	-10,2	2,9
Pour mémoire	---	---	---	---	---	---
Base monétaire	---	---	---	---	---	---

Source : BCEAO/AMAO

A fin juin 2013, les avoirs extérieurs nets du système bancaire se sont établis à 256,8 milliards contre 231,1 milliards à fin juin 2012 et 273,8 milliards à fin décembre 2012 soit en hausse de 11,1% en glissement annuel et en baisse de 6,2% par rapport à fin décembre 2012. Cette baisse des avoirs extérieurs résulte de la hausse importante du crédit intérieur plus importante

que l'accroissement de la masse monétaire. Par conséquent, la contribution des avoirs extérieurs nets à la croissance de la masse monétaire en glissement annuel est de 2,9 points de pourcentage et de 1,7 point de pourcentage en variation semestrielle.

Secteur extérieur

Les projections de la balance des paiements indiquent que le solde global ressortirait excédentaire de 10,0 milliards en 2013 contre un déficit de 17,3 milliards l'année précédente pour s'établir à 0,5% du PIB contre un déficit de 0,9% du PIB en 2012.

Les projections montrent que le déficit du compte courant devrait se creuser légèrement pour passer de 219,7 milliards FCFA en 2012 à 240 milliards FCFA en 2013 soit un déficit de 11,8% du PIB contre 11,7% du PIB en 2012. Cette évolution résulte de la détérioration de la balance des biens et services ainsi que des revenus. En effet, l'accroissement de la demande en investissement entrainerait une hausse importante des importations de 10,1% notamment les importations des biens d'équipement et des biens intermédiaires qui enregistreraient une hausse de 22,9% et 14,4% respectivement. Quant aux exportations, elles pourraient enregistrer une hausse de 11,2% ; dégageant ainsi un déficit commercial en hausse de 7,6%.

Tableau 6.39 : Quelques indicateurs de la Balance des paiements *(en % du PIB)*

RUBRIQUES	**2011**		**2012***		**2013**	
	Evolution en %	En % PIB	Evolution en %	En % PIB	Evolution en %	En % PIB
Balance commerciale	21,69	-15,73	5,62	-14,53	7,62	-14,13
Export FOB	14,49	31,81	17,26	32,62	11,23	32,80
Import FOB	16,77	-47,53	13,41	-47,15	10,11	-46,93
Balance des services	22,15	-2,70	71,91	-4,06	0,45	-3,69
Balance des revenus	-1,78	-0,65	20,90	-0,69	18,84	-0,74
Balance des transferts courants	-2,79	9,84	-4,29	8,24	2,40	7,63
BALANCE DES TRANSACTIONS COURANTES	62,78	-9,24	36,63	-11,04	9,57	-10,94
COMPTE DE CAPITAL ET D'OP.FINANCIERES	47,89	11,06	5,14	10,17	23,87	11,39
Compte de capital	-90,65	3,69	-37,35	2,02	-13,53	1,58
Opérations financières	-123,01	7,37	26,43	8,15	33,16	9,81
Investissements directs	27,49	1,77	5,00	1,62	19,00	1,74
Investissements de portefeuille	-576,32	1,04	8,14	0,98	0,00	0,89
Autres investissements	-113,75	4,57	38,88	5,55	43,18	7,18
Solde global	-12,87	1,82	-154,62	-0,87	-157,72	0,45
Financement ou épargne	-	-	-	-	-	-
Taux de couverture : Export b&s/Imports	**69,9**		**69,3**		**70,0**	
Degré d'ouverture : (import + export)/PIB		**51,9**		**54,2**		**54,6**
Balance courante hors dons/PIB		**-10,6**		**-13,0**		**-13,0**

(*) estimation (**): Prévision

Le compte de services enregistrerait un déficit légèrement an hausse de 0,5% pour s'établir à 81,2 milliards FCFA contre 80,8 milliards FCFA en 2012 en liaison avec la hausse du déficit du fret qui enregistrerait une hausse de 11,7% pour passer de 108,1 milliards FCFA en 2012 à 120,2 milliards FCFA en 2013. Le déficit du compte de revenu pourrait enregistrer une hausse de 18,8% par rapport à 2012 sous l'effet de la hausse de l'intérêt sur la dette qui passerait de

5,8 milliards FCFA à 9,4 milliards FCFA en 2013 soit une hausse de 61,5%. Quant au compte de transferts courants, son excédent pourrait s'améliorer de 2,4% sous l'effet de la hausse des transferts privés de 4,7%. Par contre, les transferts publics baisseraient de 5,7%.

Le compte de capital et d'opérations financières, serait en hausse de 23,9% en passant de 202,4 milliards FCFA en 2012 à 250,8 milliards en 2013. Cette hausse résulte de celle de 33,2% de l'excédent du compte des opérations financières qui bénéficieraient de la hausse des investissements directs étrangers de 19,0% et des autres investissements de 43,2%. Par contre, l'excédent du compte de transferts de capitaux pourrait enregistrer une baisse de 13,5%.

6.1.8.2. Situation de la Convergence

La performance au regard des critères de convergence reste identique à celle à fin juin 2012 avec sept critères remplis sur un total de 11. En effet, la performance enregistrée dans le domaine des finances publiques a impacté l'état de la convergence du Togo. Ainsi, comme au premier semestre 2012 où le pays avait rempli deux critères, à fin juin 2013, les mêmes critères de premier rang ont été remplis à savoir le taux d'inflation et le non financement du déficit par la banque centrale. Le niveau des réserves de change étant faible pour l'ensemble de l'union, le Togo a aussi raté ce critère.

Tableau 6.40 : Situation de la convergence

	Norme	2008	2009	2010	2011	2012		2013**	
						Juin	Dec**	Juin	Dec**
Criteres de premier rang:									
i)' Déficit Budgétaire/PIB (dons inclus)	≤ 3%	0,2	0,6	-0,3	1,1	1,2	6,2	3,9	-8,9
ii)' Taux d'inflation (moyenne)	≤ 5%	8,7	3,7	1,4	3,6	2,3	2,6	2,7	2,6
iii) Financement BC	≤ 10%	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
iv) Reserves UEMOA	≥6 mois Imp	5,3	6,9	6,3	6,9	6,0	5,7	5,1	6,0
Reserves pays (indicatif)		*4,9*	*5,4*	*5,4*	*4,9*	*3,5*	*2,5*	*2,9*	*2,5*
Critères de second rang									
i) Arriérés intérieurs		0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
ii) Recettes fiscales/PIB	≥ 20%	14,9	15,3	15,6	16,7	16,3	17,3	18,3	16,6
iii) Masse Salariale/Recettes fiscales	≤ 35%	32,7	41,2	33,5	35,9	34,6	36,0	29,5	34,4
iv) Investissements interes/ Recettes fiscales	≥20%	12,9	16,5	18,7	23,4	4,0	21,4	16,8	28,4
v) Taux d'intérêt réel	> 0	-3,4	2,8	4,3	0,8	2,0	2,8	2,4	1,9
vi) Stabilité du Taux de change nominal	± 10%	3,8	-2,7	-3,9	1,4	5,1	-4,8	2,8	-4,8
vii) Encours de la dette totale en % PIB	≤ 70%	47,9	51,6	14,9	44,2	44,2	44,3	44,3	44,3
Nombre de critères respectés		**6**	**7**	**8**	**8**	**7**	**7**	**7**	**9**

Sources : BCEAO, UEMOA, AMAO *Estimation **Prévision

Quant aux critères de second rang, les recettes fiscales en pourcentage du PIB sont restées faibles. Ce critère s'est établi à 18,3% à fin juin 2013 contre 16,3% à fin juin 2012 ; témoignant l'effort de mobilisation des recettes effectué par le Gouvernement à travers les réformes de la fiscalité. Par contre, on note un effort de maîtrise de la masse salariale qui s'établit à 29,5% des recettes fiscales contre 34,6% en juin 2012. Le niveau de financement des dépenses en capital sous ressources propres reste faible et s'élève à 16,8% des recettes

fiscales contre seulement 4,1% à fin juin 2012 ; traduisant ainsi un important effort d'accroissement des dépenses d'investissement. Le taux d'intérêt réel est ressorti positif en raison du faible niveau d'inflation enregistré au cours du premier semestre. Au total, cinq critères de second rang à savoir la non accumulation d'arriérés intérieurs, le critère de la masse salariale, celui du taux d'intérêt, de la stabilité du taux de change nominal et du ratio de la dette publique au PIB ont été satisfaits sur les 7.

6.1.8.3. Perspectives

Un objectif fondamental des réformes des autorités est de veiller à ce que la croissance soit vigoureuse, durable et inclusive. Les faiblesses du secteur de l'énergie, en particulier les problèmes financiers rencontrés par les compagnies d'électricité et l'augmentation rapide de la demande d'électricité, pourraient entraîner des pénuries d'électricité à moyen terme, ce qui pèserait sur les perspectives de croissance. Pour faire face à ce problème éventuel, les autorités ont l'intention de prendre des mesures pour soutenir les compagnies d'électricité et éviter l'aggravation. Parmi les mesures spécifiques visant à réduire la pauvreté et à rendre la croissance plus soutenable, figure la construction de mini-barrages et l'expansion des pistes de desserte en vue de renforcer le secteur agricole ; moteur de la croissance économique au Togo.

Sur le plan budgétaire le Gouvernement vise à accroître de façon substantielle les recettes pour financer des dépenses indispensables pour le développement des infrastructures et la fourniture des services sociaux de base. Le recouvrement des recettes devrait s'améliorer grâce aux réformes opérationnelles qui devraient être facilitées par l'établissement de l'Office Togolais des Recettes. Les réformes de la gestion des finances publiques porteront principalement sur l'amélioration de la gestion de la trésorerie, la simplification de la chaîne des dépenses et le renforcement des capacités techniques et opérationnelles de la cellule responsable de la gestion de la dette.

En outre, le Gouvernement s'est engagé à mettre en œuvre des réformes dans le secteur financier en vue d'assurer la stabilité à terme à travers le renforcement des capacités de gestion et l'amélioration du suivi des entités illégales opérant dans le secteur de la micro finance.

6.1.8.4. Conclusion et recommandations

Les performances économiques au premier semestre sont dans l'ensemble appréciables au regard de l'ambitieux programme d'investissement public. Les performances budgétaires ont été affectées par la mise en œuvre de ce programme d'investissement avec une dégradation du déficit public. Cependant, des efforts de maîtrise de certaines dépenses notamment la masse salariale sont à saluer car l'assainissement des finances publiques pour une meilleure performance budgétaire a également joué un rôle important dans la maîtrise des dépenses publiques mais aussi la collecte des recettes.

Dans le secteur réel, le Gouvernement travaille à améliorer la situation économique du pays, en se concentrant sur la diversification économique et une croissance soutenue tout en cherchant à aider à stabiliser les finances publiques. Par ailleurs, des progrès ont été réalisés dans le secteur minier à travers d'importants investissements qui permettront d'accroître la production de ce secteur vital pour la croissance économique. Ainsi, le taux de croissance économique pour l'année 2013 serait de 5,8% en léger repli par rapport à 2012 qui était de 5,9%. Cependant, au vu des importants défis à relever pour la réalisation des objectifs exprimés dans le programme économique au titre de l'année 2013, il serait nécessaire :

- d'accélérer les réformes visant à l'établissement de l'Office Togolais des Recettes en vue d'améliorer le niveau de recouvrement des recettes pour le financement des projets ;

- d'adopter une politique prudente de l'endettement à travers des choix optimaux orientés vers les dettes de types concessionnel ou préférentiel ;

- d'accroître le niveau des investissements sur ressources propres en vue de réduire la pression sur le niveau d'endettement du pays. Pour cette dernière recommandation, les autorités devront mettre l'accent sur les réformes fiscales susceptibles d'améliorer le niveau de la pression fiscale à travers l'élargissement de l'assiette fiscale.

6.1.9. ARRANGEMENTS INSTITUTIONNELS ET QUESTIONS D'HARMONISATION DES POLITIQUES AU SEIN DE L'UEMOA/BCEAO

6.1.9.1. Harmonisation des cadres de politique monétaire

Concernant le cadre de politique monétaire, la situation n'a pas beaucoup évolué. La BCEAO continue d'utiliser son nouveau cadre qui repose sur une stratégie multicritères basée sur une analyse exhaustive (selon l'information totale disponible) des risques pesant sur la stabilité des prix et la contrainte d'avoirs extérieurs notamment en termes de taux de couverture. L'objectif retenu dans ce cadre est d'un taux d'inflation, en glissement annuel, compris entre 1% et 3% pour un horizon de 24 mois. Sur le plan opérationnel, les taux d'intérêt et le dispositif des réserves obligatoires sont utilisés. En ce qui concerne les taux d'intérêts, la BCEAO a revise a la baisse a 3 reprise ses deux taux directeurs durant l'années 2013. Le taux du guichet de prêt marginal, applicable aux concours octroyés par la Banque Centrale sur le guichet de prêt marginal est fixé à 3,5% et le taux minimum de soumission aux appels d'offres, fixé à 2,5% depuis le 16 septembre 2013. Ces taux ont connu une baisse de 0,25 points de pourcentage par rapport celui de juin 2013.

En ce qui concerne les réserves obligatoires, elles sont constituées par les banques sur une période mensuelle, allant du 16 de chaque mois au 15 du mois suivant. En fonction des objectifs recherchés, la Banque Centrale peut ajuster le niveau des réserves obligatoires, en agissant sur leur champ d'application (établissements assujettis), sur l'assiette de calcul ou sur les coefficients, de manière uniforme ou différenciée par pays. Le coefficient des réserves obligatoires est harmonisé et maintenu au sein de l'Union à 5%.

La coordination est assurée à travers le Comité de Stabilité Financière (CSF) qui constitue un cadre formel de coopération regroupant les Autorités de régulation et de supervision de la zone. Depuis sa mise en place en mai 2010, le CSF teint régulièrement ses réunions trimestrielles.

6.1.9.2. Harmonisation des cadres de réglementation et de supervision des banques, assurances et institutions de micro-finance

D'importantes innovations ont été introduites avec la Réforme institutionnelle de l'UMOA et de la BCEAO entrée en vigueur en 2010. En matière de réglementation des institutions financières, les perspectives pour l'année 2013 s'articulent autour de la finalisation de projets de textes réglementaires relatifs notamment :

- à la mise en place d'un réseau de Spécialistes en Valeurs du Trésor (SVT) ;
- aux titres de la dette publique et aux titres de créance négociables ;
- à la mise en place d'une structure chargée de la coordination des émissions de titres de la dette publique ;
- à l'institution d'un Fonds de Garantie des Dépôts bancaires ;
- à la révision du Plan Comptable Bancaire de l'UMOA ;

- à la réévaluation du champ des sûretés et garanties bancaires recevables au plan prudentiel ;
- aux opérations de pension livrée ;
- aux Bureaux d'Information sur le Crédit (BIC).

En matière de supervision bancaire, les principales évolutions enregistrées durant l'année 2012 ont porté sur :

- la révision à la baisse de la norme prudentielle relative au ratio de transformation passée de 75% à 50% ;
- la suppression du ratio de structure du portefeuille ;
- l'adoption du projet de Loi uniforme sur le contentieux des infractions à la réglementation des relations financières extérieures des Etats membres de l'UMOA ;
- l'adoption d'une Loi uniforme relative au traitement des avoirs dormants dans les livres des organismes financiers des Etats membres de l'UMOA ;
- l'adoption d'un Décret uniforme relatif à l'autorisation des Établissements Financiers à caractère bancaire à recevoir des dépôts de fonds du public. Ces décisions du Conseil des Ministres de l'UMOA sont entrées en vigueur à compter du 01/01/2013.

L'adoption de la supervision basée sur les risques figure parmi les chantiers prioritaires de l'organe de supervision bancaire. Pour la création d'un environnement propice à l'émergence d'un mécanisme de référence de crédit (déc 2014), les orientations proposées pour ce chantier ont été validées par les Autorités de la Banque. Un projet de loi communautaire relatif aux BIC est en cours d'élaboration. Concernant les dispositions prises pour l'évaluation externe des principes fondamentaux de Bâle (déc 2014), il convient de noter que le cadre de supervision bancaire de l'UMOA a déjà fait l'objet en 2007 d'une évaluation dans le cadre du Programme régionale d'Evaluation du Système Financier (PESF) mené par le FMI et la Banque Mondiale. Au terme de cette évaluation, la mission du PESF avait jugé le cadre comme suit :

- 5 principes conformes
- 11 principes largement conformes
- 13 principes substantiellement non conformes
- 1 principe sans objet.

Par rapport à l'adoption de l'approche standard de Bâle 2 (déc 2015), les Services de la Banque travaillent sur des propositions d'orientations pour le chantier de migration vers Bâle 2 inscrit dans le Programme d'Actions Prioritaires de la BCEAO.

6.1.9.3. Harmonisation des cadres comptables et de reporting des banques et autres institutions financières

L'adoption des normes IFRS sera envisagée après la finalisation du chantier de révision du Plan Comptable Bancaire. Pour l'heure, les Services de la Banque s'attellent à l'organisation en 2013 d'un séminaire de formation sur cette problématique à l'intention des Directions concernées.

Pour l'adoption d'un système électronique de surveillance (juin 2014), la BCEAO a lancé en 2010 un Projet de refonte et d'automatisation du système de reporting des établissements de crédit qui pourrait prendre en charge ce chantier.

6.1.9.4. Harmonisation des réglementations sur les comptes courants et de capital

Concernant la réglementation régissant les relations financières extérieures au niveau de l'UEMOA, des évolutions majeures n'ont pas été enregistrées au niveau de la réglementation des relations financières extérieures au niveau de l'UEMOA au cours du premier semestre 2013. En effet, celles-ci sont toujours régies par les dispositions du règlement R°09/2010/CM/UEMOA/ du 1er octobre 2010 qui a remplacé le Règlement n° R09/98/CM/UEMOA du 20 décembre 1998, relatif aux relations financières extérieures des Etats membres de l'Union Economique et Monétaire Ouest Africaine (UEMOA).

Le nouveau règlement consacre la liberté des transactions courantes conformément à l'esprit de l'article VIII des statuts du FMI. Pour ce qui est des opérations en capital, elles sont libres au sein de l'UEMOA. Par contre, certaines opérations en capital réalisées avec l'extérieur de l'union nécessitent des autorisations préalables. Le texte consacre l'augmentation du montant des transferts sans justificatif de 300 000 FCFA à 500 000 FCA. Les intermédiaires agréés doivent simplement s'assurer de l'identité du demandeur et du bénéficiaire. Le texte précise que les résidents sont tenus de domicilier auprès d'un intermédiaire agréé les opérations d'importation et d'exportation. La banque domiciliataire est tenue de procéder au rapatriement effectif du produit des recettes d'exportation, par l'intermédiaire de la BCEAO à hauteur de 80%. Aux fins de couverture de ses besoins courants en devises, la banque domiciliataire est autorisée à conserver, dans ses ressources propres en devises, une proportion des recettes d'exportations domiciliées et encaissées dans ses livres. Une instruction de la BCEAO fixe la part conservée par la banque à 20% des recettes d'exportations contre 0% au terme de l'ancienne réglementation.

6.1.9.5. Harmonisation des statistiques de Balance des paiements

Au niveau de l'UEMOA, tous les pays ont commencé à élaborer la balance des paiements selon la méthodologie du manuel 6eme à compter des données de 2011. Pour rappel, un guide méthodologique, décrivant le nouveau dispositif d'élaboration de la balance des paiements dans les Etats membres de l'UEMOA, selon la sixième édition du Manuel d'élaboration de la balance des paiements et de la position extérieure globale a été élaboré.

6.1.9.6. Harmonisation des autres statistiques

Dans le domaine des activités statistiques, le centre de la statistique a été mis en place pour examiner les questions d'harmonisation statistique au sein de l'Union avec un démarrage effectif des activités. Il a été adopté par le Conseil des ministres de l'Union une Décision portant création du Comité régional de la Statistique au sein de l'UEMOA et une décision instituant un cadre d'échanges des informations statistiques au sein de l'UEMOA.

Dans le cadre du programme d'harmonisation des statistiques, quatre projets sont en cours d'exécution au niveau de la Commission de l'UEMOA en plus d'autres activités déjà réalisées.

- L'automatisation de la base de données de la surveillance multilatérale vise le développement d'une plateforme informatique automatisée pour la base de données de la surveillance multilatérale (BDSM). Depuis 2011, la plate forme a été mise en place et validée au mois de mars 2012. Une collaboration est établie avec AFRISTAT dans le cadre de cette base de données en vue de la mise en place d'un dispositif automatique de publication des statistiques. La stabilisation de la BDSM en vue de sa publication pose problème en ce jour en raison de l'évolution dans les manuels ayant servi à sa conception initiale, notamment au niveau du manuel des statistiques des finances publiques, de la balance des paiements, du système de comptabilité nationale et de l'indice harmonisé de la production industrielle.

- L'indice harmonisé des prix à la consommation a été rénové. La nouvelle année de base a été fixée à 2008 et son calcul se fait sur le logiciel PHOENIX-UEMOA. Toutefois, les relevés de prix ne concernent que les principales agglomérations et donc ne prend pas en compte l'ensemble du pays. Les travaux d'extension de cet indice à l'ensemble du pays ont démarré au cours de l'année 2013 avec la validation au mois d'août 2013 de la feuille de route pour la mise en œuvre du projet par les Directeurs généraux des instituts nationaux de statistique. Une équipe projet sera mise en place. Les travaux d'extension sont confiés à AFRISTAT et une équipe de statisticiens et d'informaticiens de la Commission de l'UEMOA et de la BCEAO sera constituée pour acquérir la maîtrise des différentes étapes du projet en vue d'assurer la maintenance et le dépannage du logiciel. Les travaux sur le terrain débuteront dès le premier trimestre 2014.

- L'indice harmonisé des prix à la production industrielle où une méthodologie a été arrêtée. De même, une application informatique a été conçue. Un logiciel a été développé sur la base de la méthodologie harmonisée, et installé à la Commission de l'UEMOA et dans les Etats membres. Il prend en compte les indices de la production et ceux des prix à la production industrielle. Des ateliers de renforcement des capacités ont eu lieu au cours de l'année 2012.

- Les comptes nationaux où la Commission de l'UEMOA continue son appui aux Etats dans le cadre de l'amélioration de la production des comptes nationaux en vue d'assurer la régularité des publications et de réduire les retards. A cet effet, la Commission a mis en place un programme d'appui aux Etats financés par l'Union Européenne à travers AFRISTAT. Un logiciel d'aide à la production des comptes nationaux définitifs conforme au SCN-93 appelé ERE-TES (Equilibre Ressources Emplois-Tableau Entrées Sorties) a été installé dans les huit (08) Etats membres. La Commission de l'UEMOA continue son appui aux Etats membres dans le cadre de l'amélioration de la production des comptes nationaux en vue d'assurer la régularité des publications et de réduire les retards. A cet effet, la Commission a mis en place un

programme d'appui aux Etats financé par l'Union Européenne. L'exécution technique dudit programme est confiée à AFRISTAT.

Statistiques du secteur Informel

Des enquêtes de type 1-2-3 ont été réalisées en 2001 et 2003 et ont permis de disposer de données sur les principales agglomérations de sept (07) Etats membres de l'UEMOA. Ces statistiques sur le secteur informel urbain ont été publiées dans les Etats et au niveau régional. Les résultats de ces enquêtes ont été utilisés pour ajuster les PIB produits dans les Etats. Dans le cadre des activités du nouveau Centre statistique de l'UEMOA, une étude de faisabilité relative à l'enquête 1, 2, 3 auprès du secteur informel est entreprise depuis le premier trimestre 2013. Les résultats sont attendus au second semestre 2014 au plus tard

Statistiques du commerce extérieur

L'annuaire régional sur les statistiques du commerce extérieur est régulièrement produit et publié. Un logiciel commun « Eurotrace » a été développé et installé dans tous les Etats membres et à la Commission de l'UEMOA. Un système de surveillance commerciale basé sur un échantillon d'indicateurs a été mis en place et un module complémentaire a été adjoint à « Eurotrace » pour la prise en compte de ces indicateurs.

Critères de convergence de l'Union

En ce qui concerne les critères de convergence en vigueur dans l'Union, un projet d'étude est en cours pour l'examen de la possibilité d'introduire des critères sur la convergence réelle pour l'analyse de la performance des Etats. L'étude doit être examinée au cours de ce deuxième semestre 2013.

6.1.9.7. Etats de mise en œuvre des réformes des finances publiques

L'UEMOA a adopté en 2009 six directives relatives aux finances publiques. Ces directives ont été complétées par deux autres. Ce sont :

- la Directive n°01/2011/CM/UEMOA du 24 juin 2011 portant Régime financier des collectivités territoriales ;

- la Directive n°03/2012/CM/UEMOA du 29 juin 2012 portant comptabilité des matières.

La transposition de l'ensemble des ces directives est en cours au niveau des Etats membres. Cette transposition est réalisée à des stades différents dans les Etats membres. Pour une mise en œuvre effective de nouvelles directives et pour permettre l'échange d'expérience entre les administrations financières des Etats, il a été mis en place l'observatoire des finances publiques composé de quatre représentants par Etats membres.

L'harmonisation des finances publiques couvre quatre chantiers à savoir l'harmonisation des finances publiques, les réformes des marchés publics, la fiscalité intérieure et le système de comptabilité des entreprises.

i. En matière de finances publiques, d'importants progrès ont été réalisés par rapport à la loi des finances notamment les modalités de vote, d'exécution et de contrôle du budget et l'adoption d'un code de transparence. Par ailleurs, l'élaboration d'un programme d'appui à la mise en œuvre des directives du cadre harmonisé des finances publiques a permis de réaliser des progrès à travers les actions de communication et de sensibilisation, à la formation et au perfectionnement des cadres et des formateurs ainsi qu'au renforcement des systèmes d'information dans les Etats membres.

ii. Pour ce qui concerne le chantier relatif aux réformes des marchés publics, il a bénéficié du soutien financier des partenaires techniques et financiers et a eu un succès plus important que les autres réformes. Ainsi, on peut noter la mise en place des structures de gestion des marchés publics telles que l'ARMP (Autorité de Régulation des Marchés publics) comprenant trois représentants de l'administration publique, trois représentants du secteur privé et trois représentants de la société civile. Une étude d'évaluation de la mise en œuvre de ces réformes est actuellement en cours pour examiner les forces et faiblesses en vue de tirer les leçons pour le futur.

iii. Le chantier des réformes relatives à la comptabilité des entreprises a été marqué par la mise en place des structures de pilotage du SYSCOA (Système comptable Ouest Africain) à travers le suivi de la réglementation, et le conseil permanent de la profession comptable. Ces structures sont représentées au niveau national. On peut noter la mise en place des conseils nationaux de la comptabilité.

iv. Pour ce qui concerne la fiscalité, l'UEMOA a élaboré des actes communautaires portant harmonisation des législations des Etats membres en matière de fiscalité intérieure directe et indirecte. La TVA et les droits d'accise sont déjà harmonisés au sein de l'union, de même que certains impôts directs comme l'IS (taux compris entre 25% et 30%) et l'IRVM (taux situé entre 10% et 15%). Les défis de la transition fiscale pour les Etats sont de permettre d'atteindre un niveau approprié de collecte des recettes publiques pour financer de manière durable le développement. Donc, la mobilisation des recettes est le volet principal du programme de transition fiscale et vise l'objectif d'atteindre au moins le taux de pression fiscale de 17%. Les problèmes rencontrés dans la mise en œuvre du programme sont relatifs à la question de la réduction des exonérations fiscales et douanières et au remboursement des crédits TVA. Concernant la réduction/maitrise des exonérations fiscales, la Commission a engagé depuis 2009, un chantier pour l'évaluation et la publication des dépenses fiscales ; ce projet permettra aux Etats membres de prendre les mesures de rationalisation de ces dépenses. Pour assurer une synergie d'actions entre les administrations fiscales et douanières, l'UEMOA a adopté en 2012 une directive pour assurer l'échange d'informations entre ces administrations basé sur l'outil

informatique, afin d'éviter au maximum l'intervention humaine. Cette directive doit être transposée par les Etats membres à fin 2012.

Le comité régional de la transition fiscale se réunit régulièrement pour faire le point sur la transition fiscale au niveau de l'Union sur la base de la Décision 34/2009 portant sur les critères et indicateurs de la transition fiscale. La situation montre que plusieurs Etats s'inscrivent dans la tendance de la réalisation de la transition fiscale.

Au niveau de l'harmonisation des législations fiscales avec la CEDEAO, des concertations sont engagées principalement sur deux impôts à avoir la taxe sur la valeur ajoutée et les droits d'accises pour lesquels il y a des divergences aussi bien au niveau du champ d'application que des taux d'imposition. A la suite de réunions de concertations entre les deux départements en charge de ces questions au niveau des deux Commissions tenue en octobre 2009 et en avril 2013, une feuille de route a été adoptée pour rapprocher les textes communautaires.

6.2. LES PAYS DE LA ZONE MONETAIRE DE L'AFRIQUE DE L'OUEST (ZMAO)

6.2.1. GAMBIE

La mise en œuvre de la Stratégie de Développement à moyen terme de la Gambie est en cours: Le Programme pour la Croissance Accéléré et l'Emploi (PAGE), 2012-2015. Ce programme a pour objectif d'accélérer et de renforcer la croissance économique à travers des investissements stratégiques dans les infrastructures, l'éducation, l'agriculture, le tourisme, la santé et l'énergie. Dans le cadre de ce programme, la Gambie est engagé à réduire les prêts intérieurs nets à 1,5% du PIB en 2013 et à zéro % d'ici la fin du programme en 2015. Les autorités sont déterminées à faire face aux pressions sur le taux de change et à réduire l'inflation à 5% en 2013.

6.2.1.1. Analyse Sectorielle

Secteur réel

La croissance du PIB réel en 2013 devrait rester forte à 6,4% contre 3,9% en 2012. L'économie gambienne ne s'est pas complètement remise des effets induits par la sécheresse de 2011 lorsque le PIB a baissé à 4,3%. Bien que les 6,4% de croissance soient historiquement impressionnants, la dépendance excessive de l'agriculture pluviale instable et sur le tourisme saisonnier pourrait être préjudiciable à la croissance durable et à la reprise globale.

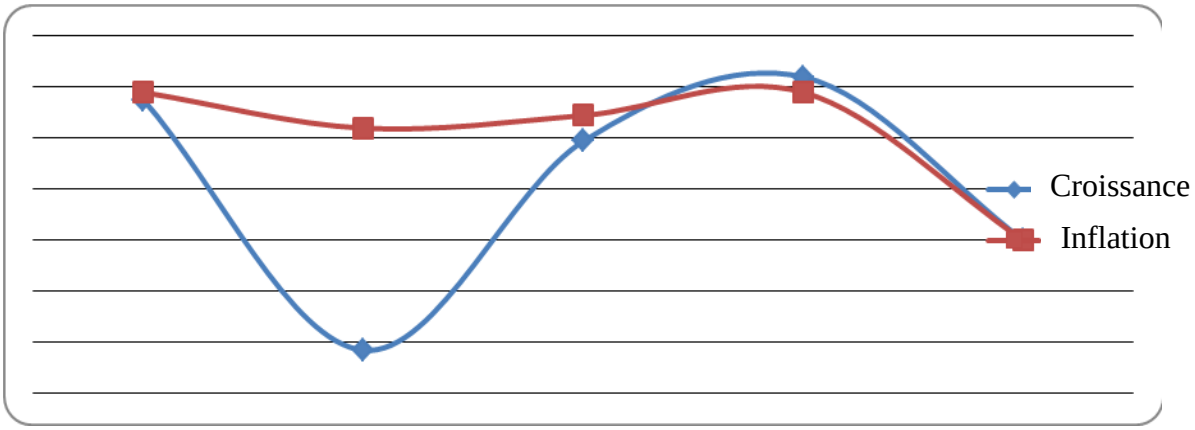
La croissance en 2013 devrait être tirée par la reprise continue de l'agriculture, appuyée par une pluviométrie abondante et inégalement répartie à travers le pays de même que la fourniture de semences à haut rendement. Le secteur des services devrait soutenir cette dynamique de croissance avec l'accroissement du nombre de touristes et l'expansion des technologies de l'information. La valeur ajoutée de l'agriculture devrait s'accroître de 7,5%, l'industrie (6,6%) et les services (5,8%). En termes de contribution au PIB, les services représenteraient 57,8%, l'agriculture (30,5%) et l'industrie (11,7%).

Tableau 6.41: Croissance du PIB et Composition Sectorielle

	2008	2009	2010	2011	2012	2013 H1
Croissance du PIB réel	6.1	4.6	5.5	-4..3	3.9	6.4
Croissance sectorielle						
Agriculture	3.6	5.5	14.4	4.0	5.0	7.5
Industrie	3.8	3.5	12.3	1.3	1.3	6.6
Services	6.9	5.7	2.3	8.5	8.5	5.8
Part sectorielle du PIB						
Agriculture	31.6	25.3	28.9	29.9	20	30.5
Industrie	10.9	13.2	12.5	12.6	13	11.7
Services	57.5	61.5	58.6	57.4	62	57.8
Prix						
Taux d'inflation annuelle	4.5	4.6	5.0	4.8	3.8	4.6
Taux d'inflation à fin de période	6.8	2.7	5.8	4.2	4.9	5.8

Sources: CBOS et AMAO

L'inflation s'est fixée à 5,8% à fin juin 2013 contre 4,2% enregistré dans la même période de l'année précédente. L'inflation a été induite par les prix des denrées alimentaires et du carburant au premier semestre 2013. La dépréciation du taux de change (GMD/$) et le comportement opportuniste sur les prix par certains agents économiques, suite à l'introduction de la TVA, a également contribué à la hausse de l'inflation. Les pressions sur le taux de change et ses conséquences inflationnistes demeurent un défi pour la stabilité macroéconomique globale pendant la période sous revue et au-delà. Les chiffres suivants montrent l'évolution de l'inflation et de la croissance de 2010 à 2013.



Evolutions Budgétaires

Les recettes totales et les dons au premier semestre de 2013 étaient de 3213,34 millions de Dalasi contre 3804,9 de Dalasi au cours de la période de 2012, soit une baisse de 15,5%. En termes de PIB, les recettes totales, y compris dons, sont également passées de 26,7% au premier semestre 2012 à 18,9% par rapport à la même période de 2013. Cette baisse pourrait être imputable au 25% de baisse de l'impôt sur les revenus, suite à la politique d'exonération fiscale des travailleurs à faible revenus (il y'a eu une hausse sur le revenu exonéré d'impôt de 7500 Dalasi par an à 18000 Dalasi par an et la réduction de l'impôt sur les revenus personnels de 35 à 30%) , et à la faiblesse des taux de conformité de certaines entreprises publiques.

Toutefois, la mobilisation de recettes intérieures était impressionnante avec 12% de hausse au premier semestre 2013, contre 2468 millions de Dalasi en 2012 suite à une augmentation des recettes fiscales (37,1%), des gains en capital (18,3%) et des impôts indirectes (16,5%). Notamment, la tendance à la hausse des recettes fiscales est caractérisée par l'amélioration des méthodes de recouvrement des impôts, la sensibilisation accrue, particulièrement en ce qui concerne la TVA et le respect des obligations fiscales par les contribuables. Depuis sa mise en œuvre en janvier 2013, la TVA a enregistré des progrès remarquables avec un taux de conformité de 80%, dépassant ses objectifs trimestriels. Cependant, la non déclaration d'impôts et le non-respect des obligations fiscales par certaines entreprises publiques demeurent une préoccupation.

Les recettes totales reçues en 2013 sont passé de 449,1 millions de Dalasi (66,4 % de baisse) à 1336,9 millions de Dalasi dans la période correspondante de 2012. Ceci est dû principalement au faible appui extérieur (en termes de dons) due à une reprise après la sécheresse.

Les dépenses totales et le les prêts nets, qui sont restés élevés, étaient caractérisés par une légère hausse de 1,1% en 2013, de 4059,8 millions de Dalassi (24,1% du PIB) dans la première moitié de 2012 à 4102,9 millions au cours de la période de référence. Les dépenses courantes, qui représentent 17,3% du PIB, ont augmenté de 20,2% durant la première moitié de 2013, due principalement à la hausse des émoluments du personnel (12,7%), des subventions et des transferts (85%) et d'autres dépenses (40,8%). Les dépenses en capital, d'autre part, ont baissé en 2013 de 26,4%, contre 1570,6 millions de Dalasi en 2012, due à une importante baisse des subventions de projets et de financement extérieure de 66% et 30% respectivement.

Tandis que le déficit budgétaire (hors dons) baissait à 7,9% du PIB, le déficit budgétaire (y compris dons) augmentait à 5,2% du PIB en 2013 contre 1,8% en 2012. Cette hausse a été principalement induite par les importantes dépenses, indiquant un taux de mouvement des recettes en deçà des dépenses. Le financement intérieur représentait 40%, dont l'emprunt du système bancaire comptabilisant 92,3%. En conséquence, le niveau de financement du déficit budgétaire par la banque centrale était nettement au-dessus de la limite statutaire de 10% des recettes fiscales de l'année précédente au cours de la période sous revue.

Le ratio dette publique total/PIB était à 74,1% au premier semestre 2013 contre 74,1 et 74% dans la première moitié et à fin 2012 respectivement, en dessus du seuil régional de 70%. La dette publique totale a augmenté de 13,3% en 2013. La dette intérieure, par rapport au PIB était de 31,3% en 2013 contre 33,4% au cours de l'année précédente. Le niveau élevé de la dette intérieure et les paiements d'intérêt y afférent, de même que les risques de refinancement due à l'échéance à court terme du stock des instruments de la dette pourraient continuer à affecter la disponibilité des ressources pour les investissements en capital. La dette publique extérieure (en termes de PIB) s'est élevée de 43,8% en 2012 à 46,1% en 2013. Ceci pourrait traduire des niveaux de dette intérieurs insoutenables, qui si ils ne sont pas contenus pourraient affecter les acquis enregistrés à la suite de l'allègement de la dette PPTE.

Tableau 6.42: Operations budgétaires de l'Etat

	2011 Juin	2012 Juin	2013 Juin	2011 Juin	2012 Juin	2013 Juin
	Croissance annuelle			% du PIB		
Recettes et dons	1.1	56.5	-15.5	18.2	26.7	18.9
Recettes totalles (Hors dons)	-10.9	31.5	12.0	14.1	17.3	16.3
Recettes fiscales	-14.6	36.6	11.6	11.8	15.0	14.1
Impôt direct	-35.2	96.8	2.8	2.9	5.4	4.6
Impôt indirecte	-4.6	16.7	16.5	8.9	9.7	9.4
Impôts sur les biens propres & services	7.7	29.4	18.4	2.7	3.3	3.3
Impôt sur les opérations commerciales internationales.	-9.2	-11.1	15.5	6.1	6.4	6.2
Recettes non fiscales	14.2	-5.7	14.8	2.3	2.3	2.2
Dons	85.7	-141.1	-66.4	4.2	9.4	2.6
Projet	85.7	-141.1	-66.4	4.2	9.4	2.6
Dépenses et prêts nets	-2.1	-39.4	1.1	21.8	28.5	24.1
Depenses Totales	-2.5	-38.1	2.0	21.8	28.2	24.1
Depenses Courantes	12.8	-14.4	20.2	16.1	17.2	17.3
Hors-intérêt	14.4	-7.1	28.0	12.6	12.6	13.5
Émoluments du personnel	6.5	-9.3	12.7	5.6	5.7	5.4
o/w: Traitements, salaires et pensions bruts	10.4	-6.8	11.3	6.1	6.1	5.7
Autres dépenses	21.6	-5.3	40.8	7.0	6.9	8.1
Paiements des Intérêts	7.2	-41.0	-1.3	3.5	4.6	3.8
Intérieures	11.9	-51.2	-8.1	2.9	4.0	3.1
Extérieures	-10.7	7.7	51.8	0.6	0.5	0.7
Depenses en Capital	-29.2	-104.1	-26.4	5.8	11.0	6.8
Intérieur (GLF)	-28.3	44.7	29.6	1.3	0.7	0.7
Prêts	-90.6	-229.5	322.8	0.3	1.0	3.4
Dons	38.1	-141.1	-66.4	4.2	9.4	2.6
Solde primaire	31.0	64.0	-26.1	4.3	6.6	4.1
Déficit budgétaire/Excédent (engagement, hors dons)	19.2	53.7	-15.9	-7.8	-11.2	-7.9
Déficit budgétaire (Base engagement, dons compris)	-15.7	-47.0	248.9	-3.6	-1.8	-5.2
rajustement en espèces	-75.8	-386.5	-47.1	3.3	-8.8	-3.9
Solde global (base caisse, dons inclus.)	-103.2	3652.1	2.7	-0.3	-10.6	-9.2
Financement	-103.2	3652.1	2.7	0.3	10.6	9.2
Extérieur (net)	-146.9	-94.4	-5900.8	-0.8	0.0	2.1
Intérieur (net)	-110.8	-809.5	-51.5	1.2	10.2	4.1
Système bancaire	-122.2	-373.2	-54.8	2.3	10.1	3.8
Banque centrale	-165.5	165.1	14.7	-7.4	4.5	4.3
Banques de dépôt	-144.9	38.4	-111.0	9.7	5.6	-0.5
Secteur non bancaire	90.3	157.5	-35.0	-1.1	0.6	0.3

Sources: Autorités gambiennes et AMAO * Projection

Evolutions Monétaires

La politique monétaire de 2013 est axée sur la stabilité des prix et le maintien de l'inflation en dessous de 6%. A cet égard, la CBG continue de compter sur les opérations d'open market pour gérer la liquidité dans l'économie. Afin de réaliser le ciblage de l'inflation, la monnaie de réserve et la masse monétaire devraient s'accroître de 10,9% et 12,5% respectivement à fin 2013.

La Banque Centrale de Gambie a maintenu sa politique monétaire restrictive, avec des mesures plus rigoureuses au cours du premier semestre de l'année. Conformément à cette orientation de politique, le taux directeur a été révisé à la hausse par deux fois durant la période. Suite à une baisse de pourcentage du taux à 12 en janvier 2013, le taux est monté à 14% en mai 2013, prenant en compte la dépréciation soutenue du Dalasi contre les principales monnaies internationales et la croissance des pressions inflationnistes. Tandis que les

pressions inflationnistes continuaient, le taux directeur a haussé davantage à 18% en juin 2013. En outre, la Banque Centrale de Gambie a pris un certain nombre de mesures comprenant le relèvement de l'obligation de réserve par deux fois lors du premier semestre de l'année de 10% à 12%, puis à 15% pour durcir davantage les conditions de liquidité. La position de change ouverte nette des banques est passée également de 15% à 25% pour faciliter les conditions d'approvisionnement du marché des changes.

La monnaie au sens large a augmenté de 14,7% au cours de la période sous revue contre 5,8% dans la même période de référence de l'année précédente. A fin 2012, elle a connu une hausse de 7,9%. Cette croissance était largement influencée par l'expansion des avoirs intérieurs nets qui sont passés à 31,6% contre 3,9% dans la période correspondante de l'année précédente. De même, la monnaie de réserve s'est accrue à 23,9% contre 4% dans la même période. Toutefois, 15% de hausse de la monnaie de réserve a été enregistré à fin 2012.

La contribution la plus importante à la croissance de la masse monétaire provient du crédit net à l'Etat (4,1%), suivi du crédit au secteur privé (2,9%). Le tableau suivant donne un aperçu des indicateurs monétaires clés de 2010 à mi-2013.

Tableau 6.43: Croissance des agrégats monétaires clés et contribution à la masse monétaire

	2010	2011_H1	2011	2012_H1	2012	2013_H1
Masse monétaire au sens large (M2)	**13,292.2**	**14,123.**	**14,753.4**	**14,948.2**	**15,902.0**	**17,156.1**
Monnaie au sens étroit (M1)	6,022.0	6,416.9	6,666.8	6,634.2	7,395.8	8,312.1
Dévises avec le public	2,064.6	2,240.8	2,376.3	2,386.8	2,818.6	2,875.3
Dépôts à vue	3,957.4	4,176.2	4,290.5	4,247.4	4,577.2	5,436.9
Quasi-monnaie (y compris**. FCDs.**)	7,270.3	7,706.8	8,086.6	8,314.0	8,506.2	8,844.0
	contribution à la croissance de la masse monétaire					
Avoirs extérieurs nets	1.0	7.1	4.0	-0.7	2.4	1.1
Avoirs Intérieurs nets	-10.1	0.8	7.1	-2.6	5.3	1.4
Créances nettes sur l'Etat	16.4	15.5	7.9	1.7	6.9	4.1
Créances sur les institutions publiques	0.9	0.2	-0.4	-1.4	-0.3	1.3
Créances sur le secteur privé	4.7	3.4	2.8	0.1	1.3	2.9
Autres postes nets (APN)	-9.4	-12.9	-3.2	1.6	-2.7	-1.2
	Croissance des principaux agrégats monétaires					
Monnaie au sens large	13.7	13.4	11.0	1.3	7.8	7.9
Monnaie de base	10.5	8.1	12.3	-0.9	6.8	15.0
Avoirs extérieurs nets	3.0	28.2	13.1	-2.2	7.9	3.4
Avoirs Intérieurs nets	18.8	8.3	10.1	2.9	7.5	10.1
Avoirs Intérieurs nets (CBG)	-1495.0	33.2	0.8	15.8	-9.9	69.1
Avoirs Intérieurs nets (**DMB**)	9.3	5.0	10.6	1.1	6.2	10.0

Sources: Banque Centrale de la Gambie et AMAO

Concurremment avec l'augmentation soutenue de l'inflation dans la période sous revue, le critère de bons du trésor de 91 jours est passé de 11,8% en juin 2013 à 9,7% dans la même période de l'année dernière. Les taux de prêt et de dépôt ont baissé pendant la période. Le taux de prêt moyen des banques commerciales a baissé de 22% en juin 2012 à 21,5% en juin 2013. Similairement, le taux d'épargne moyen est passé de 5,8% à 4,3% au cours de la même période.

Secteur Extérieur

La position extérieure de la Gambie s'est fragilisée au cours des années. Autrefois, un centre commercial important, le rôle de la Gambie en tant qu'entrepôt a considérablement diminué dû à des mouvements vers l'harmonisation des tarifs extérieurs dans la région et à l'amélioration de l'efficacité des facilités portuaires dans les pays limitrophes.

Le total des exportations devrait s'accroître de 9,6% à $111.2 millions (11,7% du PIB) en 2013 contre $101.5 millions (11,4% du PIB) en 2012, imputable à la libéralisation du marché de l'arachide aboutissant à la hausse du prix à la ferme. D'autre part, les importations totales devraient baisser légèrement de 2,1% à $355,7 million (37,3% du PIB) d'ici fin 2013 contre $363,5 million (40,7 % du PIB) due à l'amélioration de la production de cultures. Ainsi, le déficit courant actuel s'est élargi à environ 16% du PIB, indiquant une baisse des exportations par rapport à la hausse des importations, en particulier en ce qui concerne les intrants alimentaires et agricoles, qui restent une source majeure de préoccupation pour la stabilité macroéconomique.

La balance globale de paiement devrait enregistrer un déficit de 5,6 millions de Dollars (0,6% du PIB en 2013) contre un excédent de $ 0,1millions (0,01% du PIB) en 2012 dû principalement à la baisse attendue du compte de capital, résultant en une chute des subventions de projet de $73,9 millions à $38,6 millions ainsi que du compte financier de $111,0 millions à $100,9 millions. Cependant, le déficit du compte courant hors appui budgétaire devrait s'améliorer de 175,9 millions de dollars (19,7% du PIB) à 151,7 millions de Dollars (15,9%).

Les pressions de dépréciation sur le Dalasi se sont intensifiées en 2013 dues à la faiblesse sur la balance de paiements qui pourrait être liée à une récolte en dessous de la moyenne en 2012 ainsi que des dérapages budgétaires connus. En outre, les directives administratives en vue de fixer les taux de change du Dalasi contre le Dollar américain en dessous du taux de marché n'ont pas facilité la situation vu qu'elles ont envoyés des signaux mitigés aux participants du marché. Les directives pourraient être également contre productives en termes de stabilisation du taux de change.

Par conséquent, le Dalasi a enregistré une dépréciation annuelle de 20,9%, 20,8% et 24,1% contre la Livre sterling, le Dollar et l'Euro respectivement durant la première moitié de 2013. Le Dalasi s'est déprécié contre l'UCAO de 14,8% de fin juin 2012 à fin juin 2013, soit un taux de D46, 5/UCAO en Juin 2012 à D53, 4/UCAO en Juin 2013.

Tableau 6.44: Balance des paiements analytique

	2011	2012	2013	2011	2012	2013
compte courant	% du PIB			**Croissance**		
A. Biens et services	-17.4	-22.5	-18.7	-8.0	21.9	-11.4
Exportations, FAB	11.7	11.4	11.7	16.3	-8.8	9.6
Importations, FAB	-35.3	-40.7	-37.3	7.2	8.6	-2.1
Degré d'ouverture ((X + M)/PIB)	47.0	52.1	49.0	9.8	10.7	-6.0
Balance commerciale	-23.6	-29.4	-25.7	3.1	17.3	-6.6
Services (Net)	6.1	6.8	6.9	56.9	4.5	8.9
B. Revenus(Net)	-3.5	-3.9	-3.7	10.7	5.4	0.3
C. Transferts courants	6.1	9.2	7.2	5.3	41.3	-16.5
Solde du Compte Courant						
Hors transferts officiels	-14.8	-19.7	-15.9	-9.1	25.4	-13.8
Y compris transferts officiels	-14.8	-17.3	-15.2	-9.1	10.0	-6.0
2. compte capital et financier	17.0	20.7	14.6	-9.4	14.9	-24.6
A. Compte de Capital	4.9	8.3	4.0	20.5	59.9	-47.8
B. Compte financier	12.1	12.4	10.6	-17.5	-3.2	-9.1
Erreurs et omissions	-1.3	-3.4	0.0	-74.0	-146.7	-100.0
Solde global	0.9	0.0	-0.6	-135.3	-98.8	-5700.0
Financement	-0.9	0.0	0.6	-135.3	-98.8	-5700.0

Sources: FMI et AMAO

6.2.1.2. État de la convergence macroéconomique

La Gambie a satisfait à un critère de premier rang notamment celui de l'inflation et n'a pu remplir celui du déficit budgétaire/PIB, le financement du déficit budgétaire par la Banque centrale et les réserves extérieures brutes. De même, un critère de second rang relative au taux d'intérêt réel positif a été rempli (voir tableau ci-dessous). Le pays n'a pu remplir les critères relatifs aux arriérés intérieurs, aux recettes fiscales/PIB, à la masse salariale/recettes fiscales, à l'investissement intérieur/recettes fiscales, au taux de change nominal et à la dette publique/PIB. Ceci contraste avec la performance du premier semestre 2012, lorsque le pays remplissait cinq critères (deux de premier rang et deux de second rang).

Tableau 6.45: État de la convergence macroéconomique

	Cible	2010	2011	2012		2013*	
Critères de premier rang		Dec	Dec	Juin	Dec.	Juin	Dec
i)' Déficit budgétaire (y compris.) dons)	≤ 3%	2.7	4.2	1.8	4.6	5.4	4.6
(ii) Inflation (moyenne)	≤ 5%	5.0	4.8	3.8	4.3	4.6	4.3
iii) Financement Banque Centrale	≤ 10%	14.9	12.6	3.7	0.4	30.3	0.0
iv) Reserves	≥6 Mois	6.8	6.1	5.2	4.8	5.1	5.9
Critères de second rang							
(i) Arriérés intérieurs**		na	na	na	na	na	na
(ii) Recettes fiscales /PIB	≥ 20%	13.1	13.0	15.0	14.1	14.6	14.1
iii) Masse salariale /RF	≤ 35%	43.7	45.5	40.8	43.1	40.7	43.1
iv) Investissements intérieur/Recettes Fiscales	≥20%	8.7	8.3	3.9	6.3	5.2	8.3
(v) Taux d'intérêt réel	> 0	4.8	-1.3	5.9	5.2	4.5	7.5
Stabilité du taux de change (Nominal)	± 10%	-4.2	-4.5	3.8	-4.5	20.8	-4.5
Dette totale/PIB	≤ 70%	58.4	67.6	71.2	74.0	74.1	74.0
Nombre de critères satisfaits		6	4	5	4	2	4

6.2.1.3. ARRANGEMENTS INSTITUTIONELS ET POLITIQUE D'HARMONISATION

Le pays a participé activement à la mise en œuvre des arrangements institutionnels et de la politique d'harmonisation déclinées dans la feuille de route du Programme de monnaie unique de la CEDEAO. Le CNC a continué à être opérationnel pendant la période sous revue bien qu'il ne soit pas encore institutionnalisé.

Finances publiques/Normes Internationales d'Information financière

Le secteur financier a un capital suffisant, sain, stable et rentable. Les prêts non performants (NPL), quoi qu'en baisse sont toujours dans les limites de l'intolérable. Toutes les treize (13) banques, à l'exception d'une seule (qui a demandé la liquidation) a satisfait à la nouvelle exigence de capital de 200 millions de Dalasi à l'échéance de fin décembre 2012. Le processus de liquidation qui a cessé les opérations l'année dernière a progressé de manière satisfaisante avec environ 98% de règlement de dépôts et les livres de créance **prises** par les autres banques. Le processus global devrait être conclu d'ici fin 2013.

Les lois de la banque centrale, de l'assurance et des banques sont en cours de révision. La loi relative aux informations financières (2013), la base juridique pour l'exécution des normes internationales d'information financière (IFRS), ont été promulguée. La formation des acteurs sur les IFRS a été conduite et une directive a été fournie aux banques en vue d'entamer le rapport sur la base du cadre IFRS. Des efforts importants ont été donc entrepris en vue d'améliorer la capacité des acteurs en vue de la mise en œuvre des IFRS (ceci comprenait la conduite d'ateliers de formation/sensibilisation par la CBG en collaboration avec les banques commerciales.

La banque centrale met actuellement en œuvre une conformité hybride et de cadres de supervision bancaire basés sur le risque et a mis en place un plan de transition vers un cadre de supervision entièrement basé sur le risque. Il y a une nécessité de renforcement des capacités pour une analyse hors site et une évaluation, essentielle pour une transition vers la supervision basée sur le risque. Le pays a continué à participer aux activités du collège des superviseurs de la ZMAO (CSZMAO) au cours de la période à l'étude et a conduit une inspection bancaire conjointe des filiales de banques nigérianes en Gambie. Trois inspections ont été conclues par la suite durant la période.

Une unité d'intelligence financière chargée de la responsabilité de la surveillance et du rapport sur les transactions financières douteuses a été installée et il y a des plans pour la transformer en organe indépendant.

Développement des Systèmes de Paiement

La mise en œuvre du traitement automatisé des chèques/chambre de compensation automatique (ACP/ACH)[4] en Gambie a été achevée en décembre 2011 et le Système de

[4] Ce processus traite les instruments de papier (principalement les chèques) et les instruments électroniques tels que les crédits directs

Règlement Brut en Temps Réel (RTGS) est devenu disponible et effective depuis décembre 2011. De même, le Système de Règlement des Titres (SSS)[5] et l'Application Bancaire de Base (CBA), ont été lancés et fonctionnent effectivement. Par ailleurs, le CBG est sur le point de mettre en œuvre le GAMSWITCH qui est une plateforme de commutation nationale pour les paiements en détail et qui doit être opérationnelle d'ici fin 2013.

Harmonisation statistique et bases de données ECOMAC

Le Gambien a transité de SCN 1968 vers le système de comptes nationaux (SCN) 1993 et il y a également des plans pour actualiser le SCN 2008. Toutefois, Le Bureau gambien de la statistique (GBOS) compte entreprendre une enquête auprès des établissements en 2014 qui facilitera la production de comptes nationaux trimestriels du PIB. A cet égard, la récente introduction de la TVA fournira également une base de données pour la production de données de comptabilité nationale de haute fréquence.

La compilation de l'indice du prix à la consommation (IPC) est basée sur la Classification individuelle par objet (COICOP) qui utilise le logiciel EXCEL. La couverture de la compilation et l'établissement de l'IPC a une envergure nationale. Il est prévu de changer la base de l'indice de 2004 à 2010, année où l'enquête sur les ménages intégrés la plus récente a été conduite.

La base de données de l'ECOMAC a été enrichie avec des données pertinentes et des efforts sont en train d'être faits pour combler les insuffisances restantes par le Comité National de Coordination (CNC).

Il est possible que des problèmes relatifs à l'harmonisation représentent le niveau faible de la coordination interinstitutionnel pour la réconciliation et la validation des données, comme en témoigne l'existence de valeurs multiples de certains indicateurs macroéconomiques clés. Cette situation devrait être réglée au niveau du CNC.

Intégration commerciale

Le pays a signé et ratifié la plupart des protocoles d'intégration commerciales de la CEDEAO, bien que le niveau de mise en œuvre soit mitigé. Alors que la mise en œuvre du Schéma de libéralisation des échanges de la CEDEAO (SLEC) et la Convention relative au transit routier inter-Etats de marchandises (TRIE) sont en proie à un certain nombre de défis, le protocole sur la libre circulation des personnes, le droit de résidence et d'établissement est mis en œuvre de façon assez satisfaisante. Aux fins de la mise en œuvre effective du TRIE qui a débuté en Juillet 2013, un sous-comité de facilitation commercial avec une large base d'adhésion, sous la présidence de la Chambre de de Commerce et d'Industrie de la Gambie (GCCI) a été institué pour piloter la mise en œuvre de la Convention.

[5] C'est une plateforme qui traite les transactions des bons et des obligations du trésor entre les banques commerciales et la Banque centrale sur une base à temps réel.

La réactivation du secrétariat permanent sénégalo-gambien pour renforcer davantage les relations commerciales bilatérales entre les deux pays était la bienvenue.

6.2.1.4. Perspectives

Le cadre à moyen terme du pays indique que quatre critères (deux critères de convergence de premier rang et deux de second rang) seront atteints d'ici la fin de 2013, une performance qui serait susceptible d'être maintenue en 2014. Les perspectives se fondent sur la poursuite de la reprise dans l'agriculture, la croissance soutenue du tourisme, la consolidation de l'assainissement budgétaire et la cohérence dans la mise en œuvre d'autres réformes de gestion des finances publiques. Cependant, les risques entourant les perspectives sont la vulnérabilité du pays aux chocs exogènes, l'incertitude et l'incohérence dans les orientations et la mise en œuvre de politiques.

6.2.1.5. Conclusion et recommandations

En général l'instabilité macroéconomique a principalement émané des pressions budgétaires et des effets persistants de la sécheresse en 2011. Quoi que la CBG a poursuivi une politique monétaire restrictive pendant la période, elle devrait être complétée par l'assainissement budgétaire en vue de rétablir la stabilité macroéconomique. À court terme, une gestion prudente de la demande et une politique cohérente sont encouragées, tandis que dans le moyen et le long terme, les autorités devront s'attaquer au déficit du compte courant continuel et renforcer la capacité productive de l'économie.

À la lumière des observations qui précèdent les recommandations suivantes semblent pertinentes:

i. Les autorités sont invitées à consolider les finances publiques à travers le respect des limites de dépenses budgétaires et le renforcement de la budgétisation de caisse.

ii. Les autorités sont encouragées à approfondir le programme de réforme fiscale afin de rationaliser le régime fiscal, notamment l'élargissement de l'assiette fiscale et amélioration de la conformité aux règles. Une campagne agressive de sensibilisation des contribuables peut être aussi importante.

iii. Les entreprises publiques et l'Etat doivent s'entendre sur un plan de paiement pour le règlement de leurs arriérés d'impôts et éviter une récidive à l'avenir.

iv. Les autorités sont invitées à accélérer la restructuration de la dette intérieure.

v. Les autorités fiscales sont invitées à accélérer le processus de vérification de l'encours des arriérés intérieurs, en vue d'instituer un plan de règlement.

vi. Dans son effort pour stabiliser l'économie et de réduire la volatilité des taux de change, la Banque centrale est invitée à continuer à s'appuyer davantage sur les instruments de politique basés sur le marché tels que les opérations d'open market, les pensions, les prises en pension, entre autres, et moins sur les instruments tels que les obligations de réserve qui pourraient nuire à l'intermédiation financière.

vii. Les autorités sont encouragées à accroître les investissements dans l'infrastructure statistique nationale, la logistique et l'exigence de capacité de données des ministères afin de leur permettre de produire des données crédibles en temps opportun pour une planification efficace, l'analyse et la formulation des politiques.

viii. Un comité de réconciliation de données multisectoriel comprenant les institutions ou organismes compétents devrait être établi afin de faciliter la vérification et la validation des données.

ix. La banque centrale devrait passer le financement du déficit budgétaire au secteur non bancaire afin de se prémunir contre les conséquences inflationnistes potentielles.

x. Afin de réduire davantage le niveau des prêts non performants, les autorités devraient renforcer les opérations du bureau de référence de crédit et accélérer la mise en place d'un registre des garanties.

xi. Les autorités devraient permettre au dalasi de refléter les conditions de marché conformément avec la politique convenue avec le Fonds.

6.2.2. GHANA

La stratégie de développement à moyen terme du gouvernement du Ghana, comme indiqué dans le Programme de développement et de croissance partagé du Ghana (Ghana shared Growth développement Agenda) est d'assurer une croissance et un développement économique rapide et durable. À cet égard, la politique économique 2013 met l'accent sur l'établissement d'une économie forte et résiliente, l'expansion des infrastructures ainsi que la mise en place d'une gouvernance transparente et responsable. La stratégie de politique vise à améliorer les capacités institutionnelles, développer les infrastructures et renforcer la prudence budgétaire, tout en soutenant la stabilité macroéconomique. Conformément à ces objectifs généraux, les autorités ont présenté les objectifs macroéconomiques suivants pour 2013: pour 2013:

- Une croissance réelle du PIB global de 8,0 pour cent et une croissance réelle du PIB non pétrolier de 6,5 pour cent;
- un taux d'inflation moyen de 8,9% et une inflation de fin de période de 9%.
- un déficit budgétaire global équivalent à 9,0 pour cent du PIB, et
- des réserves extérieures brutes d'au moins trois mois d'importations pour les biens et services.

Dans la première moitié de 2013, les autorités ont rencontré certaines difficultés, liées à la décision de la Cour suprême relative à l'élection 2012, les interruptions fréquentes dans l'approvisionnement en énergie, les agitations de certains travailleurs du "Trade Union Congress" et de nombreux incendies dans certains marchés. Ces développements ont eu un impact négatif sur l'activité économique qui a connu un ralentissement. L'inflation était en hausse et la politique budgétaire est restée difficile, car la demande pour des dépenses plus élevées a persisté dans un contexte de baisse de recettes. En plus, la Banque du Ghana a renforcé sa politique monétaire afin de contenir les pressions inflationnistes et la stabilité du taux de change.

6.2.2.1. Analyse sectorielle

Cette section examine les performances des secteurs réel, budgétaire, monétaire et extérieur de l'économie et évalue la performance dans le cadre du programme de convergence. Il aborde également les perspectives pour le deuxième semestre de 2013 et résume les activités de différents programmes d'harmonisation de politique.

Secteur Réel

Pour maintenir des taux de croissance élevés réalisés au cours des dernières années, le gouvernement a mis l'accent sur la transformation agro et la mécanisation de l'agriculture, le développement des infrastructures et a pris des mesures concrètes visant à stabiliser l'approvisionnement en énergie. Toutefois, les données provisoires du premier semestre de l'année ont indiqué que la production a augmenté de 6,4 pour cent par rapport au taux de croissance de 9,7 pour cent de la période correspondante de 2012. Sur une base trimestrielle, l'économie a progressé de 6,7 pour cent et 6,1 percent au cours du premier et du deuxième trimestre de 2013. La croissance globale du PIB réel pour 2013 a été projetée à 7,4 pour cent

alors que la croissance hors pétrole est de 5,8 pour cent, en deçà des objectifs programmés de 8,0 pour cent et 6,4 pour cent respectivement.

Le secteur primaire a enregistré un taux de croissance négatif de 1,3 pour cent, contrairement à la reprise marginale de 0,9 pour cent au premier semestre de 2012. La baisse de la production dans les sous-secteurs de l'élevage, de la pêche, de la sylviculture et de l'exploitation forestière explique cette diminution de l'activité.

Le secteur secondaire a également enregistré une légère hausse de 0,8 pour cent contre 15,7 pour cent dans la période précédente, principalement en raison de la croissance négative dans les sous-secteurs de l'énergie, de l'eau et de l'assainissement ainsi que de la manufacture. Cependant, la valeur ajoutée dans les industries extractives était encourageante en raison de l'augmentation de la production de pétrole brut et de la production de diamants. L'Association des industries du Ghana (AGI) a rappelé l'existence de contraintes dans le sous-secteur de la manufacture, affectant négativement les activités des petites et moyennes entreprises (PME). En plus de l'inflation persistante et de la dépréciation du taux de change, la prévalence de taux d'intérêt élevés (coût du crédit), la hausse de la facture des services publics (eau et électricité), la fiscalité élevée et d'autres facteurs liés à la mauvaise qualité des infrastructures et la concurrence déloyale de l'étranger étaient des sujets de préoccupation.

D'autre part, la performance du secteur tertiaire est restée dynamique avec un taux de croissance de 10,6 pour cent. Cette croissance a été soutenue par les activités de la finance et de l'assurance, de l'information et de la communication, de l'administration publique et de l'immobilier, des services professionnels de soutien administratif.

Tableau 6.46: Evolution du secteur réel du Ghana

	Croissance en pourcentage (%)				En proportion du PIB (%)			
	2011	**2012**	**2012:H1**	**2013:H1**	**2011**	**2012**	**2012:H1**	**2013:H1**
Offre Globale								
Secteur de premier rang	0.8	1.3	0.9	-1.3	25.3	22.7	6.4	5.9
Secteur secondaire	41.6	7.0	15.7	0.8	25.6	27.3	12.6	11.8
Secteur tertiaire	9.4	10.2	7.9	10.6	49.1	50.9	22.8	23.4
PIB à prix courant (GHC)	59,816.3	73,109.1	36,500.0	42,388.0				
PIB à prix courant (GHC)	27,891.4	30,098.9	13,413.4	14,274.0				
Déflateur du PIB	13.0	13.3			--	--		
Croissance du PIB réel	15.0	7.9	9.7	6.4	--	--		
Inflation moyenne	8.7	9.2	8.6	9.8	--	--		
Inflation de fin de période	8.6	8.8	9.4	11.2	--	--		

Source: Ghana Statistical Service

Le mouvement de l'indice du prix à la consommation a révélé des pressions inflationnistes modérées. Sur la base d'une nouvelle série[6], l'inflation est passée de 10,1 pour cent en Janvier 2013 à 11,6 pour cent à fin de Juin 2013, tirée principalement par les effets de transmission des ajustements à la hausse des prix du pétrole, les contraintes d'approvisionnement et les effets décalés de la politique budgétaire expansionniste entrepris en 2012. Ces

[6] L'indice des prix à la consommation a utilisé 2012 comme année de base avec des articles du panier du consommateur passant de 242 à 267 et le nombre de marchés de 40 à 42.

développements ont eu un impact sur les prix des denrées alimentaires et non-alimentaires. Alors que l'inflation alimentaire a augmenté de 6,4 pour cent à la fin de Juin 2013 contre 3,4 pour cent en Janvier 2013, l'inflation non alimentaire a augmenté à 14,0 pour cent, contre 11,8 pour cent.

Finance publique

Avec pour objectif d'accélérer le développement des infrastructures, les autorités fiscales ont renforcé l'administration fiscale et ont engagé de nouveaux plans de mobilisation des ressources dans la présentation du budget 2013. Les initiatives comprennent les révisions à la hausse de l'impôt sur les véhicules, les droits de timbre, l'augmentation du taux de la TVA et les restrictions visant à limiter les déductions pour amortissement. D'autres mesures visant à renforcer le contrôle des dépenses, les règles de passation des marchés publics et éviter des dépenses excessives.

Tableau 6.47: Opérations budgétaires de l'Etat

	Variation en pourcentage (%)			En proportion du PIB (%)			
	2011	**2012**	**2013H1/ 2012H1**	**2011**	**2012**	**2012:H1**	**2013:H1**
Recettes et subventions	45.9	29.7	21.0	21.7	23.2	10.9	10.3
Recettes Totales	51.0	332.8	27.6	19.7	21.6	9.7	9.7
Recettes fiscales	51.5	28.4	15.5	16.6	17.6	8.3	7.5
Recettes non fiscales	48.6	56.6	122.2	3.1	4.0	1.2	2.1
Dons	14.0	-5.8	-35.8	2.0	1.6	1.1	0.6
Dépenses totales	16.0	56.5	31.7	22.6	29.2	11.9	12.3
Depenses Courantes	20.6	64.6	39.1	16.4	22.2	9.5	10.4
Traitements et salaires	42.5	47.0	30.8	7.7	9.3	4.5	4.6
Paiements des Intérêts	11.9	51.2	128.3	2.7	3.4	1.4	2.4
Biens et services	-27.4	82.6	46.1	1.2	1.8	0.4	0.4
Subventions et transferts	25.8	78.8	16.3	4.2	6.2	2.5	2.2
Depenses en Capital	5.4	35.3	2.6	6.2	6.9	2.4	1.9
Financées sur ressources intérieures	72.8	24.1	-64.5	2.2	2.6	1.3	0.4
Financées sur ressource extérieure	-15.8	48.0	75.6	2.9	3.5	1.2	1.6
Solde global (hors dons)	-55.2	219.2	141.1	-2.9	-7.6	-2.2	-2.6
Solde global (dons inclus.)	-80.6	709.2		-0.9	-6.0	-1.1	-2.0
Memorandum							
Dette publique/PIB				39.2	47.9	38.1	50.0
Dette extérieure/PIB				19.6	22.7	19.8	24.0
Paiement du service de la dette/exportations				3.3	3.9	1.9	3.3
Dette intérieure/PIB				19.6	25.2	18.3	26.0

Source: Ministère des Finances et de la Planification Economique, Ghana

En comparant, les performances de l'évolution de la première moitié de 2012, les recettes totales (recettes intérieures et subventions) ont augmenté de 21,0 pour cent, même si les rendements accumulés durant la période étaient en deçà de la cible de 13,9 pour cent. Les recettes intérieures, qui représentaient en partie le manque à gagner des recettes totales en raison de la performance sous-optimale des recettes fiscales, étaient équivalentes à 10,3 pour cent du PIB programmé pour l'exercice, comparativement à 10,9 pour cent dans la période

précédente. D'autre part, les recettes non fiscales ont plus que doublé, atteignant 2,1 pour cent du PIB Les subventions, qui étaient l'équivalent de 0,6 pour cent du PIB, ont également contribué à la baisse des recettes, en réduction de 35,8 pour cent, à cause des craintes et des incertitudes des donateurs relatives la décision de la Cour suprême sur les résultats des élections de 2012.

Le total des dépenses, qui ont augmenté de 31,7 pour cent, représentait 12,3 pour cent du PIB. Les dépenses de fonctionnement ont augmenté de 10,4 pour cent du PIB contre 9,5 pour cent dans la période correspondante de 2012. En termes relatifs, toutes les grandes composantes de ces dépenses ont enregistré des augmentations importantes, en particulier, en ce qui concerne les paiements d'intérêts qui ont plus-que doublé en raison des emprunts élevés à partir de sources à la fois internes et externes. Les traitements et salaires ont également haussé de 30,8 pour cent, dépassant l'objectif programmé (de 2,4 pour cent), principalement due à une augmentation du salaire minimum et le paiement de certaines indemnités, suite à d'importantes agitations des travailleurs. En outre, les dépenses sur les subventions / transferts étaient assez modérées, représentant 2,2 pour cent du PIB. D'autre part, les dépenses d'investissement sont passées de 2,4 % à 1,9 % du PIB dans la période correspondante de l'année précédente. La réduction des investissements est attribuable à la baisse des recettes totales et à la pression à la hausse des dépenses de fonctionnement.

Ainsi, en dépit des initiatives politiques énoncées dans la déclaration de budget de 2013, le déficit budgétaire global (dons compris) s'est creusé à 2,0 pour cent du PIB contre 1,1 pour cent enregistrée au premier semestre de 2012. En annualisant sur l'hypothèse d'une croissance soutenue, cette performance reflète un déficit budgétaire global de 4,0 pour cent.[7] Le besoin de financement des pouvoirs publics a été financé principalement à partir de sources internes (80,4%), en particulier, le secteur privé non bancaire avec le système bancaire national contribuant modérément. Le reste (19,6%) a été financé à travers des prêts de projets provenant de sources externes.

L'encours de la dette publique était équivalent à 50,0 pour cent du PIB à fin Juin 2013, contre 47,9 pour cent à la fin de 2012. La position de la dette extérieure, qui était d'une durée à long terme, a augmenté à 24,0 pour cent du PIB contre 22,7 pour cent (à fin 2012), principalement en raison d'une émission d'obligations souveraines sur le marché international des capitaux au cours de la période d'examen. Les paiements du service de la dette représentaient 3,3 pour cent du total des exportations. La dette intérieure s'élevait à 26,0 également pour cent avec une proportion importante (54,2%) de celle-ci détenue par le secteur privé non bancaire.

Secteur monétaire

Avec pour objectif d'endiguer les pressions inflationnistes, la Banque du Ghana a renforcé sa politique monétaire avec le taux directeur passant de 15,0 pour cent à 16,0 pour cent au cours de la période sous revue. La base monétaire a baissé de 7,2 pour cent contrairement à l'expansion de 12,5 pour cent enregistrée au premier semestre 2012.

[7] Hors dons, le déficit budgétaire était de 5,2% du PIB.

Conformément à l'orientation de la politique restrictive, la Banque du Ghana a contenu l'expansion de la masse monétaire, baissant à 3,0 pour cent contre une hausse de 11,3 pour cent enregistré au premier semestre 2012. Cette modération a été en grande partie attribuable à l'évolution des avoirs extérieurs nets (AEN) qui a freiné la croissance de la liquidité, contribuant négativement de 8,7 pour cent. Toutefois, la croissance de la liquidité a été tirée par les avoirs intérieurs nets (AIN), ce qui a contribué à 11,7 pour cent.

Les opérations d'open market intensifs ont conduit à une réduction relative de la monnaie au sens étroit, en particulier dans la composante relative à la monnaie en circulation. La croissance de la demande de monnaie et de la quasi-monnaie a ralenti au cours de la période, ce qui reflète un assouplissement des conditions de crédit par les banques de dépôt.

En général, les taux d'intérêt ont affiché une tendance à la hausse au cours de la période sous revue. Le taux des bons du trésor, déjà élevé de 91 jours, a encore augmenté à 21,8 pour cent à la fin de Juin 2013, contre 21,7 pour cent à la fin de 2012. Au cours de la même période, les taux des dépôts à terme de 12 mois ont augmenté à 22,8 pour cent, contre 13,5 pour cent. Le rendement élevé sur ces deux actifs financiers a contribué à une pression à la hausse sur les taux de prêts commerciaux, avec la moyenne en hausse de 1.090,0 points de base à 36,3 pour cent. Néanmoins, le taux d'épargne moyen a légèrement baissé (20,0 points de base) à 5,1 pour cent. Ainsi, l'élargissement de l'écart du taux d'intérêt indique une détente par rapport à la fonction d'intermédiation financière des banques de dépôt car la plupart de ces entités ont augmenté leur investissement dans des bons et obligations du Trésor sans risque. Cette affirmation est étayée par le fait que le taux interbancaire a montré une tendance à la baisse, quoique légèrement en baisse à 17,0 pour cent.

Tableau 6.48: Evolution des principaux agrégats monétaires

	Variation en pourcentage (%)				CONTRIBUTION (%)			
	2011	**2012**	**2012:H1**	**2013:H1**	**2011**	**2012**	**2012:H1**	**2013:H1**
AVOIRS								
Avoirs extérieurs nets (AEN)	-8.9	60.1	37.3	-23.4	-3.7	17.2	10.7	-8.7
Avoirs Intérieurs nets (AIN)	65.5	8.7	0.8	18.6	37.9	6.2	0.6	11.7
Crédit net au gouvernement (CNG)	51.9	19.9	13.0	18.0	16.1	7.0	4.6	6.2
Créances sur les institutions publiques	8,6	79.7	19.0	-4.0	1.1	7.9	1.9	-0.6
Crédit au secteur privé	23.6	30.7	14.2	16.6	12.4	14.8	6.8	8.4
Autres postes nets (APN)	-22.2	107.3	58.0	6.3	8.4	-23.5	-12.7	-2.3
PASSIFS								
Masse monétaire au sens large (M2+)	34.2	23.4	11.3	3.0	34.2	23.4	11.3	3.0
Monnaie au sens étroit (M_1)	38.3	26.0	4.6	-1.8				
Devise en circulation	28.6	30.7	-3.3	-12.6				
Dépôts à vue	46.5	22.6	10.5	6.6				
Quasi-monnaie	30.6	20.9	17.5	7.8				
O/W Dépôts en devises étrangères	45.0	29.4	36.7	7.6				
MEMORANDUM								
Reserve monétaire (base monétaire)	59.5	11.7	12.5	-7.2				
Multiplicateur d'argent (M2/RM)	2,6	2.9	3.3	3.2				
Vitesse (PIB/ masse monétaire)	3.3	3.2	1.8	1.8				
Monnaie en circulation /M2+	20.5	21.7	17.8	18.5				

Source: Banque du Ghana

Secteur Extérieur

En comparant les performances de l'évolution de la première moitié de 2012, les contraintes de la balance des paiements se sont considérablement atténuées au cours de la période sous revue avec le solde déficitaire global baissant à 1,5 pour cent du PIB par rapport au déficit de 4,9 pour cent dans la période correspondante de l'année précédente. Ce résultat est attribuable à l'évolution favorable des deux comptes courants et de capital /financiers.

Le solde déficitaire du compte courant a baissé à 5,2 pour cent du PIB contre 6,9 pour cent, induite par l'évolution favorable sur le commerce des marchandises, ainsi que les services et les comptes de revenu. Les exportations totales, qui équivalaient à 16,8 pour cent, ont diminué par rapport au résultat du premier semestre 2012 en raison principalement d'une réduction relative des recettes des produits d'exportation traditionnels, et surtout à cause de la baisse des prix de l'or et du cacao. D'autre part, les exportations non-traditionnelles ont augmenté modérément au cours de la période. Les importations de marchandises ont aussi diminué de 2,2 pour cent, influencé principalement par une baisse de la demande pour les importations non pétrolières. Les flux nets sur les comptes des revenus et des services ont également chuté de 32,2 pour cent et 43,1 pour cent, respectivement.

Tableau 6.49: Evolutions des indicateurs de la balance des paiements

	Variation en pourcentage (%)			**En proportion du PIB (%)**			
	2011	**2012**	**2013H1 - 2012H1**	**2011**	**2012**	**2012:H1**	**2013:H1**
Solde du Commerce de marchandises	3.0	38.3	-7.0	-7.8	-10.6	-3.3	-2.8
Exportations	60.6	5.9	-1.4	32.6	33.8	18.6	16.8
Importations	45.0	12.2	-2.2	-40.4	-44.4	-21.9	-19.6
Services (Net)	-354.2	42.8	-32.2	-1.2	-1.7	-3.8	-2.4
Frêt (Net)	41.5	6.9	-17.0	-2.4	-2.6	-1.4	-1.1
Revenus(Net)	123.3	68.8	-43.1	-3.1	-5.3	-2.2	-1.1
Transferts courants (Net)	11.8	-7.1	-2.9	1.1	0.4	2.4	2.1
SOLDE DU COMPTE COURANT	27.9	38.9	-18.1	-6.9	-12.2	-6.9	-5.2
Compte de Capital & Financier	10.2	-31.0		11.4	8.1	1.9	3.5
compte de capital	31.9	-67.5	-84.9	1.1	0.4	0.3	0.1
compte financier	8.2	-27.0	130.2	10.3	7.4	1.6	3.4
Investissements directs etranger	28.5	1.4	-5.6	8.3	8.2	3.9	3.4
Investissement de portefeuille	-81.1	854.2	-71.4	0.3	2.8	0.2	0.1
Autre Investissement (net)	19.9	-311.6	-98.2	1.8	-3.6	-2.5	0.0
Capital à court terme			-100.0	1.0	0.0	-3.2	0.0
SOLDE GLOBAL	-62.6	-321.6	-65.5	1.4	-3.0	-4.9	-1.5
Financement (USD)	-546.5	1210.9	677.8	--	--	--	--
Memorandum							
Réserves extérieures brutes (en million USD)				5,474.6	5,348.9	4,090.9	4,912.5
Réserves extérieures brutes (en mois d'importations)				3.7	3.4	2.4	3.2
Couverture: exportations/importations				86.1	76.2	84.9	85.7
Degré d'ouverture : (exportation+importation)/PIB				75.2	77.4	40.5	36.5

Source: Banque du Ghana

L'excédent sur le compte capital et financier s'est amélioré modérément à 3,5 pour cent du PIB contre 1,9 pour cent dans la période correspondante. Cette performance a été tirée par des entrées nettes de capitaux à court terme, une évolution qui l'emportait sur la réduction des investissements directs étrangers et de portefeuille

Ainsi, les opérations sur la balance des paiements ont entraîné un financement net de 677,4 millions de dollars, un impact négatif sur les réserves extérieures. En effet, les réserves extérieures brutes ont baissé à 4.912,5 millions de dollars (3,2 mois de couverture des importations) à la fin de Juin 2013, contre 5.348,9 millions de dollars (3,4 mois de couverture des importations) à la fin de 2012. En dépit de la diminution des réserves, la monnaie nationale (le cedi) est restée relativement stable car le taux de change officiel s'est déprécié de 3,4 pour cent par rapport au dollar comparé à la dépréciation élevée de 17,2 pour cent enregistrée dans la période précédente[8]. Par rapport à l'Unité de Compte de l'Afrique de l'Ouest (UCAO), le cedi s'est déprécié de 8,8 pour cent pendant la période sous revue.

6.2.2.2. État de la convergence macroéconomique

Le Ghana a continué à faire face à sa performance en ce qui concerne les critères de convergence macroéconomique de la CEDEAO. Le pays a satisfait à quatre (4) des onze (11) critères, comprenant le principal critère relatif au financement du déficit budgétaire par la banque centrale et trois critères de second rang relatifs au taux d'intérêt réel positif, à la stabilité du taux de change nominal et à la dette publique.

Tableau 6.50: Etat de la convergence

	Cible	2009	2010	2011	2012		2013	
					H1	H1+H2	H1*	H1+H2 **
Critères de premier rang								
i). Déf.budget /PIB (y compris, dons)	≤3%	4,0	5,9	0,9	2,1	5,8	4,0	6,3
ii). Inflation (moyenne)	≤5%	19,3	10,7	8,7	8,8	9,2	9,8	12,0
iii). Financement du déficit budgétaire	≤ 10%	0,0	0,0	8,8	19,4	9,4	8,6	19,4
iv). Reserves Exterieures Brutes	≥6 Mois	4,4	4,8	3,7	2,3	3,4	3,2	3,0
Critères de second rang								
i). Arriérés (exterieur+intérieur)	=0	Oui	Oui	Oui	Oui	Oui	Oui	Oui
ii). Recette fiscales/PIB	≥ 20%	13,1	14,1	16,5	16,5	17,3	16,0	19,3
iii). Masse salariale/recettes fiscales	≤35%	51,6	48,9	46,0	52,7	52,7	69,7	52,7
iv). Investissement Public / recettes fiscales	≥ 20%	14,6	17,5	19,9	14,8	19,3	4,6	7,6
v). Taux d'intérêt réel positif	> 0	5,5	1,7	2,9	11,8	12,0	12,0	12,0
vi). Stabilité du taux de change Nominal	± 10%	-23,8	0,1	-8,7	-11,1	-14,4	-8,8	-14,4
vii). Dette publique/PIB	≤ 70%	36,3	37,9	39,2	38,2	47,9	48,5	50,0
NOMBRE DE CRITERES REALISES		**3**	**4**	**5**	**3**	**3**	**4**	**2**

Source: Calcul Bank of Ghana, MOFEP, GSS, AMAO; *projection

[8] Sur le marché des bureaux de change, la monnaie s'est dépréciée de 6,0 pour cent contre 14,9 pour cent au premier semestre 2012.

Critères de premier rang

Avec une réorientation dans les sources de financement, le Ghana a atteint l'objectif prescrit sur le financement du déficit budgétaire à 8,6 pour cent, qui se compare favorablement avec les résultats de 19,4 pour cent enregistrés au premier semestre 2012. Toutefois, la performance sur les autres indices de référence s'est détériorée. Les opérations budgétaires se sont traduites par un déficit budgétaire global annualisé (dons compris) de 4,0 pour cent du PIB, contre 2,1 pour cent pour la période correspondante de 2012. Les pressions inflationnistes sont restées modérées avec l'augmentation de la moyenne de 9,8 pour cent, bien au-dessus de la cible prévue de 5,0 pour cent Mesuré en termes de mois de couverture des importations, les réserves extérieures brutes ont également baissé de 3,2 mois d'importations.

Avec la relative stabilisation du taux de change, le Ghana a rempli trois critères de second rang sur sept. En dépit des efforts déployés pour faire face aux obligations contractuelles en cours (arriérés relatifs aux investissements routiers et au salaire etc.), les arriérés sont restés élevés. La détérioration des performances des recettes fiscales, de la masse salariale et de l'investissement public s'est poursuivi, principalement l'investissement financé par les recettes fiscales qui a enregistré une chute et s'est établi à 4,6% contre 14,8% au premier semestre 2012. En ce qui concerne la dette publique rapportée au PIB, bien que le Ghana ait atteint l'objectif fixé, la performance s'est détériorée au cours des dernières années. Les taux d'intérêt réels (estimés en faisant la différence entre les bons du trésor de 91 jours et l'inflation) sont restés positifs en raison du taux élevé des bons du trésor (91 jours). La monnaie nationale a perdu 8,8% par rapport à l'Unité de Compte de l'Afrique de l'Ouest, ce qui, répond à la marge de fluctuation maximale de ± 10,0 %.

6.2.2.3. Perspectives pour le second semestre 2013

Les incertitudes liées aux élections de 2012 et les difficultés relatives aux insuffisances des infrastructures, d'approvisionnement en énergie et le coût élevé des activités commerciales peuvent avoir contribué au ralentissement de l'activité économique au cours du premier semestre 2013. Néanmoins, l'environnement paisible qui a prévalu suite à l'arrêt de la Cour, associé aux investissements massifs dans le secteur agricole et minier (y compris le pétrole brut) permettrait de soutenir l'activité économique, quoique que le Ghana puisse manquer de peu d'atteindre l'objectif de croissance de 8,0% attendu au cours de l'année.

Les pressions inflationnistes modérées observées depuis le début de 2013 persisteront au cours du second semestre, ce qui ne permettra pas au gouvernement de contenir l'inflation à un chiffre. Cette perspective repose sur une prévision à la baisse de la production, de la hausse des prix des produits pétroliers et de l'ajustement permanent des opérations budgétaires du gouvernement, qui auraient un impact négatif sur les prix à la consommation et le taux de change.

Le secteur financier pourrait également rencontrer certaines difficultés pour contenir le déficit budgétaire, en raison de l'amenuisement des recettes et la demande croissante des dépenses

publiques. La hausse des charges de paiements et la pression croissante de la masse salariale (en raison des actions des groupes syndicaux) auraient certainement un impact négatif sur la politique budgétaire.

Dans le secteur monétaire, la banque centrale continuera à faire face à des défis relatifs au maintien de la stabilité macroéconomique, étant donné qu'il est prévu une hausse de l'inflation et de la dépréciation du taux de change. Les questions en suspens portent sur le contrôle des pressions inflationnistes naissantes, tout en évitant le financement du déficit budgétaire, la baisse des taux d'intérêt et le maintien de la politique d'intervention de change, vu la baisse des réserves de change.

Les perspectives dans le secteur extérieur restent contrastées en dépit des tendances favorables observées au premier semestre 2013. Il est prévu que le solde du compte courant devrait se détériorer au second semestre en raison de la croissance espérée des importations pour remédier aux contraintes relatives à l'offre. Un déficit prévu en subventions et autres apports publics pourrait aggraver encore la situation des réserves du pays.

En ce qui concerne les critères de convergence, les prévisions mettent en évidence une baisse de la performance au premier semestre, en particulier, relativement à l'inflation, au déficit budgétaire, au financement du déficit budgétaire et à la stabilité nominale du taux de change.

6.2.2.4. Arrangement institutionnelles et politiques d'harmonisation

Cette section fournit des informations sur certains programmes d'harmonisation des politiques et le cadre du programme de coopération monétaire, en particulier, l'intégration du secteur financier, du commerce et de l'harmonisation des statistiques.

Intégration et reformes du secteur financier

Le secteur bancaire est resté solide. Le nombre de d'établissement bancaires, à l'exception d'Apex Bank, est passé de 27 pendant la période correspondante de 2012 à 26 au cours de la période sous revue. Cela est dû à la prise de contrôle de la Trust Bank par Ecobank International. Il y avait 15 banques étrangères et 11 banques canadiennes avec respectivement des actifs totaux de 19,0 milliards de cedis (60,0% du total des actifs bancaires) et 12,7 milliards de cedis (40,0% de part). Cela a ramené le total des actifs bancaires à 31,7 milliards de cedis au cours de la période sous revue contre 27,8 milliards de cedis pendant la période correspondante de 2012.

Les indicateurs financiers ont montré que les institutions bancaires sont en bonne santé financière. Le fond d'adéquation des fonds propres a augmenté de 15,5 % à fin Juin 2012 à 18,0%, bien au-dessus du minimum requis de 10,0%. Le ratio des avoirs de liquidités sur le total des avoirs (de base) s'élève à 37,0%, contre 42,3% à fin Juin 2012. En termes de rentabilité, le retour sur fonds propres et le rendement des actifs est passé respectivement de 40,4% et 6,7% à fin Juin 2012 à 42,1% et 8,4% à fin Juin 2013. La proportion des prêts non

performants s'élevait à 12,8% contre 13,2% à fin de Juin 2012, alors que le ratio des prêts non productifs, moins les taux de perte, s'est établi à 4,7% contre 5,9 %.

En ce qui concerne le sous-secteur des institutions financières non bancaires, la Banque du Ghana envisageait l'introduction de nouvelles mesures pour renforcer la surveillance. Ces mesures comprennent la création d'un Département des institutions financières non bancaires, un examen du cadre juridique pertinent et l'introduction de réglementations visant à endiguer la récente prolifération des institutions de micro finance. Cela comprend également l'amélioration de la capacité opérationnelle et de la gestion efficiente de ces institutions, dont la plupart présentent des faiblesses à ce niveau.

Les activités de la Bourse des valeurs mobilières du Ghana se sont considérablement intensifiées au cours de la période sous revue puisque le volume total de transactions s'est établi à 17.454,0 contre 11.851,0 pendant la période correspondante de 2012. En termes de valeur, le volume total de marchandises échangées s'est élevé à 206,1 millions de cedis contre 39,0 millions de cedis au cours de la période précédente. L'indice composite de la Bourse des valeurs mobilières du Ghana (GSE) a également augmenté de 56,2% sur une période de 12 mois atteignant 1.880,3 en Juin 2012. Cependant, la capitalisation boursière est restée pratiquement inchangée à 55.924,8 millions de cedis. De même, le nombre de sociétés cotées était de 34 en Juin 2013, dont 41 actions ordinaires, 1 action privilégiée ainsi que 1 fond négocié en bourse. En outre, la Bourse des valeurs mobilières du Ghana a échangé peu d'obligations du gouvernement du Ghana (2 ans, 3 ans et 5 ans) sur le marché. Malgré les résultats encourageants, la Bourse des valeurs mobilières du Ghana n'a pas de pénurie en termes de liquidité et de dynamisme en raison du faible nombre d'actions et d'obligations cotées sur le marché. Suite à la portée limitée des instruments financiers, la prévalence d'un taux d'intérêt élevé est préjudiciable à l'émergence de la Bourse puisque la preuve est faite que certains investisseurs ont récemment vendu leurs actions et ré- investis dans des actifs financiers sans risque (bons du trésor et obligations), qui ont des rendements relativement plus attrayants.

Intégration et évolution commerciale

Le Ghana a poursuivi ses échanges avec tous les États membres de la CEDEAO. Le volume d'échange total avec la CEDEAO s'élève à 1,8 milliards de cédis au cours de la période sous revue contre 2,3 milliards de cédis au cours de la période correspondante de 2012. Le volume des exportations vers d'autres pays de la CEDEAO s'est élevé à 1,3 milliards de cédis en Juin 2013 contre 1,9 milliards de cédis en Juin 2012. La baisse des échanges est en partie due à la crise de l'énergie qui a réduit le taux d'exportation de l'électricité au Togo et au Bénin au cours de la période sous revue. Le volume des importations en provenance de la sous-région s'est élevé à 498,1 millions de cédis au cours de la période sous revue, contre 326,9 millions de cédis au premier semestre 2012.

La mise en place du Schéma de Libéralisation des Échanges de la CEDEAO rencontre des difficultés, en autres:

i. les coûts élevés (y compris les retards) du transport des marchandises d'un pays à l'autre, surtout le long du corridor Abidjan-Lagos;

ii. la non-conformité des documents avec les exigences du SLEC;

iii. l'avalanche de produits de contrefaçons (copie des produits SLEC) sur les marchés, et

iv. l'existence d'une gamme de produits conformes aux normes du schéma de libéralisation des échanges de la CEDEAO dont l'exportation vers le Nigéria est interdit.

Tarif Extérieur Commun (TEC)

En ce qui concerne le Tarif Extérieur Commun de la CEDEAO, le pays a activement pris part à toutes les réunions et aux projets liés à l'élargissement du TEC qui devraient être adoptés par la Conférence des Chefs d'État et de Gouvernement de la CEDEAO lors de son sommet ordinaire de 2013 qui se tient à mi- exercice. Pendant ce temps, les autorités discutaient d'une révision à la hausse du prélèvement communautaire de 0,5% à 1,5%**.**

En ce qui concerne la mise en œuvre des programmes de la CEDEAO, les parties prenantes se sont réunies du 30 Juin au 2 Juillet 2013 sur le thème : « vers une harmonisation du cadre de développement économique national et d'élargissement de l'investissement dans une région intégrée orienté vers les personnes», à Elmina pour discuter des questions relatives au processus d'intégration régionale au sein de la CEDEAO. Les participants ont fait, entre autres, les recommandations suivantes:

i. tous les Ministères, Départements et Agences travaillants pour une intégration au sein de la CEDEAO devrait régulièrement échanger des informations et harmoniser leurs activités afin d'éviter le chevauchement des activités et la dilapidation des ressources;

ii. les agences chargées de la sécurité et de la production de recettes doivent travailler d'urgence pour éradiquer le harcèlement aux frontières du pays et réduire le nombre de barrages routiers sur les corridors internationaux du Ghana en vue de faciliter la libre circulation des personnes et promouvoir le commerce et le tourisme intra-communautaire;

iii. le Schéma de Libéralisation des Échanges de la CEDEAO devrait être renforcé afin de promouvoir les intérêts commerciaux du Ghana;

iv. le gouvernement Ghanéen (ainsi que tous les autres gouvernements de la sous-région) devraient faire preuve d'engagement pour une harmonisation et une adoption des protocoles de la CEDEAO, des conventions et décisions, et

v. le rôle des acteurs non étatiques dans le processus d'intégration régionale devrait être renforcé en application du plan Vision 2020 de la CEDEAO qui vise à transformer l'organisation sous régionale d'une « CEDEAO des États » vers une « CEDEAO des peuples ».

Harmonisation des statistiques

Le pays a activement participé à l'élaboration du programme d'harmonisation des statistiques (IPC, les comptes nationaux et du commerce extérieur) et de la base de données ECOMAC sur la population. L'IPC, qui est basé sur le COICOP à 12 fonctions grâce au logiciel PRIMA approuvé par la CEDEAO, a été relocalisée au cours de la période sous revue, l'année de référence étant de 2002-2012. Le changement de base était nécessaire pour déterminer avec précision les habitudes de consommation des ménages, qui changent au fil du temps en réponse aux changements dans les produits et les modes de consommation des ménages. Dans le cadre du nouvel IPC, le nombre de marchés couverts est passé de 40 à 42, 13 étant en zones urbaines et 29 en zones rurales tandis que le nombre de produits couverts est passé de 242 à 267. Le nouvel IPC qui reflète les tendances actuelles des dépenses sera publié parallèlement à l'ancien IPC jusqu'en Décembre 2013**.**

En outre, le Ghana a continué à fournir des données sur l'indice des prix à la production, qui permet d'évaluer au fil des temps, le changement moyen des prix reçus par les producteurs locaux pour la tarification de la production de leurs biens et services. L'indice des prix à la production (IPP) pour le Ghana présente les IPP en prenant Septembre 2006 comme période de base.

En ce qui concerne les comptes nationaux, le Ghana fournit des données trimestrielles relatives au PIB à partir du Système de comptabilité nationale 1993 (SCN 93) et la Classification internationale type par industrie (CITI), 4eme édition, publiée par les Nations Unies. Les estimations du PIB réel sont basées sur l'exercice 2006. En outre, des efforts ont été consentis pour migrer totalement vers le SCN 2008 bien que le Ghana met actuellement en œuvre le SCN 2008, car il englobe en partie la recherche et le développement.

L'institut de la statistique du Ghana (GSS) a fait des progrès significatifs dans l'amélioration de la qualité, de la fréquence et de la disponibilité des données ainsi que de l'harmonisation des statistiques. En dépit des succès réalisés au cours des dernières années, l'institut de la statistique du Ghana souffre du manque de ressources (humaines et financières). Cela ne lui permet pas de conduire des enquêtes à court terme (trimestriels et / ou annuels), d'assurer la mise à jour régulière des bases de données d'information et d'administration et de générer des statistiques pertinentes sur le travail (y compris le chômage), le secteur informel et d'autres indicateurs du secteur réel.

6.2.2.5. Conclusion et recommandations

L'économie Ghanéenne a enregistré un ralentissement au premier semestre 2013, à cause des difficultés émanant du secteur réel, l'insuffisance des infrastructures et la fourniture d'électricité. La politique budgétaire était tributaire d'une hausse des dépenses de l'État et le dépassement des dépenses courantes, en particulier, la masse salariale du secteur public, les paiements d'intérêt élevés et les subventions qui ont été des préoccupations importantes. La politique monétaire a également fait face à des défis relatifs au contrôle des pressions

inflationnistes, la baisse des taux d'intérêt élevés et le maintien de la stabilité nominale du taux de change. Les principaux défis de la balance des paiements se rapportent à la demande croissante des importations et la baisse des entrées de devises, en particulier, des subventions.

À la lumière des observations ci-dessus, les recommandations suivantes peuvent être nécessaires:

i) Le gouvernement devrait intensifier ses efforts pour parvenir à l'autosuffisance énergétique en vue de favoriser l'émergence d'industries agroalimentaires et le développement des PME.

ii) Le gouvernement devrait créer un climat de confiance propice aux affaires à travers la sensibilisation des investisseurs potentiels, instituer des journées portes ouvertes et créer régulièrement des forums d'échange sur les programmes et les politiques gouvernementales et résoudre les problèmes liés à l'infrastructure et d'autres facteurs qui demeurent, ne favorisant pas l'émergence du secteur de la fabrication et des services.

iii) L'AGI devrait promouvoir une collaboration plus étroite avec le gouvernement pour résoudre les difficultés de fonctionnement que rencontrent les PME et nouer des partenariats entre les secteurs public et privé en vue de faciliter l'émergence d'infrastructures et d'unités de stockage appropriées afin d'améliorer l'accès aux marchés et de réduire les pertes après récolte.

iv) Le gouvernement devrait élargir la base d'imposition pour couvrir les unités de production / commerciales identifiables, en particulier, les entités du secteur informel afin d'éviter la sur-taxation des quelques unités industrielles dans le secteur formel, ce qui réduira les risques d'évasion fiscale et le chômage qui pourrait résulter de la réduction des effectifs de travailleurs des services opérationnels dans les unités de production.

v) Le gouvernement devrait aider la Banque du Ghana et d'autres opérateurs du secteur bancaire en réduisant les taux d'emprunt et respecter les principes de prudence budgétaire

vi) La Banque du Ghana doit informer le gouvernement sur les conséquences des réajustements budgétaires et se conformer strictement aux exigences réglementaires pertinentes relatives à la création de liquidités.

vii) Le gouvernement devrait minimiser l'importance de son influence sur le contrôle des prix et permettre la bonne exécution du mécanisme de fixation des prix des produits pétroliers, qui est le plus souvent suspendu en raison de considérations politiques.

viii) Le gouvernement devrait rationaliser ses dépenses et renforcer le contrôle budgétaire de manière à réduire le déficit budgétaire et les investissements dans les projets improductifs.

ix) Le gouvernement devrait prioriser et exécuter ses programmes strictement sur la base de considérations relatives à la disponibilité de trésorerie tout en accordant moins d'importance à l'appui budgétaire extérieur qui s'amenuise.

x) Le gouvernement devrait réduire les paiements d'intérêts énormes sur ses emprunts nationaux par l'adoption d'un système budgétaire équilibrée visant à réduire au minimum le besoin de financement du secteur public.

xi) Le gouvernement devrait réduire la masse salariale du secteur public en entreprenant des réformes, à savoir l'automatisation de la paie pour extraire « les fonctionnaires fictifs», la rationalisation des procédures de travail pour améliorer la productivité et la répartition efficace des responsabilités ainsi que la cession de sa participation dans la gestion des certaines entités qui pourraient être gérés efficacement par le secteur privé

xii) La Banque du Ghana devrait veiller à ce que les institutions de micro finance se conforment strictement aux principes de bonne gouvernance et instituer des programmes de renforcement des capacités pertinentes, tout en renforçant la réglementation dans le secteur des institutions de micro finance.

xiii) Le gouvernement devrait mettre à la disposition de l'institut de la statistique des ressources suffisantes afin de lui permettre d'améliorer ses capacités techniques et de renforcer les capacités des ressources humaines qui lui permettent de mener des enquêtes régulières et de générer des données fiables et actualisées.

xiv) L'ISG devrait étudier la possibilité de collaboration avec la Banque du Ghana en vue de créer une synergie pour la production de données sur l'inflation, le commerce et d'autres statistiques pertinentes.

xv) Le gouvernement, par le biais du registraire général et d'autres organismes de réglementation tels que la Banque du Ghana, la Commission nationale des assurances et l'Autorité nationale de réglementation des régimes de retraite, devrait encourager les entreprises à s'inscrire à la CGC comme un moyen de renforcer les activités de ce dernier. À cet égard, l'octroi de nouvelles licences devrait être assujetti à l'inscription à la Bourse dans un délai déterminé de fonctionnement après le début de l'activité.

6.2.3. GUINEE

Les perspectives économiques à court et moyen terme de la Guinée s'inscrivent dans le cadre des orientations retenues au niveau du Programme Economique et Financier conclu avec les institutions de Bretton Woods au début de l'année 2012 et appuyé par la Facilité Elargie de Crédit (FEC). Ainsi, les projections initiales tablaient sur la réalisation d'un taux de croissance du PIB réel de 4,5% en 2013 en rapport notamment avec l'amélioration du climat des affaires et les bonnes perspectives offertes par les secteurs agricole et minier. Cette accélération de la croissance devrait intervenir dans un contexte de baisse du taux d'inflation en lien avec la poursuite de la mise en œuvre d'une politique monétaire restrictive combinée avec une politique budgétaire rigoureuse. Au niveau des finances publiques, il était attendu un excédent budgétaire dons compris de l'ordre de 0,5% du PIB grâce notamment à l'amélioration des recettes et la maitrise des dépenses. Au niveau du secteur extérieur, le solde global de la balance des paiements devrait dégager un léger excédent en 2013 de façon à conforter légèrement les réserves de change.

Au terme du 1er semestre 2013, l'évolution de l'activité économique est apparue quelque peu mitigée en raison notamment de la persistance des tensions socio-politiques et des difficultés à finaliser la transition. Ainsi, le taux de croissance attendu pour l'année a été revue à la baisse à 2,9%. Toutefois, l'activité économique s'est déroulée dans un contexte de légère atténuation des pressions inflationnistes. A fin juin 2013, l'inflation en moyenne s'est située à 13,3% contre 18,7% à la même période en 2012. Au niveau des finances publiques, l'exécution des opérations financières de l'Etat a été caractérisée par un déficit global en aggravation par rapport solde global à fin juin 2012. Pour sa part, l'évolution du secteur extérieur a été marquée par une dégradation du solde global résultant d'une détérioration du solde des transactions courantes atténuée par une amélioration des entrées nettes de capitaux au titre du compte de capital et du compte des opérations financières. Quant à la politique monétaire, elle a été caractérisée par l'assouplissement du taux directeur de la Banque centrale à 16% contre 22% auparavant.

Au plan de la convergence macroéconomique, le pays a respecté au 1er semestre 2013 sept (07) critères de convergence dont deux (2) de premier rang à savoir ceux relatifs au déficit budgétaire et son financement par la Banque Centrale.

6.2.3.1. Analyses sectorielle

Secteur réel

Les dernières hypothèses retenues tablent sur un taux de croissance de 2,9% en 2013 contre un objectif initial de 4,5%. La révision à la baisse des perspectives de croissance pour l'année 2013 s'explique par le ralentissement des activités observé au cours du 1er semestre de l'année en lien notamment avec la situation socio politique ainsi que le gel des activités de certaines sociétés minières. La croissance attendue en 2013 devrait reposer sur les performances de l'ensemble des secteurs notamment celui du secteur secondaire.

Dans le secteur primaire, la valeur ajoutée devrait enregistrer une hausse de 4,8% en 2013 contre 3,8% en 2012 notamment sous l'impulsion du sous-secteur agricole. En effet, la production du sous-secteur agricole est attendue en hausse de 5,3% en 2013 après une augmentation de 4,0% en 2012 en rapport avec l'impact des mesures de soutien du Gouvernement. Ce dernier a, en effet, poursuivi en 2013 le programme d'appui à la production agricole à travers l'approvisionnement en intrants agricoles et l'extension des superficies irriguées. Pour sa part, le sous-secteur de l'élevage devrait connaitre une progression de la production en volume de l'ordre de 4,0% contre 4,1% en 2012 en rapport avec la poursuite de l'appui à l'amélioration de la productivité à travers notamment la vulgarisation de nouvelles normes et techniques d'élevage. De son côté, le sous-secteur de la pêche devrait également croitre de 4,0% en 2013 en relation avec la mise en œuvre du programme de modernisation envisagé par le Gouvernement.

Au niveau du secteur secondaire, la production est attendue en hausse de 1,0% en 2013 après une augmentation de 3,5% en 2012. Ce ralentissement est notamment lié à la baisse de la production minière et à la réduction du rythme de progression des BTP. En effet, la production minière est attendue en baisse de 3,0% sous l'effet de la baisse de la production de bauxite, de diamant et de l'arrêt de la production d'alumine. Les BTP devront connaitre un taux de croissance de 4,7% en 2013 contre 8,7% en 2012. Cette baisse du rythme de croissance est en rapport avec le ralentissement de la construction des ménages. Le sous-secteur manufacturier devrait enregistrer un taux de croissance de 2,5% alors que celui de l'eau et de l'électricité pourrait connaitre un taux de croissance de 2,0% en 2013.

De son côté, la production du secteur tertiaire est projetée en hausse de 2,2% en 2013 contre 3,3% en 2012. Les activités du secteur seront soutenues essentiellement par le commerce et le transport qui profiteront notamment des bons résultats de la campagne agricole 2011/2012. Ainsi, le commerce et le transport devraient enregistrer des hausses de 2,5% et de 3,5% respectivement.

Les contributions à la croissance de l'année 2013 seront respectivement de 1,1 point pour le secteur primaire, 0,3 point pour le secteur secondaire, 0,8 point pour le secteur tertiaire et 0,7 point pour les droits et taxes à l'importation.

Du côté de la demande, la croissance économique de 2012 devrait être tirée par la consommation et les investissements. En effet, la consommation finale pourrait augmenter de 5,5% en 2013 sous l'effet d'une augmentation de 4,7% de la consommation privée et de 6,7% de la consommation des administrations publiques. Quant à la formation brute de capital fixe, elle est attendue en hausse de 5,7% en relation avec l'augmentation de 11,9% des investissements publiques et de 3,8% de ceux du secteur privé. En revanche, l'évolution des échanges extérieurs devraient se traduire par une hausse de 4,8% des importations dans un contexte d'une baisse de 5,2% des exportations.

Les contributions des différentes composantes de la demande à la croissance du PIB réel en 2013 se présentent comme suit : 4,7 points pour la consommation finale, 3,0 points pour l'investissement et -4,8 points pour les échanges extérieurs.

En ce qui concerne l'évolution des prix, l'inflation en glissement annuel s'est situé à 12,0% en juin 2013 contre 12,8% en décembre 2012 et 15,0% à la même période de l'année précédente. Sur les six premiers mois de l'année, le niveau général des prix a connu une augmentation de 5,4% contre 6,2% au cours du 1er semestre 2012. L'inflation enregistrée au cours du 1er semestre 2013 a essentiellement pour origine le renchérissement des prix des produits alimentaires, notamment le poisson et les huiles et graisses. Les autres hausses importantes concernent les sous-groupes « santé », « loisirs, spectacles et culture » et « articles d'habillement et articles chaussant ».

Tableau 6.51 : Evolution des Indicateurs du secteur réel (variation en %)

	2010	2011	2012	2013	2010	2011	2012	2013
	Variation annuelle en %				En % du PIB réel			
Secteur primaire dont	3,2	4,5	3,8	4,8	21,8	22,0	22,0	22,3
Agriculture, chasse	3,6	5,0	4,0	5,3	14,1	14,3	14,3	14,6
Secteur secondaire	2,3	4,4	3,5	1,0	32,6	32,8	32,6	32,0
dont Mines	1,1	4,3	-2,1	-3,0	14,5	14,6	13,7	12,9
BTP	4,5	5,0	8,7	4,7	11,9	12,0	12,6	12,8
Secteur tertiaire	1,3	3,2	3,3	2,2	37,8	37,6	37,4	37,1
dont Commerce	1,0	5,3	4,5	2,5	15,2	15,4	15,5	15,4
Transport	1,4	5,0	5,0	3,5	6,6	6,7	6,7	6,8
D T I	-0,2	3,1	9,0	9,1	7,7	7,7	8,0	8,5
PIB	1,9	3,9	3,9	2,9	100,0	100,0	100,0	100,0
Importations	29,4	48,7	10,1	4,8	44,6	63,8	67,6	68,9
Consommation finale	1,3	7,6	7,5	5,5	80,8	83,6	86,5	88,6
Publique	80,7	-9,1	18,0	6,7	33,6	29,4	33,4	34,6
Privee	-22,9	19,5	1,8	4,7	47,1	54,2	53,1	54,0
FBCF	26,6	33,5	4,3	5,7	40,7	52,3	52,5	53,9
Administration	55,1	-38,8	14,4	11,9	18,5	10,9	12,0	13,0
Privée	9,7	93,9	1,7	3,8	22,2	41,4	40,5	40,8
Exportations	11,6	25,2	6,8	-5,2	23,1	27,8	28,6	26,4

Source : MP Guinée / AMAO

Finances publiques

L'exécution des opérations financières de l'Etat a été marquée au cours du premier semestre 2013 par la poursuite du fonctionnement sur base caisse. Toutefois, l'exécution des opérations financières de l'Etat au cours du premier semestre 2013 a été impactée par les troubles socio-politiques que le pays a connues au cours de ladite période. Dans ce contexte, les objectifs à fin juin 2013 retenus aussi bien en matière de mobilisation des ressources que d'engagements des dépenses n'ont pas été atteints.

Au 1er semestre 2013, les recettes totales et dons ont été mobilisées à hauteur de GNF 4455,44 milliards de francs guinéens (10,1% du PIB), soit une moins-value de GNF 274,2 milliards par rapport à la prévision. Toutefois, la mobilisation des recettes totales et dons a enregistré une hausse de 3,2% par rapport au 1er semestre 2012 et ce en raison principalement de

l'augmentation des dons. En effet, ceux-ci ont connu un accroissement de 16,2% pour atteindre 464,80 milliards (1,0% du PIB). Ces dons sont constitués exclusivement de dons affectés, le pays n'ayant encaissé de dons non affectés au cours de la période sous-revue. Quant aux recettes totales, elles ont augmenté de 1,9% pour se situer à 3990,6 milliards, soit 9,0% du PIB. Cette hausse concerne à la fois les recettes fiscales que les recettes non fiscales qui se sont accrus respectivement de 1,7% et de 5,5%. La faible performance au niveau des recettes totales est imputable à une baisse (GNF -21,2 milliards) enregistrée au niveau de la mobilisation des recettes minières consécutive, entre autres, à l'arrêt des activités de Rio Tinto, atténuée par une hausse de GNF 94,6 milliards (+3,0%) des recettes non minières. Elle résulte également de la situation qu'a connue le pays au cours de ce semestre et qui ne permettait pas aux régies de recettes de réaliser le plus efficacement possible les activités de recouvrement sur le terrain. En outre, l'attentisme des acteurs économiques au cours du semestre du fait de cette situation explique également cette faible performance.

Les dépenses totales et prêts nets ont été exécutées, soit 12,3% du PIB. Ce qui représente une moins-value de GNF 274,2 milliards par rapport aux prévisions d'engagements à fin juin 2013. Par rapport au 1er semestre 2012, ceux-ci se situent en progression de 23,8%. Cette hausse concerne à la fois les dépenses courantes que les dépenses d'investissement. En ce qui concerne les dépenses courantes, elles ont connu une hausse de 27,6% par rapport au 1er semestre 2012. Cette hausse concerne toutes les composantes des dépenses courantes. Quant aux dépenses en capital, elles ont enregistré un accroissement de 18,8% sur la période en raison de l'augmentation des investissements financés sur ressources externes.

En somme, l'exécution des opérations financières de l'Etat, au cours du premier semestre 2012, a dégagé un solde global de GNF 355,3 milliards, en aggravation par rapport au solde global à fin juin 2012 qui se situait à GNF 62,6 milliards. Quant au solde base caisse, il est ressorti déficitaire de GNF 284,46 milliards. Ce déficit a été comblé par des financements intérieur et extérieur.

Au 30 juin 2013, l'encours total de la dette extérieure du pays s'établit à USD 1,2 milliard, soit 19,4 % du PIB, les paiements au titre du service de la dette se sont chiffrés à USD 29,8 millions. En conformité avec les recommandations du FMI, le pays n'a pas accumulé d'arriérés du service de la dette extérieure. La Guinée a atteint le point d'achèvement de l'initiative renforcée en faveur des pays pauvres très endettés (PPTE) le 26 septembre 2012, qui a conduit à l'annulation de près de 2/3 du stock de la dette extérieure, soit USD 2,1 milliards sur un total de USD 3,1 milliards.

Tableau 6.52 : Quelques indicateurs des Opérations Financières de l'Etat

	2011		2012		2013		2011		2012		2013	
	juin	dec	juin	dec	juin	dec	juin	dec	juin	dec	juin	Dec
	Variation annuelle en %						En % du PIB nominal					
Recettes totales et dons	31,8	60,1	48,1	41,5	3,2	16,6	8,7	20,3	10,9	24,4	10,1	25,4
Recettes totales	27,1	36,3	39,8	40,9	1,9	15,7	8,3	16,8	9,9	20,1	9,0	20,8
Recettes fiscales	21,1	30,3	45,2	46,8	1,7	16,2	7,6	15,4	9,4	19,2	8,6	19,2
dont secteur minier	6,6	25,6	-0,7	24,0	-2,8	11,9	2,2	3,8	1,9	4,1	1,6	4,1
Récettes non fiscales	184,7	169,1	-20,2	-22,5	5,5	5,0	0,7	1,4	0,5	0,9	0,4	0,9
Dons	1323,2	974,7	252,5	44,8	16,3	20,8	0,3	3,4	1,0	4,3	1,0	4,6
Dépenses Totales et prêts nets	-27,0	-9,9	61,0	40,0	23,8	8,7	8,1	21,5	11,1	25,6	12,3	24,9
Dépenses Totales	-27,0	-10,1	60,6	36,9	23,9	11,5	8,1	21,4	11,1	25,0	12,2	24,9
Dépenses courantes	-2,5	-1,3	12,6	11,0	27,6	17,7	6,7	16,3	6,4	15,4	7,3	16,2
Traitements et salaires	22,4	13,7	2,5	-0,4	16,9	30,0	2,6	5,2	2,3	4,4	2,4	5,2
Autres biens et services	-32,9	-28,7	32,9	29,8	17,3	14,4	1,9	5,4	2,2	5,9	2,3	6,1
Subventions et transferts	20,2	34,8	1,4	20,6	47,8	4,0	1,6	3,7	1,3	3,8	1,8	3,5
Intérêts dus (interne et externe)	5,0	23,2	22,0	-28,1	61,1	32,2	0,6	2,0	0,6	1,2	0,8	1,4
Dépenses d'investissement	-66,3	-29,9	283,6	118,8	18,8	-8,8	1,4	5,2	4,7	9,6	5,0	7,8
Financement externe	63,0	169,6	30,9	47,7	258,3	-19,7	0,9	2,2	1,0	2,8	3,2	2,0
Financement interne	-85,4	-55,3	702,4	173,3	-45,9	-4,2	0,5	2,9	3,7	6,8	1,8	5,8
							0,0					
Solde global base engagement (dons inclus)	-112,3	-88,8	-139,3	15,1	381,9	-147,2	0,6	-1,3	-0,2	-1,2	-0,8	0,5
Solde global base engagement (dons exclus)	-104,9	-59,2	-736,3	36,9	205,5	-183,1	0,2	-4,7	-1,2	-5,5	-3,3	4,1
Solde global base caisse	-110,6	-92,0	-393,8	236,7	-35,6	-108,2	0,4	-0,8	-1,1	-2,4	-0,6	0,2

Sources : MEF/AMAO

Situation monétaire

Au cours des six premiers mois de l'année 2013, la mise en œuvre de la politique monétaire a été marquée par le maintien du taux des réserves obligatoires à 22% pour contrôler la création monétaire du système bancaire et la réduction de 22,0% à 16% du taux directeur. Ces actions, combinées aux interventions de la BCRG sur le marché des changes ont contribué à la maîtrise de la liquidité du système bancaire.

Au cours du 1er semestre 2013, la masse monétaire a enregistré une hausse de 3,9% pour s'établir à GNF 11 898,0 milliards. Cette création monétaire résulte d'un accroissement de 2,0% des Avoirs intérieurs nets (AIN) et d'une hausse de 5,2% des Avoirs extérieurs nets (AEN) de 10,2%.

Le renforcement des AEN au cours du 1er semestre 2013 provient d'un accroissement de 13,8% de la position extérieure nette des banques commerciales atténué par une contraction 4,5% des réserves de change de la Banque Centrale. En effet, les Avoirs extérieurs des banques commerciales sont passés de GNF 1598,6 milliards en décembre 2012 à GNF 1819,4 milliards à fin juin 2013. Par contre, les Avoirs extérieurs de la Banque Centrale se sont établis à 2792,1 milliards au 30 juin 2013 contre GNF 2972,1 milliards en décembre 2012.

A fin juin 2013, les AIN se sont accrus de 5,2% sous l'effet d'un accroissement de 3,7% du crédit intérieur et d'une augmentation de 3,8% des autres postes nets. L'augmentation du crédit intérieur net de GNF 307,3 milliards, résulte d'un accroissement de 1,4% des créances nettes sur l'Etat et d'une hausse de 5,6% du crédit au secteur privé.

Au niveau des composantes de la masse monétaire, l'on note une augmentation de 7,5% de la circulation fiduciaire, un accroissement de 2,2% des dépôts en francs guinées et une hausse de 5,3% des dépôts en devises. Au 30 juin 2013, la masse monétaire est composée de 33,5% de billets et pièces en circulation, 42,7% de dépôts en francs guinéens et de 23,8% de dépôts en devises contre 32,4%, 44,0% et 23,6% respectivement à la fin de l'année 2012.

Tableau 6.53 : Evolution des principaux agrégats monétaires de 2009-juin 2012

	2010		2011		2012		2013	2010		2011		2012		2013
	juin	Déc	juin	Déc	juin	Déc	juin	juin	Déc	juin	Déc	juin	Déc	juin
Avoirs Extérieurs Nets	-24,6	-46,7	796,6	-28,4	8,2	-14,9	2,0	-7,7	-8,3	58,8	-17,1	3,6	-7,1	0,8
Banque Centrale	-24,7	-74,6	2 421,7	-25,4	-20,2	-19,2	-4,5							
Banques Commerciales	-24,5	7,7	49,5	-51,6	347,4	-5,8	13,8							
Avoirs Intérieurs Nets	60,0	44,5	-53,0	42,0	-8,5	18,1	5,2							
Crédit Intérieur		34,0	-1,0	-28,4	-16,8	40,9	3,7							
Créances nettes sur l'Etat.		43,2	-6,3	-51,5	-9,5	49,3	1,4	39,3	31,2	-5,1	-35,5	-3,2	15,2	0,6
Banque Centrale		48,9	-13,6	-71,4	-7,3	134,0	1,0							
Banques Commerciales	-4,6	26,6	18,3	-2,5	-11,1	-14,7	2,1							
Crédits aux Entrep publiques.	-95,8	11,4	22,5	7,1	-4,4	-21,8	94,2							
Crédits au secteur privé	8,1	-0,2	27,3	64,1	-25,9	31,0	5,6	1,9	0,0	4,0	10,9	-7,2	6,5	1,5
Autres Postes Nets(actifs +)		-55,0	1 413,0	-87,9	-98,4	13 288,4	-3,8		5,3	-48,0	41,3	5,7	-12,2	1,0
Masse Monétaire (M2)	33,4	28,3	9,7	-0,4	-1,3	2,4	3,9	33,4	28,2	9,7	-0,4	-1,2	2,4	3,9
Base monétaire	75,9	35,9	2,6	-7,5	-6,9	4,3	0,2							
Monnaie et Quasi-monnaie	12,3	32,3	1,2	-0,6	-5,6	2,5	3,5							
Monnaie en circulation	33,2	36,5	-10,9	-8,2	15,3	-1,5	7,5							
Dépôts en GNF	0,4	29,2	10,7	4,3	-17,4	5,6	0,5							
Dépôts en devises		6,9	66,1	0,2	16,0	2,2	5,3							

Source : BCRG

Secteur extérieur

Au premier semestre 2012, le solde global de la balance des paiements de la Guinée est ressorti déficitaire de USD 76,9 millions (-2,4% du PIB), contre excédent de USD 43,1 millions (1,5% du PIB) à la même période en 2012. Cette situation résulte de la dégradation du solde des transactions courantes quelque peu atténuée par une amélioration des entrées nettes de capitaux dans le cadre du compte de capital et d'opérations financières.

Le déficit du solde des transactions est passé de USD 381,3 millions (13,4% du PIB) au 1er semestre 2012 à USD 537,5 millions au 1er semestre 2013 (17,4% du PIB) en relation avec la dégradation observée au niveau de la balance des biens et services. En effet, la balance commerciale a affiché un déficit de USD 162,0 millions contre un excédent de USD 17,4 millions.

L'excédent enregistré au titre des transactions liées aux comptes de capital et d'opérations financières s'est amélioré de USD 36,5 millions pour se situer à USD 460,1 millions au 1er semestre 2013. Cette amélioration est essentiellement en relation avec l'augmentation des transferts de capitaux et des tirages sur emprunts publics.

Par rapport à l'évolution du taux de change, le franc guinéen s'est apprécié par rapport au dollar US et à l'euro sur le marché officiel de 2,4% et de 3,5%, et sur le marché parallèle de 2,0% et de 1,4% respectivement. La prime entre ces deux compartiments du marché s'est maintenue à 2,2% pour le dollar US et à 3,1% pour l'euro. Cette relative stabilité du franc

guinéen s'explique par les interventions de la BCRG au niveau du marché de change interbancaire qui se sont élevées à USD 97,7 millions au 1er semestre 2013 contre USD 123,1 millions un an auparavant.

Tableau 6.54 : Evolution semestrielle des principaux soldes de la Balance des Paiements (en millions de dollars US sauf indications contraires)

	2010		2011		2012		2013
	June	2010	juin	2011	juin	2012	juin
Exportations de marchandises (FAB)	673,9	1 471,2	824,1	1 432,7	1 194,70	1 927,6	670,8
Importations de marchandises (FAB)	-667,7	-1 404,9	-880,5	-2 105,6	-1 177,32	-2 254,0	-832,8
Solde commercial	6,3	66,3	-56,4	-672,9	17,4	-326,4	-162,0
Services : Credit	23,6	62,4	43,8	77,4	78,76	168,7	49,9
Services : Debit	-129,8	-395,5	-215,1	-572,0	-495,26	-891,4	-357,8
Solde des Services (Net)	-106,3	-333,1	-171,3	-494,6	-416,5	-722,7	-308,0
Solde sur Biens et Services	-100,0	-266,9	-227,7	-1 167,5	-399,1	-1 049,1	-470,0
Revenu des investissements - Crédit	6,9	14,9	9,3	22,2	17,49	31,5	1,2
Revenu des investissements - Débit	-39,2	-92,0	-69,6	-155,6	-50,62	-153,5	-112,9
Solde des Revnus des investissements	-32,2	-77,1	-60,3	-133,4	-33,1	-122,0	-111,8
Solde sur Biens, Services et Revenus	-132,2	-344,0	-288,0	-1 300,8	-432,3	-1 171,1	-581,7
Solde des Transferts	-1,5	17,1	71,5	139,5	51,0	132,5	44,2
Transferts Courants - Publics	22,9	83,8	195,4	407,5	144,58	305,3	113,6
Transferts Courants - Prives	-24,4	-66,8	-123,9	-268,0	-93,62	-172,9	-69,4
Solde du Compte Courant	-133,8	-326,9	-216,5	-1 161,4	-381,3	-1 038,6	-537,5
Compte du Capital	29,6	47,3	98,0	139,7	75,3	248,4	128,7
Compte de capita :crédit	29,6	49,7	100,5	143,8	77,09	251,3	129,7
Compte de capita :débit	0,0	-2,4	-2,5	-4,2	-1,78	-2,9	-1,1
Compte Financier	116,1	206,6	966,2	1 692,1	348,3	594,2	331,4
Investissements directs	2,6	101,4	776,9	954,7	361,08	603,55	24,1
Investissements de portefeuille	-0,1	-0,1	-1,2	211,6	-1,54	-3,08	
Erreurs et Omissions	4,2	0,0	-46,9	5,7	0,76	1,29	0,5
Balance globale	16,2	-73,0	800,8	676,1	43,1	-194,7	-76,9
Financement	-16,2	73,0	-800,8	-676,1	-43,1	194,7	76,9
POUR MÉMOIRE							
Balance Commerciale /PIB (en %)	0,3	1,4	-2,1	-13,2	0,6	-5,7	-5,0
Solde du Compte courant/GDP (%)	-5,9	-6,9	-8,2	-22,9	-13,5	-18,2	-16,5
Balance Compte capital /PIB (en %)	1,3	1,0	3,7	2,7	2,7	4,4	3,9
Balance Compte financier/PIB (en %)	5,1	4,4	36,7	33,3	12,3	10,4	10,2
Balance Globale/PIB (en %)	0,7	-1,5	30,4	13,3	1,5	-3,4	-2,4
Réserves Internationales Brutes	216,8	253,7	1 040,1	852,0	772,1	637,3	669,7
Nombre de mois d'importations	1,7	1,9	6,2	4,3	3,5	3,1	3,9
Importations de marchandises CAF	-667,7	-1 610,4	-1 008,1	-2 393,5	-1 322,8	-2 507,0	-1 041,1

Source : BCRG

6.2.3.2. Situation de la convergence

Au cours du 1er semestre 2013, la Guinée a respecté sept (07) critères de convergence dont deux (02) de premier rang. Ce qui représente une légère amélioration par rapport à la situation qui a prévalu au 1er semestre 2012.

Tableau 6.55 : Situation de la Convergence

	Norme	2008	2009	2010	2011	2012*		2013**	
						Juin	Dec*	Juin	Dec*
Criteres de premier rang:		**2**	**1**	**0**	**2**	**2**	**2**	**2**	**2**
i)' Déficit Budgétaire/PIB (dons inclus)	≤ 3%	1,2	6,5	14,3	1,3	0,4	1,2	1,6	-0,5
ii) Taux d'inflation (moyenne)	≤ 5%	18,4	4,7	15,5	21,4	18,7	15,2	13,3	15,2
iii) Financement BC	≤ 10%	5,8	38,7	91,0	0,0	0,0	0,0	1,0	0,0
iv) Reserves brutes de change	≥6 mois Imp	0,8	1,4	0,4	3,7	3,5	3,1	3,9	4,0
Critères de second rang		**2**	**4**	**1**	**1**	**3**	**5**	**5**	**5**
i) Arriérés intérieurs		nd	nd	nd	nd	nd	nd	nd	nd
ii) Recettes fiscales/PIB	≥ 20%	14,7	16,4	14,7	15,4	18,9	19,2	16,7	19,2
iii) Masse Salariale/Recettes fiscales	≤ 35%	28,0	30,6	39,0	34,1	24,2	23,1	27,9	23,1
iv) Investissements interes/Recettes fiscales	≥20%	13,1	35,6	55,3	19,0	39,1	35,4	20,8	35,4
v) Taux d'intérêt réel	> 0	0,9	11,2	-8,1	-6,9	-3,5	0,3	2,4	3,7
vi) Stabilité du Taux de change nominal	± 10%	-11,9	-2,9	-15,4	-17,0	-6,1	-2,5	-2,7	-2,5
vii) Encours de la dette totale en % PIB	≤ 70%	84,2	84,7	83,5	77,1	125,1	40,0	37,4	37,4
Nombre de critères respectés		**4**	**5**	**1**	**3**	**5**	**7**	**7**	**7**

Au niveau des critères de premier rang, le pays a respecté deux (02) critères à savoir ceux relatifs au déficit budgétaire et au financement de ce déficit par la Banque Centrale. En dépit nde la moins-value enregistrée dans la mobilisation des recettes, le Gouvernement a poursuivi la rigueur engagée dans la gestion des finances publiques à travers le fonctionnement sur base caisse. Par contre, le niveau des réserves de change quoiqu'en légère amélioration reste largement en dessous de la norme communautaire. Par ailleurs, le niveau de l'inflation reste toujours à deux chiffres même si les efforts engagés ont favorisé une baisse du rythme d'augmentation du niveau général des prix.

En ce qui concerne les critères de second rang, cinq (5) ont pu être respectés à savoir ceux relatifs à la masse salariale, aux investissements sur ressources propres, au taux d'intérêt réel, à la stabilité du taux de change nominal et à l'encours de la dette publique. La masse salariale s'est établie à 27,9% des recettes fiscales au 1er semestre 2013 contre un ratio de 24,2% à la même période de l'année précédente. Quant aux investissements financés sur ressources propres, ils ont atteint 20,8% contre 39,1% un an plutôt. De même, le taux d'intérêt réel est ressorti légèrement positif tandis que la monnaie nationale n'a fluctué que très faiblement. Depuis l'annulation des 2/3 de la dette extérieure en septembre 2012, la dette du pays présente un profile plus soutenable. Cependant, le pays n'a pas mis en place d'un mécanisme de suivi des arriérés intérieurs. Par ailleurs, Toutefois, le taux de pression fiscale est resté relativement faible et en baisse.

Sur la base des prévisions, le pays pourra maintenir son niveau de performance à la fin de l'année 2013 en respectant les mêmes critères qu'au cours du 1er semestre 2012.

6.2.3.3. Harmonisation des politiques et arrangements institutionnels

Développements des systèmes de paiements

La mise en œuvre du projet initié par l'IMAO et financé par la BAD se poursuit. Les textes juridiques modèles préparés par le Comité des experts de la ZMAO et approuvés par le Conseil de convergence pour adoption dans les pays membres ont été transmis à la BCRG. Aussi, la BCRG et les banques commerciales sont en train de prendre des dispositions pour mettre en place les prérequis des instruments de paiements notamment les paiements électroniques et la standardisation des chèques. Beaucoup de banques ont déjà adopté les chèques standardisés. Le local qui doit abriter les équipements du projet est achevé. Les composantes du projet portent sur:

- le système RTGS et de règlement et livraison de titres ;
- la Chambre de compensation automatique et de traitement automatique de chèques ;
- l'application bancaire (CBA) ;
- l'infrastructure et l'énergie.

Le système devrait être entièrement opérationnel en février 2014.

Comité National de Coordination (CNC)

Le CNC assure son fonctionnement avec notamment quelques difficultés. Ainsi, les rapports trimestriels ne sont pas élaborés et validés dans les délais prescrits. Le pays n'a pas encore produit un rapport pluriannuel de convergence. En plus, la base de données ECOMAC n'est pas mise à jour. La prise en charge salariale du personnel par la Commission de la CEDEAO est effective et le CNC fonctionne avec un budget financé par la commission de la CEDEAO (25%), le Ministère de l'Economie et des Finances (45%) et la Banque Centrale (30%). Sur le plan juridique, tous les textes réglementaires y afférents ont été signés.

Libre circulation des personnes et de leurs biens

Même si de mesures transitoires ont été adoptées par moment, les autorités guinéennes indiquent que le pays se conforme aux directives de la CEDEAO en matière de libre circulation de personnes et biens. Sur la base des estimations effectuées, la Guinée entretient un commerce très dynamique avec les pays voisins. Il existe vingt (20) points de passage avec les six pays voisins. Le problème est que l'essentiel des échanges se font à travers les circuits informels.

6.2.3.4. Conclusion et recommandations

La Guinée a poursuivi en 2013 son programme de stabilisation macroéconomique. Toutefois, les perturbations de l'activité économique au cours du 1er semestre 2013 en rapport avec les tensions socio-politiques combinées au gel des activités de certaines sociétés minières ne permettent pas la réalisation de l'accélération attendue de la croissance économique.

Dans ce contexte, les enjeux essentiels se rapportent à la stabilité socio-politique et à l'amélioration de l'environnement des affaires à la fois pour les investisseurs nationaux et étrangers.

Au regard de cette situation, la mise en œuvre des recommandations ci-après s'avère indispensable afin de renforcer la stabilité macroéconomique et d'améliorer le niveau de performance au regard du programme de convergence de la CEDEAO :

i. La prise des dispositions pour assurer la stabilité socio politique et améliorer l'environnement des affaires dans le but de favoriser la réalisation des investissements nécessaires à la relance de la croissance économique ;

ii. La prise des dispositions pour lever les contraintes structurelles qui influencent le niveau des prix notamment le désenclavement des zones de production et l'amélioration de la desserte en eau et électricité ;

iii. La prise de dispositions nécessaires pour assurer le rapatriement effectif des recettes d'exportation en identifiant la structure chargée de la mise en œuvre de l'instruction y relative.

iv. poursuivre les réformes institutionnelles et opérationnelles engagées au niveau des régies afin de permettre une amélioration de la mobilisation des recettes au niveau des administrations fiscale et douanière.

6.2.4. LIBERIA

6.2.4.1. Orientations politiques et évolutions macroéconomiques

La politique macro-économique du Libéria pendant le premier semestre 2013 s'est appuyée sur la deuxième phase des stratégies de réduction de la pauvreté (PRS-II)[9], le programme de transformation (APC) (2012-2017) pour renforcer les infrastructures et accroître les réformes en vue d'une croissance économique inclusive et partagée. Avec les prévisions d'accroissement de la production de minerai de fer et de ciment, les perspectives de croissance du PIB réel ont été revues à la hausse, passant de 7,5% à 8,1%[10]. Le tableau ci-dessous présente une analyse comparative du secteur réel en 2012 et 2013.

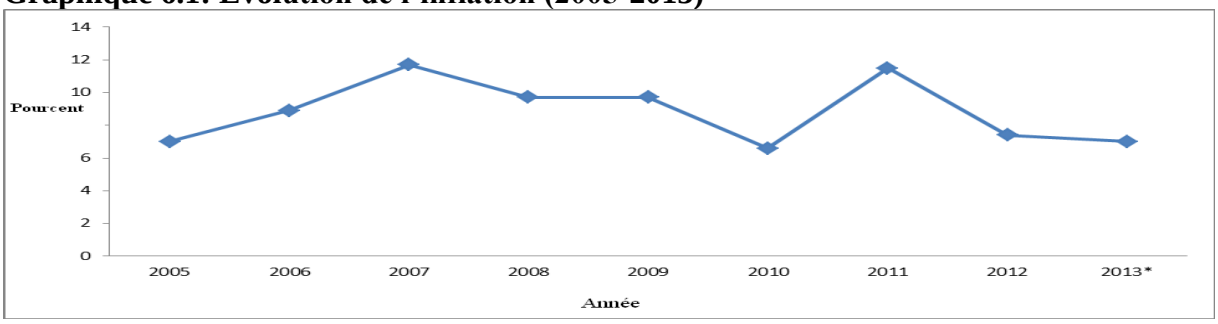
Tableau 6.56: Résultats du secteur réel (deuxième semestre 2012 & premier semestre 2013)

	En million USD		En % du PIB		Variation en pourcentage	
Produits de consommations	2012	2013*	2012	2013*	2012	2013*
Agricultures et pêches	452,8	449,6	26,1	22,7	1,9	-0,7
Mines et orpaillage	206	288,4	11,9	14;6	129,1	40,0
Industrie	63,4	97,9	3,7	5,0	3,1	8,9
Services	78,5	849,5	45,1	43,0	4,7	8,7
PIB nominal	1734	1977			8,3	8,1
	Moyenne			Fin de période		
Inflation	6,8	7,7			7,7	7,0

Source: Gouvernement libérien et estimations du FMI, *perspectives

La plupart des secteurs d'activités ont révélé des perspectives de croissance prometteuses en 2013. Les activités dans les secteurs industriels et miniers ont enregistré une croissance de 40,0%, tandis que le secteur manufacturier a connu une hausse de 8,9% contre 3,1% en 2012. Le secteur des services a connu une embellie de 8,9%, soit 43,0% du PIB, tiré principalement par les activités liées aux services (les télécommunications et les activités financières). On s'attend à une baisse du taux de croissance de 0,7% dans le secteur primaire (agriculture) à cause de la baisse de la production de caoutchouc, de bois et de cacao, au lieu des 22,7% de croissance attendue.

Graphique 6.1: Evolution de l'inflation (2005-2013)



Sources: Banque Centrale du Libéria et AMAO

[9] Les quatre piliers de la stratégie pour réduction de la pauvreté (SRP II) comprennent : la consolidation de la paix, la revitalisation de l'économie, la bonne gouvernance et la primauté du droit, le renforcement des infrastructures et l'amélioration des services de base

[10] Le FMI a initialement tablé sur une croissance de 8,3 %, mais elle a été révisée à la hausse en raison de l'embellie attendue dans le secteur minière, en particulier celui du minerai de fer. Toutefois, les prévisions de croissance revue par le BCL sont dues à l'incertitude sur le volume d'exportation de caoutchouc dont la croissance n'est pas conforme aux attentes.

Le taux d'inflation au premier semestre 2013 était de 7,7 %, soit une baisse de 0,5% au cours de la période correspondante de 2012. Le taux d'inflation global s'est établi à un seul chiffre de 7,0% à fin Juin 2013, contre 7,7% à fin Décembre 2012 et 7,1 % à fin Juin 2012. Au début de l'année 2013 (Janvier-Avril), les tensions inflationnistes se sont accrues en raison d'une flambée des prix des denrées alimentaires de 15% en Février, entrainant une hausse du taux d'inflation de 8,7 %. L'intervention de l'autorité monétaire sur le marché des changes pour contenir la pression des taux de change a conduit à la stabilité relative du prix des denrées alimentaires et non alimentaires, ce qui a permis de contenir l'inflation jusqu'en Juin 2013.

Évolution des finances publiques

L'objectif de la politique budgétaire au premier semestre 2013 est restée conforme au cadre de dépenses à moyen terme qui vise à orienter les dépenses publiques, encourager l'investissement, soutenir la croissance de secteur privé ainsi que veiller à ce que les emprunts soient contractés avec prudence en matière de finances publiques.

Tableau 6.57: Opérations budgétaires du gouvernement au premier semestre (en %), 2012-2013

Indications budgétaires (%)	2009	2010	2011	Juin 2012	2012	Juin 2013*
Total des recettes et dons/PIB	29.9	33.3	26.1	29.9	29.0	31.9
Total des ressources intérieurs/PIB	26.7	31.2	32.8	25.8	26.5	23.6
Recettes fiscales/ PIB	23.2	23.9	26.4	23.8	22.4	20.0
Total des dépenses & prêts/ PIB	29.0	29.1	34.4	26.7	24.7	31.9
Déficits (dons y compris) / PIB	0.9	4.2	0.9	3.3	4.3	0.0
Salaires et traitements/recette budgétaires	39.8	37.8	46.1	41.0	42.1	53.0
Dépenses d'investissement/ Recettes fiscales	13.3	9.9	14.1	5.3	9.7	4.5
Financement par le Banque centrale/ Recettes fiscales des années antérieures	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0

Source: ministère des finances et la Banque Centrale du Libéria

Le total des ressources intérieures et des dons au cours de la période sous revue était de 312,9 millions de dollars US (31,7% du PIB), soit une hausse de 19,1% au premier semestre 2012. Le total des ressources intérieures a enregistré une hausse de 20,4% au premier semestre 2013 par rapport à la période correspondante de 2012, mais représentait 28,6 % du PIB et 90,2 % du total des ressources. Par rapport au premier semestre 2012, l'ensemble des recettes fiscales a augmenté de 14,0 %, s'établissant à 246,9 millions de dollars US contre 216,5 millions de dollars US. Cela est dû à une augmentation de 151,0 % des recettes fiscales provenant d'autres sources, soit 22,9 millions de dollars US en Juin 2012 contre 57,5 millions de dollars US en Juin 2013. L'impôt sur le revenu a également contribué à l'accroissement des recettes fiscales de 7,3 %, soit 78,3 millions $ US contre 84,0 millions $ US. Toutefois, par rapport au premier semestre 2012, les recettes fiscales intérieures sur les produits et services et des recettes sur les importations ont enregistré une baisse de respectivement 13,7% et 6,2% au cours de la période sous revue. Les recettes non fiscales ont enregistré une hausse significative de 97,1 % s'établissant à 22,5 millions de dollars en Juin 2013 contre 11,5 millions de dollars en Juin 2012. Cela est dû à une meilleure collecte des recettes de cession et les recettes provenant des redevances, des licences et des péages sur les routes. Le total des dons a augmenté de 8,5 %,

soit 30,7 millions $ US au cours de la période sous revue contre 28,3 millions de dollars à la période correspondante de 2012.

Les dépenses totales et les prêts nets pour le premier semestre 2013 s'élève à 313,0 millions de dollars US, soit 31,7% du PIB et une augmentation de 34,0 % par rapport à celle du premier semestre 2012. Alors que les dépenses de fonctionnement s'élèvent à 206,4 millions de dollars US, soit une baisse de 1,9% par rapport au premier semestre 2012, les dépenses d'investissement s'élèvent à 106,0 millions de dollars, dont 43,1 millions de dollars pour le financement intérieur de 43,1 millions de dollars et, 62,9 millions $ US de financement extérieur. En termes de PIB, les investissements se sont accrus de 10,7% au cours de la période sous revue contre 2,6% pour la période correspondante de 2012. Ceci est dû en grande partie à l'accroissement des décaissements des subventions par les partenaires au développement

Les dépenses d'investissement sont essentiellement financées par les maigres ressources nationales. À cause des contraintes structurelles, les autorités budgétaires ont toujours œuvrés pour obtenir des prêts extérieurs afin de mettre en œuvre les investissements prioritaires dans les infrastructures essentielles en raison du seuil d'emprunt de 3% du PIB exigé par les partenaires au développement. En outre, le difficile processus d'approvisionnement en général demeure un obstacle à la mise en œuvre de projets clés, tels que le « Millennium Challenge Accounts (MCA) ».

Le solde budgétaire global, dons y compris était négligeable (0,2 millions de dollars US) au premier semestre 2013, ce qui indique que le gap entre total des ressources et les dépenses n'était pas significatif. Toutefois, le solde budgétaire hors dons a enregistré un déficit de 30,9 millions de dollars US, ce qui représente 3,1 % du PIB contre un excédent de 0,1% du PIB au premier semestre de 2012. Le déficit a été financé principalement à partir de sources nationales par le biais d'un prélèvement sur les dépôts du gouvernement à la CBL

Tableau 6.58: Analyse du stock de la dette (2012-2013)

	Stock de la dette (million USD)		**Variation en %**		**Dette en % du PIB**	
Indicateur	2012	2013	2012	2013	2012	2013
Total de la dette	564,8	572,6	9,3	1,4	32,1	29,2
Dette extérieure	269,3	284,1	13,0	5,5	15,0	14,5
Dette intérieure	295,5	288,5	6,1	-2,4	16,8	14,7

Source: Ministère des finances du Libéria

L'ensemble de la dette publique du Libéria était de 572,6 millions de dollars US (29,0 % du PIB) à fin Juin 2013. Cette dette a enregistré une hausse de 1,4 %, soit 564,8 millions de dollars US par rapport à fin Juin 2013. Le montant total de la dette intérieure s'élevait à 288,5 millions $ US à Juin 2013, représentant 14,6 % du PIB, une baisse de 2,4 % soit 295,5 millions de dollars par rapport à Juin 2012. La BCL était le principal créancier au niveau national (95,6%) en raison du rôle joué par la BCL pendant la guerre et de la recapitalisation de la dette due par le gouvernement. Le stock de la dette extérieure s'élevait à 284,1 millions

de dollars US, soit une augmentation de 5,5 % (269,3 millions de dollars US) pendant la période correspondante de 2012. Cette dette est constituée de dette bilatérale, soit 123,0 millions de dollars US, dont 30,1% (85,4 millions de dollars US) qui était dû au gouvernement taiwanais, et du stock de la dette multilatérale qui s'élève à 161,2 millions de dollars US.

En termes de viabilité de la dette, le ratio dette totale / PIB de 29,0 % au cours de la période sous revue est resté stable, comme en témoigne le seuil national de 60 % et le seuil régional de la CEDEAO de 70 %. Le service de la dette totale s'élevait à 18,2 millions de dollars US en 2013, soit environ 1% du PIB et 6,3% de l'ensemble des exportations. Le stock total de la dette est deux fois supérieur à l'ensemble des recettes provenant des exportations à fin Juin 2013. Compte tenu de la croissance du PIB réel en cours, l'inflation et les taux d'intérêt, le stock total de la dette apparaissent viable à moyen terme.

Évolution du secteur monétaire

Les actions de la politique monétaire au cours de la période sous revue consistaient à contenir l'inflation en limitant la volatilité du taux de change et en constituant des réserves de change pour assurer une couverture adéquate d'environ trois mois d'importations, en tenant pas compte des service de la MINUL et les importations du minerai de fer

Tableau 6.59: Croissance des agrégats monétaires (2009-2013*)

Indicateurs monétaire (%)	2009	2010	2011	Jun-12	2012	2013*
Monnaie au sens large	36.7	36.1	39.5	21.6	-1.4	14.3
Avoirs extérieurs nets	- 21.3	297	11.7	7.5	2.2	-3.5
Avoirs intérieurs nets	-363.8	-89.3	121.9	30.1	16.2	14.3
Avoirs extérieurs nets /M2	57.6	267.5	30.3	10.8	8.5	17.8
Avoirs intérieurs nets /M2	57.6	267.5	30.3	10.8	8.5	17.8
Dépôt/M2	55.5	58.5	53.8	57.3	51.1	86.7
Monnaie de reserve	32.2	35.1	62.2	18.4	10.7	5.7
Vitesse de circulation (PIB/M2)	2.6	2.2	1.9	1.5	3.0	2.9
Multiplicateur monétaire (M2/RM)	1.6	1.6	1.5	2.0	1.5	3.4

Sources: Banque Centrale du Libéria, AMAO

La monnaie de réserve a enregistré une baisse de 4,1% au cours du premier semestre, contre une baisse de 6,6 % pour la période correspondante de 2012. Sur une base d'annuelle, toutefois, la monnaie de réserve a augmenté de 5,7%. La monnaie au sens large (M2) a augmenté de 7,5% entre fin Décembre 2012 et fin Juin 2013. Sur une base annuelle, la croissance de la masse monétaire au cours du premier semestre de 2013 était de 14,3% contre 21,6% au cours de la période correspondante de 2012. La baisse de la monnaie au sens large est due à une réduction de 5,3% des Avoirs Extérieurs Nets (AEN), qui a freiné l'expansion des Avoirs Intérieurs Nets (AIN) de 45,3 %. Ces deux composantes, l'AEN et AIN ont contribué à la croissance la masse monétaire à hauteur de respectivement -3,5% et 17,8%, soit 14,3%.

Le BCL a lancé sur le marché des bons du Trésor dont la première adjudication été faite le 2 mai 2013 au nom du gouvernement du Libéria. Il s'agissait d'un instrument de couverture de change en dollar libérien de 91 jours accordé uniquement aux banques commerciales en raison de leur position de solvabilité et leur perception des risque liés à l'investissement, bien que par nature sans risque. Au moment de la mission conjointe de surveillance, la CBL a mené avec succès cinq ventes aux enchères avec une offre globale de 756,0 millions de $ L et un remboursement de 377,0 millions de L $. Le taux moyen de rendement pondéré sur les cinq offres était de 2,18%. Les premières ventes aux enchères ont été un succès. Pour limiter les actions des banques commerciales " en vue de réduire leurs réserves excédentaires en dollars libériens, la BCL a accepté que les offres ne dépassent pas 30,0% de la somme offerte et le taux d'intérêt de 5,0%.

Notamment, le projet de loi de la BCL relative à la couverture de change en dollars libérien de 91 jours a été lancé en Juillet 2013 à des fins de gestion de liquidité, puisque le montant indiqué dans le projet de loi du gouvernement libérien visait à réduire les flux de trésorerie avec un décalage d'un mois. Quatre de ces ventes aux enchères ont été réalisées et avaient pour objectif de lever un fonds de 1.197,5 millions de dollars libérien (15,5 millions de dollars) à un coût de 80.740,82 $ US, ce qui représente un rendement moyen de 2,02 pour cent.

Le taux de prêts moyen a enregistré une légère hausse de 21 points de base, de 13,42% en Juin 2012 à 13,63% en Juin 2013. Le taux de dépôt à terme de 3 mois a également augmenté de 6 points de base, passant de 3,80% à 3,86% sur la même période. Toutefois, Le taux d'épargne, a enregistré une baisse de un point de base de 2,02% en Juin 2012 contre 2,01% en Juin 2013. En ce qui concerne le dollar libérien, les épargne réel et le taux de dépôt à terme de 3 mois sont restés négatifs, ce qui n'encourage pas l'épargne en dollar libérien.

Les créances de la Banque Centrale du Libéria sur les banques de dépôts (DMBS) sont passées de 0,95 milliards de $ libérien en Juin 2012 à 2,53 milliards de $ libérien en Juin 2013, soit une augmentation de 165,3%. Ceci est dû à plusieurs initiatives de relance entreprises par le CBL pour promouvoir l'accès au secteur financier (l'inclusion financière) et d'alléger les contraintes de l'offre dans l'économie. Les principales initiatives furent l'accroissement de la dette de 200,0 millions de $ libérien et la prolongation de la facilité élargie par les DMBS aux institutions de micro finance, aux coopératives et caisses d'épargne villageoises; une initiative de 10,0 millions de dollars en faveur du crédit hypothécaire pour faciliter l'accession à la propriété par les Libériens, et une initiative de 7.0 $ millions de dollar en vue de stimuler le secteur agricole par l'incitation de investissement privé.

L'encours total des créances des DMBS sur le secteur privé a augmenté, passant de 19,5 milliards de dollars libérien à fin Juin 2012 à 23,1 milliards de dollars libérien à fin Juin 2013, soit une augmentation de 18,8 % contre 30,0% pendant la période correspondante de 2012. L'encours des créances des DMBS sur les entreprises publiques a enregistré une hausse de 57,1%, passant de 1,5 milliards de dollars libérien en Juin 2012 à 2,3 milliards de dollars libérien à fin de Juin 2013 contre 63,2% au premier semestre 2012. Cet accroissement de la dette du secteur publique s'explique principalement par l'autorisation accordée par le Comité

de gestion de la dette de certaines entreprises de l'État d'emprunter auprès du système bancaire pour leurs opérations.

En subdivisant le crédit alloué au secteur privé au premier semestre 2013, la dette des sous-secteurs du commerce et de la construction représentaient respectivement 42,8% et 14,7%, alors que les sous-secteurs de transport, d'entreposage et de la communication représentaient 9%. Le secteur agricole représentait 7,3%; le secteur manufacturier 2,5%, et les industries extractives 1,1%. La part restante est celle de l'industrie hôtelière. Le faible endettement dans le sous-secteur de l'industrie extractive s'explique par l'expansion dans ce secteur tiré principalement par l'investissement direct étranger. La dette du secteur agricole est relativement moins élevée, ce qui suscite des inquiétudes sur l'importance accordée au secteur agricole et l'efficacité du programme de développement du secteur agricole lancé par la CBL.

Secteur extérieur

L'axe principal de la politique du secteur extérieur vise à maintenir un secteur extérieur sain et durable par la constitution de réserves suffisantes pour protéger l'économie des chocs extérieurs grâce à des interventions périodiques sur le marché de change local.

Tableau 6.60: indicateurs du secteur extérieur

indicateurs du secteur extérieurs	2009	2010	2011	2012*	2012	2013*
Stocks de réserves extérieurs (en million de dollars US)	139.9	255.5	289.7	266.8	257.5	231.4
Réserves extérieures brutes en mois d'exportations	3.6	4.3	3.3	3.3	2.3	2.5
Importations de biens/ PIB (%)	65.3	52.3	69.6	97.8	69.8	54.2
Exportation de biens (en million de dollars US)	254	153	372	254.9	578.6	287.4
Exportation de biens / PIB (%)	17.4	16.7	24	30.0	32.9	29.1
Solde courant (Net)/ PIB (%)	(38.0)	(31.8)	13.6	(96.0)	(96.7)	(89.7)
Balance des transferts courants	110.3	83.9	78.4	14.4	59.6	7.1
Compte de capital (Net)/ PIB (%)	173.3	111.7	-	12.8	-	13.2
Compte financier (Net)/ PIB(%)	(131.3)	(-23.6)	48.7	128.0	95.2	99.9
SOLDE budgétaire global/ PIB (%)	6.1	63.6	46.1	(10.9)	0.2	0.5
Degré d'ouverture (%)	(113.2)	(88.5)	(98.9)	(169)	(108.4)	(79.3)
PIB nominal au prix du marché (en million de dollars US)	879.2	1289.3	1546.9	880	1760	988.5

Sources: Banque Centrale du Libéria, AMAO, ^= (importation+ exportation)/PIB, * Premier semestre

Au cours de la période sous revue, les recettes d'exportation ont augmenté, s'établissant à 287,4 millions de dollars contre 254,9 millions de dollars au premier semestre 2012, soit une croissance de 12,8%. Ceci est dû à l'amélioration des performances des exportations de minerai de fer qui ont augmenté de 94,4%, passant de 81,4 millions de dollars en Juin 2012 à 158,2 millions de dollars en Juin 2013. Toutefois, les recettes provenant de caoutchouc et les exportations (minerai de fer non compris) ont enregistré une baisse de 25,3%, passant à 173,0 millions de dollars à 129,2 millions de dollars sur la même période. La baisse des exportations de caoutchouc est liée à la faible production consécutive à la replantation réalisée par le producteur principal, la Firestone Natural Rubber Company.

Les importations totales ont chuté de 37,7%, s'établissant à 535,4 millions de dollars US au cours de la période sous revue conte 860,0 millions de dollars US au cours de la période correspondante de 2012. Ceci est dû à la baisse des importations de pétrole de 251,1 millions de dollars à 118,5 millions de dollars (soit 52,8 %,) à la suite de la chute des cours mondiaux

du pétrole brut. Les importations hors pétrole ont également enregistré une baisse de 31,5% passant de 608,9 millions de dollars US à 416,9 millions de dollars, principalement en raison de la réduction de 47,1% des importations des autres composantes (pétrole, riz, l'installation et machines non compris) au cours de la période sous revue par rapport à la période correspondante en 2012.

La balance commerciale s'est améliorée puisque le déficit s'est contracté de 59,0%, passant de 605,6 $ US au premier semestre 2012 à 248,0 millions de dollars en Juin 2013. Toutefois, le solde de compte courant s'est détérioration de 6,5, passant d'un déficit de 832,7 millions de dollars en Juin 2012 à un déficit de 887,0 millions de dollars dans la période sous revue. Cela est imputable à la détérioration du revenu net d'investissement qui a enregistré un déficit de 435,4 millions de dollars en Juin 2012 contre 723,2 millions de dollars en Juin 2013. Les transferts courants ont également enregistré une baisse, passant d'un excédent de 125,2 millions de dollars à 70,1 millions de dollars sur la même période. La balance des paiements a enregistré un excédent de 4,6 millions de dollars, contre un déficit de 95,9 millions de dollars US pour la période correspondante de 2012.

Les réserves extérieures brutes s'élèvent à 231,4 millions de dollars US, soit l'équivalent de 2,5 mois de couverture des importations à fin Juin 2013 contre 266,8 millions $ US pour un montant de 2,6 mois de couverture des importations à fin Juin 2012. La réduction des réserves extérieures brutes pourrait être attribuée à l'intervention sur le marché des changes de la CBL à hauteur de 51,0 millions de dollars pour amortir la dépréciation du dollar libérien face au dollar américain de 5,2% en mai 2013 à 3,7% en Juin 2013.

6.2.4.2. Situation de convergence macroéconomique

La situation de convergence macroéconomique du Libéria est présentée dans le tableau 6. L'accent est mis sur les critères de convergence macro-économique primaire et secondaire conformément aux critères budgétaires et monétaires de la CEDEAO.

Tableau 6.61: Situation de convergence macroéconomique (2010-2013)

	Objectif	2010	2011	2012	2012	2013	2013
Critères de premier plan				H1	H1+H2	H1	H1+H2
i). Déficit Budgétaire / PIB	≤3%	-4.2	-0.6	1.2	-4.2	0	-1.6
ii). Taux d'inflation	≤5%	7.3	8.5	8.2	6.9	7.6	7.7
iii). Financement du déficit budgétaire	≤ 10%	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0
iv). Réserves extérieures brutes	≥6 mois	4.3	3.3	2.6	2.3	2.5	2.7
Critères de second rang							
i). Arriérés intérieurs		nd	nd	Nd	nd		Nd
ii). Recettes fiscales / PIB	≥ 20%	23.2	19.7	23.8	26.4	24.9	25
iii). Masse salariale / recettes fiscales	≤35%	37	46.1	39.6	46.1	42.1	42.1
v) Investissement Publique. / Recettes fiscales	≥ 20%	8.8	14.1	22.2	9.7	17.5	14.1
vi)Taux d'intérêt réel	> 0	-4.6	-9.4	-6.5	-5.7	-5.6	-5.7
vii) Stabilité du taux de change nominal	± 10%	-3.2	-4.4	5.5	0.0	0.3	1.3
viii) Dette publique/PIB	≤ 70%	41.4	33.4	32.1	32.8	29.2	27.9
Nombre de critères remplis		5	4	5	5	5	5

Sources: Gouvernement du Libéria et l'AMAO, *Projection

Le déficit du PIB est négligeable, ce qui implique que le critère de convergence a été rempli. La rationalisation budgétaire soutenue par la réduction des dépenses liée à la chute des revenus a conduit à la réalisation de cet objectif. Le taux d'inflation à un seul chiffre demeure élevé et ceci a pour conséquence de maintenir le pays en dehors du seuil de convergence de moins de 5%. Toutefois, le pays a rempli le critère de convergence sur la réduction du financement continu du déficit en 2013. L'inflation a légèrement augmenté en raison de la hausse des prix des produits alimentaires en 2013. Au cours des quatre dernières années, y compris 2013, le Libéria n'a pas rempli le critère de convergence sur des mois de couverture des importations. Ce qui montre que le pays ne pouvait pas maintenir sa réserve au seuil d'au moins 6 mois des importations.

Les différents axes budgétaires ne permettent au pays de remplir les critères de convergence, à l'exception du ratio recettes fiscales / PIB et le ratio dette publique / PIB qui représentent respectivement 24,9% et 29,2%. La masse salariale du secteur publique (masse salariale / recette fiscale) représente 42,1%, ce qui est permet d'atteindre le seuil de convergence. Le critère de convergence de l'investissement public sur ressource propre n'a pas également été atteint, en dépit de l'expansion des projets d'investissement. En examinant également les critères de second plan, le taux de change réel s'est apprécié de 0,3 par rapport à l'unité de Compte de l'Afrique de l'Ouest (UCAO) au premier semestre 2013, remplissant ainsi les critères de convergence. Toutefois, le critère relatif au taux d'intérêt réel, qui a enregistré un taux négatif de -5,5%, n'a pas été rempli.

Dans l'ensemble, le Libéria a rempli deux critères de premiers plans sur quatre, à savoir: le financement du déficit budgétaire par la banque centrale en pourcentage du chiffre d'affaires de l'impôt de l'année précédente et le ratio déficit budgétaire (dons inclus) / PIB. Quant aux critères de second plan, le pays a rempli trois des sept critères, à savoir l'investissement public à partir des recettes nationales, la stabilité du taux de change nominal et le ratio du stock total de la dette / PIB.

6.2.4.3. Perspectives en 2013

La situation macro-économique du pays présente une perspective mitigée. Le PIB réel devrait enregistrer une baisse de 6,8% en 2014 avant de connaitre une embellie de 8,6% en 2015. Le secteur minier, en particulier la production de minerai de fer, devrait stimuler la croissance en 2014. En outre, certaines activités dans le secteur agricole, telles que le caoutchouc, le cacao et la production alimentaire ont montré des perspectives favorables, ce qui va stimuler la production agricole. Le secteur des services enregistra une croissance soutenue, tirée par le boom des télécommunications et de l'expansion des services liés à l'exploitation minière et les efforts pour améliorer les infrastructures. Cependant, la concurrence des produits d'importations peu couteux peut limiter la production nationale dans le secteur de la fabrication.

Conformément à la CDMT, la politique budgétaire devrait se concentrer sur l'augmentation de la marge de manœuvre budgétaire pour mettre en œuvre les investissements publics prioritaires pour une croissance durable. Ainsi, les autorités devraient consolider les efforts

budgétaires axées sur la mobilisation des recettes intérieures par l'élargissement de l'assiette fiscale et le renforcement du respect des lois fiscales. On s'attend à une baisse des recettes intérieures (hors dons) en 2014 suivie d'une embellie en 2015. Toutefois, les dépenses totales connaitront un fort accroissement en 2014 et 2015, avec une détérioration probable de la situation budgétaire. Dans l'ensemble, il est probable que le pays remplisse tous les quatre critères de premier plan définis par ZMAO et deux critères de premier plan de la CEDEAO en 2014 et 2015, sur la base des projections à moyen terme des autorités libériennes.

6.2.4.4. Politique d'harmonisation et arrangements institutionnels

Intégration commerciale

Tarif Extérieur Commun de la CEDEAO (TEC)

Le Liberia est engagé à ratifier le TEC. Cependant, les résultats préliminaires d'une étude commandée par le gouvernement sur la SLEC et le Tarif extérieur commun (TEC) montrent que le Libéria pourrait subir une perte de 14 millions de dollars de recettes dans le cadre du SLEC. La perte pourrait être atténuée par l'augmentation des recettes des droits de douane de 6 % aux termes du CET. Étant donné le manque à gagner probable lorsque le CET sera mis en œuvre, le Libéria exigera une compensation conformément au protocole A/P.2/01/03, même si le régime d'indemnisation a expiré. Malgré le résultat de l'étude, le Libéria a affirmé son engagement à appuyer le programme d'intégration régionale, y compris la SLEC et CET.

Schéma de libéralisation des échanges de la CEDEAO

Le Libéria est sur la voie pour l'adoption du Schéma de Libéralisation des Échanges de la CEDEAO. Les dispositions relatives au SLEC, notamment le Protocole A/P.1/01/03 « relatif à la définition de la notion de produits originaires des États membres de la Communauté Économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) » et le Protocole A/P.2 / 01/03 « relatif à l'application des procédures de compensation pour la perte de revenus encourue par les États membres de la CEDEAO à la suite de l'adoption Schéma de libéralisation des échanges » ont été transmises à l'Assemblée nationale pour ratification.

Accord de Partenariat Économique (APE)

La Commission de la CEDEAO défend les intérêts du gouvernement libérien aux négociations en cours sur l'Accord de partenariat économique (APE) avec l'Union européenne. Le pays a participé à toutes les réunions régionales de la CEDEAO sur les APE mais il ne l'a pas encore ratifié.

Harmonisation des statistiques et développement de la base de données ECOMAC

Le pays utilise la classification de la consommation individuelle par objet (COICOP) dans l'élaboration de l'indice des prix à la consommation (IPC). L'Indice des prix à la consommation harmonisé (IPCH) est considéré comme représentatif de l'ensemble du pays, bien que des actions soient en cours pour étendre la couverture à l'ensemble du pays dans. Il y

a 236 articles dans le panier de l'IPC Le pays utilise le logiciel PRIMA au lieu du logiciels Excel, pour la saisie et le calcul des indices de l'IPC conforment aux normes de la CEDEAO.

S'agissant des systèmes de comptabilité nationale, aucune donnée actualisée et exhaustive n'est disponible. Les chiffres utilisés actuellement sont basés sur les projections du FMI. Une enquête sur les revenus et les dépenses de consommation des ménages a été projetée pour 2014, ce qui devrait fournir des données à partir desquelles les estimations sur la comptabilité publique seraient élaborées. Les estimations provisoires du PIB produites par le pays sont basées sur les systèmes de comptabilité nationale de 2008, qui une plateforme supérieure à celle de la CEDEAO, qui utilise le système de comptabilité de 93 pour tous les États membres.

En ce qui concerne les statistiques sur le commerce, la mission a noté qu'il n'y avait pas une utilisation optimale du système SYDONIA pour la production de données statistiques du commerce intra-CEDEAO. La direction des douanes, le Ministère du Commerce et l'Institut libérien de la statistique et des services de géo-information (LISGIS) sont connectés au serveur SYDONIA dans les ports. Toutefois, les données en temps réel sur les flux commerciaux ne sont pas générées pour l'élaboration des politiques. Pour relever le défi de la production de données et des données mensuelles, des réunions mensuelles sont organisées entre les ministères du commerce, des finances et des transports ainsi que LISGIS, le ministère des eaux et foret et de la Banque centrale du Libéria.

Concernant la base de données ECOMAC, la mission a constaté que bien des efforts ont été faits pour combler les insuffisances des tableaux, toutefois des lacunes relatives aux données disponibles subsistent. La plupart de ces données ont été actualisées en 2012.

La mission a noté qu'un comité interministériel a été constitué pour valider les statistiques du commerce. Dans l'intervalle, les données fournies par la direction des douanes et du Ministère des Finances est devenue la source principale des données sur les statistiques du commerce.

Intégration et développement du secteur financier

Institution financière et bancaire

Comme en 2012, il y'avait neuf (9) banques au cours de la période sous revue. Toutefois, Le nombre d'agences bancaires s'est accru, passant de 78 en Juin 2012 à 80. Le système bancaire est resté relativement stable, comme en atteste les indicateurs de bonnes santé financières et de performance. Le taux d'adéquation des fonds propres (CAR) est passé de 22,7% à fin Décembre 2012 à 25,0% à fin Juin 2013, ce qui est bien au-delà du niveau minimum requis de 10,0%. Le ratio des prêts nets/des dépôts totaux a également enregistré une hausse, s'établissant à 46,8% au cours de la période sous revue contre 45,9% à fin Décembre 2012. Le ratio de liquidité dans le secteur industriel s'élevait à 40,2%, ce qui est bien au-delà de l'exigence minimale de 15,0%.

En outre, la qualité des actifs s'est améliorée puisque la proportion des prêts non productifs par rapport au total des prêts a diminué de 24,9% à fin Décembre 2012 à 18,8%. Par

conséquent, les mouvements de dotations aux provisions liés aux encours douteux (intérêt différé net) ont enregistré une baisse de 61,0% à fin Décembre 2012 à 55,3% à fin Juin 2013. L'amélioration du taux de créances non productif est liée à plusieurs actions entreprises dans le secteur financier, notamment l'identification et la condamnation des emprunteurs indélicats et le bon fonctionnement du tribunal de commerce avec l'existence d'une cours d'arbitrage, ce qui a conduit à la réduction des frais juridiques.

En ce qui concerne la rentabilité, le rendement des actifs et le retour sur fonds propres sont restés négatifs avec des ratios atteignant respectivement -0,7% et -5,3% contre -0,1% et -0,5% à fin Décembre 2012. Les rendements négatifs émanent en grande partie de la réticence des banques à procéder à une intermédiation efficace en raison du taux élevé des défauts de paiement, la fraude et les délits d'initié, et les coûts d'exploitation trop élevés. L'apport du produits net hors intérêt par rapport au revenu total s'établissait à 57,9% au cours de la période sous revue, contre 55,3% à fin Décembre 2012, tandis que la marge d'intérêt nette sur l'actif moyen a été de 3,7% en Juin 2013 contre à 7,4% en Décembre 2012. Ainsi, les DMBS tiraient la plus grande partie de leurs revenus des activités non conventionnelles ou sur les opérations hors intérêt, en grande partie des frais et commissions.

Institutions financières non bancaires

La mise en œuvre de la réforme dans le secteur de l'assurance avec la feuille de route (IRRM) qui a été mise à la disposition des compagnies d'assurance en Septembre 2011 afin d'améliorer la conformité à la réglementation, s'est poursuivie au cours de la période sous revue. L'IRRM met l'accent sur le respect des exigences minimales de fonds propres, des méthodes efficaces en matière de gouvernance des entreprises et la gestion efficiente des risques, et la couverture effective et adéquate de réassurance. Au cours de la période sous revue, quatre compagnies d'assurance se sont vues délivrer de nouvelles licences par le BCL, portant le nombre total de sociétés agrées à dix-huit (18). Le nombre de courtiers d'assurance et d'experts en cas de sinistres demeure inchangé respectivement à 3 et 1, au cours de la période sous revue. Le secteur a offert dans l'ensemble 17 produits d'assurance non-vie et six produits d'assurance vie et de retraite au cours de la période sous revue.

La BCL, avec l'assistance technique de la Banque mondiale avec le projet dénommé First Initiative, a élaboré un projet de loi sur le secteur d'assurance qui doit être transmis à la Présidence de la République, au Ministère d'État chargé des Affaires Présidentielles (MSPA), en vue de sa soumission à l'assemblée nationale pour adoption. La Banque a également effectué des travaux préparatoires avant sa participation à la réunion inaugurale des parties prenantes sur l'intégration des marchés du secteur de l'assurance dans la zone monétaire ouest-africaine (ZMAO), qui s'est tenue en Juillet 2013 à Abuja, au Nigeria.

Institutions de micro finance, caisses de crédit, caisse d'épargnes rurales & associations d'épargnes et de crédits

Au cours de la période sous revue, la BCL a poursuivi la mise en œuvre du programme d'extension et de facilité des prêts (LEAF) qui visait à fournir des prêts à taux d'intérêt nul

aux institutions de micro finance (IMF), aux caisses de crédit, aux caisses d'épargnes rurales & aux associations d'épargnes et de crédits afin de promouvoir l'inclusion financière dans le pays. À fin Juin 2013, il y avait 19 institutions de micro finance, dont 9 agrées, 7 en attente et 3 non agrées. Les dernières statistiques disponibles indiquent qu'à fin Décembre 2012, le nombre d'emprunteurs actifs des caisses de dépôts était 35 257, dont 32 132 (91 %) femmes, avec un encours total de crédit de 4,4 millions de dollar Libérien. Pour accéder à la LEAF, une IMF devrait avoir, entre autres, une clientèle d'au moins 150 et disposer d'un portefeuille de prêts supérieure à 500.000 de dollar Libérien

La BCL poursuit sa collaboration avec les caisses de crédit, les caisses d'épargnes rurales & les associations d'épargnes et de crédits et elle a également enregistré 154 coopératives de crédit au cours de la période sous revue. Cela porte le nombre total de coopératives de crédit à 305, répartis dans tous les 15 départements du pays. Le nombre de VLSAs s'élevait à 723 à la fin de la période sous revue. Accéder aux LEAF requiert, entre autres, une base de souscripteurs d'au moins 200 membres qui ont payé des cotisations pendant au moins six mois et la structure devrait justifier le besoin de fonds demandés e les allouer au marché ciblé et au secteur de l'agriculture commerciale. Pour les VLSAs, l'accès au LEAF requiert, entre autres, l'alignement sous une bannière commune / organisation faîtière collective tels que les coopératives commerciales et la justification des besoins de fonds demandés avec l'intention de les allouer aux entreprises et ou secteur de l'agriculture commerciale.

Projet de développement du système de paiement

Le système principal de paiements de gros montants se fait à travers le système SWIFT tandis que les chèques sont largement utilisés pour les paiements de faible valeur. En plus de ces principaux modes de paiements, quelques banques commerciales utilisent le système de transfert d'argent (western union et money transfer), ainsi que la carte visa et des systèmes de guichet automatique qui ne sont pas interopérables. En outre, la mise en œuvre du projet de développement du système de paiement de la ZMAO, financé par la Banque Africaine de Développement (BAD) a commencé et a sensiblement progressé en Gambie, Guinée, Sierra Leone et au Libéria. Les contrats pour la modernisation des infrastructures pour le PSDP ont été signés avec les fournisseurs de solutions et le lancement est prévu pour fin Décembre 2013.

Dans le cadre de l'ensemble de ses réformes du système de paiement, la BCL a fait des efforts pour acquérir un commutateur central pour assurer de manière efficace, fiable et sécurisée les transferts de fonds électroniques et des services de compensation. Cela permettra aux clients d'une banque donnée d'utiliser les cartes de débit, les cartes de crédit ou les cartes prépayées pour effectuer des transactions financières au guichet automatique d'une autre banque et acheter des biens et services à tous les points de vente. Un projet de loi sur le système de paiement a également été rédigé et soumis à l'Assemblée Nationale. Une fois adopté et signé, la Loi sur le système de paiements fournira un cadre juridique et réglementaire qui soit conforme aux meilleures pratiques internationales.

Sensibilisation

Le Secrétariat de la CNC a mené deux campagnes de sensibilisation (radio et atelier de travail) sur le mécanisme de surveillance multilatérale au cours de la période sous revue.

Comité Nationale de Coordination (CNC)

Le Secrétariat du Comité National de Coordination (CNC) demeure fonctionnel depuis sa création en 2010. Le Secrétariat de la CNC coordonne également la mise en œuvre d'autres programmes d'intégration régionale de la CEDEAO telles que le Programme de développement communautaire (PDC) et le Groupe Intergouvernemental d'Action contre le Blanchiment d'Argent en Afrique de l'Ouest (GIABA)

Au cours du premier semestre 2013, le Secrétariat a recueilli et analysé les données macroéconomiques et a, par la suite, préparé ses rapports trimestriels sur les performances économiques. Le Secrétariat a obtenu un budget du gouvernement du Libéria pour ses opérations. La CNC a été transformé en un organe consultatif par les autorités compétentes au cours de la période sous revue.

Défis

La mission a relevé les défis ci-après :

Le recours permanent aux devises étrangères durement obtenues pour les interventions sur le marché des changes que la Banque centrale du Libéria (BCL) et vendu aux enchères pour un montant total de 51 millions de dollars a conduit à une baisse des réserves de change du pays. La faible capacité de générer des devises étrangères remet en cause la durabilité de la politique d'interventions sur les marchés de change.

L'acquisition d'instruments financiers est dévolue aux banques commerciales. En outre, le projet de loi du gouvernement libérien, qui est actuellement utilisé à des fins de trésorerie par les autorités fiscales, ne permet pas d'éponger l'excès de liquidité puisqu'il est réinjecté immédiatement dans le système par les paiements aux entrepreneurs et pour faire face à d'autres obligations financières.

Il y a un nombre croissant de contraintes sur le compte extérieur consécutif à la baisse des exportations et à la détérioration des termes de l'échange. La demande croissante de la hausse des importations, notamment des produits alimentaires de base tels que le riz exerce une pression sur le compte commercial.

Obtenir des données fiables dans les délais prévus reste principalement du ressort de l'ISGIS, qui ne fournit pas de statistiques fiables sur le produit intérieur brut (PIB), l'indice des prix à la consommation (IPC) et les statistiques commerciales. Ceci est dû à l'insuffisance des capacités et aux contraintes financières.

Il y a, notamment, une utilisation non optimale du logiciel SYDONIA pour la production et la diffusion des statistiques sur le commerce à certains organismes compétents (Ministère du commerce et LISGIS) puisque l'accès au système ne se fait en temps réel.

Une apparente accalmie dans le secteur bancaire est due à l'absence d'un marché interbancaire actif et une forte concurrence, l'existence d'un important écart de taux d'intérêt en dépit d'un flux du taux de liquidité dans le système bancaire et la faible rentabilité due au coût opérationnel élevé, des provisions des pertes sur prêt et au délit d'initié.

L'incapacité de mettre en œuvre efficacement la politique budgétaire au cours de la période sous revue, compte tenu d'un déficit budgétaire par rapport aux objectifs fixés (principalement, les recettes provenant des impôts sur les biens et services) freine, par conséquent, les dépenses. En outre, les bases fixées par l'Assemblée nationale pour déterminer les recettes supplémentaires du budget ne sont pas très explicites.

Le Libéria n'a pas encore ratifié 29 des 54 protocoles de la CEDEAO en raison de la faiblesse de la coordination interministérielle entre les ministères de la planification, des affaires étrangères et de la Justice concernant la transmission des protocoles et conventions de la CEDEAO à l'Assemblée nationale pour la ratification

La ratification et la mise en œuvre de la SLEC sont confrontées à un certain nombre de défis, notamment: la réticence de l'adoption de la SLEC en raison de l'absence d'assurance de la part de la Commission de la CEDEAO pour l'octroi d'une compensation pour perte de revenus; un afflux de biens de qualité inférieure en raison de la contrebande et de la fausse déclaration des marchandises sur les factures; le manque de personnel qualifié pour la facilitation des échanges et le mauvais état des routes, incluant les axes routiers de la Communauté, en particulier, Monrovia-Ganta-Tapeta.

6.2.4.5. Conclusion et recommandations

Les perspectives de croissance de l'économie libérienne sont prometteuses avec une augmentation significative attendue de la production des minerais de fer et de ciment. Le taux de change est relativement stable, quoique le cout des réserves de change soit en diminution. Ainsi, le critère relatif aux réserves extérieures brutes ne peut être satisfait. Dans ces conditions et pour d'autres raisons, le gouvernement libérien est invité à analyses ces recommandations:

Le BCL devrait accélérer la création d'instruments financiers à moyen et long terme (émission des bons du trésor pour une durée de 180 jours, un an, trois ans, etc) à des fins de politique monétaire en vue de développer le marché financier. Le BCL devrait étendre ses transactions et inclure la participation d'entités du secteur privé afin d'aider à réduire la dépendance vis-à-vis des maigres ressources extérieures.

Compte tenu des maigres ressources en devise étrangère et le besoin d'appuyer les programmes de développement du gouvernement, les autorités devraient prendre des mesures

proactives visant à minimiser l'impact continu des phénomènes précédemment mentionnés et d'autres formes de chocs économiques externes.

a. Le gouvernement devrait créer une demande régionale pour son exportation en accroissant l'accès au marché sous régional à travers la valeur ajoutée. À cet égard, le gouvernement devrait prioriser l'évolution des petites et moyennes industries afin d'ajouter de la valeur aux produits agricoles et les biens commercialisables.

b. Le gouvernement devrait réduire l'utilisation des maigres ressources disponibles en encourageant la production et la consommation du riz, compte tenu du potentiel dont le pays dispose. À cet égard, le gouvernement pourrait inciter les producteurs en fournissant gracieusement des intrants, en créant des installations de stockage et de traitement visant à réduire le coût de production.

Concernant les défis auxquels est confronté LISGIS, la mission a félicité le Gouvernement du Libéria et les partenaires au développement pour avoir octroyé respectivement 1,0 millions de dollars et 2,0 millions de dollars pour la collecte des données sur le revenu des ménages et l'enquête sur les dépenses. Le gouvernement du Liberia est en outre invité à poursuivre financement de cette structure majeure et à la doter de programmes de renforcement des capacités nécessaires pour lui permettre de s'acquitter efficacement de ses missions dans la production de statistiques sur le PIB, l'IPC et des statistiques sur le travail et le commerce. Dans la même veine, la direction de LISGIS est invitée à trouver des sources de financement auprès des partenaires au développement en vue de rééquiper l'Institut et de renforcer les capacités de son personnel

En ce qui concerne la production de statistiques sur le commerce, le ministère du Commerce et de l'Industrie et LISGIS devraient faire des efforts pour relier leurs systèmes au serveur SYDONIA logé à la Direction des douanes pour la production en temps réel et la diffusion des statistiques sur le commerce.

En ce qui concerne l'accalmie dans le secteur bancaire, la BCL devrait entreprendre des réformes visant la création d'un secteur financier dynamique. À cet égard, il peut être utile de:

c. Développer les marchés financiers par la création d'opportunité pour les projets d'investissement à grande échelle grâce à un partenariat secteur public et secteur privé, permettant l'émission d'obligations à moyens et à long terme pour le financement de projet.

d. Accélérer la mise en place du projet de l'Institut bancaire du Libéria, pour lequel plusieurs projets pilotes ont été réalisés et faciliter les initiatives de renforcement des capacités pour les opérateurs du système bancaire, renforcer les règles et les règlements opérationnels visant à réduire la fraude et inculquer les valeurs d'intégrité et d'éthique professionnelle.

e. En ce qui concerne le taux élevé de créances douteuses et la faible rentabilité dans le secteur bancaire, la mission se félicite des efforts consentis par la BCL et la DMBS pour améliorer le recouvrement des créances et de réduire la NPL, y compris la persuasion morale, la dénonciation, la condamnation et d'empêcher les mauvais payeurs à accéder aux services fournis par les banques et les institutions financières non bancaires, et créer un tribunal de commerce. Cependant, la BCL est invité à:

f. Continuer à renforcer la supervision bancaire, assurer le respect des règles prudentielles réglementaires et renforcer l'approche macro-prudentielle dans l'évaluation de la performance du système bancaire afin de prévenir la survenue éventuelle de risques systémiques découlant de l'érosion progressive de fonds propres dans le système bancaire.

g. accélérer l'établissement d'un registre collatéral et d'un Bureau d'évaluation du crédit pour permettre une meilleur gestion du crédit dans le système bancaire, y compris la réduction des créances douteuses.

Pour relever le défi des recettes par rapport aux objectifs budgétaires,

a) Le ministère des Finances devrait s'engager avec la LRA pour améliorer l'efficacité de l'administration fiscale dans le pays, bien que la loi ait été adoptée pour rendre la LRA fonctionnel le 1er Juillet, 2014 (date prévue).

b) Le ministère des Finances devrait renforcer la sensibilisation des citoyens sur la nécessité du taux de la TVA avant son introduction de sorte à ce son application soit facilitée.

c) Le ministère des Finances devrait poursuivre l'élargissement de l'assiette fiscale pour couvrir les unités de production et de services dans le secteur informel.

d) Le mécanisme de prévision des recettes pourrait être renforcée et des stratégies opérationnelles revue pour assurer la réalisation des objectifs du programme. À cette fin, il est demandé à l'Assemblée nationale de présenter ses propositions à l'avance de sorte qu'ils soient pris en compte dans le budget et d'arrêter les augmentations budgétaires sans avoir identifié les sources de revenus, pour éviter un décalage entre les recettes et les dépenses pendant l'exécution du budget.

Pour une ratification rapide des 29 protocoles de la CEDEAO non ratifiés, la commission nationale de la CEDEAO devrait assurer la coordination interministérielle des protocoles en circulation (SLEC, TEC) en vue de leur transmission à l'Assemblée Nationale pour ratification.

Pour relever les défis liés à la ratification et la mise en œuvre de la SLEC, le ministère du Commerce et de l'Industrie est invité à:

a. partager les résultats de l'étude sur les ETLS avec les parties prenantes, y compris la Commission de la CEDEAO et de l'IMAO pour analyse.

b. accélérer la certification ISO au Laboratoire national des normes (NSL) du Libéria afin de réduire l'importation de marchandises de mauvaise qualité.

c. continuer à améliorer la capacité des inspecteurs sur les questions telles que les normes ISO, etc

Le gouvernement devrait continuer à créer un environnement propice (pour l'opérationnalisation des protocoles ETLS, le développement de l'énergie, des télécommunications et des infrastructures routières) pour favoriser le développement du secteur privé.

6.2.5. NIGERIA

6.2.5.1. Politique macroéconomique

L'orientation de la politique macroéconomique du Nigéria était axée sur la stabilité des prix, la viabilité du secteur extérieur, et la création d'emplois pour une croissance inclusive et partagée en 2013. Ainsi, les activités économiques au Nigeria ont été solides au cours de la première moitié de 2013. La croissance du produit intérieur brut (PIB) réel s'est établie à 6,6 pour cent, 0,2 points de pourcentage de plus que la période correspondante et légèrement inférieur au 6,7 pour cent de Décembre 2012. Le secteur non pétrolier, qui représentait une grosse portion du PIB, a été le principal moteur de la croissance. .

Secteur réel

Le secteur des services a été représenté par 40,8 pour cent du PIB en Juin 2013. Ce chiffre a toutefois été inférieur au 41,9 pour cent enregistrée en 2012. L'agriculture représentait 36,9 pour cent du PIB, légèrement inférieur à celui de 37,7 pour cent enregistré dans la période correspondante de 2012. L'industrie a reflété une hausse de deux points de pourcentage par rapport à Juin 2012 avec 22,3 pour cent en Juin 2013. Le secteur pétrolier (pétrole brut et gaz naturel) a contribué à 13,8 pour cent du PIB global au cours de la période à l'examen, tandis qu'il était de 14,8 pour cent au premier semestre 2012.

Tableau 6.62: Evolution du secteur réel du Nigéria

Indicateurs	Taux de croissance sectorielle (%)				Contribution sectorielle au PIB (%)			
Approvisionnement	2010	2011	2012	2013	2010	2011	2012	2013*
Secteur primaire (Agriculture)	5.8	5.6	4.0	4.2	40.9	40.2	39.2	36.9
Secteur secondaire (Industrie)	8.3	6.7	6.4	3.0	20.4	19.3	18.3	22.3
Secteur tertiaire (Services)	12.2	12.4	11.9	11.2	38.8	40.5	42.5	40.8
Croissance du PIB réel	8.0	7.4	6.6	6.6				
	Moyenne				Fin de période			
Inflation IPC	13.7	10.8	12.2	8.9	12.8	10.3	12.0	8.4

Sources: CBN, AMAO

Le secteur des services a enregistré une croissance de 11,2 pour cent à fin Juin 2013, suite à une baisse de 13,9 pour cent en 2012. Par rapport au 11,6% de Juin 2012, la croissance de 2013 a connu une légère baisse. Cette croissance est imputable au sous-secteur des télécommunications (25,2 pour cent), suivie de l'immobilier (9,7 pour cent) ainsi que le commerce de gros et de détail (8,4 pour cent).

L'agriculture a montré une hausse de 4,2 pour cent de croissance à la fin de Juin 2013. Cette croissance reflète une hausse de 0,1 point de pourcentage par rapport au taux enregistré en Juin 2012. La croissance dans le secteur a été soutenue par l'intervention de l'Etat à travers la fourniture directe de semences, d'engrais, ainsi que les subventions aux agriculteurs, et par une amélioration de méthodes d'octroi de prêts. Ces initiatives ont aidé à surmonter les dégâts de l'inondation attendue et la pénurie de produits agricoles connexes.

La croissance dans le secteur de l'industrie est restée modeste, quoiqu'en hausse de 3,0 pour cent en raison du secteur du bâtiment et de la construction (15,6 pour cent) et de l'industrie manufacturière (8,5 pourcent). En comparaison, cette croissance a représenté une amélioration des performances par rapport aux taux de croissance de 1,7 % et 1,3 % enregistrés en Juin et Décembre 2012, respectivement. Toutefois, le sous-secteur de pétrole brut a baissé de 0,6 points de pourcentage, bien que ce chiffre fût meilleur par rapport au taux de croissance de -1,6 pour cent enregistré en Juin 2013. La question pérenne du vol de pétrole au Nigéria, la faiblesse de la demande extérieure émanant d'une nouvelle source d'énergie alternative ainsi que la découverte de pétrole dans la région a continué à constituer un obstacle à la performance de l'industrie pétrolière.

L'inflation globale était à un chiffre, à 8,4 pour cent en Juin 2013, contre à 12,0 pour cent et 12,8 pour cent à fin Décembre et Juin 2012, respectivement. Elle était à un chiffre de Janvier à Juin 2013, soit une augmentation de 4,4 points de pourcentage. L'inflation de base a présenté tendance à la baisse, passant de 13,6 pour cent en Décembre 2012 à 5,4 pour cent à la fin de Juin 2013. L'inflation des produits alimentaires était de 9,3 pour cent en Juin 2013, reflétant une baisse marginale de 10,2 pour cent en Décembre 2012. L'inflation globale, de base et des denrées alimentaires tournait en moyenne autour de 8,9%, 8,0 % et 9,9 % respectivement au cours de la période. La politique monétaire restrictive accompagnée par le soutien de l'Etat au secteur agricole au cours de la période d'examen a contribué à modérer les pressions inflationnistes.

Finance Publique

L'objectif de la politique budgétaire du Nigeria dans la première moitié de 2013 était conforme à celui de 2012, qui a mis l'accent sur la consolidation budgétaire pour une croissance tirée par le secteur privé, le développement de l'infrastructure (en particulier l'énergie), la croissance inclusive et la stimulation de la création d'emplois grâce à une gestion prudente des finances conformément au programme du gouvernement. Le Tableau 2.0 montre les indicateurs des opérations budgétaires du Nigeria pour la première moitié de 2013.

La performance financière du Nigéria au cours du premier semestre de 2013 reflète les recettes totales (hors dons) de N3501,5 milliards contre des dépenses de N3876,3 milliards. Plus de la moitié des recettes ont été générés par le secteur du pétrole. Par rapport à la première moitié de 2012, il y avait une baisse des recettes au cours du trimestre de Janvier-Juin 2013. En termes de PIB, les dépenses courantes et d'investissement représentaient 5,5 % et 2,5 % à Juin 2013, contre à 7,5% et 17,7 %, respectivement dans la même période 2012.

Le solde budgétaire global hors dons a enregistré un déficit de N374,8 milliards, équivalent à 1,8 pour cent du PIB, légèrement supérieur à 1,3 pour cent de la période correspondante de 2012. L'engagement du gouvernement en faveur d'une gestion financière prudente au cours de la période d'examen a contribué au faible déficit qui a été principalement financé par des sources internes (3,0 %), en particulier les obligations FGN et les parts FGN du fonds de stabilisation. Ce développement a montré la cohérence avec le critère du déficit budgétaire.

Tableau 6.63: La performance budgétaire du Nigéria (en % du PIB)

Indicateurs budgétaires	2010	2011	2012*	2012	2013*
Recettes Totales	20.4	22.3	23.7	18.5	15.0
Recettes nationales	20.4	22.3	23.7	18.5	15.0
Recettes pétrolières (nettes)	10.1	9.9	11.1	10.1	8.5
Dépenses totales & Prêt	25.4	25.4	25.1	20.7	19.0
Depenses Courantes	9.1	7.7	7.5	6.4	5.5
Traitements et salaires	4.3	5.2	5.0	4.6	3.8
Dépenses d'investissement	17.2	18.5	17.6	11.5	10.5
Intérieures	2.8	2.2	1.3	1.7	2.5
Extérieures	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0
Transferts	14.4	16.3	16.3	9.8	8.8
Déficit global (base engagement)	-5.0	-3.1	-1.3	-3.8	-1.8
Dép. Investissement intérieur/Recettes intérieures	52.5	32.5	10.6	49.0	45.3
Financement par la Banque Centrale/Recettes fiscales de l'année précédente	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0
Ressources extérieures	0.3	0.3	0.0	0.0	0.0
Intérieures	0.7	3.3	2.2	2.4	2.3
Système bancaire	0.0	2.3	0.0	1.2	0.0
Banque centrale	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0
Banques commerciales	0.0	2.3	0.0	1.2	0.0
Public non bancaire	0.7	0.9	1.6	0.7	2.3
PIB nominal. Prix courant du marché (en Milliards de Naira)	47045.9	55095.8	19310.8	59852.4	20367.6

Source: Autorités Nigérianes, Dép=Dépenses, Rec=Recettes *= 1er semestre

La dette publique du Nigéria à fin Juin 2013 était de N8007,45 milliards (estimé à 19,4 pour cent du PIB). Cette dette a augmenté de 4,9 pour cent de N7628,46 milliards par rapport à la fin Décembre 2012. Le stock de la dette intérieure totale s'élevait à N6918, 93 milliards en Juin 2013, soit 16,9 pour cent du PIB. Il a augmenté de 4,8 pour cent contre N6601, 75 milliards en Décembre 2012. Le stock de la dette extérieure a augmenté de 6,0 %, passant de N1026, 71 milliards en Décembre 2012 à 1088,53 milliards à fin Juin 2013. La proportion de la dette par rapport au PIB était durable, tombant en dessous des seuils spécifiques du pays (25 pour cent), mondiales (40 pour cent) et régionaux (CEDEAO) de 70 pour cent.

Secteur monétaire

L'orientation de la politique monétaire de l'année 2013 demeure le maintien de la stabilité des prix et de l'inflation à un chiffre par l'application d'une politique monétaire restrictive. Les objectifs de la politique monétaire de la CBN sont atteints par le biais du cadre de ciblage monétaire.

Le taux directeur (MPR) a été maintenu à 12,0 pour cent par le Comité de politique monétaire (MPC), maintenant ainsi le corridor symétrique à ± 2,0 pour cent. Dans le même ordre, l'exigence de réserve de trésorerie (CRR) a été maintenue à 12 pour cent tandis que le ratio de liquidité minimum (LR) était à 30,0 pour cent.

Tableau 6.64: Evolution des agrégats monétaires

Indicateurs	Variation du taux de croissance				
	2010	2011	Juin 2012	2012	2013*
Masse monétaire au sens large (M2+)	6.9	15.4	1.4	13.7	2.0
Monnaie au sens étroit (M1)	11.0	21.5	-2.5	4.3	-6.5
Numéraire à l'extérieur des banques	16.7	15.0	-12.6	4.2	-13.3
Dépôts à vue	9.8	23.0	-0.3	4.3	-5.0
Epargne et dépôts à termes	3.3	9.7	5.5	23.4	6.3
Dépôts en devises étrangères	4.0	30.0	5.2	38.7	9.4
Avoirs extérieurs nets	-14.3	10.4	5.4	27.5	-0.3
Avoirs Intérieurs nets	57.5	21.9	-3.3	2.0	2.1
Créances nettes sur l'État	-51.3	-52.7	128.2	167.2	-2.3
Créances du secteur privé	-3.8	31.6	3.7	7.8	3.6
Autres postes nets	-22.0	70.3	1.1	5.4	7.4
Monnaie de base	11.6	50.9	-9.8	26.7	-12.6
	Contribution au M2 (pourcentage)				
Avoirs extérieurs nets	-10.1	5.5	2.9	11.3	-0.2
Avoirs intérieurs nets	16.9	9.9	-1.5	3.6	0.9
Créances nettes sur l'État	10.9	5.4	-4.8	-9.8	0.4
Créances du secteur privé	-4	38	-4	3.3	0.4
Autres postes nets	10	-33	-1	10	-3

Sources: CBN, AMAO

La croissance de la masse monétaire (M2 +) s'élevait à 2,0 pour cent en Juin 2013. Cette évolution s'explique principalement par la quasi-monnaie, qui constitue les dépôts à terme et d'épargne (7,3%) et les dépôts en devises (9,4%), ainsi que la baisse dans les deux composantes de M1 qui comprennent la monnaie avec le public (-13,3%) et les dépôts à vue (-5,0%). La croissance de la masse monétaire au sens large au cours de la période sous revue reflète une forte baisse par rapport à la croissance de 16,9 pour cent enregistrée en Juin 2012.

La M2 reflète une croissance modeste de 0,71 pour cent à la fin de Juin 2013 par rapport à 2,7 pour cent de la période correspondante de 2012. Ce chiffre montre une importante variation par rapport à l'indice de référence de 15,0 pour cent fixé pour 2013. La base monétaire a également baissé de 12,6 pour cent, contre 9,1 pour cent de croissance en Juin 2013.

La forte croissance des engagements extérieurs (151,3 pour cent) a influencé la baisse de l'avoir extérieur net (AEN) de 0,3 point de pourcentage en Juin 2013. Bien que cela représente également une forte baisse par rapport au taux de 25,9 pour cent enregistré en fin Décembre 2012, l'AEN a augmenté de 5,4 pour cent en Juin 2012. Les avoirs intérieurs nets (AIN) ont augmenté de 2,11 à fin Juin 2013, contre une croissance négative de 2,6 pour cent dans la même période de 2012, soit une augmentation du crédit intérieur et la baisse des créances sur l'Etat. En raison du resserrement de la politique monétaire de la CBN, le crédit au secteur privé a réduit de manière significative à 3,6 pour cent à fin Juin 2013, alors qu'il était de 18,4 pour cent à fin Juin 2012.

Sur le marché monétaire, les bons du trésor de 91 jours ont baissé régulièrement, passant de 14,5 pour cent à la fin Juin 2012 à 9,9 pour cent en Février 2012 avant de s'afficher à 11,7 pour cent en fin Juin 2013. Tandis que le taux interbancaire était d'environ 12,0 pour cent au cours de la période à l'examen, il a augmenté de 12,2 pour cent à fin Juin 2013. La marge

d'intérêt entre les prêts et les taux d'épargne maximale est restée importante, tandis que les taux d'intérêt préférentiel et maximal s'élevaient à 16,7 %et 24,6 % respectivement.

Secteur Extérieur

La CBN a poursuivi sa politique du secteur extérieur dans le but d'augmenter l'accumulation de réserves internationales en vue de se proteger contre les chocs extérieurs négatifs. Ainsi, la CBN a continué avec des interventions périodiques dans le marché des changes en vue de contenir les fortes fluctuations du taux de change.

Dans la première moitié de 2013, le Naira est resté relativement stable, par rapport à Juin 2012. Le taux de change était de N157,31/US $ 1 comme à la fin Juin 2013, traduisant une légère appréciation de 0,12 comparé à Juin 2012. Par rapport à fin Décembre 2012 et Juin 2012, les taux étaient de N157, 33/US $ 1 et de N157,5, respectivement. L'intervention et la confiance dans le marché ont créé une relative stabilité.

Les réserves internationales brutes ont augmenté légèrement à 44,96 milliards de dollars (soit 10,78 mois d'importations). Par rapport à fin Juin et fin-Décembre 2012,les réserves étaient de 35,4 milliards de dollars (soit, 6,82 mois d'importations) et de 43,83 milliards de dollars US (soit 11,75 mois d'importations), respectivement.

Tableau 6.65 : Performance du secteur extérieur (en % du PIB)

Indicateurs	2010	2011	Juin-12	2012	2013*
Compte Courant	3.3	5.4	5.4	7.2	8.9
Balance commerciale	11.2	14.8	14.9	15.3	14.4
Exportations de marchandises (FAB)	32.9	41.1	49.4	36.7	33.5
Pétrole	31.7	39.7	39.0	35.5	32.1
Non-pétrolier	1.2	1.4	1.3	1.2	1.3
Importations de marchandises (FAB)	-21.7	-26.3	-31.1	-21.4	-19.1
Services (Net)	-8.6	-9.0	-8.8	-8.2	-7.4
Revenus(Net)	-8.3	-9.7	-9.4	-8.5	-6.0
Transferts courants (Net)	9.0	9.3	8.7	8.5	8.2
compte de capital	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0
Compte financier (net)	-3.1	-2.3	1.2	-3.9	0.9
Portefeuille d'investissement direct (étranger)	0.0	0.0	-0.3	0.0	-0.4
Portefeuille d'investissement direct (Nigéria)	2.3	3.4	-0.8	2.1	-2.9
Investissement de portefeuille (net)	1.2	1.5	5.2	6.3	10.2
Autre actifs de placement (net)	-6.6	-7.1	-2.6	-8.8	-6.6
Taux de change moyen (N/US$)	150.3	158.3	157.7	157.5	156.0
Stock de réserves extérieures (milliards de US $)	32.3	32.9	35.4	39.6	45.0
Mois de couverture d'importation	7.9	6.4	6.8	9.3	10.8
PIB nominal (en milliards de dollars US)	226.1	236.4	122.5	257.4	130.6

Sources: CBN, AMAO

Dans la première moitié de 2013, les recettes totales à l'exportation ont diminué de 5,3 pour cent (passant de 49,4 milliards de dollars en Juin 2012), tandis que les importations totales enregistraient une énorme baisse de 19,8 pour cent (de 31,2 milliards de dollars US). Ceci indiquait une baisse à l'importation des produits pétroliers et non pétroliers, influençant ainsi l'excédent du solde du compte courant à 11,82 milliards de Dollar, soit 8,9 pour cent du PIB, à

la fin Juin 2013 contre 6,59 milliards de Dollar (5,4 pour cent du PIB) en Juin 2012. Le solde du compte de capital et financier a enregistré une baisse de 14,4 pour cent, de 1,46 milliards de dollars (1,2 pour cent du PIB) à Juin 2012 à 1,25 milliards (0,94 pour cent du PIB). La balance globale des paiements (BDP), en fin Juin 2013, était excédentaire de 0,9 pour cent du PIB. Ce chiffre est inférieur au 2,29 % et 6,23 % en Juin et fin Décembre-2012, respectivement.

6.2.5.2. Performance des critères de convergence

En ce qui concerne les critères de convergence macroéconomique de la CEDEAO, le Nigeria a satisfait à six critères : trois de premier rang et trois de second rang au cours du premier semestre 2013. Le Tableau 1.0 reflète la tendance de la performance de la convergence macroéconomique du Nigéria.

Tableau 6.66 : Etat de la convergence macroéconomique

Critères de premier rang	**Indice de réference**	**2010**	**2011**	**2012: H1**	**2012 H1+H 2**	**2013 H1**	**2013 H1+H 2**
Déficit budgétaire, dons compris (en % du PIB)	≤ 3 %	5.0	3.1	1.3	2.5	1.8	2.5
Taux d'Inflation	≤ 5 %	12.4	10.8	11.3	12.2	8.4	12.2
Financement du déficit par la Banque (en % des recettes fiscales de l'année précédente)	≤ 10 %	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0
Réserves extérieures brutes (en mois d'importations)	≥ 6	7.9	6.3	6.8	11.7	10.8	11.7
Critères de second rang							
Arriérés		**nd**	**nd**	**nd**	**nd**	**nd**	**nd**
Recettes fiscales (en % du PIB)	≥ 20	10.2	13.1	13.8	10.8	13.0	10.8
Masse salariale (en % des recettes fiscales)	≤ 35	39.6	40.9	39.8	35.4	67.8	39.3
Investissement publique(en % des recettes fiscales)	≥ 20	25.4	20.3	10.6	38.4	45.3	38.4
Taux d'intérêt réel	> 0	-4.9	-1.1	2.9	1.4	-0.7	-10.5
Stabilité du taux de change nominal (%)	± 10	0.8	-6.0	-2.8	0.7	-27.1	0.7
Dette public Total (% du PIB)	≤ 70	15.4	17.5	19.4	19.4	19.4	
Nombre de critères satisfaits		**4**	**5**	**5**	**5**	**5**	**4**

Sources: Autorités nigérianes et AMAO

La performance du Nigeria sur l'échelle de convergence primaire était soutenue au cours du premier semestre 2013 alors que le pays n'a fait aucune amélioration par rapport à la période correspondante de 2012. Cependant, la performance en 2013 a été plus remarquable que celle de 2010, où le pays a atteint quatre critères. Les principaux critères remplis à Juin 2013 étaient ceux relatifs au déficit budgétaire qui a enregistré 1,8 pour cent, le financement du déficit par la banque centrale était à zéro, et les réserves extérieures brutes représentaient 10,8 mois de couverture des importations. Même si l'inflation a modérément baissé à 8,4 pour cent en juin 2013 par rapport à celle de deux chiffres de 2012, le pays n'a toujours pas réussi à atteindre le critère relatif à l'inflation.

Le Nigéria a atteint un tiers des critères de second rang au cours de la première moitié de 2013, comme en 2012. Les critères satisfaits étaient ceux relatifs à l'investissement public par rapport aux recettes fiscales de (45,3 pour cent) et la dette publique par rapport au PIB (19,4 pour cent). Mais le pays n'a pas pu répondre aux critères sur les recettes fiscales / PIB, la

masse salariale / recettes fiscales, la stabilité du taux de change et le taux d'intérêt réel positif des recettes intérieures.

6.2.5.3. Perspectives

La croissance du Nigéria devrait rester sur une trajectoire ascendante. Le pétrole, avec une forte concentration sur les activités de production non pétrolière, devrait pousser à une forte croissance du PIB. Néanmoins, les défis relatifs à la sécurité et à l'instabilité macroéconomique pourraient être les risques potentiels de détérioration de la croissance imminente.

L'objectif de la politique monétaire à moyen terme sera de contenir l'inflation à un chiffre, de faciliter la réalisation des taux d'intérêt réels positifs, et mettre l'accent sur la stabilité des taux de change. Il est prévu une augmentation de la réserve, malgré l'incertitude de l'économie mondiale, qui toutefois devrait s'améliorer.

Les perspectives de rendement financier sont positives avec un accent particulier sur la rationalisation des dépenses afin d'assurer la prudence budgétaire, réduire la dépendance sur la dette intérieure par l'austérité budgétaire et atteindre le seuil de déficit conformément à la loi sur la responsabilité budgétaire.

Avec les énormes efforts du pays pour développer le secteur de l'énergie, les perspectives pour le Nigéria indiquent que l'inflation peut davantage s'atténuer et les critères de convergence macroéconomique primaires pourraient tous être respectées. Toutefois, les défis restent liés à trois des six critères de second rang que le pays n'a pas toujours satisfait.

6.2.5.4. Arrangements Institutionels et Politique d'harmonisation

Développement des Systèmes de Paiement

La mise en œuvre du *programme pilote Cash-Lite* est en bonne voie, avec la deuxième phase du projet qui a démarré au cours de la période sous revue. Les activités étaient en cours suite à la recommandation d'un backbone dédiée; *les systèmes Glo* et *MTN* ont été adoptés comme l'épine dorsale de l'infrastructure du projet, *Cash-Lite* tandis que d'autres installations (telles que *les services partagés Wi-Fi* étaient encouragés à soutenir le projet.

La Banque a continué de collaborer avec le Ministère des télécommunications et de la technologie et d'autres acteurs afin d'éliminer les obstacles qui pourraient entraver la construction et la configuration de l'infrastructure de communication et d'assurer l'efficacité du temps pour les données sur le guichet automatique. Toutefois, la Mission a été informée de certains défis qui existent encore, y compris l'infrastructure, de l'apathie dans l'utilisation et la mise en place des installations **POS** dans les magasins.

Tarif Extérieur Commun (TEC) de la CEDEAO

Les ministres des Finances de la CEDEAO se sont réuni le 20 Mars 2013 à Praia où les projets de textes de la TEC CEDEAO ont été examinés et approuvés pour examen et adoption du Conseil des Ministres et la Conférence des Chefs d'Etat et de gouvernement. Le Nigeria n'a pas participé à la réunion extraordinaire en raison de contraintes inexpliquées. Cependant, le pays a émis des réserves sur le TEC, le prélèvement communautaire et l'APE. Les questions en suspens sont relatives à l'accord sur les mesures de défense commerciale pour accompagner le régime, une politique d'exemption commune et le nouveau prélèvement communautaire proposé de 0,5% à 1,5%. Le Nigeria souhaiterait savoir comment le prélèvement sera géré et utilisé. D'autres consultations sont en cours dans le pays avant le sommet extraordinaire de la CEDEAO prévue pour Octobre 2013 à Dakar. Une proposition de l'IMAO est en cours d'examen par les autorités.

Schéma de Libéralisation des Echanges de la CEDEAO (SLEC)

Le Nigeria ne s'est pas pleinement conformé au SLEC. Le schéma exige aux États membres d'autoriser l'entrée de tous les biens SLEC conformes par les autres Etats membres sans paiement de droits à l'importation, de restriction de quota ou d'interdiction. Le Nigéria a continué à maintenir une liste d'articles interdits qui touchent le négoce de produits dans le cadre du SLEC. Des quarante-quatre articles initiaux, vingt-trois sont restés sur la liste à fin Juin 2013.

En ce qui concerne la mise en œuvre du SLEC, le Nigeria a relevé l'échec du Libéria de se conformer au schéma relativement aux produits 7UP du Nigeria. Les données n'étaient pas disponibles sur le nombre d'entreprises et de produits, actifs et inactifs inscrits. Une enquête visant à déterminer le nombre d'entreprises et d'employés participants, les produits et le commerce transfrontalier dans le cadre du SLEC a été prévue pour la fin du premier trimestre 2014. Cet exercice permettrait aux autorités de vérifier la performance du système dans le pays.

Le ministère de l'Industrie, du commerce et de l'investissement ont indiqué qu'ils avaient adressé une demande à la présidence en insistant sur la nécessité pour elle de coordonner les activités du comité national d'approbation (NAC) du SLEC. Les activités du NAC sont de leur ressort.

Harmonisation statistique et bases de données ECOMAC

Dans la première moitié de 2013, le Bureau national des statistiques a fait d'importants progrès en matière d'harmonisation des statistiques, conformément aux exigences de la Commission de la CEDEAO. Le Nigeria demeure l'un des rares pays de la région productrice du PIB trimestriel, utilisant à la fois les approches de production et de dépenses.

La mission a été informée que des efforts étaient en cours pour changer la base du PIB en prenant 2010 comme année de base pour deux raisons, à savoir: Tout d'abord, il n'y avait pas de graves perturbations de l'activité économique au cours de la première et de la deuxième année, ce n'était pas une année d'élection. Le changement de base prendrait en compte le secteur informel, qui, à partir d'une étude antérieure réalisée par l'Agence de développement des petites et moyennes entreprises du Nigeria (SMEDAN), est d'environ 60 pour cent de la taille de l'économie nigériane, et par conséquent sous-évalue le PIB du pays. Le changement de base se fonderait sur un nouveau recensement des entreprises industrielles et une enquête du secteur de l'agriculture. En outre, les états de la Fédération ont été sensibilisés à montrer de l'intérêt au PIB de l'État produit par le Bureau.

Sur les prix, la couverture reste national, avec la classification rurale-urbaine. La production de l'indice du prix à la consommation mensuel (IPC) couvre l'ensemble de la fédération et est basé sur les 12 Classification de la consommation individuelle par objet (COICOP). En outre, l'IPC se divise en quatre catégories: à savoir, l'indice composite du pays, l'indice composite urbain, l'indice composite rural et **l'indice composite urbain mixte, rural combiné.** En outre, des efforts sont en cours pour entamer la production de l'Indice du prix à la production (IPP).

En ce qui concerne la base de données ECOMAC, le pays a fait des efforts pour remplir les tableaux, cependant, les insuffisances de données demeurent encore pour la mise à jour à 2012.

Le secteur financier

Le système bancaire est resté solide comme en témoignent les mesures de performance clés. Toutes les banques étaient suffisamment capitalisées. Le ratio d'adéquation du capital de l'industrie était de 19,2 pour cent à fin Juin 2013. Toutes les banques ont respecté le ratio de liquidité, le ratio de liquidité moyenne du secteur industriel s'établissait à 67,8 pour cent à fin Juin 2013. Le bénéfice cumulé de l'industrie bancaire non audité avant impôt pour Juin 2013 s'élevait à N300,5 milliards contre un bénéfice de N264,4 milliards pour Juin 2012.

Le marché des capitaux s'est amélioré au cours de la première moitié de 2013 en raison de la réforme en cours et des activités connexes du marché. Par exemple, la valeur totale des titres négociés a augmenté sensiblement, à N70,3 milliards à fin Juin 2013, contre N2,23 milliards en Décembre 2012. La participation nationale dans le marché des capitaux du Nigeria s'est améliorée à 50,8 pour cent en Juin 2012, contre 38,6 pour cent en fin Décembre 2012

Une croissance soutenue a été réalisée dans le « NSE All Share Index (ASI) » au cours de la période d'examen. Cependant, le nombre de valeurs mobilières cotées a légèrement baissé de 256 en Décembre 2012 à 254 à fin Juin 2013. Les principaux défis auxquels est confronté le développement du marché des capitaux du Nigéria, sont les suivants: La faible profondeur du marché par rapport aux pays développés ou les pays émergents; le faible niveau de transactions du marché secondaire obligataire sur le change, le manque de sensibilisation et la

faible participation dans les organismes de placement collectif (OPC). Toutefois, les perspectives, sont positives, étant donné la qualité des réformes stratégiques en cours par la "Security and Exchange Commission" (SEC) et d'autres acteurs, y compris le Nigeria Stock Exchange (NSE).

En termes d'efforts d'intégration, la SEC fait partie du Conseil d'Intégration du Marché des Capitaux de l'Afrique de l'Ouest (WACMIC). La Commission a continué à collaborer et à participer activement aux différentes activités en cours menées au cours de la période d'examen. La Commission a abrité, en Janvier 2013, les réunions du Comité technique du WACMIC tenues à Abuja.

La Commission Nationale d'Assurance (NAICOM) s'est engagée dans des activités d'amélioration du secteur de l'assurance, notamment la micro-assurance et les *opérations* Takaful. Elle a également collaboré avec la GIZ et d'autres partenaires pour mener une étude diagnostique sur la micro-assurance au Nigéria. Le rapport final a été publié en Juin 2013. Un projet de cadre est en cours d'examen par les acteurs concernés et les consultants. Il sera publié et fournira des normes relatives au fonctionnement des activités de micro-assurance. La Commission a également travaillé en collaboration avec la CEDEAO et l'IMAO en vue d'approfondir l'intégration de l'assurance en Afrique de l'Ouest. Au cours de la période d'examen, la Commission nationale des assurances (NAICOM) a réglementée 2250 agents, 579 courtiers, 57 compagnies d'assurance, 2 compagnies de réassurance et 66 experts en sinistres.

Comité National de Coordination (CNC)

Le Comité national de coordination, situé dans les locaux du Ministère fédéral des Finances, reste opérationnel. Le Secrétariat du CNC n'a pas révélé de défi opérationnel majeur.

Défis

Les défis notables étaient les suivants:

La proportion élevée et croissante des dépenses de fonctionnement dans les dépenses totales reste un défi, car il a des incidences néfastes sur la respect du critère de convergence relatif à la masse salariale sur les recettes fiscales.

L’estimation du déficit budgétaire du pays par rapport au ratio du PIB et des recettes fiscales sur le PIB est inexacte, étant donné que le déficit budgétaire et les recettes fiscales sont tirés du compte du gouvernement fédéral, alors que le PIB couvre l'ensemble de l'économie.

Le vol continue de pétrole et les actes de vandalisme de pipeline a posé un défi persistant avec l'effet négatif sur les recettes de l'Etat ainsi que sur le secteur réel de l'économie.

Une synergie insuffisante entre les plans du gouvernement, y compris l'affectation du budget et de ressources aux projets et programmes prioritaires, ont des incidences néfastes sur la budgétisation efficace et la réalisation des prestations clés.

Le transit routier inter-Etats (TRIE) n'a pas encore démarré en raison du manque d'engagement du garant national (NEXIM Banque), du Ministère fédéral des Transports et d'autres parties prenantes.

Le conflit dans la mise en œuvre des politiques régionales et nationales commerciales compromet l'objectif d'intégration, en particulier en ce qui concerne la question de la liste des produits interdits, qui affecte les exportations du Nigéria vers les Etats membres et l'intégration commerciale dans la région de la CEDEAO.

La faible coordination entre le ministère des Affaires étrangères et le ministère de l'Industrie, du Commerce et de l'Investissement peut compromettre l'application effective du SLEC.

6.2.5.5. Conclusion

La croissance de l'économie nigériane a connu une légèrement hausse, soutenue principalement par le secteur non pétrolier en 2013. Les pressions inflationnistes se sont atténuées avec le taux d'inflation passant de deux à un chiffre. Les réserves extérieures sont restées en hausse, mais à un rythme modéré. Des améliorations ont été enregistrées à l'échelle de la convergence macro-économique où six critères ont été atteints contre cinq en 2012. Le pays n'a pas pleinement adhéré au TEC et au SLEC. Ainsi, les recommandations suivantes ont été faites:

- Renforcer l'assainissement budgétaire en vue d'améliorer l'efficacité de l'administration fiscale et la rationalisation des dépenses en faveur des activités favorisant la croissance.

- Il est recommandé que, lors des réunions de la Commission conjointe des impôts et du Comité d'allocation Fédération (FAAC), les États devraient être encouragés à fournir des informations sur les recettes fiscales et le profil des dépenses.

- Les autorités sont encouragées à renforcer la sécurité dans le secteur du pétrole et accélérer la privatisation en cours des raffineries.

- La Mission recommande la coordination et la collaboration efficace des ministères, des départements et des agences (MDA), la planification et la budgétisation.

- Le ministère des Transports et NIACOM sont invités à faciliter l'opérationnalisation de la convention du transport routier inter Etat (TRIE).

- Les autorités sont invitées à exonérer les produits SLEC de l'interdiction et de poursuivre un dialogue régulier avec les États membres sur les relations commerciales transfrontalières.

- Le Bureau du Président devrait promouvoir une coordination efficace entre le Secrétariat du Comité national d'approbation de la SLEC au ministère des Affaires

étrangères et le ministère de l'Industrie, du commerce et de l'investissement pour la mise en œuvre efficace du système.

- Rationaliser les dépenses du fonds de prélèvement communautaire de la CEDEAO pour couvrir les activités d'intégration de tous les MDA.

6.2.6. SIERRA LEONE

6.2.6.1. Analyse Sectorielle

Secteur Réel

L'orientation de la politique macroéconomique en 2013 tourne autour des activités et des programmes du plan de développement de cinq ans et de la stratégie de réduction de la pauvreté, contenus dans le *"Agenda for Prosperity"*, qui indique les stratégies pour faire de la Sierra Leone un pays a revenue intermédiaire.

La performance macro-économique de la Sierra Leone dans la première moitié de 2013 a été encourageante. Le PIB réel (comprenant le minerai de fer) devrait connaitre une hausse de 14,6% en 2013 contre 15,2 en 2012. Il devrait connaitre une hausse de 5,2% contre 5,3% en 2012, hors minerai de fer. Comme en 2012, l'accroissement de l'économie devrait être tiré principalement par l'expansion du secteur minier, particulièrement la production de minerai de fer. L'agriculture, la construction, la manufacture (et l'artisanat) et les services sont les secteurs qui devraient tirer la croissance du minerai de fer Le renforcement du programme de commercialisation du petit exploitant et autres interventions pour relancer la production agricole, y compris les projets de développement du secteur privé rural pourraient être des facteurs clés expliquant l'expansion de la production agricole. La croissance du secteur agricole est prévue à 4,5% en 2013 contre 3,9% en 2012. Les sous-secteurs des cultures, de l'élevage, de la foresterie et de la pêche qui ont connu une croissance de 4,3%, 4,1%, 3,4 % et de 2,6% respectivement en 2012 devraient augmenter de 5,1%, 4,1%, 3,4% et de 2,6% respectivement en 2013.

Le secteur industriel qui a augmenté de 127,5% en 2012 devrait augmenter à 62,4% en 2013. Dans le secteur industriel, tous les secteurs devraient connaitre une croissance, à l'exception de l'approvisionnement en électricité et en eau. Toutefois, à l'exception du sous-secteur de la construction, ces taux de croissance devraient être plus faibles que les taux de croissance de 2012. Les sous-secteurs de l'exploitation minière et des carrières, de la manufacture et de l'artisanat, de l'approvisionnement en électricité et en eau et de la construction devraient s'accroître de 84,2%, de 8,71%, -18,7% et de 8,8% respectivement, contre des croissances respectives de 297,4%, de 4%, 5,6% et 12% en 2012.

Le secteur des services devrait s'accroitre à 5,6% en 2013, inférieur à la croissance de 6,1% enregistrée en 2012. Ce ralentissement attendu est imputable à la prévision de la baisse dans chaque sous-secteur, à l'exception du commerce et du tourisme. Le commerce et le tourisme devraient connaitre une hausse de 7,7% contre 5,5% en 2012. Le sous-secteur du transport, du stockage et de la communication devrait s'accroitre à 4,2% et les finances et l'assurance à 4,1%. L'administration et les Services publiques, l'éducation et la santé devraient augmenter à 10,16%, 5,0%, et 2,3 respectivement.

Le taux d'inflation de fin de période (d'année en année) a baissé de 12,5% en juin 2012 à 10,8% en juin 2013 et le taux d'inflation moyen (d'année en année) a chuté de 15,5% en juin 2012 à 11,5% en juin 2013. Cette baisse était imputable à la stabilité des prix internationaux des matières premières, à l'amélioration de la production alimentaire intérieure, à la stabilité du taux de change, à la politique monétaire prudente et aux restrictions financières de l'Etat au premier semestre 2013, particulièrement l'emprunt zéro du secteur bancaire. Le tableau 6.67 montre la performance du secteur réel en Sierra Leone

Tableau 6.67: Performance du secteur réel en Sierra Leone

PIB en millions de Leone	Prix courant			Prix constant (Prix de 1990)		
	2011	**2012**	**2013**	**2011**	**2012**	**2013**
	12,752,935	16,452,411	19,119,829	7,322,532	8,435,965	9,668,210
	Contribution sectorielle au PIB (%)			**Taux de croissance sectorielle réel (%)**		
	2011	**2012**	**2013**	**2011**	**2012**	**2013**
Secteur primaire (Agriculture)	52,3	47,2	43,0	4,9	3,9	4,5
Secteur secondaire (Industrie)	8,5	16,8	23,8	10,2	127,5	62,4
Secteur tertiaire (Services)	39,2	35,0	32,3	6,5	6,1	5,6
Croissance du PIB réel				**2011**	**2012**	**2013**
	y compris minerai de fer			6.0	15.2	14.6
	Hors minérai de fer			5.8	5.3	5.2
Inflation de l'IPC (Année en année)	Fin de période			**Periode moyenne**		
	Juin 2011	**Juin 2012**	**Juin 2013**	**2011**	**Juin 2012**	**Juin 2013**
	16,8	12,5	10,8	16,2	15,5	11,5

Source: Statistics Sierra Leone et AMAO

Finances Publiques

Le Gouvernement Sierra Léonais a choisi le thème " Célébrer cinq ans de changement en profondeur" pour le budget 2012 avec pour objectif d'utiliser un cadre de politique macroéconomique cohérent qui soutienne la croissance, le développement du secteur privé, la gouvernance intérieure et le développement humain dans le pays. Les dépenses en infrastructures et la fourniture de produits de première nécessité en vue de réaliser les Objectifs du Millénaire pour le Développement étaient quelques-uns des objectifs clés du budget.

Le total des recettes intérieures durant la première moitié de 2013 se situait à 1101,9 milliards de Leone contre 870,7 milliards dans la première moitié de 2012. Le total des dons pour les programmes et les projets dans la première moitié de 2013 était de 65,2 milliards de Leone contre une projection de 157,1 milliards et de total des dons de 243,3 milliards dans la première moitié de 2012. Les recettes comprenaient : l'impôt sur le revenu d'une valeur de 423,7 milliards de Leone (contre une cible de 411,0 milliards et une valeur de 441,7 milliards dans la première moitié de 2012); L'impôt sur les biens et services (GST) d'une valeur de 224,9 milliards de Leone (contre un objectif de 223,8 milliards et la valeur de 204,5 milliards au premier semestre 2012; les droits de douane d'une valeur de 232,0132,5 milliards de Leone (contre un objectif de 250,2 milliards de Leone et une valeur de 132,5 milliards dans la même période de 2012); et les recettes d'autres sources (les redevances et les licences d'exploitation

minières, les droits d'usage des routes et les licences de véhicules et autres) d'un montant de 221,2 contre 91,9 milliards au premier semestre 2012. Les recettes minières représentaient 60% des recettes de ces autres sources.

Les dépenses totales et les prêts nets pendant la période sous revue s'élevaient à 1185,2 milliards de Leone (12,4% du PIB) contre sa valeur estimée de 1293,8 milliards de Leone et le montant de 1369,1 milliards (16,6% du PIB) dans la même période de 2012. Les parts des dépenses courantes, des dépenses en capital et les prêts nets dans les dépenses totales étaient de 86,1%, 18,3% et -4,4% respectivement. Les traitements et les salaires, les biens et services, les transferts (les transferts vers les conseils locaux, les institutions d'enseignements, le fond d'entretien routier et le fond pour les élections et la démocratisation) et les paiements d'intérêts représentaient 43,6%, 17,1%, 12,3% et 13,1% des dépenses totales. Les paiements d'intérêts intérieurs représentaient 90% du total de ces paiements.

Les opérations budgétaires dans la première moitié de 2013 ont occasionné un déficit global, base engagement (hors dons), de 832 milliards de Leone, soit 0,9% du PIB, contre 498,4 milliards (6,1% du PIB) dans la même période de 2012. Dons compris, le déficit budgétaire était de 18,1 milliards de Leone, soit 0,2% du PIB, contre 255,1 milliards de Leone (3,1 % du PIB) dans la même période de 2012. Comme dans la première moitié de 2012, la réduction du déficit budgétaire était due à l'augmentation des recettes intérieures totales et au contrôle rigoureux des dépenses. Sur la base caisse, le déficit global était de 40,3 milliards de Leone, y compris dons (0,4% du PIB). Les dépenses extraordinaires et les paiements aux fournisseurs nationaux sur les engagements restants des années précédentes constituaient la différence entre le déficit budgétaire de trésorerie et le déficit budgétaire base engagement, avec des parts de 20,7% et 79,3% respectivement.

Le financement total du déficit était de 40,3 milliards de Leone. Le financement du déficit a largement été entretenu par l'étranger comme en 2012, soit 69,1 milliards de Leone, représentant 171,5% du financement total, contre 188,7 milliards (57,2% du financement total) dans la même période de 2012. Pour le financement étranger, l'emprunt (prêts) était de 98,2 milliards de Leone tandis que l'amortissement de la dette extérieure (une sortie de ressource) était de 29,1 milliards de Leone, soit un financement total étranger de 69,1 milliards de Leone. Le financement intérieur du déficit était de 50,6 milliards de Leone (contre 124,8 milliards de Leone dans la même période de 2012) soit 124,1 % du financement total (contre 37,8 % dans la même période de 2012). La privatisation et les autres recettes (l'engagement reporté à la prochaine période) représentaient 1,7 milliards de Leone et 81,1 milliards de Leone respectivement, contre 8,6 milliards de Leone et 7,9 milliards de Leone dans la même période de 2012 (soit 4,2 % et 201,2% du financement total respectivement, contre 2,6% et 2,4% respectivement dans la même période de 2012).

Le financement intérieur était dominé par le financement bancaire. Le financement bancaire et le financement non bancaire représentait 66,6% et 33,4% du financement intérieur du déficit qui était de 33,7 milliards et 16,8 milliards respectivement contre 54,6 % (68,1 milliards de Leone) et 45,4 % (56,7 milliards de Leone) respectivement du financement intérieur total dans

la période correspondante de 2012. Le financement des banques commerciales s'élevait à 65,9 milliards (132,2% du financement intérieur), tandis que le financement de la banque centrale était négatif comme dans la même période de 2012, indiquant une réduction de l'obligation de la banque centrale, avec une valeur de 32,1 milliards de Leone dans la même période de 2012.

Le stock de la dette total de la Sierra Leone à fin Juin 2013 était de ’US $ 1,28 milliards (5,54 trillion de Leone) soit 33,6 % du PIB de 2012 et 29% du PIB prévu pour 2013. La composition du stock de la dette totale était de 77 et 23% pour la dette extérieure et la dette intérieure respectivement. Le total de la dette extérieure à juin 2013 était de US$ 979,79 millions, dont la majeure partie, 63,9% est due aux institutions multilatérales, tandis que 22,2% doit être payé aux créditeurs commerciaux et le reste (13,8%) aux créditeurs bilatéraux.

L'encours de la dette intérieure à fin juin 2013 s'est élevé à 1299,4 milliards de Leone contre 1506,9 milliards de Leone à fin juin 2012. Les institutions financières étaient les principaux détenteurs des titres de créance, avec la banque centrale, les banques de dépôt et les institutions non bancaires publiques représentaient 0,8%, 69,6% et 29,6% respectivement du total.

Secteur Monétaire

La mise en œuvre de la politique monétaire pendant la période sous revue était proactive. Le taux directeur a baissé de 20% en décembre 2012 à 17 % en Février et 15% en Avril, maintenant sa valeur jusqu'à juin 2013. La baisse du taux directeur a été précipitée par la baisse de l'indice du prix à la consommation en Février 2013.

La monnaie de réserve a augmenté de 5,2 % contre une baisse de 0,7% pendant la même période de 2012. La monnaie au sens large s'est accru de 1,8% contre 1,3% pendant la même période de 2012, tandis que la monnaie au sens étroit fléchissait de 0.4% contre une croissance de 2,2% dans la période correspondante de 2012. Cette baisse de croissance de la monnaie au sens étroit était principalement due à la baisse de la monnaie en circulation, de 12,9% contre une hausse de 1,4% dans la même période de 2012.

Les avoirs extérieurs nets (AEN) ont baissé de 0,1% contre une baisse de 1,0% dans la première moitié de 2012, tandis que les avoirs intérieurs nets augmentaient de 6,0% contre 6,7% dans la première moitié de 2012, indiquant que la croissance de la monnaie au sens large était due aux avoirs intérieurs nets. Les avoirs intérieurs nets et les avoirs extérieurs nets ont contribué à 1,9% et -0,1% de la croissance de la monnaie au sens large pendant le premier semestre 2013. Au niveau des avoirs intérieurs nets, les créances sur les institutions publiques ont contribué à environ 3,8%, tandis que les créances sur l'Etat et le secteur privé contribuaient à 0,9% et -0,8% respectivement à la croissance de la monnaie au sens large. Le tableau suivant montre l’évolution des agrégats monétaires clés.

Tableau 6.68: Evolution des Principaux Agrégats Monétaires

	2008	2009	2010	2011	2012		2013
					Juin	Dec.	Juin
	Taux de croissance des agrégats monétaires						
Monnaie de base	7,7	21,2	34,6	15,9	-0,7	18,5	5,2
Avoirs extérieurs nets	-5,7	80,0	9,6	24,8	-1,0	21,0	-0,1
Avoirs Intérieurs nets	137,0	-45,6	136,0	17,7	6,7	14,3	6,0
Masse monétaire au sens large (M2)	22,5	27,5	32,7	22,6	1,3	22,5	1,8
Monnaie au sens étroit (M1)	12,8	21,1	29,8	15,4	2,2	16,4	-0,4
Monnaie en circulation	9,8	23,7	32,4	15,2	1,4	23,1	-12,9
Dépôts à vue	36,1	18,5	27,0	15,6	3,2	8,8	15,7
Quasi-monnaie	35,8	26,8	35,4	28,1	0,7	26,7	3,2
Dépôts en devises étrangères	12,4	42,3	50,6	29,3	-8,5	20,9	-11,1
	Pourcentage de contribution à la croissance de la masse monétaire au sens large (M2)						
Avoirs extérieurs nets	0,9	54,1	6,1	16,9	-0,7	14,6	-0,1
Avoirs Intérieurs nets	14,3	9,0	29,5	10,6	0,4	10,6	1,9
Créances nettes sur l'État	4,7	-0,2	15,2	2,8	-0,3	7,5	0,9
Créances sur le secteur privé	8,4	7,7	10,7	7,2	- 0,02	2,0	-0,8
Créances sur les institutions publiques	0,6	0,6	1,3	-0,02	0,5	0,7	3,8
Créances sur le reste de l'économie	0,6	0,9	2,3	0,6	0,2	0,7	-2,0
Autres postes nets (APN)	-0,7	-39,1	-2,9	-4,8	-1,6	-2,7	2,1

Source: Estimation Bank de Sierra Leone et AMAO

Les contributions du crédit au secteur privé, aux institutions publiques, à l'Etat et au reste de l'économie et à la croissance de la monnaie au sens large était de -08%, 3,8% 0,9% et 2% respectivement, contre -0,02%, 0,5%, -0,3 et 0,2% dans la même période de 2012.

Les mouvements des taux d'intérêt ont révélé une tendance à la baisse avec les bons du trésor de 91 jours baissant de 19% à fin décembre 2012 à 5,4% à fin juin 2013, ceux de 182 jours ont chuté de 25,5% à fin décembre 2012 à 9,7% à fin juin 2013, tandis que ceux de 364 jours baissaient de 25,8% à fin décembre 2012 à 8,1% à fin juin 2013. L'épargne des banques commerciales a connu une baisse d'une moyenne de 6,5% à fin décembre 2012 à 6% à fin juin 2013. Toutefois, les taux d'intérêt sont restés constants avec une moyenne de 25,3% à fin juin 2013 contre 25% à fin décembre 2012. Le taux d'intérêt interbancaire a baissé d'une moyenne de 19,5% à 3% et le taux de dépôt de trois (3) mois et de douze (12) mois a baissé de 9,8% et 11,9% respectivement à fin décembre 2012 à 8,2% et 10,7% respectivement à fin juin 2013.

L'écart entre les taux de dépôt et de prêt est resté élevé avec l'écart entre le taux de prêt maximum et le taux d'épargne maximum à 20,5% contre 20% à fin décembre 2012. L'écart entre les taux de prêt et d'épargne moyen était de 19,25% à fin juin 2013 contre 18,5% à fin décembre 2012. Le bureau de référence du crédit et la cour commerciale continue de jouer un rôle important dans la résolution des problèmes d'asymétrie de l'information quoique le bureau n'ait pas atteint le niveau de système biométrique, posant ainsi des problèmes d'identification de noms communs. Les prêts non performants étaient de 14% et comprenaient beaucoup de prêts anciens.

Secteur Extérieur

Les données provisoires sur la balance de paiement de la Sierra Leone sont disponibles sur une base de projection pour l'année 2013. Ces données montrent que la balance totale devrait baisser d'un excédent de 0,9% du PIB en 2012 à 0,4% en 2013. Le déficit du compte courant actuel devrait baisser de 28,8% du PIB à 10,3% en 2013, induit par une amélioration de la balance commerciale et la réduction du déficit sur les services (net). Le déficit commercial devrait baisser 22,5% du PIB en 2012 à 5,1% en 2013. L'amélioration de la balance commerciale résulterait de la hausse des exportations de 30,7% du PIB en 2012 à 35,9% en 2013 et la réduction des importations de 53,3% du PIB en 2012 à 41% en 2013. L'accroissement des exportations proviendrait de la hausse des exportations du minerai de fer de 9,4% du PIB en 2012 à 21% en 2013, tandis que la réduction de l'importation de machines et équipements de transport du minerai de fer serait le facteur principal à l'origine de la baisse des importations.

Le déficit des services (nets) pourrait baisser de 9,2% du PIB en 2012 à 4,5% en 2013 et le déficit sur les revenus (nets) pourrait augmenter de 3,5% du PIB en 2012 à 5,9% en 2013, tiré par la hausse du déficit sur les revenus d'investissements directs. L'excédent sur les transferts courants (nets) devrait baisser de 6,5% en 2012 à 5,2% en 2013, tiré principalement par la baisse des transferts pour l'appui budgétaire et autres aides.

Le compte financier et de capital continuera à être dominé par les transactions dans le compte financier. En outre, l'excédent du compte financier et de capital diminuera de 30,1% en 2012 à 10,7% en 2013, dû à la détérioration du compte financier et de capital. L'excédent du compte de capital baisserait de 3,3% du PIB à 2,2% en 2013, tandis que celui du compte financier fléchirait de 26,9% du PIB en 2012 à 8,5% en 2013. La détérioration des comptes financiers se précipitera par la réduction de l'investissement direct étranger dans le secteur minier, particulièrement la composante minerai de fer. L'investissement direct en Sierra devrait baisser de 14,3% du PIB en 2012 à 8,5% en 2013, tandis que l'investissement de portefeuille chutait de 2% du PIB à 0,2%. Les autres investissements passeraient d'un excédent de 10,6% du PIB en 2012 à un déficit de 0,02% en 2013.

Les réserves extérieures brutes ont augmenté à US$434,6 millions à fin juin 2013, soit l'équivalent de 3 mois de couverture d'importation contre US$ 420,3 millions (3,1 mois de couverture d'importation) à fin décembre 2012.

Le taux de change est resté relativement stable, avec le Leone s'appréciant contre le Dollar U.S de 0,1% pendant la période sous revue, contre une hausse de 0,9% au cours de la période correspondante de 2012. La stabilité relative du taux de change est partiellement due à la hausse des exportations et à la politique monétaire prudente de la banque de Sierra Leone.

6.2.6.2. Etat de la convergence macroeconomique

La performance de la convergence macroéconomique continue d'être un défi dans la première moitié de 2013, vu que le pays n'a rempli seulement que deux critères de premier rang et deux critères de second rang.

La Sierra Leone a satisfait à deux des quatre critères de convergence de premier rang, à savoir, ceux relatifs au déficit budgétaire (y compris dons) et au financement du déficit par la Banque centrale, au premier semestre 2013. Le déficit budgétaire était de 0,2% du PIB dans la première moitié de 2013 et le financement de la banque centrale était de zéro. Le taux d'inflation d'année en année est resté élevé à 11,4%, quoique plus faible que les 14,3% enregistré dans la même période de 2012. Les réserves extérieures brutes représentaient trois (3) mois de couverture des importations à fin juin 2013, soit le même niveau qu'à fin juin 2012.

La Sierra Leone a satisfait à deux critères de second rang au cours de la période sous revue, notamment ceux relatifs à la stabilité du taux de change nominal et à la dette publique. Le taux de change nominal s'est apprécié de 0,1% et la dette publique totale était à 29% du PIB. Le ratio taxe PIB était de 8,9%, la masse salariale de 58,7% des recettes fiscales, l'investissement public représentait 13,1% des recettes fiscales et le taux d'intérêt réel du bon du trésor de 91 jours était de -5,2%. Le tableau suivant montre la performance du pays en ce qui concerne les critères de convergence macroéconomique.

Tableau 6.69: Etat de la Convergence Macroéconomique en Sierra Leone

Critères de premier rang	Cible	2009	2010	2011	2012 Juin	2012	Juin 2013
Déficit budgétaire, dons compris (en % du PIB)	≤ 3 %	2.9*	5.2	5.1	3.1*	5.7	0.2*
Taux d'Inflation	≤ 5 %	9.9	17.1	16.0	14.3	12.9	11.4
Financement du déficit par la Banque (en % des recettes fiscales de l'année précédente)	≤ 10 %	37.6	37.6	1.1*	0.0*	0.0*	0.0*
Réserves brutes (en mois d'importations)	≥ 6	3.8	4.6	2.3	3.0	3.1	3.0
Critères de second rang							
Arriérés	Pas d'arriérés	oui	oui	oui	Oui	oui	oui
Recettes fiscales (en % du PIB)	≥ 20	8.5	10.3	9.7	9.6	10.6	8.9
Masse salariale (en % des recettes fiscales)	≤ 35	59.8	60.9	58.6	57.1	59.2	58.7
Investissement publique(en % des recettes fiscales)	≥ 20	13.4	40.4*	27.9*	24.8*	29.4*	13.1
Taux d'intérêt réel	> 0	4.1*	7.4*	7.4*	9.0*	6.1*	-5.2
Stabilité du taux de change nominal (%)	± 10	-11.2	-12.4	-11.8	-0.9*	3.3*	-0.1*
Dette public Total (% du PIB)	≤ 70	34.5*	40.7*	38.6*	32.3*	37.0*	29.0*
Nombre de critères satisfaits		3	3	4	6	5	4

Sources: Estimations de l'AMAO et des autorités Sierra Léonaises ; * Indique que le critère a été satisfait.

6.2.6.3. Arrangements institutionels et politique d'harmonisation

Comité National de Coordination (CNC)

Le Secrétariat du Comité National de Coordination (CNC) est basé au Ministère des Finances et du Développement Economique sous la supervision du Directeur de l'unité de Politique

Economique et des Etudes (EPRU). Il fonctionne à plein temps avec un macro économiste. Toutefois, le poste vacant de secrétaire bilingue n'est pas encore occupé. Le macro économiste a pris part à la mission de surveillance multilatérale de Septembre 2013. Cependant, il y a des retards dans la production régulière et la soumission de rapports de convergence macroéconomiques. En outre, la mise à jour des données de l'ECOMAC pour la Sierra Leone n'est pas régulière.

Harmonisation des statistiques

Les autorités sierra léonaises utilisent la norme harmonisée de la CEDEAO dans la saisie de l'IPC et des comptes nationaux. Le pays a adopté le Système de Comptes Nationaux (SCN) de 1993 quoique les données des comptes nationaux soient produites seulement sur une base annuelle. Les services de statistique de la Sierra Leone ont changé l'année de base des estimations du PIB de 2001 à 2006, qui a ensuite été révisée à 2008. La Sierra Leone utilise la classification standard de la consommation individuelle par objet (COICOP), adoptée depuis 2007 et l'indice du prix à la consommation pour toutes les villes urbaines est en train d'être révisé.

Statistiques Sierra Leone (SSL) bénéficie de l'appui de la Commission de la CEDEAO dans la production de données sur le commerce extérieur en utilisant le logiciel EUROTRACE. Mais, il se pose des difficultés dans la production de données fiables sur le commerce extérieur. Un d'un défi majeur est relatif à l'harmonisation des statistiques du commerce extérieur, produites par différentes agences gouvernementales et des ministères.

Développement des Systèmes de Paiement

Le programme de modernisation du système de paiement, initié par la Banque de Sierra Leone, en collaboration avec l'Institut Monétaire de l'Afrique de l'Ouest (IMAO) et financé par la Banque Africaine de Développement (BAD), avec une certaine contribution de contrepartie, a enregistré un progrès significatif. D'importants progrès ont été accomplis, notamment avec la mise en place d'équipes d'exécution de projets pour chaque composante, la création du Comité national chargé des systèmes de paiement et le développement de l'infrastructure requise. Les fournisseurs de solution pour les différentes composantes ont achevé le processus de livraison et d'installation, suite à la levée de la suspension de leur paiement en décembre 2012. L'application bancaire de base Temenos T24 (T24 CBA) a été lancé en Juin 2013. Le Système de Règlement Brut en Temps Réel (RTGS), qui est la valeur de réalisation le jour même, a été installé en aout 2013 et le Système de traitement informatisé des chèques (ACP) est devenu opérationnel en Aout 2013. La Banque de Sierra Leone dispose du réseau et de l'infrastructure physique pour ces solutions. Une des préoccupations majeures est relative au renforcement des capacités de supervision et d'autres questions de systèmes de paiements.

Schéma de Libéralisation des Echanges de la CEDEAO (SLEC) et Tarif Extérieur Commun (TEC)

Le Schéma de Libéralisation des Echanges de la CEDEAO (SLEC) est en cours. Le Comité National d'Approbation, mis en place en juin 2011, a donné son accord à vingt et une demande d'importations en 2012 et à quatre autres demandes au premier semestre 2013. Toutefois, pendant que le Comité national d'approbation recevait des demandes de trois sociétés, aucune société Sierra léonaise n'a exporté dans le cadre de ce schéma. Le manque de sensibilisation et la faible capacité des sociétés locales à remplir le critère sur les règles d'origine restent des contraintes majeures pour le schéma.
En ce qui concerne le Tarif Extérieur Commun (TEC), la Sierra Leone est membre du TEC conjoint CEDEAO-UEMOA et est engagé pour sa mise en œuvre. Une politique de contenu local a été développé au premier semestre 2013 conformément au plan d'action de la politique commerciale, 2011-2015. En dépit des ajustements tarifaires introduits par la Direction des Impôts (NRA) sur plus de 700 lignes tarifaires pour refléter la norme TEC, il existe des lignes tarifaires importantes qui n'ont pas été ajustées dans le cadre de cette norme.

6.2.6.4. Perspectives

Les perspectives de croissance de la Sierra Leone pour le reste de l'année 2013 sont prometteuses étant donné la production continue du minerai de fer et le lancement de projets agricoles commerciaux. La production du secteur minier va, selon les attentes, croitre pour le reste de l'année 2013. Le secteur des services devra augmenter, tirée en cela par la croissance dans les services de télécommunication, miniers et aux efforts de renforcement des infrastructures. Tirée par l'expansion du secteur du minerai de fer, l'économie devrait s'accroître de 14,6% en 2013 avec les contributeurs clés étant le secteur minier, particulièrement la production de minerai de fer.

La performance des exportations devrait s'améliorer, tirée par l'expansion du secteur minier, particulièrement les exportations du minerai de fer. La facture des importations devrait baisser à cause de la baisse de l'importation de machines et équipements de transport du minerai de fer Les déficits de la balance commerciale et du compte courant devraient baisser tandis que le taux de change se stabiliserait, grâce à l'afflux massif de devises des activités d'exportation intérieures et à la politique monétaire prudente de la Banque de Sierra Leone.

La stabilité du taux de change, la politique monétaire restrictive, l'augmentation de la production agricole et la stabilité des prix des produits sur le marché international devraient contenir l'inflation à un chiffre quoique le critère de convergence de 5% soit difficile à réaliser. Le maintien des restrictions budgétaires pourrait être menacé par le paiement d'arriérés intérieurs, auquel cas le critère du déficit budgétaire pourrait ne pas être satisfait pour l'année 2013. En outre, la performance budgétaire restera faible à moins que les réformes fiscales revoient à la baisse les exonérations fiscales.

En 2013, la Sierra Leone devra remplir deux critères de convergence macroéconomique de premier rang et deux de second rang au premier semestre 2013, à savoir ceux relatifs au déficit budgétaire (hors dons), au financement du déficit budgétaire par la banque centrale, à la stabilité du taux de change et à la dette extérieure.

6.2.6.5. Conclusion et recommandations

Conclusion

L'économie de la Sierra Leone en 2013 devrait rester forte en 2013 avec une croissance du PIB estimée à 14,6%, plus faible que le taux de croissance de 15,2% en 2012, tiré par l'expansion du minerai de fer. A l'exception du minerai de fer, l'économie devrait croître à 5,2%, plus faible que les 5,3% enregistré en 2012. Tandis que l'agriculture et les services représentent les secteurs clés en termes de contribution au PIB, l'industrie et les services étaient les principaux secteurs en termes de taux de croissance. L'économie fait face aux défis de l'eau et de l'énergie quoique les autorités se soient engagées à bâtir l'infrastructure.

Le secteur extérieur devrait être favorable en 2013 avec l'amélioration de la balance commerciale et du compte courant. Le compte financier et de capital, aussi bien que la balance totale devraient se détériorés en 2013. L'augmentation des exportations, tirée par le minerai de fer et la réduction des importations du minerai de fer sont les facteurs clés qui devraient entrainer l'amélioration de la balance commerciale. Le taux de change était relativement stable au premier semestre 2013 et les réserves extérieures en mois d'importation étaient en juin 2013 les mêmes qu'en juin 2012, quoique plus faibles qu'en Décembre 2012.

Les pressions inflationnistes, bien qu'a double chiffre, ont baissé dans la première moitié de 2013, comparé à la même période de 2012. Lee déficit budgétaire a baissé dans la première moitié de 2013 comparé à la même période de 2012, entrainé par les contraintes budgétaires de l'Etat. La politique monétaire a été resserrée pendant la période sous revue avec des taux d'intérêt baissant en général et le financement du déficit budgétaire par la banque centrale a été contenu.

La performance du pays dans le cadre des critères de convergence s'est détériorée au premier semestre 2013, par rapport à la même période de 2012, avec le pays remplissant quatre critères contre cinq dans la période correspondante de 2012. Deux critères de premier rang et de second rang ont été satisfaits durant la période sous revue. Le pays fait des progrès importants dans les programmes de politique d'harmonisation relatifs aux statistiques et au développement des systèmes de paiement, aussi bien que dans le Schéma de Libéralisation des Echanges de la CEDEAO et le Tarif extérieur commun.

Recommandation

Fort de ce qui précède, les recommandations ci-après méritent d'être prises en compte :

1. Les autorités sont encouragées à accélérer le réalignement du service civil afin de contenir la masse salariale.
2. Les autorités devraient réviser la politique d'exonération fiscale et d'exemption de droit de douane afin d'accroitre les recettes fiscales.
3. Les autorités devraient examiner l'application des critères de la CEDEAO sur les opérations budgétaires dans la préparation du budget.
4. Les autorités sont encouragées à accélérer l'automatisation planifiée du processus de collecte des impôts, la mise en œuvre d'un régime fiscal pour les petites et moyennes entreprises et la création d'un compte de trésorerie unique.
5. En ce qui concerne la mobilisation de fonds à long terme, les autorités devraient accélérer le processus de privatisation.
6. En outre, la mise en place d'un système biométrique pour le Bureau de référence du crédit est utile, étant donné qu'il peut réduire le risque de crédit.
7. Les autorités devraient examiner la création d'une cour de sécurité sociale pour la poursuite des institutions n'étant pas en règle avec la sécurité sociale. En outre, les coûts de déduction des contributions de la sécurité sociale des subventions des institutions publiques devrait être soupesé contre la situation actuelle ou les institutions paient directement leur contribution au Trust, ce qui constitue une menace au succès du système de sécurité sociale, imputable au manque de coopération de la plupart des institutions publiques.
8. Le renforcement des efforts de réconciliation des données budgétaires et monétaires ainsi que l'harmonisation des données commerciales doit être examiné.
9. Les autorités doivent renforcer l'orientation vers la diversification des exportations afin de doper la compétitivité et accroître les recettes en devises étrangères.
10. Les autorités doivent accélérer le processus de sensibilisation du public sur les SLEC afin d'assurer une participation effective à ce schéma. En outre, elles devraient exhorter à l'accélération de l'adoption de la politique de contenu local en une loi pour sa mise en œuvre effective.

6.3. CAP-VERT

En 2013, les objectifs macroéconomiques du Cap–Vert restent la stabilité macroéconomique, l'amélioration de la gestion des finances publiques, la relance de la croissance, la réduction de la pauvreté et l'amélioration du niveau des réserves extérieures. Pour atteindre ces objectifs, le Gouvernement avait mis en place une stratégie de développement s'appuyant à la fois sur le rôle déterminant du programme d'investissements publics (PIP) dans les infrastructures et sur l'amélioration de l'environnement des affaires sur la base de stratégies de marketing et de certification.

En termes de résultats, le Cap vert enregistrerait une croissance de 0,5% en 2013 contre 1,0% en 2012. Le taux moyen de l'inflation se situe à 2,8% au premier semestre 2013 contre 3,2% à la même période de 2012. L'exécution des opérations financières de l'Etat s'est soldée par un déficit global base engagement dons compris de 4 492,0 millions de CVE à fin juin 2013, contre 7 956,0 millions de CVE au cours de la même période de l'année précédente. L'excédent de la balance des paiements se réduirait pour s'établir 2012,1 millions de CVE au 1er semestre 2013 contre un excédent de 2919,4 millions de CVE à la même période de l'année précédente. En matière monétaire, le taux directeur a été maintenu à 5,75% et le coefficient des réserves obligatoires à 18%. La masse monétaire a enregistré une hausse de 3,5% au cours du 1er semestre 2013, se fixant à 126 408,3 millions de CVE à fin juin 2013 contre 122 141,78 millions de CVE à fin décembre 2012 en raison de la consolidation des avoirs extérieurs nets et la hausse du crédit intérieur.

Par rapport à la convergence, le niveau de performance du Cap Vert a stagné comparé à la même période de l'année précédente. Le pays a respecté deux critères de premier rang et trois de second rang

6.3.1. Analyse sectorielle

Secteur réel

Le Cap Vert a procédé à la refonte de son système des comptes nationaux en 2012 en passant de SNC68 à SNC93. C'est sur la basse de ce nouveau système que les comptes nationaux définitifs des années 2008 à 2011 ont été produits. Dans ce contexte, d'importants écarts ont été constatés par rapport aux estimations antérieurement réalisées sur la base de SNC68. Ainsi, une décroissance du PIB réel de 1,3% a été enregistrée en 2009 selon les comptes définitifs établis sur la base de SNC93 contre une croissance de 4,0% d'après les estimations qui ont été réalisées sur la base de SNC68. Les comptes nationaux relatifs à 2012 et 2013 ne sont pas encore disponibles. Compte tenu de ce changement, la Banque Centrale, qui faisait des estimations sur la base du SNC68, a adapté sa base de données au nouveau système et a procédé à l'estimation du taux de croissance du PIB au titre de l'année 2013. Ce taux est estimé à 0,5%.

La faiblesse de la croissance de l'activité économique est due à la décroissance des activités dans les secteurs primaire et secondaire. Seul le secteur tertiaire contribue positivement à la

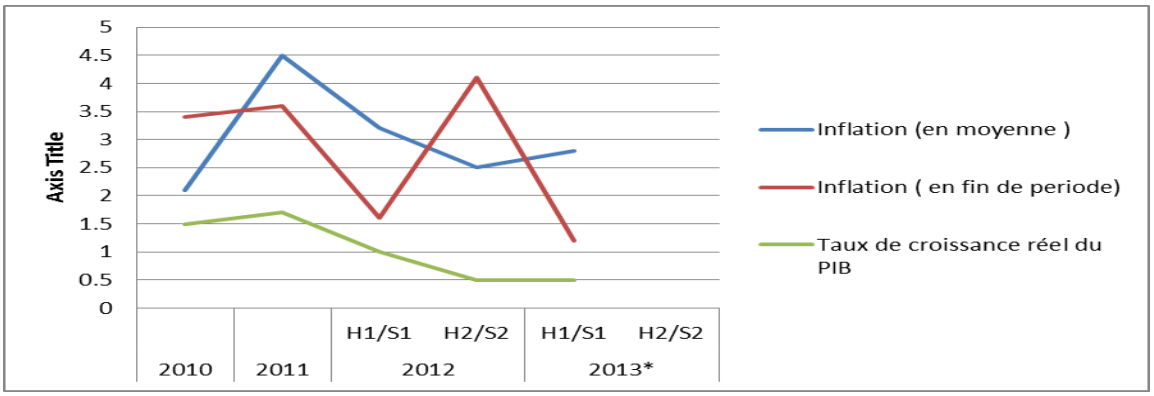
croissance suite à la bonne performance du secteur du tourisme. Du côté de la demande, le ralentissement de la croissance se justifie par une contraction de la consommation privée, (-0,8%) et de la formation brute de capital brute (-8,0%). Toutefois, au niveau des échanges extérieurs, la demande a été marquée par une baisse plus que proportionnelle des importations par rapport aux exportations.

Tableau 6.70 : Analyse de l'évolution du PIB et de ses composantes (en %)

	2010	2011	2012*	2013**	2010	2011	2012*	2013**
PIB (aux prix constant et courants)	130316	132532	133857	134526	138568	140216	142333	143045
Offre	**évolution en %**				**en % du PIB**			
Secteur primaire	-2,5	-2,5	-2,5	-3,5	8,5	8,8	8,9	9,1
Secteur secondaire	-3,8	-2,4	-5,4	-2,5	17,6	17,8	18,5	18,0
Secteur tertiaire et services non marchands	3,6	2,4	4,7	3,8	61,2	74,0	76,3	73,1
Demande								
Consommation publique	3,4	1,9	-0,6	4,1	18,4	18,6	18,2	18,8
Consommation privée	0,6	1,6	-11,8	-0,8	63,0	63,3	55,0	54,3
Formation brute de capital fixe	19,7	5,7	1,8	-8,0	45,2	47,2	47,3	43,3
Variation des stocks	-52,6	11,3	0,5	5,4	2,5	2,7	2,7	2,8
Exportation de biens et services	9,2	11,3	-0,3	4,0	28,9	31,8	31,2	32,3
Importation de biens et services	11,8	10,4	-11,8	-4,7	58,0	63,3	55,0	52,1
PRIX								
Taux de croissance du PIB réel	1,5	1,7	1,0	0,5				
Variation du déflateur du PIB	0,5	-0,3	0,3	-0,3				
IPC (moyenne et fin de période)	2,1	4,5	H1/3,2 H2/2,5	H1/2,8 H2* /3,5	3,4	3,6	H1/1,6H 2/4,1	H1/1,2

Sources : BCV et AMAO, (*) Estimations (**) Prévisions

Au titre des prix, une baisse des tensions inflationnistes a été observée au 1er semestre 2013. En effet, l'inflation en glissement annuel est ressortie à 1,2% à fin juin contre 1,6% à fin juin 2012. De même, l'inflation en moyenne annuelle est ressortie à 2,8% en juin 2013 contre 3,2% au cours de la même période un an plus tôt. La baisse de l'inflation fait suite au repli des prix dans les fonctions « communications », « loisir et culture » et « enseignement ». Elle a également bénéficié de la hausse modérée des prix des vêtements, santé et transport.



Finances Publiques

Au titre des finances publiques, l'exécution des opérations financières de l'Etat s'est soldée par un déficit global base engagement dons compris de 4 492,0 millions de CVE à fin juin 2013 contre 7 956,0 millions de CVE au cours de la même période de l'année précédente. En termes de pourcentage du PIB, le déficit représente 3,3% du PIB au premier semestre 2013

contre 4,4% à la même période de 2012. Cette amélioration du solde global s'explique par la baisse des dépenses totales plus importante que celle des recettes totales. En effet, les recettes totales ont accusé le recul de 0,5% au 1er semestre 2013 pour s'établir à 16 329,0 millions de CVE contre 16 415 millions de CVE à fin juin 2012, du fait notamment de la baisse de 3,9% (-538 millions de CVE) des recettes fiscales. Cette baisse fait suite au repli de 11% des recettes provenant des impôts directs et de 0,2% des impôts directs. L'impact de la baisse des recettes fiscales a été atténué par la hausse de 38,4% (+227 millions de CVE) des dons. La baisse des recettes fiscales serait en liaison avec celle des importations et de la demande intérieure et les difficultés de recouvrement. S'agissant des dépenses totales, elles ont enregistré une baisse de 8,1% au 1er semestre 2013 se fixant à 20 821,0 millions de CVE contre 22 661,0 millions de CVE la même période de l'année précédente. Ce repli des dépenses est en rapport avec la forte baisse de 22,4% des dépenses de l'investissement, dont l'effet a été atténué par la progression de 1,2% des dépenses courantes. Au regard de l'évolution moins favorable des recettes, des mesures de maîtrise de dépenses de fonctionnement et de l'investissement ont été prises en vue de contenir le déficit budgétaire à 8,0% du PIB en 2013.

Tableau 6.71 : Evolution de quelques postes budgétaires

	2012*				**2013****			
	H1/S1		**H2/S2**		**H1/S1**		**H2/S2**	
	var (%)	en % PIB	**var (%)**	en % PIB	**Var (%)**	en % PIB	**Var (%)**	en % PIB
RECETTES ET DONS	-	11,5	-	24,5	-0,5	11,4	24,7	30,6
Recettes courantes	-	11,1	-	22,6	-2,0	10,8	20,0	27,1
Recettes fiscales	-	9,6	-	19,2	-3,9	9,2	20,2	23,1
Directes	-	3,2	-	6,0	-11,3	2,8	13,7	6,9
Indirectes	-	6,4	-	13,2	-0,2	6,4	23,1	16,3
Sur biens et services	-	4,2	-	8,7	3,7	4,3	28,9	11,2
Taxes sur les M	-	2,0	-	4,0	-6,7	1,8	7,7	4,3
Autres	-	0,3	-	0,5	-15,1	0,2	49,3	0,7
Recettes non fiscales	-	1,5	-	3,3	10,3	1,6	19,2	4,0
DONS	-	0,4	-	1,9	38,4	0,6	79,4	3,5
DEPENSES TOTALES	-	15,9	-	35,3	-8,1	14,6	13,8	40,1
Dépenses courantes	-	9,6	-	20,9	1,2	9,7	10,5	23,1
Salaires et traitements	-	4,9	-	10,0	-2,9	4,7	11,7	11,2
bien et services	-	0,6	-	1,9	6,7	0,6	6,4	2,0
Transferts courants	-	1,0	-	2,5	17,7	1,2	14,3	2,9
Subventions/Eses	-	1,1	-	2,5	4,6	1,2	1,8	2,6
Intérêts	-	1,1	-	2,0	8,6	1,2	28,4	2,6
dont intérieure	-	0,6	-	1,2	-2,4	0,6	7,9	1,3
Dépenses en capital	-	6,3	-	14,4	-22,4	4,9	18,6	17,1
financement interne	-	1,5	-	1,7	-22,6	1,2	136,8	4,0
financement externe	-	4,8	-	12,7	-22,4	3,7	2,8	13,0
ACTIVITES NON FINANCIERES	-	5,0	-	11,4	-27,6	3,6	6,3	12,1
SOLDE DE BASE	-	-4,4	-	-10,8	-28,1	-3,1	-13,3	-9,3
SOLDE (hors dons)	-	-4,8	-	-12,7	-22,3	-3,7	0,8	-12,8
FINANCEMENT	-	4,6	-	10,3	-23,4	3,5	-9,1	9,3
INTERIEUR	-	1,0	-	2,7	32,0	1,4	-30,4	1,9
EXTERIEUR	-	3,5	-	7,5	-39,7	2,1	-1,4	7,4

Sources : MF, BCV et AMAO, (*) Estimations (**) Prévisions

Le stock de la dette publique s'est établi à 82,3% du PIB à fin juin 2013 (145,685.2 millions CVE), dont 21,7% du PIB de la dette intérieure et 60,6% de la dette extérieure. Ce ratio élevé du taux d'endettement s'explique par le rythme de la mise en œuvre du programme

l'investissement public dans la structuration, financé principalement par des prêts extérieure concessionnelle.

Secteur extérieur

Au titre du secteur extérieur, l'excédent de la balance des paiements se réduirait pour s'établir 2012,1 millions de CVE au 1er semestre 2013 contre un excédent de 2919,4 millions de CVE au cours de la même période de l'année précédente. Cette évolution serait induite par la réduction de l'excédent du compte de capital et d'opérations financières, dont l'effet a été atténué par le repli du déficit de la balance des transactions courantes.

En effet, le déficit de la balance des transactions courantes s'établirait à 1 647,1 millions de CVE à fin juin 2013 contre 8 993,6 millions de CVE au cours de la même période en 2012, soit une réduction de 81,7%. Cette forte réduction du déficit s'expliquerait par un repli de 13,6% des importations de biens et d'une hausse des revenus nets et des transferts courants respectivement de 18,1% et de 11,9%. Spécifiquement, la hausse de 7,0% des recettes du tourisme et l'accroissement de 20,2% des transferts nets des privés (nonobstant le recul de 10,7% des envois nets des migrants) ont contribué à la réduction du déficit du compte courant.

En revanche, l'excédent de la balance de capital et d'opérations financières accuserait un recul de 75,7% pour s'établir à 2 923,4 millions de CVE contre un excédent de 12 028,4 millions de CVE au cours de la même période un an plus tôt. Cette situation s'expliquerait essentiellement par la réduction des dons projets et la baisse de l'excédent des « autres investissements », du fait notamment du repli des décaissements des emprunts extérieurs et paiements du service de dette par les résidents. Le repli de l'investissement direct étranger a également contribué à cette baisse de l'excédent du compte capital et d'opérations financières.

Tableau 6.72 : Quelques indicateurs de la balance des paiements (en % du PIB)

RUBRIQUES	2012				2013**			
	H1/S1		H2/S2		H1/S1*		H2/S2**	
	Var %	% PIB	Var %	% PIB	Var %	% PIB	Var %	% PIB
Balance commercial	-14,6	-19,7	-3,9	-23,2	-10,6	-17,6	1,4	-23,4
Exportations FOB	19,7	5,9	-24,2	5,2	-23,9	4,5	16,5	6,0
Importations FOB	-8,6	-25,6	-8,4	-28,3	-13,6	-22,0	4,1	-29,4
Balance des services	58,2	9,5	25,4	10,4	18,1	11,2	-30,5	7,2
Revenus nets	-4,7	-2,5	23,8	-1,7	-23,1	-1,9	24,0	-2,0
Balance des transferts courants	-26,5	6,4	-24,4	8,5	11,9	7,1	-4,6	8,1
Publics	-3,0	1,5	-11,1	2,0	-14,3	1,3	-43,3	1,2
Privés	16,9	4,9	23,2	6,5	20,2	5,8	7,5	7,0
Balance des transactions courantes	-	-	-	-5,8	-81,7	-1,2	73,7	-10,1
Compte de capital	72,2	0,4	-23,3	0,3	-63,4	0,2	83,6	0,6
Opérations financières	-50,3	8,0	14504,2	8,4	-76,4	1,9	6,8	8,9
Investissements directs	-76,0	0,8	61,9	3,5	-20,2	0,7	3,8	3,6
Investissements de portefeuille	-	-	-	-	267,4	0,0	-239,5	0,0
Autres investissements	-2,9	7,2	625,0	4,9	-83,2	1,2	9,3	5,3
Solde global	-139,3	2,1	-71,1	0,8	-31,1	1,4	-229,5	-1,0
Financement	-139,3	-2,1	-71,1	-0,8	-31,1	-1,4	1,4	-23,4

Sources : BCV et AMAO, (*) Estimations (**) Prévisions

En conséquence de ces évolutions, la couverture des importations de biens et services par les réserves brutes enregistrerait une hausse, s'établissant à 3,7 mois à fin juin 2013 contre 3,1 mois au cours de la même période de l'année précédente.

Secteur monétaire

Au niveau du secteur monétaire, la politique monétaire de la Banque Centrale du Cap Vert visant à soutenir la parité entre l'Escudo et l'euro, n'a pas changé au cours du 1er semestre 2013. Ainsi, le taux directeur[11] a été maintenu à 5,75% et le coefficient des réserves obligatoires à 18%.

Dans ce contexte, la masse monétaire a enregistré une hausse de 11,4% au cours du 1er semestre 2013, se fixant à 126 408,3 millions de CVE à fin juin 2013 contre 113 452,93 millions de CVE à la même période de 2012. Cette progression de la masse monétaire s'est accompagnée à une hausse de la base monétaire (dû à la hausse des réserves des banques commerciales) et a été impulsée par la consolidation des avoirs extérieurs nets et par la hausse du crédit intérieur.

Tableau 6.73 : Evolution de la situation monétaire (en %)

	Evolution en %				contribution à la croissance			
	2012		2013**		2012		2013	
	H1/ S1	H2/ S2	H1/ S1	H2/ S2	H1/ S1	H2/ S2	H1/ S1	H2/ S2
Engagements								
Masse monétaire (M2)	3,3	4,8	11,4	-	3,3	4,8	11,4	-
Masse monétaire (M1)	-8,0	3,6	18,2	-	-2,6	1,2	6,3	-
Circulation fiduciaire	2,0	-4,5	2,0	-	0,1	-0,3	0,1	-
Dépôts à vue	-10,1	5,9	22,1	-	-2,7	1,5	6,4	-
Quasi-monnaie	10,0	5,5	8,1	-	6,7	3,7	5,3	-
Dépôts en monnaie étrangère	-8,4	4,3	-20,2	-	-0,3	0,2	-0,6	-
Avoirs intérieurs nets								
Credit intérieur net	2,5	0,9	8,7	-	2,4	0,8	8,2	-
Créances nettes sur l'Etat	-12,6	-8,9	32,2	-	-1,7	-1,2	5,3	-
Créances sur les entreprises publiques	29,8	-4,5	-7,0	-	0,2	0,0	0,0	-
Créances sur le secteur privé	1,3	-1,1	6,3	-	1,0	-0,8	4,6	-
Avoirs exterieurs nets								
Système bancaire	26,1	23,4	9,3	-	6,3	6,2	2,2	-
Banque central	31,1	16,7	11,4	-	8,5	4,6	3,1	-
Banques créatrices de monnaie	91,2	-48,8	28,4	-	-2,8	0,5	-1,0	-
Pour mémoire								
Base monétaire (en milliers d'escudo)	32,6	32,6	33,9	33,9	-	-	-	-
M2/PIB	78,3	80,2	79,7	82,8	-	-	-	-

Sources : BCV et AMAO, (*) Estimations (**) Prévisions

En effet, la position extérieure nette des Institutions monétaires a enregistré une amélioration de 9,3% et y a contribué à la croissance de la masse monétaire à hauteur de 2,2%. S'agissant du crédit intérieur, il a contribué à la croissance de la masse monétaire à hauteur de 8,8%.

[11] Le taux de facilité permanent d'abortion de liquidité a été baisse à 1% en août 2013 contre 3,25% auparavant, mais le taux de cession de liquidité a été maintenu inchangé à 8,75%.

Cette forte contribution est en liaison avec la dégradation de 32,2% de la position nette du gouvernement par rapport à la même période de 2012 due à la hausse des crédits consentis aussi bien au gouvernement central qu'aux gouvernements locaux.

La progression de la masse monétaire s'est reflétée dans la hausse de la quasi-monnaie[12] qui a enregistré un accroissement de 5,3% à fin juin 2013 contre 6,7% à la même période de 2012. En revanche, la circulation fiduciaire a connu une légère hausse de 0,1% au 1er semestre 2013 comme à la même période de 2012.

6.3.2. Performance au titre de la convergence macroéconomique

Au regard des critères de convergence macroéconomique de la CEDEAO, le niveau de performance du Cap Vert s'est stagné comparé à la même période de l'année précédente. Le pays a respecté deux critères de premier rang et trois de second rang.

Au niveau des critères de 1er rang, le pays a respecté ceux relatifs au financement du déficit budgétaire par la Banque Centrale et à l'inflation. Le niveau de réserves de changes en mois d'importation a connu une hausse et s'est situé à 3,7. Par contre, le déficit budgétaire s'est nettement amélioré passant de 7,9 milliards de CVE en fin décembre 2012 à 4,4 milliards CVE en fin juin 2013. Ce déficit est projeté à 9,3% du PIB en fin décembre 2013.

Concernant les critères de second rang, le Cap Vert a réalisé trois (3) critères sur les sept (07) à savoir la non accumulation des arriérés intérieurs, le taux d'intérêt réel et la stabilité du taux de change réel. Cependant, le pays continue de rencontrer des difficultés par rapport à la masse salariale et aux investissements sur ressources internes.

En outre, contrairement aux années antérieures le pays a encore raté le critère sur le taux de pression fiscale du fait de la baisse des recettes.

Tableau 6.74 : Situation de la convergence du Cap vert

	Norme	2008	2009	2010	2011	2012**		2013**	
						Juin	Dec**	Juin	Dec**
Criteres de premier rang:									
i) Déficit Budgétaire/PIB (dons inclus)	≤ 3%	1,6	5,9	10,8	9,5	8,8	10,8	6,3	9,3
ii Taux d'inflation (moyenne)	≤ 5%	6,8	1,0	2,1	4,5	3,2	2,5	2,8	3,3
iii) Financement BC	≤ 10%	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
iv) Reserves brutes de change	≥6 mois imp	4,1	3,9	3,7	3,4	3,9	3,9	3,7	3,9
Critères de second rang									
i) Arriérés intérieurs et extérieurs		0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
ii) Recettes fiscales/PIB	≥ 20%	24,1	22,1	18,9	21,2	19,2	19,3	18,4	20,9
iii) Masse Salariale/Recettes fiscales	≤ 35%	38,3	48,8	50,2	46,7	51,0	52,2	51,5	49,2
iv) Investissements interes/Recettes fiscales	≥20%	24,5	11,4	9,4	16,4	19,2	9,0	15,7	13,0
v) Taux d'intérêt réel	> 0	-0,5	5,3	1,9	-0,5	0,9	1,5	1,2	-0,1
vi) Stabilité du TCN	± 10%	4,2	-3,5	-3,9	1,4	8,3	-4,0	-1,2	-4,0
vii) Encours de la dette totale en % PIB	≤ 70%	63.0	63,0	66,4	67,2	72,4	72,4	82,3	74,9
Nombre de critères respectés		7	7	7	7	5	5	5	6

Sources : BCV, MFCV et AMAO, (*) Estimations (**) Prévisions

[12] La quasi monnaie comprend les dépôts des émigrés, les dépôts à terme, les dépôts en devises par les résidents et dépôts d'épargne.

6.3.3. Harmonisation des politiques

Au titre du Tarif Extérieur Commun (TEC), des travaux techniques ont été réalisés avec la Commission de la CEDEAO visant la prise en compte de la spécificité du Cap Vert, comme recommandée par les Ministres en charge Finances de la CEDEAO lors de la réunion tenue à Praia, en mars 2013. Les discussions ont portés essentiellement sur les taux à appliquer sur certains produits comme les vêtements, les chaussures, les légumes, les fruits et le poisson qui bénéficient d'une protection faible (TEC propose 10%) et des produits de forte protection à savoir le riz, les huiles, le ciment, le gasoil, le blé, les produits pharmaceutiques et les produits du transport. Pour les APE, l'on a constaté le suivi par le pays des négociations au niveau communautaire.

S'agissant de la ratification des protocoles de la CEDEAO, les retards accusés sont dus à la non transmission par la Commission de la CEDEAO des textes à ratifier en langue portugaise, ce qui requiert leurs traductions avant de les présenter au Parlement. Toutefois, des efforts entrepris au niveau du Ministère des Affaires Etrangères en vue de l'accélération de la ratification des protocoles et mises en œuvre des protocoles de la CEDEAO. En outre, les difficultés enregistrées au niveau de la libre circulation des marchandises sont en cours de résolution, notamment à travers la mise en place en cours du Comité National d'Agreement sur les certificats d'origine.

Au niveau de l'intégration des marchés financiers, à la Bourse des Valeurs de Cap Vert, des initiatives sont prises pour rendre plus dynamique le marché financier national mais l'on a constaté l'absence de participation aux initiatives communautaires visant l'intégration des marchés financiers.

En ce qui concerne l'harmonisation des statistiques, le pays participe aux initiatives communautaires en la matière, notamment dans le cadre des prix à la consommation. S'agissant des comptes nationaux, la refonte de l'année de base et la migration du système des comptes nationaux ont été réalisées avec l'assistance technique de la coopération espagnole. Ainsi, la base est passée de 1980 à 2007 et le SNC93 a été adopté avec en perspective l'adoption de SNC2008. Pour l'instant le pays ne produit pas le PIB infra-annuel. De même la base de données ECOMAC n'est toujours pas renseignée par le pays.

Sur le plan institutionnel des travaux sont en cours au niveau du Centre de Politiques Stratégiques en vue définir un cadre de développement idoine pour le Cap Vert.

6.3.4. Perspectives pour 2013

En termes de perspectives, la non reprise de l'activité économique dans les pays développés, en particulier dans l'UE et aux Etats unis pourrait continuer à comporter des risques pour les performances du Cap Vert, notamment dans le domaine des dons qui continuent à baisser. Cependant ce dernier pourra continuer à bénéficier des détournements des touristes des zones en conflit en Afrique et au Moyen Orient vers le pays, comme en témoigne la hausse constatée ces trois dernières années.

Dans ce contexte, les projections tablent sur un taux de croissance de 0,5% en fin 2013 contre 1,0% en 2012 dans un environnement marqué par une pression modérée de l'inflation. Au plan de la convergence, le nombre de critères satisfaits au premier semestre 2013 pourrait s'améliorer en fin d'année 2013 avec la hausse des recettes fiscales.

6.3.5. Conclusion et recommandations

Le Cap Vert devrait enregistrer une baisse de la croissance de l'activité économique en 2013. Pour sa part, le niveau déficit budgétaire, qui nonobstant sa réduction demeure élevé. Il ressort également que le ratio masse salariale en termes de recettes fiscales et le niveau d'endettement sont élevés alors que la part des investissements publics financée sur les ressources internes reste encore faible. Toutefois, l'on note des mesures prévues en vue de baisser le déficit budgétaire à 7,8% en 2013, notamment la rationalisation des investissements publics, l'amélioration du recouvrement des recettes, la poursuite du gel des recrutements dans la fonction publique à l'exception des secteurs de la sante, de l'éducation et de la sécurité.

Ces problèmes se sont également reflétés sur les performances de la convergence macroéconomique. Pour relever le défi et renforcer la performance économique, les autorités du Cap-Vert doivent prendre en compte les recommandations suivantes :

1. encourager la diversification des pays d'origine des touristes enfin de réduire les risques inhérents à la dépendance du tourisme Cap-Verdien de la situation économique de l'Europe. Les autorités doivent continuer aussi à encourager le tourisme haut de gamme;

2. améliorer la gestion des finances publiques en améliorant la situation des recettes à travers le renforcement de l'efficacité de l'administration fiscale, l'élargissement de l'assiette fiscale, l'élimination des exonérations fiscales pour les biens de consommation et la création d'une base de données pour les unités de vente de gros/détail afin d'assurer un suivi efficace des recettes tirées de la TVA) ;

3. renforcer la politique budgétaire afin de réduire au minimum le niveau des déficits budgétaires et d'assurer la soutenabilité de la dette publique (intérieure et extérieure) ;

4. diversifier la base de la production des biens échangeables afin d'accroître le volume des exportations et par conséquent, les sources de rentrées des devises ;

5. accroître les capacités productives par une amélioration du niveau des investissements d'appui à une croissance économique durable en particulier des infrastructures de qualité pour la pêche;

6. assurer le désengagement de l'Etat des entreprises non productives afin de réduire la masse salariale du secteur public.

CONCLUSION GENERALE ET RECOMMANDATIONS

L'incertitude économique est restée une menace pour l'économie mondiale car la production dans les économies émergentes a baissé de 0,4 points de pourcentage contre une reprise progressive dans les économies avancées, en raison de goulets d'étranglement financiers, la faiblesse de la demande extérieure et le ralentissement du crédit Toutefois, la région de la CEDEAO a continué à résister à diverses contraintes structurelles avec un regain de 6,3% de la production, soutenue par la demande intérieure croissante ainsi que par des investissements accrus dans les secteurs primaire et tertiaire. La pression inflationniste a baissé, en dépit des effets de retombées négatives de la tendance à la hausse des prix des denrées alimentaires et du transport.

En dépit de l'engagement pris par les Etats membres d'adhérer à la prudence macroéconomique, la politique budgétaire a encore enregistré une baisse des recettes fiscales et une demande croissante pour les dépenses de fonctionnement dans la majorité des pays, occasionnant une insuffisance des investissements et l'augmentation du déficit budgétaire. La politique monétaire a subit un excès de liquidité, dans un contexte d'élargissement de l'écart des taux d'intérêt et la faible exposition du crédit au secteur privé. Le secteur financier a montré une solidité face à la recrudescence de la compétitivité extérieure et au renforcement des activités en vue de moderniser le système de paiement. Le secteur extérieur s'est amélioré légèrement en raison de la croissance des exportations et l'allègement du fardeau de la dette dans la plupart des pays, quoique le déficit commercial reste une menace.

La satisfaction régulière des critères de convergence macroéconomiques est restée un défi majeur car aucun des pays n'a pu remplir tous les objectifs primaires en 2013; malgré l'amélioration de la performance dans quelques pays. Divers programmes d'harmonisation de politique de la CEDEAO sont à un stade de mise en œuvre avancée, bien que la plupart des pays aient encore plusieurs protocoles en cours à ratifier. Malgré l'adhésion unanime des Etats membres à promouvoir le commerce régional de la CEDEAO, l'absence persistante de la libre circulation des biens et des personnes dans la région entrave le commerce transfrontalier, en particulier la mise en œuvre du protocole relatif au SLEC.

Cependant, les perspectives économiques dans la majorité des pays sont prometteuses avec une croissance qui devrait se situer autour de 6,7% dans un contexte de reprise des prix des matières premières, une forte demande intérieure et une croissance de la production dans le secteur primaire. Mais la faiblesse de la demande extérieure, les investissements publics insuffisants, l'environnement socio-politique précaire et les conditions météorologiques défavorables constituent des entraves vers un résultat économique soutenue dans la région. Compte tenu des implications profondes des défis énumérés sur la convergence /performance macro-économique et l'harmonisation des politiques, les recommandations suivantes sont faites, en plus de celles spécifiques aux pays, contenues dans le présent rapport:

1) Renforcer et soutenir les structures de gouvernance de l'administration fiscale afin de minimiser l'incidence des évasions fiscales grâce à l'utilisation plus large de la technologie et le renforcement de l'audit de surveillance. Cela permettrait également

d'accélérer l'incorporation davantage d'entreprises qui échappent à la fiscalité pour des recettes régulières ;

2) Rationaliser les dépenses publiques en faveur des dépenses en capital (rendement élevé) contre des dépenses de fonctionnement avec un accent particulier sur le contrôle de la masse salariale pour promouvoir l'efficacité économique et la croissance;

3) Poursuivre les réformes agricoles en cours par le renforcement des capacités nationales pour augmenter la production de produits de base, en particulier les produits alimentaires afin de réduire la pression inflationniste émanant des déséquilibres du secteur extérieur;

4) Répondre aux contraintes sous-jacentes dans le système financier qui sous-tend la formation de l'excès de liquidité en vue d'encourager plus de prêts au secteur privé. À cet égard, l'utilisation de la persuasion morale pourrait être des mesures de politique, entre autres;

5) Appliquer à nouveau la mise en œuvre du SLEC par l'intensification de la sensibilisation en vue de faciliter les tracasseries transfrontalières relatives à la circulation des personnes et des biens, et

6) Soutenir la stabilité socio-politique dans la région, notamment au Mali et en Guinée Bissau afin de renforcer les activités économiques propices.

ANNEXES

	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	juin-12	2012	juin-13
Taux de croissance économique/Economic growth rate													
BENIN	4,6	3,9	3,1	2,9	3,8	4,6	5,0	2,7	2,6	3,5	3,5	5,4	5,1
BURKINA FASO	4,7	8,0	3,9	8,6	5,5	3,6	6,6	3,2	8,5	5,0	9,0	9,0	7,0
CABO VERDE	5,3	4,7	4,4	6,5	10,1	8,6	6,1	-1,3	1,5	1,7	4,3	1	0,5
COTE D'IVOIRE	-1,7	-1,4	1,2	1,7	0,7	1,6	2,3	3,8	2,4	-4,7	8,1	9,8	9,0
THE GAMBIA	1,3	7,4	6,6	6,9	7,7	6,9	6,1	4,6	5,5	3,3	4,9	3,9	9,0
GHANA	4,5	5,2	5,6	5,9	6,2	6,5	8,4	4,0	8,0	14,4	7,1	7,1	7,9
GUINEA	5,2	1,2	2,3	3,0	2,5	1,8	4,9	-0,3	1,9	3,9	4,8	3,9	4,5
GUINEA BISSAU	-7,2	0,3	2,8	4,3	2,1	3,2	3,2	3,4	4,4	5,3	-1,5	-1,5	3,5
LIBERIA	2,7	2,8	2,9	5,3	7,8	9,4	7,1	4,6	5,5	8,2	9,5	8,3	8,1
MALI	4,3	7,6	2,3	6,1	5,3	4,3	5,0	4,5	5,8	2,7	-3,1	-1,5	4,4
NIGER	5,8	3,8	-0,8	7,4	5,8	3,1	9,6	-0,7	8,2	2,1	11,4	11,4	5,8
NIGERIA	4,6	9,6	6,6	6,5	6,0	6,4	6,0	7,0	8,0	7,4	0,0	6,6	6,6
SENEGAL	1,2	6,7	5,8	5,7	2,5	4,9	3,2	2,1	4,1	2,6	3,5	3,5	4,0
SIERRA LEONE	26,6	9,5	6,5	4,4	4,3	8,0	5,4	3,2	5,3	6,0	18,2	15,2	14,6
TOGO	-1,3	4,8	2,5	1,2	3,9	2,1	2,4	3,4	4,0	4,9	5,9	5,9	5,8
Taux d'inflation en moyenne annuelle/Inflation rate (period average)													
BENIN	1,2	0,7	1,0	5,4	3,8	1,3	7,9	2,2	2,1	2,7	4,6	6,7	2,2
BURKINA FASO	2,3	2,0	-0,4	6,4	2,4	2,0	10,7	0,9	-0,6	2,8	4,4	3,8	2,1
CABO VERDE	3,0	-2,3	-0,3	1,7	2,1	4,4	6,8	1,0	2,1	4,5	3,2	2,5	2,8
COTE D'IVOIRE	3,1	3,3	1,5	3,9	2,5	2,5	6,3	0,5	1,7	4,9	1,9	1,3	3,5
THE GAMBIA	8,6	17,0	14,2	3,2	2,1	5,4	4,5	4,6	5,0	4,8	4,1	4,3	4,6
GHANA	14,8	23,7	12,6	15,4	11,7	10,7	16,5	19,3	10,7	8,7	8,8	9,2	9,8
GUINEA	3,0	12,9	17,5	31,4	34,7	22,9	18,4	4,7	15,5	21,4	13,2	15,2	10,6
GUINEA BISSAU	3,3	-3,5	0,8	3,4	2,0	3,0	7,9	-2,8	2,2	5,1	3,2	2,1	0,9
LIBERIA	14,1	10,3	3,6	11,1	7,4	11,4	17,5	7,4	7,3	8,5	9,0	7,7	7,6
MALI	2,7	-1,8	0,4	7,8	0,1	0,0	9,2	2,4	1,2	3,0	4,9	5,3	-0,8
NIGER	2,7	-1,8	0,4	7,8	0,1	0,0	11,3	0,5	0,9	2,9	1,6	0,5	1,6
NIGERIA	13,7	14,0	15,0	17,8	8,3	5,4	11,5	9,2	12,4	10,8	11,3	12,2	8,9
SENEGAL	2,3	0,0	0,5	1,7	2,1	5,4	5,8	-2,2	1,2	3,4	2,1	1,4	0,5
SIERRA LEONE	-3,2	7,6	14,2	12,0	7,3	13,8	12,5	9,9	17,1	16,0	15,1	12,9	11,5
TOGO	3,1	-0,9	0,4	6,8	2,2	3,2	8,7	3,7	1,4	3,6	2,5	2,6	2,7
Masse monétaire en % du PIB/Money Supply in % of GDP													
BENIN	25,7	26,8	23,5	26,8	29,5	32,9	37,2	38,2	39,2	40,0	37,2	37,9	38,8
BURKINA FASO	19,0	27,1	23,1	20,9	24,4	28,9	30,8	28,1	29,6	31,3	29,2	32,2	31,1
CABO VERDE	72,0	71,5	76,6	84,3	88,5	77,6	75,8	77,6	79,7	80,2	82,3	82,7	88,4
COTE D'IVOIRE	28,0	19,9	22,2	23,1	25,4	30,0	28,8	32,3	36,6	36,6	35,9	39,0	35,0
THE GAMBIA	43,5	62,4	31,3	34,3	41,5	40,3	45,0	48,5	49,9	51,7	105,7	54,0	100,9
GHANA	3,1	3,2	3,3	31,4	36,8	24,8	27,1	28,7	29,7	30,4	41,7	30,9	55,0
GUINEA	13,7	15,8	18,2	18,9	21,5	19,6	22,7	26,9	38,3	33,6	27,7	28,9	26,2
GUINEA BISSAU	31,3	36,5	15,8	17,3	18,2	20,8	23,6	24,4	29,5	37,3	42,6	34,7	38,2
LIBERIA	8,6	10,9	16,2	20,1	22,4	25,4	31,5	38,7	35,4	39,4	63,5	34,8	64,8
MALI	28,0	32,0	29,1	29,6	29,1	29,7	26,2	27,7	27,8	29,7	28,8	32,8	32,5
NIGER	9,7	12,6	15,2	14,2	15,2	17,3	16,5	18,7	20,3	20,2	20,5	23,2	22,1
NIGERIA	18,0	20,0	19,8	18,0	21,7	28,1	37,2	42,7	33,9	35,7	69,8	38,2	76,6
SENEGAL	26,2	32,1	34,1	34,1	35,8	36,5	33,5	37,1	39,9	39,9	38,1	40,1	36,8
SIERRA LEONE	13,7	13,7	14,4	16,8	18,0	18,5	20,6	23,7	23,5	23,2	18,2	22,0	18,6
TOGO	22,8	26,7	30,1	28,2	33,2	37,1	37,5	41,3	45,3	47,8	41,3	45,5	43,2
Solde budgétaire global en % du PIB/Fiscal balance in % of GDP													
BENIN	-3,3	-4,5	-3,6	-4,6	-2,5	-1,8	-3,5	-7,4	-3,1	-4,3	-0,5	-2,4	-3,6
BURKINA FASO	-10,0	-8,2	-8,6	9,3	12,6	14,0	10,4	10,7	8,7	7,6	2,0	8,4	1,7
CABO VERDE	-10,5	-9,1	-8,4	-11,4	-10,4	-3,6	-6,8	-11,1	-17,6	-12,5	-12,4	-15,1	-7,4
COTE D'IVOIRE	-1,9	-2,9	-2,6	-2,7	-1,6	-1,4	-2,2	-2,1	-2,8	-4,5	-0,5	-4,2	-2,8
THE GAMBIA	-9,1	-10,4	-6,1	-7,4	-2,7	-1,0	-3,3	-7,2	-6,7	-9,0	-11,2	-13,5	-8,0
GHANA	-7,5	-7,9	-8,8	-6,3	-12,7	-14,4	-19,1	-12,5	-8,6	-2,9	-4,3	-7,4	-6,4
GUINEA	-6,7	-8,3	-6,5	-1,6	-2,0	-0,9	-1,5	-7,0	-14,7	-4,7	-2,4	-5,5	-6,4
GUINEA BISSAU	-8,9	-11,9	-16,6	-13,0	-9,0	-10,8	-12,2	-13,1	-11,0	-9,3	-3,2	-8,0	-1,5
LIBERIA	-1,1	-0,5	-0,7	-0,7	12,2	7,0	-2,7	-2,2	2,1	-0,2	0,1	1,8	-3,1
MALI	-7,6	-5,3	-7,0	-7,3	-7,6	-7,9	-5,6	-8,8	-5,5	-7,5	2,3	-0,3	-0,1
NIGER	-8,9	-7,8	-9,3	-9,6	-6,8	-6,7	-5,4	-10,6	-7,1	-6,3	-1,2	-8,0	-7,0
NIGERIA	-3,9	-2,0	-1,2	-1,3	-0,6	-0,6	-0,2	-3,3	-5,0	-3,1	-1,3	-2,5	-1,8
SENEGAL	-1,8	-3,3	-5,4	-4,6	-7,2	-5,9	-6,9	-7,9	-7,8	-8,9	-1,2	-8,7	-3,2
SIERRA LEONE	-10,9	-9,3	-8,6	-9,6	-8,5	-5,0	-7,1	-8,2	-12,5	-14,0	-6,1	-8,0	-1,0
TOGO	-1,0	1,2	0,6	-4,1	-4,2	0,6	-2,3	-4,9	-3,6	-6,0	-0,9	-8,2	-4,5
olde du compte courant de la balance des paiement en % du PIB (hors transferts public)/Current account balance in % of GDP (excluding public transfert													
BENIN	-3,1	-4,1	-7,1	-6,2	-6,9	-11,1	-9,3	-11,4	-9,2	-11,0	-10,3	-10,3	-8,9
BURKINA FASO	-9,1	-8,6	-10,4	-14,9	-14,0	-14,5	-18,9	-9,1	-3,5	-2,7	-5,7	-5,7	-4,4
CABO VERDE	-16,9	-17,2	-20,1	-9,1	-11,7	-17,4	-19,5	-19,7	-19,1	-21,0	-8,1	-15,7	-2,5
COTE D'IVOIRE	6,2	-0,5	1,5	0,4	3,0	-1,5	0,9	4,9	4,3	12,8	0,3	0,3	-0,3
THE GAMBIA	-15,8	-0,4	-7,3	-7,9	-10,8	-7,8	0,3	3,7	-0,8	1,3	4,3	-19,2	-36,0
GHANA	-0,5	-14,1	-24,2	-28,4	-28,2	-17,4	-20,6	-14,4	-16,1	-10,0	-11,9	-18,8	-14,8
GUINEA	-4,3	-0,6	-3,5	-4,8	-7,3	-9,2	-9,2	-8,8	-7,3	-30,9	-18,6	-23,6	-20,0
GUINEA BISSAU	-0,7	-8,8	2,6	-8,0	-12,8	-9,5	-11,0	-13,7	-12,1	-5,7	-10,9	-10,9	-9,4
LIBERIA	3,6	10,9	2,5	-19,9	-17,2	-176,0	-56,6	-37,3	-33,4	-48,2	-102,3	-151,8	-93,1
MALI	-4,9	-9,9	-8,2	-10,1	-6,3	-9,8	-16,2	-10,8	-14,8	-11,6	-4,3	-4,3	-11,4
NIGER	-8,0	-8,5	-8,0	-12,7	-10,9	-10,4	-15,1	-25,1	-22,1	-25,1	-17,0	-17,0	-16,1
NIGERIA	-3,5	5,0	18,0	33,0	26,4	15,5	9,8	10,9	8,6	4,6	-5,6	7,2	8,5
SENEGAL	-4,8	-4,6	-6,4	-9,0	-9,8	-12,6	-14,6	-7,1	-5,1	-8,0	-8,5	-8,5	-8,0
SIERRA LEONE	-18,0	-16,9	-19,4	-22,0	-11,3	-8,1	-8,8	-5,5	-45,5	-110,3		-61,5	-20,6
TOGO	-10,3	-11,7	-10,6	-22,8	-9,2	-9,9	-8,6	-8,2	-9,4	-11,6	-12,8	-12,8	-12,5

BENIN (Données en mds CFA sauf indications contraires)	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010*	2011	juin-12	2012*	juin-13	2013**	BENIN (Data in billions of CFA unless otherwise specification)
DETERMINATION DU PIB															**GDP DETERMINATION**
Consommation publique	241,1	261,0	258,7	275,8	297,9	323,7	351,9	328,6	385,4	400,0	436,4	436,4	409,1	409,1	Public consumption
Consommation privée	1 525,8	1 595,1	1 621,1	1 802,1	1 889,6	2 129,0	2 347,6	2 488,0	2 492,1	2 689,3	3 028,8	3 028,8	3 249,7	3 249,7	Private consumption
Formation brute de capital fixe	370,2	404,1	415,5	444,9	481,1	526,0	602,5	651,6	666,0	712,9	766,2	766,2	771,0	771,0	Gross fixed capital formation
Variation des stocks	-9,2	15,7	27,0	-27,6	24,6	21,7	13,1	13,4	17,5	22,7	37,7	37,7	13,3	13,3	Stocks variations
Exportation de biens et services	434,8	433,7	430,5	407,2	498,1	646,2	730,0	682,7	821,2	715,1	734,6	734,6	793,5	793,5	Exports of goods and services
Importation de biens et services	605,8	642,2	612,7	603,8	731,0	1 007,7	1 074,6	1 054,8	1 134,2	1 096,7	1 145,4	1 145,4	1 187,4	1 187,4	Imports of goods and services
PIB aux prix courants	1 956,9	2 067,5	2 140,0	2 298,7	2 460,2	2 638,9	2 970,5	3 109,4	3 248,0	3 443,3	3 858,3	3 858,3	4 049,2	4 049,2	GDP at current price
PIB courants en millions de USD	2 816,2	3 565,1	4 051,7	4 356,2	4 707,0	5 506,1	6 198,0	6 590,8	6 561,8	7 519,3	7 538,9	7 538,9	8 106,1	8 106,1	GDP at current price in millions of USD
PIB aux prix constants (base 1985)	893,6	928,5	957,4	984,9	1 021,7	1 069,2	1 122,8	3050,7	1182,1	1223,8	1289,4	1 289,4	1 355,2	1 355,2	GDP at constant price
Taux de croissance réel du PIB (en %)	4,6	3,9	3,1	2,9	3,8	4,6	5,0	2,7	2,6	3,5	3,5	5,4	5,1	5,1	Real GDP growth rate (in %)
Structure du PIB (en %)															**GDP COMPOSITION (in %)**
Secteur primaire	33,8	32,1	32,3	32,3	32,4	31,3	32,3	32,4	32,4	32,4	33,4	32,5	32,0	32,0	Primary sector
Secteur secondaire	13,6	13,7	13,3	13,3	13,0	13,0	12,6	13,0	13,2	13,2	13,3	12,9	13,4	13,4	Secondary sector
Secteur tertiaire	52,7	54,2	54,4	54,4	54,6	55,7	55,2	54,6	54,3	44,2	43,7	45,0	44,9	44,9	Tertiary sector
INFLATION															**INFLATION**
Inflation (en glissement fin décembre) en %	2,4	0,7	2,7	3,8	5,2	0,3	9,9	-2,9	4,0	1,8	6,7	6,8	0,7	.....	Inflation (end of period) in %
Inflation (en moyenne annuelle) en %	1,2	0,7	1,0	5,4	3,8	1,3	7,9	2,2	2,1	2,7	4,6	6,7	2,2	.....	Inflation (period Average) in %
Déflateur implicite du PIB	116,5	123,1	127,4	136,9	146,5	157,1	176,9	180,3	183,6	188,1	193,8	198,6	203,6	208,7	GDP deflator
MONNAIE													419,09		**MONETARY LIABILITIES & ASSETS**
Masse monétaire M2 en mds de CFA	503,8	554,6	502,7	615,4	726	869,40	1106,50	1188,90	1274,70	1377,70	1434,00	1463,00	1571,00	.....	Broad money M2
M2/PIB (en %)	25,7	26,8	23,5	26,8	29,5	32,9	37,2	38,2	39,2	40,0	37,2	37,9	38,8	.....	M2/GDP (in %)
Taux de change moyen par rapport au dollar US	694,9	579,9	528,2	527,7	522,7	479,3	479,3	471,8	495,4	471,8	511,8	511,8	499,5	499,5	Exchange Rate (Period Average) in USD
Variation du taux de change par rapport au dollar US (en %)	-5,4	-16,5	-8,9	-0,1	-1,0	-8,3	0,0	-1,6	5,0	-4,8	12,3	8,5	-2,4	.....	Exchange Rate variation in USD (in %)
Réserves brutes de change (en millions de USD)	369,6	372,9	305,8	365,6	453,0	1 192,4	1 327,9	1 226,3	1 202,5	894,7	914,0	692,0	839,0	.....	External Reserves - Stock (US $ million)
Réserves de change en mois d'importation	7,6	6,0	7,7	9,6	8,6	7,2	7,4	7,1	7,3	5,5	5,3	4,1	4,9	.....	Number of Months of Imports Equivalent
Taux d'intérêt minimum (en %)	3,5	3,5	3,5	3,5	4,5	4,0	3,7	3,8	3,9	5,4	4,0	4,95	4,22	.....	Minimum Interest Rate (in %)
BUDGET DE L'ETAT															**FISCAL OPERATIONS of GOVERNMENT**
Recettes courantes (en % du PIB)	16,3	17,0	16,4	16,7	17,0	20,8	19,6	18,5	18,6	17,6	19,7	18,7	20,0	.....	Domestic Revenue as % of GDP
Dépenses courantes (en % du PIB)	13,3	13,9	13,9	15,0	14,8	15,0	15,7	15,8	15,5	15,0	15,0	15,4	15,9	.....	Current Expenditure as % of GDP
Dépenses en capital (en % du PIB)	8,5	7,3	7,7	6,3	4,6	7,5	5,9	9,7	5,5	6,6	2,8	5,6	6,0	.....	Capital Expenditure as % of GDP
Solde primaire de base (en % du PIB)	3,3	3,7	3,6	-1,4	0,4	3,1	0,7	-3,9	0,5	-0,1	1,8	0,6	2,0	.....	Primary balance as % of GDP
Solde global dons exclus (base engagements) en % du PIB	3,3	4,5	3,6	4,6	2,5	-1,8	-3,5	-7,4	-3,1	-4,3	-0,5	-2,4	-3,6	.....	Overall deficit (commitment basis exclud. grant) / GDP (%)
BALANCE DES PAIEMENTS															**BALANCE of PAIEMENTS**
Exportations FOB (en milliard de FCFA)	295,8	280,3	300,4	305,0	574,2	578,3	574,168	578,328	634,75	539,87	546,85	546,85	596,58	596,58	Exports fob in billions of CFA
Importations (en milliard de FCFA)	405,9	420,6	482,6	501,6	846,2	820,6	846,211	820,553	879,202	860,99	895,6	895,60	931,37	931,37	Imports fob in billions of CFA
Exportations biens /PIB (en %)	15,1	13,6	14,0	13,3	23,3	21,9	19,3	18,6	19,5	15,7	14,2	14,2	14,7	14,7	Exports fob as % of GDP
Importations/PIB (en %)	20,7	20,3	22,6	21,8	34,4	31,1	28,5	26,4	27,1	25,0	23,2	23,2	23,0	23,0	Imports fob as % of GDP
Couverture export.FAB / import. CAF (en %)	72,9	66,6	62,2	60,8	67,9	70,5	67,9	70,5	72,2	62,7	61,1	61,1	64,1	64,1	Export fob/Import fob (in %)
Compte courant (n. c Trans publics)	-61,2	-84,9	-152,4	-142,4	-169,1	-292,1	-276,2	-355,3	-297,9	-380,0	-397,5	-397,5	-384,5	-384,5	Current Account Balance (Excl public transfert)
Compte courant en % du PIB	-3,1	-4,1	-7,1	-6,2	-6,9	-11,1	-9,3	-11,4	-9,2	-11,0	-10,3	-10,3	-8,9	-8,9	Current Account Balance as % of G.D.P
Solde global	-38,5	22,4	-61,4	49,4	131,4	141,3	36,9	-48,9	83,1	-11,6	68,9	68,9	10,0	10,0	Overall Balance
Sole global en % du PIB	-2,0	1,1	-2,9	2,1	5,3	5,4	1,2	-1,6	2,6	-0,3	1,8	1,8	0,2	0,2	Overall Balance as % of G.D.P
DETTE EXTERIEURE															**EXTERNAL DEBT POSITION**
Encours de la Dette (en milliard de FCFA)	941,63	832,59	826,25	919,40	519,76	299,73	415,1	463,3	582,9	613,7	638,9	638,9	690,5	690,5	External Debt Outstanding in billions of CFA
Encours de la Dette (en % du PIB)	48,1	40,3	38,6	40,0	21,1	11,4	14,0	14,9	17,9	17,8	20,2	16,6	17,1	17,1	External Debt Outstanding as % of GDP
Service Dette pub.extérieure	33,1	32,4	30,1	25,7	14,8	13,8	17,0	34,4	23,9	15,7	35,7	35,7	32,9	32,9	External Debt service
Service Dette (en % des export.de biens. & serv.)	7,6	7,5	7,0	6,3	3,0	2,1	2,3	5,0	2,9	2,2	4,9	4,9	4,1	4,1	External Debt Service as % of Exports of goods & serv

BURKINA FASO (Données en mds CFA sauf indications contraires)	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010*	2011*	juin-12	2012*	juin-13	2013**	BURKINA FASO (Data in billions of CFA unless otherwise specification)
DETERMINATION DU PIB															**GDP DETERMINATION**
Consommation publique	576,9	549,9	583,4	569,6	618,8	630,9	614,9	854,9	918,0	994,0	1086,9	1086,9	1274	1274	Public consumption
Consommation privée	1632,2	1820,0	2066,9	2065,0	1813,9	1787,5	1959,4	2532,6	2744,2	3026,4	3658,9	3658,9	3978,3	3978,3	Private consumption
Formation brute de capital fixe	393,2	433,4	520,4	567,3	706,6	893,1	976,8	887,4	1014,3	936,4	995,0	995,0	1302,1	1302,1	Gross fixed capital formation
Variation des stocks	-26,1	-0,5	-106,3	127,0	-2,6	-39,5	19,5	86,7	108,0	167,2	193,7	193,7	82,6	82,6	Stocks variations
Exportation de biens et services	202,1	218,3	289,9	282,8	347,1	342,4	369,6	477,9	935,6	1297,5	1400,9	1400,9	1546,7	1546,7	Exports of goods and services
Importation de biens et services	485,6	539,2	655,2	730,3	768,6	802,8	982,5	897,6	1266,3	1628,1	1930,9	1930,9	2047,9	2047,9	Imports of goods and services
PIB aux prix courants	2 292,8	2 481,9	2 699,0	2 881,4	2 715,2	2 811,6	2 957,6	3 941,8	4 453,9	4 793,3	5 404,4	5 404,4	6 135,8	6 135,8	GDP at current price
PIB courants en millions de USD	3299,7	4279,8	5110,0	5460,4	5194,9	5866,5	6171,0	8355,3	8990,7	10160,4	10559,9	10559,9	12283,4	.....	GDP at current price in millions of USD
PIB aux prix constants (n/n-1)	2156,8	2476,3	2596,1	2890,6	3040,3	2811,6	2957,6	3051,2	3362,9	3530,8	3847,1	3847,1	4116,1	4116,1	GDP at constant price
Taux de croissance réel du PIB (en %)	4,7	8,0	3,9	8,6	5,51	3,55	6,61	3,16	8,55	4,99	9,0	9,0	7,0	7,0	Real GDP growth rate (in %)
Structure du PIB (en %)															**GDP COMPOSITION (in %)**
Secteur primaire	32,6	33,4	30,6	31,9	30,3	29,5	30,4	32,4	32,4	31,3	33,1	33,1	33,1	33,1	Primary sector
Secteur secondaire	19,8	20,3	21,6	21,2	19,5	19,3	19,1	16,5	18,7	20,9	19,0	19,0	19,9	19,9	Secondary sector
Secteur tertiaire	47,6	46,2	47,8	46,8	50,1	51,2	50,5	51,1	40,3	40,5	41,0	41,0	39,2	39,2	Tertiary sector
INFLATION															**INFLATION**
Inflation (en glissement fin décembre) en %	2,3	3,9	0,7	4,5	1,5	2,3	9,9	-0,3	-0,3	5,1	5,4	1,7	1,8	.....	Inflation (end of period) in %
I flation (en moyenne annuelle) en %	2,3	2,0	-0,4	6,4	2,4	2,0	10,7	0,9	-0,6	2,8	4,4	3,8	2,1	.....	Inflation (period Average) in %
Déflateur implicite du PIB	110,5	110,7	115,0	117,8	118,3	119,3	124,7	161,2	172,8	178,3	186,1	186,7	194,8	192,3	GDP deflator
MONNAIE															**MONETARY LIABILITIES & ASSETS**
Masse monétaire M2	436,8	673,3	624,3	601,0	661,6	813,2	910,6	1 107,1	1 319,5	1 501,1	1 576,2	1 741,5	1 905,2	.....	Broad money M2
M2/PIB (en %)	19,0	27,1	23,1	20,9	24,4	28,9	30,8	28,1	29,6	31,3	29,2	32,2	31,1	.....	M2/GDP (in %)
Taux de change moyen par rapport au dollar US	694,9	579,9	528,2	527,7	522,7	479,3	479,3	471,8	495,4	471,8	511,8	511,8	499,5	.....	Exchange Rate (Period Average) in USD
Variation du taux de change par rapport au dollar US (en %)	-5,4	-16,5	-8,9	-0,1	-1,0	-8,3	0,0	-1,6	5,0	-4,8	12,3	8,5	-2,4	.....	Exchange Rate variation in USD (in %)
Réserves brutes de change (en millions de USD)	190,1	391,0	318,1	245,1	275,2	953,5	916,6	1292,7	1070,5	963,6	831,5	994,8	741,9	.....	External Reserves - Stock (US $ million)
Réserves de change en mois d'importation	7,6	6	6,8	4,5	4,8	8,0	6,3	8,8	6,3	4,7	3,2	3,7	3,2	.....	Number of Months of Imports Equivalent
Taux d'intérêt minimum (en %)	3,5	3,5	3,5	3,5	3,9	4,2	4,4	4,6	4,4	5,7	4,2	4,9	4,5	.....	Minimum Interest Rate (in %)
BUDGET DE L'ETAT															**FISCAL OPERATIONS of GOVERNMENT**
Recettes courantes (en % du PIB)	11,3	12,2	12,8	12,7	14,5	15,7	16,4	13,7	14,9	16,2	18,7	18,5	18,1	.....	Domestic Revenue as % of GDP
Dépenses courantes (en % du PIB)	11,1	10,5	10,9	11,4	14,2	16,0	15,4	12,7	11,6	12,8	13,0	15,3	12,1	.....	Current Expenditure as % of GDP
Dépenses en capital (en % du PIB)	16,4	17,4	15,3	10,8	13,2	12,5	10,8	11,0	10,5	9,9	4,6	11,5	7,6	.....	Capital Expenditure as % of GDP
Solde primaire (en % du PIB)	8,3	8,3	8,5	-3,0	-5,0	-6,1	-5,4	-5,2	-3,9	-2,8	1,1	-3,7	2,1	.....	Primary balance as % of GDP
Solde dons exclus (base engagements) en % du PIB	10,0	8,2	8,6	-9,3	-12,6	-14,0	-10,4	-10,7	-8,7	-7,6	-2,0	-8,4	-1,7	.....	Overall deficit (commitment basis exclud. grant) / GDP (%)
								-1							
BALANCE DES PAIEMENTS															**BALANCE of PAIEMENTS**
Exportations	164,2	196,8	253,2	247,1	307,6	298,6	310,4	425,2	785,2	1129,5	1197,0	1197,0	1309,8	1309,8	Exports fob in millions of USD
Importations	381,7	398,3	497,9	540,5	562,1	585,1	711,7	652,8	854,2	1117,8	1322,1	1322,1	1386,4	1386,4	Imports fob in millions of USD
Exportations biens /PIB (en %)	7,2	7,9	9,4	8,6	11,3	10,6	10,5	10,8	17,6	23,6	22,1	22,1	21,3	21,3	Exports fob as % of GDP
Importations/PIB (en %)	16,6	16,0	18,4	18,8	20,7	20,8	24,1	16,6	19,2	23,3	24,5	24,5	22,6	22,6	Imports fob as % of GDP
Couverture export.FAB / import. CAF (en %)	43,0	49,4	50,9	45,7	54,7	51,0	43,6	65,1	91,9	101,0	90,5	90,5	94,5	94,5	Export fob/Import fob (in %)
Compte courant (n c.transf.pub.)	-208,0	-213,4	-280,5	-430,5	-380,6	-406,6	-557,6	-359,8	-154,1	-128,5	-309,2	-309,2	-268,3	-268,3	Current Account Balance (Excl public transfert)
Compte courant (n c.transf.pub,) en % du PIB	-9,1	-8,6	-10,4	-14,9	-14,0	-14,5	-18,9	-9,1	-3,5	-2,7	-5,7	-5,7	-4,4	-4,4	Current Account Balance as % of G.D.P
Solde global	8,4	22,5	-57,0	-103,7	49,6	188,1	-33,4	224,7	86,0	40,4	-2,7	-2,7	30,0	30,0	Overall Balance
Sole global en % du PIB	0,4	0,9	-2,1	-3,6	1,8	6,7	-1,1	5,7	1,9	0,8	0,0	0,0		0,5	Overall Balance as % of G.D.P
DETTE EXTERIEURE															**EXTERNAL DEBT POSITION**
Encours de la Dette	970,8	924,1	998,1	1 170,1	591,1	664,2	737,5092	802,966	982,84	1049,418	.....	1290,548	1154,889	1154,889	External Debt Outstanding in millions of USD
Encours de la Dette (en % du PIB)	42,3	37,2	37,0	40,6	21,8	23,6	24,9	20,4	22,1	21,9	.....	23,3	18,8	18,8	External Debt Outstanding as % of GDP
Service Dette pub.extérieure	49,0	47,6	49,4	46,9	37,0	22,0	22,1	21,3	26,4	34,1	.....	38,4	42,5	42,5	External Debt service
Service Dette (en % des export.de biens. & serv.)	24,2	21,8	17,0	16,6	10,7	6,4	6,0	4,4	2,8	2,6	.....	2,7	2,7	4,9	External Debt Service as % of Exports of goods & serv

COTE D'IVOIRE (Données en mds CFA sauf indications contraires)	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	juin-12	2012*	juin-13	2013**	COTE D'IVOIRE (Data in billions of CFA unless otherwise specification)
DETERMINATION DU PIB															**GDP DETERMINATION**
Consommation publique	1 135,7	1 030,8	971,3	952,4	1 279,5	1 390,9	1 525,9	1 531,1	1 640,1	1 581,5	1 819,3	1 819,3	1 707,5	1 707,5	Public consumption
Consommation privée	5 684,3	6 176,7	6 274,8	6 429,2	5 932,2	6 532,2	6 966,6	6 991,8	7 641,4	7 640,0	8 320,1	8 320,1	9 604,2	9 604,2	Private consumption
Formation brute de capital fixe	866,6	734,2	817,6	826,1	804,8	906,2	1 048,8	973,2	1 025,5	928,0	1 720,0	1 720,0	2 252,3	2 252,3	Gross fixed capital formation
Variation des stocks	-377,1	196,9	-35,7	194,7	117,1	124,5	129,3	131,8	144,9	-719,9	189,4	189,4	144,9	144,9	Stocks variations
Exportation de biens et services	4 084,4	3 726,7	4 058,3	4 496,7	4 874,3	4 601,5	5 111,2	5 829,7	6 240,3	6 270,7	6 594,2	6 594,2	7 128,1	7 128,1	Exports of goods and services
Importation de biens et services	2 788,3	2 969,2	3 340,9	3 887,4	3 974,6	4 115,7	4 356,4	4 576,9	5 340,0	4 340,4	6 043,1	6 043,1	6 767,1	6 767,1	Imports of goods and services
PIB aux prix courants	8 605,7	8 896,2	8 745,5	9 011,8	9 033,3	9 439,6	10 425,3	10 880,7	11 352,2	11 360,0	12 600,0	12 600,0	14 070,0	14 070,0	GDP at current price
PIB courants en millions de USD	12 384,6	15 340,5	16 557,8	17 077,7	17 282,8	19 695,7	21 752,3	23 063,2	22 915,9	24 079,7	24 619,7	24 619,7	28 166,9	.....	GDP at current price in millions of USD
PIB aux prix constants (1985)	4 097,8	4 042,0	4 091,8	4 162,3	4 191,4	4 258,7	4 357,3	10821,5	4631,2	4413,5	4846,2	4846,2	5282,8	5282,8	GDP at constant price
Taux de croissance réel du PIB (en %)	-1,7	-1,4	1,2	1,7	0,7	1,6	2,3	3,8	2,4	-4,7	8,1	9,8	9,0	9,0	Real GDP growth rate (in %)
Structure du PIB (en % du PIB)															**GDP COMPOSITION (in %)**
Secteur primaire	27,3	28,8	23,6	22,6	23,0	24,0	24,6	25,8	26,5	29,7	27,9	27,9	25,9	25,9	Primary sector
Secteur secondaire	21,1	21,1	22,0	22,8	26,0	24,9	25,9	24,2	23,9	23,4	24,9	24,9	26,3	26,3	Secondary sector
Secteur tertiaire	51,6	50,1	54,4	54,6	50,9	51,0	49,6	50,0	41,1	39,5	39,5	39,5	39,2	39,2	Tertiary sector
INFLATION															**INFLATION**
Inflation (en glissement fin décembre) en %	3,1	-0,1	4,4	2,6	2,0	3,0	7,1	-0,1	5,1	1,9	1,0	3,4	2,9	.....	Inflation (end of period) in %
Inflation (en moyenne annuelle) en %	3,1	3,3	1,5	3,9	2,5	2,5	6,3	0,5	1,7	4,9	1,9	1,3	3,5	.....	Inflation (period Average) in %
Déflateur implicite du PIB	112,8	116,6	114,6	118,1	118,4	123,7	136,6	137,4	140,0	147,0	149,8	148,4	151,3	151,8	GDP deflator
MONNAIE															**MONETARY LIABILITIES & ASSETS**
Masse monétaire M2	2 409,0	1 768,5	1 937,2	2 081,0	2 294,8	2 836,6	2 997,4	3 511,8	4 152,3	4 152,3	4 518,6	4 910,6	4 918,4		Broad money M2
M2/PIB (en %)	28,0	19,9	22,2	23,1	25,4	30,0	28,8	32,3	36,6	36,6	35,9	39,0	35,0		M2/GDP (in %)
Taux de change moyen par rapport au dollar US	694,9	579,9	528,2	527,7	522,7	479,3	479,3	471,8	495,4	471,8	511,8	511,8	499,5	.....	Exchange Rate (Period Average) in USD
Variation du taux de change par rapport au dollar US (en %)	-5,4	-16,5	-8,9	-0,1	-1,0	-8,3	0,0	-1,6	5,0	-4,8	12,3	3,3	9,6	.....	Exchange Rate variation in USD (in %)
Réserves brutes de change (en millions de USD)	1148,6	677,2	809,1	768,6	888,7	1051,3	1051,3	3248,2	3637,7	4356,2	3972,9	3813,1	3992,8	.....	External Reserves - Stock (US $ million)
Réserves de change en mois d'importation	7,6	6	7,7	3,3	3,3	3,9	3,5	4,6	4,7	7,3	5,2	4,6	4,8	.....	Number of Months of Imports Equivalent
Taux d'intérêt minimum (en %)	3,5	3,5	3,5	3,5	4,5	4,9	5,2	5,5	5,4	5,5	3,5	5,6	5,3	.....	Minimum Interest Rate (in %)
BUDGET DE L'ETAT															**FISCAL OPERATIONS of GOVERNMENT**
Recettes courantes (en % du PIB)	16,6	15,2	16,4	16,3	17,7	19,3	19,0	19,7	19,2	14,9	19,7	20,1	19,2	.....	Domestic Revenue as % of GDP
Dépenses courantes (en % du PIB)	14,6	14,5	14,8	15,3	15,4	16,6	16,7	17,1	17,3	16,0	17,0	18,8	15,7	.....	Current Expenditure as % of GDP
Dépenses en capital (en % du PIB)	3,0	2,4	3,0	2,6	2,6	2,7	2,9	3,0	3,1	2,5	1,6	4,9	6,0	.....	Capital Expenditure as % of GDP
Solde primaire (en % du PIB)	3,4	1,8	2,0	1,5	1,5	2,4	1,9	2,4	1,3	-1,3	1,7	-0,9	1,9	.....	Primary balance as % of GDP
Solde dons exclus (base engagements) en % du PIB	-1,9	-2,9	-2,6	-2,7	-1,6	-1,4	-2,2	-2,1	-2,8	-4,5	-0,5	-4,2	-2,8	.....	Overall deficit (commitment basis exclud. grant) / GDP (%)
BALANCE DES PAIEMENTS															**BALANCE of PAIEMENTS**
Exportations	3 601,0	3 521,5	3 655,4	4 060,1	4 432,7	4 154,7	4 652,7	5 348,4	5 722,8	5 833,8	6 138,4	6 138,4	6 617,9	6 617,9	Exports fob in millions of USD
Importations	1 690,9	2 168,9	2 267,1	2 769,8	2 807,0	2 925,7	3 165,4	3 345,9	3 941,1	3 062,7	4 412,3	4 412,3	4 986,4	4 986,4	Imports fob in millions of USD
Exportations biens /PIB (en %)	41,8	39,6	41,8	45,1	49,1	44,0	44,6	49,2	50,4	51,4	48,7	48,7	47,0	47,0	Exports fob as % of GDP
Importations/PIB (en %)	19,6	24,4	25,9	30,7	31,1	31,0	30,4	30,8	34,7	27,0	35,0	35,0	35,4	35,4	Imports fob as % of GDP
Couverture export.FAB / import. CAF (en %)	213,0	162,4	161,2	146,6	157,9	142,0	147,0	159,8	145,2	190,5	139,1	139,1	132,7	132,7	Export fob/Import fob (in %)
Compte courant (n c.transf.pub.)	537,2	-42,0	127,2	32,5	269,0	-144,9	89,1	529,7	483,0	1 454,4	42,6	42,6	-38,1	-38,1	Current Account Balance (Excl public transfert)
Compte courant (n c.transf.pub,) en % du PIB	6,2	-0,5	1,5	0,4	3,0	-1,5	0,9	4,9	4,3	12,8	0,3	0,3	-0,3	-0,3	Current Account Balance as % of G.D.P
Solde global	563,0	80,0	203,4	62,3	112,8	212,6	-13,5	128,3	234,7	427,5	-256,0	-256,0	10,0	10,0	Overall Balance
Sole global en % du PIB	6,5	0,9	2,3	0,7	1,2	2,3	-0,1	1,2	2,1	3,8	-2,0	-2,0	0,1	0,1	Overall Balance as % of G.D.P
DETTE EXTERIEURE															**EXTERNAL DEBT POSITION**
Encours de la Dette	6 155,9	5 486,4	4 976,3	4 667,4	4 472,6	4 099,4	6209,9	5802,0	5666,7	5680,2	.....	3867,3	1985,3	1985,3	External Debt Outstanding in millions of USD
Encours de la Dette (en % du PIB)	71,5	61,7	56,9	51,8	49,5	43,4	59,6	53,3	49,9	50,0	.....	30,7	14,1	14,1	External Debt Outstanding as % of GDP
Service Dette pub.extérieure	795,1	632,7	547,3	491,7	460,9	405,2	419,7	414,9	438,4	363,5	.....	642,2	338,8	338,8	External Debt service
Service Dette (en % des export.de biens. & serv.)	19,5	17,0	13,5	10,9	9,5	8,8	8,2	7,1	7,0	5,8	.....	9,7	4,8	4,8	External Debt Service as % of Exports of goods & serv

GUINEE BISSAU (Données en mds CFA sauf indications contraires)	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	juin-12	2012*	juin-13	2013**	GUINEE BISSAU (Data in billions of CFA unless otherwise specification)
DETERMINATION DU PIB															**GDP DETERMINATION**
Consommation publique	42,0	46,4	40,1	46,0	45,8	50,4	33,8	33,0	42,1	47,3	49,7	49,7	52,1	52,1	Public consumption
Consommation privée	234,5	220,8	224,6	242,6	272,5	286,2	352,5	396,3	411,9	421,3	453,8	453,8	476,6	476,6	Private consumption
Formation brute de capital fixe	16,9	20,7	34,2	40,3	32,5	39,8	41,1	23,2	27,2	32,4	30,3	30,3	34,1	34,1	Gross fixed capital formation
Variation des stocks	0,1	0,3	0,3	1,1	-1,9	0,5	0,3	1,4	0,9	1,4	0,1	0,1	0,1	0,1	Stocks variations
Exportation de biens et services	43,9	44,0	44,1	49,9	44,8	56,7	77,0	65,0	84,5	136,2	99,7	99,7	118,3	118,3	Exports of goods and services
Importation de biens et services	61,4	61,7	67,2	77,8	91,2	102,6	127,2	128,5	148,1	173,5	164,5	164,5	180,3	180,3	Imports of goods and services
PIB aux prix courants	276,1	270,5	276,1	302,2	302,5	331,0	377,6	390,5	418,5	465,1	469,0	469,0	501,0	501,0	GDP at current price
PIB courants en millions de USD	397,3	466,4	522,7	572,6	578,8	690,7	787,8	827,7	844,9	985,8	916,3	916,3	1 003,0	1 003,0	GDP at current price in millions of USD
PIB aux prix constants (base 2005)	280,8	281,7	289,7	302,3	308,7	318,7	328,9	400,1	364,3	383,6	377,9	377,9	391,3	391,3	GDP at constant price
Taux de croissance réel du PIB (en %)	-7,2	0,3	2,8	4,3	2,1	3,2	3,2	3,4	4,4	5,3	-1,5	-1,5	3,5	3,5	Real GDP growth rate (in %)
Structure du PIB (en %)															**GDP COMPOSITION (in %)**
Secteur primaire	42,4	42,1	41,3	43,0	41,6	41,9	45,8	43,6	45,1	45,5	46,1	46,1	45,7	45,7	Primary sector
Secteur secondaire	37,9	37,6	35,8	33,4	33,0	34,0	32,1	12,8	12,7	12,3	12,0	12,0	12,3	12,3	Secondary sector
Secteur tertiaire	19,7	20,3	22,9	23,5	25,4	24,1	22,1	43,6	36,6	36,7	36,5	36,5	36,7	36,7	Tertiary sector
INFLATION															**INFLATION**
Inflation (en glissement fin décembre) en %	3,3	0,7	2,2	1,0	1,0	2,0	4,6	-4,8	5,6	3,4	1,9	1,7	-0,8	.....	Inflation (end of period) in %
Inflation (en moyenne annuelle) en %	3,3	-3,5	0,8	3,4	2,0	3,0	7,9	-2,8	2,2	5,1	3,2	2,1	0,9	.....	Inflation (period Average) in %
Déflateur implicite du PIB	92,7	90,9	92,7	101,5	101,6	111,2	126,8	123,8	127,0	134,0	138,3	137,1	141,6	140,6	GDP deflator
MONNAIE															**MONETARY LIABILITIES & ASSETS**
Masse monétaire M2	86,4	98,8	43,5	52,4	55,2	68,9	89,2	95,3	123,6	173,7	199,8	162,8	191,3	.....	Broad money M2
M2/PIB (en %)	31,3	36,5	15,8	17,3	18,2	20,8	23,6	24,4	29,5	37,3	42,6	34,7	38,2	.....	M2/GDP (in %)
Taux de change moyen par rapport au dollar US	694,9	579,9	528,2	527,7	522,7	479,3	479,3	471,8	495,4	471,8	511,8	511,8	499,5	499,5	Exchange Rate (Period Average) in USD
Variation du taux de change par rapport au dollar US (en %)	-5,4	-16,5	-8,9	-0,1	-1,0	-8,3	0,0	-1,6	5,0	-4,8	12,3	8,5	-2,4	.....	Exchange Rate variation in USD (in %)
Réserves brutes de change (en millions de USD)	64,5	17,1	34,5	44,7	40,6	41,5	41,5	168,4	157,1	221,7	215,8	161,7	193,0	.....	External Reserves - Stock (US $ million)
Réserves de change en mois d'importation	7,6	6,0	7,7	9,6	6,3	6,5	7,0	8,5	8,3	9,7	9,2	7,5	9,6	.....	Number of Months of Imports Equivalent
Taux d'intérêt minimum (en %)	3,5	3,5	3,5	3,5	3,5	2,2	2,4	2,3	2,7	3,4	3,5	4,7	4,6	.....	Minimum Interest Rate (in %)
BUDGET DE L'ETAT															**FISCAL OPERATIONS of GOVERNMENT**
Recettes courantes (en % du PIB)	7,9	7,7	8,9	9,3	10,4	8,0	9,2	9,1	10,7	11,3	9,6	9,8	8,5	.....	Domestic Revenue as % of GDP
Dépenses courantes (en % du PIB)	12,2	12,9	15,2	14,6	12,9	11,5	14,2	11,7	11,9	11,7	12,6	13,3	10,0	.....	Current Expenditure as % of GDP
Dépenses en capital (en % du PIB)	4,5	5,7	5,7	7,4	5,8	7,2	7,2	10,5	9,7	8,9	1,7	4,5	0,0	.....	Capital Expenditure as % of GDP
Solde primaire (en % du PIB)	-2,1	-2,4	-3,2	-3,1	-0,8	-2,2	-3,1	-2,4	-1,0	-0,4	-2,9	-3,4	-1,5	.....	Primary balance as % of GDP
Solde dons exclus (base engagements) en % du PIB	-8,9	-11,9	-16,6	-13,0	-9,0	-10,8	-12,2	-13,1	-11,0	-9,3	-3,2	-8,0	-1,5	.....	Overall deficit (commitment basis exclud. grant) / GDP (%)
									-1,0						
BALANCE DES PAIEMENTS		14,665													**BALANCE of PAIEMENTS**
Exportations	37,7	38,0	40,0	47,2	38,8	51,3	57,4	57,4	62,7	114,2	76,8	76,8	94,1	94,1	Exports fob in millions of USD
Importations	40,8	37,8	43,8	55,8	66,4	80,5	89,0	95,5	97,3	119,6	111,9	111,9	121,0	121,0	Imports fob in millions of USD
Exportations biens /PIB (en %)	13,7	14,0	14,5	15,6	12,8	15,5	15,2	14,7	15,0	24,6	16,4	16,4	18,8	18,8	Exports fob as % of GDP
Importations/PIB (en %)	14,8	14,0	15,9	18,5	22,0	24,3	23,6	24,5	23,2	25,7	23,9	23,9	24,2	24,2	Imports fob as % of GDP
Couverture export.FAB / import. CAF (en %)	92,4	100,5	91,4	84,6	58,4	63,7	64,5	60,1	64,4	95,5	68,6	68,6	77,7	77,7	Export fob/Import fob (in %)
Compte courant (n c.transf.pub.)	-2,0	-23,7	7,3	-24,1	-38,7	-31,6	-41,6	-53,6	-50,5	-26,7	-51,0	-51,0	-47,3	-47,3	Current Account Balance (Excl public transfert)
Compte courant (n c.transf.pub,) en % du PIB	-0,7	-8,8	2,6	-8,0	-12,8	-9,5	-11,0	-13,7	-12,1	-5,7	-10,9	-10,9	-9,4	-9,4	Current Account Balance as % of G.D.P
Solde global	15,2	-35,4	19,5	7,6	1,8	12,1	14,665	13,7	12,2	26,1	-34,8	-34,8	5,0	5,0	Overall Balance
Sole global en % du PIB	5,5	-13,1	7,1	2,5	0,6	3,7	3,9	3,5	2,9	5,6	-7,4	-7,4	1,0	1,0	Overall Balance as % of G.D.P
DETTE EXTERIEURE															**EXTERNAL DEBT POSITION**
Encours de la Dette	488,7	515,3	506,8	478,7	482,8	564,2	510,7	517,9	522	79,3	.....	79,3	79,3	79,3	External Debt Outstanding in millions of USD
Encours de la Dette (en % du PIB)	177,0	190,5	183,6	158,4	159,6	170,4	135,3	132,6	124,7	17,1	.....	16,9	15,8	15,8	External Debt Outstanding as % of GDP
Service Dette pub.extérieure	33,7	22,8	23,0	18,4	43,8	14,6	16,4	15,5	452,0	0,6	.....	5,2	6,7	6,7	External Debt service
Service Dette (en % des export.de biens. & serv.)	76,7	51,9	52,2	36,9	107,9	21,7	28,6	26,9	720,9	0,5	.....	5,3			External Debt Service as % of Exports of goods & serv

MALI (Données en mds CFA sauf indications contraires)	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010*	2011*	juin-12	2012*	juin-13	2013**	MALI (Data in billions of CFA unless otherwise specification)
DETERMINATION DU PIB															**GDP DETERMINATION**
Consommation publique	368,1	445,3	472,6	490,4	553,5	596,8	687,7	733,9	788,3	859,2	808,0	808,0	827,9	827,9	Public consumption
Consommation privée	1 548,1	1 554,2	1 796,7	2 008,1	2 145,8	2 419,9	2 974,2	2 922,7	3 374,5	3 505,6	3702,9	3702,9	4368,2	4368,2	Private consumption
Formation brute de capital fixe	439,5	442,5	446,6	446,7	528,6	664,4	715,8	868,3	985,9	1 114,3	848,5	848,5	1 055,2	1 055,2	Gross fixed capital formation
Variation des stocks	-82,8	196,6	131,2	190,4	123,3	74,0	75,0	30,9	155,0	43,8	246,0	246,0	13,4	13,4	Stocks variations
Exportation de biens et services	728,0	669,6	643,2	725,4	974,5	926,4	1 142,5	999,8	1213,1	1312,1	1615,4	1615,4	1564,8	1564,8	Exports of goods and services
Importation de biens et services	766,3	854,7	858,3	967,1	1 124,2	1 256,9	1 682,5	1 322,7	1861,1	1810,8	1981,6	1981,6	2289,2	2289,2	Imports of goods and services
PIB aux prix courants	2 234,6	2 453,6	2 632,1	2 893,9	3 201,5	3 424,5	3 912,8	4 232,9	4 655,7	5 024,2	5 239,3	5239,29	5540,22	5540,22	GDP at current price
PIB courants en millions de USD	3 215,9	4 230,9	4 983,3	5 484,0	6 125,2	7 145,3	8 164,0	8 972,3	9 398,1	10 649,9	10 237,3	10 237,3	11 091,0	11 091,0	GDP at current price in millions of USD
PIB aux prix constants (base 1987)	1 153,3	1 241,2	1 269,1	1 347,0	1 418,4	1 478,7	1 552,4	4 087,4	1 715,7	1 762,6	1741,874	1741,874	1825,432	1825,432	GDP at constant price
Taux de croissance réel du PIB (en %)	4,3	7,6	2,3	6,1	5,3	4,3	5,0	4,5	5,8	2,7	-3,1	-1,5		4,4	Real GDP growth rate (in %)
Structure du PIB (en %)															**GDP COMPOSITION (in %)**
Secteur primaire	29,8	35,3	34,2	34,6	33,2	32,6	36,1	35,1	36,5	35,3	38,4	38,4	38,1	38,1	Primary sector
Secteur secondaire	29,6	24,4	26,0	26,7	26,9	26,0	23,9	18,9	18,1	19,9	19,9	19,9	21,6	21,6	Secondary sector
Secteur tertiaire	40,6	40,3	39,8	38,7	39,9	41,4	40,0	45,9	35,1	34,5	32,0	32,0	32,4	32,4	Tertiary sector
INFLATION															**INFLATION**
Inflation (en glissement fin décembre) en %	2,6	-1,5	3,6	4,2	0,3	2,0	8,1	1,8	1,83	5,26	6,50	2,40	-1,32	.....	Inflation (end of period) in %
Inflation (en moyenne annuelle) en %	2,7	-1,8	0,4	7,8	0,1	0,0	9,2	2,4	1,2	3,0	4,9	5,3	-0,8	.....	Inflation (period Average) in %
Déflateur implicite du PIB	118,2	129,8	139,2	153,1	169,3	181,1	207,0	214,3	222,8	233,8	245,2	243,2	255,0	251,0	GDP deflator
MONNAIE															**MONETARY LIABILITIES & ASSETS**
Masse monétaire M2	626,3	786,2	767,2	856,8	932,0	1 018,3	1024,8	1172,7	1294,5	1492	1 508,8	1718,5	1799,3	.....	Broad money M2
M2/PIB (en %)	28,0	32,0	29,1	29,6	29,1	29,7	26,2	27,7	27,8	29,7	28,8	32,8	32,5	.....	M2/GDP (in %)
Taux de change moyen par rapport au dollar US	694,9	579,9	528,2	527,7	522,7	479,3	479,3	471,8	495,4	471,8	511,8	511,8	499,5	499,5	Exchange Rate (Period Average) in USD
Variation du taux de change par rapport au dollar US (en %)	-5,4	-16,5	-8,9	-0,1	-1,0	-8,3	0,0	-1,6	5,0	-4,8	12,3	8,5	-2,4	.....	Exchange Rate variation in USD (in %)
Réserves brutes de change (en millions de USD)	370,2	495,1	410,5	477,2	481,2	511,4	511,4	1599,9	1347,9	1388,9	1136,9	1317,6	1480,7	.....	External Reserves - Stock (US $ million)
Réserves de change en mois d'importation	7,6	6,0	7,7	8,7	6,00	5,40	4,10	7,90	4,8	5,3	4,8	5,1	5,4	.....	Number of Months of Imports Equivalent
Taux d'intérêt minimum (en %)	3,5	3,5	3,5	3,5	4,4	4,3	4,3	4,2	4,2	4,4	3,5	4,5	4,8	.....	Minimum Interest Rate (in %)
BUDGET DE L'ETAT															**FISCAL OPERATIONS of GOVERNMENT**
Recettes courantes (en % du PIB)	16,6	17,7	17,2	17,5	17,3	16,6	15,5	17,1	17,3	17,4	17,9	17,6	16,7	.....	Domestic Revenue as % of GDP
Dépenses courantes (en % du PIB)	13,8	13,0	13,1	13,0	12,9	12,8	11,7	13,0	12,9	14,2	10,7	13,0	12,4	.....	Current Expenditure as % of GDP
Dépenses en capital (en % du PIB)	9,1	8,6	9,8	9,4	10,6	11,4	7,5	10,8	7,9	8,9	0,5	2,6	2,8	.....	Capital Expenditure as % of GDP
Solde primaire (en % du PIB)	0,8	1,9	1,4	1,8	1,4	-0,4	1,0	0,9	0,9	0,0	7,5	3,2	2,2	.....	Primary balance as % of GDP
Solde dons exclus (base engagements) en % du PIB	-7,6	-5,3	-7,0	-7,3	-7,6	-7,9	-5,6	-8,8	-5,5	-7,5	2,3	-0,3	-0,1	.....	Overall deficit (commitment basis exclud. grant) / GDP (%)
BALANCE DES PAIEMENTS															**BALANCE of PAIEMENTS**
Exportations	660,2	525,1	515,8	580,7	810,7	745,9	939,129	837,5	1018,1	1119,8	1473,4	1473,4	1394,4	1394,4	Exports fob in millions of USD
Importations	498,0	545,4	577,4	656,9	771,5	884,7	1223,8	937,9	1352,4	1305,8	1449,1	1449,1	1635,2	1635,2	Imports fob in millions of USD
Exportations biens /PIB (en %)	29,5	21,4	19,6	20,1	25,3	21,8	24,0	19,8	21,9	22,3	28,1	28,1	25,2	25,2	Exports fob as % of GDP
Importations/PIB (en %)	22,3	22,2	21,9	22,7	24,1	25,8	31,3	22,2	29,0	26,0	27,7	27,7	29,5	29,5	Imports fob as % of GDP
Couverture export.FAB / import. CAF (en %)	132,6	96,3	89,3	88,4	105,1	84,3	76,7	89,3	75,3	85,8	101,7	101,7	85,3	85,3	Export fob/Import fob (in %)
Compte courant (n c.transf.pub.)	-109,1	-243,9	-216,1	-292,0	-200,4	-335,3	-632,4	-456,5	-687,5	-582,8	-225,6	-225,6	-633,8	-633,8	Current Account Balance (Excl public transfert)
Compte courant (n c.transf.pub,) en % du PIB	-4,9	-9,9	-8,2	-10,1	-6,3	-9,8	-16,2	-10,8	-14,8	-11,6	-4,3	-4,3	-11,4	-11,4	Current Account Balance as % of G.D.P
Solde global	65,6	25,7	-64,1	47,0	85,1	-10,7	-33,3	252,0	-20,5	-32,1	2,8	2,8	-55,0	-55,0	Overall Balance
Sole global en % du PIB	2,9	1,0	-2,4	1,6	2,7	-0,3	-0,9	6,0	-0,4	-0,6	0,1	0,1	-1,0	-1,0	Overall Balance as % of G.D.P
DETTE EXTERIEURE															**EXTERNAL DEBT POSITION**
Encours de la Dette	1 776,8	1 653,5	1 615,4	1 801,8	629,0	661,8	743,2	907,7	1010,0	1222,5	.....	1256,0	1620,4	1620,4	External Debt Outstanding in millions of USD
Encours de la Dette (en % du PIB)	79,5	67,4	61,4	62,3	19,6	19,3	19,0	21,4	21,7	24,3	.....	24,0	29,2	29,2	External Debt Outstanding as % of GDP
Service Dette pub.extérieure	50,5	61,4	77,9	75,4	53,0	45,2	42,0	46,4	47,3	74,0	.....	55,2	48,1	48,1	External Debt service
Service Dette (en % des export.de biens. & serv.)	6,9	9,2	12,1	10,4	5,4	4,9	4,5	5,5	4,6	6,6	.....	4,1	4,1	4,1	External Debt Service as % of Exports of goods & serv

NIGER (Données en mds CFA sauf indications contraires)	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	juin-12	2012*	juin-13	2013**	NIGER (Data in billions of CFA unless otherwise specification)
DETERMINATION DU PIB															**GDP DETERMINATION**
Consommation publique	254,2	247,4	263,3	280,1	286,2	321,9	363,1	196,5	224,0	321,7	252,5	252,5	288,10	288,10	Public consumption
Consommation privée	1 082,2	1 170,9	1 213,8	1 330,8	1 421,1	1 517,0	1 686,4	2 171,0	2 238,5	2 310,2	2 592,0	2 592,0	2 387,0	2 387,0	Private consumption
Formation brute de capital fixe	170,5	231,8	258,1	373,5	430,2	468,0	746,5	838,8	1 101,6	1 204,8	1 232,3	1 232,3	1 717,57	1 717,57	Gross fixed capital formation
Variation des stocks	33,3	18,8	-34,8	25,8	19,5	6,7	30,0	1,5	29,9	2,0	7,4	7,4	0,0	0,0	Stocks variations
Exportation de biens et services	230,0	261,3	280,0	298,1	313,0	366,5	467,1	517,9	633,9	632,2	830,3	830,3	897,0	897,0	Exports of goods and services
Importation de biens et services	364,8	395,8	450,0	553,2	563,1	623,4	873,5	1 192,3	1 395,8	1 445,2	1 456,5	1 456,5	1495,54	1495,54	Imports of goods and services
PIB aux prix courants	1 405,4	1 534,3	1 530,4	1 755,0	1 906,9	2 056,7	2 419,7	2 533,4	2 832,1	3 025,7	3 458,0	3 458,0	3794,18	3794,18	GDP at current price
PIB courants en millions de USD	2 022,6	2 645,7	2 897,6	3 325,9	3 648,4	4 291,3	5 048,6	5 369,9	5 717,0	6 413,6	6 756,7	6 756,7	7 595,6	8106,1	GDP at current price in millions of USD
PIB aux prix constants (Base 1987)	1 564,6	1 676,4	1 661,7	1 802,1	1 906,8	1 966,8	2 155,4	2 402,7	2 316,6	2 365,1	2 635,3	2 635,3	2 788,4	2 788,4	GDP at constant price
Taux de croissance réel du PIB (en %)	5,8	3,8	-0,8	7,4	5,8	3,1	9,6	-0,7	8,2	2,1	11,4	11,4	5,8	5,8	Real GDP growth rate (in %)
Structure du PIB (en %)															**GDP COMPOSITION (in %)**
Secteur primaire	42,9	44,1	40,2	42,8	42,9	40,9	43,2	39,0	40,9	38,2	38,2	38,2	35,5	35,5	Primary sector
Secteur secondaire	11,5	11,5	11,9	11,1	11,3	13,4	14,2	15,0	15,6	16,1	20,4	20,4	24,6	24,6	Secondary sector
Secteur tertiaire	48,3	44,4	47,8	46,1	45,9	45,7	42,6	46,0	36,0	37,2	35,1	35,1	32,0	32,0	Tertiary sector
INFLATION															**INFLATION**
Inflation (en glissement fin décembre) en %	2,6	-1,5	3,6	4,2	0,3	2,0	10,2	-1,3	2,7	1,4	-0,1	0,7	2,5	.....	Inflation (end of period) in %
Inflation (en moyenne annuelle) en %	2,7	-1,8	0,4	7,8	0,1	0,0	11,3	0,5	0,9	2,9	1,6	0,5	1,6	.....	Inflation (period Average) in %
Déflateur implicite du PIB	119,6	130,6	130,3	149,4	162,3	175,1	206,0	217,2	222,5	233,1	236,8	249,5	262,9	252,3	GDP deflator
MONNAIE															**MONETARY LIABILITIES & ASSETS**
Masse monétaire M2	136,4	194,1	233,3	248,7	289,1	356,2	399,2	473,1	576	611,2	707,8	802,5	837,3	.....	Broad money M2
M2/PIB (en %)	9,7	12,6	15,2	14,2	15,2	17,3	16,5	18,7	20,3	20,2	20,5	23,2	22,1	.....	M2/GDP (in %)
Taux de change moyen par rapport au dollar US	694,9	579,9	528,2	527,7	522,7	479,3	479,3	471,8	495,4	471,8	511,8	511,8	499,5	499,5	Exchange Rate (Period Average) in USD
Variation du taux de change par rapport au dollar US (en %)	-5,43	-16,54	-8,92	-0,09	-0,95	-8,30	0,00	-1,56	5,00	-4,8	12,3	8,5	-2,4	.....	Exchange Rate variation in USD (in %)
Réserves brutes de change (en millions de USD)	84,5	135,5	120,8	141,0	183,6	207,2	207,2	652,3	762,9	680,1	812,8	996,6	920,1	.....	External Reserves - Stock (US $ million)
Réserves de change en mois d'importation	7,6	6	7,7	4,1	4,3	5,7	5,2	3,3	3,7	3,14	3,04	3,8	5,4	.....	Number of Months of Imports Equivalent
Taux d'intérêt minimum (en %)	3,5	3,5	3,5	3,5	4,6	4,6	4,8	4,7	4,6	4,9	3,5	5,0	6,3	.....	Minimum Interest Rate (in %)
BUDGET DE L'ETAT															**FISCAL OPERATIONS of GOVERNMENT**
Recettes courantes (en % du PIB)	11,4	10,2	11,3	10,8	13,0	15,0	18,3	14,4	13,7	21,9	14,3	21,1	14,5	.....	Domestic Revenue as % of GDP
Dépenses courantes (en % du PIB)	11,5	9,9	11,1	9,4	9,1	11,6	12,0	11,8	13,0	21,4	10,7	18,0	12,4	.....	Current Expenditure as % of GDP
Dépenses en capital (en % du PIB)	8,3	7,5	9,4	11,0	10,6	10,1	11,7	13,2	7,7	6,9	3,0	12,0	9,1	.....	Capital Expenditure as % of GDP
Solde primaire (en % du PIB)	-0,4	-0,4	-1,5	-1,0	1,4	0,1	2,1	-3,2	-2,6	-2,9	1,4	-2,8	0,3	.....	Primary balance as % of GDP
Solde dons exclus (base engagements) en % du PIB	-8,9	-7,8	-9,3	-9,6	-6,8	-6,7	-5,4	-10,6	-7,1	-6,3	-1,2	-8,0	-7,0	.....	Overall deficit (commitment basis exclud. grant) / GDP (%)
BALANCE DES PAIEMENTS															**BALANCE of PAIEMENTS**
Exportations	211,1	222,5	230,7	251,9	265,6	317,9	408,5	470,7	570,1	599,5	765,31	765,31	830,10	830,10	Exports fob in millions of USD
Importations	257,9	285,6	311,5	405,9	391,3	438,4	604,4	847,2	972,8	1034,5	987,21	987,2	1014,5	1014,5	Imports fob in millions of USD
Exportations biens /PIB (en %)	15,0	14,5	15,1	14,4	13,9	15,5	16,9	18,6	20,1	19,8	22,1	22,1	21,9	21,9	Exports fob as % of GDP
Importations/PIB (en %)	18,4	18,6	20,4	23,1	20,5	21,3	25,0	33,4	34,3	34,2	28,5	28,5	26,7	26,7	Imports fob as % of GDP
Couverture export.FAB / import. CAF (en %)	81,9	77,9	74,1	62,1	67,9	72,5	67,6	55,6	58,6	58,0	77,5	77,5	81,8	81,8	Export fob/Import fob (in %)
Compte courant (n c.transf.pub.)	-112,8	-130,7	-122,0	-222,7	-207,9	-213,1	-365,3	-636,8	-626,9	-758,1	-589,4	-589,4	-610,7	-610,7	Current Account Balance (Excl public transfert)
Compte courant (n c.transf.pub,) en % du PIB	-8,0	-8,5	-8,0	-12,7	-10,9	-10,4	-15,1	-25,1	-22,1	-25,1	-17,0	-17,0	-16,1	-16,1	Current Account Balance as % of G.D.P
Solde global	4,2	8,6	-10,3	12,4	87,3	68,3	72,7	-87,9	96,6	-28,1	167,9	167,9	30,0	30,0	Overall Balance
Sole global en % du PIB	0,3	0,6	-0,7	0,7	4,6	3,3	3,0	-3,5	3,4	-0,9	4,9	4,9	0,8	0,8	Overall Balance as % of G.D.P
DETTE EXTERIEURE															**EXTERNAL DEBT POSITION**
Encours de la Dette	1 103,0	978,1	888,0	957,0	282,2	322,1	394,00	475,90	483,50	494,90	.....	603,20	791,60	791,60	External Debt Outstanding in millions of USD
Encours de la Dette (en % du PIB)	78,5	63,7	58,0	54,5	14,8	15,7	16,3	18,8	17,1	16,4	.....	17,4	20,9	20,9	External Debt Outstanding as % of GDP
Service Dette pub.extérieure	55,2	63,0	43,5	52,1	39,4	37,7	12,5	12,9	15,0	24,3	.....	28,4	26,1	26,1	External Debt service
Service Dette (en % des export.de biens. & serv.)	24,0	24,1	15,5	17,5	12,6	10,3	3,1	2,7	2,6	4,1	.....	3,3	3,1	3,1	External Debt Service as % of Exports of goods & serv

SENEGAL (Données en mds CFA sauf indications contraires)	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011*	juin-12	2012*	juin-13	2013**	SENEGAL (Data in billions of CFA unless otherwise specification)
DETERMINATION DU PIB															**GDP DETERMINATION**
Consommation publique	493,2	518,3	581,6	594,9	668,1	767,1	806,4	870,7	944,2	1058,3	1058,8	1058,8	1081,5	1081,5	Public consumption
Consommation privée	2 973,2	3 062,8	3 243,5	3 351,7	3 871,5	4 270,6	4 890,0	4 844,3	4 964,6	5 111,7	5 298,4	5 298,4	5767,8	5767,8	Private consumption
Formation brute de capital fixe	922,7	857,6	954,4	1 251,0	1 279,7	1 414,1	1 607,6	1 388,0	1 414,5	1 529,3	1 646,5	1 646,5	1 697,3	1 697,3	Gross fixed capital formation
Variation des stocks	-280,7	30,5	-9,7	102,6	-70,8	168,0	267,1	-55,1	30,4	331,5	549,3	549,3	516,2	516,2	Stocks variations
Exportation de biens et services	1 061,3	1 061,5	1 151,4	1 240,8	1 254,0	1 376,2	1 566,3	1 471,8	1 592,6	1 736,1	1 785,3	1 785,3	1 862,2	1 862,2	Exports of goods and services
Importation de biens et services	1 452,1	1 544,3	1 687,3	1 948,4	2 109,0	2 587,6	3 142,9	2 490,3	2 577,8	2 950,5	3 113,2	3 113,2	3 206,8	3 206,8	Imports of goods and services
PIB aux prix courants	3 717,6	3 986,4	4 233,9	4 592,6	4 893,6	5 408,3	5 994,5	6 029,4	6 368,6	6 816,4	7 225,0	7 225,0	7 718,1	7 718,1	GDP at current price
PIB courants en millions de USD	5 350,1	6 874,1	8 016,0	8 703,2	9 362,6	11 284,4	12 507,4	12 780,1	12 855,8	14 448,8	14 117,3	14 117,3	15 451,0	8106,1	GDP at current price in millions of USD
PIB aux prix constants	3 440,2	3 669,7	3 883,2	4 104,1	4 205,1	4 411,1	4 575,3	6118,0	4862,2	4988,6	5164,0	5 164,0	5 372,2	5 372,2	GDP at constant price
Taux de croissance réel du PIB (en %)	1,2	6,7	5,8	5,7	2,5	4,9	3,2	2,1	4,1	2,6	3,5	3,5	4,0	4,0	Real GDP growth rate (in %)
Structure du PIB (en %)															**GDP COMPOSITION (in %)**
Secteur primaire	13,6	15,1	13,7	14,6	12,9	11,9	14,0	15,0	15,2	13,8	14,6	14,6	14,7	14,7	Primary sector
Secteur secondaire	22,3	21,4	21,8	20,5	20,7	20,8	20,1	20,6	20,7	22,0	22,0	22,0	22,5	22,5	Secondary sector
Secteur tertiaire	64,0	63,4	64,6	64,8	66,4	67,3	65,9	64,3	51,6	51,3	50,8	50,8	50,2	50,2	Tertiary sector
INFLATION															**INFLATION**
Inflation (en glissement fin décembre) en %	1,5	-1,4	1,7	1,4	4,0	2,0	5,0	-4,5	4,3	2,7	0,2	1,1	0,7	.....	Inflation (end of period) in %
Inflation (en moyenne annuelle) en %	2,3	0,0	0,5	1,7	2,1	5,4	5,8	-2,2	1,2	3,4	2,1	1,4	0,5	.....	Inflation (period Average) in %
Déflateur implicite du PIB	111,6	119,6	127,1	137,8	146,9	162,3	179,9	177,3	179,9	187,7	191,7	191,8	195,9	196,5	GDP deflator
MONNAIE															**MONETARY LIABILITIES & ASSETS**
Masse monétaire M2	974,1	1 280,6	1 445,8	1 564,9	1 751,2	1 972,0	2006,60	2234,60	2540,80	2718,70	2 752,7	2896,90	2836,90	.....	Broad money M2
M2/PIB (en %)	26,2	32,1	34,1	34,1	35,8	36,5	33,5	37,1	39,9	39,9	38,1	40,1	36,8	.....	M2/GDP (in %)
Taux de change moyen par rapport au dollar US	694,9	579,9	528,2	527,7	522,7	479,3	479,3	471,8	495,4	471,8	511,8	511,8	499,5	499,5	Exchange Rate (Period Average) in USD
Variation du taux de change par rapport au dollar US	-5,4	-16,5	-8,9	-0,1	-1,0	-8,3	0,0	-1,6	5,0	-4,8	12,3	8,5	-2,4	.....	Exchange Rate variation in USD
Réserves brutes de change (en millions de USD)	403,6	577,3	659,0	663,8	661,2	767,1	767,1	2114	2053,9	1965,4	1896,3	2044,4	1868,2	.....	External Reserves - Stock (US $ million)
Réserves de change en mois d'importation	7,6	6,0	7,7	5,2	4,2	3,9	3,3	5,3	5,3	4,5	4,2	4,4	4,4	.....	Number of Months of Imports Equivalent
Taux d'intérêt minimum (en %)	3,5	3,5	3,5	3,5	3,2	3,5	4,1	4,1	4,0	3,8	3,5	4,0	5,3	.....	Minimum Interest Rate (in %)
BUDGET DE L'ETAT															**FISCAL OPERATIONS of GOVERNMENT**
Recettes courantes (en % du PIB)	17,9	18,1	18,3	19,2	19,7	20,3	19,2	18,6	19,4	20,2	14,3	20,0	19,1	.....	Domestic Revenue as % of GDP
Dépenses courantes (en % du PIB)	12,9	13,3	13,3	13,7	16,9	16,0	16,3	16,6	15,6	18,1	10,7	17,2	15,4	.....	Current Expenditure as % of GDP
Dépenses en capital (en % du PIB)	7,4	8,5	9,7	9,9	9,7	10,5	9,9	10,1	11,6	10,5	3,0	11,3	6,8	.....	Capital Expenditure as % of GDP
Solde primaire (en % du PIB)	2,1	1,1	0,9	0,1	-3,2	-1,8	-1,7	-3,3	-2,1	-3,4	1,4	-2,5	-0,2	.....	Primary balance as % of GDP
Solde dons exclus (base engagements) en % du PIB	-1,8	-3,3	-5,4	-4,6	-7,2	-5,9	-6,9	-7,9	-7,8	-8,9	-1,2	-8,7	-3,2	.....	Overall deficit (commitment basis exclud. grant) / GDP (%)
BALANCE DES PAIEMENTS															**BALANCE of PAIEMENTS**
Exportations	765,2	767,5	797,4	832,4	833,5	802,2	987,9	990,1	1071,9	1200,4	1235,7	1235,7	1292,7	1292,7	Exports fob in millions of USD
Importations	1 085,2	1 054,1	1 318,5	1 523,7	1 669,9	1 995,5	2510,4	1947,8	2022,4	2354,1	2496,8	2496,8	2569,8	2569,8	Imports fob in millions of USD
Exportations biens /PIB (en %)	20,6	19,3	18,8	18,1	17,0	14,8	16,5	16,4	16,8	17,6	17,1	17,1	16,7	16,7	Exports fob as % of GDP
Importations/PIB (en %)	29,2	26,4	31,1	33,2	34,1	36,9	41,9	32,3	31,8	34,5	34,6	34,6	33,3	33,3	Imports fob as % of GDP
Couverture export.FAB / import. CAF (en %)	70,5	72,8	60,5	54,6	49,9	40,2	39,4	50,8	53,0	51,0	49,5	49,5	50,3	50,3	Export fob/Import fob (in %)
Compte courant (n c.transf.pub.)	-179,2	-185,2	-271,1	-414,0	-478,9	-680,8	-876,2	-426,2	-322,3	-543,8	-614,1	-614,1	-619,0	-619,0	Current Account Balance (Excl public transfert)
Compte courant (n c.transf.pub,) en % du PIB	-4,8	-4,6	-6,4	-9,0	-9,8	-12,6	-14,6	-7,1	-5,1	-8,0	-8,5	-8,5	-8,0	-0,1	Current Account Balance as % of G.D.P
Solde global	107,0	105,0	106,6	-14,1	99,0	70,8	-88,4	96,4	116,0	-57,3	-51,2	-51,2	10,0	10,0	Overall Balance
Sole global en % du PIB	2,9	2,6	2,5	-0,3	2,0	1,3	-1,5	1,6	1,8	-0,8	-0,7	-0,7	0,1	0,1	Overall Balance as % of G.D.P
DETTE EXTERIEURE															**EXTERNAL DEBT POSITION**
Encours de la Dette	2 294,9	2 030,4	1 865,5	1 942,8	864,0	968,5	1171,6	1624,3	1792,3	2050,9	.....	882,0	885,0	885,0	External Debt Outstanding in millions of USD
Encours de la Dette (en % du PIB)	61,7	50,9	44,1	42,3	17,7	17,9	19,5	26,9	28,1	30,1	.....	12,2	11,5	11,5	External Debt Outstanding as % of GDP
Service Dette pub.extérieure	120,7	112,8	162,1	102,6	96,8	40,3	67,6	64,84	70,8	134,2	.....	147,2	143,0	143,0	External Debt service
Service Dette (en % des export.de biens. & serv.)	11,4	10,6	14,1	8,3	7,7	2,9	6,8	6,5	6,6	11,4	.....	11,5	11,1	3,7	External Debt Service as % of Exports of goods & serv

TOGO (Données en mds CFA sauf indications contraires)	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010*	2011*	juin-12	2012*	juin-13	2013**	TOGO (Data in billions of CFA unless otherwise specification)
DETERMINATION DU PIB															**GDP DETERMINATION**
Consommation publique	122,6	127,0	135,6	150,4	142,4	148,8	190,3	211,5	190,2	206,1	255,0	255,0	248,5	248,5	Public consumption
Consommation privée	878,4	850,9	910,5	1 098,2	1 016,5	1 109,5	1 215,2	1 236,2	1 357,9	1 515,7	1 582,1	1 582,1	1 776,1	1 776,1	Private consumption
Formation brute de capital fixe	158,0	166,6	169,2	183,1	194,5	174,2	203,3	248,7	283,2	309,2	462,3	462,3	571,8	571,8	Gross fixed capital formation
Variation des stocks	13,3	-17,1	-11,6	5,3	6,5	2,9	47,4	30,1	13,4	30,0	60,3	60,3	-2,8	-2,8	Stocks variations
Exportation de biens et services	358,3	402,5	396,7	441,5	445,6	452,0	508,6	565,0	642,1	744,9	833,4	833,4	917,3	917,3	Exports of goods and services
Importation de biens et services	504,4	557,2	577,2	765,3	645,4	674,6	746,2	797,9	905,5	1 065,6	1 203,3	1 203,3	1 309,6	1 309,6	Imports of goods and services
PIB aux prix courants	1 026,2	972,6	1 023,2	1 113,1	1 160,1	1 212,8	1 418,5	1 493,5	1 581,4	1 740,4	1 989,9	1 989,9	2 201,3	2 201,3	GDP at current price
PIB courants en millions de USD	1 476,9	1 677,2	1 937,2	2 109,3	2 219,5	2 530,6	2 959,8	3 165,7	3 192,2	3 689,1	3 888,2	3 888,2	4 406,9	8106,1	GDP at current price in millions of USD
PIB aux prix constants (Base 2000)	898,1	941,6	965,5	977,5	1 015,6	1 036,7	1 061,2	1466,1	1140,7	1196,2	1266,281	1 266,3	1 339,6	1 339,6	GDP at constant price
Taux de croissance réel du PIB (en %)	-1,3	4,8	2,5	1,2	3,9	2,1	2,4	3,4	4,0	4,9	5,9	5,9	5,8	5,8	Real GDP growth rate (in %)
Structure du PIB (en %)															**GDP COMPOSITION (in %)**
Secteur primaire	38,2	35,8	36,2	39,3	36,3	36,0	40,8	42,8	40,8	41,1	42,0	42,0	41,3	41,3	Primary sector
Secteur secondaire	18,3	18,4	17,1	17,2	18,3	18,6	18,1	16,0	16,5	16,3	18,9	18,9	20,3	20,3	Secondary sector
Secteur tertiaire	43,5	45,8	46,6	43,5	45,4	45,4	41,1	41,2	31,7	30,7	27,7	27,7	26,9	26,9	Tertiary sector
INFLATION															**INFLATION**
Inflation (en glissement fin décembre) en %	3,1	-1,7	3,9	5,5	1,5	1,6	9,3	1,5	3,8	1,5	2,0	2,9	2,1	.....	Inflation (end of period) in %
Inflation (en moyenne annuelle) en %	3,1	-0,9	0,4	6,8	2,2	3,2	8,7	3,7	1,4	3,6	2,5	2,6	2,7	.....	Inflation (period Average) in %
Déflateur implicite du PIB	111,4	105,6	111,1	120,8	125,9	131,6	154,0	156,8	159,7	167,9	172,1	172,3	176,7	177,5	GDP deflator
MONNAIE															**MONETARY LIABILITIES & ASSETS**
Masse monétaire M2	233,99	260,2	307,5	313,6	385,0	449,5	531,4	616,7	717	831,3	822,7	905,3	951,6	.....	Broad money M2
M2/PIB (en %)	22,8	26,7	30,1	28,2	33,2	37,1	37,5	41,3	45,3	47,8	41,3	45,5	43,2	.....	M2/GDP (in %)
Taux de change moyen par rapport au dollar US	694,9	579,9	528,2	527,7	522,7	479,3	479,3	471,8	495,4	471,8	511,8	511,8	499,5	499,5	Exchange Rate (Period Average) in USD
Variation du taux de change par rapport au dollar (US en %)	-5,4	-16,5	-8,9	-0,1	-1,0	-8,3	0,0	-1,6	5,0	-4,8	12,3	8,5	-2,4	.....	Exchange Rate variation in USD (In %)
Réserves brutes de change (en millions de USD)	107,9	106,4	172,3	108,4	185,1	215,5	215,5	699	717,8	783,3	561,0	433,4	507,6	.....	External Reserves - Stock (US $ million)
Réserves de change en mois d'importation	7,6	6,0	7,7	2,1	3,9	3,9	4,9	5,4	5,4	4,9	3,5	2,5	2,9	.....	Number of Months of Imports Equivalent
Taux d'intérêt minimum (en %)	3,5	3,5	3,5	3,5	3,9	5,0	4,1	4,0	4,0	4,6	3,5	4,6	5,2	.....	Minimum Interest Rate (in %)
BUDGET DE L'ETAT															**FISCAL OPERATIONS of GOVERNMENT**
Recettes courantes (en % du PIB)	12,5	17,6	17,5	16,9	18,3	16,8	15,6	16,9	18,8	18,2	17,8	18,7	19,6	.....	Domestic Revenue as % of GDP
Dépenses courantes (en % du PIB)	11,8	14,7	14,7	16,5	17,0	17,1	14,3	21,8	22,4	24,1	16,1	18,1	19,4	.....	Current Expenditure as % of GDP
Dépenses en capital (en % du PIB)	1,4	1,1	1,5	3,3	4,1	2,0	3,5	6,2	7,8	8,3	1,7	8,8	4,7	.....	Capital Expenditure as % of GDP
Solde primaire (en % du PIB)	1,9	3,8	3,6	-0,9	0,3	0,0	0,1	-0,5	2,2	-0,9	2,1	-2,0	-1,9	.....	Primary balance as % of GDP
Solde dons exclus (base engagements) en % du PIB	-1,0	1,2	0,6	-4,1	-4,2	0,6	-2,3	-4,9	-3,6	-6,0	-0,9	-8,2	-4,5	.....	Overall deficit (commitment basis exclud. grant) / GDP (%)
BALANCE DES PAIEMENTS															**BALANCE of PAIEMENTS**
Exportations	282,7	325,4	317,5	348,2	329,6	324,4	381,8	426,4	483,5	553,5	649,1	649,1	722,0	722,0	Exports fob in millions of USD
Importations	403,5	427,8	450,8	618,4	496,2	513,8	585,393	621,003	708,4	827,2	938,2	938,2	1033,0	1033,0	Imports fob in millions of USD
Exportations biens /PIB (en %)	27,5	33,5	31,0	31,3	28,4	26,7	26,9	28,5	30,6	31,8	32,6	32,6	32,8	32,8	Exports fob as % of GDP
Importations/PIB (en %)	39,3	44,0	44,1	55,6	42,8	42,4	41,3	41,6	44,8	47,5	47,1	47,1	46,9	46,9	Imports fob as % of GDP
Couverture export.FAB / import. CAF (en %)	70,1	76,1	70,4	56,3	66,4	63,1	65,2	68,7	68,3	66,9	69,2	69,2	69,9	69,9	Export fob/Import fob (in %)
Compte courant (n c.transf.pub.)	-105,7	-113,5	-108,7	-253,8	-106,6	-119,9	-122,0	-121,8	-148,6	-202,2	-255,7	-255,7	-274,7	-274,7	Current Account Balance (Excl public transfert)
Compte courant (n c.transf.pub,) en % du PIB	-10,3	-11,7	-10,6	-22,8	-9,2	-9,9	-8,6	-8,2	-9,4	-11,6	-12,8	-12,8	-12,5	-12,5	Current Account Balance as % of G.D.P
Solde global	15,2	10,2	74,3	-11,0	70,0	0,5	37,0	5,0	36,4	31,7	-17,3	-17,3	10,0	10,0	Overall Balance
Sole global en % du PIB	1,5	1,0	7,3	-1,0	6,0	0,0	2,6	0,3	2,3	1,8	-0,9	-0,9	0,5	0,5	Overall Balance as % of G.D.P
DETTE EXTERIEURE															**EXTERNAL DEBT POSITION**
Encours de la Dette	893,5	827,0	781,4	820,4	840,0	847,2	707,4739	795,3	267,7	279,2	.....	414,9	404,6	404,6	External Debt Outstanding in millions of USD
Encours de la Dette (en % du PIB)	87,1	85,0	76,4	73,7	72,4	69,9	49,9	53,3	16,9	16,0	.....	20,8	18,4	18,4	External Debt Outstanding as % of GDP
Service Dette pub.extérieure	51,406	55,195	54,9	38,2	33,176	33,1	29,6	25,3	20,5	5,6	.....	12,7	32,3	32,3	External Debt service
Service Dette (en % des export.de biens. & serv.)	14,3	13,7	13,8	8,7	7,4	7,3	7,8	5,9	4,2	1,1	.....	2,0	4,6	4,6	External Debt Service as % of Exports of goods & serv

UEMOA (Données en milliards CFA sauf indications contraires)	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	juin-12	2012*	juin-13	2013**	WAEMU (Data in billions of CFA unless otherwise specification)
DETERMINATION DU PIB															**GDP DETERMINATION**
Consommation publique	3233,9	3226,0	3306,6	3359,7	3892,2	4230,5	4574,1	4760,1	4994,8	5313,2	6147,3	5631,6	.....	5865,4	Public consumption
Consommation privée	15558,7	16451,4	17351,9	18327,8	18363,1	20052,0	22392,0	23583,0	25701,0	26500,4	26599,8	28573,6	.....	31189,4	Private consumption
Formation brute de capital fixe	3337,7	3291,0	3616,0	4132,8	4458,0	5085,9	5942,3	5879,2	6281,8	6836,4	7989,6	8162,6	.....	9338,8	Gross fixed capital formation
Variation des stocks	-729,1	441,3	-39,7	619,2	215,7	358,7	581,7	240,5	482,4	-213,9	514,5	912,5	.....	799,9	Stocks variations
Exportation de biens et services	7142,9	6817,6	7277,6	7942,3	8751,4	8767,9	9972,2	10609,8	12163,4	12874,6	14112,1	13740,6	.....	14851,9	Exports of goods and services
Importation de biens et services	7028,6	7564,2	8232,3	9533,3	10007,1	11171,3	12985,8	12461,0	14628,8	14555,0	15882,4	16971,1	.....	18290,4	Imports of goods and services
PIB aux prix courants	21515,4	22663,0	23280,2	24848,6	25673,2	27323,7	31267,6	32647,3	34854,7	36845,7	40447,3	40447,3	43855,9	43855,9	GDP at current price
PIB courants en milliards de USD	31,0	39,1	44,1	47,1	49,1	57,0	65,2	69,2	70,4	78,1	79,0	79,0	87,8	8106,1	GDP at current price in billions of USD
PIB aux prix constants (n/n-1)	20653,0	22180,8	23258,7	24223,7	25576,7	26497,7	21940,9	22552,1	23583,7	23795,5	25346,0	25346,0	26964,4	26964,4	GDP at constant price
Taux de croissance réel du PIB (en %)	1,1	3,1	2,6	4,1	2,9	3,2	3,9	3,0	4,4	0,63	5,9	5,79		6,56	Real GDP growth rate (in %)
Structure du PIB (en %)															**GDP COMPOSITION (in %)**
Secteur primaire	27,8	29,6	26,4	27,0	26,4	26,0	27,8	28,5	29,2	29,6	28,8	29,5	.....	29,0	Primary sector
Secteur secondaire	20,0	19,5	20,1	19,4	21,0	20,5	20,4	19,6	20,0	20,4	21,4	21,3	.....	21,9	Secondary sector
Secteur tertiaire	52,0	51,1	53,3	53,2	52,7	53,5	51,9	51,9	50,8	50,1	40,5	49,2	.....	49,1	Tertiary sector
INFLATION															**INFLATION**
Inflation (en glissement fin décembre) en %	2,9	-0,7	3,8	2,9	2,7	2,5	7,5	2,4	3,9	2,5	2,1	2,8	1,7	.....	Inflation (end of period) in %
Inflation (en moyenne annuelle) en %	2,9	1,1	0,6	4,3	2,3	3,0	7,4	0,4	1,4	3,9	2,7	2,4	2,1	.....	Inflation (period Average) in %
Déflateur implicite du PIB	113,5	118,8	121,7	129,5	135,2	143,7	160,3	149,1	170,7	178,1	182,9	183,2	189,0	187,8	GDP deflator
MONNAIE															**MONETARY LIABILITIES & ASSETS**
Masse monétaire M2	5 494,5	5 652,6	5 979,8	6 434,6	7 170,8	8 511,5	9 327,2	10 653,3	12 313,0	13 669,9	13 904,4	14 995,7	15 466,7	.....	Broad money M2
M2/PIB (en %)	25,5	24,9	25,7	25,9	27,9	31,2	29,8	32,6	35,3	37,1	34,4	37,1	35,3	.....	M2/GDP (in %)
Taux de change moyen par rapport au dollar US	694,87	579,92	528,18	527,69	522,67	479,27	479,27	471,78	495,38	471,76	511,79	511,79	499,52	499,5	Exchange Rate (Period Average) in USD
Variation du taux de change par rapport au dollar US (en %)	-5,4	-16,5	-8,9	-0,1	-1,0	-5,6	-5,6	-1,6	5,0	-4,8	12,3	8,5	-2,4	.....	Exchange Rate variation in USD (in %)
Réserves brutes de change (en millions de USD)	3657,40	3717,30	7060,9	7142,3	7678,6	10006,0	10544,5	13196,7	13667,9	15460,0	13624,2	13630,5	13736,9	.....	External Reserves - Stock (US $ million)
Réserves de change en mois d'importation	8,76	8,13	7,72	6,00	5,70	6,20	5,60	7	6,4	6,1	5,7	5,7	5,1	.....	Number of Months of Imports Equivalent
Taux d'intérêt minimum (en %)	3,5	3,5	3,5	3,5	4,2	4,4	4,7	4,8	4,7	4,8	3,5	4,9	5,1	.....	Minimum Interest Rate (in %)
BUDGET DE L'ETAT															**FISCAL OPERATIONS of GOVERNMENT**
Recettes courantes (en % du PIB)	16,7	17,1	16,5	16,1	17,1	18,4	18,0	17,7	17,8	17,3	19,2	19,4	18,4	.....	Domestic Revenue as % of GDP
Dépenses courantes (en % du PIB)	14,3	14,5	14,0	13,9	14,8	15,4	15,2	15,2	15,0	16,0	15,1	16,8	14,6	.....	Current Expenditure as % of GDP
Dépenses en capital (en % du PIB)	5,7	5,7	6,7	6,7	7,0	7,4	6,7	8,0	7,1	6,9	2,8	7,5	6,1	.....	Capital Expenditure as % of GDP
Solde primaire (en % du PIB)	1,8	1,8	0,9	0,1	-0,3	0,2	0,1	-0,9	-0,2	-1,5	1,6	-1,1	1,3	.....	Primary balance as % of GDP
Solde dons exclus (base engagements) en % du PIB	3,8	4,2	4,4	-5,2	-5,3	-5,0	-4,9	-6,5	-5,4	-6,4	-1,0	-5,5	-2,9	.....	Overall deficit (commitment basis exclud. grant) / GDP (%)
BALANCE DES PAIEMENTS															**BALANCE of PAIEMENTS**
Exportations	6017,9	5886,9	6110,4	6672,6	7403,1	7196,7	8312,0	9134,0	10349,0	11090,7	12082,6	12082,6	12857,6	12857,6	Exports fob in millions of USD
Importations	4763,9	5366,0	5911,7	7027,6	7311,2	8191,5	9736,3	9268,7	10827,9	10682,6	12613,2	12613,2	13677,8	13677,8	Imports fob in millions of USD
Exportations biens /PIB (en %)	28,0	26,0	26,2	26,9	28,8	26,3	26,6	28,0	29,7	30,1	29,9	29,9	29,3	29,3	Exports fob as % of GDP
Importations/PIB	22,1	23,7	25,4	28,3	28,5	30,0	31,1	28,4	31,1	29,0	31,2	31,2	31,2	31,2	Imports fob as % of GDP
Couverture export.FAB / import. CAF (en %)	126,3	109,7	103,4	94,9	101,3	87,9	85,4	98,5	95,6	103,8	95,8	95,8	94,0	94,0	Export fob/Import fob
Compte courant (n c.transf.pub.)	-253,5	-1027,1	-1016,2	-1747,0	-1313,1	-2224,4	-2673,4	-1815,3	-2306,5	-1549,2	-2868,1	-2868,1	-3437,2	-3437,2	Current Account Balance (Excl public transfert)
Compte courant (n c.transf.pub,) en % du PIB	-1,2	-4,5	-4,4	-7,0	-5,1	-8,1	-8,6	-5,6	-6,6	-4,2	-7,1	-7,1	-7,8	-7,8	Current Account Balance as % of G.D.P
Solde global	739,9	228,0	81,9	98,1	537,8	777,9	-7,3	583,3	139,5	-10,4	-263,4	-263,4	50,0	50,0	Overall Balance
Solde global en % du PIB	3,4	1,0	0,4	0,4	2,1	2,8	0,0	1,8	0,4	0,0	-0,7	-0,7	0,1	0,1	Overall Balance as % of G.D.P
DETTE EXTERIEURE															**EXTERNAL DEBT POSITION**
Encours de la Dette	14625,2	13247,4	12457,8	12757,6	8681,4	8427,1	10889,5	11389,4	11308,0	11470,0	.....	8796,8	7611,6	7611,6	External Debt Outstanding in millions of USD
Encours de la Dette (en % du PIB)	68,0	58,5	53,5	51,3	33,8	30,8	34,8	34,9	32,4	31,1	.....	21,7	17,4	17,4	External Debt Outstanding as % of GDP
Service Dette pub.extérieure	1188,9	1027,8	987,7	850,9	778,9	611,9	626,95	752,12	753,12	754,12	.....	755,12	756,12	756,12	External Debt service
Service Dette (en % des export.de biens. & serv.)	16,6	15,1	13,6	10,7	8,9	7,0	7,5	8,2	7,3	6,8	.....	6,2	5,9	5,9	External Debt Service as % of Exports of goods & serv

GAMBIE (Données en millions de dalasi sauf indication contraire)	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010*	2011	juin-12	2012*	juin-13	2013	GAMBIA, The (Data in millions of Dalasi unless otherwise specification)
DETERMINATION DU PIB															**GDP DETERMINATION**
Consommation publique	.....	.....	1 404,1	1 261,5	1 164,0	983,9	1 746,5	.....	.....	.....	....	.....		.....	Public consumption
Consommation privée	.....	.....	13 857,8	14 682,3	15 868,0	18 084,8	18 988,5	.....	.....	.....	....	.....		.....	Private consumption
Formation brute de capital fixe	.....	.....	5 120,8	4 978,9	5 712,3	5 796,6	5 956,6	.....	.....	.....	....	.....		.....	Gross fixed capital formation
Variation des stocks	.....	.....	625,3	653,3	640,5	699,3	625,9	.....	.....	.....	....	.....		.....	Stocks variations
Exportation de biens et services	2 813,2	.....	342,4	201,0	288,2	312,2	277,3	.....	.....	.....	....	.....		.....	Exports of goods and services
Importation de biens et services															Imports of goods and services
PIB aux prix courants	7 364,3	7 364,3	17 381,0	17 934,5	18 684,9	20 555,9	21 749,4	24 134,4	26 658,6	28 532,5	14266,3	29 435,0	17007,0	17007,0	GDP at current price
PIB courants en millions de USD	312,6	312,6	583,3	630,1	665,7	842,8	963,0	905,8	951,7	947,9	446,8	892,6	953,4	.....	GDP at current price in millions of USD
PIB aux prix constants (Base 2004)	670,6	720,3	17 381,0	17 322,0	883,4	944,6	1 002,3	1 118,7	1 180,2	1 129,5	1214,699	1 173,6	1 279,2	1279,2	GDP at constant price
Taux de croissance réel du PIB (en %)	1,3	7,4	6,6	6,9	7,7	6,9	6,1	4,6	5,5	3,3	4,9	3,9	9,0	9,0	Real GDP growth rate (in%)
Structure du PIB (en %)															**GDP COMPOSITION (in %)**
Secteur primaire	17,9	21,3	26,8	26,8	21,9	28,2	31,6	33,2	28,0	30,0	27,0	27,8	30,5	.....	Primary sector
Secteur secondaire	11,6	11,4	13,6	13,9	14,5	11,4	10,9	12,5	12,0	12,0	12,0	12,8	11,7	.....	Secondary sector
Secteur tertiaire	59,6	57,0	53,2	53,9	57,8	60,4	57,5	54,3	55,0	53,0	57,0	59,4	57,8	.....	Tertiary sector
INFLATION															**INFLATION**
Inflation (en glissement fin décembre) en %	13,0	17,6	8,0	4,9	0,4	6,0	6,8	2,7	5,8	4,4	4,2	4,9	5,8	.....	Inflation (end of period) in %
Inflation (en moyenne annuelle) en %	8,6	17,0	14,2	3,2	2,1	5,4	4,5	4,6	5,0	4,8	4,1	4,3	4,6	.....	Inflation (period Average) in %
Déflateur implicite du PIB	133,7	170,3	100,0	103,8	105,3	109,9	112,5	117,1	122,6	127,0	....	.....		.....	GDP deflator
MONNAIE															**MONETARY LIABILITIES & ASSETS**
Masse monétaire M2	3202,52	4593,05	5431,96	6145,19	7757,6	8273,9	9796,4	11695,0	13292,2	14753,4	15081,8	15902,0	17156,1	.....	Broad money M2
M2/PIB (en %)	43,5	62,4	31,3	34,3	41,5	40,3	45,0	48,5	49,9	51,7	105,7	54,0	100,9	.....	M2/GDP (in %)
Taux de change moyen par rapport au dollar US	23,6	31,1	29,8	28,5	28,1	24,4	22,6	26,6	28,0	29,5	30,8	32,0	38,6	.....	Exchange Rate (Period Average) in USD
Variation du taux de change par rapport au dollar US (en %)	41,1	32,0	-4,2	-4,5	-1,4	-13,1	-7,4	18,0	5,1	5,2	5,7	8,6	25,1	.....	Exchange Rate variation in USD (in %)
Réserves brutes de change (en millions de USD)	64,9	62,3	84	96,6	118,6	141,6	112,6	103,"	163,5	176,3	126.9	183,8	203,3	.....	External Reserves - Stock (US $ million)
Réserves de change en mois d'importation	2,9	3,1	4,7	5,2	4,9	4,4	4,3	6,0	5,4	5,0	4,7	4,8	5,1	.....	Number of Months of Imports Equivalent
Taux d'intérêt minimum (en %)	8,0	10,0	5,0	5,0	5,0	5,0	5,0	4,0	4,0	3,5	3,5	0,5	0,5	.....	Minimum Interest Rate (in %)
BUDGET DE L'ETAT															**FISCAL OPERATIONS of GOVERNMENT**
Recettes courantes (en % du PIB)	16,3	21,4	14,4	20,8	21,0	21,8	19,7	16,2	16,0	14,8	17,3	16,0	16,1	.....	Domestic Revenue as % of GDP
Dépenses courantes (en % du PIB)	17,9	23,1	12,4	18,1	17,5	16,9	16,8	15,0	14,6	15,8	17,2	17,7	17,3	.....	Current Expenditure as % of GDP
Dépenses en capital (en % du PIB)	8,4	9,2	8,9	9,4	6,2	5,8	5,6	7,8	8,2	8,0	11,0	11,8	6,8	.....	Capital Expenditure as % of GDP
Solde primaire de base (en % du PIB)	4,0	7,6	6,9	3,2	3,8	4,2	0,7	-4,1	3,8	5,8	6,6	9,4	4,2	.....	Primary balance as % of GDP
Solde dons exclus (base engagements) en % du PIB	-9,1	-10,4	-6,1	-7,4	-2,7	-1,0	-3,3	-7,2	-6,7	-9,0	-11,2	-13,5	-8,0	.....	Overall deficit (commitment basis exclud. grant) / GDP (%)
BALANCE DES PAIEMENTS															**BALANCE of PAIEMENTS**
Exportations en millions GMD	2575,1	1654,36	3028,57	2745,41	2868,80	3047,22	4180,24	4535,71	2743,53	4533,5	1407,7	3234,4	4552,4	.....	Exports fob in millions of GMD
Importations en millions GMD	3536,4	3722,0	6089,2	6361,1	6236,6	6809,2	6094,8	6928,5	5007,9	8690,3	2648,9	11616,5	14135,7	.....	Imports fob in millions of GMD
Exportations biens /PIB (en %)	69,9	44,9	34,8	30,6	30,7	29,6	38,4	37,6	20,6	31,8	19,7	22,0	53,5	.....	Exports fob as % of GDP
Importations/PIB	48,0	50,5	35,0	35,5	33,4	33,1	26,5	30,0	37,6	60,9	37,1	78,9	166,2	.....	Imports fob as % of GDP
Couverture export.FAB / import. CAF (en %)	72,8	44,4	49,7	43,2	46,0	44,8	68,6	65,5	54,8	52,2	53,1	27,8	32,2	.....	Export fob/Import fob (in %)
Compte courant (n c.transf.pub.) en millions GMD	-1166,2	-26,5	-1261,6	-1410,3	-2009,8	-1593,7	69,9	894,1	-211,5	371,5	610,7	-5637,1	-6118,8	.....	Current Account Balance (Excl public transfert)
Compte courant (n c.transf.pub,) en % du PIB	-15,8	-0,4	-7,3	-7,9	-10,8	-7,8	0,3	3,7	-0,8	1,3	4,3	-19,2	-36,0	.....	Current Account Balance as % of G.D.P
Solde global en millions de GMD	294,5	-147,4	346,7	1057,6	309,3	741,7	670,5	-171,6	1433,3	826,7	823,2	3,2	320,2	.....	Overall Balance
Sole global en % du PIB	4,0	-2,0	2,0	5,9	1,7	3,6	3,1	-0,7	5,4	2,9	5,8	0,0	1,9	.....	Overall Balance as % of G.D.P
DETTE EXTERIEURE														.....	**EXTERNAL DEBT POSITION**
Encours de la Dette (millions USD)	546,9	601,4	658,9	688,4	737,8	797,9	343,6	377,1	341,2	339,1	335,2	354,8	387,5	.....	External Debt Outstanding in millions of USD
Encours de la Dette (en % du PIB)	175,0	192,4	113,0	109,2	110,8	94,7	35,7	41,6	35,9	35,8	75,0	39,7	40,6	.....	External Debt Outstanding as % of GDP
Service Dette pub.extérieure (millions USD)	75,0	107,8	129,2	37,2	33,3	38,8	24,5	17,22	31,5	35,313	27,79	4,6	17,6	.....	External Debt service
Service Dette (en % des export.de biens. & serv.)	62,8	....	1124,0	26,4	16,4	12,2	11,1	21,1	14,1	16,2	10,2	11,3	24,8	.....	External Debt Service as % of Exports of goods & serv

GHANA (Données en millions de Cedi sauf indication contraire)	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	juin-12	2012*	juin-13	2013**	GHANA (Data in millions of Cedi unless otherwise specification)
DETERMINATION DU PIB															**GDP DETERMINATION**
Consommation publique	859,4	1 174,9	1 319,7	1 489,1	1 654,3	1 836,3	2 056,7	....	....	....		.....		.....	Public consumption
Consommation privée	3 703,9	4 734,1	6 077,8	7 884,5	9 172,8	11 428,4	12 799,8	....	....	....		.....		.....	Private consumption
Formation brute de capital fixe	969,3	1 521,0	2 265,7	2 817,1	3 371,0	4 045,2	4 530,7	....	....	....		.....		.....	Gross fixed capital formation
Variation des stocks	....	....	....	....	....	....	....	....	....	....		.....		.....	Stocks variations
Exportation de biens et services	2 072,7	2 697,5	3 139,9	3 510,4	4 426,7	5 533,3	6 197,3	....	....	....		.....		.....	Exports of goods and services
I mportation de biens et services	2 676,3	3 496,3	4 822,6	5 997,7	7 392,8	9 093,1	10 184,3	....	....	....		.....		.....	Imports of goods and services
PIB aux prix courants	49 292,8	66 157,7	79 803,7	9 701,8	11 490,3	23 154,0	30 179,0	35 598,0	46 042,0	59 816,0	35 923,0	73 109,0	42 388,0	.....	GDP at current price
PIB courants en millions de USD	62 141,7	7 951,7	8 862,5	10 718,0	12 721,1	24 702,3	28 527,3	25 614,4	31 715,6	38 918,8	21 698,0	38 918,8	21 797,8	.....	GDP at current price in millions of USD
PIB aux prix constants	5 600,8	5 894,7	6 235,9	6 588,7	18 705,1	19 913,0	21 592,0	22 454,5	24 252,0	27 742,0	12 918,4	29 718,0	14 274,6	.....	GDP at constant price
Taux de croissance réel du PIB (en %)	4,5	5,2	5,6	5,9	6,2	6,5	8,4	4,0	8,0	14,4	7,1	7,1	7,9	.....	Real GDP growth rate (in %)
Structure du PIB (en %)															**GDP COMPOSITION (in %)**
Secteur primaire	34,8	36,5	37,9	37,5	35,6	33,9	29,4	31,0	28,0	23,7	21,6	21,1	19,7	.....	Primary sector
Secteur secondaire	25,1	25,2	24,7	25,1	26,0	25,3	19,4	18,5	18,0	23,9	25,9	25,4	26,0	.....	Secondary sector
Secteur tertiaire	29,8	29,1	28,7	28,9	30,1	32,1	46,2	47,9	48,2	45,8	46,3	46,5	46,8	.....	Tertiary sector
INFLATION															**INFLATION**
Inflation (en glissement fin décembre) en %	15,2	23,6	11,8	13,9	10,9	12,7	18,1	16,0	10,3	8,6	9,4	8,8	11,2	.....	Inflation (end of period) in %
Inflation (en moyenne annuelle) en %	14,8	23,7	12,6	15,4	11,7	10,7	16,5	19,3	10,7	8,7	8,8	9,2	9,8	.....	Inflation (period Average) in %
Déflateur implicite du PIB	165,2	212,5	243,1	183,7	203,8	229,8	271,5	314,8	341,8	371,2	409,5	404,0	455,4	.....	GDP deflator
MONNAIE															**MONETARY LIABILITIES & ASSETS**
Masse monétaire M2	1 536,8	2 117,4	2 666,7	3 041,8	4 230,3	5750,6	8190,6	10211,4	13663,2	18 195,2	14994,6	22 618,5	23 303,4	.....	Broad money M2
M2/PIB (en %)	3,1	3,2	3,3	31,4	36,8	24,8	27,1	28,7	29,7	30,4	41,7	30,9	55,0	.....	M2/GDP (in %)
Taux de change moyen par rapport au dollar US	0,8	0,9	0,9	0,9	0,9	0,9	1,1	1,4	1,4	1,5	1,9	1,9	1,9	.....	Exchange Rate (Period Average) in USD
Variation du taux de change par rapport au dollar US (en %)	10,6	9,6	3,5	0,8	1,1	1,9	13,2	33,2	1,4	5,8	23,7	24,3	4,8	.....	Exchange Rate variation in USD (in %)
Réserves brutes de change (en millions de USD)	640,4	1 425,6	1 732,4	1 894,9	2 266,7	2 836,7	2036,2	3164,8	4680,0	5474,6	4090,9	5348,9	4912,5	.....	External Reserves - Stock (US $ million)
Réserves de change en mois d'importation	2,6	3,9	3,0	3,8	3,0	2,7	2,1	2,9	4,8	3,7	2,3	3,4	3,2	.....	Number of Months of Imports Equivalent
Taux d'intérêt minimum (en %)					1,63	1,50	2,10	1,90	2,0	4,1	0,1	5,1	5,1	.....	Minimum Interest Rate (in %)
BUDGET DE L'ETAT															**FISCAL OPERATIONS of GOVERNMENT**
Recettes courantes (en % du PIB)	18,0	20,8	23,8	23,8	13,7	14,8	15,9	15,5	16,8	19,5	18,9	21,2	21,2	.....	Domestic Revenue as % of GDP
Dépenses courantes (en % du PIB)	20,2	18,7	20,2	18,66	13,22	15,58	17,43	15,39	17,48	16,22	18,5	21,85	22,85	.....	Current Expenditure as % of GDP
Dépenses en capital (en % du PIB)	6,1	9,5	11,7	11,9	7,5	8,7	9,1	7,1	7,6	6,2	4,7	6,8	4,8	.....	Capital Expenditure as % of GDP
Solde primaire (en % du PIB)	1,3	2,7	1,1	2,8	-2,1	-4,5	-5,4	0,2	-0,7	2,7	0,6	-0,6	2,7	.....	Primary balance as % of GDP
Déficit global dons exclus (base engagements) en % du PIB	-7,5	-7,9	-8,8	-6,3	-12,7	-14,4	-19,1	-12,5	-8,6	-2,9	-4,3	-7,4	-6,4	.....	Overall deficit (commitment basis exclud. grant) / GDP (%)
BALANCE DES PAIEMENTS															**BALANCE of PAIEMENTS**
Exportations en millions USD	2 015,2	2 562,6	2 704,5	2 802,2	3 726,7	4 172,1	5 269,7	5 839,7	7 960,1	12 785,4	7 535,1	13 541,4	7 426,1	.....	Exports fob in millions of USD
Importations en millions USD	2 707,0	3 232,8	4 297,3	5 347,3	6 753,7	8 066,1	10 268,5	8 046,3	10 922,1	15 968,4	8 865,0	17 762,8	8 669,2	.....	Imports fob in millions of USD
Exportations biens /PIB (en %)	32,7	32,2	30,5	26,1	29,3	16,9	18,5	22,8	25,1	32,9	34,7	34,8	34,1	.....	Exports fob as % of GDP
Importations/PIB (en %)	43,9	40,7	48,5	49,9	53,1	32,7	36,0	31,4	34,4	41,0	40,9	45,6	39,8	.....	Imports fob as % of GDP
Couverture export.FAB / import. CAF (en %)	74,4	79,3	62,9	52,4	55,2	51,7	51,3	72,6	72,9	80,1	85,0	76,2	85,7	.....	Export fob/Import fob (in %)
Compte courant en millions USD (Tranferts Publics exclus)	-252,1	-1 121,0	-2 146,8	-3 040,2	-3 588,8	-4 299,8	-5 871,5	-3 676,5	-5 092,1	-3 903,8	-2 580,4	-7 324,8	-3 220,7	.....	Current Account Balance (Excl public transfert)
Compte courant (n c.transf.pub,) en % du PIB	-0,5	-14,1	-24,2	-28,4	-28,2	-17,4	-20,6	-14,4	-16,1	-10,0	-11,9	-18,8	-14,8	.....	Current Account Balance as % of G.D.P
Solde global		558,32	-10,46	84,34	415,12	530,64	-1 273,4	1 311,0	1 462,7	1 462,7	-1964,55	-1 209,8	-677,4	.....	Overall Balance
Sole global en % du PIB		7,0	-0,1	0,8	3,3	2,1	-4,5	5,1	9,2	7,5	-18,1	-6,2	-6,2	.....	Overall Balance as % of G.D.P
DETTE EXTERIEURE			16,1	19,8	20,5	24,2	20,3								**EXTERNAL DEBT POSITION**
Encours de la Dette (millions USD)	6 491,3	8 023,7	6 777,9	6 347,8	2 177,2	3 590,4	4 035,1	5 007,8	6 320,7	7 589,5	7 704,3	8 835,6	9 343,0	.....	External Debt Outstanding in millions of USD
Encours de la Dette (en % du PIB)	10,4	100,9	76,5	59,2	17,1	14,5	14,1	19,6	19,9	19,5	35,5	22,7	42,9	.....	External Debt Outstanding as % of GDP
Service Dette pub.extérieure (millions USD)	204,0	126,1	194,9	215,2	166,7	192,6	305,8	332,8	307,6	421,4	246,7	529,3	247,3	.....	External Debt service
Service Dette (en % des export.de biens. & serv.)	0,3	4,9	7,2	8,1	4,9	4,7	5,9	5,7	3,6	3,3	1,9	3,9	3,3	.....	External Debt Service as % of Exports of goods & serv

GUINEE (Données en milliards de GNF sauf indications contraires)	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	juin-12	2012*	juin-13	2013**	GUINEA (Data in billions of GNF unless otherwise specification)
DETERMINATION DU PIB															**GDP DETERMINATION**
Consommation publique	467,4	538,8	566,2	670,7	1 065,1	1 156,3	1 270,76	1 889,12	3 550,62	3 355,31	4 449,65	4 118,23	4 865,06	4 865,06	Public consumption
Consommation privée	4 497,1	4 872,4	5 837,8	7 696,9	11 262,1	13 859,3	16 253,1	17 904,0	20 539,7	31 459,0	35 537,3	35 542,6	41 041,3	41 041,3	Private consumption
Formation brute de capital fixe	1 083,8	1 355,3	1 858,2	2 490,0	3 385,1	3 339,0	4 429,2	3 631,8	4 634,4	6 741,4	9 915,5	9 288,7	10 294,3	10 294,3	Gross fixed capital formation
Variation des stocks	33,7	123,3	136,5	216,8	123,9	93,9	140,85	-8,47	2,41	5,05	6,69	5,50	6,74	6,74	Stocks variations
Exportation de biens et services	1 602,3	1 675,0	1 905,7	3 382,9	5 769,8	5 231,4	7 009,0	5 356,9	9 135,2	10 172,2	12 067,3	11 512,5	12 973,2	12 973,2	Exports of goods and services
Importation de biens et services	1 855,3	1 724,0	2 146,8	3 703,3	6 079,4	6 374,2	8 322,36	6 640,75	10 780,74	18 036,27	21 481,28	20 877,40	23 701,35	23 701,35	Imports of goods and services
PIB aux prix courants	5829,13	6840,95	8157,72	10 754	15 094,2	17 354,2	20 780,4	22 132,6	27 081,6	33 696,7	40 495,1	39 590,2	45 479,2	45 479,2	GDP at current price
PIB courants en millions de USD	2 950,3	3 444,6	3 597,0	2 954,4	2 867,4	4 152,5	4 581,1	4 561,5	4 500,5	5 080,3	2 825,5	5 693,3	3 259,8	6 519,5	GDP at current price in millions of USD
PIB aux prix constants (2003)	6 756,6	6 841,0	7 001,0	7 210,9	7 390,9	7 520,8	7 892,1	7 870,0	8 022,5	8 333,3	8 732,6	8 661,7	9 052,4	9 052,4	GDP at constant price
Taux de croissance réel du PIB (en %)	5,2	1,2	2,3	3,0	2,5	1,8	4,9	-0,3	1,9	3,9	4,8	3,9	4,5	4,5	Real GDP growth rate (in %)
Structure du PIB (en %)															**GDP COMPOSITION (in %)**
Secteur primaire	21,6	20,8	23,3	22,3	21,9	23,4	22,8	23,6	20,3	18,8	22,0	22,0	22,0	18,7	Primary sector
Secteur secondaire	31,3	31,7	30,5	32,1	36,7	36,5	38,7	36,8	41,1	39,0	32,9	32,6	32,7	37,7	Secondary sector
Secteur tertiaire	47,0	47,5	46,2	37,9	33,4	32,4	29,9	30,9	30,5	33,6	37,1	37,4	36,8	36,8	Tertiary sector
INFLATION (en %)															**INFLATION (in %)**
Inflation (en glissement fin décembre) en %	6,1	12,9	27,6	29,7	39,1	12,8	13,5	7,9	20,8	19,0	15,0	12,8	9,7	9,7	Inflation (end of period) in %
Inflation (en moyenne annuelle) en %	3,0	12,9	17,5	31,4	34,7	22,9	18,4	4,7	15,5	21,4	13,2	15,2	10,6	10,6	Inflation (period Average) in %
Déflateur implicite du PIB	0,4	15,9	16,5	1,6	2,3	2,3	2,6	2,8	3,4	4,0	4,6	4,6	5,0	9,9	GDP deflator
MONNAIE															**MONETARY LIABILITIES & ASSETS**
Masse monétaire M2	801,0	1083,3	1484,6	2036,8	3247,3	3398,2	4727,2	5945,1	10367,9	11325,6	11204,1	11449,9	11898,0	10232,8	Broad money M2
M2/PIB (en %)	13,7	15,8	18,2	18,9	21,5	19,6	22,7	26,9	38,3	33,6	27,7	28,9	26,2	22,5	M2/GDP (in %)
Taux de change moyen par rapport au dollar US	1975,8	1986,0	2267,9	3640,0	5264,0	4179,3	4594,1	4778,5	5730,6	6632,9	7005,8	6953,8	6975,9	6975,9	Exchange Rate (Period Average) in USD
Variation du taux de change par rapport au dollar US (en %)	1,3	0,5	14,2	60,5	44,6	-17,4	-17,4	4,0	19,9	15,7	3,5	4,8	-0,4	0,3	Exchange Rate variation in USD (in %)
Réserves brutes de change (en millions de USD)	168,8	160,1	130,3	122,2	71,9	43,3	70,07	164,47	253,67	759,56	772,12	637,27	669,72	1057,7	External Reserves - Stock (US $ million)
Réserves de change en mois d'importation	2,3	2,0	1,8	1,5	0,8	0,4	0,6	1,4	1,9	3,8	3,4	3,1	3,9	4,0	Number of Months of Imports Equivalent
Taux d'intérêt minimum (en %)	7.40	6.50	8.4	14.7	14.7	14.7	14,0	16	16	3,95	3,95	.....	.....	.....	Minimum Interest Rate (in %)
BUDGET DE L'ETAT															**FISCAL OPERATIONS of GOVERNMENT**
Recettes courantes (en % du PIB)	13,1	11,0	11,5	14,5	16,0	14,3	15,7	15,4	15,6	16,8	19,8	20,1	17,5	20,3	Domestic Revenue as % of GDP
Dépenses courantes (en % du PIB)	13,3	13,6	12,5	11,4	13,4	11,3	13,4	15,3	21,1	16,3	12,8	15,4	14,2	15,8	Current Expenditure as % of GDP
Dépenses en capital (en % du PIB)	6,3	5,7	5,4	4,7	4,5	3,9	4,0	7,1	9,2	5,2	9,4	15,6	1,3	7,7	Capital Expenditure as % of GDP
Solde primaire (en % du PIB)	0,1	-1,7	-0,5	4,5	4,1	3,8	3,0	-3,8	-12,0	-0,5	0,77	-1,5	1,5	-0,6	Primary balance as % of GDP
Solde dons exclus (base engagements) en % du PIB	-6,7	-8,3	-6,5	-1,6	-2,0	-0,9	-1,5	-7,0	-14,7	-4,7	-2,4	-5,5	-6,4	-4,0	Overall deficit (commitment basis exclud. grant) / GDP (%)
BALANCE DES PAIEMENTS															**BALANCE of PAIEMENTS**
Exportations en millions USD	531,2	708,4	548,8	669,4	667,0	1070,1	1342,0	1049,7	1471,2	1432,7	1194,7	1927,6	670,8	1628,6	Exports fob in millions of USD
Importations en millions USD	668,5	554,4	661,0	739,5	950,6	1206,4	1364,2	1060,1	1404,9	2105,6	1177,3	2254,0	832,8	-2614,3	Imports fob in millions of USD
Exportations biens /PIB (en %)	18,0	20,6	15,3	22,7	23,3	25,8	29,3	23,0	32,7	28,2	42,3	33,9	20,6	25,0	Exports fob as % of GDP
Importations/PIB (en %)	22,7	16,1	18,4	25,0	33,2	29,1	29,8	23,2	31,2	41,4	41,7	39,6	25,5	-40,1	Imports fob as % of GDP
Couverture export.FAB / import. FAB (en %)	79,5	127,8	83,0	90,5	70,2	88,7	98,4	99,0	104,7	68,0	101,5	85,5	80,5	-62,3	Export fob/Import fob (in %)
Compte courant (y c.transf.pub.) en millions USD	-199,8	-8,9	-152,9	-160,4	-221,4	-455,6	-423,2	-403,5	-326,9	-1568,8	-525,9	-1343,9	-651,1	-1391,2	Current Account Balance (Excl public transfert)
Compte courant (y c.transf.pub,) en % du PIB	-4,3	-0,6	-3,5	-4,8	-7,3	-9,2	-9,2	-8,8	-7,3	-30,9	-18,6	-23,6	-20,0	-21,3	Current Account Balance as % of G.D.P
Solde global	-63,3	-41,5	-101,0	-67,4	-9,4	-87,6	-28,7	60,2	-73,0	676,1	43,1	-194,7	-76,9	193,7	Overall Balance
Sole global en % du PIB	-2,1	-1,2	-2,8	-2,3	-0,3	-2,1	-0,6	1,3	-1,6	13,3	1,5	-3,4	-2,4	3,0	Overall Balance as % of G.D.P
DETTE EXTERIEURE															**EXTERNAL DEBT POSITION**
Encours de la Dette (millions USD)	3046,0	3364,1	3276,6	3215,9	3141,5	3102,0	3079,1	3089,4	3061,7	3213,5	3213,5	1101,4	.....	2690,4	External Debt Outstanding in millions of USD
Encours de la Dette (en % du PIB)	103,2	97,7	91,1	108,8	109,6	74,7	67,2	66,6	67,7	63,3	113,7	19,3	.....	42,4	External Debt Outstanding as % of GDP
Service Dette pub.extérieure (millions USD)	134,2	166,7	180,4	195,9	208,7	202,5	188,7	196,2	131,7	204,8	62,7	229,2	.....	298,6	External Debt service
Service Dette (en % des export.de biens. & serv.)	8,4	10,0	9,5	5,8	3,6	3,9	2,7	10,8	8,6	14,3	5,2	11,9	.....	16,5	External Debt Service as % of Exports of goods & serv

NIGERIA (Données en milliards de naira sauf indication contraire)	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	juin-12	2012*	juin-13	2013**	NIGERIA (Data in billions of Naira unless otherwise specification)
	34 494,6	37 936,7	45 296,5												
DETERMINATION DU PIB															**GDP DETERMINATION**
Consommation publique	1 365,0	1 787,6	2 120,8	2 281,6	3 656,9	4 583,4	2 871,4	3 269,9	4 156,1	4 726,2	....	5 587,9		.....	Public consumption
Consommation privée	5 002,2	5 709,0	5 534,7	11 475,4	11 244,1	15 568,2	16 090,5	18 981,0	22 845,1	22 940,7	....	25 903,2		.....	Private consumption
Formation brute de capital fixe	1 477,1	1 797,5	2 160,9	1 046,9	2 331,3	2 858,5	2053,0	3050,6	4012,9	4207,4	....	5399,3		.....	Gross fixed capital formation
Variation des stocks				1,6	1,9	2,9	1,6	1,6	2,0	2,6	....	3,1		.....	Stocks variations
Exportation de biens et services	2 296,5	3 746,5	5 182,6	3 909,0	7 864,2	6 871,8	9837,3	7764,8	13472,3	19467,0	....	25757,0		.....	Exports of goods and services
Importation de biens et services	2 345,0	3 127,1	3 588,0	3 980,2	6 390,2	9 227,4	6188,471	7831,818	9993,935	13407,13	....	17353,93		.....	Imports of goods and services
PIB aux prix courants	7 795,8	9 913,5	11 411,0	14 572,2	18 564,6	20 657,3	24665,2	25236,1	33984,8	37303,4	19310,8	40541,6	20367,6	.....	GDP at current price
PIB courants en millions de USD	64 443,9	76 637,4	85 881,2	112 963,1	146 154,9	174 751,5	192 096,2	165 637,3	226 112,8	235 699,2	118 217,1	257 407,2	130 006,9	.....	GDP at current price in millions of USD
PIB aux prix constants	451,8	495,0	527,6	561,9	595,8	634,3	672,20	718,98	776,33	834,00		889,14	947,83	.....	GDP at constant price
Taux de croissance réel du PIB (en %)	4,6	9,6	6,6	6,5	6,0	6,4	6,0	7,0	8,0	7,4		6,6	6,6	.....	Real GDP growth rate (in %)
Structure du PIB (en %)															**GDP COMPOSITION (in %)**
Secteur primaire	36,5	32,8	29,4	32,0	32,0	32,7	42,1	41,7	40,8	40,2	40,7	39,2	36,9	.....	Primary sector
Secteur secondaire	41,2	41,8	41,8	40,3	40,3	39,1	21,8	20,8	20,4	19,3	29,5	18,3	22,3	.....	Secondary sector
Secteur tertiaire	9,3	11,1	28,9	11,5	11,5	12,1	36,1	37,5	38,8	40,5	29,9	42,5	40,8	.....	Tertiary sector
INFLATION															**INFLATION**
Inflation (en glissement fin décembre) en %	12,2	23,8	10,0	11,6	8,5	6,6	15,1	14,0	11,8	10,3	12,9	12,0	8,4	.....	Inflation (end of period) in %
Inflation (en moyenne annuelle) en %	13,7	14,0	15,0	17,8	8,3	5,4	11,5	9,2	12,4	10,8	11,3	12,2	8,9	.....	Inflation (period Average) in %
Déflateur implicite du PIB	115,1	139,0	167,2	210,2	228,1	235,5	235,5	....	....	.....	.....	.....	.....	.....	GDP deflator
MONNAIE															**MONETARY LIABILITIES & ASSETS**
Masse monétaire M2	1 402,3	1 985,2	2 263,6	2 626,5	4 027,9	5 809,9	9 166,7	10 780,6	11 525,5	13 303,5	13 483,1	15 483,8	15 593,3	.....	Broad money M2
M2/PIB (en %)	18,0	20,0	19,8	18,0	21,7	28,1	37,2	42,7	33,9	35,7	69,8	38,2	76,6	.....	M2/GDP in %
Taux de change moyen par rapport au dollar US	120,587	129,222	132,888	132,15	128,65	125,83	118,53	153,5	150,3	158,3	163,4	157,50	156,67	.....	Exchange Rate (Period Average) in USD
Variation du taux de change par rapport au dollar US (en %)	8,4	7,2	2,8	-0,6	-2,6	-2,2	-5,8	29,5	-2,1	5,3	8,0	-0,5	-4,1	.....	Exchange Rate variation in USD (in %)
Réserves brutes de change (en millions de USD)	7 681,1	7 467,8	16 965,6	28 289,6	42 298,0	51 333,2	53 000,4	42 384,5	32 339,3	32 639,8	35 412,5	43 830,4	44 957,0	.....	External Reserves - Stock (US $ million)
Réserves de change en mois d'importation	9,9	8,5	16,1	11,0	17,3	21,6	15,9	16,3	7,9	6,4	7,6	9,5	10,8	.....	Number of Months of Imports Equivalent
Taux d'intérêt minimum (en %)	2,5	2,4	2,0	1,5	1,5	3,2	3,0	2,9	0,9	1,4	0,4	1,0	1,7	.....	Minimum Interest Rate (in %)
BUDGET DE L'ETAT															**FISCAL OPERATIONS of GOVERNMENT**
Recettes courantes (en % du PIB)	22,2	26,0	34,2	45,0	33,5	27,7	32,4	19,5	20,4	22,3	23,7	13,8	17,2	.....	Domestic Revenue as % of GDP
Dépenses courantes (en % du PIB)	17,7	21,6	30,9	37,4	7,7	7,7	8,7	8,6	8,7	8,2	7,5	5,9	5,5	.....	Current Expenditure as % of GDP
Dépenses en capital (en % du PIB)	8,3	6,4	4,5	4,2	26,4	20,5	23,9	14,2	16,7	17,2	17,6	1,8	2,5	.....	Capital Expenditure as % of GDP
Solde primaire (en % du PIB)	-3,9	-2,0	-1,2	3,4	0,8	0,5	1,1	-2,4	-3,9	-3,1	-1,3	-2,5	-1,8	.....	Primary Balance as % of GDP
Solde dons exclus (base engagements) en % du PIB	-3,9	-2,0	-1,2	-1,3	-0,6	-0,6	-0,2	-3,3	-5,0	-3,1	-1,3	-2,5	-1,8	.....	Overall deficit (commitment basis exclud. grant) / GDP (%)
BALANCE DES PAIEMENTS															**BALANCE of PAIEMENTS**
Exportations en millions USD	14 466,1	23 950,1	34 607,4	55 144,5	57 443,9	66606,0	86316,5	56789,1	78532,1	97163,8	49387,2	96031,6	43766,8	.....	Exports fob in millions of USD
Importations en millions USD	12 546,2	16 134,6	14 940,2	25 976,3	22 630,0	28 533,8	40 097,0	31119,98	46760,47	62161,39	31169,51	53 556,8	25 013,0	.....	Imports fob in millions of USD
Exportations biens /PIB (en %)	22,4	31,3	40,3	48,8	39,3	38,1	44,9	34,3	34,7	41,2	41,8	37,3	33,7	.....	Exports fob as % of GDP
Importations/PIB (en %)	19,5	21,1	17,4	23,0	15,5	16,3	20,9	18,8	20,7	26,4	26,4	20,8	19,2	.....	Imports fob as % of GDP
Couverture export.FAB / import. CAF (en %)	115,3	148,4	231,6	212,3	253,8	233,4	215,3	182,5	167,9	156,3	158,4	179,3	175,0	.....	Export fob/Import fob (in %)
Compte courant (n c.transf.pub.) en millions USD	-2 225,3	3 851,2	15 461,1	37 225,1	38 569,7	27096,48	18787,27	18086,33	19506,59	10927,31	5615,061	18656,11	11005,74	.....	Current Account Balance (Excl public transfert)
Compte courant (n c.transf.pub,) en % du PIB	-3,5	5,0	18,0	33,0	26,4	15,5	9,8	10,9	8,6	4,6	-5,6	7,2	8,5	.....	Current Account Balance as % of G.D.P
Solde global en million de USD	-4 673,5	-1 258,8	8 452,3	11 324,0	14 018,9	9 035,1	-9887,7	-9880,9	-10072,2	7208,9	8051,4	7951,9	13076,6	.....	Overall Balance
Sole global en % du PIB	-7,3	-1,6	9,8	10,0	9,6	5,46	-5,1	-6,0	-4,4	0,1	2,3	4,3	0,9	.....	Overall Balance as % of G.D.P
DETTE EXTERIEURE															**EXTERNAL DEBT POSITION**
Encours de la Dette (millions USD)	30 992,0	32 330,1	35 944,6	20 478,0	3 544,5	3 628,6	3 720,4	3 947,3	4 578,7	5 666,6		6 276,0			External Debt Outstanding in millions of USD
Encours de la Dette (en % du PIB)	48,1	42,2	41,9	18,1	2,4	2,1	1,9	2,4	2,0	2,4		2,6			External Debt Outstanding as % of GDP
Service Dette pub.extérieure (millions USD)	1 168,5	1 809,3	1 754,8	8 943,5	6 727,8	1 023,2	464,6	428,0	354,4	....					External Debt service
Service Dette (en % des export.de biens. & serv.)	8,1	7,6	5,1	16,2	11,7	1,5	0,6	0,7	0,5	....					External Debt Service as % of Exports of goods & serv

SIERRA LEONE (Données en milliards de leone sauf indication contraire)	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010*	2011	juin-12	2012*	juin-13	2013**	SIERRA LEONE (Data in billions of leone unless otherwise specification)
DETERMINATION DU PIB															**GDP DETERMINATION**
Consommation publique	265,1	335,2	446,2	691,1	761,7	756,1	721,1	873,4	1 066,6	1289,14	1693,1	1693,1	1907,4	1907,4	Public consumption
Consommation privée	3 551,6	3 871,7	4 161,3	4 355,0	4 428,4	4 476,2	6 772,3	7 617,3	7 627,7	10933,6	12540	12540,3	15724,9	15724,9	Private consumption
Formation brute de capital fixe	190,6	230,2	263,7	356,0	360,2	355,3	684,4	799,4	3 150,3	5315,87	4082,9	4082,9	2993,8	2993,8	Gross fixed capital formation
Variation des stocks	-364,8	36,3	-235,7	-211,6	258,8	1 418,4	29,5	30,9	38,3	49,952	293,05	293,054	64,721	64,721	Stocks variations
Exportation de biens et services	298,8	483,3	665,0	870,6	918,6	1 009,6	1 009,9	1 121,6	1 722,4	2081,75	4588,7	4588,709	8748,6	8748,6	Exports of goods and services
Importation de biens et services	1 189,5	1 607,9	1 682,8	1 791,0	1 927,0	2 260,0	1 919,4	2 321,0	3 536,4	7144,96	7051,6	7051,6	9872,2	9872,2	Imports of goods and services
PIB aux prix courants	2 751,7	3 348,8	3 831,4	4 307,6	4 875,1	5 825,1	7 470,5	8 308,3	10 256,1	12 752,9	16 452,4	16 452,4	19 864,0	19 864,0	GDP at current price
PIB courants en millions de USD	1 310,8	1 427,8	1 418,3	1 490,7	1 645,9	1 951,8	2 506,0	2 454,0	2 578,2	2 932,3	3 790,4	3 787,4	4 593,7	4 593,7	GDP at current price in millions of USD
PIB aux prix constants	4 341,4	4 755,2	5 062,7	5 283,3	5 511,7	5 952,5	6 356,5	6 559,7	6 910,5	7 322,5	8 436,0	8 436,0	9 668,2	9 668,2	GDP at constant price
Taux de croissance réel du PIB	26,6	9,5	6,5	4,4	4,3	8,0	5,4	3,2	5,3	6,0	18,16	15,2	14,6	14,6	Real GDP growth rate
Structure du PIB (en %)															**GDP COMPOSITION (in %)**
Secteur primaire	40,7	42,2	45,3	49,6	51,0	53,4	54,1	54,5	53,9	55	52	51,4	49,0	49,0	Inflation (end of period) in %
Secteur secondaire	9,9	11,5	11,2	9,7	8,3	9,9	8,4	7,8	7,8	8,1	15,2	14,6	18,9	18,9	Inflation (period Average) in %
Secteur tertiaire	49,4	46,2	38,6	37,3	36,4	32,8	33,8	34,0	34,3	34,1	30,7	32,3	29,6	29,6	GDP deflator
INFLATION															**INFLATION**
Inflation (en glissement fin décembre) en %	-3,1	11,3	14,6	13,1	7,3	13,8	12,3	12,0	17,8	16,6	12,5	11,4	10,8	.....	Consumer price (end of period) in %
Inflation (en moyenne annuelle) en %	-3,2	7,6	14,2	12,0	7,3	13,8	12,5	9,9	17,1	16,0	15,1	12,9	11,5	.....	Consumer price (period Average) in %
Déflateur implicite du PIB	98,1	106,1	113,6	118,4	126,5	142,6	153,9	126,3	147,7	173,8	189,7	195,0	205,5	205,5	GDP deflator
MONNAIE															**MONETARY LIABILITIES & ASSETS**
Masse monétaire M2	376,8	459,1	551,2	724,2	879,6	1 078,7	1 321,2	1 878,1	2 413,9	2 958,3	2 997,9	3 623,2	3 688,3	.....	Broad money M2
M2/PIB (en %)	13,7	13,7	14,4	16,8	18,0	18,5	20,6	23,7	23,5	23,2	18,2	22,0	18,6	.....	M2/GDP (in %)
Taux de change moyen par rapport au dollar US	2 099,2	2 345,4	2 701,3	2 889,6	2 961,9	2 984,5	2 981,1	3 385,7	3 978,1	4349,16	4340,5	4 344,0	4 324,2	.....	Exchange Rate (Period Average) in USD
Variation du taux de change par rapport au dollar US (en %)	5,7	11,7	15,2	7,0	2,5	0,8	-0,1	13,6	17,5	9,3	-0,1	-0,1	-0,4	.....	Exchange Rate variation in USD (in %)
Réserves brutes de change (en millions de USD)	85,0	66,5	122,1	144,5	184,2	215,5	209,5	336,3	344,8	376,8	377	420,6	434,6	.....	External Reserves - Stock (US $ million)
Réserves de change en mois d'importation	3,1	1,7	3,3	4,8	4,9	5,2	4,2	6,2	1,9	2,6	2	2,5	3,0	.....	Number of Months of Imports Equivalent
Taux d'intérêt minimum (en %)	4,0	4,0	6,0	5,5	5,5	5,5	4,0	3,5	3,5	4	4	4,0	3,0	.....	Minimum Interest Rate (in %)
BUDGET DE L'ETAT															**FISCAL OPERATIONS of GOVERNMENT**
Recettes courantes (en % du PIB)	8,7	8,6	9,3	9,7	10,2	9,2	10,2	10,2	11,8	16,2	10,6	11,4	12,9	.....	Domestic Revenue as % of GDP
Dépenses courantes (en % du PIB)	16,4	14,5	14,5	14,4	14,3	11,1	13,5	13,6	15,1	17,8	18,3	12,3	11,9	.....	Current Expenditure as % of GDP
Dépenses en capital (en % du PIB)	3,1	3,4	3,5	4,7	4,4	3,0	4,0	6,2	9,2	12,4	5,5	7,0	1,9	.....	Capital Expenditure as % of GDP
Solde primaire (en % du PIB)	-5,5	-4,3	-2,5	-2,5	-2,6	-0,7	-2,4	-3,5	-5,6	-1,2	-2,4	-2,0	2,0	.....	Primary Balance as % of GDP
Solde dons exclus (base engagements) en % du PIB	-10,9	-9,3	-8,6	-9,6	-8,5	-5,0	-7,1	-8,2	-12,5	-14,0	-6,1	-8,0	-1,0	.....	Overall deficit (commitment basis exclud. grant) / GDP (%)
BALANCE DES PAIEMENTS															**BALANCE of PAIEMENTS**
Exportations en millions USD	48,7	111,0	144,5	172,5	250,4	292,0	278,1	271,25	362,89	385,19	....	1164,6	1583,2	1583,2	Exports fob in millions of USD
Importations en millions USD	227,3	311,0	274,3	361,7	351,2	395,6	471,7	457,89	735,03	1725,9	....	2020,6	1808,9	1808,9	Imports fob in millions of USD
Exportations biens /PIB (en %)	3,7	7,8	10,2	11,6	15,2	15,0	11,1	11,1	28,2	26,3	....	61,5	68,9	68,9	Exports fob as % of GDP
Importations/PIB (en %)	17,3	21,8	19,3	24,3	21,3	20,3	18,8	18,7	57,0	117,7	....	106,7	78,8	78,8	Imports fob as % of GDP
Couverture export.FAB / import. FAB (en %)	21,4	35,7	52,7	47,7	71,3	73,8	59,0	59,2	49,4	22,3%	....	0,6	0,9	87,5%	Export fob/Import fob (in %)
Compte courant (n c.transf.pub.) en millions USD	-236,1	-241,8	-274,5	-327,6	-185,7	-157,1	-221,4	-134,4	-587,1	-1616,6	....	-1164,9	-472,1	-492,4	Current Account Balance (Excl public transfert)
Compte courant (n c.transf.pub,) en % du PIB	-18,0	-16,9	-19,4	-22,0	-11,3	-8,1	-8,8	-5,5	-45,5	-110,3	....	-61,5	-20,6	-21,4	Current Account Balance as % of G.D.P
Solde global	-71,1	-186,0	-142,1	-209,1	49,8	95,6	-191,5	108,1	-25,7	23,1	-90,7	35,4	16,4	-22,0	Overall Balance
Sole global en % du PIB	-5,4	-13,0	-10,0	-14,0	3,0	4,9	-7,6	4,4	-2,0	1,6	-2,5	1,9	0,7	-1,0	Overall Balance as % of G.D.P
DETTE EXTERIEURE															**EXTERNAL DEBT POSITION**
Encours de la Dette (millions USD)	1 536,0	1 662,2	1 710,2	1 689,6	1 610,9	533,7	620,2	692,9	767,9	890,1	891,7	932,2	981,6	.....	External Debt Outstanding in millions of USD
Encours de la Dette (en % du PIB)	117,2	116,4	120,6	113,3	97,9	27,3	24,7	28,2	29,8	30,4	23,5	24,6	21,4	.....	External Debt Outstanding as % of GDP
Service Dette pub.extérieure (millions USD)	46,4	45,7	44,9	26,1	17,3	9,36	3,6	4,5	6,4	18,5	25,2	31,5	7,5	.....	External Debt service
Service Dette (en % des export.de biens. & serv.)	47,2	26,1	20,3	45,7	5,5	3,1	1,9	2,8	3,6	4,8	5,8	2,7	0,5	.....	External Debt Service as % of Exports of goods & serv

CAP VERT (Données en millions d'escudos sauf indication contraire)	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010*	2011	juin-12	2012*	juin-13	2013**	CABO VERDE (Data in millions of escudos unless otherwise specification)
DETERMINATION DU PIB															**GDP DETERMINATION**
Consommation publique	13 409,8	15 947,5	17 471,6	18 521,6	19 001,9	21296,3	22739,3	24708,4	25536,4	26 016,3	26 759,8	25 862,9	26916,57	26916,57	Public consumption
Consommation privée	64 421,9	68 750,9	68 694,3	70 066,8	80 106,8	76770,2	81863,7	86838,7	87328,2	88 709,6	108 156,4	78 241,8	77615,9	77615,9	Private consumption
Formation brute de capital fixe	26 150,5	24 734,8	31 961,7	30 858,1	37 645,7	53943,8	57285,2	52336,7	62624,9	66 175,2	54 691,9	67 366,3	61977	61977	Gross fixed capital formation
Variation des stocks	-88,6	-62,9	434,5	196,7	-595,0	6786,6	8091,0	7163,9	3399,2	3 781,7	572,8	3 799,0	4004,347	4004,347	Stocks variations
Exportation de biens et services	15 209,2	11 606,8	11 364,3	16 183,6	19 400,5	36823,2	35280,8	35168,7	40320,3	44 565,8	34 875,1	44 437,2	46203,26	46203,26	Exports of goods and services
Importation de biens et services	46 344,7	41 450,3	47 839,8	49 641,5	58 175,7	75293,52	78522,72	71867,21	80378,89	88 701,6	87 293,0	78 212,9	74538,07	74538,07	Imports of goods and services
PIB aux prix courants	72 758,1	79 526,7	82 086,5	86 185,3	97 384,2	121 973,7	134 698,4	135 879,1	138 568,5	140 216,0	137 763,0	142 333,0	143 045,1	143 045,1	GDP at current price
PIB courants en millions de USD	621,0	814,0	925,0	1 000,0	1 200,0	1 427,3	1 700,0	1711,8	1663,9	1768,7	1603,1	1658,1	1703,3		GDP at current price in millions of USD
PIB aux prix constants	20 496,5	21 456,4	22 374,7	23 833,7	26 250,9	28 521,4	30 269,9	128 433	130 316,8	132 532,2	36 422,3	133 857,5	134 526,8	134 526,8	GDP at constant price
Taux de croissance réel du PIB (en %)	5,3	4,7	4,4	6,5	10,1	8,6	6,1	-1,3	1,5	1,7	4,3	1,0	0,5	0,5	Real GDP growth rate (in %)
Structure du PIB (en %)															**GDP COMPOSITION (in %)**
Secteur primaire	33,7	32,1	32,3	32,3	32,4	9,2	8,5	8,9	8,5	8,8	8,9	8,9	9,1	9,1	Primary sector
Secteur secondaire	13,6	13,7	13,3	13,3	13,0	16,2	18,0	18,7	17,6	17,8	18,5	18,5	18,0	18,0	Secondary sector
Secteur tertiaire	52,7	54,2	54,4	54,4	54,5	61,0	59,8	60,2	61,2	74,0	76,3	76,3	73,1	73,1	Tertiary sector and non-financial services
INFLATION															**INFLATION**
Inflation (en glissement fin décembre) en %	3,0	-2,3	-0,3	1,7	4,7	4,4	6,8	1,0	3,4	4,5	1,6	4,1	1,2		Inflation (end of period) in %
Inflation (en moyenne annuelle) en %	3,0	-2,3	-0,3	1,7	2,1	4,4	6,8	1,0	2,1	4,5	3,2	2,5	2,8	.....	Inflation (period Average) in %
Déflateur implicite du PIB	100,9	105,3	104,2	106,4	112,0	118,8	118,8	114,6	116,4	121,6	121,1	124,7	124,4	.....	GDP deflator
MONNAIE															**MONETARY LIABILITIES & ASSETS**
Masse monétaire M2	52356,8	56883,4	62848,3	72641,3	86215,8	94607,9	102088,9	105451,7	110388,7	112444	113388,6	117748,5	126413,6	.....	Broad money M2
M2/PIB (en %)	72,0	71,5	76,6	84,3	88,5	77,6	75,8	77,6	79,7	80,2	82,3	82,7	88,4	.....	M2/GDP (in %)
Taux de change moyen par rapport au dollar US	117,3	97,8	88,7	88,6	87,9	80,6	75,3	79,4	83,3	79,3	85,9	85,8	84,0	.....	Exchange Rate (Period Average) in USD
Variation du taux de change par rapport au dollar US (en %)	-4,8	-16,7	-9,1	-0,2	-0,3	-0,5	-0,5	5,4	4,9	-4,8	9,3	8,3	-2,3	.....	Exchange Rate variation in USD (in %)
Réserves brutes de change (en millions de USD)	80	94	140	174	209	354,7267	409,5326	384,3	404,2	347,3	365,5	393,4		.....	External Reserves - Stock (US $ million)
Réserves de change en mois d'importation	2,02	1,83	2,37	3,4	3,6	4,09	4,1	3,9	3,7	3,4	3,9	3,9	3,7	3,7	Number of Months of Imports Equivalent
Taux d'intérêt minimum (en %)	7.9	6.4	6.3	6.3	6.3	6.3	6.3	6,3	6,3	3,2	3,05			.....	Minimum Interest Rate (in %)
BUDGET DE L'ETAT															**FISCAL OPERATIONS of GOVERNMENT**
Recettes courantes (en % du PIB)	32,6	27,8	31,8	24,1	26,4	27,0	28,1	27,1	28,3	26,9	23,0	24,6	21,7	.....	Domestic Revenue as % of GDP
Dépenses courantes (en % du PIB)	21,1	21,4	20,4	22,1	23,4	21,7	21,8	19,5	19,8	20,5	19,9	20,9	21,9	.....	Current Expenditure as % of GDP
Dépenses en capital (en % du PIB)	13,4	10,3	10,8	13,5	14,1	13,0	14,4	13,2	19,4	16,0	15,5	16,8	9,7	.....	Capital Expenditure as % of GDP
Solde primaire (en % du PIB)	-1,8	-3,9	0,6	-4,2	-3,9	1,3	-1,8	-5,7	-10,8	-9,5	-10,2	-13,1	0,9	.....	Primary Balance as % of GDP
Solde dons exclus (base engagements) en % du PIB	-10,5	-9,1	-8,4	-11,4	-10,4	-3,6	-6,8	-11,1	-17,6	-12,5	-12,4	-15,1	-7,4	.....	Overall deficit (commitment basis exclud. grant) / GDP (%)
BALANCE DES PAIEMENTS															**BALANCE of PAIEMENTS**
Exportations en millions d'escudo	4909,3	5150,0	5092,6	7891,4	8429,2	781,4	1651,1	2049,3	3022,3	4393,0	8457,0	4119,7	6381,6	.....	Exports fob in millions of USD
Importations en millions d'escudo	32602,3	35215,0	38748,9	38851,4	49122,8	57723,9	63278,9	58426,8	66216,4	81269,8	-36765,4	74097,9	31512,9	.....	Imports fob in millions of USD
Exportations biens /PIB (en %)	6,7	6,5	6,2	8,9	8,4	0,6	1,2	1,5	2,2	3,1	6,1	2,9	4,5	.....	Exports fob as % of GDP
Importations/PIB (en %)	44,8	42,3	47,2	43,8	43,7	47,3	47,0	43,0	47,8	58,0	-26,7	52,1	22,0	.....	Imports fob as % of GDP
Couverture export.FAB / import. CAF (en %)	15,0	15,4	13,1	20,3	19,2	1,4	2,6	3,5	4,6	5,4	-23,0	5,6	20,3	.....	Export fob/Import fob (in %)
Compte courant (n c.transf.pub.) en millions d'escudo	-12264	-13643	-16500	-7841	-11398	-21241	-26311	-26772	-26468	-29479	-11184	-22380	-3526	.....	Current Account Balance (Excl public transfert)
Compte courant (n c.transf.pub,) en % du PIB	-16,9	-17,2	-20,1	-9,1	-11,7	-17,4	-19,5	-19,7	-19,1	-21,0	-8,1	-15,7	-2,5	.....	Current Account Balance as % of G.D.P
Solde global en million d'escudo	-6280,55	-6385,59	-9714,07	-1715,97	-5673,97	7120,26	2611,47	569,2	2252,7	-3484,2	2919,4	3962,2	2012,1	.....	Overall Balance
Sole global en % du PIB	-8,6	-8,0	-11,8	-2,0	-5,8	5,8	1,9	0,4	1,6	-2,5	2,1	2,8	1,4	.....	Overall Balance as % of G.D.P
DETTE EXTERIEURE															**EXTERNAL DEBT POSITION**
Encours de la Dette (millions USD)	384,18	440,41	466,87	482,28	713	788,3	858,2	794,3	853,6	891,4	....	912,0	1210,3	.....	External Debt Outstanding in millions of USD
Encours de la Dette (en % du PIB)	61,9	54,1	50,5	48,2	59,4	52,1	48,0	46,4	51,3	50,4	....	55	63,1	.....	External Debt Outstanding as % of GDP
Service Dette pub.extérieure (millions USD)	20,93	19,11	23,08	31,8	25,8	23,3	21,4	24,4	22,7	21,4	....	20,2	.....	.....	External Debt service
Service Dette (en % des export.de biens. & serv.)	50,1	36,2	40,3	35,7	11,7	5,1	4,6	5,5	4,7	3,8	....	3,9	.....	.....	External Debt Service as % of Exports of goods & serv

LIBERIA (Données en millions de dollars libérien sauf indication	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	June_2012	2012*	June_2013	2013**	LIBERIA (Data in millions of Liberian dollar unless otherwise
DETERMINATION DU PIB														...,	**GDP DETERMINATION**
Consommation publique	...,	...,	...,	...,	...,	...,	...,	...,	...,	...,		...,		...,	Public consumption
Consommation privée	...,	...,	...,	...,	...,	...,	...,	...,	...,	...,		...,		...,	Private consumption
Formation brute de capital fixe	...,	...,	...,	...,	...,	...,	...,	...,	...,	...,		...,		...,	Gross fixed capital formation
Variation des stocks	...,	...,	...,	...,	...,	...,	...,	...,	...,	...,		...,		...,	Stocks variations
Exportation de biens et services	...,	...,	...,	...,	...,	...,	...,	...,	...,	...,		...,		...,	Exports of goods and services
mportation de biens et services	...,	...,	...,	...,	...,	...,	...,	...,	...,	...,		...,		...,	Imports of goods and services
PIB aux prix courants	34 625,6	30 013,3	28 913,4	31 594,7	37 522,0	45 847,0	54 742,8	61 087,6	90 496,0	110 252,7	66 277,7	128 446,7	74 165,5		GDP at current price
PIB courants en millions de USD	560,7	432,6	526,6	541,5	627,7538	754,4354	862,092	900,8636	1289,3	1546,9	885,0	1 734,0	988,5	1962,71	GDP at current price in millions of USD
PIB aux prix constants en millions de USD	546,1	419,3	507,8	402,0	433,3	474,2	508,0	531,5	710,2	768,0	835,1	835,1	901,5	...,	GDP at constant price
Taux de croissance réel du PIB (en %)	2,7	2,8	2,9	5,3	7,8	9,4	7,1	4,6	5,5	8,2	9,5	8,3	8,1	...,	Real GDP growth rate (in %)
Structure du PIB (en %)															**GDP COMPOSITION (in %)**
Secteur primaire	49,1	54,6	52,3	66,9	63,8	65,5	67,2	63,1	63,4	63,5	41,8	41,8	37,5	...,	Primary sector
Secteur secondaire	4,8	3,6	5,0	7,3	7,7	7,9	7,1	6,6	6,4	9,5	14,0	14,0	18,1	...,	Secondary sector
Secteur tertiaire	19,2	20,5	23,9	25,6	28,5	26,6	25,7	30,3	30,2	27,1	44,2	44,2	43,0	...,	Tertiary sector and non-financial services
INFLATION															**INFLATION**
Inflation (en glissement fin décembre) en %	11,1	5,0	0,0	7,0	8,9	11,7	9,4	9,7	6,6	11,4	7,1	7,7	7,0		Inflation (end of period) in %
Inflation (en moyenne annuelle) en %	14,1	10,3	3,6	11,1	7,4	11,4	17,5	7,4	7,3	8,5	9,0	7,7	7,6	...,	Inflation (period Average) in %
Déflateur implicite du PIB	103,3	103,8	104,3	134,7	139,4	156,1	169,7	169,5	181,5	201,4	106,0	207,6	109,7	...,	GDP deflator
MONNAIE															**MONETARY LIABILITIES & ASSETS**
Masse monétaire M2	2983,0	3266,0	4687,1	6361,9	8413,1	11661,6	17222,7	23627,9	32071,2	43398,2	42068,3	44742,4	48085,5	...,	Broad money M2
M2/PIB (en %)	8,6	10,9	16,2	20,1	22,4	25,4	31,5	38,7	35,4	39,4	63,5	34,8	64,8	...,	M2/GDP (in %)
Taux de change moyen par rapport au dollar US	61,8	69,4	54,9	54,7	56,9	60,8	63,5	67,8	70,2	71,3	74,9	74,1	75,0	...,	Exchange Rate (Period Average) in USD
Variation du taux de change par rapport au dollar US	27,1	12,3	-20,9	-0,4	4,0	6,8	4,5	6,8	3,5	1,5	3,2	3,9	0,2	...,	Exchange Rate variation in USD
Réserves brutes de change (en millions de USD)	3	7	19	25	71,9	119,3	139,0	171,0	255,5	289,7	266,8	257,5	231,4	...,	External Reserves - Stock (US $ million)
Réserves de change en mois d'importation	0,00	0,5	0,20	0,10	4,15	0,70	2,0	3,6	4,4	3,3	2,8	2,3	2,5	...,	Number of Months of Imports Equivalent
Taux d'intérêt minimum (en %)	5,00	3,55	3,40	3,10	2,7	2,6	2,3	2,1	2,0	2,0	2,0	2,0	2,0	...,	Minimum Interest Rate (in %)
BUDGET DE L'ETAT															**FISCAL OPERATIONS of GOVERNMENT**
Recettes courantes (en % du PIB)	...,	...,	...,	...,	31,3	37,9	24,2	26,7	31,2	25,1	26,5	26,9	28,6	...,	Domestic Revenue as % of GDP
Dépenses courantes (en % du PIB)	...,	...,	...,	...,	16,5	19,2	24,2	25,9	26,8	23,0	23,8	19,6	20,9	...,	Current Expenditure as % of GDP
Dépenses en capital (en % du PIB)	...,	...,	...,	...,	2,6	3,0	2,7	3,1	2,4	2,8	2,6	2,2	10,7	...,	Capital Expenditure as % of GDP
Solde primaire (en % du PIB)	...,	...,	...,	...,	12,4	4,3	-4,7	-2,1	1,8	-1,7	0,7	2,1	-4,4	...,	Primary Balance as % of GDP
Solde dons exclus (base engagements) en % du PIB	-1,1	-0,5	-0,7	-0,7	12,2	7,0	-2,7	-2,2	2,1	-0,2	0,1	1,8	-3,1	...,	Overall deficit (commitment basis exclud, grant) / GDP (%)
BALANCE DES PAIEMENTS															**BALANCE of PAIEMENTS**
Exportations en millions USD	166	109	104	131,3	157,85	208	254	153	215	622,2	254,9	578,6	287,4	...,	Exports fob in millions of USD
Importations en millions USD	145	128	236	309,9	466,7	499	709	574	674	1076,2	860	1229,2	535,4	...,	Imports fob in millions of USD
Exportations biens /PIB (en %)	29,6	25,2	19,7	24,2	25,1	27,6	29,5	17,0	16,7	40,2	28,8	33,4	29,1	...,	Exports fob as % of GDP
Importations/PIB (%)	25,9	29,6	44,8	57,2	74,3	66,1	82,2	63,7	52,3	69,6	97,2	70,9	54,2	...,	Imports fob as % of GDP
Couverture export,FAB / import, CAF (en %)	114,5	85,2	44,1	42,4	33,8	41,7	35,8	26,7	31,9	57,8	29,6	47,1	53,7	...,	Export fob/Import fob (in %)
Compte courant (n c,transf,pub,) en millions USD	20,0	47,0	13,0	-108,0	-108,0	-1328,0	-488	-336	-430	-745,7	-905,6	-2633,03	-920,4	...,	Current Account Balance (Excl public transfert)
Compte courant (n c,transf,pub,) en % du PIB	3,6	10,9	2,5	-19,9	-17,2	-176,0	-56,6	-37,3	-33,4	-48,2	-102,3	-151,8	-93,1	...,	Current Account Balance as % of G,D,P
Solde global	-81	-75	-79	-115	-126	-156	-1315	-1490	-781	975,4	-95,9	-55,23	4,59	...,	Overall Balance
Sole global en % du PIB	-14,9	-17,3	-15,0	-21,2	-20,1	-20,7	-152,5	-165,4	-60,6	63,1	-10,8	-3,2	0,5	...,	Overall Balance as % of G,D,P
DETTE EXTERIEURE															**EXTERNAL DEBT POSITION**
Encours de la Dette (millions USD)	...,	...,	3 105,0	3 080,4	3 132,6	4 892,9	3 162,9	1 638,5	222,9	238,6	341,4	269,3	284,1	...,	External Debt Outstanding in millions of USD
Encours de la Dette (en % du PIB)	...,	...,	589,6	568,8	499,0	648,6	366,9	181,9	17,3	15,4	38,6	15,5	28,7	...,	External Debt Outstanding as % of GDP
Service Dette pub,extérieure (millions USD)	...,	...,	...,	215,2	166,75	192,6	305,8	332,8	307,6	421,4	246,7	505,7	...,	...,	External Debt service
Service Dette (en % des export,de biens, & serv,)	...,	...,	...,	8,1	4,9	4,7	5,9	5,7	3,9	3,3	...,	3,7	...,	...,	External Debt Service as % of Exports of goods & serv